LENINE

œuvres

tome
5

mai
1901
février
1902

LÉNINE

par où commencer ? • la question agraire et les « critiques » de marx • que faire ?

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

5

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE l'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
5
Mai 1901–Février 1902

EDITIONS SOCIALES • PARIS
EDITIONS DU PROGRES • MOSCOU
1965

PRÉFACE

Le tome 5 comprend les Œuvres de Lénine, écrites entre mai 1901 et février 1902.

Font partie de ce tome les articles et notes de Lénine publiés dans l'*Iskra* : « Par où commencer ? », « Nouveau massacre », « Un aveu précieux », « Les leçons de la crise », « Les ultra-réactionnaires à l'œuvre », « La lutte contre les affamés », « Où en sont nos affaires à l'étranger », « Entretien avec les défenseurs de l'économisme », « Le début des manifestations », « L'agitation politique et « le point de vue de classe » et d'autres écrits. Dans ces articles Lénine parle de tous les événements importants de la vie intérieure de la Russie, éclaire les problèmes concrets de l'édification du Parti et de la lutte de classe du prolétariat.

L'article « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme », publié dans la revue *Zaria* en décembre 1901, est consacré à l'étude de la tactique du Parti marxiste du prolétariat par rapport à la bourgeoisie libérale.

L'ouvrage « La question agraire et les « critiques » de Marx » est consacré à l'exposition et au développement de la théorie marxiste de la question agraire et à la critique des révisionnistes russes et internationaux.

Dans ce tome figure également l'ouvrage *Que faire ?* dont les thèses théoriques constituèrent la base de l'idéologie du Parti bolchévik.

Le volume comprend sept écrits inclus pour la première fois dans les Œuvres de V. Lénine. Trois notes de l'*Iskra* : « Un congrès des zemstvos », « De la lettre des « Ouvriers du Midi » et « Réponse à un « lecteur ». Les quatre docu-

ments suivants : « Le discours du 21 septembre (4 octobre) » (discours de Lénine au congrès « d'unification » des organisations du P.O.S.D.R. à l'étranger du 21 septembre (4 octobre) 1901), « La revue *Svoboda* », « Pour le 25e anniversaire de l'activité révolutionnaire de G. Plékhanov » et « Anarchisme et socialisme » n'avaient pas été publiés au moment où ils avaient été écrits et n'ont vu le jour qu'après la Révolution d'Octobre.

PAR OÙ COMMENCER ?[1]

Rédigé en mai 1901.
Paru en mai 1901
dans le n° 4 de l'« Iskra »

Conforme au texte
de l'« Iskra »

РОССІЙСКАЯ СОЦІАЛЬ-ДЕМОКРАТИЧЕСКАЯ РАБОЧАЯ ПАРТІЯ

ИСКРА

№ 4. МАЙ 1901 ГОДА № 4.

СЪ ЧЕГО НАЧАТЬ?

САМОДЕРЖАВІЕ И ФИНАНСЫ

Première page du journal *Iskra* n° 4, portant l'article de V. Lénine « Par où commencer? ». 1901

(*Réduction*)

Ces dernières années, la question : « Que faire ? » se pose avec force aux social-démocrates russes. Il ne s'agit plus de choisir une route (comme c'était le cas à la fin des années 80 et début des années 90), mais de déterminer ce que nous devons faire pratiquement sur une route connue, et de quelle façon. Il s'agit du système et du plan d'activité pratique. Il faut avouer que cette question, essentielle pour un parti d'action, relative au caractère et aux modalités de la lutte, est toujours sans solution et suscite encore parmi nous de sérieuses divergences, qui témoignent d'une instabilité et de flottements de pensée regrettables. D'une part, la tendance « économique », qui s'attache à tronquer, à rétrécir le rôle de l'organisation et de l'agitation politiques, est encore loin d'être morte. D'autre part, continue à porter la tête haute la tendance de l'éclectisme sans principes qui s'adapte à toute nouvelle « orientation » et est incapable de distinguer entre les besoins du moment et les buts essentiels et les exigences permanentes du mouvement pris dans son ensemble. Comme on sait, cette tendance a pris racine dans le *Rabotchéié Diélo* [2]. Sa dernière déclaration-« programme », le retentissant article portant le titre retentissant : « Un tournant historique » (n° 6 du *Listok du « Rabotchéié Diélo »* [3]), confirme de façon éclatante cette définition. Hier encore, nous étions en coquetterie avec l'« économisme », nous nous indignions de la condamnation catégorique portée contre la *Rabotchaïa Mysl* [4], nous « mitigions » la façon dont Plékhanov envisageait la lutte contre l'autocratie ; aujourd'hui, nous voilà déjà citant la phrase de Liebknecht : « Si les circonstances changent en 24 heures, il faut aussi en 24 heures changer de tactique » ; nous parlons déjà de créer une « solide organisation de combat » pour attaquer de front, pour livrer assaut à l'absolutisme ; de faire « une large agitation politique révolu-

tionnaire (comme nous y allons : politique et révolutionnaire à la fois !) dans les masses » ; de lancer « un appel incessant à la protestation dans la rue » ; « de préparer des manifestations publiques d'un caractère politique bien tranché » (*sic*), etc., etc.

Nous pourrions, certes, exprimer notre satisfaction de voir le *Rabotchéié Diélo* assimiler si vite le programme formulé par nous dès le premier numéro de l'*Iskra*[5] : constituer un parti solidement organisé, visant non seulement à arracher des concessions de détail, mais à enlever la forteresse même de l'autocratie. Cependant, l'absence chez nos assimilateurs de tout point de vue bien ferme, est de nature à gâter tout notre plaisir.

Le nom de Liebknecht est, il va de soi, invoqué à tort par le *Rabotchéié Diélo*. En 24 heures, on peut modifier la tactique de l'agitation sur quelque point spécial, modifier un détail quelconque dans l'activité du Parti. Mais pour changer, je ne dirai pas en 24 heures, mais même en 24 mois, ses conceptions sur l'utilité générale, permanente et absolue d'une organisation de combat et d'une agitation politique dans les masses, il faut être dénué de tout principe directeur. Il est ridicule d'invoquer la diversité des circonstances, le changement des périodes : la constitution d'une organisation de combat et l'agitation politique sont obligatoires dans n'importe quelles circonstances « ternes, pacifiques », dans n'importe quelle période de « déclin de l'esprit révolutionnaire ». Bien plus, c'est précisément dans ces circonstances et dans ces périodes qu'un pareil effort est nécessaire, car au moment de l'explosion, de la conflagration, il est trop tard pour créer une organisation ; elle doit être déjà prête, afin de déployer immédiatement son activité. « Changer de tactique en 24 heures ! » Mais pour en changer, il faut au préalable en avoir une. Or, sans une organisation solide, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et en toutes périodes, il ne saurait même être question de ce plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes, suivi sans défaillance, qui seul mérite le nom de tactique. Voyez en effet : on nous assure déjà que le « moment historique » pose à notre parti un problème « absolument nouveau », celui de la terreur. Hier, ce qui était « absolument nouveau », c'était le problème de l'organisation

et de l'agitation politiques ; aujourd'hui, c'est celui de la terreur. N'est-il pas singulier d'entendre des gens aussi oublieux de leurs antécédents parler d'un changement radical de tactique ?

Heureusement, le *Rabotchéié Diélo* a tort. Le problème de la terreur n'a rien de nouveau. Il nous suffira de rappeler brièvement les conceptions établies de la social-démocratie russe.

Sur le plan des principes, nous n'avons jamais rejeté ni ne pouvons rejeter la terreur. C'est un des aspects de guerre, qui peut convenir parfaitement, et même être indispensable à un certain moment du combat, dans un certain état de l'armée et dans certaines conditions. Mais le fait est justement qu'on nous propose aujourd'hui la terreur non point comme l'une des opérations d'une armée combattante, opération étroitement rattachée et articulée à tout le système de la lutte, mais comme un moyen d'attaque isolée, indépendant de toute armée et se suffisant à lui-même. D'ailleurs, à défaut d'une organisation révolutionnaire centrale et avec des organisations révolutionnaires locales faibles, la terreur ne saurait être autre chose. C'est bien pourquoi nous déclarons résolument que, dans les circonstances actuelles, la terreur est une arme inopportune, inopérante, qui détourne les combattants les plus actifs de leur tâche véritable et la plus importante pour tout le mouvement, et qui désorganise non pas les forces gouvernementales, mais les forces révolutionnaires. Souvenez-vous des derniers événements : sous nos yeux, la grande masse des ouvriers et du « bas peuple » des villes se ruait au combat, mais il manquait aux révolutionnaires un état-major de dirigeants et d'organisateurs. Dans ces conditions, si les révolutionnaires les plus énergiques se consacrent à la terreur, ne risquons-nous pas d'affaiblir les détachements de combat, les seuls éléments sur lesquels on puisse fonder un espoir sérieux ? N'avons-nous pas à craindre une rupture de liaison entre les organisations révolutionnaires et ces foules dispersées d'hommes mécontents, protestant et prêts au combat, dont la faiblesse ne tient qu'à leur dispersion ? Or, cette liaison est le gage unique de notre succès. Loin de nous l'idée de refuser toute importance à des coups héroïques isolés, mais notre devoir est de mettre en garde de

toute notre énergie contre cet engouement pour la terreur auquel tant de gens sont si enclins aujourd'hui, au point d'y voir notre arme principale et essentielle. La terreur ne sera jamais un acte de guerre à l'égal des autres : dans le meilleur des cas, elle ne convient que comme l'une des formes de l'assaut décisif. La question se pose : pouvons-nous, au moment actuel, *appeler* à cet assaut ? Le *Rabotchéié Diélo* pense probablement que oui. Du moins, il s'écrie : « Formez les colonnes d'assaut ! » Mais c'est là encore un zèle mal inspiré. Le gros de nos forces est formé de volontaires et d'insurgés. En fait d'armée permanente, nous n'avons que quelques petits détachements, et encore ils ne sont pas mobilisés, n'ont pas de liaison entre eux, ne sont pas entraînés à se former en colonnes d'une façon générale, sans même parler de colonnes d'assaut. Dans ces conditions, tout homme capable d'envisager l'ensemble de notre lutte, sans s'en laisser distraire à chaque « tournant » de l'histoire, doit comprendre que notre mot d'ordre, à l'heure actuelle, ne saurait être « À l'assaut ! », mais bien « Entreprenons le siège en règle de la forteresse ennemie ! » En d'autres termes, l'objectif immédiat de notre Parti ne peut pas être d'appeler toutes les forces dont il dispose à se lancer dès maintenant à l'attaque, mais d'appeler à mettre sur pied une organisation révolutionnaire capable de rassembler toutes les forces et d'être le dirigeant non seulement en titre, mais réel, du mouvement, c'est-à-dire une organisation toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion, en les mettant à profit pour accroître et endurcir une armée apte à livrer le combat décisif.

La leçon des événements de février et de mars [6] est si suggestive qu'on ne rencontre guère aujourd'hui d'objections de principe à cette conclusion. Seulement, ce que l'heure présente réclame de nous, ce ne sont pas des principes, mais une solution pratique. Il ne suffit pas de voir clairement quel type d'organisation est nécessaire, et pour quel travail précis, il faut en tracer le *plan*, de façon à pouvoir commencer à la bâtir, de tous les côtés à la fois. Vu l'urgence et l'importance de cette question, nous nous décidons, pour notre part, à soumettre à l'attention des camarades l'esquisse d'un plan que nous développerons plus longuement dans une brochure [7] en cours de préparation.

A notre avis, le point de départ de notre activité, le premier pas concret vers la création de l'organisation souhaitée, le fil conducteur enfin qui nous permettrait de faire progresser sans cesse cette organisation en profondeur et en largeur, doit être la fondation d'un journal politique pour toute la Russie. Avant tout, il nous faut un journal, sans quoi, toute propagande et toute agitation systématiques, fidèles aux principes et embrassant les divers aspects de la vie, sont impossibles. C'est pourtant là la tâche constante et essentielle de la social-démocratie, tâche particulièrement pressante aujourd'hui, où l'intérêt pour la politique et le socialisme s'est éveillé dans les couches les plus larges de la population. Jamais encore on n'avait senti avec autant de force qu'aujourd'hui le besoin de compléter l'agitation fragmentaire par l'action personnelle, les tracts et les brochures édités sur place, etc., par cette agitation généralisée et régulière que seule la presse périodique permet. On peut dire sans crainte d'exagération que la fréquence et la régularité de parution (et de diffusion) du journal permet de mesurer de la façon la plus exacte le degré d'organisation atteint dans ce secteur vraiment primordial et essentiel de notre activité militaire. Ensuite, il nous faut, très précisément, un journal pour toute la Russie. Si nous n'arrivons pas et tant que nous n'arriverons pas à unifier l'action que nous exerçons sur le peuple et sur le gouvernement par la presse, ce sera une utopie de penser coordonner d'autres modes d'action plus complexes, plus difficiles, mais aussi plus décisifs. Ce dont notre mouvement souffre le plus, sur le plan idéologique et sur celui de la pratique, de l'organisation, c'est de la dispersion, du fait que l'immense majorité des social-démocrates est à peu près totalement absorbée par des besognes purement locales qui réduisent à la fois leur horizon, l'envergure de leurs efforts, leur accoutumance et leur aptitude à l'action clandestine. C'est dans cette dispersion qu'il faut chercher les racines les plus profondes de cette instabilité et de ces flottements dont nous avons parlé plus haut. Aussi le *premier* pas à franchir pour échapper à ce défaut, pour faire converger plusieurs mouvements locaux en un seul mouvement commun à toute la Russie, doit être la fondation d'un journal pour toute la Russie. Enfin, il nous faut absolument

un journal *politique*. Sans journal politique, dans l'Europe moderne, pas de mouvement qui puisse mériter la qualification de politique. Sans cela, impossible de venir à bout de notre tâche : concentrer tous les éléments de mécontentement et de protestation politiques pour en féconder le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Nous avons fait le premier pas, nous avons suscité dans la classe ouvrière la passion des révélations « économiques », touchant la vie des fabriques. Nous devons faire le pas suivant : éveiller dans tous les éléments un peu conscients de la population la passion des révélations *politiques*. Ne nous inquiétons pas si les voix accusatrices en politique sont encore si faibles, si rares, si timides. La cause n'en est nullement dans une résignation générale à l'arbitraire policier. La cause, c'est que les hommes capables d'accuser et disposés à le faire n'ont pas de tribune du haut de laquelle ils puissent parler, pas d'auditoire écoutant avidement et encourageant les orateurs, et qu'ils ne voient nulle part dans le peuple de force à laquelle il vaille la peine d'adresser ses plaintes contre le gouvernement « tout-puissant ». Mais maintenant tout cela change avec une extrême rapidité. Cette force existe, c'est le prolétariat révolutionnaire ; il a déjà prouvé sa volonté non seulement d'entendre et de soutenir un appel à la lutte politique, mais encore de se jeter hardiment dans la mêlée. Nous avons aujourd'hui le moyen et le devoir d'offrir au peuple tout entier une tribune pour faire le procès du gouvernement tsariste : cette tribune doit être un journal social-démocrate. La classe ouvrière russe, à la différence des autres classes et catégories de la société russe, manifeste un intérêt soutenu pour les connaissances politiques et présente constamment (non pas seulement dans les moments d'effervescence particulière) une énorme demande de publications illégales. Etant donné cette demande massive, la formation déjà amorcée de dirigeants révolutionnaires expérimentés, le degré de concentration atteint par la classe ouvrière et qui lui assure en fait la maîtrise des quartiers ouvriers des grandes villes, des centres usiniers, des bourgs industriels, la fondation d'un journal politique est parfaitement à la mesure du prolétariat. Par l'entremise du prolétariat, le journal pénétrera parmi la petite bourgeoisie des villes, les artisans des campagnes et les paysans

et deviendra ainsi un véritable organe politique populaire.

Le journal ne borne pas cependant son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation politique et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour d'un bâtiment en construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente, qui ne s'occupera pas seulement d'un travail local mais aussi général et régulier, habituant ses membres à suivre de près les événements politiques, à apprécier leur rôle et leur influence sur les diverses catégories de la population, à trouver pour le parti révolutionnaire la meilleure façon d'agir sur ces événements. Les problèmes techniques — la fourniture dûment organisée au journal de matériaux, sa bonne diffusion — obligent déjà à avoir un réseau d'agents locaux au service d'un seul et même parti, d'agents en relations personnelles les uns avec les autres, connaissant la situation générale, s'exerçant à exécuter régulièrement les diverses fonctions fragmentaires d'un travail à l'échelle de toute la Russie, s'essayant à la préparation de telle ou telle action révolutionnaire. Ce réseau d'agents * sera justement la carcasse de l'organisation qui nous est nécessaire : suffisamment étendue pour embrasser tout le pays ; suffisamment large et diverse pour réaliser une division du travail stricte et détaillée ; suffisamment ferme pour pouvoir en toutes circonstances, quels que soient les « tournants » et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne *propre* ; suffisamment souple pour savoir, d'une part, éviter la bataille à découvert contre un ennemi numériquement

* Il va de soi que ces agents ne pourraient travailler avec profit que s'ils étaient très proches des comités locaux (groupes, cercles) de notre Parti. En général, tout le plan esquissé par nous demande naturellement pour sa réalisation le concours le plus actif des comités, qui ont tenté maintes fois l'unification du Parti et qui, nous en sommes persuadés, obtiendront cette unification un jour ou l'autre, sous une forme ou sous une autre.

supérieur qui a rassemblé toutes ses forces sur un seul point, et, d'autre part, profiter du défaut de mobilité de cet ennemi et tomber sur lui quand et où il s'y attend le moins. Aujourd'hui nous incombe la tâche relativement facile de soutenir les étudiants qui manifestent dans les rues des grandes villes. Demain la tâche sera peut-être plus malaisée, comme celle de soutenir le mouvement des sans-travail dans telle ou telle région. Après-demain, nous devrons être à nos postes pour prendre une part révolutionnaire à une révolte paysanne. Aujourd'hui nous devons exploiter la tension politique qu'a engendrée le gouvernement par sa campagne contre les zemstvos. Demain nous devrons encourager l'indignation de la population contre les abus de tel ou tel bachi-bouzouk tsariste et contribuer, par le boycottage, les campagnes d'excitation, les manifestations, etc., à lui infliger une leçon qui le fasse battre en retraite publiquement. Pour arriver à ce degré de préparation au combat, il faut l'activité permanente d'une armée régulière. Et si nous groupons nos forces dans un journal commun, nous verrons se former à l'œuvre et sortir du rang non seulement les plus habiles propagandistes, mais encore les organisateurs les plus avertis, les chefs politiques les plus capables du Parti, qui sauront à point nommé lancer le mot d'ordre de la lutte finale et en assumer la direction.

En conclusion, deux mots pour éviter un malentendu possible. Nous avons parlé tout le temps d'une préparation systématique, méthodique, mais nous n'avons nullement voulu dire par là que l'autocratie ne pouvait tomber que par suite d'un siège en règle ou d'un assaut organisé. Ce serait raisonner en absurde doctrinaire. Il est fort possible et bien plus probable sur le plan historique, au contraire, qu'elle tombe sous le choc d'une explosion spontanée ou d'une de ces complications politiques imprévues qui menacent constamment de tous côtés. Mais il n'est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l'esprit d'aventure, régler sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désemparer notre labeur systématique, et moins nous compterons sur l'inattendu, plus nous aurons de chance de n'être jamais pris de court par les « tournants historiques. »

UN NOUVEAU MASSACRE

Nous traversons, semble-t-il, un moment où notre mouvement ouvrier de nouveau engendre irrésistiblement de ces conflits aigus qui effraient tant le gouvernement et les classes possédantes et qui réconfortent et réjouissent tellement les socialistes. En effet, ces conflits, malgré le nombre considérable des victimes de la répression militaire, nous réconfortent et nous réjouissent, car ils offrent à la classe ouvrière l'occasion de montrer par sa résistance qu'elle n'accepte pas sa situation, ne veut pas rester esclave, ne se soumet pas sans protester à la violence et à l'arbitraire. Le régime actuel, même si les choses y suivent le cours le plus pacifique, impose inévitablement et toujours à la classe ouvrière des sacrifices sans nombre. Des milliers et des dizaines de milliers d'hommes s'emploient toute leur vie à créer des richesses pour les autres, périssent de faim et de privations perpétuelles, meurent prématurément de maladies causées par des conditions de travail odieuses, par des logements misérables et par le manque de repos. Et il mérite cent fois le nom de héros, celui qui aime mieux mourir en combattant ouvertement les défenseurs et les gardiens de ce régime abject, que mourir à petit feu comme une rosse abrutie, accablée et surmenée. Nous ne voulons pas du tout dire que les bagarres avec la police soient la meilleure forme de lutte. Au contraire, nous avons toujours répété aux ouvriers qu'il est de leur propre intérêt de mener la lutte avec plus de calme et de retenue, de tâcher de mettre les mécontentements de toute nature au service de la lutte organisée du parti révolution-

naire. Mais la principale source qui alimente la social-démocratie révolutionnaire, c'est précisément cet esprit de protestation des masses ouvrières qui, devant l'oppression et la violence qu'elles subissent, ne peut manquer de se libérer de temps en temps par des explosions désespérées. Explosions qui éveillent à la vie consciente les plus larges catégories d'ouvriers écrasés sous la misère et l'ignorance et répandent parmi eux une haine profonde contre les ennemis et les oppresseurs de la liberté. C'est pourquoi l'annonce d'un massacre comme celui qui a eu lieu le 7 mai à l'usine Oboukhov, par exemple, nous fait dire : « L'insurrection ouvrière est écrasée, vive l'insurrection ouvrière ! »

Il fut un temps, relativement bien récent, où les insurrections ouvrières étaient de rares exceptions, causées seulement par des conditions toutes particulières. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il y a quelques années, nous avons connu une période de prospérité industrielle. Le commerce allait bon train, la demande de main-d'œuvre était grande. Et malgré tout, les ouvriers organisaient des grèves afin d'obtenir de meilleures conditions de travail : ils avaient compris qu'ils ne devaient pas laisser échapper l'occasion, qu'ils devaient profiter justement du moment où les fabricants touchaient de gros bénéfices et pouvaient plus facilement être contraints à faire des concessions. Mais voilà qu'à la prospérité succédait la crise : les fabricants ne trouvent pas preneur, leurs bénéfices diminuent, le nombre des faillites augmente, les usines réduisent leur production et licencient des ouvriers qui sont jetés en masse sur le pavé sans un morceau de pain. Les ouvriers sont acculés à une lutte désespérée non plus pour améliorer leur sort, mais pour conserver le niveau atteint, et diminuer les pertes que les fabricants leur font supporter. Ainsi le mouvement ouvrier s'accentue en profondeur et en étendue : d'abord la lutte dans des cas exceptionnels ; ensuite une lutte obstinée et continue pendant la période d'essor industriel et de prospérité commerciale ; enfin, la même lutte obstinée et continue pendant la crise. Dès aujourd'hui, nous pouvons l'affirmer, le mouvement ouvrier est devenu un fait constant de notre vie et ira en grandissant dans n'importe quelles conditions.

Mais la crise succédant à l'essor industriel n'apprendra pas seulement aux ouvriers que la lutte en commun est devenue pour eux une nécessité constante. Elle détruira également les illusions néfastes qui ont commencé à se former dans la période de prospérité industrielle. Çà et là, les ouvriers ont assez facilement réussi, au moyen de grèves, à arracher aux patrons des concessions et l'on a commencé à surestimer le rôle de cette lutte « économique », à oublier que les unions professionnelles (corporatives) et les grèves ne peuvent, tout au plus, qu'obtenir pour la marchandise-force de travail, des conditions de vente un peu plus avantageuses. Les unions corporatives et les grèves sont impuissantes lorsque cette « marchandise », en raison de la crise, reste invendable ; elles sont impuissantes à changer les conditions qui font de la force de travail une marchandise et qui condamnent des masses de travailleurs au chômage et à la misère la plus noire. Pour changer ces conditions, il faut une lutte révolutionnaire contre tout le régime social et politique actuel, et la crise industrielle obligera d'innombrables ouvriers à se convaincre de la justesse de cette vérité.

Revenons au massacre du 7 mai. Nous donnons plus loin les renseignements que nous possédons sur les grèves de mai et les troubles ouvriers de Pétersbourg [8]. Nous allons analyser ici le communiqué de la police sur le massacre du 7 mai. Depuis quelque temps nous avons pu nous habituer aux communiqués gouvernementaux (ou policiers) sur les grèves, les manifestations, les accrochages avec la troupe ; nous disposons déjà d'assez de matériaux pour juger jusqu'à quel point ces communiqués sont véridiques, nous pouvons parfois, par la fumée du mensonge policier, deviner le feu de la révolte populaire.

« Le 7 mai courant — déclare le communiqué officiel — dans les aciéries Oboukhov au village d'Alexandrovskoïé, route de Schlüsselbourg, après la pause de midi, environ 200 ouvriers de diverses sections ont arrêté le travail et, au cours d'une explication avec le sous-directeur, le lieutenant-colonel Ivanov, ont présenté diverses revendications sans fondement. »

Si les ouvriers ont cessé le travail sans préavis de quinze jours — en admettant que l'arrêt du travail n'ait pas été causé par des illégalités patronales, ce qui n'est pas rare —,

cela ne constitue, même au regard de la législation russe (qui ces derniers temps a été systématiquement complétée et renforcée contre les ouvriers) qu'un délit de simple police relevant du juge de paix. Mais le gouvernement russe, avec ses rigueurs, se met de plus en plus dans une situation ridicule : d'un côté, il édicte des lois établissant de nouvelles infractions à la loi (par exemple, refus volontaire de travail ou participation à un attroupement endommageant le bien d'autrui ou résistant par la violence à la force armée) ; il augmente les peines pour faits de grève, etc. ; de l'autre côté, il perd la possibilité politique et matérielle d'appliquer ces lois et de prononcer des jugements conformes. Il est matériellement impossible de traduire en jugement pour refus de travail, pour faits de grève ou pour « attroupement », des milliers et des dizaines de milliers d'individus. Il est politiquement impossible d'engager dans chacun de ces cas des débats judiciaires, car on aura beau trier les juges, châtrer la publicité, il restera quand même une ombre de procès et ce « procès » sera fait non pas contre les ouvriers, mais contre le gouvernement. Et voilà comment les lois pénales, faites tout spécialement pour faciliter au gouvernement sa lutte *politique* contre le prolétariat (et en même temps pour *masquer* son caractère politique en invoquant la « raison d'Etat », des considérations sur « l'ordre public », etc.), sont inexorablement refoulées à l'arrière-plan par la lutte politique *directe*, par le combat de rue en règle. La « justice » jette son masque d'impartialité et de solennité et prend la fuite, laissant le champ libre à la police, aux gendarmes et aux cosaques, lesquels sont reçus à coups de pierres.

En effet, rappelez-vous ce que dit le gouvernement des « revendications » ouvrières. Au regard de la loi, l'arrêt du travail est un délit, indépendamment de la nature des revendications. Mais le gouvernement a déjà perdu justement la possibilité de se placer sur le terrain de cette loi même qu'il a si récemment édictée et il s'efforce de justifier la répression « par ses propres moyens » en déclarant que les revendications des ouvriers étaient sans fondement. Mais qui les a jugées telles ? Le lieutenant-colonel Ivanov, sous-directeur de l'usine, c'est-à-dire l'autorité même dont les ouvriers avaient à se plaindre ! Rien d'étonnant si les ou-

vriers répondent à coups de pierres à de telles explications des gens au pouvoir !

Lorsque les ouvriers sont tous descendus dans la rue et ont arrêté la circulation de l'omnibus, ce fut une véritable bataille. Les ouvriers semblent s'être battus de toutes leurs forces, car *deux fois* ils ont réussi à repousser l'attaque des policiers, des gendarmes, des gardes à cheval et de la troupe armée de l'usine *, et cela bien qu'ils n'eussent pour toute arme que des pierres. « Quelques coups de feu », il est vrai, sont partis aussi de la foule, — à en croire le communiqué policier, — mais ils n'ont blessé personne. Par contre, les pierres tombaient « *dru comme grêle* », et les ouvriers montraient dans la résistance non seulement de l'obstination, mais de la présence d'esprit et de l'habileté à s'adapter du premier coup aux conditions et à choisir la meilleure forme de lutte. Ils occupèrent les cours voisines et, à *l'abri des palissades* arrosèrent de pierres les bachibouzouks tsaristes, si bien qu'*après* trois feux de salve, qui tuèrent un ouvrier (seulement un ?) et en blessèrent huit (?), (dont un est mort le lendemain), après quoi, malgré la fuite de la foule, la bataille continuait encore et les compagnies du régiment d'infanterie d'Omsk, mandées à ce moment, eurent à « faire évacuer les ouvriers » des cours voisines.

Le gouvernement a triomphé. Mais chacune de ces victoires ne fera que hâter sa défaite finale. Chaque bataille avec le peuple grossira le nombre des ouvriers révoltés et prêts au combat, suscitera des meneurs plus expérimentés, mieux armés et plus audacieux. Nous avons déjà eu l'occasion de dire quel plan les meneurs devraient suivre. Nous avons déjà insisté maintes fois sur la nécessité absolue d'une forte organisation révolutionnaire. Mais à propos d'événe-

* Au fait, le communiqué gouvernemental dit que « la troupe armée de l'usine » « se tenait prête dans la cour de l'entreprise », tandis que les gendarmes, les gardes à cheval et les sergents de ville n'ont été appelés que plus tard. Depuis quand et pourquoi tenait-on *prête* dans la cour de l'usine cette troupe *armée* ? Est-ce depuis le 1er mai ? Est-ce que l'on s'attendait à une manifestation ouvrière ? Nous l'ignorons, mais il est certain que le gouvernement cache à dessein les faits qui ont provoqué et fait grandir le mécontentement et l'effervescence des ouvriers.

ments comme ceux du 7 mai, il ne faut pas non plus perdre de vue ce qui suit.

On a beaucoup parlé ces temps derniers de l'impossibilité et de l'inutilité des batailles de rues contre l'armée moderne. Ceux qui insistaient surtout là-dessus étaient les malins « critiques » qui voulaient faire passer la vieille friperie de l'érudition bourgeoise pour les déductions nouvelles de la science impartiale, falsifiant à cette occasion les paroles d'Engels, qui ne visaient, et encore avec des réserves, qu'une tactique temporaire de la social-démocratie allemande [9]. Nous voyons même par l'exemple d'une seule bataille que tout ce bavardage est absolument dénué de sens. La bataille de rue est possible et la position désespérée n'est pas celle des lutteurs, mais bien celle du gouvernement, s'il a affaire à toute une population, et non à une usine. Dans l'échauffourée du 7 mai, les ouvriers n'avaient rien d'autre que des pierres, mais ce n'est certes pas l'interdiction du préfet de police qui les empêchera une autre fois de s'approvisionner d'autres armes. Les ouvriers n'étaient pas préparés, ils n'étaient que 3 500, et ils ont néanmoins repoussé plusieurs centaines de gendarmes, de policiers, de gardes à cheval et de fantassins. Rappelez-vous ce qu'a coûté à la police l'assaut d'une *seule* maison, n° 63, route de Schlüsselbourg [10] ! Et songez à ce qu'il en coûtera de « *faire évacuer les ouvriers* », non pas de deux ou trois cours ou maisons, mais de quartiers entiers de Pétersbourg ! Ne faudrait-il pas aussi, dans le cas d'une lutte décisive « faire évacuer » les maisons et les cours de la capitale non plus seulement par les ouvriers, mais encore par tous ceux qui aujourd'hui n'ont pas oublié l'ignoble boucherie du 4 mars [11], qui ne pactisent pas avec le gouvernement policier, mais qui, apeurés, ne croient pas encore en leurs propres forces ?

Camarades, tâchez d'avoir les noms de tous les tués et blessés du 7 mai. Que tous les ouvriers de la capitale honorent leur mémoire et se tiennent prêts à soutenir une nouvelle et décisive bataille contre le gouvernement policier, pour la liberté du peuple !

« Iskra » n° 5, juin 1901

Conforme au texte de l'« Iskra »

LES PERSÉCUTEURS DES ZEMSTVOS ET LES ANNIBALS DU LIBÉRALISME[12]

Rédigé en juin 1901.
Publié pour la première fois en décembre 1901 dans la revue « Zaria », n° 2-3.
Signé: T. P.

Conforme au texte de la revue collationné sur le texte du recueil : V. I. Iline, « En 12 ans », 1907

№ 2-3

Декабрь

1901-го г

ЗАРЯ

Соціаль-демократическій научно-политическій журналъ. Издается при ближайшемъ участіи Г. В. Плеханова, В. И. Засуличъ и П. Б. Аксельрода.

Цѣна 3 руб

Die

Morgenröthe

Heft 2-3

Dezember 1901

Stuttgart

J. H. W. Dietz Nachf. (G. m. b. H.)

1901

Couverture de la revue *Zaria* n° 2-3, 1901, dans lequel ont été publiés les articles de Lénine : « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme », les quatre premiers chapitres de « La question agraire et les « critiques » de Marx » (sous le titre « Messieurs les « critiques » dans la question agraire ») et la « Revue de politique intérieure »

Si l'on a dit du paysan russe qu'il est pauvre avant tout de la conscience de sa pauvreté, on peut dire du Russe moyen ou du sujet russe que pauvre de droits civils, il est surtout pauvre de la conscience de son état de servitude. Tout comme le moujik est accoutumé à sa misère sans issue, accoutumé à vivre sans réfléchir aux causes de cette misère ni aux possibilités d'y remédier, le Russe moyen, d'une manière générale, est accoutumé à la toute-puissance du gouvernement, accoutumé à vivre sans se demander si cette toute-puissance peut continuer à subsister et si, à côté d'elle, rien ne mine le régime politique suranné. Un « antidote » particulièrement efficace contre ce défaut de conscience et cette léthargie politique, ce sont d'ordinaire les « documents secrets * » qui montrent que non seulement quelques têtes brûlées ou des ennemis avérés du gouvernement, mais ses membres eux-mêmes, ministres et tsar y compris, sentent combien est chancelante la forme autocratique de gouvernement et recherchent tous les moyens d'améliorer une situation qui ne les satisfait aucunement. C'est à cette catégorie de documents qu'appartient le mémoire de Witte qui, ayant eu maille à partir avec le ministre de l'Intérieur, Gorémykine, à propos de l'extension de l'institution des zemstvos à la périphérie, a résolu de se prévaloir de sa perspicacité et de son attachement à l'autocratie en dressant contre les zemstvos un acte d'accusation **.

---

* Je ne parle évidemment que de cette sorte d'« antidotes » que constituent les publications de presse, et qui est loin d'être la seule, loin d'être « particulièrement efficace ».

** *L'autocratie et les zemstvos.* Mémoire confidentiel de S. Witte, ministre des Finances, avec préface et notes de R.N.S. Edité par *Zaria* [18]. Stuttgart, Verlag von J.H.W. Dietz Nachf. 1901. P. XLIV et 212.

Les zemstvos sont accusés d'être incompatibles avec l'autocratie, d'être une institution constitutionnelle de par leur nature même, de susciter, du seul fait de leur existence, des froissements et des heurts entre les représentants de la société et du gouvernement. Le réquisitoire a été dressé sur la base d'une documentation très étendue (relativement) et fort bien libellée, et comme il s'agit d'une affaire politique (assez singulière par surcroît), on peut être certain qu'il sera lu avec non moins d'intérêt et non moins de profit que les actes d'accusation de procès politiques, naguère publiés dans nos journaux.

I

Essayons donc de voir si les faits justifient cette affirmation que nos zemstvos sont une institution constitutionnelle, et si oui, dans quelle mesure et dans quel sens précisément.

Pour cette question, il importe tout particulièrement de considérer l'époque où furent institués les zemstvos. L'abolition du servage fut un tournant historique d'une importance telle qu'il ne pouvait manquer de soulever aussi un coin du rideau policier qui masquait les contradictions entre les classes. La classe la plus cohérente, la plus instruite et la plus faite à l'exercice du pouvoir politique — la noblesse — manifesta très nettement son désir de limiter le pouvoir autocratique par des institutions représentatives. Le rappel de ce fait dans le mémoire de Witte est des plus instructifs. « Des déclarations sur la nécessité d'une « représentation » générale de la noblesse, sur « le droit pour la terre russe d'avoir ses élus afin de conseiller le pouvoir suprême », s'étaient déjà fait entendre dans les assemblées de la noblesse en 1859-1860. » « Le mot de « constitution » fut même prononcé * ». « Les comités des affaires paysannes dans certaines provinces, ainsi que des membres de ces comités, convoqués devant les commissions de rédaction, si-

* Dragomanov. *Libéralisme des zemstvos en Russie*, p. 4. L'auteur du mémoire M. Witte, omet assez souvent d'indiquer qu'il copie Dragomanov (cf., par exemple, *Mémoire*, pp. 36-37, et l'article cité, pp. 55-56), bien qu'il s'y réfère en d'autres endroits.

gnalaient eux aussi qu'il était indispensable d'appeler la société à participer au gouvernement. « Les députés aspirent manifestement à une constitution », écrivit Nikitenko dans son journal personnel en 1959. »

« Quand, après la promulgation du Règlement du 19 février 1861[14], ces espoirs fondés sur l'autocratie s'avérèrent loin d'être réalisés, et qu'en outre les éléments trop « rouges » de l'administration elle-même (comme N. Milioutine) eurent été écartés de l'application de ce Règlement, le mouvement en faveur de la « représentation » devint plus unanime. Il s'exprime dans les propositions déposées à maintes assemblées de la noblesse en 1862 et en d'entières adresses de ces assemblées à Novgorod, Toula, Smolensk, Moscou, Pétersbourg, Tver. Parmi ces adresses, la plus remarquable est celle de Moscou, qui demandait l'autonomie administrative locale, la publicité des débats, le rachat obligatoire des terres paysannes, la publicité du budget, la liberté de la presse et la convocation à Moscou d'une *Zemskaïa Douma* où toutes les classes seraient représentées, pour préparer un vaste projet complet de réformes. Acerbes entre toutes étaient les résolutions et l'adresse de la noblesse de Tver, en date du 2 février, sur la nécessité d'une série de réformes civiles et économiques (telles que l'égalité des ordres, le rachat obligatoire des terres paysannes) et de la « convocation des élus de toute la terre russe, comme unique moyen de résoudre de façon satisfaisante les questions soulevées, mais non résolues, par le Règlement du 19 février » *.

« Malgré les sanctions administratives et judiciaires dont furent frappés les initiateurs de l'adresse de Tver **, poursuit Dragomanov, (non pour l'adresse elle-même, d'ailleurs, mais pour les attendus violents par lesquels ils motivaient leur démission collective du poste

---

* Dragomanov, 5. Résumé dans le *Mémoire*, p. 64, avec référence non pas à Dragomanov, mais au *Kolokol*, n° 126, et à la *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1862, cités par Dragomanov [15].

** Au fait. Dernièrement (le 19 avril de cette année, soit 1901) est décédé dans sa propriété de famille de la province de Tver, l'un de ces promoteurs, Nikolaï Alexandrovitch Bakounine, frère cadet du fameux M. A. Bakounine. N. A. avait signé, avec son frère cadet Alexéï et d'autres arbitres, l'adresse de 1862. Cette adresse — nous dit l'auteur d'une notice sur N. A. Bakounine parue dans l'un de nos journaux — entraîna le châtiment de ses signataires. Après un an de détention à la forteresse Pierre-et-Paul, les prisonniers furent libérés ; Nikolaï et son frère Alexéï ne furent pas amnistiés (n'ayant pas signé de recours en grâce) ; aussi leur fut-il interdit de remplir aucune fonction publique. Par la suite, N. A. ne parut jamais plus — ni ne pouvait paraître — dans l'arène publique... C'est ainsi que même à l'époque des plus « grandes réformes » notre gouvernement sévissait contre les grands propriétaires nobles qui avaient agi sans sortir de la légalité ! Et cela en 1862, avant l'insurrection de la Pologne, alors que Katkov [16] lui-même proposait la convocation d'un *Zemski sobor* de toute la Russie.

d'arbitre de paix [17]), des déclarations conçues dans le même esprit furent faites en 1862 et au début de 1863, à différentes assemblées de la noblesse, qui élaborèrent dans le même temps des projets d'autonomie administrative locale.

« Il existait aussi à cette époque un mouvement constitutionnaliste parmi les « roturiers », qui se manifestait par des sociétés secrètes et des proclamations plus ou moins révolutionnaires : le *Vélikorouss* (d'août à novembre 1861 ; à sa publication prirent part des officiers comme Obroutchev et d'autres) ; la *Zemskaïa Douma* (1862) ; *Zemlia i Volia* (1862-1863)... Le *Vélikorouss* lanca aussi un projet d'adresse destinée, au dire de bien des gens, à être présentée au souverain, lors de la célébration du millénaire de la Russie, en août 1862. Dans ce projet d'adresse, il était dit entre autres : « Daignez, Sire, convoquer dans l'une des capitales de notre patrie russe, à Moscou ou à Pétersbourg, les représentants de la nation russe, afin qu'ils élaborent une constitution pour la Russie... » *

Rappelons-nous encore la proclamation de la *Molodaïa Rossia* [18], les nombreuses arrestations et les condamnations draconiennes des délinquants « politiques » (Obroutchev, Mikhaïlov et autres) que vint couronner la condamnation, illégale et frauduleuse, de Tchernychevski [19] au bagne — et nous aurons une idée nette du milieu social qui a donné naissance à la réforme marquée par l'établissement des zemstvos. En déclarant « qu'une idée politique a présidé à coup sûr à la création des zemstvos », que dans les sphères dirigeantes on a « sans nul doute tenu compte » des dispositions libérales et constitutionnalistes de la société, le *Mémoire* de Witte ne dit que la *moitié* de la vérité. Le point de vue officiel, bureaucratique, sur les faits sociaux, qui apparaît partout chez l'auteur du *Mémoire*, se manifeste également ici, en ce qu'il ignore volontairement le mouvement *révolutionnaire*, estompe les mesures draconiennes de répression par lesquelles le gouvernement *se défendait* contre l'offensive du « parti » révolutionnaire. Il paraît étrange évidemment, à notre manière de voir moderne, de parler d'un « parti » révolutionnaire et de son offensive après 1860. Quarante années d'expérience historique nous ont rendus beaucoup plus exigeants quant à ce qu'il est permis d'appeler mouvement révolutionnaire et offensive révolutionnaire. Mais il ne faut pas oublier qu'alors, après trente ans du régime de Nicolas Ier, nul ne pouvait encore prévoir le cours que prendraient les événements, nul ne pouvait déterminer

* Cf. *Cent ans* de V. Bourtsev, p. 39.

la véritable force de résistance du gouvernement, la véritable force de l'indignation populaire. Recrudescence du mouvement démocratique en Europe ; fermentation en Pologne ; mécontentement en Finlande ; revendication de réformes politiques par toute la presse et par toute la noblesse ; diffusion du *Kolokol* dans toute la Russie ; puissante prédication de Tchernychevski, qui même par des articles soumis à la censure, sut former de véritables *révolutionnaires* ; apparition de tracts ; effervescence parmi les paysans, qu'il fallait « fort souvent * » *contraindre*, en recourant à

* *L. Pantéléev* : « Souvenirs des années 1860-1870 » p. 315 du recueil *Au poste d'honneur* [20]. Dans ce petit article ont été réunis certains faits fort intéressants sur l'effervescence révolutionnaire en 1861-1862 et la réaction policière... « Au début de 1862, l'atmosphère générale était extrêmement tendue, la moindre circonstance pouvait précipiter dans un sens ou dans l'autre le cours des événements. C'est ce rôle qu'ont joué les incendies de mai 1862 à Pétersbourg. » Ils éclatèrent le 16 ; ils firent particulièrement rage les 22 et 23 mai ; ce dernier jour, il y eut cinq incendies ; le 28 mai prit feu le Marché Apraxine, autour duquel un territoire immense devint la proie des flammes. Dans le peuple, on accusa les étudiants, et ces bruits furent repris par les journaux. La proclamation de la *Molodaïa Rossia*, qui déclarait une guerre à mort au régime existant et justifiait tous les moyens, fut considérée comme une confirmation des bruits qui attribuaient les incendies à la malveillance. « A la suite du 28 mai, on proclama à Pétersbourg une loi martiale. » Un comité spécial fut institué, que l'on chargea de prendre des mesures d'*exception* pour protéger la capitale. La ville fut partagée en trois secteurs ayant à leur tête des gouverneurs militaires. On plaça sous la juridiction d'une cour martiale les affaires relatives aux incendies volontaires. Le *Sovrémennik* [21] et le *Rousskoïé Slovo* [22] furent suspendus pour huit mois ; on interdit le *Dien* [23] d'Aksakov ; un règlement provisoire frappa sévèrement la presse (il avait été sanctionné dès le 12 mai, *c'est-à-dire avant les incendies*, ainsi le « *cours des événements* » tournait brusquement du côté de la réaction et indépendamment des incendies, contrairement à l'opinion de M. Pantéléev) ; un autre règlement établissait une surveillance étroite sur les imprimeries ; on procéda à de nombreuses arrestations politiques (Tchernychevski, N. Serno-Soloviévitch, Rymarenko, etc.) ; on ferma les écoles du dimanche et les bibliothèques populaires ; il devint plus difficile d'obtenir l'autorisation de faire des conférences publiques à St.-Pétersbourg ; on ferma la 2e section de la Société de secours aux gens de lettres [24], et jusqu'au club des joueurs d'échecs [25].

La commission d'enquête ne put établir la moindre relation entre les incendies et la politique. L'un de ses membres, Stolbovski, conta à M. Pantéléev « comment il était parvenu, à la commission, à démasquer les principaux faux témoins qui, semble-t-il, n'étaient

la force armée et répandant du sang, à accepter le « Règlement » qui les écorchait ; refus collectifs des arbitres de paix, qui étaient des nobles, d'appliquer *semblable* « Règlement », désordres parmi les étudiants, — dans ces conditions, le politique le plus circonspect et le plus lucide devait reconnaître parfaitement possible une explosion révolutionnaire et très réel le danger d'une insurrection paysanne. Dans ces conditions, le gouvernement autocratique, qui considérait comme sa plus haute mission, d'une part, de maintenir à tout prix l'omnipotence et l'irresponsabilité de la camarilla de la cour et de l'armée des fonctionnaires-sangsues, et, d'autre part, de soutenir les pires représentants des classes exploiteuses, — ce gouvernement *ne pouvait*, tout en exterminant sans pitié certains individus, ennemis conscients et irréductibles de la tyrannie et de l'exploitation (c'est-à-dire les « chefs de file » du « parti révolutionnaire »), *faire autrement* que terroriser et corrompre par des concessions minimes la masse des mécontents. Le bagne à ceux qui aimaient mieux se taire que d'éructer des dithyrambes aussi stupides qu'hypocrites au « grand affranchissement » ; les réformes (*des réformes inoffensives pour l'autocratie et pour les classes exploiteuses*) à ceux que transportait d'aise le libéralisme gouvernemental, et qui s'enthousiasmaient pour l'ère de progrès.

Nous ne voulons pas dire que cette tactique calculée de réaction policière ait été nettement conçue et systématiquement suivie par tous les membres, ou même par quelques membres de la clique dirigeante. Sans doute, certains d'entre eux ont pu, dans leur étroitesse, ne pas méditer cette tactique dans son ensemble et s'enthousiasmer naïvement pour le « libéralisme », sans en remarquer l'enveloppe policière. Mais en gros, il est indubitable que l'expérience collective et la raison collective des dirigeants les a obligés à pratiquer cette tactique, sans défaillance. Ce n'est pas pour rien, certes, que la plupart des grands et

---

que les instruments d'agents de la police » (pp. 325-326). Ainsi, il y a de très sérieuses raisons de croire que *les bruits au sujet des étudiants incendiaires avaient été répandus par la police elle-même.* L'exploitation la plus infâme de l'ignorance populaire fut donc mise en œuvre, et cela en pleine « époque des grandes réformes », pour calomnier révolutionnaires et protestataires.

des dignitaires ont si longtemps servi sous le régime de Nicolas et connu le dressage policier, les épreuves les plus fracassantes. Ils n'ont pas oublié que les monarques tantôt ont fait des avances au libéralisme, tantôt se sont fait les bourreaux des Radichtchev [26] et ont « lâché » contre leurs féaux sujets les Araktchéev [27] ; ils n'ont pas oublié le 14 décembre 1825 [28], et ils ont rempli cette fonction de gendarmes de l'Europe qui avait été celle du gouvernement russe en 1848-1849 [29]. L'expérience acquise par l'autocratie au cours de l'histoire n'a pas seulement contraint le gouvernement à suivre une tactique d'intimidation et de corruption ; elle a encore incité bien des libéraux indépendants à recommander cette tactique au gouvernement. En voici pour preuve les considérations de Kochélev et de Kavéline. Dans sa brochure *Constitution, autocratie et Zemskaïa Douma* (Leipzig, 1862), A. Kochélev se prononce *contre* une constitution, pour une *Zemskaïa Douma* consultative, et prévoit l'objection que voici :

« Convoquer une *Zemskaïa Douma*, c'est mener la Russie à la révolution, c'est-à-dire à la réédition chez nous des *Etats généraux* *[30] qui sont devenus Convention et dont les actes ont conduit aux événements de 1792, avec les proscriptions, la guillotine, les *noyades* * et le reste. »

« Non, messieurs, répond Kochélev, ce n'est pas la convocation d'une *Zemskaïa Douma* qui ouvre la révolution telle que vous l'entendez, et lui prépare le terrain ; ce qui la produit bien plutôt et bien plus sûrement, c'est le comportement indécis et contradictoire du gouvernement, un pas en avant et un pas en arrière, des impératifs et des lois difficilement exécutables, des entraves imposées à la pensée et à la parole ; c'est la surveillance policière (manifeste et, qui pis est, secrète) exercée sur les actes des catégories sociales et des particuliers, les persécutions mesquines dirigées contre certaines personnes, les dilapidations des fonds publics où l'on puise pour les dépenses et récompenses déraisonnables et sans mesure ; l'impéritie des hommes d'Etat et leur ignorance des choses de la Russie, etc., etc. Ce qui dans un pays à peine sorti des longues années d'oppression, peut plus sûrement encore conduire à la révolution (toujours au sens où vous l'entendez), ce sont les exécutions militaires, les casemates et les déportations ; car les anciennes blessures sont infiniment plus sensibles et plus irritantes que les blessures nouvelles. Mais soyez sans crainte : nous n'aurons pas la révolution faite en France, d'après vous, par des journalistes et autres écrivains. Nous espérons de même (quoiqu'il soit plus difficile d'en répondre) qu'en Russie il ne se constituera pas une société de têtes chaudes, de cerveaux brûlés qui choisiraient l'as-

* En français dans le texte. (*N.R.*)

sassinat pour arriver à leurs fins. Mais ce qui est bien plus vraisemblable, bien plus à redouter, c'est que, sous l'influence d'un schisme et à l'insu de la police rurale, urbaine et secrète, une entente ne s'établisse entre les paysans et la petite bourgeoisie des villes, auxquels se joindront jeunes gens et adultes, auteurs et adeptes du *Vélikorouss*, de la *Molodaïa Rossia*, etc. Une telle entente, qui détruirait toutes choses et préconiserait l'égalité non pas devant la loi, mais à l'encontre de la loi (quel libéralisme sans égal ! Nous sommes, bien entendu, pour l'égalité, mais pour une égalité *qui n'aille point à l'encontre* de la loi, — de la loi destructrice de l'égalité !), non pas la communauté populaire, historique, mais les fruits malades qu'elle a portés ; non pas le règne de la raison que redoutent tant certains hommes d'Etat d'un practicisme borné, mais le règne de la force brutale, à laquelle ils recourent si volontiers eux-mêmes, — une telle entente, dis-je, est beaucoup plus possible chez nous et elle peut être bien plus puissante que cette opposition au gouvernement, modérée, bien pensante et indépendante qui répugne tant à nos bureaucrates et qu'ils entravent et s'efforcent d'étouffer par tous les moyens. Ne croyez pas que le parti de la presse intérieure, secrète et anonyme, soit peu nombreux et faible, et n'allez pas vous figurer que vous en tenez les ramifications et les racines ; non, en interdisant à la jeunesse de terminer ses études, en érigeant en crimes d'Etat de simples frasques, par des persécutions et une surveillance mesquine, vous avez décuplé la force de ce parti, vous l'avez disséminé et multiplié à travers l'empire. Quand cette entente aura provoqué l'explosion, à quoi nos hommes d'Etat auront-ils recours ? A la force armée ? Mais pourra-t-on vraiment compter sur elle ? » (pp. 49-51).

Les phrases pompeuses de cette tirade n'impliquent-elles pas avec évidence la tactique suivante : exterminer les « cerveaux brûlés » et les partisans d'une « entente entre les paysans et la petite bourgeoisie des villes » ; satisfaire et désunir par des concessions « l'opposition modérée bien pensante ? » Mais le gouvernement s'est révélé plus intelligent et plus habile que ne l'imaginaient M.M. les Kochélev ; il s'en est tiré en accordant moins encore qu'une *Zemskaïa Douma* « consultative ».

Et voici maintenant une lettre privée de K.D. Kavéline à Herzen [31], en date du 6 août 1862 : « ... Les nouvelles de Russie, à mon sens, ne sont pas si mauvaises. Ce n'est pas Nicolas, c'est Alexandre Soloviévitch qui est arrêté. Les arrestations ne m'étonnent pas et, je l'avoue, ne me révoltent pas. Le parti révolutionnaire estime que tous les moyens sont bons pour renverser le gouvernement, et le gouvernement se défend par tous les moyens. Les arrestations et les déportations du temps de l'infâme Nicolas, c'était

autre chose. Les gens mouraient pour leurs idées, leurs convictions, leur foi, leurs paroles. Je voudrais bien te voir à la place du gouvernement, voir comment tu agirais alors contre les partis qui, en secret et en public, œuvrent contre toi. J'aime Tchernychevski, je l'aime beaucoup, beaucoup ; mais je n'ai encore jamais vu un pareil *brouillon* * (un homme aussi acariâtre, peu accommodant qui sème des discordes) dénué de tact et aussi présomptueux. Se perdre ainsi pour rien, littéralement pour rien ! Qu'il existe une relation entre les incendies et les proclamations, voilà qui ne fait plus aujourd'hui aucun doute ** ». C'est là, un échantillon de la profondeur de pensée d'un professeur mâtiné d'un larbin. Les coupables en tout, ce sont ces révolutionnaires si présomptueux qu'ils sifflent les libéraux phraseurs, si brouillons qu'ils œuvrent en secret et en public contre le gouvernement, si dénués de tact qu'ils se font bonder à Pierre-et-Paul. Contre de pareilles gens, lui, professeur libéral, sévirait aussi « par tous les moyens », s'il était au pouvoir.

II

Ainsi, la réforme qui établit les zemstvos a été une des concessions arrachées au gouvernement autocratique par la vague de l'effervescence générale et de la poussée révolutionnaire. Si nous nous sommes ainsi étendus sur les traits caractéristiques de cette offensive, c'est afin de compléter et de rectifier l'exposé du *Mémoire*, où l'auteur bureaucrate a estompé la lutte qui a amené cette concession. Cependant, le caractère équivoque, pusillanime de cette concession ressort avec assez de clarté du *Mémoire* également.

« Au début, alors qu'on abordait à peine la réforme, établissant les zemstvos, on se proposait sans aucun doute de faire un premier pas vers la création d'institutions représentatives *** ; mais plus tard

* En français dans le texte. (*N.R.*)

** Nous citons d'après la traduction allemande de la correspondance de K.D. Kavéline et I.S. Tourguénev avec A. I. Herzen ; éditée par Dragomanov : Bibliothek russischer Denkwürdigkeiten, herausgegeben von Th. Schiemann. Bd. 4, S. 65-66, Stuttgart 1894.

*** « Sans aucun doute », l'auteur du *Mémoire*, qui reprend ce qu'a dit Leroy-Beaulieu, sombre dans l'exagération habituelle aux

quand au comte Lanskoï et à N. Milioutine succéda le comte Valouiev, le désir s'affirme très net, et que l'ancien ministre de l'Intérieur lui-même n'a pas contesté, d'agir dans un esprit de « conciliation », « avec douceur et de façon évasive ». « Le gouvernement lui-même n'a pas encore d'intention bien arrêtée », disait-il alors. Bref, on fit la tentative, hélas si souvent réitérée par les hommes d'Etat et qui donne toujours des résultats fâcheux pour tous, de louvoyer entre deux opinions contraires et, se conformant aux aspirations libérales, de maintenir le régime existant. »

Ce pharisaïque « hélas » est ici fort plaisant ! Le ministre d'un gouvernement policier présente ici comme fortuite une tactique que ce gouvernement *ne peut pas ne pas suivre*, qu'il a appliquée en promulgant les lois sur l'inspection du travail, la loi sur la réduction de la journée de travail (2 juin 1897), — qu'il applique encore aujourd'hui (en 1901) alors que le général Vannovski flirte avec la « société » [32].

« D'une part, le mémoire explicatif du Règlement sur les zemstvos rappelait que la loi projetée avait pour objectif de donner au principe de l'autonomie administrative locale un développement aussi complet et aussi conséquent que possible, que « l'administration des zemstvos n'était qu'un organe particulier d'un seul et même pouvoir d'Etat »... La *Sévernaïa Potchta*, alors organe du ministère de l'Intérieur, donnait très clairement à entendre dans ses articles que les institutions nouvelles seraient une école préparatoire aux institutions représentatives.

D'autre part... le mémoire explicatif assimile les zemstvos à des institutions nullement officielles, à des institutions sociales soumises au droit commun au même titre que les différentes sociétés et les particuliers...

Les stipulations mêmes du Règlement de 1864, et surtout toutes les mesures postérieures adoptées par le ministère de l'Intérieur à l'égard des zemstvos, témoignent assez qu'on redoutait fort l'« indépendance » des zemstvos et qu'on craignait de leur donner le développement qu'ils comportaient, *car on comprenait parfaitement où cette indépendance conduirait* ». (Partout souligné par nous.) « Sans aucun doute, ceux qui ont eu à parachever la réforme ne l'ont appliquée *qu'à titre de concession à l'opinion publique*, afin, comme il était dit dans le mémoire explicatif, de « mettre un terme *aux espoirs chimériques et aux aspirations vers la liberté éveillées dans les différentes catégories* de la population par la création de zemstvos » ; en même temps, ils la comprenaient fort bien (? la réforme ?) *et s'appliquaient à ne pas*

bureaucrates. « Sans aucun doute », ni Lanskoï ni Milioutine n'avaient aucune intention bien précise, et il est ridicule de considérer comme un « premier pas » les phrases évasives de Milioutine (« partisan en principe de la Constitution, mais il estime prématurée sa mise en vigueur »).

donner aux zemstvos le développement qu'ils comportaient, à leur attribuer un caractère non officiel, à restreindre leur compétence, etc. Tout en rassurant les libéraux par la promesse que le premier pas ne serait pas le dernier, tout en disant où mieux en répétant aux partisans de la tendance libérale qu'il fallait conférer aux zemstvos une autorité réelle et indépendante, le comte Valouiev, *alors même qu'il élaborait le Règlement de 1864, s'efforçait déjà par tous les moyens de restreindre cette autorité et de soumettre les zemstvos à une sévère tutelle administrative...*

N'étant pas pénétrés d'une idée directrice unique, représentant un compromis entre deux tendances contraires, les zemstvos, tels que les créa le Règlement de 1864, se trouvèrent ne correspondre, dès qu'on commença à les appliquer, ni à l'idée fondamentale d'autonomie administrative qui était à leur base, ni au régime administratif dans lequel on les avait intégrés mécaniquement, auquel en outre on n'avait apporté aucune réforme et qui restait inadapté aux nouvelles conditions de l'existence. Le Règlement de 1864 tentait de concilier l'inconciliable et de satisfaire à la fois partisans et adversaires de l'autonomie administrative des zemstvos. *Aux premiers, on offrait des apparences et l'espoir en l'avenir ; pour complaire aux seconds, la compétence des zemstvos était définie de façon très élastique.* »

Quelles paroles parfois très justes laissent échapper nos ministres, quand ils veulent passer un croc-en-jambe à un collègue et faire étalage de profondeur, — et comme il serait profitable à tous les Russes moyens doués d'une âme sereine et à tous les admirateurs des « grandes » réformes d'accrocher à leurs murs, dans un cadre doré, les grands préceptes de la sagesse policière : « rassurer les libéraux par la promesse que le premier pas ne sera pas le dernier » ; leur « offrir des apparences et l'espoir en l'avenir » ! Aujourd'hui surtout il serait profitable de se reporter à ces recommandations chaque fois qu'on lit dans le journal un article ou un entrefilet sur la « cordiale sollicitude » du général Vannovski.

Ainsi, dès le début, les zemstvos furent condamnés à être la cinquième roue du char de l'Etat russe, roue *tolérée* par la bureaucratie uniquement dans la mesure où elle ne portait pas atteinte à sa toute-puissance ; et le rôle des députés de la population se bornait à un travail purement pratique, à la simple exécution technique des tâches tracées par cette même bureaucratie. Les zemstvos n'avaient pas d'organes exécutifs propres ; ils devaient agir par l'intermédiaire de la police ; ils n'étaient pas en rapport les uns avec les autres ; d'emblée, ils avaient été placés sous le

contrôle de l'administration. Et après avoir fait cette concession si inoffensive pour lui, le gouvernement entreprit, dès le lendemain de l'établissement des zemstvos, de les comprimer et de les restreindre systématiquement : la toute-puissante clique des fonctionnaires *ne pouvait* faire bon ménage avec une représentation élue de tous les ordres ; et elle se mit à la persécuter de mille misères. Le relevé des données relatives à cette persécution, encore que manifestement incomplet, forme une partie très intéressante du *Mémoire*.

Nous avons vu combien les libéraux se sont montrés pusillanimes, et combien déraisonnables vis-à-vis du mouvement révolutionnaire au début des années 60. Au lieu de soutenir « l'entente de la petite bourgeoisie des villes et des paysans avec les adeptes du *Vélikorouss* », ils redoutaient cette « entente » et en faisaient un épouvantail aux yeux du gouvernement. Au lieu d'assumer la défense des chefs de file du mouvement démocratique, poursuivis par le gouvernement, ils s'en lavaient pharisaïquement les mains et justifiaient le gouvernement. Et ils ont subi le juste châtiment de cette politique traîtresse de faconde grandiloquente et de honteuse débilité. Ayant réglé leur compte aux hommes capables non seulement de pérorer, mais aussi de *combattre* pour la liberté, le gouvernement s'est senti assez fort pour déloger les libéraux même des positions modestes, secondaires, qu'ils occupaient « avec l'assentiment des autorités ». Tant que l'« entente de la petite bourgeoisie des villes et des paysans » avec les révolutionnaires constituait une menace sérieuse, le ministère de l'Intérieur lui-même parlait vaguement d'une « école préparatoire aux institutions représentatives » ; mais quand les « siffleurs » et les « brouillons » dénués de tact et présomptueux » eurent été éliminés, on ne se gêna plus pour serrer la vis aux « potaches ». Une épopée tragi-comique commence : les zemstvos sollicitent une extension de leurs droits, et immuablement on les leur *enlève* l'un après l'autre ; on répond à leurs requêtes par des admonestations « paternalistes ». Mais laissons parler les dates historiques, tout au moins celles que mentionne le *Mémoire*.

Le 12 octobre 1866, une circulaire du ministère de l'Intérieur met entièrement les fonctionnaires des zemstvos

sous la coupe des administrations gouvernementales. Le 21 novembre 1866, une loi est promulguée qui restreint le droit pour les zemstvos d'imposer des taxes sur les établissements commerciaux et industriels. A l'assemblée du zemstvo de Pétersbourg, en 1867, on critique violemment cette loi, et (sur la proposition du comte A. P. Chouvalov) on décide de solliciter du gouvernement que les questions qu'elle soulève soient examinées « en commun par l'administration centrale et par les zemstvos ». A cette requête, le gouvernement répond par la dissolution du zemstvo de Pétersbourg et par des répressions : Krouzé, président du Conseil permanent du zemstvo de St.-Pétersbourg, est exilé à Orenbourg ; le comte Chouvalov à Paris ; le sénateur Lioubochtchinski est invité à donner sa démission. La *Sévernaïa Potchta*, organe du ministère de l'Intérieur, publie un article déclarant qu'« une mesure de répression aussi sévère s'explique par le fait que dès l'ouverture de ses séances, l'assemblée du zemstvo s'est mise en contradiction avec la « loi » (quelle loi ? Et pourquoi ceux qui ont transgressé la loi n'ont-ils pas été poursuivis *devant les tribunaux* ? Car enfin ne venait-on pas d'instituer une justice expéditive, équitable et miséricordieuse ?) « et, au lieu d'appuyer les assemblées des zemstvos d'autres provinces, en usant des droits à elle octroyés par sa Majesté pour prendre vraiment à cœur les intérêts locaux qui lui sont confiés » (c'est-à-dire : au lieu d'obéir docilement et d'entrer dans les « vues » de la bureaucratie), « a manifesté constamment, par un exposé inexact de la question et par une interprétation erronée des lois, le désir *d'éveiller des sentiments de défiance et d'irrespect envers le gouvernement* ». Quoi d'étonnant si, édifiés de la sorte, « les autres zemstvos n'ont pas apporté leur appui à celui de Pétersbourg, bien que la loi du 21 novembre 1866 suscitât partout un fort mécontentement ; beaucoup déclaraient, dans les assemblées, qu'elle équivalait à la suppression des zemstvos ».

Le 16 décembre 1866 paraît une « mise au point » du Sénat, conférant aux gouverneurs le droit de refuser de valider l'élection par l'assemblée du zemstvo, de toute personne reconnue par eux — les gouverneurs — politiquement peu sûre. Le 4 mai 1867, autre mise au point du Sénat : la communication à toutes les autres provinces des propositions

d'un zemstvo est en contradiction avec la loi, car les zemstvos ont à connaître uniquement des affaires locales. Le 13 juin 1867, un avis du Conseil d'Etat, sanctionné par le souverain, interdit de publier sans l'autorisation du gouverneur de la province les résolutions adoptées aux assemblées représentatives des zemstvos, des municipalités, ou des ordres, ainsi que les comptes rendus des séances, des débats qui s'y sont déroulés, etc. Ensuite, la même loi étend le pouvoir des présidents des assemblées de zemstvos, leur confère le droit de lever la séance, les oblige *sous peine de sanctions*, de lever la séance quand on y soulève des questions tenues pour non conformes à la loi. Cette mesure fut très mal accueillie par l'opinion publique qui y vit une restriction sérieuse à l'activité des zemstvos. « Chacun sait, écrivait dans son journal personnel Nikitenko, que les zemstvos ont pieds et mains liés par la nouvelle ordonnance qui confère aux présidents des assemblées et aux gouverneurs un pouvoir presque illimité sur les zemstvos. » Une circulaire du 8 octobre 1868 soumet à l'autorisation des gouverneurs jusqu'à la publication des comptes rendus des Conseils des zemstvos et restreint les rapports entre zemstvos. En 1869 l'inspection des écoles communales est instituée afin d'écarter pratiquement les zemstvos de la direction de l'instruction publique. Un arrêté du Comité des ministres, sanctionné par édit impérial le 19 septembre 1869, estime que « ni par leur composition, ni en vertu des principes sur lesquels ils reposent, les zemstvos ne sont des organes de gouvernement ». La loi du 4 juillet 1870 et la circulaire du 22 octobre 1870 confirment et accentuent la dépendance des fonctionnaires des zemstvos vis-à-vis des gouverneurs. En 1871, les instructions données aux inspecteurs des écoles communales leur confèrent le droit de révoquer les instituteurs mal notés et de suspendre toute décision du conseil pédagogique, en soumettant la question au curateur. Le 25 décembre 1873, Alexandre II, dans un rescrit au ministre de l'Instruction publique, exprime sa crainte de voir, *par suite du manque de vigilance des curateurs*, l'école communale se transformer « *en un instrument de dépravation morale du peuple, plusieurs tentatives s'étant déjà révélées dans ce sens* », et ordonne aux maréchaux de la noblesse de contribuer, par une participation des plus directes, à assurer

l'influence moralisatrice de ces écoles. Puis c'est, en 1874, un nouveau Règlement relatif aux écoles communales, qui en remet entièrement la conduite entre les mains de leurs directeurs. Les zemstvos « protestent », si l'on peut sans ironie appeler protestation une requête demandant que la loi soit révisée avec la participation des représentants des zemstvos (requête du zemstvo de Kazan en 1874). Requête qui, bien entendu, est repoussée. Etc., etc.

III

Tel fut le premier cycle d'études enseigné aux citoyens de Russie à l'« école des institutions représentatives », organisée par le ministère de l'Intérieur. Par bonheur, à côté des écoliers en politique qui écrivaient à propos des déclarations constitutionnalistes des années 60 : « Assez de sottises, il est temps de se mettre à l'œuvre ; or l'œuvre, c'est aujourd'hui les zemstvos, et rien d'autre * », il y avait aussi en Russie des « brouillons » qui, peu satisfaits de pareilles considérations de « tact », allaient prêcher la révolution dans le peuple. Bien que marchant sous l'emblème d'une doctrine qui dans son essence n'était pas révolutionnaire, ils n'en éveillaient pas moins, par leur propagande, un sentiment de mécontentement et de protestation dans les larges couches de la jeunesse cultivée. En dépit d'une théorie utopique qui repoussait la lutte politique, le mouvement aboutit à un corps à corps désespéré entre une poignée de héros et le gouvernement, à la lutte pour la liberté politique. Grâce à cette lutte, et rien que grâce à elle, la situation changea une fois de plus, le gouvernement fut une fois de plus obligé de faire des concessions, et la société libérale prouva une fois de plus son immaturité politique, son incapacité à soutenir ses champions et à exercer une pression véritable sur le gouvernement. Les aspirations constitutionnalistes des zemstvos se manifestèrent au grand jour, mais elles ne furent qu'un « élan » impuissant. Et cela, bien que le libéralisme des zemstvos, considéré en lui-

* Lettre de Kavéline à ses parents, en 1865, à propos de la requête présentée par la noblesse de Moscou pour demander « la convocation d'une assemblée générale des hommes de la terre russe afin de délibérer des besoins communs à l'Etat tout entier ».

même, eût fait un notable pas en avant sous le rapport politique. A noter surtout sa tentative de former un parti clandestin et de fonder son propre organe politique. Le *Mémoire* de Witte relève dans plusieurs ouvrages illégaux (de Kennan, Dragomanov, Tikhomirov) des données qui caractérisent la « pente glissante » (p. 98) sur laquelle se sont engagés les zemstvos. A la fin des années 70 se tinrent plusieurs congrès des libéraux des zemstvos. Les libéraux décidèrent de « prendre des mesures pour arrêter au moins provisoirement l'activité destructrice du parti révolutionnaire extrémiste, car ils étaient convaincus qu'on n'obtiendrait rien par les moyens pacifiques, si les terroristes persistaient à irriter et à alarmer le gouvernement par des menaces et des actes de violence » (p. 99). Ainsi, loin de se préoccuper d'amplifier la lutte, d'apporter à des révolutionnaires isolés l'appui d'une couche sociale plus ou moins étendue, d'organiser quelque pression en commun (sous forme de manifestation, de refus par les zemstvos d'effectuer les dépenses obligatoires, etc.) les libéraux en reviennent toujours aux mêmes considérations de « tact » : « ne pas irriter » le gouvernement ! s'efforcer d'arriver à ses fins par « les moyens pacifiques », ces mêmes moyens pacifiques qui ont si brillamment manifesté leur nullité dans les années 60 * ! On conçoit que les révolutionnaires n'aient consenti ni à cesser ni à suspendre les hostilités. Des membres de zemstvos fondèrent alors une « Ligue des éléments d'opposition », qui devint par la suite la « Société de l'union des zemstvos et de l'autonomie administrative » ou « Union des zemstvos ». Le programme de l'Union revendiquait : 1° la liberté de la parole et de la presse ; 2° des garanties d'inviolabilité de la personne ; 3° la convocation d'une Assemblée constituante. Une tentative faite pour éditer des brochures illégales en Galicie échoua

* Dragomanov disait avec raison : « En Russie, à proprement parler, le libéralisme ne saurait user de moyens purement « pacifiques », toute déclaration au sujet de modifications à apporter dans la direction suprême étant interdite par la loi. Les libéraux des zemstvos auraient dû passer résolument par-dessus cette interdiction, et montrer du moins par là leur force et au gouvernement et aux terroristes. Les libéraux des zemstvos n'ayant pas montré cette force, il leur est aujourd'hui donné de voir le gouvernement s'apprêter à supprimer jusqu'aux zemstvos même amputés ». (*op. cit.*, pp. 41-42).

(la police autrichienne mit la main sur les manuscrits et sur ceux qui se préparaient à les imprimer), et à partir d'août 1881 l'organe de l'« Union des zemstvos » fut la revue *Volnoïé Slovo* [33] qui paraissait à Genève et dont le directeur était Dragomanov (ancien professeur de l'Université de Kiev). « En définitive, écrivait Dragomanov lui-même en 1888,... on ne saurait qualifier de bien venue... l'expérience de la publication d'un organe des zemstvos le *Volnoïé Slovo*, ne serait-ce que parce que les matériaux provenant des zemstvos ne commencèrent à parvenir régulièrement à la rédaction qu'à la fin de 1882, et que déjà en mai 1883 la revue cessait de paraître » (*op. cit.*, p. 40). L'échec de l'organe libéral était le résultat naturel de la faiblesse du mouvement libéral. Le 20 novembre 1878, Alexandre II prononçait à Moscou, devant les représentants des différents ordres, un discours où il exprimait l'espoir de voir leur « concours » arrêter une jeunesse qui s'égarait dans la voie de perdition où des personnes peu sûres s'efforçaient de l'entraîner. » Puis, à son tour, le *Pravitelstvenny Vestnik* [34] (1878, n° 186) fit appel au concours de la société. En réponse, cinq assemblées de zemstvos (Kharkov, Poltava, Tchernigov, Samara et Tver) affirmèrent la nécessité de convoquer un *Zemski Sobor*. « En outre, écrit Witte, l'auteur du *Mémoire*, après avoir exposé en détail le contenu de ces adresses dont trois seulement purent paraître *in extenso* dans la presse, il y a tout lieu de croire que ces déclarations des zemstvos en faveur de la convocation d'un *Zemski Sobor* auraient été bien plus nombreuses si le ministère de l'Intérieur n'avait pris en temps opportun des mesures pour les interdire : aux maréchaux de la noblesse présidant les assemblées des zemstvos de province, on envoya une circulaire les invitant à interdire jusqu'à la lecture de pareilles adresses dans les assemblées. En certains endroits, des délégués furent arrêtés et déportés, et même, à Tchernigov, on alla jusqu'à faire évacuer la salle des séances par les gendarmes » (p. 104).

Les revues et les gazettes libérales appuyaient ce mouvement : Une pétition de « 25 notables de Moscou » à Loris-Mélikov demandait la convocation d'une assemblée indépendante de représentants des zemstvos, appelée à participer au gouvernement de la nation. La nomination de

Loris-Mélikov au ministère de l'Intérieur était *apparemment* une concession du gouvernement. Mais rien qu'*apparemment*, car loin d'entraîner aucune mesure décisive, elle ne donna même lieu à aucune déclaration positive et sans ambiguïté. Loris-Mélikov convoqua les directeurs des périodiques de Pétersbourg et leur exposa son « programme » : s'informer des desiderata, des besoins, etc., de la population, donner aux zemstvos, etc., la possibilité d'user de leurs droits légitimes (le programme libéral garantit aux zemstvos des « droits » que la loi leur rogne systématiquement !), etc. L'auteur du *Mémoire* écrit :

« Par le canal de ses interlocuteurs — n'est-ce pas pour cela qu'ils avaient été invités ? — le ministre fit connaître son programme à toute la Russie. Au fond, ce programme ne promettait rien de précis. Chacun y pouvait trouver ce qu'il voulait, c'est-à-dire tout ou rien. Elle avait raison à sa manière (seulement « à sa manière », et non absolument « de toutes manières » ?), cette feuille clandestine de l'époque qui déclarait que dans ce programme, on voyait à la fois s'agiter la « queue du renard » et grincer les « dents du loup ». Pareille sortie contre le programme et contre son auteur se conçoit d'autant mieux qu'en le communiquant aux représentants de la presse, le comte leur avait instamment recommandé de « ne point troubler ni bouleverser inutilement les esprits par leurs chimériques illusions ». Mais les libéraux des zemstvos n'écoutèrent pas cette *vérité* qu'énonçait la feuille clandestine et ils prirent le frétillement de la « queue du renard » pour une « nouvelle orientation » à laquelle on pouvait se fier. « Les zemstvos avaient accordé leur confiance et leur sympathie au gouvernement », lit-on dans le *Mémoire* de Witte qui reproduit les termes mêmes d'une brochure clandestine : *Avis des assemblées des zemstvos sur l'état présent de la Russie.* « On eût dit qu'ils craignaient d'aller trop vite, de lui présenter des demandes excessives. » Aveu caractéristique de partisans des zemstvos s'exprimant en toute liberté : à son congrès de 1880, l'Union des zemstvos venait de proclamer qu'elle était décidée à « obtenir à tout prix une représentation nationale avec, comme condition expresse, une Chambre unique et le suffrage universel » — et voilà que cette décision d'*obtenir à tout prix* se réalise par la tactique : « *ne*

pas aller trop vite », « *accorder sa confiance et sa sympathie* » à des déclarations ambiguës et qui n'engagent absolument à rien ! Avec une sorte de naïveté inexcusable, les membres des zemstvos se figuraient qu'en remettant des pétitions ils « obtiendraient à tout prix », — et les pétitions « affluèrent abondamment des zemstvos ». Le 28 janvier 1881, Loris-Mélikov présenta à l'empereur un rapport relatif à la formation d'une commission d'élus des zemstvos, chargée d'élaborer les projets de loi conformes « à son auguste volonté », avec voix consultative seulement. La Conférence spéciale désignée par Alexandre II approuva cette mesure ; les conclusions de la Conférence du 17 février 1881 furent agréées par le tsar, qui sanctionna également le texte du communiqué gouvernemental présenté par Loris-Mélikov.

« Il est hors de doute, écrit Witte, l'auteur du *Mémoire*, qu'instituer une commission purement consultative ne signifiait pas encore créer une constitution. » Mais, poursuit-il, on ne saurait le nier, c'était un pas de plus (après les réformes des années 60) vers une constitution et pas autre chose. Et l'auteur reproduit une information de la presse étrangère selon laquelle Alexandre II aurait dit, à propos du rapport de Loris-Mélikov : « Mais ce sont là des *Etats généraux* »... « Ce qu'on nous propose, ce n'est rien moins que l'assemblée des notables de Louis XVI. »[35]

Nous noterons, pour notre part, que l'application du projet Loris-Mélikov *aurait pu*, sous certaines conditions, être un pas vers une constitution, mais elle pouvait aussi ne pas en être un : tout dépendait de ce qui l'emporterait : la pression du parti révolutionnaire et de la société libérale ou la réaction du parti — très puissant, cimenté et peu scrupuleux sur les moyens — des tenants inflexibles de l'autocratie. Mais pour parler non pas de ce qui aurait pu être, mais de ce qui a été, force sera de constater un fait incontestable : les *hésitations* du gouvernement. Les uns étaient pour une lutte à fond contre le libéralisme ; les autres, pour des concessions. Mais — et c'est ce qui importe surtout — ces derniers aussi hésitaient, n'ayant aucun programme bien précis et n'allant guère au-delà du niveau de bureaucrates d'un praticisme étroit.

« Le comte Loris-Mélikov, dit Witte, l'auteur du *Mémoire*, semblait redouter de regarder les choses en face, de définir son programme

avec trop de précision ; il continuait, dans un autre sens il est vrai, l'ancienne politique de louvoiement à l'égard des zemstvos, qui avait été celle du comte Valouiev.

Comme l'a justement noté aussi la presse légale de l'époque, le programme même, énoncé par Loris-Mélikov, se signalait par son extrême imprécision. Cette imprécision, on la retrouve dans tous les actes et paroles ultérieurs du comte. D'une part, il déclare que l'autocratie « est séparée de la population », qu'il « voit dans le concours de la société la force essentielle... que dans la réforme projetée « il voit non quelque chose de définitif, mais seulement un premier pas », etc. D'autre part, il déclare dans le même temps aux représentants de la presse que « ... les espoirs éveillés dans la société ne sont que chimérique illusion... » et, dans son rapport à l'empereur, il affirme catégoriquement que le *Zemski Sobor* serait « une dangereuse expérience de retour au passé ... » ; que la mesure préconisée par lui n'aurait nullement pour effet de limiter l'autocratie, car elle est sans commune mesure avec les formes constitutionnelles d'Occident. D'ailleurs, selon la juste remarque de L. Tikhomirov, le rapport tout entier se distingue par une rédaction éminemment confuse » (p. 117).

Mais en ce qui concerne les *champions* de la liberté, Loris-Mélikov, ce fameux héros de la « dictature du cœur [36] », poussa « la cruauté jusqu'à ordonner des exécutions dont on ne trouve aucun exemple ni avant ni après, comme celle d'un gamin de dix-sept ans trouvé porteur d'un tract. Loris-Mélikov s'est souvenu des coins les plus reculés de Sibérie, pour y aggraver le sort des martyrs de la propagande » (V. Zassoulitch, dans le n° 1 du *Social-Démocrate* [37], p. 84). En présence de ces hésitations du gouvernement, seule une force capable de mener sérieusement la lutte aurait pu obtenir une constitution, mais cette force n'existait pas : les révolutionnaires donnèrent toute leur mesure le Ier mars [38]; il n'existait dans la classe ouvrière ni mouvement de large envergure, ni organisation solide ; la société libérale se montra, cette fois encore, politiquement si peu développée que même après le meurtre d'Alexandre II, elle se borna à des requêtes. Requêtes des zemstvos et des villes ; requêtes de la presse libérale (*Poriadok*, *Strana*, *Goloss*) ; requêtes — présentées sous une forme particulièrement bien pensante, nébuleuse et pleine d'astuce — des auteurs libéraux de « mémoires » (marquis Vélépolski, professeur Tchitchérine et professeur Gradovski — le *Mémoire* de Witte en expose le contenu d'après une brochure de Londres * : *La consti-*

* L'auteur du *Mémoire*, ainsi que nous l'avons vu, copie en général de la façon la plus scrupuleuse les brochures illégales et il recon-

tution du comte Loris-Mélikov, édition du Fonds de la presse russe libre, Londres 1893) imaginant « d'ingénieuses tentatives pour faire dépasser au monarque la borne fatidique sans qu'il s'en aperçoive ». Toutes ces prudentes requêtes, ces ingénieuses inventions restèrent, bien entendu, sans force révolutionnaire, nulles et non avenues, et le parti de l'autocratie triompha, triompha bien que le 8 mars 1881, au conseil des ministres une majorité (7 contre 5) se fût prononcée *en faveur* du projet Loris-Mélikov. (C'est ce que rapporte cette brochure ; mais Witte, l'auteur du *Mémoire*, qui la copie scrupuleusement, croit ici devoir déclarer : « Que s'est-il passé à cette conférence — du 8 mars — et qu'a-t-elle donné ? Rien n'en a transpiré qui soit digne de foi et il serait imprudent de se fonder sur les bruits qui sont parvenus à la presse étrangère », 124.) Le 29 avril 1881, un Manifeste était publié, que Katkov qualifia de « manne céleste », et qui confirmait et défendait l'autocratie.

Pour la seconde fois depuis l'affranchissement des paysans, la vague de la marée révolutionnaire était repoussée, et le mouvement libéral, à la suite et à cause de cet échec, fit place une fois encore à la *réaction* que, bien entendu, la société progressiste russe se prit à déplorer amèrement. C'est que nous sommes des maîtres quand il s'agit de déplorer : nous déplorons le manque de tact et la présomption des révolutionnaires lorsqu'ils provoquent le gouvernement ; nous déplorons l'irrésolution du gouvernement quand, ne voyant devant lui aucune force réelle, il fait des pseudo-concessions et reprend d'une main ce qu'il a donné de l'autre ; nous déplorons cette « époque dépourvue d'idées et d'idéal », quand le gouvernement, après s'être défait des révolutionnaires non soutenus par le peuple, tente de regagner le terrain perdu et rassemble des forces pour de nouveaux combats.

---

naît que « la presse clandestine et les publications étrangères donnaient, de leur point de vue, une assez juste appréciation de l'état de la question » (p. 91). Notre savant spécialiste russe de « droit constitutionnel » ne fournit d'original que quelques matériaux bruts ; tous les points de vue essentiels sur les questions politiques en Russie, il a dû les emprunter aux publications clandestines.

IV

L'époque de la « dictature du cœur », ainsi qu'on a appelé le ministère Loris-Mélikov, montra à nos libéraux que même le « constitutionnalisme » d'un ministre — fût-il premier ministre, et quand bien même le gouvernement est tout hésitation et qu'au conseil des ministres une majorité approuve « le premier pas vers la réforme », — ne garantit absolument rien s'il n'existe une force sociale sérieuse, capable d'obliger le gouvernement à capituler. Il est intéressant de noter en outre que le gouvernement d'Alexandre III lui non plus, même après le manifeste confirmant l'autocratie, ne montra pas d'emblée toutes ses griffes, jugeant nécessaire d'essayer de duper quelque temps encore la « société ». Quand nous disons « duper », nous ne voulons pas attribuer la politique du gouvernement, à un plan machiavélique de tel ou tel ministre, dignitaire, etc. On ne saurait le dire assez : le système des pseudo-concessions et des mesures en apparence importantes, allant « au-devant » des vœux de l'opinion publique, est devenu la quintessence de tout gouvernement moderne, et donc du gouvernement russe, car lui aussi a compris depuis bien des générations déjà, la nécessité de compter, d'une façon ou d'une autre avec l'opinion publique ; il a formé, depuis bien des générations, un personnel politique rompu dans l'art de la diplomatie intérieure. C'est un de ces diplomates, le comte Ignatiev, qui, chargé de couvrir la retraite du gouvernement vers la réaction pure et simple, remplaça Loris-Mélikov à l'Intérieur. Ignatiev agit à maintes reprises en pur démagogue, en pur trompeur, de sorte que Witte, l'auteur du *Mémoire*, manifeste une forte dose de « bonhomie policière », quand il appelle la période de son ministère « une tentative avortée de constituer un pays jouissant de l'autonomie administrative locale avec à sa tête un tsar autocrate ». C'est, il est vrai, la « formule » lancée à l'époque par I. S. Aksakov ; le gouvernement en usa pour ses minauderies ; elle fut violemment attaquée par Katkov, qui démontra de façon péremptoire la relation qui existe nécessairement entre l'autonomie administrative locale et une Constitution. Mais ce serait de la myopie que *d'expliquer* la tactique que l'on sait du gouvernement policier (tactique nécessairement inhéren-

te à sa nature même) par la prédominance, à un moment donné, de telle ou telle conception politique.

Ignatiev lança une circulaire promettant que le gouvernement « prendrait sans retard des mesures afin d'assurer par des méthodes judicieuses le maximum de succès à une participation directe des personnalités locales à l'accomplissement des prescriptions de sa Majesté ». Les zemstvos répondirent à cet « appel » en sollicitant la « convocation des élus du peuple » (mémoire d'un délégué du zemstvo de Tchérépovetz ; le gouverneur ne permit pas même l'impression de l'avis d'un délégué du zemstvo de Kirillov). Le gouvernement invita les gouverneurs à « ne pas donner suite » aux requêtes de ce genre, « et des mesures semblent avoir été prises en même temps pour qu'il n'en fût pas formulé dans d'autres assemblées ». La tentative fameuse est faite de réunir, au choix des ministres, des « personnes compétentes » (pour examiner différents problèmes : réduction des indemnités de rachat [39], réglementation des migrations, réforme de l'administration locale, etc.). « Les travaux des commissions d'experts n'éveillaient aucune sympathie dans l'opinion publique, et, de la part des zemstvos, ils suscitèrent même *en dépit de toutes les mesures préventives*, de véritables protestations. Douze assemblées de zemstvos émirent le vœu que les représentants de zemstvos fussent appelés à participer à l'activité législative, non à certaines occasions et sur désignation du gouvernement, mais constamment et au choix des zemstvos ». Au zemstvo de Samara, le président opposa son veto à une proposition analogue « après quoi, l'assemblée se dispersa en signe de protestation » (Dragomanov, *op. cit.* p. 29 ; *Mémoire*, p. 131). Le comte Ignatiev *trompait* les zemstvos ; cela ressort, par exemple, d'un fait comme celui-ci : « Le maréchal de la noblesse de Poltava, M. Oustimovitch, auteur, en 1879, d'un projet d'adresse constitutionnelle, déclara publiquement à l'assemblée de la noblesse de la province qu'il avait reçu du comte Ignatiev l'*assurance positive* (*sic*) que le gouvernement appellerait les représentants du pays à participer au travail législatif » (Dragomanov, *Ibid.*).

Le passage du gouvernement à une politique résolument nouvelle ayant ainsi été couvert par les pratiques d'Ignatiev, D. A. Tolstoï fut nommé le 30 mai 1882 ministre

de l'Intérieur ; il mérita bien son surnom de « ministre de combat ». Les requêtes des zemstvos, même pour solliciter l'autorisation de convoquer quelque congrès privé étaient rejetées sans cérémonie et même, sur les réclamations d'un gouverneur se plaignant de « l'opposition systématique » du zemstvo (celui de Tchérépovetz), on vit un Conseil des zemstvos remplacé par une commission gouvernementale et ses membres frappés de l'exil administratif. D. A. Tolstoï, fidèle disciple de Katkov, résolut d'entreprendre purement et simplement la « réforme » des zemstvos, en partant de cette idée fondamentale (effectivement confirmée par l'histoire, comme nous l'avons vu) que « l'opposition au gouvernement s'était solidement implantée dans les zemstvos » (p. 139 du *Mémoire* ; cité d'après le projet initial de réforme des zemstvos). D. A. Tolstoï projetait de remplacer les Conseils des zemstvos par des administrations subordonnées au gouverneur et de soumettre toutes les décisions des assemblées de zemstvos à l'approbation du gouverneur. C'eût été en vérité une réforme « radicale », mais il est du plus haut intérêt de noter que même ce disciple de Katkov, « ministre de combat », « ne s'écarta point — selon l'auteur du *Mémoire* — de la politique traditionnelle du ministère de l'Intérieur à l'égard des zemstvos. Il n'a pas, dans son projet, énoncé explicitement son idée : supprimer en fait les zemstvos ; sous couleur de développer rationnellement les principes d'autonomie administrative, il voulait en conserver les formes extérieures, mais en les vidant de toute substance ». Au Conseil d'Etat, cette sage politique de « la queue du renard » fut encore complétée et développée ; et finalement le Règlement de 1890 « ne fut qu'une nouvelle demi-mesure dans l'histoire des zemstvos. Il n'abolit pas les zemstvos, mais il leur enleva toute individualité, toute couleur ; il ne supprima pas non plus ce principe que le zemstvo représente tous les ordres, mais il lui conféra une nuance de caste... il ne fit pas des zemstvos des organes effectifs du pouvoir... mais il accentua la tutelle qu'exerçaient sur eux les gouverneurs... il renforça le droit de veto des gouverneurs ». « Le Règlement du 12 juillet 1890 était, dans le propos de son auteur, un pas vers l'abolition des zemstvos, et nullement une refonte radicale de l'autonomie administrative de ces derniers. »

La nouvelle « demi-mesure », poursuit le *Mémoire*, ne supprima pas l'opposition au gouvernement (ce n'est pas, il va sans dire, en accentuant encore la réaction qu'on pouvait supprimer l'opposition au gouvernement réactionnaire); elle fit seulement déguiser *certaines* de ses manifestations. L'opposition se manifesta, d'abord, par la résistance à certaines lois antizemstvistes, si l'on peut s'exprimer ainsi, et par leur inapplication de *facto* ; ensuite, derechef, par des requêtes constitutionnalistes (ou qui du moins gardent un relent de constitutionnalisme). C'est au premier genre d'opposition que se heurta, par exemple, la loi du 10 juin 1893 soumettant à une réglementation minutieuse l'organisation par les zemstvos du service médical. « Les zemstvos opposèrent une résistance unanime au ministère de l'Intérieur qui recula. Il fallut suspendre la mise en vigueur des statuts préparés, les mettre de côté pour rassembler toutes les lois et élaborer un nouveau projet établi sur des bases absolument opposés (c'est-à-dire plus au gré des zemstvos). » La loi du 8 juin 1893 sur l'estimation des biens immeubles, qui introduisait également un principe de réglementation et restreignait les droits des zemstvos en matière d'imposition, fut elle aussi mal accueillie, et dans nombre des cas « resta lettre morte ». Les institutions médicales et statistiques créées par les zemstvos et qui rendaient à la population des services appréciables (par rapport à la bureaucratie, bien entendu) s'avérèrent suffisamment fortes pour paralyser les statuts confectionnés dans les chancelleries de Pétersbourg.

Le second genre d'opposition se fit également jour dans les nouveaux zemstvos en 1894, lorsque dans leurs adresses à Nicolas II, ils firent de nouveau des allusions bien nettes à leur revendication d'élargir l'autonomie administrative et provoquèrent les « fameuses » paroles relatives aux rêves absurdes.

A l'effroi de MM. les ministres, les « tendances politiques » des zemstvos n'avaient pas disparu. L'auteur du *Mémoire* mentionne les doléances amères du gouverneur de Tver (dans son rapport pour l'année 1898) contre « le cercle cohérent de personnalités à tendance libérale », entre les mains de qui se trouve concentrée toute la conduite des affaires du zemstvo de la province. « Du rapport de ce même gou-

verneur pour 1895, il ressort que la lutte contre l'opposition du zemstvo est une rude tâche pour l'administration locale, et qu'il faut même parfois aux maréchaux de la noblesse présidant les assemblées des zemstvos un certain « courage civique » (tiens-tiens !) pour appliquer les circulaires confidentielles du ministère de l'Intérieur relatives aux matières que les zemstvos ne doivent pas aborder. » Puis il nous conte comment le maréchal de la noblesse de la province transmit, avant l'assemblée, ses fonctions à celui du district (de Tver), celui-ci au maréchal de la noblesse de Novy-Torjok, et ce dernier, tombé malade à son tour, à celui de Staritsa. Ainsi, les maréchaux de la noblesse eux-mêmes prennent la fuite, peu soucieux de remplir des fonctions de police ! « La loi de 1890, gémit l'auteur du *Mémoire*, a donné aux zemstvos une nuance de caste, renforcé dans les assemblées l'élément gouvernemental, introduit dans les assemblées provinciales tous les maréchaux de la noblesse des districts et les *zemskié natchalniki* [40], et si ce zemstvo bureaucratique et de caste, dépouillé de personnalité, continue néanmoins à manifester une tendance politique, le fait mériterait qu'on y réfléchisse »... « La résistance n'est pas brisée : un sourd mécontentement, une opposition tacite subsistent incontestablement et subsisteront aussi longtemps que subsistera un zemstvo où tous les ordres sont représentés. » Tel est le dernier mot de la sagesse bureaucratique : si une représentation tronquée engendre le mécontentement, la suppression de toute représentation doit — en bonne logique — accentuer ce mécontentement et l'opposition. M. Witte se figure qu'il suffit de fermer une des institutions par lesquelles se fait jour ne fût-ce qu'une parcelle de mécontentement pour que celui-ci disparaisse ! Mais croyez-vous qu'en conséquence M. Witte propose quelque chose de décisif, comme l'abolition des zemstvos ? Pas le moins du monde ! Witte qui, pour lancer une belle phrase, foudroie la politique de louvoiement, ne propose rien d'autre que cette même politique : et il ne peut rien proposer d'autre sans sortir de sa peau de ministre d'un gouvernement tsariste. Il bredouille des choses parfaitement futiles à propos d'une « troisième voie » ; ni règne de la bureaucratie, ni autonomie administrative, mais une réforme de l'administration qui « organiserait judicieusement » « la participa-

tion de représentants de la société aux institutions gouvernementales ». Il est facile de dire de pareilles sottises, mais maintenant, — après toutes les expériences faites pour s'assurer le concours « d'hommes compétents », — cette invention ne trompera plus personne ; il est par trop évident que, *sans une constitution*, toute « participation de représentants de la société » serait une fiction ; ce serait subordonner la société (ou bien telles ou telles personnes « choisies » au sein de la société) à la bureaucratie. Tout en critiquant une mesure particulière du ministère de l'Intérieur — l'extension à la périphérie de l'institution des zemstvos — Witte ne peut absolument rien donner de nouveau sur la question générale qu'il a lui-même soulevée ; il se contente de réchauffer les anciens procédés faits de demi-mesures, de pseudo-concessions, de promesses de toutes sortes dont aucune n'est exécutée. On ne saurait trop le souligner : dans la question générale de « l'orientation de la politique intérieure », Witte et Gorémykine ne font qu'un, et le différend entre eux n'est qu'un différend de famille, une querelle domestique au sein d'une même bande. D'une part, Witte se hâte lui aussi de déclarer : « je n'ai jamais proposé, je ne propose ni la suppression des zemstvos ni un bouleversement de l'ordre existant... Quant à les supprimer (les zemstvos existants) il ne peut guère en être question, dans les conditions actuelles ». Witte « estime pour sa part qu'avec la création sur place d'un pouvoir gouvernemental fort, il deviendra possible de faire davantage confiance aux zemstvos », etc. Après avoir créé un puissant contrepoids bureaucratique à l'administration autonome (c'est-à-dire après l'avoir débilitée), on peut davantage lui « faire confiance ». On connaît la chanson ! M. Witte ne redoute que « les institutions représentant tous les ordres »; il « n'avait nullement en vue ni n'estimait dangereuse pour l'autocratie l'activité des corporations, sociétés, associations de corps ou professionnelles de toutes sortes ». Ainsi, en ce qui concerne les « communautés rurales » M. Witte est bien persuadé qu'elles ne présentent aucun danger pour l'autocratie, parce que trop « figées ». « La prédominance des rapports agraires et des intérêts qui s'y rattachent confère à la population rurale un tour d'esprit particulier qui la rend indifférente à tout ce qui sort du cadre de sa politique de

clocher... Chez nous, le paysan s'occupe dans ses assemblées de la répartition des impôts..., de la distribution des lots de terre, etc. En outre, il est illettré ou semi-illettré : *comment, dans ces conditions, s'occuper de politique ?* » Comme vous le voyez, M. Witte est très réaliste. Parlant des associations de tel ou tel ordre et du danger qu'elles offrent pour le pouvoir central, il déclare que « la division de leurs intérêts joue un rôle essentiel. Mettant à profit cette division le gouvernement peut toujours, contre les prétentions politiques d'un ordre, trouver auprès des autres un appui et un contrepoids ». Et le « programme » de Witte : « une participation judicieusement organisée de représentants de la société aux institutions gouvernementales », n'est lui aussi qu'une des innombrables tentatives faites par l'Etat policier pour « diviser » la population.

D'autre part, M. Gorémykine, avec qui M. Witte polémise si violemment, pratique à son tour cette même politique systématique de division et de vexations. Il montre (dans son *Mémoire*, auquel répond Witte) la nécessité de créer de nouveaux postes de fonctionnaires pour contrôler les zemstvos ; il s'élève contre l'autorisation même de simples congrès locaux des membres de zemstvos ; il prend fait et cause pour le règlement de 1890, ce pas accompli vers la suppression des zemstvos ; il craint que les zemstvos n'introduisent dans le programme des travaux d'estimation, des « questions tendancieuses » ; il craint la statistique des zemstvos en général ; il insiste pour que les écoles communales soient soustraites aux zemstvos et confiées désormais à des institutions gouvernementales ; il s'attache à démontrer que les zemstvos sont incapables d'assurer la gestion des services de ravitaillement (les membres des zemstvos donnent, paraît-il, « une idée exagérée de l'étendue du malheur et des besoins de la population éprouvée par la mauvaise récolte » !!) ; il veut un règlement restrictif des droits des zemstvos en matière d'imposition « afin de protéger la propriété foncière contre une augmentation excessive par les zemstvos, des taxes qui la grèvent ». Ainsi, Witte a parfaitement raison quand il déclare : « Toute la politique du ministère de l'Intérieur à l'égard des zemstvos consiste dans une sape, lente mais continue, de leurs organes ; dans un affaiblissement progressif de leur rôle, dans

une concentration, progressive aussi, de leurs fonctions entre les mains des institutions gouvernementales. On peut le dire sans la moindre exagération: lorsque « les mesures prises ces derniers temps pour mettre de l'ordre dans les différentes branches de l'économie et de l'administration des zemstvos », mesures indiquées dans le *Mémoire* (de Gorémykine), auront été menées à bonne fin, nous n'aurons plus en réalité d'administration autonome ; des zemstvos, il ne subsistera que l'idée et l'enveloppe, sans aucun contenu pratique ». La politique de Gorémykine (et plus encore celle de Sipiaguine) et la politique de Witte conduisent donc à un seul et même but, et cette contestation autour de la question des zemstvos et du constitutionnalisme n'est, nous le répétons, rien de plus qu'une querelle domestique. Entre amis, quand on se dispute, c'est pour rire. Tel est le bilan de la « lutte » entre MM. Witte et Gorémykine. Quant à notre bilan à nous sur la question générale de l'autocratie et des zemstvos, le plus commode sera de le dresser en analysant la préface de Monsieur R. N. S. *

V

La préface de monsieur R. N. S. est intéressante à bien des égards. Elle aborde les questions les plus vastes : la refonte politique de la Russie, les divers moyens d'opérer cette refonte, le rôle des différentes forces qui y conduisent. D'autre part, monsieur R. N. S. qui, de toute évidence, est en rapports étroits avec les milieux libéraux, les milieux libéraux des zemstvos en particulier, représente sans conteste quelque chose de nouveau dans le chœur de nos littérateurs « clandestins ». Aussi, tant pour élucider cette question de principe : l'importance politique des zemstvos, que pour se rendre compte de l'atmosphère et... je ne dirai pas des tendances, mais de la mentalité des cercles très proches des libéraux, vaut-il la peine de s'arrêter plus longuement sur cette préface, d'examiner si ce quelque chose de nouveau est positif ou négatif, dans quelle mesure il est positif, dans quelle mesure et en quoi il est négatif.

* Pseudonyme de M. Strouvé. (Note de l'auteur pour l'édition de 1907. *N.R.*)

Le trait essentiel des conceptions de monsieur R. N. S. est le suivant. Comme on le verra par les très nombreux passages de son article que nous citons ci-après, c'est un partisan de l'évolution pacifique, graduelle, strictement légale. D'autre part, tout en lui s'insurge contre l'autocratie et il a soif de liberté politique. Mais l'autocratie ne serait pas l'autocratie si elle n'interdisait pas et ne persécutait pas *toute* « évolution » vers la liberté. Cette contradiction pénètre tout l'article de monsieur R. N. S., dont elle rend les raisonnements extrêmement inconséquents, flottants, fragiles. Pour allier le constitutionnalisme au souci d'une évolution strictement légale de la Russie autocratique, il faut supposer ou du moins admettre que *de lui-même* le gouvernement autocratique comprendra, se lassera, cédera, etc. Et il arrive effectivement à monsieur R. N. S. de tomber du haut de son indignation civique dans ce vulgaire point de vue du libéralisme le plus inculte. En voici un exemple. Monsieur R. N. S. dit de lui-même : ... « nous qui voyons dans la lutte pour la liberté politique le serment d'Annibal des hommes conscients de la Russie actuelle, serment aussi sacré que jadis pour les hommes des années 1840 la lutte pour la libération.des paysans »... et encore... « si pénible que soit pour nous, qui avons fait le « serment d'Annibal » de combattre l'autocratie », etc. Excellentes paroles, fortes paroles ! Elles serviraient d'ornement à l'article, s'il était tout entier pénétré du même esprit de lutte intransigeante, irréductible (le « serment d'Annibal » !) Ces fortes paroles — précisément parce que tellement fortes — rendront un son quelque peu faux si l'on perçoit à côté d'elles une note de conciliation et d'apaisement artificiels, une tentative d'introduire, même en forçant bien les choses, la conception d'une évolution pacifique, strictement légale. Or chez monsieur R. N. S. ces notes et ces tentatives sont malheureusement trop nombreuses. C'est ainsi qu'il consacre une page et demie à « justifier » longuement cette idée que « la politique du règne de Nicolas II mérite, du point de vue moral et politique, une condamnation *encore plus* (souligné par nous) sévère que les modifications réactionnaires apportées sous Alexandre III aux réformes d'Alexandre II ». Pourquoi donc une condamnation *plus* sévère ? C'est qu'Alexandre III combattait la Révolution, et Nicolas II

« les légitimes aspirations de la société russe » ; le premier combattait des forces sociales politiquement conscientes ; le second « des forces absolument pacifiques et parfois même agissant sans aucune idée politique nette » (« concevant même difficilement que leur action éducatrice consciente sape le régime »). C'est, dans une très large mesure, matériellement faux ; nous en reparlerons plus loin. Mais, en outre, on ne peut s'empêcher de noter la singularité du raisonnement même de notre auteur. Il condamne l'autocratie, et de deux autocrates, s'il condamne l'un *davantage*, ce n'est point en raison du caractère de sa politique qui est restée la même, mais parce que (à ce qu'il prétend) il n'a pas affaire à des « brouillons », qui « naturellement » provoqueraient une riposte vigoureuse, et que par conséquent il n'y a pas matière à persécutions. Ne se glisse-t-il pas, dans l'emploi même d'un pareil raisonnement, une concession manifeste à cet argument loyaliste que notre petit-père le tsar n'a rien à craindre en convoquant ses hommes de prédilection, car aucun d'eux n'a jamais rien médité qui sorte du cadre des aspirations pacifiques et de la stricte légalité ? Semblable « façon de penser » (ou plutôt de mentir) ne nous étonne pas de la part de M. Witte, qui écrit dans son *Mémoire* : « Il semblerait que là où il n'y a ni partis politiques, ni révolutions et où nul ne conteste les droits du pouvoir suprême, il soit impossible d'opposer l'administration au peuple ou à la société *... » et ainsi de suite. Semblable raisonnement ne nous étonne pas de la part de M. Tchitchérine qui, dans un mémoire remis au comte Milioutine après le 1er mars 1881, déclarait que « le pouvoir doit avant tout faire preuve d'énergie, démontrer qu'il n'a pas baissé pavillon devant la menace » ; que « le régime monarchique n'est compatible avec des institutions libres que si ces dernières sont le fruit d'une évolution pacifique, de la calme initiative du pouvoir suprême lui-même », et conseillait de créer un pouvoir « fort et libéral », agissant avec le concours « d'un organisme législatif renforcé et renouvelé par

* Page 205. « C'est tout simplement stupide », remarque en note monsieur R.N.S. Très juste. Mais les considérations de monsieur R.N.S., citées plus haut, aux pages XI-XII de sa préface, ne sont-elles pas de la même farine ?

l'élément électif * ». De la part d'un M. Tchitchérine il serait parfaitement naturel de trouver la politique de Nicolas II plus condamnable, *parce que* sous son règne l'évolution pacifique et la calme initiative du pouvoir suprême *pourraient* conduire à de libres institutions. Mais un raisonnement de ce genre est-il naturel, est-il convenable dans la bouche d'un homme qui a fait le serment d'Annibal ?

Matériellement aussi, monsieur R. N. S. a tort. « Aujourd'hui, dit-il en comparant le règne actuel au précédent, — ... nul ne songe sérieusement à une révolution violente telle que se la représentaient les militants de la *Narodnaïa Volia* ». *Parlez pour vous, monsieur* ** ! Quant à nous, nous savons parfaitement qu'au cours du dernier règne le mouvement révolutionnaire en Russie, loin de s'éteindre ou de s'affaiblir par rapport au règne précédent, s'est ranimé et a prodigieusement grandi. Et serait-ce un mouvement « révolutionnaire » si aucun de ses participants ne songeait sérieusement à une révolution violente ? On nous objectera peut-être que, dans les lignes citées, monsieur R. N. S. veut parler non d'une révolution violente en général, mais d'une révolution spécifiquement « à la *Narodnaïa Volia* », c'est-à-dire à la fois politique et sociale, une révolution conduisant non seulement au renversement de l'autocratie, mais aussi à la prise du pouvoir. Cette objection serait dénuée de fondement, car, premièrement, ce qui importe à l'autocratie comme telle (c'est-à-dire au gouvernement autocratique, et non à la « bourgeoisie » ou à la « société »), c'est non pas *pourquoi* on veut la renverser, mais *le fait* qu'on veut la renverser. En second lieu, tout au début du règne d'Alexandre III, les militants de la *Narodnaïa Volia* « présentèrent » eux aussi au gouvernement la même alternative que la social-démocratie à Nicolas II : ou la lutte révolutionnaire, ou la renonciation à l'autocratie. (V. la lettre du comité exécutif de la *Narodnaïa Volia* à Alexandre III, du 10 mars 1881, où sont posées deux conditions : 1. amnistie générale pour tous les crimes politiques et 2. convoca-

---

* *Mémoire* de Witte, pp. 122-123. *La Constitution du comte Loris-Mélikov*, p. 24.

** En français dans le texte. (*N.R.*)

tion des représentants de tout le peuple russe, le suffrage universel et la liberté de presse, de parole et de réunion étant assurés). D'ailleurs, monsieur R. N. S. sait fort bien lui-même que non seulement parmi les intellectuels, mais aussi dans la classe ouvrière, beaucoup « songent sérieusement » à une révolution violente : voyez les pages XXXIX et suivantes de son article, où il parle de la « social-démocratie révolutionnaire », à laquelle sont assurées et « une base dans la masse et des forces intellectuelles », qui marche « à une lutte politique décisive », à « une lutte à mort de la Russie révolutionnaire contre un régime d'absolutisme bureaucratique » (XLI). Il ne fait donc aucun doute que « les propos bien intentionnés » de monsieur R. N. S. ne sont qu'un procédé, une tentative d'influer sur le gouvernement (ou sur « l'opinion publique ») en protestant de sa modération (ou de celle d'autrui).

Monsieur R. N. S. estime d'ailleurs que la notion de lutte peut s'interpréter très largement. « La suppression des zemstvos, écrit-il, fournira à la propagande révolutionnaire un atout considérable, — nous le disons en toute objectivité (*sic*), sans éprouver aucune répulsion pour ce qu'on est convenu d'appeler activité révolutionnaire, mais sans nous enthousiasmer non plus, ni nous engouer de cette forme (*sic*) de lutte en faveur du progrès politique et social. » Cette tirade est très significative. Si l'on examine de plus près cette formulation quasi-scientifique qui se targue, tout à fait hors de propos, d'« objectivité » (du moment que l'auteur lui-même se demande s'il doit préférer telle ou telle forme d'activité ou de lutte, parler de l'objectivité de son attitude, c'est mettre en parallèle deux fois deux et une bougie de stéarine), on y trouve cette vieille, très vieille argumentation : vous pouvez m'en croire, messieurs les gouvernants, lorsque je cherche à vous donner l'épouvante de la révolution, car je n'ai pas pour elle la moindre sympathie. Invoquer son objectivité, c'est tout bonnement couvrir d'une feuille de vigne son antipathie subjective pour la révolution et l'activité révolutionnaire. Or pour monsieur R. N. S. se couvrir est une nécessité, pareille antipathie étant absolument incompatible avec le serment d'Annibal.

D'ailleurs, ne nous trompons-nous pas sur le compte de cet Annibal ? Avait-il vraiment fait le serment de combattre

les Romains, ou seulement celui de lutter pour le progrès de Carthage, lequel progrès devait naturellement nuire à Rome, en définitive ? Ne peut-on interpréter le mot lutte dans un sens moins « étroit » ? Monsieur R. N. S. estime que si. La lutte contre l'autocratie — cela ressort de la comparaison du serment d'Annibal avec la tirade citée — revêt diverses « formes » ; l'une, c'est la lutte révolutionnaire, illégale ; l'autre, c'est, d'une façon générale, « la lutte pour le progrès politique et social », c'est-à-dire, en d'autres termes, l'action légale, pacifique pour implanter la culture dans les limites permises par l'autocratie. Nous ne doutons pas un instant que même sous l'autocratie une action légale est possible qui pousse au progrès en Russie ; progrès technique, dans certains cas, et assez rapide ; progrès social, dans des cas peu nombreux et dans une mesure insignifiante ; enfin, progrès politique, mais minuscule et dans des cas tout à fait exceptionnels. On peut discuter l'importance et la possibilité de ce progrès minuscule ; à quel point les cas isolés où il se manifeste sont capables d'enrayer la démoralisation politique massive que toujours et partout l'autocratie suscite dans la population. Mais faire rentrer, même indirectement, l'action pacifique légale dans la notion de lutte contre l'autocratie, c'est contribuer à cette démoralisation, c'est affaiblir la conscience déjà si faible, que le Russe moyen a de sa responsabilité de citoyen pour *tout* ce que fait le gouvernement.

Par malheur, monsieur R. N. S. n'est pas seul, parmi les écrivains illégaux, à vouloir effacer la différence entre la lutte révolutionnaire et un pacifique travail d'éducation. Il a un devancier, monsieur R. M., auteur de l'article « Notre réalité » dans le fameux « Supplément spécial à la *Rabotchaïa Mysl*[41] » (septembre 1899). Voici ce que ce dernier objectait aux social-démocrates révolutionnaires : « Lutter pour l'auto-administration publique des villes et des zemstvos, pour l'enseignement publique, pour la justice publique, pour un secours social à la population affamée, etc., n'est-ce pas lutter contre l'autocratie... Cette lutte sociale qui, par je ne sais quel singulier malentendu, n'attire pas sur elle l'attention bienveillante de beaucoup d'écrivains révolutionnaires russes, la société russe la mène déjà, comme nous l'avons vu, et ce n'est pas d'hier... La vérita-

ble question est celle-ci : que doivent faire ces diverses couches sociales... pour mener avec le plus d'efficacité la lutte contre l'autocratie ?... Et voici pour nous la question essentielle : comment doivent mener cette lutte sociale contre l'autocratie nos ouvriers, dont le mouvement est considéré par nos révolutionnaires comme le meilleur moyen de renverser l'autocratie ? » (pp. 8-9). Comme vous le voyez, monsieur R. M. ne croit d'ailleurs pas devoir déguiser son antipathie pour les révolutionnaires : l'opposition légale et l'action pacifique, déclare-t-il tout net, sont une lutte contre l'autocratie, et il considère même que l'essentiel est de savoir comment les ouvriers doivent mener « *cette* » lutte. Monsieur R. N. S. est loin d'être aussi primitif et aussi franc, mais la parenté des tendances politiques de notre libéral et du partisan à outrance d'un mouvement purement ouvrier apparaît assez clairement * . »

Quant à l'« objectivité », nous devons noter que parfois monsieur R. N. S. la répudie purement et simplement. Il reste « objectif » quand il parle du mouvement ouvrier, de son développement organique, de la lutte imminente, inévitable entre la social-démocratie révolutionnaire et l'autocratie, quand il dit que l'organisation des libéraux en un parti illégal sera la conséquence fatale de la suppression des zemstvos. Tout cela est exposé avec beaucoup de sens pratique et de lucidité, tant de lucidité qu'on peut se réjouir de voir se répandre, dans les milieux libéraux, une juste idée du mouvement ouvrier en Russie. Mais quand monsieur R. N. S. en vient à parler non plus de la lutte contre l'ennemi, mais de la « résignation » possible de ce der-

* « Les organisations économiques des ouvriers, dit par ailleurs monsieur R.N.S., seront pour les masses ouvrières une école d'éducation politique réelle. » Nous conseillerions à l'auteur d'user plus prudemment de ce mot « réelle », si galvaudé par les paladins de l'opportunisme. On ne peut nier que, dans certaines conditions, les organisations économiques des ouvriers peuvent, elles aussi, beaucoup faire pour l'éducation politique de ces derniers (de même qu'on ne peut nier que, dans d'autres conditions, elles peuvent aussi faire quelque chose pour les corrompre politiquement). Mais recevoir une *réelle* éducation politique, les masses ouvrières ne le peuvent qu'en participant au mouvement révolutionnaire sous tous ses aspects, jusques et y compris les batailles de rue, jusques et y compris la guerre civile contre les défenseurs de l'esclavage politique et économique.

nier, il perd du coup son « objectivité », il exprime ses sentiments, il passe même de l'indicatif à l'impératif.

« On n'évitera la sanglante lutte finale de la Russie révolutionnaire contre le régime bureaucratique de l'absolutisme que s'il se trouve parmi les détenteurs du pouvoir des hommes qui auront le courage de se résigner devant l'Histoire et d'amener l'autocratie à se résigner devant elle... Il est certain que, il en est qui ne sympathisent pas avec la politique réactionnaire... Ils sont seuls à avoir accès auprès du trône, mais ils ne se décident jamais à exprimer hautement leurs convictions... Peut-être, cependant, l'ombre immense de la Némésis fatale de l'histoire, l'ombre de grands événements apportera-t-elle l'hésitation dans les milieux gouvernementaux et détruira-t-elle à temps le régime de fer d'une politique réactionnaire. Pour cela, il faut à présent relativement peu de choses... Il (le gouvernement) comprendra peut-être aussi, avant qu'il ne soit trop tard, le danger fatal qu'il y a à vouloir maintenir par tous les moyens le régime autocratique. Peut-être, avant de s'être heurté à la révolution, se lassera-t-il lui-même de la lutte qu'il mène contre le développement naturel, historiquement nécessaire, de la liberté, et se relâchera-t-il de sa politique « intransigeante ». Ayant cessé d'être conséquent dans sa lutte contre la liberté, il sera contraint de lui ouvrir de plus en plus largement les portes. Peut-être... ou plutôt non : non seulement cela peut être, *mais qu'il en soit ainsi* ! » (Souligné par l'auteur).

Amen ! C'est tout ce qui nous reste à dire à propos de ce monologue pompeux et bien-pensant. Notre Annibal progresse si rapidement qu'il se montre déjà à nous sous une troisième forme : première forme — lutte contre l'autocratie ; deuxième forme — implantation de la culture ; troisième forme — invitation faite à l'ennemi de se résigner et tentative de l'effrayer au moyen d'une « ombre ». Grands dieux ! nous sommes pleinement d'accord avec l'honorable monsieur R. N. S. : les « ombres » sont ce que les tartufes du gouvernement russe redoutent le plus au monde. Et immédiatement avant cette évocation des ombres, notre auteur, parlant de la croissance des forces révolutionnaires et de l'explosion révolutionnaire imminente, s'écriait : « C'est avec une profonde affliction que nous prévoyons les effroyables sacrifices humains et de forces intellectuelles que coûtera cette politique insensée de conservatisme agressif qui n'a ni sens politique ni l'ombre d'une justification morale ». Quel insondable abîme de doctrinisme et d'onction laisse entrevoir cette fin de raisonnement relative à l'explosion

révolutionnaire ! L'auteur n'entend goutte à l'importance historique gigantesque qu'aurait une bonne leçon administrée, une fois au moins, par le peuple russe à son gouvernement. Au lieu de montrer les « effroyables sacrifices » qu'a coûtés et que coûte au peuple l'absolutisme et d'éveiller ainsi la haine et l'indignation, au lieu d'enflammer la volonté et la passion de lutter, vous invoquez les *futurs* sacrifices pour détourner de la lutte. Ah, Messieurs ! Mieux vaudrait ne pas raisonner du tout à propos d'« explosion révolutionnaire », que de gâter ce raisonnement en le terminant de la sorte. *Faire* de « grands événements », c'est apparemment ce que vous ne voulez pas ; ce que vous voulez, c'est uniquement vous entretenir de « l'ombre des grands événements », et encore n'est-ce qu'avec des « personnes ayant accès auprès du trône ».

Comme l'on sait, notre presse légale est toute pleine elle aussi de ces entretiens avec des ombres et à propos d'ombres. Et pour donner aux ombres quelque réalité, on a coutume d'invoquer, à titre d'exemple, les « grandes réformes », et d'entonner en leur honneur un alléluia rempli de mensonges conventionnels. Force est parfois de pardonner ce mensonge à un auteur qui subit la censure, sinon il ne pourrait manifester son désir de réformes politiques. Mais pour monsieur R. N. S. il n'y avait point de censure. « Les grandes réformes, écrit-il, n'ont pas été conçues pour le plus grand triomphe de la bureaucratie. » Voyez combien est évasive cette phrase apologétique. « Conçues » *par qui* ? Par Herzen, Tchernychevski, Ounkovski et ceux qui marchaient avec eux ? Mais ces hommes revendiquaient infiniment plus que n'ont réalisé les « réformes », et pour l'avoir revendiqué ils ont été en proie aux persécutions du gouvernement qui appliquait les « grandes » réformes. Par le gouvernement et ceux qui entonnaient aveuglément ses louanges, le suivaient en montrant les dents aux « brouillons » ? Mais le gouvernement a fait le possible, voire l'impossible pour céder au minimum, pour tronquer les revendications démocratiques et les tronquer *précisément* « pour le plus grand triomphe de la bureaucratie ». Monsieur R. N. S. connaît fort bien tous ces faits historiques, et s'il les estompe, c'est uniquement parce qu'ils réfutent entièrement sa placide théorie d'une « résignation » possible de l'auto-

cratie. En politique il n'y a pas place pour la résignation, et seule une simplicité sans bornes (simplicité à la fois sainte et maligne) peut prendre pour une résignation le procédé policier traditionnel : *divide et impera*, diviser pour régner, céder sur un point secondaire pour garder l'essentiel, donner d'une main et retirer de l'autre. « ... En imaginant et en réalisant les « grandes réformes », le gouvernement d'Alexandre II ne se proposait pas consciemment de fermer coûte que coûte au peuple russe toute voie légale d'accès à la liberté politique : il ne pesait pas de ce point de vue chacun de ses actes, chaque article de loi. » C'est *faux*. Et en « imaginant » les réformes, et en les réalisant, le gouvernement d'Alexandre II se proposait dès le début, tout à fait consciemment, de ne point céder aux revendications de liberté politique dès lors formulées. Depuis le commencement et jusqu'à la fin, il s'est attaché à couper toute voie légale d'accès à la liberté, puisqu'il répondait par des répressions même à de simples requêtes, puisque jamais il ne permettait même de parler librement de liberté. Pour réfuter le panégyrique de monsieur R. N. S., il suffit de rappeler ne fût-ce que les faits, exposés dans le *Mémoire* de Witte, que nous avons reproduits plus haut. Des personnalités qui composaient le gouvernement d'Alexandre II, Witte lui-même dit, par exemple, ceci : « Il faut noter que les hommes d'Etat éminents des années 60 dont la postérité reconnaissante conservera les noms glorieux, ont peut-être en leur temps fait plus de grandes choses que leurs successeurs, et qu'ils ont travaillé à renouveler notre régime politique et social avec une conviction sincère, avec un indéfectible dévouement à leur souverain, et non pas à l'encontre de ses vœux » (p. 67 du *Mémoire*). Ce qui est vrai est vrai : avec une conviction sincère, avec un indéfectible dévouement au souverain placé à la tête d'une bande de policiers...

Après ce qui vient d'être dit, nous ne devons plus nous étonner si monsieur R. N. S. ne traite que très peu de la question essentielle : le rôle des zemstvos dans la lutte pour la liberté politique. Outre les habituelles références à l'œuvre « pratique » et « éducatrice » des zemstvos, il signale en passant leur « importance en matière d'éducation politique », déclare que « les zemstvos ont une importance politique »,

que les zemstvos, comme le voit clairement M. Witte, « ne sont dangereux (pour le régime existant) qu'en vertu de la tendance historique de leur développement, comme embryon d'un régime constitutionnel ». Après ces remarques qu'il laisse tomber comme par hasard, il conclut par cette sortie contre les révolutionnaires : « Nous apprécions l'ouvrage de M. Witte non seulement pour les vérités qu'il renferme sur l'autocratie, mais encore comme une précieuse attestation politique délivrée aux zemstvos par la bureaucratie elle-même. Cette attestation est une excellente réponse à tous ceux qui, à défaut d'éducation politique ou entraînés par la phrase révolutionnaire (*sic*), se sont refusés et se refusent encore à voir l'importance politique considérable du zemstvo russe et de son activité éducatrice légale. » Mais qui donc a manifesté ce manque d'éducation ou s'est laissé entraîner par des phrases ? Où et quand ? Avec qui monsieur R. N. S. est-il en désaccord et pourquoi ? A cela, pas de réponse, et cette algarade de l'auteur ne signifie rien si ce n'est peut-être qu'elle exprime son antipathie pour les révolutionnaires, antipathie que nous connaissions déjà par d'autres passages de son article. Une note, encore plus singulière, n'explique rien du tout : « Par là nous ne voulons (? !) nullement blesser les militants révolutionnaires dont on ne peut s'empêcher de reconnaître avant tout le courage moral dans la lutte contre l'arbitraire. » Pourquoi cela ? A quoi cela rime-t-il ? Quel rapport existe-t-il entre le courage moral et l'incapacité d'apprécier les zemstvos ? Monsieur R.N.S. en vérité tombe de Charybde en Scylla : d'abord il avait « accroché » les révolutionnaires par une accusation gratuite et « anonyme » (en ce sens qu'on ne savait contre qui elle était dirigée) d'ignorance et de phraséologie ; et maintenant, il les « accroche » encore en se figurant qu'il pourra leur faire avaler la pilule de l'accusation d'ignorance, après l'avoir dorée de la reconnaissance de leur courage moral. Pour comble d'obscurité, monsieur R. N. S. se contredit lui-même, en déclarant — comme s'il faisait chorus avec ces hommes « engoués de la phrase révolutionnaire » — que « le zemstvo russe d'aujourd'hui... n'est pas une grandeur politique capable par sa force propre d'en imposer à qui que ce soit, d'effrayer qui que ce soit... Il défend à grand-peine ses modestes positions »... « En elles-mêmes, de telles institutions (les

zemstvos)... ne peuvent être une menace pour ce régime (l'autocratie) que dans un avenir éloigné et qu'en rapport avec le développement de toute la culture du pays. »

VI

Essayons donc de voir clair dans cette question, dont monsieur R. N. S. parle avec tant d'irritation et d'inconsistance. Les faits déjà cités par nous montrent que « l'importance politique » des zemstvos, c'est-à-dire leur importance comme facteur dans la lutte pour la liberté politique, réside principalement en ceci : d'abord cette organisation de représentants de nos classes possédantes (et en particulier de la noblesse terrienne) oppose constamment les institutions électives à la bureaucratie, suscite entre elles des conflits continuels, fait ressortir à chaque pas le caractère réactionnaire de la bureaucratie tsariste irresponsable, entretient le mécontentement et nourrit l'opposition au gouvernement autocratique *. En second lieu, les zemstvos insérés comme une cinquième roue dans le char bureaucratique, aspirent à renforcer leur situation, à croître en importance, aspirent — et même, selon l'expression de Witte, « marchent inconsciemment » — vers une constitution, qu'ils sollicitent dans leurs requêtes. Ils sont pour cette raison un mauvais allié du gouvernement dans sa lutte contre les révolutionnaires ; ils observent envers ces derniers une neutralité bienveillante et ils leur rendent un service indirect, cependant incontestable, en introduisant aux moments critiques l'hésitation dans les mesures répressives du gouvernement. On ne saurait évidemment voir ni un facteur « considérable » ni même un facteur tant soit peu indépendant de lutte politique dans une institution jusqu'ici capable tout au plus de requêtes libérales et d'une neutralité bienveillante, mais on ne saurait dénier aux zemstvos le rôle d'un facteur *auxiliaire*. En ce sens nous sommes même prêts,

* Cf. les éclaircissements très circonstanciés que P.B. Axelrod apporte sur cet aspect de la question dans sa brochure : *La situation historique et les rapports de la démocratie libérale et socialiste en Russie.* (Genève 1898), en particulier pp. 5, 8, 11-12, 17-19.

si vous le voulez, à reconnaître que le zemstvo est une parcelle de constitution. Le lecteur dira peut-être : donc vous êtes d'accord avec monsieur R. N. S., qui n'affirme rien de plus. Pas du tout. C'est ici seulement que commence notre désaccord.

Le zemstvo est une parcelle de constitution. Soit. Mais c'est une parcelle dont on s'est servi pour *détourner* la « société » russe d'une constitution. C'est cette position, relativement très insignifiante, que l'autocratie a cédée au démocratisme croissant pour garder par-devers soi ses positions essentielles, pour diviser et désunir ceux qui réclamaient des réformes politiques. Nous avons vu comment, sur le terrain de la « confiance » dans le zemstvo (« embryon de constitution »), cette manœuvre de désunion a réussi et dans les années 60 et en 1880-1881. La question du rapport qui existe entre le zemstvo et la liberté politique est un cas particulier de la question générale du rapport existant entre les réformes et la révolution. Et nous pouvons constater, par ce cas particulier, toute l'étroitesse et l'ineptie de la théorie bernsteinienne en vogue [42] qui, à la lutte révolutionnaire, substitue la lutte pour les réformes ; qui déclare (par la bouche de M. Berdiaïev par exemple) que « le principe du progrès est : mieux cela va, mieux cela vaut ». Sous sa forme générale, ce principe n'est pas moins faux que l'inverse ; moins cela va, mieux cela vaut. Jamais, certes, les révolutionnaires ne se refuseront à lutter pour des réformes, à occuper une position ennemie, même peu importante et secondaire, *si* cette position renforce leur attaque et facilite leur victoire complète. Mais jamais non plus ils n'oublieront qu'il est des cas où l'ennemi lui-même cède une position pour désunir les assaillants et les défaire plus aisément. Jamais ils n'oublieront que c'est uniquement en ne perdant pas un instant de vue le « but final », en appréciant chaque pas du « mouvement » et chaque réforme particulière du point de vue de la lutte révolutionnaire dans son ensemble qu'on peut préserver le mouvement des faux pas et des erreurs déshonorantes.

Ce côté-là de la question — l'importance des zemstvos en tant que moyen de *raffermir* l'autocratie au prix d'une concession bâtarde, et en tant que moyen de rallier à l'autocratie une fraction de la société libérale, — monsieur

R. N. S. ne l'a point saisi du tout. Il a préféré se confectionner un schéma doctrinaire, qui rattache en droite ligne zemstvos et constitution, selon la « formule » : mieux cela va, mieux cela vaut ! « Si vous commencez par abolir les zemstvos en Russie — dit-il en s'adressant à Witte — et qu'ensuite vous élargissiez les droits individuels, vous vous priverez de la meilleure occasion de donner au pays une constitution modérée, qui historiquement se sera développée sur la base de l'autonomie administrative locale teintée d'un esprit de caste. Vous rendrez en tout cas un très mauvais service à la cause du conservatisme. » Quelle harmonieuse, quelle belle conception ! Une autonomie administrative locale teintée d'un esprit de caste, — un sage conservateur ayant accès auprès du trône, — une constitution modérée ! Dommage seulement que dans la réalité les sages conservateurs aient trouvé plus d'une fois, grâce aux zemstvos, « la meilleure occasion » de *ne pas* « donner » au pays une constitution.

La « conception » pacifique de Monsieur R. N. S. se retrouve dans la formulation du mot d'ordre par lequel il termine son article et qui, — précisément comme un mot d'ordre, — est imprimé sur une ligne à part et en caractères gras : « Des droits et un zemstvo investi du pouvoir pour toute la Russie ! » Il faut le reconnaître franchement, c'est là flatter indignement les préjugés politiques de la grande masse des libéraux russes, tout comme nous voyons la *Rabotchaïa Mysl* flatter les préjugés politiques de la grande masse des ouvriers. Nous sommes tenus de nous élever contre cette flatterie dans l'un et l'autre cas. C'est un préjugé de se figurer que le gouvernement d'Alexandre II ne coupait pas toute voie légale d'accès à la liberté, que l'existence de zemstvos fournisse la meilleure occasion de donner au pays une constitution modérée, que le mot d'ordre : « Des droits et un zemstvo investi du pouvoir ! » puisse servir de drapeau à un mouvement, je ne dirai pas révolutionnaire, mais même constitutionnaliste. Ce n'est pas là un drapeau aidant à distinguer entre alliés et ennemis, capable d'orienter et de diriger le mouvement, c'est un chiffon qui permettra seulement aux éléments les moins sûrs de s'infiltrer dans le mouvement et facilitera une nouvelle tentative du gouvernement de s'en tirer par de ronflantes promesses et des réformes bâ-

tardes. Non, point n'est besoin d'être prophète pour faire cette prédiction : que notre mouvement révolutionnaire atteigne son apogée, et la fermentation libérale décuplera dans la société : de nouveaux Loris-Mélikov et Ignatiev apparaîtront au gouvernement, qui inscriront sur leur drapeau : « Des droits et un zemstvo investi du pouvoir ». Du moins, ce serait l'issue la plus désavantageuse pour la Russie et la plus avantageuse pour le gouvernement. Si une partie tant soit peu considérable des libéraux fait confiance à ce drapeau et, entraînée par lui, attaque de dos ces « brouillons » de révolutionnaires, ceux-ci pourront se trouver isolés, et le gouvernement essaiera de se borner au minimum de concessions, à l'octroi de quelque constitution nobiliaire, aristocratique et consultative. Cette tentative réussira-t-elle ? Cela dépendra de l'issue du corps à corps décisif entre le prolétariat révolutionnaire et le gouvernement : mais que les libéraux seront dupés, on peut en répondre avec certitude. Grâce à un mot d'ordre comme celui de monsieur R. N. S. (« zemstvo investi du pouvoir » ou « zemchtchina », etc.), le gouvernement les appâtera comme de jeunes chiens, les détournera des révolutionnaires ; après quoi il les saisira par la peau du cou et leur administrera les verges de ce qui s'appelle la réaction. Et nous, Messieurs, nous ne manquerons pas de dire alors : *c'est bien fait pour vous !*

Et pourquoi donc au lieu d'exiger la suppression de l'absolutisme, émet-on comme mot d'ordre final un vœu aussi modéré et aussi pondéré ? D'abord par doctrinarisme philistin, désireux de rendre « service au conservatisme », et persuadé que le gouvernement, touché de tant de modération, se « résignera ». Ensuite, pour « unir les libéraux ». Il se peut qu'effectivement le mot d'ordre : « Des droits et un zemstvo investi du pouvoir » unisse *tous* les libéraux, tout comme le mot d'ordre : « un kopeck par rouble » unira (selon les « économistes ») *tous* les ouvriers. Seulement, une pareille union ne sera-t-elle pas une perte et non un gain ? L'union est un bienfait quand elle élève ceux qui s'unissent au niveau du programme conscient et énergique de celui qui unit. L'union est un mal quand elle abaisse ceux qui s'unissent au niveau des préjugés de la masse. Or, dans la masse des libéraux russes est sans conteste extrêmement répandu ce préjugé que les zemstvos sont véritablement « un embryon

de constitution * », mais un embryon fortuitement retardé dans sa croissance « naturelle », pacifique et graduelle par les menées de quelques maîtres de l'heure sans moralité ; qu'il suffit de quelques requêtes pour que le monarque « se résigne » ; que l'action éducatrice légale, celle des zemstvos en particulier, a une « grande importance politique », libérant ceux qui en paroles sont hostiles à l'autocratie, de l'obligation de soutenir activement, sous une forme ou sous une autre, la lutte révolutionnaire contre l'autocratie, etc., etc., et ainsi de suite. L'union des libéraux est incontestablement chose utile et désirable, mais uniquement si elle s'assigne pour but de combattre les préjugés invétérés au lieu de les flatter, d'élever le niveau moyen de notre développement (ou plutôt de notre insuffisance de développement) politique, au lieu de le sanctionner, — bref, si elle appuie la lutte illégale, au lieu de se livrer à une phraséologie opportuniste sur la grosse importance politique de l'action légale. Si l'on ne saurait justifier le mot d'ordre politique : « liberté de grève » et autres semblables que l'on propose aux ouvriers, on ne saurait justifier non plus celui de « zems-

* A propos de cette question : que peut-on attendre d'un zemstvo ? Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici les considérations suivantes du prince P.V. Dolgoroukov, dans son *Listok* [43] qui paraissait dans les années 1860-1870 (Bourtsev, *op. cit.*, pp. 64-67) : « Lorsque nous examinons les principes essentiels qui sont à la base des zemstvos, nous retrouvons cette même pensée secrète du gouvernement, mais qui remonte constamment à la surface — étourdir par sa magnanimité ; proclamer bien haut : « Voyez combien je vous octroie ! » Mais au fond, donner le moins possible et, ce faisant, s'efforcer encore de dresser des barrières afin qu'on ne puisse mettre entièrement à profit même ce qui a été octroyé... A l'heure actuelle, sous un régime autocratique, les zemstvos ne seront ni ne peuvent être d'aucune utilité ; ils n'auront ni ne peuvent avoir aucune importance, mais ils sont riches des germes d'un développement fécond pour l'avenir... Les zemstvos, ces nouvelles institutions, sont sans doute appelés par le sort à servir de base au futur régime constitutionnel en Russie... Mais avant que ne soit introduite en Russie une forme constitutionnelle de gouvernement, tant qu'existera l'autocratie, tant que fera défaut la liberté de la presse, les zemstvos sont condamnés à rester un fantôme politique, de *muettes* assemblées de délégués. » Ainsi, même alors, en pleine époque des années 60, Dolgoroukov ne s'abandonnait pas à un optimisme excessif. Depuis 40 ans ont passé qui nous ont beaucoup appris et montré que les zemstvos étaient appelés « par le sort » (et aussi, en partie, par le gouvernement) à servir de base à toute une série de mesures qui *étourdissent* les constitutionnalistes.

tvo investi du pouvoir » que l'on propose aux libéraux. *Sous l'autocratie*, tout zemstvo, même investi de pouvoirs ultra-archi-« étendus », sera fatalement un avorton incapable de se développer ; *avec une constitution*, il perdra du coup son importance « politique » actuelle.

L'union des libéraux peut revêtir deux formes : formation d'un parti libéral indépendant (illégal, il va sans dire) ou organisation de la collaboration des libéraux avec les révolutionnaires. Monsieur R. N. S. indique lui-même la première possibilité, mais... si l'on voit dans ces indications l'expression véritable des perspectives et des chances du libéralisme, elles n'invitent guère à l'optimisme. « Sans zemstvos, — écrit-il, — les libéraux des zemstvos devront former un parti libéral ou quitter la scène historique en tant que force organisée. Nous sommes convaincus que l'organisation des libéraux en un parti illégal, quoique très modéré dans son programme et ses méthodes, sera le résultat inévitable de la suppression des zemstvos. » S'il s'agit uniquement de « suppression », on pourra attendre longtemps encore, car Witte lui-même ne désire pas supprimer les zemstvos, et le gouvernement russe, en général, a fort à cœur de conserver les apparences, même en les vidant de tout contenu. Que le parti des libéraux sera des plus modérés, cela est parfaitement naturel, et d'un mouvement au sein de la bourgeoisie (ce n'est que sur un tel mouvement que peut s'appuyer le parti libéral), on ne saurait attendre rien d'autre. Mais quelles devraient être, cependant, l'activité, les « méthodes » de ce parti ? C'est ce que monsieur R. N. S. n'explique pas. « Par lui-même, dit-il, en tant qu'organisation composée des éléments d'opposition les plus modérés et les moins remuants, un parti libéral illégal ne peut déployer une activité ni particulièrement large, ni particulièrement intense »... Nous pensons que, dans une certaine sphère, même limitée aux intérêts locaux et principalement à ceux des zemstvos, un parti libéral pourrait parfaitement déployer une activité à la fois large et intense ; indiquons, par exemple, l'organisation de révélations politiques... « Mais cette activité étant aussi menée par d'autres partis, notamment le parti social-démocrate ou ouvrier, le parti libéral, même sans conclure d'accord formel avec les social-démocrates, peut se révéler un facteur très important »... Parfaite-

ment juste ! Et le lecteur s'attend naturellement à voir l'auteur tracer, au moins dans ses grandes lignes, le rôle de ce « facteur ». Mais au lieu de cela, monsieur R. N. S. esquisse un tableau de l'essor de la social-démocratie révolutionnaire, et il conclut : « En présence d'un mouvement politique caractérisé... une opposition libérale tant soit peu organisée peut jouer un rôle politique considérable : s'ils usent d'une tactique appropriée, les partis modérés ont toujours à gagner à l'aggravation de la lutte entre les éléments extrêmes de la société »... Et voilà ! Le « rôle » du « facteur » (qui, de parti, s'est déjà transformé en « opposition »), c'est de « gagner » à l'aggravation de la lutte. De la participation des libéraux à la lutte, pas un mot ; mais leur gain n'est pas oublié. Un lapsus providentiel, on peut le dire...

Les social-démocrates russes n'ont jamais fermé les yeux sur le fait que la liberté politique, pour laquelle ils luttent avant tout, profitera *avant tout* à la bourgeoisie. S'opposer pour cette raison à la lutte contre l'autocratie, seul en serait capable un socialiste enlisé dans les pires préjugés de l'utopisme ou du populisme réactionnaire. La bourgeoisie profitera de la liberté pour se reposer sur ses lauriers ; le prolétariat, lui, a besoin de la liberté pour pousser à fond la lutte en faveur du socialisme. Et la social-démocratie mènera sans défaillance sa lutte libératrice, quelle que soit l'attitude de telles ou telles couches de la bourgeoisie à l'égard de cette lutte. Dans l'intérêt de la lutte politique, nous devons soutenir toute opposition au joug de l'autocratie, à quelque occasion et dans quelque milieu social qu'elle se manifeste. Aussi l'opposition de notre bourgeoisie libérale, des membres des zemstvos en particulier, est-elle loin de nous laisser indifférents. Si les libéraux savent s'organiser en un parti illégal, tant mieux, nous saluerons ce progrès de la conscience politique au sein des classes possédantes, nous appuierons leurs revendications, nous tâcherons de faire en sorte que l'action des libéraux et celle des social-démocrates se complètent mutuellement *. Sinon, dans ce cas enco-

* L'auteur de ces lignes eut l'occasion de souligner l'utilité d'un parti libéral, il y a quatre ans, à propos du parti *Narodnoïé Pravo* [44]. Cf. « Les tâches des social-démocrates russes » (Genève 1898) : « ... Mais si ce parti (*Narodnoïé Pravo*) compte aussi de véritables hommes politiques non socialistes, des démocrates non socialistes, qui n'ont

re (le plus vraisemblable), nous ne « ferons pas notre deuil » des libéraux, nous tâcherons de resserrer nos liaisons avec certaines personnalités, de les familiariser avec notre mouvement, de les appuyer en dénonçant dans la presse ouvrière les turpitudes de toutes sortes du gouvernement et les agissements des autorités locales, de les amener à soutenir les révolutionnaires. Un échange de services de ce genre se pratique déjà entre libéraux et social-démocrates ; il faut seulement l'étendre et le consolider. Mais, sans cesser de nous y prêter, nous ne renoncerons jamais ni en aucun cas, à combattre résolument les illusions, si nombreuses dans notre société russe politiquement peu développée, dans la société libérale russe en particulier. Paraphrasant la célèbre formule de Marx sur la révolution de 1848, nous pouvons en substance dire aussi du mouvement révolutionnaire russe, que pour lui le progrès consiste moins à faire des acquisitions positives qu'à s'affranchir d'illusions néfastes [45]. Nous nous sommes affranchis des illusions de l'anarchisme et du socialisme populiste, du dédain pour la politique, de la foi en une évolution originale de la Russie, de la conviction que le peuple est prêt pour la révolution, de la théorie de la prise du pouvoir et d'un duel entre l'autocratie et d'héroïques intellectuels.

Il serait temps que nos libéraux aussi s'affranchissent de l'illusion — la plus inconsistante théoriquement, semblerait-il, mais pratiquement la plus vivace — selon laquelle il serait encore possible de parlementer avec l'autocratie russe, selon laquelle de quelconques zemstvos seraient un embryon de constitution, selon laquelle des partisans sincères de cette dernière pourraient accomplir leur serment d'Annibal par une patiente activité légale et de patientes invitations à se résigner, adressées à l'ennemi.

---

rien des politiciens de carnaval, alors ce parti peut faire œuvre utile en cherchant à se rapprocher des éléments d'opposition politique de notre bourgeoisie... » (p. 26). (Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, p. 352. *N.R.*)

UN AVEU PRÉCIEUX

Ces derniers temps les troubles ouvriers ont partout, de nouveau, beaucoup fait parler d'eux. Les milieux gouvernants aussi sont inquiets, et sérieusement inquiets : la preuve, c'est qu'on a jugé nécessaire de « frapper » d'une semaine de suspension un journal aussi archi-bien pensant, aussi perpétuellement empressé à se faire bien venir des autorités, que le *Novoïé Vrêmia* [46] pour un article paru le 11 mai (numéro 9 051) sous le titre : « A propos des désordres ouvriers ». Naturellement, ce châtiment n'a pas été provoqué par le contenu de l'article, qui est plein des meilleurs sentiments envers le gouvernement et de la plus sincère sollicitude pour ses intérêts. On a trouvé dangereux tout commentaire de ces événements qui « agitent l'opinion publique », tout rappel de leur diffusion et de leur gravité. La circulaire secrète ci-dessous (du 11 mai aussi [47]) interdisant de publier des articles sur les désordres qui se déroulent dans nos fabriques et dans nos usines ou sur le comportement des ouvriers envers les patrons, *sans l'autorisation du département de la police*, prouve mieux que n'importe quel raisonnement combien le gouvernement lui-même incline à considérer les troubles ouvriers comme un événement d'une importance d'Etat. Et si l'article du *Novoïé Vrêmia* présente un intérêt tout particulier, c'est qu'il esquisse tout un programme gouvernemental qui, au fond, se réduit à calmer le mécontentement au moyen de quelques concessions de détail, souvent même mensongères, décorées de l'enseigne grandiloquente de « sollicitude », de « bonté d'âme » etc., et servant de prétexte pour renforcer la surveillance bureaucrati-

que. Mais ce programme qui n'est pas nouveau marque si l'on peut dire, le « maximum » de sagesse dont soient capables les hommes d'Etat de notre temps, et pas en Russie seulement, mais aussi en Occident : car, dans une société fondée sur la propriété privée, sur l'assujettissement de millions de non-possédants et de travailleurs à une poignée de richards, le gouvernement ne peut pas ne pas être le plus fidèle ami et allié des exploiteurs, le plus dévoué gardien de leur domination. Or aujourd'hui, pour être un bon gardien, il ne suffit plus d'avoir des canons, des baïonnettes et des nagaïkas : il faut essayer de convaincre les exploités que le gouvernement est au-dessus des classes, qu'il ne sert pas les intérêts de la noblesse et de la bourgeoisie, mais ceux de la justice ; qu'il assure la défense des faibles et des pauvres contre les riches et les puissants, etc. Napoléon III en France, Bismark et Guillaume II en Allemagne se sont donné assez de mal pour flatter ainsi les ouvriers. En Europe, avec une presse et une représentation populaire plus ou moins libres, avec la lutte électorale et des partis politiques solidement formés, toutes ces manœuvres hypocrites ont été bien vite percées à jour. En Asie, y compris la Russie, les masses populaires sont si abruties et si ignorantes, les préjugés qui entretiennent la foi en le petit-père le tsar sont si forts que de pareilles manœuvres jouissent d'un grand succès. Un symptôme très caractéristique de la pénétration de l'esprit européen en Russie est *l'insuccès* de cette politique dans les 10 ou 20 dernières années. On l'a maintes et maintes fois appliquée et il est toujours arrivé que, peu d'années après la promulgation d'une loi de « sollicitude » (de soi-disant sollicitude) pour les ouvriers, on revenait à l'ancienne situation : le nombre des ouvriers mécontents croissait, l'effervescence augmentait, les troubles se multipliaient. De nouveau, on met en avant à grand bruit et fracas la politique de « sollicitude », on entend des phrases ronflantes sur la protection affectueuse des ouvriers, on publie quelque loi contenant un gramme d'avantages pour les ouvriers et une livre de paroles vides et mensongères, et au bout de quelques années la même histoire se répète. Le gouvernement se démène comme un écureuil en cage, il sue sang et eau pour étouffer çà et là le mécontentement des ouvriers par quelque bouche-trou, mais ce mécontentement éclate ailleurs et plus fort.

En effet, remémorez-vous les grands événements qui jalonnent l'histoire de la « législation ouvrière » en Russie. Peu avant 1880, des grèves importantes éclatent à Saint-Pétersbourg. Les socialistes essaient de profiter de l'occasion pour développer leur agitation. Alexandre III fait entrer dans sa politique « populaire » (en réalité politique de la noblesse et de la police) la législation sur les fabriques. En 1882 est instituée l'inspection des fabriques, qui au début publiait même ses comptes rendus. Ils ne plurent naturellement pas au gouvernement, qui fit *arrêter leur publication*. Les lois sur l'inspection des fabriques n'ont donc servi que de bouche-trou. Arrivent les années 1884-1885. La crise industrielle provoque un immense mouvement des ouvriers avec une série de grèves des plus violentes dans la zone du centre (la plus remarquable chez Morozov [48]). De nouveau entre en scène la politique de « sollicitude » énergiquement recommandée cette fois par Katkov dans les *Moskovskié Viédomosti* [49]. Il est fou de rage parce que les grévistes de chez Morozov ont été traduits devant un jury, il appelle les cent une questions posées par le tribunal au jury « une salve de 101 coups de canon en l'honneur de l'apparition en Russie de la question ouvrière », mais il exige en même temps que « l'État » intervienne en faveur des ouvriers, interdise les amendes scandaleuses qui ont fini par faire sortir de leurs gonds les tisserands de Morozov. Alors paraît la loi de 1886, renforçant considérablement l'inspection des fabriques et interdisant les amendes arbitraires au profit du fabricant. Dix ans se passent, et de nouveau éclatent des troubles ouvriers. Les grèves de 1895 et surtout la grève grandiose de 1896 [50] font trembler le gouvernement (surtout parce que maintenant les social-démocrates vont systématiquement de pair avec les ouvriers) et il publie avec une rapidité inconnue jusqu'alors une loi de « sollicitude » (2 juin 1897) sur la réduction de la journée de travail. A la commission où cette loi est examinée, les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et le directeur du département de la police, entre autres, proclament d'une seule voix : il faut que les ouvriers des fabriques voient dans le gouvernement leur défenseur de toujours, leur protecteur équitable et miséricordieux (voir la brochure : *Documents secrets se rapportant à la loi du 2 juin 1897* [51]). Ce qui n'empêche pas

que la loi de sollicitude est rognée en sourdine de toutes les façons et annulée peu à peu par les circulaires de ce même gouvernement. Survient une nouvelle crise industrielle ; pour la centième fois les ouvriers se rendent compte qu'aucune « sollicitude » du gouvernement policier ne peut leur apporter d'amélioration sérieuse ni la liberté de s'occuper eux-mêmes de leur sort : nouveaux troubles et combats de rues ; nouvelle inquiétude du gouvernement ; nouveaux discours policiers sur la « sollicitude de l'Etat », énoncés cette fois dans le *Novoïé Vrémia*. Vraiment, messieurs, n'en avez-vous pas assez de ce tonneau des Danaïdes ?

Non, le gouvernement ne se lassera sans doute jamais d'essayer d'intimider les ouvriers irréductibles et d'attirer à lui par quelque aumône ceux qui sont moins forts, moins intelligents ou moins courageux. Mais nous ne nous lasserons jamais non plus de dévoiler le véritable sens de ces tentatives, de démasquer les « hommes d'Etat » qui protestent aujourd'hui de leur sollicitude après avoir commandé hier aux soldats de tirer sur les ouvriers, — qui bier encore parlaient d'équité et de protection des ouvriers, et aujourd'hui saisissent et empoignent, pour les livrer sans jugement à la police, les meilleurs des ouvriers et des intellectuels. C'est pourquoi nous estimons nécessaire de nous arrêter sur le « programme étatique » du *Novoïé Vrémia*, avant que paraisse encore une nouvelle loi de « sollicitude ». D'ailleurs les aveux d'un organe qui fait à tel point « autorité » en matière de politique intérieure méritent attention.

Le *Novoïé Vrémia* est obligé de reconnaître que ces « faits regrettables dans la question ouvrière » ne sont pas dus au hasard. Naturellement, la faute en est aussi aux socialistes (le journal évite ce mot terrible et préfère parler plus discrètement de « pseudo-doctrines pernicieuses », de la « propagande d'idées antiétatiques et antisociales »), mais... mais pourquoi donc les socialistes ont-ils du succès dans les milieux ouvriers ? Naturellement le *Novoïé Vrémia* ne laisse pas échapper l'occasion de taper sur les ouvriers : ils sont « si incultes et si ignorants » qu'ils écoutent plus volontiers la propagande socialiste nuisible à la prospérité policière. La faute est donc aux socialistes et aux ouvriers, et c'est à ces coupables que les gendarmes font depuis longtemps déjà une guerre acharnée, en peuplant les prisons et

les lieux d'exil. Rien n'y fait. Il y a sans doute dans *la condition des ouvriers d'usine des éléments* qui « provoquent et entretiennent un mécontentement de leur situation présente » et, de cette façon, « favorisent le succès » du socialisme. « Le dur labeur de l'ouvrier d'usine, dans des conditions d'existence extrêmement défavorables, lui donne juste de quoi se nourrir tant qu'il a la force de travailler, et il suffit du moindre hasard le réduisant à un chômage plus ou moins prolongé pour qu'il se trouve dans cette situation sans issue dont il a été question, par exemple, dans nos journaux, ces jours-ci, à propos des ouvriers des pétroles de Bakou. » Force est donc aux partisans du gouvernement de reconnaître que les succès du socialisme sont bien dus à la situation pénible des ouvriers. Mais cela est reconnu d'une façon très vague et très évasive, avec des réserves qui montrent clairement que des gens de cet acabit n'ont pas et ne peuvent avoir la moindre intention de toucher à la « sacrosainte propriété » capitaliste qui pèse sur les ouvriers. « Malheureusement, écrit le *Novoïé Vrémia*, nous sommes trop peu au courant de l'état de choses réel en ce qui concerne la question ouvrière chez nous, en Russie. » Oui, malheureusement ! Et si « nous » sommes si peu au courant, c'est parce que nous permettons au gouvernement policier de tenir en esclavage toute la presse, de fermer la bouche à tout honnête homme désireux de dévoiler nos infamies. En revanche, « nous » nous efforçons de tourner la haine de l'ouvrier non pas contre le gouvernement asiatique, mais contre les « allogènes ». Le *Novoïé Vrémia* prend à partie les « administrations allogènes » des usines, qu'il traite d'« avides et grossières ». Pareil stratagème ne peut prendre au piège que les plus incultes et les plus arriérés des ouvriers, qui s'imaginent que tout le mal provient « de l'Allemand » ou « du youpin », qui ne savent pas que les ouvriers allemands et juifs s'unissent également dans la lutte contre leurs exploiteurs allemands et juifs. Mais même les ouvriers qui l'ignorent ont mille occasions de se rendre compte qu'il n'est rien de plus « avide » et de plus indélicat que les capitalistes russes, rien de plus « grossier » que la police russe et le gouvernement russe.

Il est intéressant aussi de voir le *Novoïé Vrémia* regretter que l'ouvrier ne soit plus aussi ignorant et aussi sou-

mis que le paysan. Le *Novoïé Vrémia* déplore que l'ouvrier « se détache de son foyer campagnard », que « dans les régions d'usines se concentrent des masses de toute origine », que « le rural se détache de son village avec sa structure et ses intérêts sociaux et économiques modestes (voilà où gît le lièvre), mais indépendants ». Comment ne pas déplorer, en vérité ? Le « rural » est attaché à son foyer et, de crainte de le perdre, il n'ose rien réclamer au propriétaire foncier, ni l'intimider par la grève, etc., le rural ignore le régime existant ailleurs, il ne s'intéresse qu'à son petit village (c'est ce que sous-entendent les partisans du gouvernement quand ils parlent des « intérêts indépendants » du rural ; la chèvre broute où elle est attachée et ne fourre pas son nez dans la politique, quoi de plus agréable pour les autorités ?), et dans ce petit village la sangsue du lieu, le propriétaire ou le koulak, connaît tout un chacun, tous ont hérité de leurs pères et grands-pères la science servile de la soumission, et personne pour éveiller leur conscience. Tandis qu'à la fabrique il y a des gens « de toute origine », ils ne sont pas attachés à un endroit précis (peu leur importe où ils travaillent), ils en ont vu de toutes les couleurs, ils sont hardis, ils s'intéressent à tout.

Malgré cette lamentable transformation de l'humble moujik en ouvrier conscient, nos sages policiers espèrent encore tromper la masse ouvrière au moyen de cette « sollicitude de l'État pour le bien-être des ouvriers ». Le *Novoïé Vrémia* confirme cet espoir par cet argument rebattu : « Le capitalisme, fier et tout-puissant en Occident, n'est encore chez nous qu'un frêle enfant qu'il faut tenir en lisière et que le gouvernement conduit pas à pas. » Pour ajouter foi à cette vieille fable de la toute-puissance des autorités, il faut être en effet un humble paysan ! L'ouvrier, lui, voit trop souvent comment les capitalistes « tiennent en lisière » les fonctionnaires de la police et du clergé, militaires et civils. Donc, continue le *Novoïé Vrémia*, le tout est que le gouvernement « *insiste* » sur l'amélioration du sort des ouvriers, c'est-à-dire exige des fabricants cette amélioration. Voyez comme c'est simple : un ordre, et le tour est joué. Mais ce n'est simple qu'en paroles ; dans la pratique, les ordres, mêmes les plus « modestes », des autorités, comme l'ouverture d'infirmeries dans les usines, restent sur le pa-

pier pendant des dizaines d'années. Le gouvernement d'ailleurs n'osera jamais exiger des capitalistes rien de sérieux, sans attenter à la « sacro-sainte » propriété privée. Il ne voudra jamais une amélioration sérieuse du sort des ouvriers, parce qu'il est lui-même patron dans des milliers de cas : il trompe et exploite les ouvriers de l'usine Oboukhov et de centaines d'autres usines, et des dizaines de milliers d'employés des postes, des chemins de fer, etc., etc. Le *Novoïé Vrémia* sent lui-même que personne ne croira aux ordres de notre gouvernement, et il essaie de trouver un appui dans les exemples éminents de l'Histoire. Il faut le faire, dit-il en parlant de l'amélioration du sort des ouvriers, « comme il y a un demi-siècle le gouvernement a pris en mains la question paysanne, dans la sage conviction qu'il vaut mieux, par des réformes d'en haut, prévenir les revendications d'en bas que d'attendre ces dernières ».

En vérité l'aveu est précieux ! Avant l'émancipation des paysans, le tsar, laissant entrevoir aux nobles un soulèvement populaire, disait : il vaut mieux les émanciper par un ordre d'en haut que d'attendre qu'ils s'émancipent eux-mêmes d'en bas. Et voilà qu'aujourd'hui un journal au service du gouvernement reconnaît que l'état d'esprit des ouvriers lui inspire non moins de terreur que celui des paysans « avant l'affranchissement ». « Mieux vaut d'en haut que d'en bas » ! Les valets de plume de l'autocratie se trompent gravement en voyant « une analogie » entre les revendications du passé et celles d'à présent. Les paysans exigeaient l'abolition du servage, sans rien avoir contre le pouvoir du tsar, en ayant foi dans le tsar. Les ouvriers sont montés avant tout et surtout contre le gouvernement : ils se rendent compte que de n'avoir aucun droit en face de l'absolutisme policier leur lie pieds et mains dans la lutte contre les capitalistes. Et, par suite, les ouvriers réclament leur libération de l'arbitraire et du bon plaisir gouvernemental. Les ouvriers s'agitent aussi « à la veille de leur émancipation », mais ce sera l'émancipation de tout le peuple arrachant sa liberté politique au despotisme.

* * *

Savez-vous par quelle réforme gigantesque l'on veut étouffer le mécontentement des ouvriers et leur faire sentir

« la sollicitude de l'Etat » ? A en croire des bruits persistants, il y a lutte entre le ministère des Finances et le ministère de l'Intérieur : ce dernier veut que l'inspection de fabriques soit de son ressort, affirmant qu'en ce cas elle servira moins les intérêts des capitalistes, s'occupera davantage des ouvriers, et préviendra ainsi les troubles. Que les ouvriers s'apprêtent à recevoir une nouvelle charité du tsar : les inspecteurs des fabriques endosseront de nouveaux uniformes et dépendront d'un autre ministère (probablement avec augmentation de traitement), ajoutons-le, de ce même ministère qui veille (surtout le département de la police) depuis si longtemps et avec tant d'affection aux intérêts des ouvriers.

« Iskra » n° 6, juillet 1901

Conforme au texte de l'« Iskra »

LES LEÇONS DE LA CRISE

Voilà près de deux ans que dure la crise commerciale et industrielle. Et, selon toute apparence, elle ne fait que croître ; elle atteint de nouvelles branches d'industrie, s'étend à de nouvelles régions, s'aggrave de nouvelles faillites de banques. Notre journal, depuis le mois de décembre dernier, a, dans chacun de ses numéros, noté, d'une façon ou de l'autre, les progrès de la crise et ses funestes effets. Il est temps de poser le problème général des causes et de la signification de ce phénomène. Pour la Russie il est relativement nouveau, comme l'est tout notre capitalisme. Dans les vieux pays capitalistes, c'est-à-dire là où la majorité des produits est destinée à la vente, où la majorité des ouvriers, n'ayant ni terre ni instruments de travail, vendent leur force de travail en se louant dans des entreprises étrangères à des propriétaires possédant des terres, des fabriques, des machines, etc., — dans les pays capitalistes la crise est un phénomène ancien se répétant de temps à autre, comme les accès d'une maladie chronique. On peut donc prévoir les crises, et quand en Russie le capitalisme a commencé à se développer d'une façon particulièrement rapide, la littérature social-démocrate a prévu la crise actuelle. Dans la brochure : *Les tâches des social-démocrates russes*, écrite fin 1897, il est dit :

« A l'heure actuelle, nous traversons visiblement une période du cycle capitaliste (circuit au cours duquel reviennent les mêmes événements, comme reviennent l'hiver et l'été) où l'industrie est « prospère » et le commerce très actif, où les usines travaillent à plein et où, tels les champignons

après la pluie, pousse une multitude de nouvelles usines, entreprises, sociétés anonymes, chemins de fer, etc., etc. Point n'est besoin d'être prophète pour prédire la faillite inévitable (plus ou moins brusque) qui doit succéder à cette « prospérité » industrielle. Et cette faillite ruinera une foule de petits patrons, réduira au chômage une masse d'ouvriers *.» La faillite est venue si brusque, comme la Russie n'en avait jamais connue de pareille. De quoi donc dépend cette terrible maladie chronique de la société capitaliste, maladie qui revient avec une régularité facile à prévoir ?

La production capitaliste ne peut se développer autrement que par à-coup, deux pas en avant et un pas (parfois même deux) en arrière. Comme nous l'avons déjà noté, la production capitaliste est une production destinée à la vente, la production de marchandises pour le marché. En disposent des capitalistes isolés, œuvrant chacun de son côté, nul ne peut savoir exactement la quantité et le genre de produits demandés sur le marché. On produit au jugé, on ne s'occupe que d'une chose : se gagner de vitesse les uns les autres. Il est donc tout naturel que la quantité produite puisse ne pas répondre aux besoins du marché. Et cette éventualité est particulièrement fréquente quand un marché déjà important s'élargit encore subitement, englobant des régions nouvelles, inexplorées et immenses. C'est ce qui s'est passé quand, il n'y a pas longtemps, a commencé chez nous « l'épanouissement » de l'industrie. Les capitalistes de l'Europe entière ont jeté leurs griffes vers une partie du monde habitée par des centaines de millions d'hommes, l'Asie, où jusqu'alors l'Inde seule, avec une mince portion de la périphérie, était étroitement liée au marché mondial. Le chemin de fer transcaspien a « ouvert » au capital l'Asie centrale. Le « grand transsibérien » (grand non seulement en raison de sa longueur, mais aussi en raison du détournement excessif des fonds publics, commis par les constructeurs, de l'exploitation excessive des ouvriers qui l'ont construit) a ouvert la Sibérie. Le Japon a commencé à se transformer en une nation industrielle et a essayé de percer une brèche dans la muraille de Chine, mettant ainsi à découvert un mor-

* Voir Œuvres, t. 2, p. 353. (*N.R.*)

ceau friand qu'ont immédiatement saisi à belles dents les capitalistes d'Angleterre, d'Allemagne, de France, de Russie et même d'Italie. La construction de voies ferrées gigantesques, l'extension du marché mondial et le développement du commerce, tout cela a provoqué une intensification inattendue de l'industrie, la multiplication des nouvelles entreprises, une course folle aux débouchés, la chasse au bénéfice, la fondation de nouvelles sociétés, l'afflux dans l'industrie d'une masse de nouveaux capitaux composés en partie des maigres économies des petits capitalistes. Rien d'étonnant si cette chasse mondiale effrénée à de nouveaux marchés inconnus a eu pour conséquence une faillite formidable.

Pour bien se rendre compte de cette chasse, il faut tenir compte des colosses qui y ont pris part. Quand on dit : « des entreprises séparées », « des capitalistes isolés », on oublie souvent que ces expressions, à proprement parler, sont inexactes. Au fond, c'est seulement l'appropriation du profit qui reste séparé, isolé, la production elle-même est sociale. Ces gigantesques faillites n'ont été rendues possibles et inévitables que parce qu'une bande de richards, ne cherchant que le lucre, se sont trouvés disposer de puissantes forces productives *sociales*. Illustrons cette idée par un exemple de l'industrie russe. Ces derniers temps, la crise a touché aussi la production pétrolière. Or cette industrie compte des entreprises comme la *Société des pétroles des frères Nobel*. En 1899, cette société a vendu 163 millions de pouds de produits pétroliers pour une somme de 53 millions et demi de roubles et, en 1900, déjà 192 millions de pouds pour 72 millions de roubles. En une année l'augmentation, dans une seule entreprise, est de 18 millions et demi ! Une « seule entreprise » de ce genre repose sur le travail commun de dizaines et de centaines de milliers d'ouvriers occupés à l'extraction du pétrole, à son traitement, à son transport dans les pipes-lines, sur les chemins de fer, par mer et par rivières, occupés à la fabrication des machines, entrepôts matériaux, chalands, bateaux à vapeur, etc., nécessaires pour cela. Ces dizaines de milliers d'ouvriers travaillent pour toute la société, et pourtant leur travail est la propriété d'une poignée de millionnaires qui s'adjugent tous les bénéfices réalisés par ce travail organisé des masses. (La

Société Nobel a réalisé en 1899 un bénéfice net de 4 millions, et en 1900, de 6 millions ; sur cette somme les actionnaires ont touché 1 300 roubles par action de 5 000 roubles, et les 5 membres de la direction ont touché en guise de *gratification* 528 000 roubles !) Si quelques entreprises semblables se lancent dans une chasse folle pour s'emparer d'une place sur un marché jusqu'alors inconnu, qu'y a-t-il d'étonnant qu'une crise survienne ?

Mieux encore. Pour que l'entreprise donne des bénéfices, il faut vendre les marchandises, trouver des acheteurs. Or ces acheteurs, c'est toute la masse de la population, car les énormes entreprises fabriquent des montagnes de produits. Or, dans tous les pays capitalistes, les neuf dixièmes de la population sont composés de pauvres : ouvriers recevant un salaire misérable, paysans vivant d'ordinaire plus mal que les ouvriers. Donc lorsque la grande industrie, pendant les périodes de prospérité, s'ingénie à produire le plus possible, elle jette sur le marché une telle quantité de produits que le gros du peuple, indigent, n'est pas en état de les acheter. Le nombre des machines, outils, entrepôts, voies ferrées, etc., va toujours croissant, mais cet accroissement, de temps à autre, s'arrête court parce que la masse du peuple, à qui en fin de compte sont destinés tous ces procédés perfectionnés de production, demeure dans une pauvreté voisine de la misère. La crise prouve que la société actuelle pourrait sortir infiniment plus de produits destinés à améliorer les conditions de vie des travailleurs, si la terre, les fabriques, les machines et le reste n'avaient pas été accaparés par une bande de propriétaires privés qui tirent des millions de la misère du peuple. La crise prouve que les ouvriers ne peuvent se borner à lutter pour obtenir des capitalistes telles ou telles concessions : pendant la période d'épanouissement de l'industrie, on peut conquérir ces concessions (et l'ouvrier russe, par sa lutte énergique, a, plus d'une fois, entre 1894 et 1898, conquis des concessions de ce genre), mais la faillite survient et les capitalistes non seulement reprennent les concessions qu'ils avaient faites, mais profitent encore de l'impuissance des ouvriers pour diminuer davantage les salaires. Et il en sera fatalement ainsi jusqu'au jour où les armées du prolétariat socialiste renverseront la domination du capital et de la propriété privée.

Cette crise prouve combien avaient la vue courte les socialistes (qui s'intitulent « critiques », sans doute parce qu'ils copient, sans critique aucune, la doctrine des économistes bourgeois) qui, il y a deux ans, déclaraient à grand fracas que les faillites deviennent moins probables.

Les leçons de cette crise, qui démasque toute l'absurdité de la soumission de la production sociale à la propriété privée, sont si édifiantes que maintenant la presse bourgeoise elle-même demande de renforcer le contrôle, sur les banques par exemple. Mais aucun contrôle n'empêchera les capitalistes de fonder, pendant les périodes prospères, des entreprises qui sont vouées ensuite à la banqueroute. Altchevski, ex-fondateur des banques foncière et commerciale qui ont fait faillite à Kharkov, amassait par tous les moyens, licites et illicites, des millions de roubles pour la construction ou le soutien d'entreprises minières qui promettaient des montagnes d'or. La crise industrielle a ruiné ces banques et ces entreprises minières (Société du Donetz-Iouriev). Mais que signifie cette « catastrophe » de quelques entreprises dans une société capitaliste ? C'est dire que les capitalistes plus faibles, les capitalistes « de deuxième grandeur », sont éliminés par des millionnaires plus solides. Altchevski, le millionnaire de Kharkov, est évincé par Riabouchinski, le millionnaire moscovite, qui, disposant de plus de capitaux, pèsera davantage sur l'ouvrier. Remplacement de riches de second ordre par des riches de premier ordre, accroissement des forces du capital, ruine de la masse des petits propriétaires (par exemple, les petits déposants qui, dans le krach des banques, perdent toute leur fortune), misère effroyable des ouvriers, voilà ce que la crise apporte avec elle. Rappelons encore les cas, cités par l'*Iskra*, où les capitalistes allongent la journée de travail et s'efforcent, lorsqu'ils débouchent, de remplacer les ouvriers conscients par de pauvres hères plus dociles.

En Russie, en général, la portée de la crise est infiniment plus grande que dans n'importe quel autre pays. Chez nous, au marasme de l'industrie se joint la famine parmi les paysans. Les ouvriers chômeurs sont expulsés des villes vers les campagnes, mais où envoyer les paysans sans travail ? En expulsant les ouvriers, on veut débarrasser les villes d'un élément de trouble, mais peut-être ces expulsés

parviendront-ils à tirer une partie au moins des paysans de leur soumission séculaire pour les amener à ne pas seulement demander, mais aussi *revendiquer* ? Ouvriers et paysans sont aujourd'hui rapprochés non seulement par le chômage et la famine, mais aussi par le joug policier qui enlève aux ouvriers les possibilités d'union et de défense, aux paysans les secours mêmes envoyés par des donateurs bénévoles. La lourde poigne de la police se fait cent fois plus lourde pour des millions de gens qui ont perdu tout moyen d'existence. Les gendarmes et la police dans les villes, les *zemskié natchalniki* et les *ouriadniki* (brigadiers de la police rurale) dans les campagnes voient monter la haine contre eux et commencent à avoir peur non seulement des cantines populaires, mais aussi des annonces de collectes imprimées dans les journaux. Peur des collectes ! C'est crier au voleur quand on vole ! Lorsqu'un voleur voit l'homme qu'il a dépouillé recevoir l'aumône d'un passant, il s'imagine qu'ils se donnent l'un l'autre la main pour, dans un effort commun, faire justice de lui.

« Iskra » n° 7, août 1901

Conforme au texte de l'« Iskra »

LES ULTRA-RÉACTIONNAIRES À L'ŒUVRE

Une nouvelle loi a paru le 8 juin 1901, sur l'attribution à des particuliers de terres du domaine public en Sibérie. Comment elle sera appliquée, l'avenir nous le dira. Mais son caractère même est si édifiant, elle révèle de façon si évidente la nature sans fard et les aspirations véritables du gouvernement tsariste, qu'elle vaut la peine d'être examinée en détail et que l'on prenne soin d'en diffuser largement la connaissance dans la classe ouvrière et la paysannerie.

Des aumônes aux nobles propriétaires fonciers, notre gouvernement, depuis longtemps déjà, en dispense ; il a fondé pour eux la Banque de la noblesse, il leur a accordé mille facilités pour l'obtention de crédits et l'ajournement des payements en retard, il les a aidés à organiser la coalition des raffineurs millionnaires pour faire monter les prix du sucre et augmenter les bénéfices, il a eu l'attention de créer de bonnes places de *zemskié natchalniki* pour les rejetons décavés de la noblesse, il assure aujourd'hui aux nobles distillateurs une vente avantageuse de leur eau-de-vie au fisc. Mais, par cette attribution de terres, il ne se borne plus à faire une aumône aux plus riches, aux plus illustres des exploiteurs, il crée une *nouvelle* classe d'exploiteurs, il voue des millions de paysans et d'ouvriers au joug perpétuel de nouveaux propriétaires.

Examinons quels sont les principaux fondements de la nouvelle loi. Il faut avant tout noter que cette loi, avant d'avoir été déposée par le ministre de l'Agriculture et des Domaines au Conseil d'Etat, a été étudiée dans une *commis-*

sion spéciale pour les affaires de la noblesse. Comme chacun sait, actuellement en Russie, les plus malheureux ne sont ni les ouvriers ni les paysans ; ce sont les nobles propriétaires fonciers, et la « commission spéciale » trouve sans tarder le moyen de remédier à leur misère. Les terres domaniales en Sibérie seront vendues ou données à bail « à des particuliers » à titre de « propriétés privées », mais les étrangers et les allogènes (les juifs font partie des allogènes) sont privés *à tout jamais* du droit d'acquérir d'aucune façon ces terres ; et elles ne peuvent être données à bail (opération des plus avantageuses, comme nous le verrons, pour les futurs propriétaires) qu'à des nobles, « qui, comme le veut la loi, sont, par les garanties économiques qu'ils offrent, des propriétaires terriens désirables pour les vues du gouvernement en Sibérie ». Ainsi donc, il entre dans les vues du gouvernement que la population laborieuse soit asservie aux grands propriétaires nobles. A quel point grands propriétaires, on en jugera par le fait que, d'après la loi, l'étendue de chaque lot mis en vente ne doit pas dépasser *3 000 déciatines* *, celle des lots donnés à bail n'est pas limitée du tout et la durée maximum du bail est fixée *à 99 ans* ! Le grand propriétaire dans la détresse a besoin, d'après les calculs de notre gouvernement, de *200 fois* plus de terre que le paysan, auquel on accorde en Sibérie 15 déciatines par famille.

Et quelle masse de facilités et d'exceptions la loi ne prévoit-elle pas pour les propriétaires ! L'affermataire, pendant les cinq premières années, ne fait aucun versement. S'il achète la terre qu'il a prise à bail (d'après la loi nouvelle, il en a le *droit*), il dispose d'un délai de paiement de 37 ans. Par autorisation spéciale, il peut être mis en vente des lots de plus de 3 000 déciatines, la vente peut être faite librement et non aux enchères, un délai d'un an, et même de trois ans, peut être laissé pour les arrérages. Il ne faut pas oublier que seuls profiteront de la nouvelle loi les hauts dignitaires et les personnes qui ont des relations à la Cour, etc., et à qui ces facilités et ces exceptions s'accordent, en plaisantant, au cours d'un entretien dans un salon avec un gouverneur ou un ministre.

* 1 déciatine=1,09 hectare. (*N.R.*)

Mais voilà le malheur : quel profit retireront de leurs morceaux de terre, même de 3 000 déciatines, tous ces généraux-propriétaires s'il ne se trouve pas de « moujiks » obligés de travailler pour eux ? Si rapidement que grandisse la misère du peuple en Sibérie, il n'en est pas moins vrai que le paysan de là-bas est infiniment plus indépendant que le paysan russe proprement dit et n'est guère habitué à travailler sous la menace du bâton. La nouvelle loi s'efforce de l'y habituer. « Les terres destinées à former des propriétés privées *sont autant que possible enclavées entre* les lots des paysans », dit l'article 4 de la loi. Le gouvernement tsariste prend soin d'assurer un « gagne-pain » aux pauvres paysans. Il y a dix ans, ce même monsieur Ermolov qui aujourd'hui, en qualité de ministre de l'Agriculture et des Domaines, a déposé au Conseil d'Etat la loi sur l'attribution de terres domaniales en Sibérie à des particuliers, a publié (sans le signer) un livre intitulé *La mauvaise récolte et la calamité publique*. Il y déclarait franchement qu'il n'y avait aucune raison de permettre l'émigration en Sibérie des paysans qui peuvent trouver un « gagne-pain » chez les propriétaires locaux. Les hommes d'Etat russes ne se gênent pas pour exprimer un point de vue purement féodal : les paysans sont faits pour travailler au profit des propriétaires, et c'est pourquoi il ne faut pas leur « permettre » d'émigrer où ils veulent, si par là les propriétaires doivent être privés d'une main-d'œuvre à bon marché. Et quand les paysans, en dépit de toutes les difficultés, des lenteurs bureaucratiques et même des interdictions formelles, ont continué par centaines de milliers à émigrer en Sibérie, le gouvernement tsariste, tout comme autrefois l'intendant du seigneur, s'est lancé à leur poursuite pour s'acharner sur eux dans leur nouvelle résidence. Si « au milieu » des maigres lots paysans (dont les meilleurs sont déjà occupés) se trouvent enclavés les lots de 3 000 déciatines des nobles propriétaires fonciers, il y a bien des chances pour que, sous peu, la Sibérie ne séduise plus les émigrants. Et les terres des nouveaux propriétaires augmenteront d'autant plus vite de prix que la vie deviendra plus difficile pour les paysans des environs : ils en seront réduits à s'embaucher eux-mêmes à vil prix et à louer à des prix exorbitants les terres des propriétaires, tout à fait comme en « Russie ». C'est bien

d'ailleurs le premier souci de la nouvelle loi, de créer au plus tôt un nouveau paradis pour les propriétaires et un nouvel enfer pour les paysans : il y a une clause spéciale sur la location de la terre pour *une seule* saison. En règle générale, pour céder une terre du domaine public prise à bail il faut une autorisation spéciale, mais sa cession pour une seule saison est absolument libre. Le propriétaire peut borner tous ses soucis à louer un intendant qui affermera la terre déciatine par déciatine aux paysans « enclavés » dans le domaine du propriétaire et enverra au seigneur la somme en argent comptant.

Mais les nobles ne consentiront pas toujours à « exploiter » même dans ces conditions. Ils peuvent toucher d'un coup la forte somme, en revendant la terre domaniale à de véritables exploitants. Ce n'est pas par hasard que la nouvelle loi est promulguée précisément au moment où se construit le transsibérien, où la déportation en Sibérie est abolie, où l'émigration en Sibérie a pris de vastes proportions : tout cela ne manquera pas de provoquer (et provoque déjà) l'augmentation du prix de la terre. Aussi l'attribution de terres domaniales à des particuliers est actuellement, au fond, un pillage du fisc par les nobles : les terres domaniales montent de prix et on les cède ou on les vend, à des conditions de faveur toutes particulières, à toute sorte de généraux qui profiteront de cette hausse des prix. Par exemple, dans un seul district de la province d'Oufa, les nobles et les fonctionnaires ont réalisé l'opération suivante avec les terres qui leur ont été vendues (en vertu d'une loi analogue) : ils ont versé au fisc pour ces terres 60 000 roubles et ont revendu au bout de deux ans ces mêmes terres pour 580 000 roubles, c'est-à-dire qu'ils ont touché, pour cette simple transmission *plus d'un demi-million de roubles* ! Vous pouvez vous représenter, d'après cet exemple, combien de millions de roubles tomberont dans la poche des propriétaires terriens besogneux grâce à ce lotissement dans toute la Sibérie.

Le gouvernement et ses partisans mettent en avant, pour couvrir ce pillage éhonté, toutes sortes de considérations supérieures. Ils parlent du progrès de la civilisation en Sibérie, de l'immense portée des exploitations modèles. En réalité, les grandes propriétés, vouant à une situation sans issue les paysans du voisinage, ne peuvent actuellement que

renforcer les procédés d'exploitation les plus contraires au progrès. Les exploitations modèles ne se créent pas par la prévarication, et le lotissement aboutira tout simplement à permettre aux nobles et aux fonctionnaires de se faire courtiers en terres ou bien à faire prospérer les modes d'exploitation, basés sur l'asservissement et l'usure. Et si les nobles seigneurs, alliés au gouvernement, ont écarté des terres domaniales en Sibérie les juifs et autres allogènes (qu'ils s'appliquent à faire passer aux yeux du peuple ignorant pour des exploiteurs particulièrement impudents), c'est pour pouvoir se livrer *eux-mêmes* sans entrave à la pire espèce d'exploitation.

On parle encore du rôle politique de la caste de propriétaires nobles en Sibérie : il y a là-bas, parmi les intellectuels, de nombreux ex-déportés, gens mal cotés, et, comme contrepoids, il faudrait créer un sûr rempart du pouvoir d'Etat, un sûr élément « terrien ». Il y a dans ces propos une part de vérité bien plus grande et plus profonde que ne le croient le *Grajdanine* [52] et les *Moskovskié Viédomosti*. L'Etat policier a si bien su se mettre à dos le gros de la population qu'il lui faut absolument créer artificiellement des groupes de personnes capables de servir de points d'appui à la patrie. Il lui faut créer une classe de gros exploiteurs qui soient redevables de tout au gouvernement, qui dépendent de son bon vouloir, qui tirent d'énormes bénéfices du métier le plus vil (le courtage, l'usure) et qui, par là, soient toujours les plus sûrs partisans de tout arbitraire et de toute oppression. Un gouvernement asiatique a besoin d'un appui dans un régime asiatique de grande propriété, dans un système féodal de « distribution de terres ». Et si à l'heure actuelle il n'est pas possible de distribuer des « propriétés habitées », on peut distribuer des propriétés *enclavées* dans les terres des paysans réduits à la misère ; s'il est un peu gênant de distribuer ouvertement des milliers de déciatines à des courtisans parasites, on peut faire passer cette distribution sous le couvert d'une vente et d'une « location à bail » (pour 99 ans), entourées de mille facilités. Comment ne pas traiter de féodale une pareille politique agraire, quand on la compare à la politique agraire des pays avancés de notre temps, l'Amérique par exemple ? Là-bas, personne *n'oserait* parler d'autoriser ou d'interdire l'émigra-

tion, car chaque citoyen a le droit d'aller vivre où bon lui semble. Là-bas, tout homme désireux de s'occuper d'agriculture a, *de par la loi*, le droit d'occuper les terres libres de la périphérie. Il se crée là-bas non pas une classe de satrapes asiatiques, mais une classe de fermiers énergiques qui ont développé toutes les forces productives du pays. Là-bas, la classe ouvrière, grâce à l'abondance des terres libres, tient le premier rang pour le niveau de vie.

Et quel moment a choisi notre gouvernement pour promulguer cette loi féodale ? Celui d'une crise industrielle des plus intenses quand des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers ne trouvent pas de travail, celui d'une nouvelle famine de millions de paysans. Le gouvernement a borné tous ses soins à empêcher de « faire du bruit » autour du fléau. Pour cela il a renvoyé dans leurs provinces les ouvriers sans travail, pour cela il a enlevé le ravitaillement aux zemstvos pour le remettre aux fonctionnaires de la police, pour cela il a interdit aux particuliers d'organiser des réfectoires pour les affamés, pour cela il a bâillonné les journaux. Et puis, une fois calmé ce « bruit » de famine, désagréable aux oreilles des gens rassasiés, le petit-père le tsar a entrepris d'aider, d'aider les propriétaires terriens besogneux et les malheureux généraux-courtisans. Nous le répétons : notre devoir maintenant est de faire tout simplement connaître la nouvelle loi. Quand ils en auront pris connaissance, les milieux les plus arriérés des ouvriers, les plus ignorants et les plus accablés des paysans comprendront au service de qui est le gouvernement et quel est le gouvernement qu'il faut au peuple.

« Iskra » n° 8,
10 septembre 1901

Conforme au texte de l'« Iskra »

UN CONGRÈS DES ZEMSTVOS

L'agitation dans la vie sociale, qui a déferlé sur le pays à la suite des événements du printemps dernier, se poursuit ; elle se manifeste sous des formes diverses dans toutes les couches de la société russe qui, en janvier dernier, paraissait encore sourde et indifférente à l'activité consciente de la social-démocratie russe. De toutes ses forces, le gouvernement s'évertue à tranquilliser au plus vite la conscience publique émue, au moyen de bulles de savon habituelles dans le genre du manifeste du 25 mars sur la « sollicitude affectueuse », dans le genre des prétendues réformes de Vannovski ou de la bouffonnerie solennelle des voyages de Sipiaguine et Chakhovskoï à travers la Russie... Ces mesures rassureront effectivement certains des naïfs petits esprits russes, mais pas tous, loin de là. Même les représentants actuels des zemstvos, composés pour une moitié de fonctionnaires apeurés, commencent apparemment à sortir de cet état de tremblement perpétuel où les avait plongés l'époque trouble du « tsar pacificateur ».

Dépouillée des voiles élémentaires de la pudeur, sa Majesté la bureaucratie provoque un sentiment d'indignation et de dégoût même chez ces gens timorés, au courage civique et au sens moral civique presque atrophiés.

On nous communique qu'un congrès de personnalités des zemstvos fut organisé fin juin dans la ville de NN (par précaution nous ne citons pas le nom de cette ville). Y assistaient, dit-on, 40 à 50 membres des zemstvos de plusieurs provinces.

Ils s'étaient naturellement réunis pour résoudre non pas des questions politiques, mais des problèmes pacifiques, purement locaux ; ils s'étaient réunis « sans outrepasser le domaine de leur compétence ni les limites de leurs pouvoirs »,

selon l'expression imagée du règlement des zemstvos (article 87). Cependant, cette réunion avait été convoquée sans l'autorisation de l'administration et à son insu ; par conséquent, pour reprendre encore les termes du règlement, elle avait lieu « en violation des formes d'activité des zemstvos ». De plus, sans même s'en apercevoir, les congressistes passèrent des questions pacifiques et innocentes à la discussion de la situation générale. Telle est la logique de la vie : d'honnêtes membres des zemstvos, parfois si ardents à répudier le radicalisme et l'action illégale, sont poussés par la force des choses vers la nécessité d'organisations illégales et d'un mode d'action plus résolue. Ce n'est pas nous, naturellement, qui condamnerons cette méthode naturelle et parfaitement juste. Il est temps enfin que les hommes des zemstvos opposent eux aussi une résistance énergique et organisée au gouvernement qui a pris le mors aux dents, a tué l'autoadministration rurale, mutilé l'autonomie des villes et des zemstvos et, avec l'esprit de suite d'un âne bâté, levé sa hache sur les derniers vestiges des zemstvos. Au congrès, dit-on, lors de la discussion de la question de la lutte contre la loi sur la limitation de l'impôt établi par les zemstvos, un vieux et respectable dirigeant de zemstvo s'est exclamé : « Les gens des zemstvos doivent enfin donner leur avis, sinon ils ne le donneront plus jamais ! » Nous sommes entièrement d'accord avec ce cri d'un libéral prêt à lancer un appel à la lutte ouverte contre l'autocratie bureaucratique. Les zemstvos sont à la veille d'une banqueroute interne. Et si leurs meilleurs représentants ne prennent pas maintenant des mesures énergiques, s'ils ne rompent pas avec leur « manilovisme [53] » habituel, avec leurs problèmes mesquins et secondaires, tels que « l'étamage des casseroles », comme l'a dit l'un d'eux, un homme marquant — les zemstvos se dépeupleront et deviendront bel et bien une « administration » ordinaire. Cette mort sans gloire est inévitable, car on ne saurait impunément, pendant des dizaines d'années, ne faire que trembler, remercier et implorer avec humiliation : il faut menacer, exiger et, cessant de jouer aux osselets, se mettre sérieusement au travail.

« Iskra » n° 5, 10 septembre 1901

Conforme au texte de l'« Iskra »

LA QUESTION AGRAIRE ET LES «CRITIQUES» DE MARX[54]

Ecrit entre juin et septembre 1901. Les chap. I-IV furent publiés pour la première fois en décembre 1901 dans la revue «Zaria», n° 2-3; signé N. Lénine; les chap. V-IX en février 1906 dans la revue «Obrazovanié» [55]*, n° 2*
Signé: N. Lénine

Conforme au texte des revues «Zaria» et «Obrazovanié», collationné sur le recueil de V. Iline «La question agraire», 1908

XV. 1906.

Образованіе.

ЖУРНАЛЪ

Литературный

и

общественно-политическій.

№ 2.

С.-ПЕТЕРБУРГЪ.
Типо-литографія В. М. Вольфа. Разъѣзжая, 15.
1906.

Page de garde de la revue *Obrazovanié* n° 2, 1906, dans laquelle ont été publiés les chapitres V-IX de l'œuvre de V. Lénine : « La question agraire et les « critiques » de Marx »

« Démontrer... que le marxisme dogmatique, dans les questions agraires, a été renversé de ses positions, serait enfoncer une porte ouverte »... Voilà ce qu'a déclaré, l'année dernière, *Rousskoïé Bogatstvo* [56] par la bouche de monsieur V. Tchernov (1900, n° 8, p. 204). Ce « marxisme dogmatique » possède une étrange propriété ! Depuis bien des années, les hommes savants et savantissimes d'Europe déclarent sentencieusement (et les journaux et revues répètent et redisent en d'autres termes) que le marxisme a été renversé de ses positions par la « critique », et cependant chaque nouveau critique repart à zéro et se met en devoir de bombarder ces positions prétendument déjà détruites. Monsieur Victor Tchernov, par exemple, dans la revue *Rousskoïé Bogatstvo* et dans le recueil *Au poste d'honneur* « enfonce » *tout au long de 240 pages* « une porte ouverte », en « s'entretenant » avec les lecteurs d'un livre de Hertz. L'ouvrage, si minutieusement exposé, de Hertz, qui, à son tour, nous entretient d'un livre de Kautsky, a déjà été traduit en russe. M. Boulgakov, remplissant sa promesse de réfuter Kautsky, a publié une étude en deux volumes. Maintenant, à coup sûr, personne ne saurait plus retrouver les restes du « marxisme dogmatique », mortellement écrasé sous ces montagnes de papier critique imprimé.

I
LA «LOI» DE LA FERTILITÉ DÉCROISSANTE DU SOL

Examinons d'abord la physionomie générale de la théorie des critiques. M. Boulgakov avait déjà publié dans la revue *Natchalo* [57] un article contre la *Question agraire* de Kautsky

et montré d'emblée tous ses procédés de « critique ». Avec le mordant et la désinvolture incroyables d'un vrai jockey, il a « démoli » Kautsky, en lui faisant dire ce qu'il n'a pas dit, en l'accusant d'ignorer des circonstances et des considérations qu'il a cependant exactement exposées, en présentant au lecteur comme *ses propres* conclusions critiques les conclusions faites par Kautsky. D'un air de connaisseur, M. Boulgakov reprochait à Kautsky de confondre la technique avec l'économie, et lui-même trahissait aussitôt non seulement son incroyable confusion, mais encore son refus de lire jusqu'au bout les pages citées de son adversaire. Il va sans dire que l'article du futur professeur fourmillait d'attaques rebattues contre les socialistes, contre la « théorie de la faillite », l'utopisme, la foi aux miracles, etc. * Aujourd'hui, dans sa thèse de doctorat (*Capitalisme et agriculture*, Saint-Pétersbourg 1900), M. Boulgakov en a fini avec le marxisme et poussé son évolution « critique » à son terme logique.

L'idée maîtresse de la « théorie du développement agraire » de M. Boulgakov, c'est la « loi de la fertilité décroissante du sol ». On nous cite des passages d'œuvres classiques établissant cette « loi » (en vertu de laquelle tout investissement supplémentaire de travail et de capital dans la terre fournit une quantité de produits non pas correspondante, mais allant toujours en décroissant). On nous communique une liste d'économistes anglais qui reconnaissent cette loi. On nous assure qu'elle « a une portée universelle », que c'est là « une vérité tout à fait évidente qu'il est absolument impossible de nier », « qu'il suffit de constater clairement », etc., etc. Plus le langage de M. Boulgakov est décisif, et plus il apparaît clairement que l'auteur *est en recul* vers l'économie politique bourgeoise, dissimulant les relations sociales sous des « lois éternelles » imaginaires. En effet, à quoi se réduit le « caractère d'évidence » de la fameuse « loi de la fertilité décroissante du sol » ? A cette conclusion : si les applications successives de travail et de capital à la

* A l'article de M. Boulgakov dans le *Natchalo* j'ai répondu par un autre article : « Le capitalisme dans l'agriculture ». Le *Natchalo* ayant été suspendu, cet article parut dans *Jizn* [58] 1900, nos 1 et 2. (Note de l'auteur à l'édition de 1908. *N.R.*) (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 105-163. *N.R.*)

terre donnaient des quantités de produits non pas toujours moindres, mais égales, il n'y aurait aucune raison d'étendre les emblavures, la quantité supplémentaire de blé pourrait être produite sur la superficie ancienne, si réduite que fût cette superficie, dès lors « l'agriculture de tout le globe terrestre pourrait tenir sur une seule déciatine ».

Tel est l'argument habituel (et *unique*) en faveur de cette loi « universelle ». Mais la moindre réflexion montrera à tout venant que cet argument est la plus creuse des abstractions et laisse de côté le principal : le niveau de la technique, l'état des forces productives. Au fond, cette seule notion : « des investissements supplémentaires (ou successifs) de travail et de capital » *implique* un changement des procédés de production, la transformation de la technique. Pour augmenter dans des proportions notables le capital engagé dans la terre, il faut *découvrir* de nouvelles machines, de nouveaux systèmes de culture, de nouveaux procédés d'entretien du bétail, de transport des produits, etc., etc. Certes, dans des dimensions relativement peu considérables, des « investissements supplémentaires de travail et de capital » peuvent être obtenus (et sont obtenus) même sur la base du niveau actuel stationnaire de la technique : dans ce cas s'applique *jusqu'à un certain point* la « loi de la fertilité décroissante du sol » ; elle s'applique en ce sens que l'état stationnaire de la technique laisse relativement peu de place aux investissements supplémentaires de travail et de capital. Au lieu d'une loi universelle, nous avons donc une « loi » au plus haut point relative, si relative qu'il ne peut plus être question d'aucune « loi », ni même d'aucune particularité essentielle de l'agriculture. Prenons comme point de départ l'assolement triennal, les emblavures de céréales traditionnelles, l'élevage pour le fumier, l'absence de prairies bonifiées et d'outils perfectionnés. Il est évident que, ces facteurs restant inchangés, les limites dans lesquelles sont possibles des investissements supplémentaires de travail et de capital dans la terre sont très étroites. Mais même dans ces limites étroites, où ils sont cependant possibles, *ce n'est pas toujours, ni de façon absolue*, qu'on observera une diminution de productivité à chacun de ces investissements supplémentaires. Prenons l'industrie. Représentons-nous la meunerie ou le travail du fer à l'époque qui

a précédé le commerce universel et l'invention des machines à vapeur. Dans cet état de la technique, le champ d'investissements de travail et de capital supplémentaires dans des forges à main, dans des moulins à vent ou à eau, était extrêmement limité ; on devait fatalement observer une énorme expansion des petites forges et des petits moulins, avant que la transformation radicale des moyens de production créât une base pour de nouvelles formes d'industrie.

Ainsi, la « loi de la fertilité décroissante du sol » ne s'applique nullement aux cas où la technique progresse, où les procédés de production se transforment ; elle ne s'applique, de façon très relative et très conditionnelle, qu'aux cas où la technique reste inchangée. Voilà pourquoi ni Marx, ni les marxistes ne parlent de cette « loi », mais les représentants de la science bourgeoise, comme Brentano, font grand bruit autour d'elle, car ils ne peuvent pas se défaire des préjugés de l'ancienne économie politique, avec ses lois éternelles et naturelles abstraites.

M. Boulgakov défend la « loi universelle » avec des arguments dont il est permis de rire.

« Ce qui était un don libre de la nature doit aujourd'hui être fait par l'homme : le vent et la pluie ameublissaient le sol plein d'éléments nutritifs, l'homme n'avait besoin que d'un petit effort pour obtenir le nécessaire. Avec le temps, une part de plus en plus grande du travail productif incombe à l'homme ; comme partout, les procédés artificiels viennent de plus en plus remplacer les procédés naturels. Mais si, dans l'industrie, cela constitue une victoire de l'homme sur la nature, dans l'agriculture cela indique la difficulté croissante de l'existence, pour laquelle la nature réduit ses dons.

En l'espèce, il importe peu que cette difficulté croissante de la production des vivres s'exprime dans l'augmentation du travail humain ou bien des produits de ce travail, outils ou engrais, etc., etc., » (M. Boulgakov veut dire : il importe peu que la difficulté croissante de la production des vivres s'exprime dans l'augmentation du travail humain ou dans l'augmentation de ses produits) ; « ce qui importe, c'est qu'elle coûte de plus en plus cher à l'homme. C'est cette substitution du travail humain aux forces de la nature, des facteurs artificiels aux facteurs naturels de la produc-

tion, qui constitue la loi de la fertilité décroissante du sol » (16).

Evidemment, les lauriers de MM. Strouvé et Tougan-Baranovski empêchent de dormir M. Boulgakov : ils avaient déjà trouvé que ce n'est pas l'homme qui travaille avec l'aide de la machine, mais la machine avec l'aide de l'homme. A l'instar de ces critiques, M. Boulgakov descend jusqu'au niveau de l'économie vulgaire, en parlant du travail humain qui *remplace* les forces de la nature, etc. Or, en général, il est aussi impossible de remplacer les forces de la nature par le travail humain que de remplacer des archines * par des pouds. Dans l'industrie comme dans l'agriculture, l'homme ne peut qu'utiliser l'action des forces de la nature, s'il a compris cette action, et *faciliter* cette utilisation au moyen des machines, outils, etc. Que l'homme primitif reçut sa subsistance comme un libre don de la nature, c'est une sotte fable qui peut valoir à M. Boulgakov d'être conspué même par des étudiants de première année. Il n'y a pas eu derrière nous d'âge d'or, et l'homme primitif était tout à fait accablé par les difficultés de l'existence, par les difficultés de la lutte contre la nature. L'emploi des machines et des procédés perfectionnés de travail a énormément facilité à l'homme cette lutte en général et la production des vivres en particulier. Ce qui a augmenté, ce n'est pas la difficulté de produire des vivres, mais la difficulté pour l'ouvrier de se procurer des vivres ; cette difficulté a augmenté parce que le développement capitaliste a haussé la rente foncière et le prix de la terre, a concentré l'agriculture entre les mains des gros et petits capitalistes, a concentré plus encore les machines, les outils, l'argent, sans lesquels une bonne production est impossible. Expliquer cette croissante difficulté d'exister pour l'ouvrier en disant que la nature diminue ses dons, c'est faire l'apologie de la bourgeoisie.

« En adoptant cette loi, poursuit M. Boulgakov, nous n'affirmons nullement que la difficulté de produire des vivres augmente de façon ininterrompue, pas plus que nous ne nions le progrès agricole : affirmer l'un et nier l'autre serait aller contre l'évidence. Il est incontestable que cette difficulté ne croît pas de façon ininterrompue, que l'évolution

* *Archine*, mesure de longueur valant 71 centimètres. *(N.R.)*

avance par zigzags. Les découvertes agronomiques, les perfectionnements techniques rendent fertiles des terres stériles et annulent pour un temps la tendance exprimée par la loi de la fertilité décroissante du sol » (*Ibid.*).

N'est-ce pas que tout cela est très profond ?

Le progrès technique est une tendance « temporaire », alors que la loi de la fertilité décroissante du sol, c'est-à-dire de la diminution (et encore pas toujours) de la productivité des investissements supplémentaires de capital sur la base d'une technique immuable, « a une portée universelle » ! C'est exactement comme si l'on disait : les arrêts des trains dans les gares sont la loi universelle des transports à vapeur, et le mouvement des trains entre les stations est une tendance temporaire qui paralyse l'effet de la loi universelle des arrêts.

Enfin, il existe une masse de données qui réfutent avec évidence l'universalité de la loi de la fertilité décroissante : ce sont les données relatives à la population agricole et non agricole. M. Boulgakov reconnaît lui-même que « la production des vivres exigerait une quantité de travail et, par suite, de population agricole constamment croissante relativement (remarquez-le bien !), si chaque pays était limité à ses propres ressources naturelles » (19). Si en Europe occidentale la population agricole diminue, la raison en est que par l'importation de blé on a pu paralyser l'effet de la loi de la fertilité décroissante du sol. Il n'y a pas à dire, une belle explication en vérité ! Notre savant n'a oublié qu'un détail, c'est qu'une diminution relative de la population agricole s'observe dans tous les pays capitalistes, et entre autres dans les pays agricoles comme dans ceux qui importent du blé ! La population agricole diminue relativement en Amérique et en Russie, elle diminue en France depuis la fin du XVIIIe siècle (voir les chiffres dans le même ouvrage de M. Boulgakov, t. II, p. 168), et cette diminution relative devient même quelquefois absolue ; or, déjà en 1830-1850, l'importation de blé dépassait à peine l'exportation, *et c'est seulement depuis 1878* qu'on ne constate plus d'années où l'exportation dépasse l'importation *. En Prusse,

* *Statistique agricole de la France. Enquête de 1892.* Paris 1897, p. 113.

la population rurale a relativement diminué, de 73,5 % en 1816 à 71,7 % en 1849 et 67,5 % en 1871, alors que l'importation du seigle n'a commencé que vers 1860 et celle du froment vers 1870 (*Ibid.*, t. II, pp. 70 et 88). Enfin, si l'on prend les pays européens qui importent du blé, par exemple la France et l'Allemagne des dix dernières années, on constate un *progrès incontestable* de l'agriculture à côté d'une *diminution absolue* du nombre des ouvriers agricoles occupés : en France ce nombre est passé de 6 913 504 en 1882 à 6 663 135 en 1892 (*Statistique agricole*, t. II, pp. 248-251), en Allemagne de 8 064 000 en 1882 à 8 045 000 en 1895 *. Par conséquent, on peut dire que *toute* l'histoire du XIXe siècle, par des données massives concernant les pays les plus différents, prouve de façon irréfutable que la loi « universelle » de la fertilité décroissante du sol est *complètement paralysée* par la tendance « temporaire » du progrès technique, qui permet à une population rurale diminuant relativement (et quelquefois même absolument) de produire une quantité croissante de denrées agricoles pour l'ensemble croissant de la population.

Au fait, ces données statistiques massives réfutent entièrement aussi les deux points essentiels suivants de la « théorie » de M. Boulgakov : d'abord son affirmation que l'« on ne saurait en aucun cas appliquer à l'agriculture » la théorie d'après laquelle le capital constant (outils et ma-

* « *Statistik des Deutschen Reichs* », *Neue Folge*, *Band 112*. « *Die Landwirtschaft im Deutschen Reich* », Berlin 1898, p. 6. Bien entendu, M. Boulgakov n'est guère content de constater ce fait, destructeur de tout son malthusianisme [59], que la technique progresse alors que la population rurale diminue. Aussi notre « savant scrupuleux » recourt-il à un subterfuge : au lieu de prendre l'économie rurale au sens propre du mot (agriculture, élevage, etc.), il prend (à la suite des données sur la quantité croissante des produits *agricoles* par hectare !) « l'économie rurale au sens large » du mot, dans laquelle la statistique allemande range les serres, l'horticulture commerciale et *l'industrie forestière et les pêcheries* ! On obtient ainsi une augmentation du nombre des personnes réellement occupées dans « l'agriculture » !! (Boulgakov, t. II, p. 133). Les chiffres reproduits dans le texte se rapportent aux personnes dont l'agriculture était la *principale* occupation. Le nombre des personnes pour lesquelles l'agriculture est un métier auxiliaire est passé de 3 144 000 à 3 578 000. Il ne serait pas tout à fait juste d'ajouter ces chiffres aux précédents, mais même en faisant l'addition, nous n'obtenons qu'une très faible augmentation : de 11 208 000 à 11 623 000.

tériaux de production) s'accroît bien plus rapidement que le capital variable (la main-d'œuvre). M. Boulgakov déclare très gravement que cette théorie est fausse et il invoque pour le prouver : a) le « professeur A. Skvortsov » (connu surtout pour avoir attribué la théorie de Marx sur le taux moyen du profit à un mauvais dessein d'agitation) et b) le fait qu'avec l'intensification des cultures, le nombre des ouvriers par unité de surface augmente. C'est là une de ces incompréhensions voulues comme en commettent constamment à l'égard de Marx les tenants de la critique à la mode. Pensez un peu : la théorie selon laquelle le capital constant croît plus rapidement que le capital variable est réfutée par le fait que le *capital variable* croît par unité de surface ! M. Boulgakov *ne s'aperçoit pas* que les données statistiques si abondamment fournies par lui-même confirment la théorie de Marx. Si, dans l'ensemble de l'agriculture allemande, le nombre des ouvriers est passé, entre 1882 et 1885, de 8 064 000 à 8 045 000 (et, si l'on y ajoute les personnes pour lesquelles l'agriculture est une occupation auxiliaire, de 11 208 000 à 11 623 000, soit une augmentation de 3,7 %), alors que, pendant ce même laps de temps, le bétail est passé de 23 millions à 25,4 millions de têtes (en têtes de gros bétail), c'est-à-dire qu'il s'est accru de plus de 10 % ; si le nombre des cas d'emploi des cinq principales machines est passé de 458 000 à 922 000, c'est dire qu'il a plus que doublé ; si la quantité des engrais provenant d'autre part a passé de 636 000 tonnes (en 1883) à 1 961 000 tonnes (en 1892), et celle des sels de potasse de 304 000 à 2 400 000 quintaux métriques *, n'est-il pas évident que la proportion du capital constant par rapport au capital variable s'accroît ? Inutile de dire que ces données globales dissimulent dans une très large mesure le progrès de la grande production. Nous en parlerons plus loin.

En second lieu, le progrès réalisé par l'agriculture, alors que la population rurale est en régression ou s'accroît d'une quantité absolue insignifiante, réfute amplement l'absurde tentative que fait M. Boulgakov pour ressusciter le malthusianisme. Parmi les « ci-devant marxistes » russes,

* *Statistik des Deutschen Reichs, 112*, S. 36. Boulgakov t. II, p. 135.

M. Strouvé fut, je crois, le premier à faire une semblable tentative dans ses *Remarques critiques*, mais, comme toujours, il n'est pas allé au-delà d'observations timides, incomplètes et équivoques, de conceptions réticentes et ne formant pas un système achevé. M. Boulgakov est plus audacieux et plus conséquent : sans hésiter, il fait de la « loi de la fertilité décroissante du sol » « une des lois les plus importantes de l'histoire de la civilisation » (*sic.*! p. 18). « Toute l'histoire du XIXe siècle... avec ses problèmes de la richesse et de la pauvreté serait incompréhensible sans cette loi. » « Pour moi, il est hors de doute que la question sociale, telle qu'elle se pose aujourd'hui, est liée essentiellement à cette loi » (c'est là la déclaration que notre savant scrupuleux fait à la page 18 de son « étude » !)... « Il est incontestable, déclare-t-il à la fin de son ouvrage, que, dans un pays surpeuplé, une certaine partie de la pauvreté doit être considérée comme de la *pauvreté absolue*, pauvreté de la production et non de la répartition » (II, p. 221). « Le problème de la population dans la forme où les conditions de la production agricole obligent à le poser, constitue, à mes yeux, la principale difficulté qui, à l'heure actuelle du moins, s'oppose à une application un peu large des principes du collectivisme ou de la coopération dans les entreprises agricoles » (II, 265). « Le passé lègue à l'avenir la question du blé, plus terrible et plus difficile que la question sociale, question de production et non de répartition » (II, 455), etc., etc., etc.

Nous n'avons nul besoin de parler de la valeur scientifique de cette « théorie », indissolublement liée à la loi universelle de la fertilité décroissante du sol, après que nous avons analysé cette loi. Que ce flirt critique avec le malthusianisme ait abouti, dans son développement logique inévitable, à l'apologie la plus vulgaire du régime bourgeois, les conclusions reproduites plus haut de M. Boulgakov le prouvent avec une franchise qui ne laisse rien à désirer.

Dans l'esquisse suivante nous analyserons les données provenant de certaines sources nouvelles indiquées par nos critiques (qui nous ont rebattu les oreilles de ce bruit que les orthodoxes répugneraient à entrer dans le détail), et nous montrerons que M. Boulgakov, en général, fait du mot « surpopulation » une expression standard dont l'applica-

tion le dispense de toute analyse, et surtout de l'analyse des antagonismes de classes à l'intérieur de la « paysannerie ». Pour le moment, nous bornant à l'aspect général de la théorie de la question agraire, nous devons encore aborder la théorie de la rente. « Quant à Marx, écrit M. Boulgakov, dans le volume III du *Capital*, tel que nous le possédons aujourd'hui, il n'ajoute rien qui mérite attention, à la théorie de la rente différentielle de Ricardo » (87). Retenons bien ceci : « rien qui mérite attention », et comparons à ce verdict du critique la déclaration suivante, faite précédemment par lui :

« Malgré sa position manifestement négative à l'égard de cette loi (de la fertilité décroissante du sol), Marx adopte dans ses principes fondamentaux la théorie de la rente de Ricardo basée sur cette loi » (13).

Donc, d'après M. Boulgakov, Marx n'aurait pas remarqué le lien qui existe entre la théorie de la rente de Ricardo et la loi de la fertilité décroissante, et par suite il n'a rien pu mettre debout ! A ce sujet, nous devons faire remarquer une chose : nul ne déforme Marx autant que les ci-devant marxistes, nul ne montre autant de... dé... dé... désinvolture pour attribuer à l'écrivain critiqué mille et un péchés mortels.

L'affirmation de M. Boulgakov est une déformation flagrante de la vérité. En réalité, non seulement Marx a vu le lien existant entre la théorie de la rente de Ricardo et sa doctrine erronée de la fertilité décroissante du sol, mais encore il a démasqué avec la plus grande précision l'erreur de Ricardo. Quiconque a lu avec tant soit peu d'« attention » le volume III du *Capital* n'a pas manqué de remarquer ce fait « méritant attention » au plus haut point, que c'est précisément Marx qui a *affranchi* la théorie de la rente différentielle de *tout lien* avec la trop fameuse « loi de la fertilité décroissante du sol ». Marx a montré que, pour former la rente différentielle, il est nécessaire et suffisant qu'il y ait un rendement différent des capitaux successivement engagés dans la terre. Il n'importe nullement qu'il y ait passage d'un sol plus fertile à un sol qui l'est moins, ou au contraire que ce soient les capitaux supplémentaires engagés dans la terre qui donnent un rendement supérieur ou inférieur. En réalité, il se produit toutes sortes de combinaisons de ces cas divers, et l'on ne saurait les ramener à telle ou

telle règle uniforme. Ainsi, Marx décrit d'abord la rente différentielle (de la première espèce) des capitaux engagés dans différents terrains et il illustre son exposé par des tableaux (au sujet desquels M. Boulgakov lui reproche sévèrement « sa tendance excessive à envelopper ses idées, souvent très simples, d'un vêtement mathématique compliqué ». Ce vêtement mathématique compliqué se borne aux quatre opérations d'arithmétique et les idées très simples sont restées, comme nous le voyons, entièrement incomprises du savant professeur). Analysant ces tableaux, Marx conclut : « Ainsi se trouve écartée la première hypothèse erronée à propos de la rente différentielle, telle qu'elle existe encore chez West, Malthus, Ricardo ; à savoir qu'elle suppose nécessairement le passage à des terrains de plus en plus mauvais ou une fertilité constamment décroissante des champs cultivés. Comme nous l'avons vu, la rente différentielle peut se constituer quand on passe à la culture de terrains toujours meilleurs, ou encore quand une terre assez bonne occupe le dernier rang, y remplaçant un mauvais terrain ; elle peut aussi être liée aux progrès de l'agriculture. La seule condition de sa formation est l'inégale fertilité des terrains. » (Marx ne parle pas ici du rendement différent des capitaux successivement engagés dans la terre, car cela donne lieu à la rente différentielle de la *deuxième* espèce, et dans le chapitre cité il est question de la rente différentielle de la *première* espèce.) « Si le développement de la productivité entre en ligne de compte, il faut supposer que l'accroissement de fertilité absolue des surfaces totales cultivées ne fait pas disparaître cette inégalité, mais qu'il l'augmente, la maintient ou la diminue sans la supprimer. » (*Das Kapital*, III, 2, p. 199. [80])

M. Boulgakov *n'a pas remarqué* cette différence radicale entre la théorie de la rente différentielle de Marx et celle de Ricardo. Par contre, il est allé chercher dans le volume III du *Capital* « un passage qui permet plutôt de croire que Marx était loin de contester la loi de la fertilité décroissante du sol » (p. 13, remarque). Nous nous excusons auprès du lecteur d'avoir à donner trop de place à un passage de très peu d'importance (pour la question qui nous occupe Boulgakov et moi). Mais que faire, si les chevaliers de la critique moderne (qui osent encore accuser les ortho-

doxes de ruses verbales) dénaturent complètement le sens évident de la doctrine adverse en usant de citations détachées du contexte et de traductions défectueuses. Voici comment M. Boulgakov cite le passage qu'il a trouvé :

« Du point de vue du mode capitaliste de production, il s'ensuit toujours un renchérissement relatif des produits (*agricoles*), *car* » (nous prions le lecteur de prêter une attention particulière aux mots soulignés par *nous*) « pour obtenir un produit, on fait une certaine dépense, on doit payer certaine chose qu'on ne payait pas avant. » Et Marx dit ensuite que les éléments de la nature entrant dans la production comme ses agents, sans rien coûter, constituent une force de travail naturelle gratuite, et lorsque, pour obtenir un produit supplémentaire, on doit travailler sans l'aide de cette force naturelle, on est obligé de dépenser un nouveau capital, ce qui amène le renchérissement de la production.

Au sujet de cette manière de « citer », nous devons faire trois remarques. D'abord, le petit mot « car » qui communique au passage le sens de l'affirmation absolue d'une « loi », a *été ajouté par M. Boulgakov de son propre chef. Dans l'original* (*Das Kapital*, III, 2 ; S. 277-278 [61]) ; *il y a non pas « car », mais « si »*. Si l'on doit payer certaine chose que l'on ne payait pas avant, il s'ensuit toujours un renchérissement relatif des produits ; vous voyez comme *cette* idée ressemble à la reconnaissance de la « loi » de la fertilité décroissante. En second lieu, le petit mot « agricole » a été inséré ainsi que les parenthèses par M. Boulgakov. *Dans l'original, ce mot n'existe pas.* Avec la légèreté propre aux critiques, M. Boulgakov a sans doute décidé que Marx ne pouvait parler ici que des produits agricoles, et il s'est empressé de donner aux lecteurs une « explication » totalement controuvée. En réalité, Marx parle ici de tous les produits en général ; le fragment cité par M. Boulgakov est précédé de ces mots de Marx : « En général, il faut noter ce qui suit. » Les forces gratuites de la nature peuvent entrer aussi dans la production industrielle — tel l'exemple cité par Marx dans le même chapitre sur la rente, de la cascade qui, dans une usine, remplace la force de la vapeur, — et s'il faut fabriquer une quantité supplémentaire de produits sans l'aide de ces forces gratuites, il s'ensuivra *toujours* un renchérissement relatif des produits.

En troisième lieu, il faut voir dans quel contexte se trouve ce passage. Dans ce chapitre de la rente différentielle obtenue d'une mauvaise terre cultivée, Marx analyse, *comme toujours*, deux cas d'une valeur absolument égale pour lui et *également possibles* : le premier est celui où le rendement des capitaux successivement engagés augmente (pp. 274-276 [62]), le second celui où ce rendement diminue (pp. 276-278 [63]). Au sujet de ce dernier cas possible, Marx dit : « Pour le rendement décroissant du sol en cas d'investissements successifs de capitaux, consultez Liebig... *Mais en général* il faut remarquer ce qui suit » (c'est nous qui soulignons). Suit le fragment « traduit » par M. Boulgakov et qui dit que, si l'on paye ce qu'auparavant on ne payait pas, il s'ensuit *toujours* un renchérissement relatif des produits.

Nous laissons au lecteur le soin de juger de l'honnêteté scientifique du critique qui, d'une remarque de Marx au sujet de l'un des cas possibles, a fait la reconnaissance par Marx d'une « loi » générale.

Et voici la conclusion de M. Boulgakov au sujet du passage découvert par lui :

« Ce passage est, bien entendu, obscur »... Parbleu ! Après que Boulgakov y a remplacé un mot par un autre, ce passage est même complètement dénué de sens... « mais il ne saurait être compris autrement que comme une reconnaissance indirecte ou même directe » (écoutez bien !) « de la loi de la fertilité décroissante du sol. Je ne sais aucun endroit où Marx se soit encore prononcé nettement au sujet de cette loi » (I, 14).

M. Boulgakov, qui est un ancien marxiste, « ne sait pas » que Marx a déclaré absolument fausse l'hypothèse de West, Malthus, Ricardo d'après laquelle la rente différentielle impliquerait le passage à des terres plus mauvaises ou l'épuisement progressif du sol *. Il « ne sait pas » que, tout au long de sa volumineuse analyse de la rente, Marx montre

* Cette hypothèse de l'économie classique, hypothèse fausse et que Marx a réfutée, a été, bien entendu, adoptée sans critique par le « critique » Boulgakov à la suite de son maître Brentano. « Le facteur qui engendre la rente, écrit M. Boulgakov, c'est la loi de la fertilité décroissante du sol » (1, 90). « La rente anglaise... distingue pratiquement des dépenses successives de capital ayant un rendement différent, généralement décroissant » (1, 130).

des dizaines de fois que pour lui la décroissance et la croissance du rendement des dépenses supplémentaires sont tout à fait des cas également possibles.

II
LA THÉORIE DE LA RENTE

C'est en général toute la théorie de la rente de Marx que M. Boulgakov n'a pas comprise. Il est persuadé qu'il démolit cette théorie avec les deux objections suivantes : 1° D'après Marx, le capital agraire sert à égaliser les taux de profit, de sorte que la rente est créée par le profit supplémentaire dépassant le taux de profit moyen. D'après M. Boulgakov, cela n'est pas exact, car le monopole de la propriété foncière supprime la libre concurrence nécessaire au processus d'égalisation du taux de profit. Le capital agricole ne prend pas part au processus d'égalisation du taux de profit. 2° La rente absolue n'est qu'un cas particulier de la rente différentielle, et l'on commet une erreur en la distinguant de cette dernière ; cette distinction se fonde sur une double interprétation tout à fait arbitraire d'un seul et même fait : la possession monopoliste d'un des facteurs de la production. M. Boulgakov est tellement persuadé de la force de ses arguments qu'il ne peut se retenir de lancer contre Marx un torrent de fortes expressions : *petitio principii* *, non-marxisme, fétichisme logique, perte par Marx de son libre élan intellectuel, etc. Et pourtant ses deux arguments sont fondés sur une erreur assez grossière. Cette simplification unilatérale du sujet qui a porté M. Boulgakov à ériger un des cas possibles (l'abaissement du rendement du capital supplémentaire engagé) en une loi universelle de la fertilité décroissante du sol, le pousse aujourd'hui à opérer, sans la critiquer, avec la notion de « monopole », à ériger cette notion aussi en une espèce de loi universelle et à confondre les conséquences qui découlent, dans l'organisation capitaliste de l'agriculture, d'une part, de la *limitation de la terre*, et d'autre part de la *propriété foncière privée*. Ce sont pourtant deux choses différentes. Expliquons-nous.

* *Pétition de principe. (N.R.)*

« La *condition*, mais non la source de la rente foncière, écrit M. Boulgakov, est dans le même fait qui a rendu possible la monopolisation du sol, c'est-à-dire dans la limitation des forces productives du sol et le besoin indéfiniment croissant qu'ont de ces forces les hommes » (I, 90). Au lieu de : « limitation des forces productives du sol », il aurait fallu dire : « *limitation de la terre* ». (La limitation des forces productives du sol se ramène, nous l'avons déjà montré, à la « limitation » du niveau donné de la technique, de l'état donné des forces productives.) La limitation du sol implique en effet, en régime capitaliste, la monopolisation du sol, mais *du sol considéré comme objet d'exploitation, et non comme objet du droit de propriété*. L'hypothèse de l'organisation capitaliste de l'agriculture implique nécessairement l'hypothèse que toute la terre est occupée par des exploitations privées distinctes, *mais n'implique nullement l'hypothèse* que toute la terre est la propriété privée de ces exploitants ou d'autres personnes, ou propriété privée en général. Le monopole de la possession foncière en vertu du droit de propriété et le monopole de l'exploitation foncière sont deux choses tout à fait distinctes non seulement logiquement, mais aussi historiquement. Du point de vue logique, nous pouvons fort bien concevoir une organisation purement capitaliste de l'agriculture sans aucune propriété foncière privée, la terre appartenant à l'Etat ou aux communes, etc. En effet, nous voyons dans tous les pays capitalistes évolués toute la terre occupée par des économies privées distinctes, mais ces économies exploitent non seulement leurs propres terres, mais aussi des terres affermées à des particuliers ou bien appartenant à l'Etat ou aux communes (en Russie par exemple, où, comme on le sait, en tête des économies privées exploitant les terres des communes paysannes, se trouvent les économies paysannes capitalistes). Et ce n'est pas pour rien qu'au début même de son analyse de la rente, Marx fait remarquer que le mode de production capitaliste trouve (et se subordonne) les formes les plus diverses de propriété foncière, depuis la propriété du clan [64] et la propriété féodale jusqu'à la propriété des communes paysannes.

Ainsi, la limitation de la terre n'implique inévitablement que le monopole de l'exploitation foncière (en régime

capitaliste). Mais quelles sont les conséquences nécessaires de *cette* monopolisation en ce qui concerne la question de la rente ? La limitation de la terre fait que le prix du blé est déterminé par les conditions de production d'un terrain non point de qualité moyenne, mais d'un terrain cultivé de qualité inférieure. Ce prix du blé permet au fermier (c'est-à-dire à l'entrepreneur capitaliste dans l'agriculture) de couvrir ses frais de production et d'obtenir un profit moyen pour son capital. Le fermier qui exploite un terrain de qualité supérieure obtient un profit supplémentaire qui constitue la *rente différentielle*. La question de savoir s'il existe une propriété foncière privée n'a absolument aucune commune mesure avec celle de la formation de la rente différentielle, qui est inévitable dans l'agriculture capitaliste, que la terre appartienne aux communes, à l'Etat ou n'appartienne à personne. La seule conséquence qui résulte de la limitation de la terre en régime capitaliste, c'est la formation de la rente différentielle par suite du rendement différent des différentes dépenses de capital. M. Boulgakov en voit une seconde conséquence dans la suppression de la libre concurrence dans l'économie rurale, et affirme que l'absence de cette concurrence empêche le capital agricole de contribuer à la formation du profit moyen. C'est confondre manifestement l'exploitation de la terre avec le droit de propriété sur cette terre. Du fait de la limitation de la terre (indépendamment de la propriété foncière privée) il ne ressort logiquement qu'une chose, à savoir que toute la terre sera occupée par des fermiers capitalistes, mais il n'en découle nullement que la liberté de la concurrence entre ces fermiers doive être limitée en quoi que ce soit. La limitation de la terre est un phénomène général qui laisse nécessairement son empreinte sur toute agriculture capitaliste. Confondre ces choses différentes est une faute de logique, que l'histoire fait éclater de toute évidence. Ne parlons pas de l'Angleterre : dans ce pays, la séparation de la propriété foncière et de l'exploitation agricole est visible, la liberté de la concurrence entre fermiers est presque entière, l'emploi dans l'agriculture du capital formé dans le commerce et l'industrie s'est observé et s'observe encore dans les plus larges proportions. Mais, dans tous les autres pays capitalistes, on voit se produire (malgré l'opinion de M. Boulgakov, qui essaie vainement,

à la suite de M. Strouvé, de présenter la rente « anglaise » comme quelque chose de tout à fait original) le *même processus* de séparation de la propriété foncière et de l'exploitation agricole, seulement sous les formes les plus diverses (affermage, hypothèque). M. Boulgakov, qui n'aperçoit pas ce processus (fortement souligné par Marx), rappelle le personnage de la fable qui ne remarquait pas l'éléphant. Dans tous les pays d'Europe, on constate que, après l'abolition du servage, la possession de la terre perd son caractère de caste, la propriété foncière est mobilisée, le capital commercial et industriel passe dans l'agriculture, l'affermage et l'hypothèque deviennent plus fréquents. En Russie aussi, où les survivances féodales sont plus fortes qu'ailleurs, nous voyons après l'abolition du servage se multiplier les achats de terre par les paysans, les roturiers et les marchands ; se développer la location des terres appartenant aux particuliers, à l'Etat, aux *communes*, etc., etc. Que dénotent tous ces faits ? Ils témoignent de l'apparition de la libre concurrence dans *l'agriculture*, *en dépit* du monopole de la *propriété foncière* et malgré les formes infiniment variées de cette propriété. A l'heure actuelle, dans tous les pays capitalistes, tout propriétaire de capitaux peut, avec autant ou presque autant de facilité, investir ces capitaux dans l'agriculture (en achetant de la terre ou en en prenant à bail), que dans n'importe quelle branche du commerce et de l'industrie.

M. Boulgakov objecte à la théorie de la rente différentielle de Marx que « toutes ces différences (dans les conditions de la production des denrées agricoles) sont contradictoires et *peuvent* (souligné par nous) s'annuler l'une l'autre : la distance, comme l'a déjà montré Rodbertus, peut être compensée par la fertilité, la différence dans la fertilité peut être nivelée en intensifiant la production sur les terrains plus fertiles » (I, 81).

Seulement, notre savant scrupuleux a tort d'oublier que Marx avait signalé ce fait et avait su l'apprécier de façon beaucoup moins unilatérale. « Il est clair que ces deux causes différentes de la rente différentielle, la fertilité et la situation (des terrains) — écrit Marx — peuvent agir en sens opposé. Un terrain peut être très bien situé et en même temps peu fertile et inversement. Ce fait est important, car

il explique pourquoi, en défrichant le sol d'un pays, on peut tout aussi bien aller des meilleures terres aux moins bonnes qu'inversement. Enfin, il est évident que, d'une part, le progrès de la production sociale exerce sur la situation, en tant que cause de la rente différentielle, une action égalisatrice en établissant des marchés locaux et en modifiant la situation des terrains par le développement de moyens de communication et de transport ; d'autre part, il accuse les différences existant dans les diverses situations locales des terrains en séparant l'agriculture de la manufacture et en faisant naître d'importants centres de production d'une part, tandis qu'il favorise relativement l'exode rural (*relative Vereinsamung des Landes*) » (*Das Kapital*, III, 2, 190 [65]).

Par conséquent, alors que M. Boulgakov répète d'un air de triomphe cette vérité depuis longtemps connue que les différences *peuvent* s'annuler réciproquement, Marx pose la question *ultérieure* de la transformation de cette possibilité en une réalité et montre qu'à côté des influences nivelantes on en observe aussi qui différencient. Le résultat final de ces influences opposées, c'est, comme tout le monde le sait, que partout, dans tous les pays, il *existe* des différences énormes dans la fertilité et la situation des terrains. L'objection de M. Boulgakov atteste qu'il n'a pas du tout réfléchi avant de faire ses remarques.

« Tant Ricardo que Marx, continue-t-il à objecter, acceptent sans la critiquer l'idée de la dernière et la moins productive dépense de travail et de capital. Il n'est pas difficile de voir l'élément d'arbitraire que cette idée apporte. Supposons qu'on dépense pour la terre un capital *10 a*, que chaque versement *a* donne un rendement inférieur au précédent ; la production totale sera *A*. Il est évident que le rendement moyen de chaque *a* sera égal à *A/10* et, si l'on considère le capital comme un tout, ce sera cette moyenne qui déterminera le prix » (I, 82).

Il est évident, répondrons-nous à cela, que les phrases pompeuses de M. Boulgakov sur « le caractère limité des forces productives de la terre » l'ont empêché de voir un petit *détail* : le caractère limité de la terre. Indépendamment de toute espèce de *propriété* foncière, cette limitation crée une espèce de monopole : puisque la terre tout entière est

occupée par des fermiers, puisque la demande se rapporte à l'ensemble des blés produits sur l'ensemble de la terre, y compris les terrains les plus mauvais et les plus éloignés du marché, on conçoit que le prix du blé est déterminé par le prix de la production sur le plus mauvais terrain (ou bien par le prix de la production correspondant à la dernière et la moins productive dépense de capital). Le « rendement moyen » de M. Boulgakov n'est qu'un vain exercice d'arithmétique, car la limitation de la terre empêche en réalité la formation de cette moyenne. Pour que ce « rendement moyen » se forme et détermine les prix, il est indispensable que chaque capitaliste puisse non seulement engager, en général, son capital dans l'agriculture (comme nous l'avons déjà dit, la liberté de la concurrence nécessaire à cet effet existe dans l'agriculture), mais aussi créer toujours une *nouvelle* entreprise agricole en plus de celles qui existent déjà. S'il en était ainsi, il n'y aurait aucune différence entre l'agriculture et l'industrie, et il ne pourrait se former aucune rente. Seulement, la limitation de la terre fait justement qu'il n'en est pas ainsi.

Continuons. Jusqu'ici nous raisonnions en laissant complètement de côté la question de la propriété foncière : nous avons vu que ce procédé était obligatoire, tant pour des raisons logiques qu'à cause des données historiques qui montrent que l'agriculture capitaliste naît et se développe quelles que soient les formes de la possession agraire. Introduisons maintenant cette nouvelle condition. Admettons que toute la terre soit propriété privée. Comment cela va-t-il se répercuter sur la rente ? Le propriétaire foncier, fort de son droit de propriété, retirera au fermier la rente différentielle : puisque la rente différentielle est le surplus en sus du profit normal moyen du capital, et puisque la liberté de la concurrence dans le sens de la liberté d'engager des capitaux dans l'agriculture existe (ou est créée par le développement capitaliste), le propriétaire foncier trouvera toujours un fermier qui se contentera du profit moyen et lui abandonnera le surprofit. La propriété foncière privée, loin de créer la rente différentielle, ne fait que la transférer des mains du fermier dans celles du propriétaire. L'influence de la propriété foncière privée se borne-t-elle là ? Peut-on supposer que le propriétaire permettra au fermier d'exploiter *gratui-*

tement le terrain le plus mauvais et le plus mal situé, qui ne donne que le profit moyen ? Non, bien sûr. La possession agraire est un monopole et, fort de ce monopole, le propriétaire exigera du fermier le paiement de cette terre aussi ! Ce paiement sera la *rente absolue*, qui n'a aucun rapport avec le rendement différent des capitaux successivement engagés et qui *a pour point de départ la propriété foncière privée.*

M. Boulgakov, qui accuse Marx d'avoir donné arbitrairement une double interprétation d'un seul et même monopole, ne s'est pas donné la peine de réfléchir que nous avons affaire réellement à un monopole double. D'abord, nous avons le monopole de l'exploitation (capitaliste) du sol. Ce monopole résulte de la limitation de la terre, et par suite il existe nécessairement dans toute société capitaliste. La conséquence de *ce* monopole est que le prix du blé est déterminé par les conditions de la production sur la plus mauvaise terre, et le surprofit fourni par le capital engagé dans les meilleures terres ou par la dépense la plus productive du capital forme la rente différentielle. Cette rente se forme donc tout à fait indépendamment de la propriété foncière privée, qui permet seulement au propriétaire foncier de la retirer au fermier. En second lieu, nous avons le monopole de la propriété foncière privée. Ce monopole n'a avec le précédent aucune liaison nécessaire *, ni logique ni historique. Ce monopole n'a rien d'*indispensable* pour la société capitaliste ni pour l'organisation capitaliste de l'agriculture. D'une part, nous pouvons très bien concevoir une agriculture capitaliste sans propriété foncière privée, et beaucoup d'économistes bourgeois conséquents ont réclamé la nationalisation du sol. D'autre part, nous rencontrons réellement une organisation capitaliste de l'agriculture sans propriété foncière privée, par exemple, sur les terres apparte-

* Point n'est besoin, probablement, de rappeler au lecteur que, puisqu'il s'agit de la théorie générale de la rente et de l'organisation capitaliste de l'agriculture, nous ne parlons pas de faits comme le degré d'ancienneté et d'expansion de la propriété foncière privée; comme l'affaiblissement, par la concurrence d'outre-océan, de la seconde forme de monopole indiquée par nous, et même, en partie, des deux formes, etc., etc.

nant à l'Etat et aux communes. Voilà pourquoi il est absolument nécessaire de distinguer ces deux sortes de monopoles, et par conséquent il est nécessaire d'admettre, à côté de la rente différentielle, l'existence d'une rente absolue qui est *engendrée* par la propriété foncière privée *.

Marx explique que la rente absolue peut provenir de la plus-value fournie par le capital agricole en disant que dans l'agriculture la part du capital variable dans l'ensemble du capital est supérieure à la moyenne (hypothèse bien naturelle, étant donné l'état incontestablement arriéré de la technique agricole par rapport à la technique industrielle). Et puisqu'il en est ainsi, la valeur des produits agricoles est en général supérieure à leur prix de production, et la plus-value est supérieure au profit. Or, le monopole de la propriété foncière privée empêche ce surplus d'entrer

* Dans la deuxième partie du second volume des *Théories de la plus-value* (*Theorien über den Mehrwert*, t. II, 2e partie), publiée en 1905, Marx donne sur la rente absolue des éclaircissements qui confirment la justesse de mon interprétation (surtout quant aux deux espèces de monopole). Voici les passages de Marx qui s'y rapportent : « Si la terre était un élément illimité non seulement par rapport au capital et à la population, mais aussi réellement, c'est-à-dire si elle était « illimitée » comme « l'air et l'eau », si elle était « présente en quantité illimitée » (citations de Ricardo), alors l'appropriation du sol par une personne ne pourrait nullement exclure son appropriation par une autre personne. Alors il ne pourrait exister aucune propriété privée du sol (pas seulement la propriété privée, mais aussi la propriété « sociale » et la propriété d'Etat). Dans ce cas, si en outre toute la terre était partout d'égale qualité, aucune rente foncière ne pourrait être perçue... Tout le sel du problème réside en ceci : si la terre existait à l'égard du capital comme n'importe quelle force élémentaire de la nature, le capital interviendrait dans l'économie rurale exactement comme dans toute autre branche d'industrie. Alors il n'y aurait aucune propriété foncière et aucune rente... Au contraire, si la terre 1° est limitée et 2° est accaparée à titre de propriété, si le capital rencontre comme condition de son apparition la propriété foncière — c'est ce qui se passe dans les pays où se développe la production capitaliste, et dans ceux où jadis cette condition était absente (comme dans l'ancienne Europe), la production capitaliste elle-même la crée : exemple les Etats-Unis — alors la terre ne présente pas de champ d'action élémentairement accessible au capital. Aussi existe-t-il une rente absolue indépendamment de la rente différentielle » (pp. 80, 81 [66]). Marx distingue ici avec une parfaite netteté la limitation de la terre et son état de propriété privée. (Note de Lénine dans l'édition de 1908. *N.R.*)

en totalité dans le processus d'égalisation du profit, et la rente absolue se forme de ce surplus *.

Très mécontent de cette explication M. Boulgakov s'écrie :

« Qu'est-ce donc que cette plus-value, qui peut, comme du drap, du coton ou quelque autre marchandise, suffire ou ne pas suffire pour couvrir la demande possible ? D'abord, ce n'est pas une chose matérielle, c'est une notion qui sert à exprimer un certain facteur de la production sociale » (I, 105).

Cette opposition de la « chose matérielle » à la « notion » est un exemple manifeste de la scolastique qu'on aime tant offrir aujourd'hui sous le nom de « critique ». Quelle importance pourrait avoir la « notion » d'une part du produit social, si à cette notion ne correspondaient pas des « choses matérielles » déterminées ? La plus-value est l'équivalent en argent du surproduit qui se compose d'une part déterminée de drap, de coton, de blé et toutes autres marchandises. (Bien entendu, « déterminée » doit être compris non pas en ce sens que la science pourrait définir concrètement cette part, mais en ce sens que les conditions déterminant approximativement ses dimensions sont connues.) Dans l'agriculture, le surproduit est plus considérable (proportionnellement au capital) que dans les autres branches d'industrie, et ce surplus (qui, à cause du monopole

* Au fait, nous avons cru devoir nous arrêter de façon particulièrement détaillée sur la théorie de la rente de Marx parce que nous avons constaté qu'elle était faussement comprise par M. Maslov aussi (*Jizn*, 1901, n° 3 et 4, « Sur la question agraire »), qui reconnaît que la diminution progressive du rendement des capitaux supplémentaires engagés est, sinon une loi, du moins un phénomène « ordinaire » et pour ainsi dire normal, rattache à ce phénomène la rente différentielle et rejette la théorie de la rente absolue. L'article intéressant de M. Maslov contient beaucoup de remarques justes à l'adresse des critiques, mais il perd beaucoup à cause de la théorie erronée de l'auteur (qui, tout en défendant le marxisme, ne s'est pas donné la peine d'établir avec exactitude la différence entre « sa » théorie et celle de Marx), ensuite à cause d'une série d'affirmations imprudentes et tout à fait gratuites comme celles-ci : « M. Berdiaev « se dégage complètement de l'influence des écrivains bourgeois» et se distingue par «la fermeté de son point de vue de classe qui ne nuit en rien à son objectivité » ; « sous bien des rapports, l'analyse faite par Kautsky est par endroits... tendancieuse » ; Kautsky « n'a pas du tout établi dans quel sens s'opère le développement des forces productives dans l'agriculture », etc.

de la propriété agraire, n'entre pas dans l'égalisation du profit) peut naturellement « suffire ou ne pas suffire pour couvrir la demande » venant du propriétaire foncier monopoliste.

Nous pouvons épargner au lecteur l'exposé détaillé de la théorie de la rente que M. Boulgakov a créée, selon sa remarque modeste avec ses « propres forces », « en suivant sa propre voie » (I, 111). Quelques observations suffisent pour caractériser ce produit de « la dernière et la moins productive dépense » du « travail » de ce professeur. La « nouvelle » théorie de la rente est bâtie, selon le vieux dicton : Quand le vin est tiré, il faut le boire. S'il y a liberté de concurrence, il ne doit y avoir à cette liberté absolument aucune restriction (encore qu'une liberté aussi absolue de concurrence n'ait jamais existé nulle part). S'il y a monopole, tout est fini. C'est que la rente ne provient pas de la plus-value, même pas du produit agricole ; elle provient des produits du travail non agricole ; c'est tout simplement un tribut, un impôt, un prélèvement sur toute la production sociale, une traite tirée par le propriétaire foncier. « Le capital agricole avec son profit et le travail agricole, ou en général l'agriculture considérée comme champ d'application du travail et du capital, constituent ainsi un État dans l'Etat, dans le royaume capitaliste... ; toutes (*sic*) les définitions du capital, de la plus-value, du salaire et de la valeur en général appliquées à l'agriculture sont des grandeurs fictives » (I, 99).

Allons, bon ! Désormais, tout est clair ; dans l'agriculture, capitalistes et ouvriers salariés, tout cela ce sont des grandeurs fictives. Mais s'il arrive à M. Boulgakov de commettre des bévues, il lui arrive quelquefois aussi de dire des choses qui ne sont pas tout à fait dépourvues de sens. Au bout de 14 pages, nous lisons : « La production des denrées agricoles coûte à la société une certaine quantité de travail : c'est là leur valeur. »

Parfait. Donc, les « définitions » de la valeur sont des grandeurs pas tout à fait fictives. Et plus loin :

« Du moment que la production est organisée selon le mode capitaliste et qu'à la tête de la production se trouve le capital, le prix du blé sera déterminé par le prix de la production ; par conséquent, on tiendra compte du rende-

ment de l'investissement donné de travail et de capital relativement au rendement social moyen. »

Fort bien. Donc, les « définitions » du capital, de la plus-value et du salaire sont des grandeurs pas tout à fait fictives. Donc la liberté de la concurrence (bien que non absolue) est un fait acquis, car, si le capital ne passait pas de l'agriculture dans l'industrie et inversement, on ne saurait « tenir compte du rendement relativement au rendement social moyen ». Continuons : « Donc, grâce au monopole agraire, le prix monte au-dessus de la valeur, dans les limites où les conditions du marché le permettent. » Parfait. Seulement, où M. Boulgakov a-t-il pu voir que le tribut, l'impôt, la traite, etc., dépendent des conditions du marché ? Si, grâce au monopole, le prix monte jusqu'aux limites permises par les conditions du marché, toute la différence entre la « nouvelle » théorie de la rente et l'« ancienne », c'est que l'auteur qui « suivait sa propre voie » n'a pas compris, d'une part, la différence entre l'influence de la limitation de la terre et celle de la propriété foncière privée, et, d'autre part, la liaison entre les notions de « monopole » et de « la dernière et la moins productive dépense de travail et de capital ». Faut-il s'étonner après cela que, sept pages encore plus loin (I, 120) M. Boulgakov ait complètement oublié « sa » théorie et qu'il raisonne sur le « mode de partage de ce produit (agricole) entre le propriétaire foncier, le fermier capitaliste et les ouvriers agricoles » ? Magnifique finale d'une brillante critique ! Admirable résultat de la nouvelle théorie qui a enrichi désormais la science de l'économie politique, *la théorie de la rente de Boulgakov* !

III

LES MACHINES DANS L'AGRICULTURE

Nous en venons à l'ouvrage « remarquable », selon M. Boulgakov, de Hertz (*Die agrarischen Fragen im Verhältniss zum Sozialismus* *, Wien, 1899 ; traduction russe

* « Les problèmes agraires en relation avec le socialisme ». Vienne 1899 (*N.R.*)

de A. Ilinski, St-Pétersbourg 1900). Nous aurons du reste quelque temps à consacrer aux arguments identiques de ces deux écrivains pris conjointement.

La question de l'emploi des machines dans l'agriculture et celle, connexe, de la grande et de la petite production agricole servent bien souvent aux « critiques » d'arme pour « réfuter » le marxisme. Plus bas, nous analyserons en détail certaines données circonstanciées, apportées par eux ; pour le moment, examinons les considérations générales qui s'y rapportent. Les critiques consacrent des pages entières à des raisonnements ultra-détaillés pour prouver que l'emploi des machines dans l'agriculture se heurte à plus de difficultés que dans l'industrie et que, pour cette raison, elles y sont moins employées et ont moins d'importance. Tout cela a été indiqué de façon indiscutable et tout à fait précise, par exemple, par ce même Kautsky, dont le nom seul met MM. Boulgakov, Hertz et Tchernov dans un état voisin de l'irresponsabilité. Mais ce fait indiscutable ne réfute nullement cette vérité que l'emploi des machines se développe rapidement dans l'agriculture aussi, en exerçant sur elle une vigoureuse action transformatrice. Les critiques ne peuvent « échapper » à cette conclusion nécessaire qu'au moyen de raisonnements aussi profonds que celui-ci : « L'agriculture est caractérisée par la domination de la nature dans la production, par l'absence de liberté de la volonté humaine » (Boulgakov, I, 43)... «à la place du travail sans sûreté ni précision de l'homme elle» (la machine dans l'industrie) « exécute avec une précision mathématique aussi bien des travaux micrométriques que des œuvres colossales. La machine ne peut rien faire de semblable (?) quant à la production des denrées agricoles, car jusqu'à présent l'instrument de travail se trouve ici appartenir non pas à l'homme, mais à la mère-nature. Ce n'est pas une métaphore » (*Ibid.*). Et, en effet, ce n'est pas une métaphore, c'est simplement une phrase creuse, car tout le monde sait qu'une charrue à vapeur, un semoir à lignes, une batteuse, etc., *rendent* le travail *plus* « sûr et *plus* exact » ; par conséquent, dire « rien de semblable », c'est dire des sottises ! De même que dire que dans l'agriculture la machine « ne peut d'aucune façon (*sic*) révolutionner la *production* » (Boulgakov, I, 43-44, et de nous

citer des spécialistes de la construction de machines agricoles, spécialistes qui ne parlent cependant que d'une différence relative entre machines agricoles et machines industrielles), ou dire : « ici, la machine non seulement ne peut pas faire de l'ouvrier son appendice (?), mais l'ouvrier garde comme avant le rôle de guide de l'opération » (44), pas exemple l'ouvrier qui sert la batteuse ?

M. Boulgakov essaie d'amoindrir la supériorité de la charrue à vapeur en invoquant Stumpfe et Kutzleb (qui disaient que la petite exploitation pouvait concurrencer la grande) en les opposant aux conclusions des spécialistes de la construction des machines agricoles et de l'économie rurale (Füling, Perels). On voit figurer des arguments comme celui-ci : la machine à vapeur exige un terrain spécial * et « des domaines de dimensions extrêmement vastes » (d'après M. Boulgakov, c'est un argument non pas contre la petite exploitation, mais contre la charrue à vapeur !), et avec un sillon de *12 pouces* le travail animal revient *moins cher* que la vapeur, etc. On peut noircir des volumes d'arguments de ce genre, sans réfuter aucunement le fait que la charrue à vapeur a permis un labour très profond (et même de plus de 12 pouces) ni que son emploi s'étend rapidement : en Angleterre, en 1867, elle n'était employée que dans 135 domaines ; en 1871, on en comptait déjà plus de 2 000 (Kautsky) ; en Allemagne, le nombre des domaines employant des charrues à vapeur est passé, de 1882 à 1895, de 836 à 1 696.

Pour la question des machines agricoles, M. Boulgakov cite à maintes reprises F. Bensing, qu'il recommande comme « l'auteur d'une monographie spéciale sur les machines agricoles » (I, 44). Nous commettrions une grande injustice si nous ne montrions pas à cette occasion encore *comment* M. Boulgakov cite et *comment* il est réfuté par ses propres témoins.

Pour affirmer que la « construction » de Marx d'après laquelle le capital constant croît plus rapidement que le

* Hertz insiste là-dessus avec un air particulièrement « victorieux » en prouvant la fausseté de l'opinion « absolue » (S. 65 ; p. 156 de la traduction russe) que la charrue à vapeur serait supérieure à la charrue attelée « en toutes circonstances ». C'est bien, comme on dit, vouloir enfoncer une porte ouverte !

capital variable est inapplicable à l'agriculture, M. Boulgakov rappelle que l'accroissement du rendement agricole nécessite une dépense accrue de force de travail, et il cite entre autres le calcul de Bensing. « La quantité globale de travail humain nécessaire selon les systèmes de culture s'exprime comme suit : dans l'assolement triennal, 712 journées de travail ; dans le système à rotation de Norfolk, 1 615 journées ; dans la culture à rotation avec importante production de betteraves, 3 179 journées » pour 60 hectares (Franz Bensing : *Der Einfluss der landwirtschaftlichen Maschinen auf Volks- und Privatwirtschaft*, Breslau, 1897, S. 42, Boulgakov, I, 32).

Seulement voilà le malheur : Bensing veut montrer par ce calcul le rôle croissant des machines : en appliquant ces chiffres à l'ensemble de l'agriculture allemande, il calcule que l'effectif actuel des ouvriers agricoles suffirait seulement pour cultiver la terre dans le système de l'assolement triennal et que, par conséquent, l'emploi de la rotation des cultures serait en général *impossible* sans l'emploi des machines. Or, on sait que dans l'ancien système de l'assolement triennal, les machines n'étaient presque pas du tout employées ; donc le calcul de Bensing prouve le *contraire* de ce que veut prouver M. Boulgakov ; à savoir. que la croissance du rendement agricole devait nécessairement aller de pair avec un accroissement plus rapide du capital constant par rapport au capital variable.

Dans un autre passage, M. Boulgakov affirme qu'il « existe une différence radicale (*sic*) entre le rôle de la machine dans l'industrie de transformation et dans l'agriculture », et il cite ces mots de Bensing : « Les machines agricoles ne sont pas aptes à un relèvement de la production aussi illimité que les machines industrielles... » (I, 44). Mais de nouveau M. Boulgakov n'a pas de chance. Bensing signale cette différence, pas du tout « radicale », entre les machines agricoles et industrielles, au début du chapitre VI, intitulé : « L'influence des machines agricoles sur le revenu brut ». Après avoir analysé en détail, pour chaque espèce de machines, les données des publications agricoles spéciales et celles d'une enquête qu'il a faite lui-même, Bensing arrive à la conclusion générale suivante : l'augmentation du revenu brut est de 10% lorsqu'on se sert

d'une charrue à vapeur ou d'un semoir à lignes et de 15% lorsqu'on emploie une batteuse ; en outre, un semoir à lignes économise 20% des semences. C'est seulement dans le cas des pommes de terre que le revenu brut diminue de 5% lorsqu'on emploie la machine pour les récolter. Quand M. Boulgakov affirme : « En tout cas, la charrue à vapeur est la seule des machines agricoles en faveur de laquelle puissent être apportées certaines considérations techniques » (I, 47-48), cette affirmation est *en tout cas* réfutée par ce même Bensing auquel l'imprudent M. Boulgakov se réfère.

Pour donner une idée aussi exacte et aussi complète que possible de l'importance des machines dans l'agriculture, Bensing fait une série de calculs très circonstanciés sur les résultats de l'exploitation sans machines, avec une, avec deux machines, etc., et enfin avec toutes les machines essentielles, y compris la charrue à vapeur et les chemins de fer d'intérêt local (*Feldbahnen*). Or, sans machines, le revenu brut est de 69 040 marks, les dépenses de 68 615, le revenu net de 425 marks ou 1,37 mark par hectare ; avec toutes les machines essentielles, le revenu brut est de 81 078 marks, les dépenses de 62 551,5 marks, le bénéfice net de 18 526,5 marks, soit 59,76 marks par hectare, ou *quarante fois plus*. Et c'est là l'influence des machines seules, car on a supposé le système de culture inchangé ! Que, comme le prouvent ces mêmes calculs de Bensing, l'emploi des machines soit accompagné d'un accroissement énorme du capital constant et d'une *diminution* du capital variable (c'est-à-dire du capital dépensé pour la main-d'œuvre et du nombre des ouvriers eux-mêmes), cela va sans dire. En un mot, l'ouvrage de Bensing réfute entièrement M. Boulgakov et prouve, d'une part, la supériorité de la grande culture, et, d'autre part, la possibilité d'appliquer à cette dernière la loi de l'accroissement du capital constant aux dépens du capital variable.

Il n'y a qu'une chose qui rapproche M. Boulgakov et Bensing : c'est que ce dernier se place au point de vue purement bourgeois, ne comprend pas du tout les antagonismes inhérents au capitalisme et ferme béatement les yeux sur l'élimination des ouvriers par les machines, etc. Ce disciple modéré et ponctuel des professeurs allemands parle de

Marx avec autant de haine que M. Boulgakov. Seulement Bensing est plus conséquent : il traite Marx d'« adversaire des machines » en général, tant dans l'agriculture que dans l'industrie, car, d'après lui, Marx « déforme les faits » en affirmant l'influence pernicieuse des machines sur les ouvriers et, en général, en attribuant aux machines toutes sortes de maux (Bensing, l.c. S. 4, 5, 11). L'attitude de M. Boulgakov envers Bensing nous montre une fois de plus ce que MM. les « critiques » empruntent aux savants bourgeois et ce sur quoi ils ferment les yeux.

De quelle nature est la « critique » de Hertz ? On le voit assez par cet exemple : à la page 149 (traduction russe) il reproche à Kautsky ses « procédés de feuilletonniste » et, à la page 150, il « réfute » l'affirmation selon laquelle la grande culture est plus apte à l'emploi des machines, au moyen d'arguments de ce genre : 1. Grâce aux coopératives, l'achat des machines est *accessible* aussi aux petits cultivateurs. Et c'est cela, voyez-vous, qui réfute le *fait* que les machines sont plus répandues dans les grandes exploitations ! Mais à qui sont le plus *accessibles* les bienfaits de la coopération ? Dans la deuxième étude, nous en reparlerons spécialement avec Hertz. 2. David a montré, dans les *Sozialistische Monatshefte* * (V, 2), que l'emploi des machines dans les petites exploitations était « largement répandu et augmentait fortement... et que le semoir à lignes se rencontrait souvent (*sic*) même dans les très petites exploitations. Il en est de même des faucheuses et autres machines » (S. 63 ; p. 151 de la traduction russe). Et si le lecteur se reporte à l'article de David **, il constatera que ce dernier prend les *chiffres absolus* du nombre d'exploitations employant des machines, et non leur proportion par rapport au total des exploitations du groupe donné (comme le fait, bien entendu, Kautsky).

Confrontons ces chiffres, relatifs à l'ensemble de l'Allemagne pour 1895 ***.

---

* *Mensuel socialiste* [67].

** Le livre de David *Le socialisme et l'économie rurale* (Saint-Pétersbourg 1906) reprend ce procédé erroné (p. 179). (Note de Lénine à l'édition de 1908. *N.R.*)

*** *Statistik des Deutschen Reichs*, 112 Bd., S. 36.

Groupes d'exploitations	Nombre total des exploitations	Exploitations employant des:					
		semoirs	%	semoirs à lignes	%	faucheuses et moissonneuses	%
Moins de 2 hectares	3 236 367	214	0,01	14 735	0,46	245	0,01
De 2 à 5 »	1 016 318	551	0,05	13 088	1,29	600	0,06
De 5 à 20 »	998 804	3 252	0,33	48 751	4,88	6 746	0,68
De 20 à 100 »	281 767	12 091	4,29	49 852	17,69	19 535	6,93
100 hectares et plus	25 061	12 565	50,14	14 366	57,32	7 958	31,75
Total. . .	5 558 317	28 673	0,52	140 792	2,54	35 084	0,63

Comme ces chiffres confirment bien les paroles de David et de Hertz, que les semeuses et les faucheuses se rencontrent « souvent même dans les très petites exploitations »! Et quand Hertz « conclut » que, « du point de vue statistique, l'affirmation de Kautsky ne résiste pas à la moindre critique », de quel côté, je vous le demande, observons-nous de véritables procédés de feuilletonniste ?

Il faut noter à titre de curiosité qu'en niant la supériorité de la grande culture pour l'emploi des machines, en niant le fait qui en découle, que le petit cultivateur travaille trop et consomme insuffisamment, les « critiques » s'infligent cependant à eux-mêmes un démenti impitoyable lorsqu'ils ont à examiner l'état de choses réel (et oublient leur « tâche essentielle » qui est de réfuter le marxisme « orthodoxe »). « La grande exploitation, dit par exemple M. Boulgakov dans son second volume (p. 115), travaille toujours à grand renfort de capitaux par rapport à la petite exploitation et, pour cette raison, donne naturellement la préférence aux facteurs mécaniques de la production, plutôt qu'« au travail manuel ». Que M. Boulgakov, en sa qualité de « critique », penche, à la suite de MM. Strouvé et Tougan-Baranovski, en faveur de l'économie vulgaire et oppose les « *facteurs* » mécaniques « de la production » aux forces vives, cela est en effet absolument « naturel ». Mais était-il naturel qu'il niât si imprudemment la supériorité de la grande exploitation ?

La concentration dans la production agricole n'est

jamais nommée par M. Boulgakov autrement que « la loi mystique de concentration », etc. Mais voilà qu'il a affaire à des données anglaises, et il se trouve que la tendance à la concentration des fermes a eu lieu depuis le milieu du siècle jusque vers 1879.

« Les petites exploitations ne produisant que pour leur consommation, écrit M. Boulgakov, se sont fondues en de plus grandes. *Cette* consolidation des lopins de terre n'est nullement le résultat du duel entre la grande et la petite culture (!?), mais vient du désir conscient (?!) des landlords d'augmenter leur rente en groupant plusieurs petites exploitations payant une rente très faible en une grosse exploitation susceptible de payer une rente considérable » (I, 239).

Vous comprenez, lecteur : ce n'est pas un duel entre la grande et la petite exploitation, mais l'éviction de cette dernière, peu rentable, par la première.

« Puisque l'agriculture est organisée sur un pied capitaliste, il est incontestable que, dans une certaine mesure, la grande culture capitaliste possède des avantages indubitables sur la petite culture capitaliste » (I, 239-240).

Mais si cela est incontestable, pourquoi M. Boulgakov fait-il et a-t-il fait tant de bruit (dans le *Natchalo*) contre Kautsky, qui *commence* son chapitre sur la grande et la petite production (dans la *Question agraire*) en déclarant : « Plus l'agriculture devient capitaliste, plus s'affirme une différence qualitative entre la technique de la grande et de la petite production. »

Mais ce n'est pas seulement la période d'essor de l'agriculture anglaise, c'est aussi la période de crise qui conduit à des conclusions défavorables à la petite exploitation. Les comptes rendus des commissions parus ces dernières années « montrent avec une persistance étonnante que la crise a eu les effets les plus désastreux surtout pour les petits cultivateurs » (I, 311).

« Leurs maisons, dit un de ces comptes rendus en parlant des petits propriétaires, sont au-dessous de la moyenne des cottages ouvriers... Leur travail à tous est étonnamment dur et sensiblement plus long que celui des ouvriers; beaucoup d'entre eux disent que leur situation matérielle est loin d'être aussi avantageuse que celle des ouvriers,

qu'ils vivent moins bien et mangent rarement de la viande fraîche »...

« Les yeomen, accablés d'hypothèques, périrent les premiers » (I, 316)...

« Ils économisent sur tout comme ne le font que peu d'ouvriers »...

« Les petits fermiers s'en tirent aussi longtemps qu'ils profitent du travail non payé des membres de leur famille »...

« Il est à peine besoin d'ajouter que la vie du petit fermier est infiniment plus dure que celle de l'ouvrier » (I, 320-321).

Nous avons reproduit ces extraits afin que le lecteur puisse juger de la justesse de la conclusion suivante de M. Boulgakov :

« La ruine implacable des exploitations qui se sont maintenues jusqu'à l'époque de la crise agraire prouve seulement (!!) que les petits producteurs, en pareil cas, succombent plus vite que les grands, rien de plus (*sic*). Tirer de là une conclusion générale quelconque relativement à leur vitalité économique en général est absolument impossible, car à cette époque toute l'agriculture anglaise a fait fiasco » (I, 333).

N'est-ce pas beau, en vérité ? Et M. Boulgakov, dans le chapitre sur les conditions générales du développement des exploitations paysannes, va même jusqu'à généraliser ce remarquable procédé de raisonnement.

« La baisse rapide des prix a une répercussion désastreuse sur toutes les formes (toutes les formes?) de production, mais naturellement la production paysanne, la plus faible en capitaux, résiste moins que la grande production (ce qui n'affecte en rien sa vitalité générale) » (II, 247).

Donc, dans la société capitaliste, les exploitations faibles en capitaux sont moins résistantes, mais cela n'affecte en rien leur vitalité « générale » !

M. Hertz n'a pas plus d'esprit de suite dans ses raisonnements que M. Boulgakov. Il « réfute » (par les procédés caractérisés plus haut) Kautsky, mais lorsqu'il s'agit de l'Amérique, il reconnaît la supériorité de ses exploitations plus étendues, qui permettent « d'employer les machines dans une mesure bien plus large que ne le permet notre culture parcellaire » (S. 36 ; p. 93 de la traduction russe) ;

il reconnaît que « le paysan d'Europe exploite souvent avec des procédés vieillis, routiniers, s'échine (*robotend*) comme l'ouvrier pour gagner son morceau de pain sans désirer d'amélioration » (*Ibid.*). Hertz reconnaît d'ailleurs en général que « la petite production emploie relativement plus de travail que la grande » (S. 74 ; p. 177 de la traduction russe). Il aurait pu partager avantageusement avec M. Boulgakov les données relatives à l'augmentation des récoltes grâce à l'introduction de la charrue à vapeur (S. 67-68 ; pp. 162-163 de la traduction russe), etc.

L'inconsistance des conceptions théoriques de nos critiques relativement au rôle des machines agricoles s'accompagne naturellement chez eux de la répétition lamentable des conclusions purement réactionnaires des agrariens hostiles aux machines. Il est vrai que Hertz est encore très indécis sur ce point délicat ; parlant des « difficultés » que l'agriculture oppose à l'emploi des machines, il fait remarquer ceci : « Il est une opinion d'après laquelle le paysan dispose en hiver de tant de loisirs que le battage à la main est plus avantageux » (S. 65 ; pp. 156-157 de la traduction russe). Avec la logique qui lui est propre, Hertz est visiblement porté à en conclure que ce fait parle non pas contre la petite production, ni contre les obstacles que le capitalisme oppose à l'emploi des machines, mais contre les machines ! Aussi, M. Boulgakov lui reproche-t-il, non sans raison, d'être « trop lié par l'opinion de son parti » (II, 287). Le professeur russe est, bien entendu, au-dessus de ces « liaisons » humiliantes et déclare fièrement : « Je suis assez affranchi du préjugé si répandu, surtout dans la littérature marxiste, d'après lequel toute machine constituerait un progrès » (I, 48). Malheureusement, les conclusions concrètes ne correspondent nullement à l'envolée de la pensée dans cet admirable raisonnement. « La batteuse à vapeur, écrit M. Boulgakov, qui a privé de leur gagne-pain d'hiver un grand nombre d'ouvriers, a certainement été pour ces derniers un mal considérable, qui n'est pas compensé par les avantages techniques *. Ce fait est signalé

* Cf. t. 1, p. 51 « ... La batteuse à vapeur... exécute le principal travail de la période d'hiver, déjà si pauvre en ouvrage (aussi l'utilité de cette machine pour l'ensemble (*sic*) de l'agriculture est-elle plus que douteuse ; nous retrouverons encore ce fait) ».

entre autres par Goltz, qui va même jusqu'à émettre un vœu utopique » (II, 103), celui de *limiter* l'emploi de la batteuse, surtout à vapeur, « afin d'améliorer la situation des ouvriers agricoles, ajoute Goltz, ainsi que pour diminuer l'émigration et les migrations » (ajoutons pour notre part, que par migrations Goltz entend probablement l'exode vers les villes).

Rappelons au lecteur que c'est précisément cette idée de Goltz que Kautsky a signalée dans sa *Question agraire.* Aussi ne sera-t-il pas sans intérêt de comparer sur une question concrète d'économie (le rôle des machines) et de politique (en limiter l'emploi) l'opinion de l'orthodoxe étroit embourbé dans les préjugés marxistes, et celle du critique moderne qui s'est très bien assimilé l'esprit du « criticisme ».

Kautsky dit (*Agrarfrage*, S. 41) que Goltz attribue à la batteuse une influence « particulièrement néfaste » : elle prive les ouvriers agricoles de leur principale occupation d'hiver, les chasse à la ville et aggrave le dépeuplement des campagnes. Et Goltz propose de limiter l'emploi de la batteuse ; il le propose, ajoute Kautsky, « en apparence dans l'intérêt des ouvriers agricoles, et en réalité dans celui des propriétaires fonciers, pour lesquels », comme le dit Goltz lui-même, « le préjudice causé par cette limitation sera largement compensé — sinon aujourd'hui, du moins dans l'avenir — par l'augmentation du nombre des ouvriers pendant l'été ».

« Heureusement, continue Kautsky, cette bienveillance conservatrice pour les ouvriers n'est qu'une utopie réactionnaire. La batteuse est trop avantageuse « incontinent » pour que les propriétaires fonciers renoncent à l'employer en vue d'un bénéfice « dans l'avenir ». Aussi la batteuse continuera-t-elle son œuvre révolutionnaire ; elle chassera les ouvriers agricoles vers les villes, elle deviendra par suite un instrument puissant, d'une part, du relèvement des salaires dans les campagnes et, d'autre part, du développement persistant de la construction de machines agricoles. »

L'opinion de M. Boulgakov sur les formules données par un social-démocrate et par un agrarien est au plus haut point caractéristique : c'est un petit échantillon de la position occupée par toute la « critique » moderne en général

entre le parti du prolétariat et celui de la bourgeoisie. Bien entendu, le critique n'est pas assez étroit ni assez banal pour se placer au point de vue de la lutte de classes et du bouleversement révolutionnaire des relations sociales par le capitalisme. Mais, d'autre part, bien que notre critique se soit « assagi », les souvenirs de l'époque où il était « jeune et sot » et partageait les préjugés marxistes, l'empêchent d'adopter entièrement le programme de son nouveau camarade, l'agrarien qui, avec raison et avec une parfaite logique, passe du mal causé par la machine « *à toute* l'agriculture », au vœu de l'interdire ! Et notre bon critique se trouve dans la position de l'âne de Buridan entre deux bottes de foin : d'une part, il a perdu toute notion de la lutte de classes et est capable à présent de parler du mal causé par les machines « *à toute* l'agriculture », oubliant que *toute* l'agriculture moderne est dirigée principalement par des entrepreneurs qui ne pensent qu'à leur profit ; il a si bien oublié « les années de jeunesse » où il était marxiste qu'il pose la plus absurde des questions, celle de savoir si les avantages techniques de la machine « compensent » son action néfaste sur les ouvriers (or, cette action néfaste n'est pas seulement celle de la batteuse à vapeur, mais celle aussi de la charrue à vapeur, de la faucheuse, du trieur, etc.). Il ne se doute même pas que l'agrarien ne cherche au fond qu'à asservir davantage l'ouvrier en été comme en hiver. Mais, d'autre part, il se rappelle vaguement le préjugé « dogmatique » périmé d'après lequel l'interdiction de la machine est utopique. Pauvre M. Boulgakov, va-t-il se tirer de cette situation fâcheuse ?

Il est intéressant de noter que nos critiques, qui s'efforcent d'amoindrir de toutes manières l'importance des machines agricoles, en mettant même en avant une « loi de la fertilité décroissante du sol », ont oublié (ou refusé à dessein) de signaler la nouvelle révolution technique que l'électricité prépare dans l'agriculture. Par contre, Kautsky qui, d'après l'opinion plus qu'injuste de M. Maslov, « a commis une erreur essentielle en n'établissant pas dans quel sens se poursuit le développement des forces productives dans l'agriculture » (*Jizn*, 1901, n° 3, p. 171), Kautsky en 1899 déjà avait signalé l'importance de l'élec-

tricité dans l'agriculture (*Agrarfrage*). A l'heure actuelle, les signes avant-coureurs de la révolution technique prochaine se précisent davantage. On essaye de montrer théoriquement le rôle de l'électricité dans l'agriculture (voir Dr. Otto Pringsheim : *Landwirtschaftliche Manufaktur und elektrische Landwirtschaft*, *Brauns Archiv XV*, 1900, S.406-418 et l'article de K. Kautsky dans la *Neue Zeit* [68] XIX, 1, 1900-1901, n° 18, *Die Elektrizität in der Landwirtschaft*) ; on entend la voix de propriétaires-praticiens décrivant les expériences faites par eux pour appliquer l'électricité (Pringsheim cite le livre d'Adolphe Seiffergeld qui rapporte les expériences qu'il a faites dans son domaine) et qui voient dans l'électricité un moyen de rendre de nouveau l'agriculture lucrative, invitent le gouvernement et les propriétaires à créer des centrales électriques et à produire l'électricité en abondance pour les cultivateurs. (L'année dernière a paru à Kœnigsberg un livre dont l'auteur, P. Mack, est un propriétaire de la Prusse orientale : *Der Aufschwung unseres Landwirtschaftsbetriebes durch Verbilligung der Produktionskosten. Eine Untersuchung über den Dienst, den Maschinentechnik und Elektrizität der Landwirtschaft bieten* *.)

Pringsheim fait remarquer avec beaucoup de bon sens, à notre avis, que l'agriculture moderne, étant donné son niveau général technique et même économique, se rapproche davantage du stade de développement industriel que Marx appelait la « manufacture ». La prédominance du travail manuel et de la coopération simple, l'emploi sporadique des machines, les proportions relativement faibles de la production (si l'on considère, par exemple, la somme des produits vendus chaque année par une entreprise), le peu d'importance relative du marché dans la plupart des cas, la liaison de la grande production et de la petite (cette dernière, tout comme les artisans dans leurs rapports avec le gros patron de manufacture, fournit de la main-d'œuvre à la première, ou bien la première achète à la seconde des « produits semi-ouvrés » : ainsi les gros cultivateurs achètent aux petits leurs betteraves, leur bétail, etc.), tous ces

* P. Mack : L'essor de notre exploitation agricole par l'abaissement du coût de la production. Recherches sur les services que la mécanique et l'électricité rendent à l'agriculture. (*N.R.*)

indices prouvent effectivement que l'agriculture n'est pas encore parvenue au stade de la « grande industrie mécanique » au sens de Marx. L'agriculture ne possède pas encore « un système de machines » combinées en mécanisme de production.

Certes, il ne faut pas exagérer cette comparaison : d'une part, il est des particularités de l'agriculture qui sont absolument irréductibles (si on laisse de côté la possibilité, trop éloignée et trop problématique, de préparer en laboratoire l'azote et la pâtée). Ces particularités font que la grande production mécanique n'aura jamais dans l'agriculture *tous* les traits qu'elle a dans l'industrie. D'autre part, dans l'industrie, même dans la manufacture, la grande production a obtenu déjà la prédominance et un sensible avantage technique sur la petite. Cette supériorité, le petit industriel a longtemps essayé de la paralyser en allongeant la journée de travail et en réduisant les besoins, choses si caractéristiques de l'artisan rural et du petit cultivateur moderne. La prédominance du travail manuel dans la manufacture laissait encore à la petite production une chance de tenir en employant des moyens « héroïques » de ce genre, mais ceux qui s'en réjouissaient et parlaient de la vitalité de l'artisan (tout comme les critiques d'aujourd'hui parlent de la vitalité du paysan) furent très vite réfutés par la « tendance temporaire » qui paralyse la « loi universelle » du marasme technique. Rappelons, à titre d'exemple, les auteurs russes qui ont étudié la petite production textile dans la province de Moscou après 1870. Dans le tissage du coton, ont-ils dit, la cause du tisserand à main est perdue : la machine a pris le dessus ; par contre, dans le tissage de la soie, les artisans peuvent encore tenir, les machines sont encore loin d'être perfectionnées. Deux décades se sont écoulées depuis, et la technique a encore enlevé au petit producteur un de ses derniers refuges, en faisant ainsi entendre — à ceux qui ont des oreilles pour écouter et des yeux pour voir — que l'économiste doit toujours regarder en avant, du côté du progrès technique, sinon il se trouvera immédiatement en retard, car quiconque ne veut pas regarder en avant, tourne le dos à l'histoire : ici il n'y a et il ne peut y avoir de milieu.

« Les auteurs qui, comme Hertz, ont étudié la concur-

rence entre la grande et la petite production dans l'agriculture, sans tenir compte du rôle de l'électricité, devront reprendre à zéro leur étude », a fait remarquer avec beaucoup de justesse Pringsheim, et sa remarque s'applique avec plus de force encore aux deux volumes de Boulgakov.

L'énergie électrique coûte moins cher que la vapeur, elle est plus facilement divisible, beaucoup plus susceptible d'être transmise à de très grandes distances, et la marche des machines est plus régulière, plus normale ; aussi l'électricité est-elle plus aisément applicable au battage, au labour, à la traite des vaches, à la coupe des fourrages *, etc. Kautsky décrit un des latifundia de Hongrie ** où l'énergie électrique fournie par une centrale est distribuée dans toutes les directions jusque dans les parties éloignées du domaine, mettant en mouvement les machines agricoles, coupant les betteraves, élevant l'eau, donnant la lumière, etc., etc.

« Pour amener chaque jour 300 hectolitres d'eau d'un puits de 29 mètres de profondeur dans un réservoir de 10 mètres de hauteur et pour préparer la nourriture de 240 vaches, 200 veaux et 60 bœufs et chevaux de travail, c'est-à-dire pour couper et hacher la betterave, etc., il fallait en hiver 2 paires de chevaux et 1 paire en été, ce qui coûtait 1 500 gulden. Les chevaux sont remplacés aujourd'hui par deux moteurs de 3 et 5 CV qui reviennent, tous frais couverts, à 700 gulden, soit 800 gulden de moins » (Kautsky, *1. c.*).

Mack évalue une journée de travail d'un cheval à 3 marks; lorsque le cheval est remplacé par l'électricité, le même travail revient de 40 à 75 pfennigs, soit de 400 à 700% moins cher. Si, dans 50 ans ou plus, dit-il, les 1 3/4 million de chevaux employés dans l'agriculture allemande étaient remplacés par la force électrique (en 1895, l'agriculture allemande employait aux champs 2,6 millions de chevaux + 1 million de bœufs + 2,3 millions

* Je le signale à l'audacieux M. Boulgakov, qui déclare hardiment et sans fondement « que dans l'agriculture, il y a des branches, telles que l'élevage, qui ne sont pas du tout accessibles aux machines » (I, 49).

** Encore une fois pour M. Boulgakov, qui prétend que « la grande exploitation dégénère en latifundia » !

de vaches ; dans le nombre, les exploitations de plus de 20 ha employaient 1,4 million de chevaux + 0,4 million de bœufs), cela diminuerait les dépenses de 1 003 millions de marks à 261 millions, soit de 742 millions de marks. La surface énorme qui sert à nourrir le bétail pourrait être utilisée pour produire des vivres, pour améliorer la nourriture des ouvriers, auxquels M. Boulgakov fait un épouvantail de la « diminution des dons de la nature », de la « question du blé », etc. Mack recommande instamment d'unir l'agriculture à l'industrie pour obtenir une exploitation continue de l'énergie électrique ; il recommande de creuser un canal en Mazurie qui fournirait l'électricité à 5 centrales, lesquelles distribueraient l'énergie aux cultivateurs à 20 ou 25 kilomètres à la ronde ; il recommande d'employer à cet effet la tourbe ; il préconise le groupement des cultivateurs. « Une union coopérative avec l'industrie et le gros capital est le seul moyen de rendre à nouveau lucrative notre branche de production » (Mack, S. 48). Bien entendu, l'application des nouveaux procédés de travail connaîtra une foule d'obstacles et progressera non pas en ligne droite, mais par zigzags ; mais elle progressera et l'agriculture sera révolutionnée, cela est hors de doute. « Le remplacement de la majeure partie des attelages par des moteurs électriques, dit avec raison Pringsheim, indique que le système mécanique est possible dans l'agriculture... Ce que la force de la vapeur n'a pas pu réaliser, l'électricité le réalisera sûrement : l'agriculture, du stade de la manufacture, passera à celui de la grande production moderne » (*l.c.*, p. 414).

Nous ne nous attarderons pas à montrer quelle gigantesque victoire pour la grande production sera (elle l'est déjà en partie) l'introduction de l'électricité dans l'agriculture : c'est un fait trop évident pour que nous ayons à y insister. Voyons plutôt quelles sont les exploitations modernes qui possèdent les germes du « système de machines », que la centrale électrique mettra en mouvement. Car pour avoir un système de machines, il faut d'abord observer diverses machines au travail, il faut des exemples d'emploi combiné de beaucoup de machines. Une réponse à cette question est fournie par le recensement agricole allemand du 14 juin 1895. Nous possédons des données sur le nombre des ex-

ploitations de chacun des groupes employant des machines à elles ou louées (M. Boulgakov se trompe lorsqu'il reproduit à la page 114 de son second volume une partie de ces données, croyant qu'elles se rapportent au nombre des *machines*. Au fait, les renseignements sur le nombre des exploitations employant des machines à elles ou louées présentent naturellement la supériorité de la grande production comme moins importante qu'elle n'est en réalité. Les gros cultivateurs ont plus souvent des machines à eux que les petits, qui paient le prix fort pour leur location). Ces données concernent l'emploi soit des machines en général, soit de telle ou telle espèce de machines, de sorte que nous ne pouvons pas établir le *nombre* des machines employées par les exploitations des divers groupes. Mais en additionnant dans chaque groupe les exploitations employant chaque espèce particulière de machines, nous obtiendrons *le nombre de cas d'emploi* de toutes les machines agricoles. Voici les données classées de cette façon, montrant comment se forme le « système des machines » dans l'agriculture.

Groupes	PAR 100 EXPLOITATIONS:	
	Proportion des exploitations employant des machines agricoles en général (1895)	Cas d'emploi de telle ou telle espèce de machines (1895)
Moins de 2 hectares	2,03	2,30
De 2 à 5 hectares	13,81	15,46
De 5 à 20 hectares	45,80	56,04
De 20 à 100 hectares	78,79	128,46
100 hectares et plus	94,16	352,34
Total	16,36	22,36

Donc, parmi les petites exploitations de moins de 5 hectares (elles forment plus des 3/4 du total : 4,1 millions sur 5,5, soit 75,5% ; mais elles n'occupent que 5 millions d'hectares sur 32,5 millions, soit 15,6%), le nombre des *cas* d'emploi de machines agricoles en général (y compris des machines de laiterie) est tout à fait infime. Parmi les exploitations moyennes (de 5 à 20 ha), moins de la moitié se servent de machines agricoles en général et, sur 100 d'en-

tre elles, on les rencontre dans 56 cas seulement. Par contre, dans la grande production capitaliste * nous constatons que *la plupart* des exploitations (des 3/4 aux 9/10) se servent de machines et qu'*il commence à s'y former un système de machines* : plus d'un cas d'emploi par exploitation. Il y a par conséquent plusieurs machines dans une même exploitation : ainsi les exploitations de plus de 100 ha emploient chacune *environ 4 machines* (352% contre 94% des exploitations employant des machines en général). Sur 572 latifundia (domaines de 1 000 ha et plus), 555 employaient des machines, et le nombre des cas d'emploi est de 2 800, c'est-à-dire que *chacun* emploie *5 machines*. On voit par là quelles sont les exploitations qui préparent la révolution « électrique » et quelles sont celles qui en profiteront le plus.

IV

COMMENT SUPPRIMER L'OPPOSITION ENTRE LA VILLE ET LA CAMPAGNE. QUESTIONS PARTICULIÈRES SOULEVÉES PAR LES «CRITIQUES»

De Hertz passons à M. Tchernov. Puisque ce dernier ne fait que « discuter » du premier, nous nous bornerons ici à caractériser brièvement les procédés de raisonnement de Hertz (et les procédés dont use M. Tchernov pour le paraphraser) ; dans le chapitre suivant, nous examinerons certains faits nouveaux mis en avant par les « critiques ».

Que représente Hertz comme théoricien ? *Un seul* exemple suffira pour le montrer. Au commencement de son livre, nous trouvons un paragraphe portant ce titre prétentieux : « La notion de capitalisme national ». Hertz prétend ni plus ni moins donner la définition du capitalisme.

« Nous pouvons, bien entendu, écrit-il, le caractériser comme un système d'économie nationale fondé *juridiquement* sur les principes entièrement réalisés de la liberté

* Les exploitations de plus de 20 ha sont au nombre de 0,3 million seulement sur 5,5 millions, soit 5,5 % de l'ensemble ; mais elles détiennent 17,7 millions d'hectares sur 32,5, soit 54,4% de la surface agricole.

de l'individu et de la propriété, *techniquement* sur la production dans de vastes (grandes ?) dimensions *, *socialement* sur la séparation des moyens de production et des producteurs immédiats, *politiquement*, sur la possession par les capitalistes du pouvoir politique central (de la force politique concentrée de l'Etat ?), tout cela par suite de la seule base économique de la répartition de la propriété » (p. 37 de la traduction russe).

Ces définitions sont incomplètes, elles doivent être limitées, dit Hertz : par exemple, le travail à domicile et les petits fermages subsistent encore partout à côté de la grande production. « Egalement inadéquate est la définition *réelle* (*sic*) du capitalisme comme système où la production se trouve sous le contrôle (la domination et le contrôle) des « capitalistes » (des détenteurs de capitaux) ».

N'est-elle pas admirable cette définition « réelle » du capitalisme comme domination des capitalistes ? Et comme elle est caractéristique, cette mode actuelle, quasi-réaliste, mais en fait éclectique, tendant à énumérer tous les indices et tous les « facteurs ». Cette prétention absurde de faire entrer dans une idée générale tous les indices particuliers de phénomènes isolés, ou au contraire « d'éviter une rencontre avec l'extrême variété des phénomènes », — prétention qui témoigne tout simplement d'une incompréhension élémentaire de ce qu'est la science, conduit naturellement le « théoricien » à ne pas voir la forêt derrière les arbres. Hertz, par exemple, a oublié des « détails » comme la production marchande et la transformation de la force de travail en marchandise ! Par contre, il a inventé la définition *génétique* suivante, que nous reproduirons in extenso pour le châtiment de l'auteur : « Le capitalisme, c'est un état de l'économie nationale où les principes de la libre circulation, de la liberté de l'individu et de la propriété ont atteint le niveau (relativement) le plus élevé, défini par le développement économique et les conditions empiriques de chaque économie

* M. Victor Tchernov (*Rousskoïé Bogatstvo*, n° 4, p. 132) traduit: « sur une production atteignant un haut degré de développement ». C'est ainsi qu'il a « compris » l'expression allemande : auf grosser Stufenleiter !!

nationale en particulier » (S. 10 ; pp. 38-39 de la traduction russe, qui n'est pas tout à fait exacte).

Bien entendu, M. Victor Tchernov copie et décrit avec une admiration enthousiaste ces bulles de savon ; de plus, il offre aux lecteurs de *Rousskoïé Bogatstvo*, au fil de trente grandes pages, l'«analyse» des types de capitalisme national. De cette analyse hautement édifiante on peut dégager une série d'indications extrêmement précieuses et nullement banales : par exemple, sur le « caractère indépendant, fier et énergique du Britannique », sur la « solidité » de la bourgeoisie anglaise et « les traits peu sympathiques » de sa politique extérieure, sur le « tempérament passionné et enthousiaste de la race latine » et sur la « ponctualité » allemande » (p. 152, n° 4 de *Rousskoïé Bogatstvo*). Le marxisme « dogmatique » est, bien entendu, définitivement anéanti par cette analyse.

Non moins foudroyante est l'analyse que fait Hertz des données relatives aux hypothèques. Du moins, M. Tchernov s'en montre ravi.

« Le fait est, écrit-il, que... les données de Hertz n'ont encore été réfutées par personne. Dans sa réponse au livre de Hertz, Kautsky s'étend très longuement sur certaines particularités «prouver, par exemple, les surenchères de Hertz. Jolies « particularités » !), *mais ne répond pas un mot* à l'argumentation de Hertz dans la question des hypothèques. (*Rousskoïé Bogatstvo*, n° 10, p. 217, souligné par M. Tchernov).

Comme on le voit par un renvoi à la page 238 du même fascicule du *Rousskoïé Bogatstvo*, M. Tchernov connaît la réponse de Kautsky (*Zwei Kritiker meiner Agrarfrage* dans la *Neue Zeit*, n° 18, p. 1, 1899-1900). M. Tchernov ne pouvait pas non plus ignorer que la revue qui avait publié cet article était interdite en Russie par la censure. D'autant plus significatif est, pour caractériser les mœurs de la « critique » moderne, le fait que les mots soulignés par M. Tchernov lui-même constituent une *contre-vérité flagrante*, car Kautsky *a répondu* sur la question des hypothèques « à Hertz, à David, à Bernstein, à Schippel, à Boulgakov et tutti quanti * » aux pages 472-477 de l'*ar-*

* Expression de Kautsky, *Neue Zeit*, p. 472.

ticle indiqué par M. Tchernov. C'est une obligation fastidieuse de rétablir la vérité déformée, mais quand on a affaire aux sieurs Tchernov, on ne saurait l'esquiver.

Bien entendu, Kautsky a répondu à Hertz par une raillerie, car dans cette question aussi Hertz a manifesté son incapacité ou son refus de comprendre le pourquoi des choses et son penchant à répéter les arguments rebattus des économistes bourgeois. Dans l'*Agrarfrage* de Kautsky, il s'agissait (pp. 88-89) de la concentration des hypothèques. « Les innombrables petits usuriers de campagne, écrivait Kautsky, sont de plus en plus refoulés au second plan, cédant la place aux grandes organisations capitalistes ou publiques centralisées qui monopolisent le crédit hypothécaire. » Kautsky énumère certains établissements capitalistes et publics de cette espèce, parle des sociétés de crédit foncier mutuel (*Genossenschaftliche Bodenkreditinstitute*), montre que *les caisses d'épargne*, les sociétés d'assurances et beaucoup de corporations (p. 89) mettent leurs fonds dans les hypothèques, etc. Ainsi, en Prusse, 17 sociétés de crédit mutuel ont émis en 1887 pour 1 650 millions de marks de feuilles d'hypothèques.

« Ces chiffres montrent déjà que la rente foncière est fortement concentrée *dans un petit nombre d'établissements centraux* (c'est nous qui soulignons), mais que cette concentration croît rapidement. En 1875, les banques hypothécaires allemandes ont émis pour 900 millions de marks de feuilles d'hypothèques ; en 1888, pour 2,5 milliards ; en 1892, cette somme s'élevait déjà à 3 400 millions concentrés dans les 31 banques (en 1875 dans 27) » (p. 89).

Cette concentration de la rente foncière indique nettement la concentration de la *propriété agraire.*

Non, répondent Hertz, Boulgakov, Tchernov et Cie ! « Nous constatons une tendance très marquée vers la décentralisation, le morcellement de la propriété » (*Rousskoïé Bogatstvo*, n° 10, p. 216), car « plus du quart du crédit hypothécaire est concentré entre les mains des établissements de crédit démocratique (*sic*), avec une foule de petits déposants » (*Ibid.*). Hertz, avec un zèle inouï, avec une série de tableaux à l'appui, s'applique à prouver que les *petits déposants* constituent le gros des déposants des caisses d'épar-

gne, etc. On se demande à quoi bon tout cela. Car Kautsky avait déjà parlé des sociétés de crédit mutuel et des caisses d'épargne (sans se figurer, comme le fait M. Tchernov, que ce sont là des établissements particulièrement « démocratiques »). Kautsky parle de la centralisation de la rente dans un petit nombre d'établissements centraux, et on lui signale la masse des petits déposants aux caisses d'épargne ! Et on appelle cela le « morcellement de la propriété » ! Mais quel rapport y a-t-il entre l'agriculture (il s'agit de la concentration de la rente) et le nombre des déposants dans une banque hypothécaire ? La grande fabrique cesse-t-elle de témoigner de la centralisation de la production du fait que ses actions sont réparties parmi une foule de petits capitalistes ? « Avant que Hertz et David m'aient renseigné, écrivait Kautsky dans sa réponse à Hertz, je n'avais pas la moindre idée de la source où les caisses d'épargne prenaient leur argent. Je pensais qu'elles opéraient avec les économies des Rotschild et des Vanderbilt. »

Au sujet du passage des hypothèques entre les mains de l'Etat, Hertz dit : « Ce serait là un très mauvais moyen de combattre le gros capital et, naturellement, un excellent moyen de dresser contre les auteurs de cette réforme l'armée immense et toujours croissante des petits propriétaires, et parmi eux des salariés agricoles surtout » (p. 29 ; p. 78 de la traduction russe. M. Tchernov le répète avec plaisir aux pages 217-218 de *Rousskoïé Bogatstvo*).

Voilà donc ces « propriétaires » dont Bernstein et Cie assurent que le nombre augmente ! répond Kautsky. C'est la bonne à tout faire avec ses 20 marks à la caisse d'épargne ! Il est bien vieux et bien rebattu, cet argument que l'on invoque contre les socialistes, d'après lequel leur « expropriation » dépouillerait l'immense armée des travailleurs. C'est Eugène Richter en personne qui a développé, avec un zèle tout particulier, cet argument dans une brochure publiée après l'abolition de la loi d'exception contre les socialistes [69] (et que les fabricants ont enlevée par milliers pour la distribuer gratuitement aux ouvriers). Dans cette brochure, Eugène Richter cite sa fameuse « économe Agnès », une pauvre couturière qui possédait quelques dizaines de marks à la caisse d'épargne et que les méchants socialistes dévalisèrent après s'être emparés du pouvoir et avoir nationalisé

les banques. Telle est la source où les Boulgakov *, les Hertz et les Tchernov puisent leurs arguments « critiques » !

« A cette époque, dit Kautsky à propos de la « fameuse » brochure d'Eugène Richter, Eugène Richter a été unanimement raillé par tous les social-démocrates. Et, aujourd'hui, il se trouve parmi ces derniers des gens qui, dans notre organe central (je crois que Kautsky vise les articles de David dans le *Vorwärts* [70]), chantent les louanges d'un ouvrage qui répète les mêmes idées : Hertz, nous exaltons tes exploits !

Pour le pauvre Eugène, sur le déclin de la vie, c'est un véritable triomphe et je ne peux m'empêcher de reproduire encore, pour lui faire plaisir, le passage suivant de Hertz, à la même page : « Nous voyons que le petit cultivateur, le propriétaire de maison à la ville, et surtout le gros propriétaire foncier sont expropriés par les classes inférieures et moyennes, dont l'effectif est principalement fourni par la population rurale » (Hertz, S. 29 ; p. 77 de la traduction russe. Paraphrasé avec ravissement dans *Rousskoïé Bogatstvo*, n° 10, pp. 216-217). «La théorie de David, d'après laquelle le capitalisme est « vidé » de son contenu (*Aushöhlung*) par les contrats collectifs concernant les salaires (*Tarifgemeinschaften*) et les coopératives de consommation, est maintenant dépassée. Elle pâlit devant l'expropriation — à la Hertz — des expropriateurs au moyen des caisses d'épargne. L'économe Agnès, que l'on croyait déjà morte, renaît à une nouvelle vie » (Kautsky, 1. c. p. 475), — et les « critiques » russes, conjointement avec les publicistes de *Rousskoïé Bogatstvo*, s'empressent de transplanter cette « économe Agnès » ressuscitée sur le sol russe pour confondre la social-démocratie « orthodoxe ».

Et voilà que M. Victor Tchernov, qui se pâme d'admiration devant les arguments d'Eugène Richter repris par Hertz, « exécute » à fond Kautsky dans les colonnes de *Rousskoïé Bogatstvo* et le recueil dédié à M. N. Mikhaïlovski sous le titre : *Au poste d'honneur*. Il serait injuste de ne pas relever quelques perles de cette « exécution ».

---

* M. Boulgakov avait usé des mêmes arguments contre Kautsky à propos des hypothèques dans *Natchalo* et, en allemand, dans les *Archives* de Braun.

« Kautsky reconnaît une fois de plus à la suite de Marx, écrit M. Tchernov dans le n° 8 de *Rousskoïé Bogatstvo*, p. 229, que le progrès de l'agriculture capitaliste a pour résultat l'appauvrissement du sol en substances nutritives : avec chaque produit la terre perd constamment quelque chose, qui s'en va à la ville et ne revient plus à la terre... Comme on le voit, dans la question des lois régissant la fertilité du sol, Kautsky répète lamentablement (*sic*) les paroles de Marx qui se fondait sur la théorie de Liebig. Mais lorsque Marx écrivait son premier volume, « la loi du rétablissement » de Liebig était le dernier mot de la science agronomique. Il s'est écoulé plus d'un demi-siècle depuis cette découverte. Toute une révolution s'est faite dans notre connaissance des lois de la fertilité du sol. Eh bien ? Toute la période qui a suivi Liebig, toutes les découvertes postérieures de Pasteur, de Wille, les expériences de Solari avec l'emploi de l'azote, les découvertes de Berthelot, de Hellriegel, de Wilfarth et de Vinogradski dans le domaine de la bactériologie du sol, tout cela est resté pour Kautsky lettre morte... » Cher M. Tchernov ! Il ressemble à s'y méprendre au Vorochilov de Tourguénev ; vous vous rappelez, dans *Fumée*, le jeune maître de conférences russe qui est allé faire un tour à l'étranger ; il était en général très taciturne, mais de temps en temps il lâchait la bonde, et il se mettait à débiter des dizaines et des centaines de noms savants et savantissimes, de noms rares et rarissimes. Tout juste notre savant M. Tchernov qui a complètement anéanti cet ignorant de Kautsky. Seulement, voilà... si nous consultions cependant le livre de Kautsky ? Si nous regardions au moins la table des matières ? Voici le chapitre IV : « L'agriculture moderne », paragraphe *d*) « engrais, *bactéries* ». Nous ouvrons au paragraphe *d*) et nous lisons :

« Au cours de la seconde moitié de la dernière décade, on a découvert que les plantes à gousses, à la différence des autres cultures, tirent presque toute leur réserve d'azote non pas du sol, mais de l'atmosphère et, loin d'appauvrir le sol en azote, l'enrichissent. Mais elles ne possèdent cette propriété que si le sol contient certains micro-organismes qui adhèrent à leurs racines. Là où ces micro-organismes font défaut, on peut, en pratiquant une inoculation appropriée, rendre les plantes à gousses capables de transformer un sol

pauvre en azote en un sol riche en azote et améliorer ainsi jusqu'à un certain point ce sol pour d'autres cultures. L'inoculation de bactéries aux plantes à gousses, jointe à l'emploi des engrais minéraux convenables (phosphates et sels de potasse) permet, en règle générale, d'obtenir de la terre, constamment et même sans fumier, les plus belles récoltes. Ce n'est que grâce à cette découverte que l'« exploitation libre » a acquis une base tout à fait solide » (Kautsky, pp. 51-52).

Mais qui donc a donné une base scientifique à cette découverte remarquable des bactéries accumulateurs d'azote ? — C'est Hellriegel...

Le tort de Kautsky, c'est d'avoir la mauvaise habitude (que l'on trouve aussi chez beaucoup d'orthodoxes à l'esprit borné) de ne jamais oublier que les membres d'un parti socialiste de combat doivent, même dans leurs ouvrages savants, ne pas perdre de vue le lecteur ouvrier, doivent s'efforcer d'écrire *avec simplicité*, sans ces artifices inutiles de style, sans ces signes apparents d'« érudition » qui charment tant les décadents et les représentants attitrés de la science officielle. Kautsky a donc préféré, ici encore, raconter en termes sensés et clairs, en quoi consistent les récentes découvertes agronomiques, sans citer des noms savants qui ne disent rien aux neuf dixièmes des lecteurs. Les Vorochilov agissent différemment : ils préfèrent déverser tout un sac de noms savants empruntés à l'agronomie, à l'économie politique, à la philosophie critique, etc., en camouflant le fond de la question sous un fatras pseudo-savant.

C'est ainsi que Vorochilov-Tchernov, en accusant faussement Kautsky d'ignorer les noms savants et les découvertes scientifiques, a bloqué, escamoté un épisode extrêmement intéressant et instructif de la critique à la mode, à savoir : l'attaque de l'économie bourgeoise contre l'idée socialiste de supprimer l'opposition entre la ville et la campagne. Le professeur Louis Brentano, assure, par exemple, que l'exode des paysans vers les villes a pour cause non pas les conditions sociales de l'heure, mais une *nécessité naturelle*, la fertilité décroissante du sol *. M. Boulgakov, à la suite de

* Voir l'article de Kautsky dans *Neue Zeit*, XIX, 2, 1900-1901, n° 27 : « Tolstoï und Brentano ». Kautsky compare au socialisme scientifique moderne la doctrine de L. Tolstoï, qui reste un observateur et un critique profond du régime bourgeois, malgré la naïveté réaction-

son maître, a déclaré déjà dans *Natchalo* (1899, mars, p. 29) que l'idée de supprimer l'opposition entre la ville et les campagnes n'« était que pure fantaisie » qui « provoquerait le sourire d'un agronome ». Hertz écrit dans son livre : « Certes, l'abolition de la distinction entre la ville et la campagne est l'aspiration fondamentale des anciens utopistes (et même du *Manifeste*), mais nous ne croyons pas cependant qu'un régime social comportant toutes les conditions nécessaires pour conduire la civilisation humaine vers les plus hauts buts accessibles abolisse réellement ces grands centres d'énergie et de civilisation que sont les grandes villes et, pour flatter un sentiment esthétique blessé, renonce à ces trésors abondants d'art et de science, sans lesquels le progrès est impossible » (p. 76. Le traducteur russe, p. 182, a trouvé moyen de traduire le mot *potenzirt* * par *potentiel*.! Quel malheur que ces traductions russes ! A la page 270, le même traducteur a traduit : *Wer isst zuletzt das Schwein* ? ** par « Qui est le cochon, en fin de compte ? ») Comme vous le

naire de sa théorie, et l'économie bourgeoise, dont l'« as » Brentano (qui, comme on le sait, est le maître de Strouvé, Boulgakov, Hertz et tutti quanti) donne une preuve de sa confusion la plus incroyable, en mélangeant les phénomènes de la nature et les phénomènes sociaux, l'idée du rendement et celle du profit, l'idée de la valeur et celle du prix, etc. « Cela est moins caractéristique pour Brentano lui-même, dit avec raison Kautsky, que pour *l'école* à laquelle il appartient. *L'école historique* de l'économie bourgeoise dans son état actuel considère la tendance à comprendre dans son ensemble le mécanisme social comme un stade dépassé (*überwundener Standpunkt*). D'après cette école, la science économique ne doit pas étudier les lois sociales et les ramener à un système cohérent ; elle doit se borner à établir un procès-verbal de tels ou tels faits sociaux du passé et du présent. Elle s'habitue ainsi à ne toucher que la surface des phénomènes. Et lorsque tel ou tel représentant de cette école cède néanmoins à la tentation d'examiner les bases plus profondes des phénomènes, il se voit absolument incapable de s'orienter et, dans son impuissance, il tourne et vire autour de la question. Dans notre parti aussi, une tendance se fait jour depuis quelque temps à substituer à la théorie de Marx non pas quelque autre théorie, mais l'absence de toute théorie (*Theorielosigkeit*) qui caractérise l'école historique, une tendance à rabaisser le théoricien au rôle de reporter. A ceux qui désirent un mouvement en avant énergique et cohérent vers un grand but, au lieu de sauter (*Fortwurschteln*) sans but d'un événement à l'autre, la confusion de Brentano, révélée par nous, doit servir d'avertissement contre les méthodes actuelles de l'école historique (p. 25).

* *Potenzirt* signifie, au sens figuré, abondant. (*N.R.*)

** « Qui mange le cochon, en fin de compte ? » (*N.R.*)

voyez, Hertz défend le régime bourgeois contre les « fantaisies » socialistes avec des phrases où il y a autant de « lutte pour l'idéalisme » que chez MM. Strouvé et Berdiaïev ! Mais la plaidoirie ne gagne rien à cette phraséologie idéaliste grandiloquente.

Les social-démocrates savent apprécier le mérite historique des grands centres d'énergie et de civilisation ; ils le prouvent par leur lutte implacable contre tout ce qui immobilise la population en général, les paysans et les ouvriers agricoles en particulier. Voilà pourquoi, à la différence des critiques, ils ne se laisseront jamais prendre à l'hameçon d'aucun agrarien qui brûle de procurer au « brave moujik » un « gagne-pain » d'hiver. Mais si nous reconnaissons franchement que dans la société capitaliste les grandes villes sont un élément de progrès, cela ne nous empêche nullement d'inclure dans notre idéal (et dans notre programme d'action, car nous laissons les idéaux irréalisables à MM. Strouvé et Berdiaïev) la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne. Il est faux que cela équivaille à renoncer aux trésors de la science et de l'art. Bien au contraire : c'est chose indispensable pour rendre ces trésors *accessibles à tout le peuple* ; pour combler l'abîme qui sépare de la civilisation des millions de ruraux, abîme que Marx a traité à juste titre « de l'abrutissement de la vie des champs [71] ». Et aujourd'hui que l'on peut transmettre à distance l'énergie électrique ; que la technique des transports a atteint un niveau permettant à moins de frais (par rapport à ceux d'aujourd'hui) de transporter des voyageurs à plus de 200 kilomètres à l'heure *, il n'existe absolument aucun obstacle technique qui empêche toute la population, répartie de façon plus ou moins égale sur l'ensemble du pays, de profiter des trésors de la science et de l'art accumulés au cours des siècles dans un petit nombre de centres.

Et si rien ne s'oppose à la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne (il ne faut naturellement pas se représenter cette suppression comme un acte unique,

* Si le projet de construction d'une telle ligne ferroviaire entre Manchester et Liverpool n'a pas été ratifié par le Parlement, c'est uniquement à cause de l'opposition intéressée des magnats des chemins de fer qui craignent de ruiner les anciennes compagnies.

mais comme toute une série de mesures), le « sentiment esthétique » n'est point seul à réclamer cette suppression... Dans les grandes villes, selon l'expression d'Engels, les gens étouffent dans leur propre fumier, et tous ceux qui le peuvent s'enfuient de la ville périodiquement à la recherche d'air pur et d'eau fraîche [72]. L'industrie, elle aussi, se disperse à travers le pays, car elle aussi a besoin d'eau pure. L'exploitation des chutes d'eau, des canaux et des rivières pour obtenir l'énergie électrique donnera un nouvel élan à cette « dispersion de l'industrie ». Enfin, *last but not least* *, l'utilisation rationnelle de matières aussi importantes pour l'agriculture que les ordures ménagères en général et les excréments humains en particulier, réclame aussi la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne. Et c'est contre ce point de la théorie de Marx et d'Engels que MM. les critiques se sont avisés de diriger leurs objections agronomiques (quant à faire l'analyse complète de la théorie exposée en grand détail par Engels dans son *Anti-Dühring* [73], MM. les critiques ont préféré s'en abstenir ; ils se sont bornés, comme toujours d'ailleurs, à paraphraser des fragments d'idées d'un Brentano). Voici quelle est la marche de leur raisonnement : Liebig a démontré qu'il fallait donner au sol exactement autant qu'on lui prenait. Il estimait donc que jeter à la mer et dans les fleuves les ordures des villes est un gaspillage insensé et barbare de substances qui sont nécessaires à l'agriculture. Kautsky partage la théorie de Liebig. *Mais* l'agronomie moderne a démontré qu'il était parfaitement possible de rétablir les forces productives du sol sans fumier animal, au moyen d'engrais artificiels, en inoculant aux plantes à gousses des bactéries capables de fixer l'azote, etc. *Par conséquent*, Kautsky et tous ces « orthodoxes » sont bel et bien des gens attardés.

Par conséquent, répondrons-nous, MM. les critiques commettent ici encore une de leurs innombrables et interminables *surenchères*. Après avoir exposé la théorie de Liebig, Kautsky a *aussitôt* fait remarquer que l'agronomie moderne a prouvé qu'il était parfaitement possible de « se passer complètement de fumier animal » (p. 50 *Agrarfrage* ; cf. le passage indiqué ci-dessus), mais il a ajouté que c'était

* Dernier point par le nombre, mais non par l'importance. (*N.R.*)

un *palliatif* à côté du gaspillage des excréments humains provoqué par le système actuel de nettoyage des villes. C'est ce point-là que les critiques auraient dû réfuter s'ils étaient capables de discuter sur le fond, et montrer que ce n'est pas un palliatif. Mais ils n'y ont pas même songé. Il va de soi que la possibilité de remplacer les engrais naturels par des engrais artificiels et le remplacement (*partiel*) qui se pratique déjà ne réfutent nullement cette vérité qu'il est irrationnel de jeter sans les utiliser les engrais naturels, en infectant les cours d'eau et l'air dans la banlieue des villes et autour des usines. Autour des grandes villes, il existe déjà des champs d'épandage qui utilisent avec un profit énorme pour l'agriculture les ordures des villes ; seulement c'est une portion infime de ces ordures qui est ainsi utilisée. Les engrais artificiels, dit Kautsky en répondant, à la page 211 de son livre, à l'objection selon laquelle l'agronomie moderne nie le fait que la ville exploite agronomiquement les campagnes, objection que MM. les critiques lui présentent comme une nouveauté, — les engrais artificiels « permettent de remédier à l'épuisement du sol, mais ces engrais artificiels doivent être employés en quantités croissantes, ce qui constitue pour l'agriculture un de ces nombreux désavantages *qui ne sont nullement une nécessité naturelle, mais ont pour cause les rapports sociaux existants* * ».

Les mots que nous avons souligné renferment le « clou » de la question, si soigneusement embrouillée par les critiques. Les auteurs qui, à l'instar de M. Boulgakov, cherchent à faire peur au prolétariat avec la « question du blé », plus terrible et plus grave que la question sociale ; qui s'enthousiasment pour la limitation artificielle des naissances sous prétexte que « la réglementation de l'accroissement de la population » devient « la condition économique essentielle » (*sic*) du bien-être des paysans (II, 261), que cette réglementation mérite « le respect » et que « l'accroissement de la population paysanne provoque chez les moralistes sentimentaux (! ?) « beaucoup d'indignation hypocrite » (hypo-

* Bien entendu, les engrais artificiels, dit Kautsky plus loin, ne disparaîtront pas avec la chute du capitalisme, mais ils enrichiront le sol de substances spéciales, au lieu de remplir *toute* la tâche du rétablissement de la fertilité du sol.

crite seulement ? et non point une indignation légitime contre le régime social moderne ?), « comme si l'excès de lubricité (*sic*) était par elle-même une vertu » (*Ibid.*), de tels auteurs doivent naturellement et inévitablement s'efforcer de laisser dans l'ombre les obstacles que le *capitalisme* oppose au progrès agricole, afin de rendre responsable de tout la loi naturelle de « la fertilité décroissante du sol », et de représenter la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne comme « une pure fantaisie ». De quelle légèreté sans bornes faut-il que les Tchernov soient doués pour reprendre des raisonnements semblables et pour reprocher en même temps aux critiques du marxisme « leur manque de principes, leur éclectisme et leur opportunisme » (*Rousskoïé Bogatstvo*, n° 11, p. 246) ? ! M. Tchernov reprochant aux autres leur manque de principes, leur opportunisme, peut-il y avoir rien de plus comique que ce spectacle ?

Tous les autres exploits critiques de notre Vorochilov sont identiques à celui que nous venons d'analyser.

Lorsque Vorochilov vous assure que Kautsky ne comprend pas la différence entre le crédit capitaliste et l'usure, qu'il ne peut pas ou ne veut pas comprendre Marx, lorsqu'il parle du paysan exerçant les fonctions d'entrepreneur et, en cette qualité, jouant à l'égard du prolétariat un rôle semblable à celui du fabricant, lorsque Vorochilov se frappe la poitrine et s'écrie : « Je le dis sans hésiter, car je sens (*sic*) sous mes pieds un terrain solide » (*Au poste d'honneur*, p. 169), vous pouvez être tranquille : Vorochilov de nouveau ment odieusement et se vante non moins odieusement. Il « n'a pas remarqué » dans le livre de Kautsky les passages consacrés à l'usure en tant que telle (*Agrarfrage*, pp. 11, 102-104, surtout les pages 118, 290-292) et il enfonce de toutes ses forces une porte ouverte en criant, comme il se doit, au « formalisme doctrinaire », à la « sécheresse morale » de Kautsky, au mépris que l'on voue à la souffrance humaine », etc. Quant aux fonctions d'entrepreneur accomplies par le paysan, c'est là chose étonnamment ingénieuse qui, visiblement, dépasse le niveau d'intelligence de Vorochilov. Nous essaierons cependant, dans le chapitre suivant, de la lui expliquer par des exemples éminemment concrets.

Lorsque Vorochilov veut prouver qu'il est le vrai champion des « intérêts du travail » et qu'il fulmine contre Kaut-

sky pour avoir « chassé des rangs du prolétariat une multitude d'ouvriers authentiques » (*Ibid.*, p. 167) : *Lumpenproletariat*, domestiques, artisans, etc., sachez que Vorochilov donne le change. Kautsky analyse ici les indices caractéristiques du « prolétariat moderne » qui a créé « le mouvement social-démocrate prolétarien » moderne (*Agrarfrage*, S. 306), et Vorochilov et consorts n'ont pas encore jusqu'à ce jour fait la découverte que les va-nu-pieds, les artisans ou les domestiques ont créé le mouvement social-démocrate. Quant à croire Kautsky capable de « chasser » des rangs du prolétariat les domestiques (qui, en Allemagne, commencent en ce moment à adhérer au mouvement), les artisans, etc., ce reproche montre, dans toute son étendue, le cynisme des Vorochilov, qui manifestent d'autant plus volontiers leur sympathie pour les « ouvriers authentiques » que ces phrases ont moins d'importance pratique et qu'il y a moins de danger à s'en prendre à la *seconde partie* de la *Question agraire*, interdite par la censure russe. Au reste, en fait de cynisme, voici encore d'autres perles : en louant MM. N.-on [74] et Kabloukov sans dire un mot de la critique marxiste qui les vise, M. Tchernov demande en même temps avec une naïveté affectée : « Quels sont leurs « camarades » russes dont parlent les social-démocrates allemands? » Vous ne croyez pas que de pareilles questions soient soulevées dans *Rousskoïé Bogatstvo* ? Eh bien, consultez le n° 7, p. 166.

Lorsque Vorochilov assure que les « prédictions » d'Engels, disant que le mouvement ouvrier belge n'aboutirait pas à cause de l'influence du proudhonisme [75], « ont été démenties », sachez que Vorochilov déforme de nouveau les choses étant trop certain de son « irresponsabilité », pour ainsi dire. Voici ses paroles :

« Ce n'est pas sans raison que la Belgique ne fut jamais marxiste orthodoxe, et ce n'est pas sans raison qu'Engels, mécontent d'elle, a prophétisé que le mouvement belge, par suite de l'influence des « principes proudhoniens », irait « *von nichts durch nichts zu nichts* *. Hélas ! Ses prédictions ont été démenties, et le mouvement belge, par sa largeur et son ampleur, est devenu à l'heure actuelle un modèle où bien

* « De rien à rien par rien ». (*N.R.*)

des pays « orthodoxes » ont beaucoup à apprendre » (*Rousskoïé Bogatstvo*, n° 10, p. 234).

Voici ce qui s'est passé : en 1872 (soixante-douze !) Engels a eu dans le journal social-démocrate *Volksstaat* [76] une polémique avec le proudhonien allemand Mühlberger et, s'élevant contre l'exagération de la valeur du proudhonisme, il écrivait :

« Le seul pays où le mouvement ouvrier se trouve directement influencé par les « principes » de Proudhon est la Belgique, et c'est pourquoi ce mouvement, comme dit Hegel, va « de rien à rien par rien * ».

Donc, c'est une *contre-vérité flagrante* de prétendre qu'Engels aurait « prophétisé » ou « prédit » quoi que ce soit. Il n'a fait que *constater ce qui est*, c'est-à-dire ce qu'il y avait en 1872. Or, c'est un fait historique incontestable qu'à ce *moment-là* le mouvement belge piétinait sur place à cause justement de la domination du proudhonisme dont les chefs se prononçaient contre le collectivisme et rejetaient l'action politique indépendante du prolétariat. C'est en 1879 seulement que fut fondé le « parti socialiste belge », et c'est à partir de cette époque seulement que commence l'agitation en faveur du suffrage universel, agitation qui a marqué la victoire du marxisme sur le proudhonisme (reconnaissance de la lutte politique du prolétariat organisé en un parti de classe indépendant) et inauguré les grands succès du mouvement.

Le programme actuel du « parti ouvrier belge » a adopté (sans parler de certains points moins importants) *toutes* les idées maîtresses du marxisme. Et voilà qu'en 1887, dans la préface à la deuxième édition de ses articles sur la question du logement, Engels insiste particulièrement sur le « progrès prodigieux réalisé par le mouvement ouvrier international pendant les 14 dernières années ». Ce progrès est en rapports étroits, dit-il avec l'éviction du proudhonisme, qui était *alors* dominant, mais est *aujourd'hui* presque oublié. «En Belgique, fait remarquer Engels, les Flamands ont évincé les Wallons de la direction du mouvement, destitué (*abge-*

* Voyez la brochure *Zur Wohnungsfrage* (Question du logement, Zurich 1887 (*N.R.*), qui reproduit les articles publiés par Engels contre Mühlberger en 1872, avec une introduction datée du 10 janvier 1887. Le passage cité se trouve à la page 56 [77].

setzt) le proudhonisme et élevé puissamment le niveau du mouvement » (p. 4 de la même brochure, préface [78].) Maintenant on peut juger si *Rousskoïé Bogatstvo* a fidèlement rapporté les faits.

Lorsque Vorochilov... Mais assez ! Avec une revue légale qui peut chaque mois mentir sur le marxisme « orthodoxe » aussi impunément que contre un mort, nous n'aurons évidemment pas le dernier mot.

V

«LA PROSPÉRITÉ DES PETITES EXPLOITATIONS MODERNES AVANCÉES». EXEMPLE DE BADE*

Des détails, des détails ! s'écriait M. Boulgakov dans la revue *Natchalo* (n° 1, pp. 7 et 13) et ce slogan est répété des centaines de fois et sur tous les tons par tous les « critiques ».

Fort bien, Messieurs, entrons dans le détail.

Lorsque vous lanciez ce mot d'ordre contre Kautsky, la chose était tout à fait dénuée de sens, car l'objet principal de l'étude scientifique de la question agraire, encombrée par une infinité de détails incohérents, c'était de faire un tableau général de l'ensemble du régime agraire actuel dans son développement. Votre mot d'ordre ne faisait que masquer votre manque de principes scientifiques, votre crainte opportuniste de toute vision du monde cohérente, achevée. Et si vous n'aviez pas traité le livre de Kautsky à la Vorochilov, vous auriez pu en tirer une foule d'indications sur la façon d'utiliser les données de détail et de les mettre au point. Mais ces données de détail vous ne savez pas vous en servir : nous allons le prouver par une série d'exemples *choisis par vous-mêmes.*

---

* Les chapitres V-IX ont été publiés dans le journal *Obrazovanié* avec la note suivante de l'auteur : « Ces articles ont été écrits en 1901. La 1re partie a été publiée l'an dernier à Odessa en brochure (Edition *Bourévestnik*), la 2e partie est publiée pour la première fois. Chaque article forme plus ou moins un tout par lui-même. Leur thème commun : analyse de la critique dirigée contre le marxisme dans la littérature russe ». (*N.R.*)

Dans un article intitulé « Les barbares ruraux », dirigé contre Kautsky et publié dans la revue des sieurs Vorochilov : *Sozialistische* (? ?) *Monatshefte*, (IIIe année, 1899, cahier n° 2), E. David renvoie très solennellement à « *une des plus intéressantes et des plus substantielles monographies* » sur l'économie paysanne, parues ces derniers temps, celle de Moritz Hecht : *Drei Dörfer der Badischen Hard* * (Leipzig, 1895). Hertz s'est emparé de ce renvoi, a reproduit, à la suite de David, certains chiffres de ce « beau travail » (S. 68 ; p. 164 de la traduction russe) et a « recommandé instamment » (S. 69, p. 188 de la traduction russe) d'en prendre connaissance soit dans l'original, soit dans les extraits de David. M. Tchernov s'est empressé de paraphraser dans *Rousskoïé Bogatstvo* et David et Hertz, en opposant à Kautsky « les tableaux éclatants de la prospérité des petites exploitations paysannes modernes avancées » (n° 8, pp. 206-209) brossés par Hecht.

Adressons-nous donc à Hecht.

Hecht décrit trois villages badois situés à 4-14 kilomètres de Karlsruhe : Hagsfeld, Blankenloch et Friedrichsthal. Malgré les dimensions réduites des lots (de 1 à 3 hectares par exploitant), les paysans mènent une vie très aisée et cultivée et obtiennent des rendements extrêmement élevés. David (et Tchernov à sa suite) compare ces récoltes à la récolte moyenne d'Allemagne (en quintaux métriques par hectare : pommes de terre 150-160 et 87,8 ; seigle et froment 20-23 et 10-13 ; foin 50-60 et 28,6) et s'exclame : Vous m'en direz tant ! Les voilà, « les petits cultivateurs arriérés ». D'abord, répondrons-nous, puisqu'il n'est fait ici aucune comparaison de grandes et de petites exploitations placées dans des conditions égales, il est ridicule d'y voir un argument contre Kautsky. Il est encore plus ridicule de voir ce même M. Tchernov, qui à la page 229 du n° 8 de *Rousskoïé Bogatstvo* affirme que dans les « conceptions rudimentaires de Kautsky » (sur l'exploitation agronomique de la campagne par la ville) « les points noirs du capitalisme sont même exagérés », invoque à la page 209 *contre* Kautsky un exemple où cet obstacle capitaliste au progrès de l'agriculture *est écarté* du fait du caractère suburbain des villa-

* Trois villages du Hard badois (*N.R.*)

ges choisis. Alors que l'immense majorité de la population rurale perd une grande quantité d'engrais naturels à cause du dépeuplement des campagnes provoqué par le capitalisme et de la concentration de la population dans les villes, une infime minorité de paysans des banlieues tire de sa situation des avantages particuliers et s'enrichit au dépens des masses. Il n'est pas étonnant que, dans les villages décrits, les récoltes soient si élevées, s'ils achètent pour 41 000 marks par an de fumier des écuries militaires des garnisons de trois villes voisines (Karlsruhe, Bruchsal et Durlach) et de purin des égouts municipaux (Hecht, page 65), alors qu'ils achètent pour 7 000 marks seulement d'engrais artificiels *. Réfuter la supériorité technique de la grande exploitation par l'exemple de ces petites exploitations placées dans de semblables conditions, c'est prouver seulement son impuissance. En second lieu, est-il bien vrai que dans cet exemple il s'agisse de « petits cultivateurs authentiques » (*echte und rechte Kleinbauern*), comme le dit David et comme le répètent à sa suite Hertz et Tchernov ? Ils prennent pour base *uniquement* la superficie, montrant ainsi leur incapacité à utiliser les données de détail. Tout le monde sait que, pour un paysan de banlieue, une déciatine a autant de valeur que 10 déciatines pour un paysan éloigné de la ville et que le *type* d'exploitation est radicalement modifié par la proximité de la ville. Ainsi à Friedrichsthal, le plus pauvre en terre et le plus riche de ces villages suburbains, la terre vaut de 9 à 10 000 marks, *5 fois plus* que son prix moyen dans le duché de Bade (1 938 marks) et une *vingtaine de fois plus* que le prix de la terre dans certaines loca-

* Au fait, M. Tchernov assure les lecteurs de *Rousskoïé Bogatstvo* que, dans ces villages, il n'existe pas de « différenciation tant soit peu sensible » dans *l'étendue de terre possédée*. Mais si la nécessité d'une analyse détaillée n'était pas dans sa bouche une phrase creuse, il n'aurait pas oublié que, pour ces paysans de banlieue, la quantité de terre importe beaucoup moins que la quantité des engrais. Or, à cet égard, la différenciation est très sensible. C'est surtout dans le village de Friedrichsthal que les récoltes sont les plus abondantes et les paysans les plus riches, bien que ce village soit le plus pauvre en terre ; mais sur les 48 000 marks dépensés pour les engrais, il dépense pour sa part 28 000 marks, soit 108 marks par hectare pour une superficie de 258 hectares. Hagsfeld ne dépense que 30 marks par hectare (12 000 : 397 ha) ; Blankenloch n'en dépense que 11 (8 000 : 736 ha).

lités éloignées de la Prusse orientale. Par conséquent, par l'importance de leur production (seul indice exact de la grandeur d'une exploitation), ce ne sont pas du tout de « petits » cultivateurs. Quant au *type* de leur exploitation, nous constatons ici un très haut degré de développement de l'économie *monétaire* et de *spécialisation* de l'agriculture, comme Hecht le souligne avec force. Ils sèment du tabac (45 % de la superficie à Friedrichsthal), des pommes de terre de qualité supérieure (employées en partie comme semences, en partie pour la table des « notabilités » — Hecht, p. 17, à Karlsruhe) ; ils vendent dans la capitale du lait et du beurre, des porcs et des cochons de lait, achètent eux-mêmes du pain et du foin. L'agriculture a pris ici un caractère nettement commercial, et le paysan de banlieue est un *petit bourgeois* de la plus pure espèce. En sorte que si M. Tchernov avait réellement étudié les données de détail auxquelles il renvoie en seconde main, il aurait peut-être été un peu plus près de comprendre cette catégorie, aussi difficile pour lui, qu'est le caractère petit-bourgeois du paysan. (Cf. n° 7 de *Rousskoïé Bogatstvo*, p. 163.) Il est très curieux de constater que Hertz et M. Tchernov, qui se disent incapables de comprendre comment un paysan peut accomplir les fonctions d'entrepreneur, comment il peut figurer tantôt comme ouvrier et tantôt comme entrepreneur, invoquent une étude détaillée dont l'auteur dit nettement : « Le paysan du XVIIIe siècle, avec ses 8-10 hectares, était un paysan (« *était* un paysan », M. Tchernov!) et un travailleur manuel ; le petit paysan du XIXe siècle, avec ses 1-2 hectares, est un travailleur intellectuel, un entrepreneur, un marchand » (Hecht, S. 69 ; cf. S. 12 : « l'exploitant rural est devenu *marchand et entrepreneur* » (souligné par Hecht). Eh bien ! en « exécutant » Kautsky pour avoir confondu paysan et entrepreneur, Hertz et M. Tchernov n'ont-ils pas agi à la Vorochilov ?

L'indice le plus frappant de l'« entreprise » est l'emploi de la main-d'œuvre salariée. Et il est au plus haut point caractéristique que pas un des quasi-socialistes qui ont invoqué le travail de Hecht *n'a soufflé mot* de ce fait. Hecht lui-même, qui est un *Kleinbürger* * typique, on ne peut

* Petit bourgeois. (*N.R.*)

plus bien-intentionné, enchanté de l'esprit religieux des paysans, du « paternalisme » du gouvernement du grand-duché à leur égard et tout particulièrement d'une mesure aussi « importante » que l'organisation de cours culinaires, cherche naturellement à escamoter ces faits, à démontrer qu'il n'existe aucun « abîme social » ni entre les riches et les pauvres, ni entre le paysan et l'ouvrier agricole, ni entre le paysan et l'ouvrier de fabrique.

« Il n'existe pas de classe de *journaliers* agricoles, écrit Hecht. La plupart des paysans peuvent, eux-mêmes, avec l'aide de leur famille, exploiter leur terre ; bien peu, dans ces trois villages, ont besoin de main-d'œuvre salariée pendant la moisson ou pour le battage ; ces familles-là « invitent pour se faire aider » (« bitten »), selon l'expression de l'endroit, certains hommes ou femmes (qui ne se considèrent nullement comme des « journaliers »)-(page 31).

Rien d'étonnant à ce que dans les trois villages il y ait peu de paysans qui louent des journaliers, car, comme nous le verrons, beaucoup d'« exploitants » sont au fond des ouvriers industriels. Mais quelle est en particulier la proportion des paysans véritables qui emploient de la main-d'œuvre salariée ? Hecht ne le dit pas, il préfère remplir sa thèse de doctorat, consacrée à trois villages seulement (Hecht est lui-même originaire de l'un de ces villages) de raisonnements sur la haute moralité du travail assidu et de l'esprit d'épargne, plutôt que de données statistiques exactes sur les divers groupes de paysans. (C'est malgré cela, ou peut-être à cause de cela, que Hertz et David prônent tellement l'ouvrage de Hecht.) Nous apprenons seulement que le salaire des journaliers agricoles est plus bas que partout ailleurs dans le village le plus riche et le plus agricole, à Friedrichsthal, qui est le plus éloigné de Karlsruhe (14 kilomètres). A Friedrichsthal, un journalier touche 2 marks par jour, non nourri ; à Hagsfeld (4 kilomètres de Karlsruhe, localité habitée par des ouvriers de fabriques), 3 marks. Tel est l'un des facteurs de la « prospérité » de ces « petits cultivateurs authentiques », qui enchantent tant les critiques.

« Dans ces trois villages, nous apprend Hecht, il existe encore des rapports absolument patriarcaux entre patrons et *domestiques* (*Gesinde*=domestiques et ouvriers agricoles). Le « patron », c'est-à-dire le paysan possédant 3 ou 4 hectares

tutoie le et la domestique, les appelle par leur petit nom, et eux appellent le paysan « oncle » (*Vetter*) et la paysanne « tante » (*Base*) et leur disent « vous »... Les domestiques mangent avec la famille et sont considérés comme en faisant partie » (p. 93).

Mais sur la valeur du travail salarié dans les plantations de tabac si répandues dans cette région et qui exigent beaucoup de main-d'œuvre, le « très-savant » Hecht garde le silence. Seulement, comme il a cependant dit quelques mots du travail salarié, ce petit bourgeois bien-pensant doit tout de même être placé, par ses capacités d'appréciation des détails de l'enquête, au-dessus des Vorochilov du socialisme « critique ».

En troisième lieu, l'étude de Hecht a été invoquée pour réfuter le fait du surmenage et de la sous-alimentation des paysans. Là aussi nous constatons cependant que les critiques ont préféré *ne rien dire* des faits de ce genre, *signalés* par Hecht. Ce qui les a aidés, c'est la façon de concevoir le paysan « moyen », qui permet si souvent aux populistes russes et aux économistes bourgeois d'Occident d'exalter à ce point la situation des paysans. « En général », les paysans de ces trois villages sont très aisés, mais même la monographie très insuffisante de Hecht montre à l'évidence que, sous ce rapport, il faut absolument distinguer trois grands groupes. Environ un quart (ou 30 %) des exploitants (la plupart à Friedrichsthal et quelques-uns à Blankenloch) sont de petits bourgeois aisés, enrichis grâce à la proximité de la capitale, possédant une exploitation laitière lucrative (ils vendent 10 à 20 litres de lait par jour) et des plantations de tabac (un exemple : le produit brut de 1,05 hectare de tabac est de 1 825 marks), élevant des cochons pour la vente (on compte : à Friedrichsthal 497 éleveurs sur 1 140 habitants ; à Blankenloch 445 sur 1 684 habitants ; à Hagsfeld 220 sur 1 273 habitants), etc. Parmi cette minorité (à elle seule s'appliquent entièrement, à vrai dire, les indices de « prospérité » qui enchantent les critiques), l'emploi de la main-d'œuvre salariée se rencontre incontestablement assez souvent. Dans le groupe suivant, auquel appartiennent la plupart des exploitants de Blankenloch, la prospérité est déjà bien moindre : les engrais sont moins employés ; les récoltes moins bonnes ; il y a moins de bétail (à Friedrich-

sthal, le nombre des têtes de bétail (exprimé en gros bétail) est de 599 pour 258 ha ; à Blankenloch, 842 pour 736 ha, à Hagsfeld 324 pour 397 ha) ; les « salons » dans les maisons sont plus rares ; on ne mange pas de la viande tous les jours, loin de là ; enfin dans beaucoup de familles on constate un fait (que nous autres Russes connaissons bien) : le besoin d'argent les pousse à vendre du blé en automne et à en racheter au printemps *. Pour ce groupe, le centre de gravité se déplace constamment de *l'agriculture vers l'industrie* et, à l'heure actuelle, 103 paysans de Blankenloch travaillent à Karlsruhe comme ouvriers industriels. Ces derniers, avec presque toute la population de Hagsfeld, forment le troisième groupe (40-50 % du nombre total des familles). Ici, l'agriculture n'est plus qu'une occupation d'appoint à laquelle les femmes surtout consacrent leur temps. Le niveau de vie est plus élevé qu'à Blankenloch (grâce à l'influence de la capitale), mais la misère s'y fait déjà fortement sentir. On vend le lait et pour soi on achète « de la margarine moins chère » (p. 24). Le nombre de chèvres s'accroît rapidement : de 9 en 1855 à 93 en 1893.

« Cette augmentation, écrit Hecht, ne peut être expliquée que par la disparition des exploitations proprement paysannes et la dissolution (*Auflösung*) de la classe paysanne en une classe d'ouvriers industriels ruraux avec un régime agraire fortement parcellaire » (p. 27).

Nous dirons entre parenthèses que, même dans l'ensemble de l'Allemagne, le nombre de chèvres s'est considérablement accru : de 2,4 millions en 1882 à 3,1 millions en 1895. Cela montre clairement le revers de ce progrès des « paysans aisés » que célèbrent à ce point les Boulgakov et les « critiques » socialistes petits-bourgeois. La plupart des ouvriers font à pied trois kilomètres et demi pour venir à l'usine en ville, craignant de dépenser même un mark (48 kopecks)

* Au fait, le retard économique de Blankenloch s'explique, selon Hecht, par la prédomination de l'économie naturelle et par *l'existence de la commune* qui garantit à tout paysan âgé de 32 ans un lot de terre (36 ares-*Almendgut*), « qu'il soit paresseux ou travailleur, qu'il soit économe ou non » (p. 30). Cependant, Hecht est contre le partage des terres communales : c'est là, dit-il, une sorte d'établissement de prévoyance sociale (*Altersversorgung*) pour les ouvriers industriels âgés, dont le nombre grandit à Blankenloch.

par semaine en billets de chemin de fer. Cent cinquante ouvriers environ sur les 300 de Hagsfeld, trouvent même trop cher le dîner de « la cantine populaire », qui coûte 40 à 50 pfennigs, et se font porter à manger de chez eux. « Les pauvres femmes, dit Hecht, à 11 heures exactement, mettent le dîner dans une gamelle et le portent à l'usine » (p. 79). Quant aux ouvrières, elles sont elles aussi occupées à l'usine dix heures et touchent pour cela de 1,10 à 1,50 mark (les hommes 2,50 à 2,70 marks) et, lorsqu'elles travaillent aux pièces, 1,70 à 2 marks. « Quelques ouvrières cherchent à relever leur maigre salaire avec des travaux supplémentaires. Quatre filles de Blankenloch travaillent à Karlsruhe dans une papeterie et prennent du papier à domicile pour confectionner le soir des sacs de papier ; en une soirée de 8 à 11 heures (*sic*), elles font jusqu'à 300 sacs et touchent pour cela 45 à 50 pfennigs — supplément au maigre salaire du jour, pour payer le voyage en chemin de fer. A Hagsfeld, certaines femmes qui travaillaient dans des usines lorsqu'elles étaient jeunes filles, font un petit métier auxiliaire : les soirs d'hiver, elles polissent des objets d'argent (p. 36).

« L'ouvrier de Hagsfeld, dit Hecht avec admiration, a un domicile fixe non pas conformément à la loi de l'Empire, mais grâce à sa propre énergie ; il possède sa maison, qu'il n'a pas à partager avec des étrangers, il a son petit lopin de terre ; mais ce qui est bien plus important que cette possession véritable, c'est la conscience que tout cela il le doit à son propre labeur. L'ouvrier de Hagsfeld est en même temps ouvrier industriel et paysan. Ceux qui n'ont pas de terre en prennent à ferme au moins quelques parcelles, afin d'augmenter leur revenu *en utilisant leurs loisirs*. Si, en été, le travail à l'usine commence à 7 heures « seulement » (« seulement » !), l'ouvrier se lève à 4 pour buter dans son champ ses pommes de terre ou faire manger le bétail. Ou bien si, le soir, il rentre à 7 heures, comment occuper le temps, surtout en été ? Il travaillera donc encore une heure ou une heure et demie dans son champ ; car il ne cherche pas à tirer de la terre une grosse rente, il veut seulement bien (*sic*) utiliser sa force de travail »... Et il y a encore chez Hecht pas mal de phrases onctueuses de ce genre. Il termine son livre par ces mots :

« Le petit paysan et l'ouvrier de fabrique, se sont tous deux (*sic*) élevés au niveau d'une classe moyenne, et cela non pas par des mesures artificielles et coercitives, mais par leur assiduité au travail, leur propre énergie, la haute moralité qu'ils se sont faite »*.

« Les trois villages du Hardt badois sont aujourd'hui *une seule grande et vaste classe moyenne.* » (Souligné par Hecht.)

Que Hecht écrive ainsi, cela n'a rien d'étonnant, car c'est un apologiste bourgeois des plus vulgaires. Mais comment nommer ceux qui, se disant socialistes, bourrent le crâne aux autres, déguisent la réalité avec plus d'ardeur encore que ne le font Hecht et consorts. Ils baptisent progrès général la prospérité d'une minorité bourgeoise et escamotent la prolétarisation de la majorité tout en agitant cet épouvantail désuet qu'est la « conjonction de l'agriculture et de l'industrie ».

VI

LE RENDEMENT DE LA PETITE ET DE LA GRANDE EXPLOITATION. L'EXEMPLE DE LA PRUSSE ORIENTALE

Transportons-nous, pour changer, du midi lointain de l'Allemagne, plus près de la Russie, en Prusse orientale. Ici, nous possédons des statistiques *détaillées* extrêmement instructives, dont M. Boulgakov, qui réclamait des détails, n'a absolument pas su se servir.

« La comparaison des données concernant le rendement réel de la grande et de la petite exploitation, écrit-il, ne saurait résoudre la question de leurs avantages techniques ;

---

* Cette « haute moralité », Hecht en parle à foison. Comme M. Boulgakov, il est enchanté par « la politique clairvoyante du mariage », par « l'âpre assiduité », par « l'esprit d'épargne » et la « modération », il cite même l'adage paysan : *Man sieht nicht auf die Goschen* (*d. h. Mund*), *sondern auf die Groschen*, ce qui veut dire : On regarde moins à sa bouche qu'à sa bourse. Nous invitons le lecteur à comparer cet adage à la « doctrine » du professeur de Kiev, M. Boulgakov, disant que l'économie paysanne (n'ayant besoin ni de rente ni de bénéfice), est la « forme d'organisation de l'agriculture la plus avantageuse pour la société (*sic*) » (Boulgakov, I, 154).

car les exploitations comparées peuvent se trouver dans des conditions économiques différentes. Le plus que ces données peuvent faire, c'est confirmer dans les faits la conclusion négative d'après laquelle la grande production ne présente pas d'avantages techniques sur la petite, pas seulement en théorie, mais aussi, dans certaines conditions, dans la pratique. Ces comparaisons, on en a fait beaucoup dans la littérature économique, en tout cas assez pour saper chez le lecteur exempt de parti pris et de préjugés, la foi en la supériorité de la grande production en général » (I, 57-58).

L'auteur cite dans une note deux exemples. Le premier, c'est le travail d'Auhagen, qui a comparé en tout deux exploitations de 4,6 et 26,5 ha au Hanovre, cité par Kautsky dans l'*Agrarfrage* (S. 111) et par Hertz (S. 69 ; p. 166 de la trad. russe). Dans ce cas, la petite exploitation donne des récoltes plus élevées, et Auhagen lui trouve un rendement supérieur à celle de la grande exploitation ; mais Kautsky a déjà montré que ce rendement supérieur s'expliquait par la *sous-consommation* du petit cultivateur. Hertz a essayé de réfuter le fait, mais avec l'insuccès ordinaire. Comme Hertz est aujourd'hui traduit en russe et que la réponse de Kautsky est inconnue en Russie, nous indiquerons en deux mots le contenu de cette réponse (d'après l'article déjà cité de la *Neue Zeit*). Hertz, selon son habitude, a déformé l'argument de Kautsky, qui, soi-disant, n'aurait invoqué que le fait que le gros cultivateur envoyait son fils au lycée. En réalité, Kautsky n'a fait qu'illustrer par là un niveau de vie, et si Hertz avait reproduit *tout le budget* des familles mises en parallèle (toutes les deux se composent de 5 personnes), il aurait obtenu les chiffres suivants : 1 158 marks 40 pour le petit cultivateur et 2 739 marks 25 pour le gros. Avec un niveau de vie *égal* à celui de la grande exploitation, la petite donnerait un revenu *plus faible* ; d'après le calcul d'Auhagen, le petit cultivateur aurait 1 806 marks de revenu, soit 5,45 % du capital (33 651 marks), et le gros cultivateur 2 720 marks, soit 1,82 % du capital (149 559 marks). Retranchez la somme représentant la sous-consommation du petit cultivateur, et son revenu sera égal à *258 marks*, soit *0,80* % ! Cependant, le petit cultivateur dépense une somme de travail démesurément grande : dans la petite exploitation, il y a 3 ouvriers pour 4,6 hectares, soit 1 ouvrier par 1,5

hectare ; dans la grande 11 ouvriers (Hertz, S. 75 ; p. 179 de la trad. russe) pour 26,5 hectares, soit 1 ouvrier par 2,4 hectares. Et nous ne parlons pas du fait fort justement raillé par Kautsky, que le quasi-socialiste Hertz compare le travail des enfants du paysan moderne au glanage de Ruth [79] ! Quant à M. Boulgakov, il s'est borné à faire connaître les données sur le rendement, mais il *n'a soufflé mot* du niveau de vie du petit et du gros cultivateurs.

« Un autre exemple, poursuit notre partisan du détail, se trouve dans le récent ouvrage de *Karl Klawki* : *Ueber Konkurrenzfähigkeit des landwirtschaftlichen Kleinbetriebs* (dans *Thiel's Landwirtschaftliche Jahrbücher*, 1899, Heft 3-4 *). La comparaison se rapporte à la Prusse orientale. L'auteur compare entre elles des exploitations, grandes, moyennes et petites, à raison de 4 de chaque catégorie. Ce qui distingue sa comparaison, c'est d'abord que les revenus et les dépenses sont exprimés en argent, ensuite que l'auteur traduit en argent et classe parmi les dépenses le coût de la main-d'œuvre dans la petite exploitation, où elle n'est pas achetée ; pour l'objet qui nous occupe, ce procédé ne serait guère rationnel » (*sic.* M. Boulgakov oublie d'ajouter que Klawki traduit en argent le coût du travail dans *toutes* les exploitations et évalue d'avance la peine du petit cultivateur à un prix plus bas !) ; « cependant, nous avons »... (Suit un tableau, dont nous ne donnerons maintenant que la conclusion : le bénéfice net moyen de 1 morgen (1/4 d'hectare) est de 10 marks dans la grande exploitation, de 18 dans la moyenne et de 12 dans la petite. « Ici, conclut M. Boulgakov, c'est l'exploitation moyenne qui est la plus rentable ; ensuite vient la petite et, enfin, la grande, qui arrive ainsi après toutes les autres. »

Nous avons à dessein transcrit *in extenso* tout ce que dit M. Boulgakov de la comparaison des grandes et des petites exploitations. Voyons maintenant ce que prouve le travail intéressant de Klawki, qui décrit, tout au long de 120 pages, 12 exploitations typiques et placées dans les mêmes conditions. Reproduisons d'abord les données d'ensemble concernant les exploitations. Pour économiser la place et rendre les conclusions plus évidentes, nous nous

* « Sur la capacité de concurrence de la petite exploitation agricole » (dans les Annales d'agriculture de Thiel). (*N.R.*)

bornerons aux chiffres *moyens* concernant la grande, la moyenne et la petite exploitations (dimension moyenne : 358, 50 et 5 hectares).

Exploitations	Par 1 morgen (1/4 d'hectare) en marks:												Somme dépensée pour des produits d'une valeur de 100 marks*		Par 100 morgens	
	Revenu total			Revenu de la vente des produits			Consommation domestique			Total			Marks			
	Agriculture	Elevage	Total	Agriculture	Elevage	Total	Agriculture	Elevage	Total	Revenu	Dépense	Bénéfice net	a)	b)	Journées de travail salarié	Total des journées de travail
Grande	17	16	33	11	14	25	6	2	8	33	23	10	65	70	887	887
Moyenne	18	27	45	12	17	29	6	10	16	45	27	18	35	60	744	924
Petite	23	41	64	9	27	36	14	14	28	64	52	12	8	80	—	—

* a) Lorsque la valeur du travail du cultivateur et de sa famille n'est pas exprimée en argent.
b) Lorsque cette valeur est exprimée en argent.

Il semblerait que *toutes* les conclusions de M. Boulgakov soient entièrement confirmées par le travail de Klawki : quand l'exploitation diminue d'étendue, le revenu brut augmente et même le revenu de la vente des produits par morgen ! Nous pensons qu'avec les procédés employés par Klawki, procédés très répandus, et, dans leurs lignes générales, communs à tous les économistes bourgeois et petits-bourgeois, on trouvera toujours ou presque toujours une supériorité de la petite culture. Aussi, *le fond de la question*, dont les Vorochilov ne se doutent pas, c'est qu'il faut *analyser ces procédés*. Aussi l'enquête partielle de Klawki présente-t-elle un immense intérêt général.

Commençons par les récoltes. Il s'avère que les récoltes de la plupart des céréales *s'abaissent* régulièrement et

très sensiblement des grandes exploitations aux petites. On récolte (en quintaux par morgen) froment : 8,7-7,3-6,4 ; seigle : 9,9-8,7-7,7 ; orge : 9,4-7,1-6,5 ; avoine : 8,5-8,7-8 ; pois : 8-7,7-9,2 * ; pommes de terre : 63-55-42 ; betteraves fourragères : 190-156-117. Il n'y a que le lin que les grandes exploitations ne cultivent pas du tout et dont les petites (3 sur 4) récoltent plus que les moyennes (2 sur 4) : 6,2 « Stein » (ou 18 1/2 livres) contre 5,5.

Comment expliquer que les grandes exploitations donnent des rendements plus élevés ? Klawki accorde une importance décisive aux quatre facteurs suivants : 1. les petits cultivateurs ne pratiquent presque pas de drainage, et lorsqu'ils le pratiquent, les tuyaux sont posés par les paysans eux-mêmes et mal posés ; 2. les petits cultivateurs ne labourent pas assez profond, leurs chevaux n'étant pas assez forts ; 3. le bétail à cornes est, la plupart du temps, insuffisamment nourri chez les petits cultivateurs ; 4. chez les petits cultivateurs le fumier est de qualité inférieure : la paille de leurs blés est plus courte, la majeure partie de cette paille sert de fourrage (d'où nourriture du bétail plus mauvaise), et il en reste moins pour les litières.

Ainsi, chez les petits cultivateurs, le bétail est plus faible, de moins bonne qualité et plus mal tenu. C'est ce qui nous explique ce fait étrange et particulièrement frappant que les grandes exploitations, avec des rendements plus élevés, donnent par morgen, d'après les calculs de Klawki, un revenu plus faible que les petites et les moyennes. Il est à noter que Klawki *ne compte pas la nourriture du bétail*, ne la fait figurer ni dans les revenus ni dans les dépenses. On égalise donc artificiellement et faussement une chose qui en réalité constitue une différence essentielle entre les grandes et les petites économies, différence défavorable à ces dernières. Avec ce procédé de calcul, la grande exploitation donne un revenu plus faible *parce* qu'elle emploie une plus grande partie de sa surface agricole à produire des fourrages (bien que par unité de surface elle entretienne beaucoup moins de bétail que la petite), tandis que la petite exploitation « se contente » de paille comme fourrage.

* Ne sont cultivés que dans 2 exploitations sur 4 ; dans les groupes grand et moyen, 3 exploitations sur 4 sèment des pois.

L'« avantage » de la petite culture consiste donc en ce qu'elle *exploite de façon inconsidérée* la terre (qu'elle fume mal) et le *bétail* (qu'elle nourrit mal). Il va de soi qu'une pareille comparaison du revenu des diverses exploitations est dénuée de toute valeur scientifique *.

Ensuite, parmi les causes du rendement plus élevé de la terre dans les grandes exploitations, il faut noter que ces exploitations pratiquent plus souvent (et même, semble-t-il, presque exclusivement) le marnage des sols, elles font un plus grand usage d'engrais artificiels (dépense par 1 morgen : 0,81-0,38-0,43 mark) et des *Kraftfuttermittel* ** (dans les grandes exploitations : 2 marks par morgen, dans les autres, néant). « Nos exploitations paysannes, dit Klawki, qui range parmi les grandes exploitations paysannes les exploitations moyennes, ne dépensent rien pour les Kraftfuttermittel. Elles sont réfractaires au progrès et se montrent surtout parcimonieuses pour les dépenses en argent comptant » (461). Les grandes exploitations sont aussi supérieures par la culture des champs : les assolements améliorés sont pratiqués dans toutes les 4 grandes exploitations, dans 3 moyennes (une en est restée à l'assolement triennal) et seulement dans une petite exploitation ; (dans trois — assolement triennal). Enfin, les gros cultivateurs possèdent bien plus de machines. Il est vrai que, selon Klawki, les machines n'ont pas grande importance. Mais nous ne nous bornerons pas à son « opinion », nous reproduirons des extraits des chiffres. Les machines des 8 espèces que voici : batteuses à vapeur, batteuses hippomobiles, vans, trieurs, semoirs à lignes, machines servant à épandre le fumier,

* Il faut noter que cette assimilation fausse de grandeurs manifestement inégales dans la petite et la grande exploitation ne se rencontre pas seulement dans des monographies, mais aussi dans les données générales de la statistique agricole moderne. La statistique française et allemande opère avec le poids vif « moyen », le prix « moyen » de la tête de bétail, dans toutes les exploitations de toutes natures. La statistique allemande se sert de ce procédé pour déterminer même la valeur totale du bétail dans les divers groupes d'exploitations (classées d'après la superficie) ; en faisant cependant cette réserve que l'hypothèse d'après laquelle la tête de bétail aurait la même valeur dans les divers groupes « ne correspond pas à la réalité » (p. 35).

** « Fourrages concentrés ». (*N.R.*)

râteaux à cheval et rouleaux compresseurs, sont réparties entre les exploitations en question de la façon suivante : dans les 4 grandes exploitations 29 (dont une batteuse à vapeur) ; dans les 4 moyennes, 11 (pas une à vapeur) ; dans les 4 petites, 1 machine (une batteuse à cheval). Aucune « opinion » d'aucun partisan de la culture paysanne ne nous fera, bien entendu, croire que les vans, les semoirs à lignes, les rouleaux, etc., ne peuvent influer sur les rendements. Au fait, nous disposons ici de chiffres sur le nombre des machines possédées par tel ou tel cultivateur, à la différence des données générales de la statistique allemande, qui enregistre seulement les cas d'emploi des machines, qu'elles soient possédées en propre ou empruntées. Il est évident que ce mode d'enregistrement amoindrit aussi la prédominance de la grande culture et estompe les formes suivantes d'« emprunt » décrites par Klawki : « Le gros cultivateur prête volontiers son rouleau, son râteau à cheval et sa machine à vanner au petit cultivateur si celui-ci lui promet en échange un faucheur en période de pointe » (443). Par conséquent, dans certains cas, très rares, comme nous l'avons montré, l'emploi de machines dans la petite culture est une forme détournée d'acquisition de main-d'œuvre.

Poursuivons. Il est un second cas d'égalité faussement établie entre des grandeurs manifestement inégales : c'est quand Klawki évalue à un taux identique le prix de vente des produits dans toutes les catégories d'exploitation. Au lieu d'examiner des cas de vente réelle, l'auteur prend pour base de ses calculs une hypothèse dont il signale lui-même l'inexactitude. Les paysans vendent leur blé la plupart du temps dans la localité même ; or, dans les petites villes, les marchands abaissent considérablement les prix. « A cet égard, les grands domaines sont en meilleure posture, puisqu'ils peuvent d'un coup expédier les lots importants au chef-lieu de la province. Ils gagnent d'ordinaire ainsi par quintal 20 à 30 pfennigs de plus qu'en cas de vente dans les petites villes » (373). Les grands propriétaires savent mieux apprécier leur blé (451) ; ils le vendent au poids et non à la mesure, comme le font les paysans à leur désavantage. Les gros cultivateurs vendent leur bétail également au poids, alors qu'on achète aux paysans simplement au juger. Pour la vente des produits laitiers, les gros cultivateurs sont éga-

lement mieux placés, car ils peuvent expédier leur lait à la ville et obtenir des prix supérieurs à ceux qu'obtiennent les moyens propriétaires, qui transforment leur lait en beurre qu'ils vendent aux marchands. Ensuite, chez l'exploitant moyen, le beurre est meilleur que chez le petit (emploi de séparateurs, préparation quotidienne, etc.) à qui l'on paye 5 à 10 pfennigs de moins par livre. Quant au bétail engraissé pour la vente, les petits cultivateurs sont obligés de le vendre plus tôt (et prématurément) que les moyens, car ils manquent de fourrage (444.) Tous ces avantages, dans l'ensemble nullement à dédaigner, de la grande exploitation sur le marché, Klawki les élimine de ses calculs dans sa monographie, de même que les théoriciens admirateurs de la petite exploitation rejettent ce *fait* en disant que l'on *peut* y remédier par la coopération. Nous ne voulons pas confondre la réalité capitaliste avec la possibilité d'un paradis coopératif petit-bourgeois : nous citerons plus bas des *faits* qui montreront à qui vont, en réalité, les avantages de la coopération.

Notons que Klawki « ne tient pas compte », dans la petite exploitation et la moyenne, du travail du cultivateur lui-même pour drainer le sol, exécuter des réparations de toutes sortes (« les paysans travaillent eux-mêmes »), etc. Cet « avantage » du petit paysan est appelé par le socialiste : *Ueberarbeit*, travail excédentaire, surtravail, mais pour l'économiste bourgeois, c'est un des côtés avantageux (« pour la *société* » !) de l'exploitation paysanne. Notons que, d'après Klawki, dans les exploitations moyennes, les ouvriers salariés sont mieux payés et mieux nourris que dans les grandes, mais aussi ils travaillent plus intensément : l'« exemple » du patron incite à « plus d'application et plus de soin » (465). Mais qui, de ces deux patrons capitalistes, le propriétaire foncier ou bien le paysan, ce « proche compagnon » de l'ouvrier, tire de celui-ci plus de travail pour le même salaire ? Klawki ne cherche pas à le déterminer. Aussi nous bornons-nous à indiquer que la dépense pour assurer les ouvriers contre les accidents et la vieillesse est, pour le gros cultivateur, de 0,29 mark par 1 morgen ; pour le cultivateur moyen, de 0,13 mark (le petit cultivateur a ici encore cet avantage qu'il ne s'assure pas du tout, bien entendu, au plus grand « profit de la société » des capitalistes et des proprié-

taires fonciers), et ensuite à invoquer l'exemple du capitalisme agricole russe. Le lecteur qui connaît le livre de Chakhovskoï *Les métiers auxiliaires agricoles* se souvient peut-être de cette observation caractéristique : le paysan propriétaire d'une ferme et les colons allemands dans le Midi recrutent leurs ouvriers « au choix », leur paient 15-20 % de plus que les gros propriétaires et leur font produire 50 % de plus. Ce fait est noté par Chakhovskoï en 1896 ; cette année-ci, nous lisons par exemple dans la *Torgovo-Promychlennaïa Gazéta* l'information suivante en provenance de Kakhovka : « ... Les paysans et les propriétaires de fermes payaient, selon l'usage, plus cher (que les domaines ne payaient aux ouvriers salariés) parce qu'il leur faut des ouvriers plus habiles et plus résistants » (n° 109, du 16 mai 1901). Je ne pense pas que ce phénomène soit seul propre à la Russie.

Dans le tableau reproduit plus haut le lecteur a pu remarquer deux procédés de calcul : en comptant ou sans compter la valeur en argent du travail du patron. M. Boulgakov estime que le premier procédé « n'est guère rationnel ». Bien entendu, un budget exact de dépenses en nature et en argent, tant des patrons que des ouvriers agricoles, serait bien plus rationnel ; mais puisque ces données nous manquent, force nous est d'évaluer les dépenses en argent d'une famille de façon *approximative*. Et il est extrêmement curieux de voir *comment* Klawki fait ce calcul approximatif. Les grands propriétaires, naturellement, ne travaillent pas eux-mêmes : ils ont même spécialement des intendants qui, moyennant un salaire, font tout le travail de direction et de surveillance (sur 4 domaines, 3 ont un gérant, le quatrième n'en a pas ; ce dernier domaine — de 125 ha — Klawki estimerait plus juste de l'appeler une grande exploitation paysanne). Aux propriétaires des deux grands domaines, Klawki « accorde » à chacun 2 000 marks par an « pour leur peine » (qui consiste, dans le premier domaine, par exemple, en ce que le propriétaire vient de son principal domaine une fois par mois pour quelques jours, histoire de contrôler le gérant). Quant au propriétaire des 125 ha (le premier domaine en a 513), Klawki ne lui accorde que 1 900 marks pour son travail et celui de ses trois fils. N'est-il pas « naturel » qu'avec moins de terre il doive se contenter d'un moindre budget ? Aux cultivateurs moyens, Klawki accorde 1 200 — 1 716

marks pour tout le travail de l'homme et de la femme, et dans trois cas, des enfants aussi. Aux petits cultivateurs, il accorde 800-1000 marks pour le travail de 4-5 (*sic*) personnes, c'est-à-dire un peu plus (si en effet c'est plus) que ne touche l'ouvrier salarié, qui avec sa famille gagne en tout 800-900 marks. Donc Klawki accomplit ici encore un pas en avant considérable : d'abord, il pose comme égales des grandeurs manifestement inégales, et puis il déclare que le niveau de vie *doit* s'abaisser de la grande exploitation à la petite. N'est-ce reconnaître d'avance que le capitalisme aggrave la situation du petit paysan, ce qu'on prétend réfuter avec des calculs sur le « bénéfice net » !

Et si, dans l'*hypothèse* de l'auteur, le revenu en argent diminue lorsque diminue l'étendue de l'exploitation, ce sont des données directes qui prouvent la réduction de la consommation. La quantité des produits agricoles consommés dans la famille est, par personne (en comptant 2 enfants pour 1 adulte), de 227 marks (moyenne des deux chiffres) chez le grand propriétaire, de 218 marks chez le cultivateur moyen (moyenne des quatre chiffres), de 135 (*sic*) marks (moyenne des quatre chiffres) chez le petit. En outre, plus l'exploitation est grande, et plus elle achète par surcroît de denrées alimentaires (p. 453). Klawki a fait remarquer lui-même que la question se pose ici de la *sous-consommation*, que M. Boulgakov niait et qu'il a préféré *passer ici sous silence*, se révélant ainsi bien plus apologiste que Klawki. Mais Klawki cherche à atténuer ce fait.

« Y a-t-il une certaine sous-consommation chez les petits cultivateurs, dit-il, nous ne pouvons l'affirmer, mais nous le croyons vraisemblable pour les petits cultivateurs du groupe IV » (97 marks par tête). « Toujours est-il que les petits paysans sont très ménagers (!) et vendent beaucoup de choses en économisant pour ainsi dire sur leur bouche » (*sich sozusagen vom Munde absparen* *).

* Il est intéressant, par exemple, que le revenu de la vente du lait et du beurre soit de 7 marks par morgen dans la grande exploitation, de 3 dans la moyenne et de 7 *dans la petite*. C'est que les petits paysans dans leur ménage « emploient très peu de beurre et de lait non écrémé... et la petite exploitation IV (la consommation de denrées agricoles provenant de l'exploitation est de 97 marks par tête) n'en consomme pas du tout » (p. 450). Que le lecteur confronte avec ce fait (que tout

On essaie de prouver que cela n'empêche pas la « productivité » supérieure de la petite exploitation : en portant la consommation à 170 marks, somme parfaitement suffisante (pour « l'homme du commun [80] », mais pas pour le cultivateur capitaliste, comme on le voit), il faudrait augmenter la consommation et diminuer le revenu de la vente de 6 à 7 marks par morgen. Cette somme retranchée, nous obtenons (cf. le tableau plus haut) 29 à 30 marks, c'est-à-dire encore plus que dans la grande exploitation (p. 453). Mais en portant la consommation à 218 marks (chiffre réel dans l'exploitation moyenne), au lieu de ce chiffre pris au jugé (et au-dessous du niveau ordinaire dans l'idée que « dame, ça suffira »), nous verrons le revenu de la vente des produits tomber dans la petite exploitation à *20 marks* par morgen, contre 29 dans la moyenne et 25 dans la grande. Par conséquent, en redressant *cette seule* erreur (parmi les nombreuses signalées plus haut) dans les confrontations de Klawki, nous détruisons par là *toute* « supériorité » du petit paysan.

Mais Klawki est inépuisable dans la recherche des avantages. Les petits paysans « marient à l'agriculture les métiers auxiliaires » : trois petits paysans sur quatre « travaillent régulièrement à la journée et sont payés et nourris » (435). Mais les avantages de la petite agriculture deviennent particulièrement importants en période de crise (comme les lecteurs russes le savent depuis longtemps par d'innombrables écrits populistes sur ce thème, que Tchernov et consorts nous resservent aujourd'hui).

« Pendant la crise agricole et aussi en tout autre temps, la petite exploitation précisément sera entre toutes la plus résistante ; elle sera en mesure de fournir au marché relativement plus de produits que les autres catégories d'exploitations, grâce à une extrême restriction des dépenses domestiques, ce qui doit entraîner, il est vrai, une certaine sous-consommation » (p. 481, dernières conclusions de Klawki, p. 464).

---

le monde, sauf les « critiques », connaît depuis longtemps) les merveilleux raisonnements de Hertz (S. 113 ; p. 270 de la trad. russe). « Mais, est-ce que le paysan ne touche rien pour son lait ? » N'est-ce pas lui qui mange le cochon ? » (engraissé avec le lait). Ces maximes doivent être rappelées le plus souvent possible, comme un exemple insurpassé du plus vulgaire enjolivement de la misère.

« Beaucoup de petites exploitations y sont malheureusement contraintes par les intérêts trop élevés qu'elles paient pour leurs dettes. Mais cela leur permet, quoique à grand-peine, de tenir et de s'en tirer. C'est probablement par une forte restriction de la consommation que s'explique cet accroissement du nombre des petites exploitations paysannes que constate dans notre localité la statistique d'Empire. »

Et Klawki reproduit les données concernant la région administrative de Kœnigsberg où, entre 1882 et 1895, le nombre des exploitations de moins de 2 ha est passé de 56 000 à 79 000 ; celui des exploitations de 2 à 5 ha de 12 000 à 14 000 ; celui des exploitations de 5 à 20 ha de 16 000 à 19 000. C'est cette même Prusse orientale dans laquelle les Boulgakov voient l'« élimination » de la grande production par la petite. Et ces gens-là qui interprètent à la façon souzdalienne [81] les chiffres d'une statistique toute nue des surfaces, réclament une « analyse détaillée » ! On conçoit que pour Klawki « l'objectif essentiel de la politique agraire actuelle tendant à résoudre la question des ouvriers agricoles dans l'Est soit d'encourager les ouvriers les plus actifs à se fixer dans une localité, en leur permettant, sinon à la première, du moins à la deuxième (*sic*) génération, d'acquérir en propre un lopin de terre » (476). Tant pis si les ouvriers agricoles qui s'achètent un lopin de terre avec leurs économies « tombent le plus souvent dans une situation financière pire qu'avant : ils le savent fort bien, mais ils sont séduits par une condition plus libre », et toute la tâche de l'économie bourgeoise (et, à l'heure actuelle, celle aussi des « critiques ») est d'entretenir ces illusions dans la partie la plus arriérée du prolétariat.

Ainsi l'étude de Klawki réfute sur tous les points M. Boulgakov qui s'en réclamait. Elle prouve la supériorité technique de la grande exploitation dans l'agriculture, l'excès de labeur et la sous-alimentation du petit paysan, sa transformation en ouvrier agricole et en journalier pour le propriétaire foncier ; elle prouve la liaison existant entre l'accroissement du nombre des petites exploitations paysannes et celui de la misère et de la prolétarisation. Deux conclusions à tirer de cette étude ont une valeur de principe considérable. D'abord, nous constatons à l'évidence les obstacles qui s'opposent à l'emploi des machines dans l'agri-

culture : c'est la dégradation infinie du petit cultivateur, prêt à « ne pas compter » son effort, ce qui rend pour le capitaliste le travail manuel moins coûteux que celui de la machine. En dépit des affirmations de M. Boulgakov, les faits prouvent amplement qu'il existe en régime capitaliste une *analogie complète* entre la situation du petit paysan dans l'agriculture et celle du petit artisan dans l'industrie. En dépit des affirmations de M. Boulgakov, nous constatons dans l'agriculture un abaissement encore plus grand des besoins et une intensification du travail comme moyen de concurrencer la grande production. En second lieu, pour ce qui est des comparaisons de tout genre et de tout ordre entre le revenu des grandes et des petites exploitations dans l'agriculture, il faut une fois pour toutes déclarer absolument fausses et vulgairement apologétiques les conclusions qui négligent trois facteurs : 1° comment se nourrit, comment vit et travaille *le cultivateur* ; 2° comment est entretenu et comment travaille *le bétail* ; 3° comment est engraissée *la terre*, est-elle rationnellement exploitée ? La petite culture ne subsiste que par son âpreté, ne ménageant ni le travail et les forces vitales du cultivateur, ni les forces et les qualités du bétail, ni les forces productrices de la terre. Aussi toute étude qui ne fait pas entrer en ligne de compte tous ces facteurs n'est qu'un assemblage de sophismes bourgeois *.

* Leo Huschke, dans son ouvrage : *Landwirtschaftliche Reinertrags — Berechnungen bei Klein — Mittel — und Grossbetrieb dargelegt an typischen Beispielen Mittelthüringens*, Jena, 1902, Gustav Fischer (« Calcul du revenu net de l'agriculture dans les petites, les moyennes et les grandes exploitations, d'après des exemples typiques de la Moyenne-Thuringe » *N.R.*) fait remarquer à juste titre qu'on peut « rien qu'en sous-estimant » la force de travail du petit cultivateur, obtenir un calcul qui prouve sa supériorité à l'égard de la moyenne et de la grande exploitation ainsi que sa capacité de les concurrencer (p. 126.) Malheureusement, l'auteur n'est pas allé jusqu'au bout de sa pensée et n'a pas apporté de données systématiques sur l'entretien du bétail, les engrais, l'entretien du cultivateur dans les divers groupes. Nous espérons revenir encore sur le livre intéressant de M. Huschke. Pour le moment, notons sa remarque que les petits cultivateurs retirent moins d'argent de leurs produits que les gros (pp. 146, 155) et sa conclusion : « La petite et la moyenne exploitations ont cherché à combattre la crise survenue après 1892 (baisse de prix des denrées agricoles) en réduisant au minimum leurs dépenses d'argent ; la grande, en augmentant les rendements par l'augmenta-

Il n'est donc pas étonnant que la « théorie » du surtravail et de la sous-consommation des petits paysans dans la société actuelle ait provoqué de la part de MM. les critiques des attaques particulièrement violentes. M. Boulgakov, déjà dans *Natchalo*, « se faisait fort » (n° 1, p. 10) d'apporter autant qu'on voudrait de « citations » prouvant le contraire de ce qu'affirmait Kautsky.

« Kautsky, dans sa tentative de galvaniser le cadavre (*sic*) du dogme périmé, répète M. Boulgakov, a choisi dans l'étude *Bäuerliche Zustände* (La situation des paysans) publiée par la *Verein für sozialpolitik* [82] quelques faits témoignant d'un affaissement bien compréhensible à l'époque donnée, de l'économie paysanne ; qu'on soit bien persuadé qu'il est possible d'y trouver aussi des témoignages d'un caractère un peu différent » (II, 282).

Essayons donc de nous « persuader » et de vérifier les « citations » du savant scrupuleux qui ne fait en partie que répéter les citations de Hertz (S. 77 ; p. 183 de la traduction russe) :

« On signale d'Eisenach l'amélioration de l'élevage et des engrais, l'emploi des machines et, en général, le progrès de la production agricole »... Ouvrons l'article sur Eisenach (*Bäuerliche Zustände*, I. B). La situation des propriétaires de moins de 5 ha (qui dans la région considérée sont au nombre de 887 sur 1 116) est « en somme peu favorable » (66.) « Dans la mesure où ils ont un gagne-pain en qualité de moissonneurs, journaliers, etc., chez les grands propriétaires, leur situation est relativement favorable » (67). En somme, pendant ces 20 ans, la technique a fait des progrès notables, mais « il reste encore beaucoup à désirer, surtout en ce qui concerne les plus petites exploitations » (72)... « les plus petits cultivateurs emploient souvent pour les travaux des champs des vaches débiles »... Les métiers auxiliaires sont les travaux forestiers, le transport du bois ; ce dernier « détourne le paysan de l'agriculture » et « porte atteinte à son bien-être » (69). « Les travaux forestiers ne donnent pas

tion des frais de production » (p. 144). Les sommes dépensées pour l'achat de semences, fourrages, engrais ont diminué de 1887-1891 à 1893-1897 dans la petite et la moyenne exploitations et augmenté dans la grande. Dans la petite elles sont de 17 marks par hectare, dans la grande de 44 marks. (Note de l'auteur à l'édition de 1908. *N.R.*)

non plus de gain suffisant. Dans certains districts, les petits cultivateurs (*Grundstücksbesitzer*) font du tissage, trop mal (*leidlich*) payé. Dans des cas isolés, ils confectionnent des cigares. En somme, on manque d'un gagne-pain auxiliaire » (73)... Et l'auteur, l'*Ökonomie-Kommissar* Dittenberger termine en notant que les paysans, avec leur « vie simple » et leur « besoins modestes », sont forts et bien portants, ce qui est même « étonnant, étant donné la nourriture peu substantielle de la classe la plus pauvre, dont la pomme de terre constitue le principal aliment » (74)...

Voilà comment les « savants » Vorochilov réfutent le « vieux préjugé marxiste selon lequel l'économie paysanne serait incapable de progrès technique » !

« ...Le secrétaire général Langsdorf dit du royaume de Saxe que, dans des régions entières, surtout dans les localités les plus fertiles, il n'y a presque plus de différence entre les grands et les petits domaines pour l'intensité de la culture. »

C'est ainsi que Kautsky est réfuté par le Vorochilov autrichien (Hertz S. 77 ; pp, 182-183 de la traduction russe) et, à sa suite, par le Vorochilov russe (Boulgakov, II, p. 282, où il se réfère à *Bäuerl. Zust.*, II, 222). Ouvrons la page 222 de la source citée par les critiques : nous y lisons, immédiatement après les mots rapportés par Hertz :

« Cette différence est plus sensible dans les contrées montagneuses, où des domaines plus considérables opèrent avec un capital d'exploitation relativement grand ; cependant, souvent là aussi, l'exploitation paysanne ne le cède en rien à ces derniers par l'ampleur du bénéfice net, le revenu moins élevé étant compensé par un esprit d'épargne tel qu'avec le niveau très bas de ses besoins (*bei der vorhandenen grossen Bedürfnisslosigkeit*) le paysan propriétaire vit plus mal que l'ouvrier industriel, qui a appris à connaître des besoins plus larges » (*Bäuerl. Zust.*, II, 222).

Nous apprenons ensuite que le système de culture dominant est l'assolement multiple qui prévaut déjà chez les moyens propriétaires, tandis que « l'assolement triennal ne se rencontre plus guère que dans la petite propriété paysanne ». Dans l'élevage aussi, on constate partout un progrès. « Seulement, le paysan est ordinairement en retard

sur le grand propriétaire pour l'élevage du bétail à cornes et l'utilisation des produits laitiers » (223).

« Le professeur Ranke, poursuit M. Boulgakov, constate un progrès technique dans l'exploitation paysanne des environs de Munich qui, d'après lui, sont typiques pour toute la Haute-Bavière. » Ouvrons l'article de Ranke : trois communes de *gros paysans* employant des ouvriers salariés ; 69 paysans sur 119 possèdent chacun plus de 20 hectares ; ils détiennent les 3/4 du sol : 38 « paysans » notamment possèdent chacun plus de 40 hectares, chacun en a en moyenne 59 et ils détiennent à eux seuls environ 60% du sol...

Cela suffira, je crois, pour caractériser les « citations » de MM. Boulgakov et Hertz.

VII

L'ENQUÊTE DE BADE SUR L'EXPLOITATION PAYSANNE

« Nous ne pouvons, faute de place, écrit Hertz, reproduire les réponses détaillées et intéressantes de l'enquête faite dans 37 communes du grand-duché de Bade. Elles sont, pour la plupart, analogues à celles qui ont été reproduites plus haut : à côté de favorables, il s'en trouve de défavorables et d'indifférentes. *Mais nulle part dans les trois volumes de l'enquête, les budgets détaillés des dépenses ne donnent le droit de conclure à la « sous-alimentation »* (Unterkonsumption), *à une « misère sordide et humiliante »*, etc...» (S. 79 ; p. 188 de la traduction russe).

Les mots de Hertz soulignés par nous renferment, comme toujours, *une contre-vérité flagrante.* L'enquête badoise à laquelle il se réfère *a prouvé* aussi documentairement que possible la « sous-consommation » *précisément des petits paysans.* La déformation commise par Hertz se rattache étroitement au procédé cultivé surtout par les populistes russes et repris aujourd'hui par les « critiques » de tout acabit dans la question agraire, — elle a trait aux conclusions générales sur la « paysannerie ». Et comme en Occident la notion de « paysannerie » est encore plus vague que chez nous (absence d'indice précis qui distingue le paysan des autres classes) et que les données et les conclusions « moyennes » recouvrent la « prospérité » relative (ou du moins l'ab-

sence de sous-consommation) d'une minorité et une majorité défavorisée, un champ infini s'ouvre ici à tous les apologistes. Or, l'enquête badoise permet de distinguer les divers groupes de paysans, ce que Hertz, en sa qualité de partisan du « détail », a jugé bon de ne pas apercevoir. Dans 37 communes typiques on a choisi les exploitations typiques de gros paysans (*Grossbauer*), de moyens et de petits, et aussi de journaliers, en tout 70 exploitations paysannes (31 grandes, 21 moyennes et 18 petites) et 17 de journaliers, exploitations qui ont été soumises à une étude budgétaire minutieuse. Nous n'avons pu mettre au point *toutes* ces données ; mais *les résultats essentiels* que nous allons reproduire ci-dessous suffisent pour tirer des conclusions très précises.

Reproduisons d'abord les données relatives au type économique général des exploitations paysannes grandes (*A*), moyennes (*B*) et petites (*C*) (*Anlage VI* : « *Uebersichtliche Darstellung der Ergebnisse der in den Erhebungsgemeinden angestellten Ertragsberechnungen* * » ; nous avons groupé les données de ce tableau en trois catégories : *Grossbauer*, *Mittelbauer*, *Kleinbauer*. Les dimensions des propriétés, — moyennes par groupes : 33, 34 hectares pour le groupe *A*, 13,5 pour le groupe *B* et 6,96 pour le groupe *C* sont relativement élevées pour un pays de petite propriété comme le grand-duché de Bade, mais si l'on exclut 10 exploitations des communes nos 20, 22 et 30, de dimensions exceptionnellement élevées (jusqu'à 43 hectares chez le *Kleinbauer* et 170 chez le *Grossbauer* !) on obtient des chiffres plus normaux pour le pays en question : 17,8 hectares (groupe *A*), 10 hectares (groupe *B*) et 4,25 hectares (groupe *C*). Composition de la famille : 6,4 personnes pour le groupe *A*, 5,8 pour le groupe *B*, 5,9 pour le groupe *C* (ces données, ainsi que celles qui suivent se rapportent aux 70 exploitations, sauf indication contraire). Par conséquent, les gros cultivateurs ont des familles sensiblement plus nombreuses, et pourtant la main-d'œuvre salariée joue chez eux un rôle infiniment plus grand. En général, 54 paysans sur 70 recourent au travail salarié, soit plus des 3/4 : 29 gros paysans (sur 31), 15 pay-

* Annexe IV : Brève revue des résultats des évaluations de revenus, effectuées dans les communes étudiées. (*N.R.*)

sans moyens (sur 21), 10 petits paysans (sur 18). Ainsi, 93 % des gros paysans et 55 % des petits ne peuvent se passer de main-d'œuvre salariée. Ces chiffres sont très instructifs pour vérifier l'opinion courante (admise sans critique par les « critiques »), d'après laquelle la main-d'œuvre salariée serait insignifiante dans l'économie paysanne actuelle. Chez les gros cultivateurs (dont les 18 hectares rentrent dans le groupe de 5 à 20 ha, qui, dans toutes les conclusions générales, est rangé dans la véritable propriété paysanne), nous voyons des exploitations nettement capitalistes : 24 familles avec 71 ouvriers, presque 3 ouvriers par famille, et 27 cultivateurs louant au total 4 347 journées d'ouvrier (161 journées chacun). Comparez à cela les propriétés des gros cultivateurs des environs de Munich, dont le « progrès » a servi au brave M. Boulgakov à réfuter le « préjugé marxiste » de l'oppression des paysans par le capitalisme !

Voici pour les paysans moyens : 8 d'entre eux emploient 12 salariés agricoles, 14 d'entre eux utilisent 956 journées d'ouvrier. Pour les petits : 2 ont 2 ouvriers, 9 emploient 543 journées d'ouvrier. La moitié des *petits* paysans ont recours pendant 2 mois (543 : 9=60 jours), c'est-à-dire pendant l'époque la plus importante pour l'agriculture, à la main-d'œuvre salariée. (Ces petits paysans, malgré l'étendue plus considérable de leur bien, produisent cependant beaucoup moins que les paysans de Friedrichsthal qui attendrissaient si fort les Tchernov, les David et les Hertz.)

Résultats de l'exploitation : 31 gros cultivateurs comptent 21 329 marks de bénéfice net et 2 113 marks de déficit, soit 19 216 marks de bénéfice ou 619,9 marks par famille (523,5 marks si on retranche 5 exploitations des communes nos 20, 22 et 30). Le bénéfice de l'exploitation moyenne est de 243,5 marks (272,2 marks en retranchant trois communes) ; et de la petite 35,3 marks (37,1 en retranchant trois communes). Par conséquent, le petit paysan *joint très difficilement les deux bouts* au sens le plus strict du terme, et *encore n'y arrive-t-il qu'en restreignant sa consommation.* L'enquête (*Ergebnisse*, etc., dans le volume IV *Erhebungen* [83], p. 138) contient des données sur la quantité des principaux produits consommés dans chaque famille. Les voici, en faisant la moyenne pour chacun des groupes :

Groupes	Consommation par personne et par jour				Dépense par personne	
	Pain et fruits	Pommes de terre	Viande	Lait	Denrées coloniales, chauffage, éclairage, etc., par jour	Vêtements par an
	(livres)		(g)	(litres)	(Pfennigs)	(marks)
Gros paysans	1,84	1,82	138	1,05	72	66
Moyens	1,59	1,90	111	0,95	62	47
Petits	1,49	1,94	72	1,11	57	38
Journaliers	1,69	2,14	56	0,85	51	32

Voilà les chiffres dans lesquels le brave Hertz « n'a remarqué » ni sous-alimentation ni misère ! Nous voyons que le petit paysan réduit sa consommation, par rapport au moyen et au gros, d'une quantité très importante, qu'il ne se nourrit et ne s'habille guère mieux que le journalier. Il mange, par exemple, une fois et demie moins de viande que le paysan moyen et à peu près deux fois moins que le gros. Ces données confirment une fois de plus combien sont dénuées de valeur les conclusions générales et combien fausses toutes les évaluations de revenu qui ne tiennent pas compte des différences dans le niveau d'existence. Si l'on prend, par exemple, les deux dernières colonnes *seulement* de notre tableau (afin de ne pas entreprendre de calculs compliqués pour exprimer les produits alimentaires en argent) on voit que le « bénéfice net » non seulement du petit paysan, mais même du paysan moyen, n'est que *pure fiction*, dont seuls des bourgeois avérés tels que Hecht et Klawki, ou des Vorochilov de la plus belle eau, dans le genre de nos critiques, peuvent s'embarrasser. En effet, en admettant que le petit cultivateur dépense en produits alimentaires autant que le moyen, sa dépense totale montera d'une *centaine* de marks, et nous aurons un énorme *déficit*. Et si le paysan moyen dépensait autant que le gros, sa dépense s'accroîtrait de 220 marks, et s'il ne « serrait » pas davantage sur la nourriture,

il subirait également un déficit *. Eh bien, cette sous-consommation que l'on constate chez le petit paysan et qui, cela va sans dire, procède de la sous-alimentation du bétail et d'un rétablissement insuffisant (et quelquefois du gaspillage pur et simple) des forces productives de la terre, ne confirme-t-elle pas entièrement ces paroles de Marx qui font si orgueilleusement hausser les épaules aux critiques modernes :

« Les moyens de production sont éparpillés à l'infini, le producteur lui-même se trouve isolé. Le gaspillage de forces humaines est immense. La détérioration progressive des conditions de production et le renchérissement des moyens de production, sont une loi inéluctable de la propriété parcellaire. » (*Das Kapital*, III, 2, S. 342) [84].

Au sujet de cette même enquête badoise, notons encore une déformation commise par M. Boulgakov (les critiques se complètent l'un l'autre, et quand l'un déforme dans une source un aspect de la question, le second en déforme un autre). M. Boulgakov cite à plusieurs reprises l'enquête badoise, *il semble donc* la connaître. Cependant, voici le tour qu'il imagine :

« L'endettement exceptionnel et fatal, semble-t-il, du paysan, — tel est le prélude, II, 271, — est un des plus impérieux dogmes de la mythologie qui s'est formée dans la littérature au sujet de l'économie paysanne... »

---

* M. Tchernov « objecte » : Mais le gros paysan ne serre-t-il pas davantage encore son journalier quant à sa nourriture et autres dépenses ? (*Rousskoïé Bogatstvo*, 1900, n° 8, p. 212). Cette objection reproduit le vieux procédé Krivenko-Vorontsov, si l'on peut dire qui consiste à *prêter* au marxiste l'argumentation des libéraux bourgeois. L'objection aurait un sens contre celui qui dirait que la grande production est supérieure non seulement par sa technique, mais aussi parce qu'elle améliore (ou même rend bonne en général) la situation du travailleur. Les marxistes ne disent pas cela. Ils démasquent seulement les faux procédés employés pour *embellir* la situation du petit cultivateur soit au moyen de conclusions générales parlant de prospérité (M. Tchernov invoquant Hecht), soit en évaluent le « revenu » sans *rien dire* de la sous-consommation. La bourgeoisie ne peut pas ne pas rechercher ces embellissements, pour entretenir les illusions que l'ouvrier peut devenir « propriétaire » et que le petit « propriétaire » peut tirer de gros revenus. La tâche des socialistes est de dévoiler ce mensonge et de faire comprendre aux petits cultivateurs qu'eux aussi ne trouveront pas de salut hors de l'union avec le mouvement révolutionnaire du prolétariat.

« Les études que nous possédons montrent que seule la plus petite propriété, encore privée de force (*Tagelöhnerstellen*), est profondément endettée. Ainsi l'impression générale produite par les données de la vaste enquête badoise (une note renvoie à cette enquête) est exprimée par Sprenger de la façon suivante : « Dans un nombre considérable de localités étudiées, l'endettement des journaliers et des petits cultivateurs est seul relativement important ; cependant, même là, dans la plupart des cas, il n'atteint pas des proportions alarmantes... » (272).

Chose bizarre ! D'une part *il renvoie à l'enquête, d'autre part* cite seulement « l'impression générale » d'un certain Sprenger qui a écrit à propos de l'enquête ! Et, comme par un fait exprès, Sprenger ne dit pas la vérité (du moins dans le passage cité par Boulgakov, car nous ne connaissons pas l'ouvrage de Sprenger). Les auteurs de l'enquête affirment que, dans la plupart des cas, l'endettement des petits cultivateurs *atteint* des proportions alarmantes. Voilà un premier point. En second lieu, ils affirment qu'en ce qui concerne l'endettement, la situation des petits cultivateurs est inférieure non seulement à celle des moyens et gros paysans (ce que Sprenger a noté), *mais encore à celle des journaliers.*

En général, il faut noter que les auteurs de l'enquête badoise établissent un fait extrêmement important, à savoir que dans les grandes exploitations *la limite de l'endettement admissible* (c'est-à-dire admissible sans danger de ruine) *est plus élevée que dans les petites.* Après les statistiques reproduites plus haut relativement aux résultats de l'exploitation chez les gros, les moyens et les petits paysans, ce fait n'a pas besoin d'être spécialement expliqué. Pour la grande exploitation et aussi pour la moyenne, les auteurs de l'enquête estiment admissible et sans danger (*unbedenklich*) un endettement de 40 à 70 % de la valeur de la terre, soit 55% en moyenne. Pour la petite exploitation (dont ils déterminent la surface de 4 à 7 hectares, en cas d'agriculture proprement dite, et de 2 à 4 ha, en cas de vignes et de cultures industrielles) ils estiment que « la limite de l'endettement... ne doit pas excéder 30% de la valeur du bien, en supposant *entièrement* assurés le payement *régulier* des intérêts et l'amortissement de la dette » (S. 66, B. IV). Dans les communes étudiées (excepté celles où est en vigueur l'*Aner-*

benrecht *, comme Unadingen et Neukirch), la proportion de la dette (par rapport à la valeur du bien) diminue régulièrement en passant des petites exploitations aux grandes. Ainsi, dans la commune de Dittwar, dans les exploitations de moins de 1/4 d'hectare, elle est de 180,65 % ; de 1 à 2 ha, 73,07 % ; de 2 à 5 ha, 45,73 % ; de 5 à 10 ha, 23,34 % ; de 10 à 20 ha, 3,02 % (pp. 89-90, *ibid.*). Mais le chiffre de l'endettement à lui seul ne dit pas tout, et les auteurs de l'enquête tirent cette conclusion :

« Les données numériques précédentes ont donc confirmé l'opinion très répandue d'après laquelle les possesseurs de terres paysannes qui sont sur la limite (au milieu) entre les journaliers et les paysans moyens (dans les campagnes on les appelle ordinairement « la classe moyenne », *Mittelstand*) se trouvent souvent dans une situation plus pénible que les groupes supérieurs et inférieurs (*sic*) par l'étendue de leur bien, car s'ils sont capables de s'acquitter d'une dette *modérée*, avec une certaine limite, pas très élevée, d'endettement, ils ne sauraient que très difficilement faire face à leurs engagements, vu l'impossibilité d'avoir un gagne-pain auxiliaire *régulier* (travail à la journée, etc.) et d'augmenter ainsi leur revenu »... « Ayant un gagne-pain auxiliaire plus ou moins régulier, les journaliers se trouvent souvent dans une situation sensiblement meilleure que les paysans appartenant à la « classe moyenne », car, comme le montre le calcul, dans de nombreux cas, les occupations auxiliaires donnent souvent des revenus nets (c'est-à-dire en argent) assez importants pour permettre d'amortir des dettes même *élevées* » (67, 1. c. **).

Et finalement les auteurs répètent une fois de plus que l'endettement des petits cultivateurs, comparé à la limite admissible de l'endettement, « n'est pas à proprement dire sans danger » et que, pour cette raison, « les *petits* paysans et la catégorie touchant de près, les journaliers, doivent

---

* Droit de succession d'après lequel les biens de la ferme paysanne passe, sans partage, à un seul héritier. (*N.R.*)

** Le petit cultivateur — font remarquer à juste titre les auteurs de l'enquête — vend relativement peu au comptant ; or, il a particulièrement besoin d'argent, et le manque de capitaux fait que toute épizootie, grêle, etc., lui est particulièrement sensible.

être particulièrement prudents dans l'achat de terrains » (98).

Le voilà, le conseiller bourgeois du petit paysan ! D'une part, il encourage chez les prolétaires et semi-prolétaires l'espoir d'acheter un fonds « sinon à la première, du moins à la deuxième génération » et d'en obtenir, à force de labeur et de modération, un pourcentage énorme de « revenu net ; d'autre part, il recommande justement aux paysans pauvres de se montrer « particulièrement prudents » dans l'achat de terres, s'ils n'ont pas de « gagne-pain régulier », c'est-à-dire si Messieurs les capitalistes n'ont pas besoin d'ouvriers permanents. Et il se trouve des « critiques » imbéciles qui prennent ce mensonge intéressé et ces platitudes éculées pour le tout dernier mot de la science ultra-moderne !

* * *

Les données détaillées que nous avons reproduites sur les gros, moyens et petits paysans auraient pu, semble-t-il, faire comprendre même à M. Victor Tchernov en quoi consiste précisément le contenu de la catégorie « petite-bourgeoise » qui lui inspire tant d'horreur, dans son application aux paysans. L'évolution capitaliste a si bien rapproché entre eux les régimes économiques non seulement des pays d'Europe occidentale mais aussi de la Russie et de l'Occident que les *traits essentiels* de l'économie paysanne sont identiques en Allemagne et en Russie. Seulement, le processus de différenciation de la paysannerie, qui a été amplement démontré par les publications marxistes russes, se trouve en Russie dans un de ses premiers stades : il n'y a pas encore pris de formes plus ou moins achevées ; il n'a pas dégagé, par exemple, le type original, immédiatement visible et clair pour tout le monde, du gros paysan (*Grossbauer*) ; l'expropriation en masse et le dépérissement d'une portion énorme des paysans empêchent encore de voir les « premiers pas » de notre bourgeoisie paysanne. En Occident, ce processus, amorcé dès avant l'abolition du servage (cf. Kautsky *Agrarfrage*, p. 27) a amené depuis longtemps, d'une part, la suppression des barrières de caste entre la propriété paysanne et la « propriété privée » (comme on l'entend chez nous) et, d'autre

part, la formation d'une classe déjà suffisamment nette d'ouvriers agricoles salariés *.

Mais ce serait une grave erreur de croire que ce processus s'est arrêté, une fois les nouvelles couches rurales plus ou moins fixées. Bien au contraire, il se poursuit toujours, avec, naturellement, plus ou moins de rapidité en fonction d'une foule de circonstances, prenant les formes les plus variées selon les diverses conditions agronomiques, etc. La prolétarisation des campagnes se poursuit, nous le montrerons plus loin avec les multiples données de la statistique allemande, mais cela se dégage clairement des chiffres reproduits plus haut sur le petit paysan. La fuite croissante non seulement des ouvriers agricoles, mais aussi des paysans quittant la campagne pour la ville, témoigne à l'évidence du processus de prolétarisation. Mais le paysan ne quitte son village que lorsqu'il est ruiné. Or, avant sa ruine, il a défendu désespérément son indépendance économique. C'est cette lutte-là que mettent en relief les données concernant l'emploi de la main-d'œuvre salariée, les proportions du « revenu net », le niveau de la consommation dans divers groupes de paysans. Le principal moyen de la lutte, c'est le « labeur acharné » et l'esprit d'épargne, toujours l'esprit d'épargne : « Nous pensons moins au ventre qu'à la bourse ». Résultat inévitable : il se dégage une minorité de paysans aisés qui ont de quoi (la plupart du temps cette minorité est infime, chaque fois qu'il n'y a pas de facteurs particulièrement favorables, comme la proximité d'une capitale, la construction d'une voie ferrée, la découverte d'une nouvelle branche lucrative d'agriculture marchande, etc.) — et la majorité sombre dans une misère de plus en plus grande qui détruit, par une famine chronique et un labeur accablant, les forces de l'homme, amoindrit la qualité de la terre et du bétail. Résultat inévitable : création d'une minorité d'exploitations *capitalistes*, basées sur le travail salarié, et nécessité croissante pour la majorité de chercher un « gagne-pain auxiliaire », c'est-à-dire de se transformer

* « Les paysans, écrit M. Boulgakov en parlant de la France du XIXe siècle, se divisèrent en deux parties nettement distinctes : le prolétariat et les petits propriétaires » (II, 176). Seulement, l'auteur a tort de s'imaginer que la « division » s'est arrêtée là : c'est un processus qui se poursuit sans cesse.

en ouvriers salariés, industriels et agricoles. Les données relatives au travail salarié montrent clair comme le jour la tendance intérieure, inéluctable dans le régime social actuel, immanente à tout petit producteur à se transformer en petit capitaliste.

Nous concevons fort bien la raison pour laquelle les économistes bourgeois, d'une part, et toutes sortes d'opportunistes, d'autre part, rechignent et ne peuvent pas ne pas rechigner devant cet aspect de la question. La différenciation des paysans nous montre *les plus profondes* contradictions du capitalisme *dans leur naissance* et dans leur développement ; lorsqu'on se rend bien compte de ces contradictions, on est nécessairement amené à juger la situation des petits paysans sans issue et sans espoir (sans espoir, hors de la lutte révolutionnaire du prolétariat contre l'ensemble du régime capitaliste). Il n'est pas étonnant que ce soient précisément ces contradictions, les plus profondes et les moins développées, que l'on passe sous silence : on essaie de tourner le fait du labeur accablant et de la consommation insuffisante des petits cultivateurs, que seuls des gens malhonnêtes ou ignorants peuvent nier. On laisse dans l'ombre la question de la main-d'œuvre salariée au service de la bourgeoisie paysanne et celle du travail salarié des paysans pauvres. M. Boulgakov, par exemple, a présenté tout un « essai sur la théorie de l'évolution agraire », en passant sous un silence éloquent les deux dernières questions * !

---

* Ou bien en usant de subterfuges non moins éloquents dans le genre de celui-ci : « ... Les nombreux cas où l'agriculture est cumulée avec un métier industriel et où des salariés industriels possèdent un bout de terre »... ne sont « rien de plus qu'un détail (! ?) dans l'économie nationale ; il n'y a pas lieu, pour le moment (? ?), de voir là une nouvelle manifestation de l'industrialisation de l'agriculture ou un abandon par celle-ci de sa tendance particulière d'évolution : le fait est trop insignifiant (en Allemagne, par exemple, les industriels possèdent en tout 4,09% de la surface agricole) » (*sic* — II, pp. 254-255). D'abord si des centaines de milliers d'ouvriers détiennent chacun un *lot* de terre infime, cela ne veut pas dire que « le fait soit insignifiant », mais que le capitalisme ruine et prolétarise le petit cultivateur. Car tous les cultivateurs ayant moins de 2 ha (bien que leur nombre soit énorme : 3,2 millions sur 5,5, soit 58,2 % ou près des *trois cinquièmes*) détiennent « en tout » 5,6 % de la surface agricole !

« Une exploitation paysanne, dit-il, c'est, pourrait-on dire, un bien mis en valeur uniquement ou principalement par le travail de la propre famille du paysan ; il est rare qu'une exploitation paysanne puisse se passer du travail d'autrui, de l'aide du voisin ou du travail salarié temporaire, mais cela ne change pas (évidemment !) sa physionomie économique » (I, 141).

Hertz est un peu plus naïf et, dès le début de son livre, fait cette réserve :

« Par petite exploitation ou exploitation paysanne, j'entendrai au cours de cet exposé une exploitation où travaillent seulement le propriétaire, sa famille et 1-2 ouvriers au maximum » (S. 6 ; p. 29 de la traduction russe).

Lorsqu'il s'agit de l'emploi d'un « salarié », nos *Kleinbürger* oublient bien vite ces fameuses « particularités » de l'agriculture autour desquelles ils font tant de bruit à tout propos et hors de propos.

Dans l'agriculture, 1 ou 2 ouvriers, même s'ils ne travaillent qu'en été, ce n'est déjà pas mal. Le principal n'est pas de savoir si c'est beaucoup ou peu, mais que le travail salarié est employé par les paysans les plus aisés, les plus cossus, dont les « progrès » et la « prospérité » sont d'ordinaire représentés par les chevaliers de la petite bourgeoisie comme la prospérité de la masse de la population. Et pour donner une apparence plus acceptable à ce faux semblant, ces chevaliers déclarent majestueusement : « Le paysan est un ouvrier au même titre que le prolétai-

---

Le spirituel M. Boulgakov ne va-t-il pas en conclure que tout le « phénomène » de la petite propriété et de la petite culture est en général « un détail » et constitue « un fait trop insignifiant » ? ? Sur 5,5 millions de cultivateurs allemands, 791 000, soit 14,4 %, sont des ouvriers salariés de l'industrie et, dans ce nombre 743 000, soit l'énorme majorité, ont moins de 2 ha, ce qui constitue 22,9 % du nombre total des cultivateurs possédant moins de 2 ha. En second lieu, M. Boulgakov, selon son habitude, une nouvelle fois *déforme les statistiques qu'il cite*. Par inadvertance, il a emprunté à la page citée par lui de l'enquête allemande (112, p. 49), le chiffre de la surface agricole des cultivateurs-industriels *indépendants*. Quant aux industriels-cultivateurs non indépendants (c'est-à-dire aux ouvriers industriels salariés), ils détiennent *en tout* 1,84 % de la surface agricole. 791 000 ouvriers salariés détiennent 1,84 % de la surface, et 25 000 propriétaires fonciers en détiennent 24 %. Ne voilà-t-il pas un « détail » insignifiant ?

re » (Boulgakov, II, 288). Et l'auteur exprime sa joie de ce que « les partis ouvriers perdent de plus en plus la nuance d'hostilité antipaysanne qui jadis leur était propre (qui jadis leur était propre !) (289). « Jadis », voyez-vous, « on perdait de vue que la propriété paysanne n'est pas un instrument d'exploitation, mais un facteur de l'application du travail ». Voilà comment on écrit l'histoire ! En vérité, nous ne pouvons pas nous empêcher de dire : Déformez, Messieurs, mais observez la mesure ! Car ce même Monsieur Boulgakov a écrit une « étude » en deux volumes de 800 pages bourrée de « citations » (nous avons montré leur exactitude), prises à toute sorte d'enquêtes, descriptions, monographies, etc., mais pas une fois, *pas une seule fois littéralement*, il n'a essayé d'examiner les rapports qui existent entre les paysans dont la propriété est un instrument d'exploitation, et les paysans dont la propriété est « simplement » un facteur de l'application du travail. *Pas une seule fois*, il n'a reproduit de données systématiques (comme nous l'avons vu, elles existent dans les sources citées par lui-même), concernant le type d'exploitation, le niveau d'existence, etc., des paysans qui louent des ouvriers, des paysans qui n'en louent pas et ne se louent pas eux-mêmes, des paysans qui se louent comme ouvriers. Bien plus. Nous avons vu que, pour montrer « le progrès de l'économie paysanne » (de l'économie paysanne *en général* !), il invoquait des faits concernant les *Grossbauer*, des conclusions qui constatent le progrès des uns, l'appauvrissement et la prolétarisation des autres. Il voit même en général un signe d'« assainissement social » (*sic*) dans la formation de « propriétés paysannes bien assises » (II, 138 ; cf. la conclusion générale, p. 456) ; comme si une propriété paysanne bien assise n'était pas synonyme d'exploitation paysanne bourgeoise, capitaliste ! L'unique tentative qu'il ait faite pour se dégager de ce réseau de contradictions, c'est le raisonnement suivant, encore plus embrouillé :

« Certes, les paysans ne forment pas une masse homogène ; nous l'avons montré plus haut (sans doute, à propos de ce détail insignifiant des cultivateurs travaillant comme ouvriers industriels ?) ; il se produit là une lutte perpétuelle entre la tendance à la différenciation et la tendance au nivellement ; mais ces différences et même cette opposition d'inté-

rêts sont-elles plus grandes qu'entre les diverses couches de la classe ouvrière, entre les ouvriers de la ville et ceux des campagnes, entre les ouvriers qualifiés et ceux qui ne le sont pas, entre les membres des trade-unions et les ouvriers non syndiqués ? Car c'est l'ignorance absolue de ces différences au sein de la classe ouvrière (différences qui amènent certains statisticiens à distinguer une cinquième couche sociale d'une quatrième) qui seule a permis d'opposer une classe ouvrière soi-disant homogène à une masse paysanne hétérogène » (288). Quelle remarquable profondeur d'analyse ! Confondre les différences entre professions avec les différences entre classes ; confondre les différences économiques avec la situation différente des classes dans tout le régime de la production sociale, comme cela illustre à l'évidence l'absence totale de principes scientifiques qui caractérise la « critique » * à la mode et sa tendance pratique à effacer jusqu'à la notion de « classe », à supprimer l'idée même de lutte de classes. L'ouvrier agricole gagne 50 kopecks par jour ; le bon paysan qui emploie des journaliers gagne 1 rouble par jour ; l'ouvrier industriel de la capitale gagne 2 roubles par jour ; le petit artisan de province gagne 1 r 50 par jour. Tout ouvrier plus ou moins conscient dira sans la moindre peine à quelles classes appartiennent les représentants de ces diverses « couches » et quelle est la tendance qui distinguera leur activité publique. Mais pour un représentant de la science universitaire ou pour un « critique » moderne, tout cela est d'une sagesse qui les dépasse.

* Rappelons que l'argument le plus courant de E. Bernstein et de tous ses partisans, c'est la *prétendue* homogénéité de la classe ouvrière. Quant à la « différenciation », M. Strouvé, dans ses *Notes critiques*, faisait déjà ce raisonnement profond : il y a différenciation, il y a aussi nivellement ; pour un statisticien objectif, ce sont des processus d'égale importance (pour l'historien objectif de Chtchédrine, il était indifférent qu'Iziaslav eût battu Yaroslav ou l'inverse[85]). L'économie monétaire se développe ; mais il y a des retours à l'économie naturelle. La grande production dans les usines progresse, mais l'industrie domestique capitaliste aussi progresse (Boulgakov, II, 88 : « *Hausindustrie* (L'industrie à domicile. *N.R.*) ... n'est pas près de disparaître en Allemagne »). Le savant « objectif » doit ramasser soigneusement les petits faits, noter « d'une part » et « d'autre part », « passer (tel le Wagner de Gœthe) d'un livre à l'autre, d'une feuille à l'autre », sans jamais tenter de se faire des conceptions bien nettes, une idée générale du processus d'ensemble.

VIII

DONNÉES GÉNÉRALES DE LA STATISTIQUE AGRICOLE ALLEMANDE POUR 1882 et 1895. LA QUESTION DES EXPLOITATIONS MOYENNES

Après avoir examiné les données détaillées relatives à l'économie paysanne — elles nous intéressent particulièrement car c'est bien dans l'économie paysanne que réside le centre de gravité de la question agraire moderne, — nous aborderons maintenant les données générales de la statistique agricole allemande et nous vérifierons les conclusions que les « critiques » ont tirées de ces données. Voici, en résumé, les principaux résultats des recensements de 1882 et 1895 :

Groupes d'exploitations	Nombre d'exploitations (en milliers)		Surface agricole (en milliers d'hectares)		Chiffres relatifs				Augmentation ou diminution absolues	
					Exploitations		Surface			
	1882	1895	1882	1895	1882	1895	1882	1895	Exploitations	Surface
Moins de 2 ha	3 062	3 236	1 826	1 808	58	58,2	5,7	5,6	+174	—18
De 2 à 5 ha	981	1 016	3 190	3 286	18,6	18,3	10	10,1	+35	+96
De 5 à 20 ha	927	999	9 158	9 722	17,6	18	28,7	29,9	+72	+564
De 20 à 100 ha	281	282	9 908	9 870	5,3	5,1	31,1	30,3	+1	—38
100 ha et plus	25	25	7 787	7 832	0,5	0,4	24,5	24,1	±0	+45
Total	5 276	5 558	32 869	32 518	100	100	100	100	+282	+649

Au sujet de ce tableau dynamique différemment interprété par les marxistes et les « critiques », trois facteurs sont à examiner : l'augmentation du nombre des toutes petites exploitations, la croissance des latifundia, c'est-à-dire des domaines de 1 000 hectares et plus, confondus dans notre tableau abrégé parmi les domaines de plus de 100 hectares,

et, enfin, ce qui provoque le plus de discussions et saute le plus aux yeux, la croissance des exploitations paysannes moyennes (de 5 à 20 ha).

La croissance du nombre des toutes petites exploitations atteste l'accroissement énorme de la misère et de la prolétarisation, car l'écrasante majorité des propriétaires de moins de 2 hectares ne peuvent subsister par l'agriculture seule et exercent des métiers, c'est-à-dire font un travail salarié. Il y a, bien entendu, des exceptions : en cas de cultures spéciales, vigne, culture maraîchère, plantes industrielles, et en général dans les exploitations suburbaines, etc., un paysan peut être indépendant (et même parfois plus ou moins aisé) avec un hectare et demi. Mais, dans le nombre total de 3 millions d'*exploitations*, ces exceptions sont absolument insignifiantes. Que la masse de ces petits « cultivateurs » (qui forment près des trois cinquièmes du total) soit des *ouvriers salariés*, cela ressort nettement des données de la statistique allemande sur les principales professions des cultivateurs des divers groupes. Voici ces données résumées :

Groupes de cultivateurs	Exploitants ruraux dont l'agriculture est l'occupation principale (en %)				Total	% des exploitants ruraux indépendants exerçant des métiers auxiliaires
	Travail indépendant		Travail non indépendant	Autres occupations		
	Agriculture	Commerce, etc.				
Moins de 2 ha	17,4	22,5	50,3	9,8	100	26,1
De 2 à 5 »	72,2	16,3	8,6	2,9	100	25,5
De 5 à 20 »	90,8	7	1,1	1,1	100	15,5
De 20 à 100 »	96,2	2,5	0,2	1,1	100	8,8
100 ha et plus	93,9	1,5	0,4	4,2	100	23,5
Total...	45	17,5	31,1	6,4	100	20,1

On voit par là que, sur l'ensemble des cultivateurs allemands, 45% seulement, soit *moins de la moitié*, sont des cultivateurs indépendants quant à leur *principale* occupation. Et encore, parmi ces cultivateurs indépendants, un

cinquième (20,1%) exerce des métiers auxiliaires. 17,5% des cultivateurs sont, par leur principale occupation, des marchands, des industriels, des maraîchers, etc. (« indépendants », c'est-à-dire occupant dans un métier donné une situation de patron et non d'ouvrier). *Près du tiers* (31,1%) sont des ouvriers salariés (« non indépendants », dans les diverses branches de l'agriculture et de l'industrie). 6,4% des cultivateurs ont pour principal moyen d'existence un emploi (fonctionnaires, militaires, etc.), une profession libérale, etc. Parmi les cultivateurs possédant moins de 2 ha, *la moitié* sont des ouvriers salariés. Parmi les 3,2 millions de « propriétaires » de cette catégorie les cultivateurs « indépendants » forment une petite minorité, en tout 17,4%. Et même parmi ces 17%, le *quart* (26,1%) exercent des métiers *auxiliaires*, c'est-à-dire qu'ils sont des ouvriers salariés par leur métier non plus principal (comme les 50,3% susindiqués), mais auxiliaire. Même parmi les cultivateurs de 2 à 5 ha, il y en a à peine plus de la moitié (546 000 sur 1 016 000) qui sont des cultivateurs indépendants sans exercer aucun métier auxiliaire.

On voit par là à quel point M. Boulgakov déforme la réalité lorsque, affirmant l'augmentation du nombre des personnes occupées réellement dans l'agriculture (ce qui est une erreur, ainsi que nous l'avons montré), il l'explique par « l'accroissement du nombre des exploitations indépendantes, c'est-à-dire, avant tout, comme nous le savons déjà, des exploitations paysannes moyennes aux dépens des grandes » (II, 133). Si c'est la part des exploitations paysannes moyennes dans l'ensemble des exploitations qui s'est le plus accrue (de 17,6% à 18%, soit +0,4%), cela ne veut pas du tout dire encore que l'accroissement de la population rurale doive s'expliquer surtout par l'accroissement du nombre des exploitations paysannes moyennes. Pour savoir quels sont les groupes qui ont le plus contribué à l'augmentation générale du nombre des propriétaires, nous possédons des données directes et n'admettant pas deux interprétations : le total des exploitations s'est accru de 282 000 et, dans ce chiffre, le nombre des propriétés de moins de 2 hectares s'est accru de 174 000. Par conséquent, l'accroissement de la population rurale (s'il est constaté et dans la mesure où il l'est) s'explique par l'accroissement des ex-

ploitations non indépendantes (car celles qui ont moins de 2 hectares dans leur masse ne sont pas indépendantes). L'augmentation porte surtout sur les exploitations parcellaires, dont l'accroissement est un indice de *prolétarisation*. Et si les propriétés de 2 à 5 ha se sont accrues (de 35 000), nous n'avons pas le droit d'attribuer la chose intégralement à l'accroissement des exploitations *indépendantes*, car sur ces 1 016 000 propriétaires, 546 000 seulement sont des cultivateurs indépendants sans gagne-pain auxiliaire.

Passant à la question des grandes exploitations, nous devons noter avant tout le fait caractéristique suivant (très important pour réfuter toute apologétique) : l'adjonction de métiers auxiliaires à l'agriculture doit être expliquée de façon différente et opposée dans les différents groupes de cultivateurs. Pour les petits, c'est un indice de prolétarisation du cultivateur, de diminution de son indépendance, car ici, ce qui se joint à l'agriculture, ce sont des occupations comme le travail salarié, le petit artisanat, le petit commerce, etc. Pour les gros, cela indique ou bien le renforcement de l'importance politique de la grande propriété à l'aide d'un emploi public, militaire ou autre, ou bien le cumul de l'industrie forestière et de certaines industries agricoles avec l'agriculture. Or, ce dernier fait est, comme on le sait, un des indices les plus caractéristiques du progrès du *capitalisme* dans l'agriculture. Voilà pourquoi nous constatons que la proportion des cultivateurs qui regardent l'agriculture « indépendante » comme leur occupation principale (c'est-à-dire qu'ils exploitent comme patrons et non comme ouvriers) s'accroît rapidement avec l'extension de la superficie de la propriété (17—72—92—96 %), mais tombe jusqu'à 93% dans le groupe des exploitations de 100 hectares et plus : dans ce groupe, 4,2% des propriétaires considèrent comme leur principale occupation un service public (rubrique « Autres occupations ») ; 0,4% considèrent comme principale occupation un travail « non indépendant » (ce ne sont pas des ouvriers salariés, mais des intendants, inspecteurs, etc. Cf. *Statistik des Deutschen Reichs*, B. 112, S. 49). Nous constatons également que le pourcentage des cultivateurs indépendants qui exercent encore des métiers auxiliaires diminue rapidement quand augmente la

surface de la propriété (26—25—15—9%), mais s'accroît rapidement chez les détenteurs de 100 hectares et plus (23%).

Quant au nombre des grands domaines (100 hectares et plus) et à leur superficie, les données reproduites plus haut prouvent qu'ils sont en *diminution* relative, tant par rapport au nombre total des propriétés que par rapport à la superficie. Est-ce à dire que l'on puisse en conclure, comme s'empresse de le faire M. Boulgakov, à l'éviction de la grande propriété par la petite et la moyenne propriété paysanne ? Nous pensons que non, et que M. Boulgakov, par ses attaques virulentes contre Kautsky à ce sujet, n'a fait que s'avouer incapable de le réfuter sur le fond. D'abord, la diminution relative des grands domaines est très faible (de 0,47 % à 0,45%, soit une baisse de 0,02% pour leur nombre ; et pour la superficie de 24,43% à 24,088% soit une baisse de 0,35%). Que l'intensification d'un domaine *oblige* parfois à en réduire un peu la surface, que les grands propriétaires louent par petits lots les terres éloignées du centre de l'exploitation, afin de se procurer des ouvriers, cela est bien connu. Nous avons montré plus haut que l'auteur de la description détaillée des grandes et petites propriétés de Prusse orientale reconnaît nettement le rôle auxiliaire de la petite propriété par rapport à la grande et qu'il recommande avec insistance de former des ouvriers domiciliés. En second lieu, il ne peut être question d'éviction de la grande propriété par la petite pour cette bonne raison que les données concernant la *surface* ne suffisent pas encore pour juger de l'*étendue de la production*. Or, dans ce sens, les grands domaines ont accompli un très grand pas en avant ; c'est ce que prouvent de façon irréfutable les chiffres relatifs à l'emploi des machines (voir plus haut) et aux cultures industrielles (nous étudierons ces données plus bas, les données correspondantes de la statistique allemande ayant été interprétées par M. Boulgakov de façon étonnamment fausse). En troisième lieu, dans le groupe de 100 hectares et plus, on constate que les *latifundia* (1 000 ha et plus) se sont accrus d'un pourcentage même plus fort que les propriétés paysannes moyennes : de 515 leur nombre est passé à 572, soit une augmentation de 11% alors que ces dernières sont passées de 926 000 à 998 000, soit une augmentation de 7,8%.

L'étendue des latifundia *s'est accrue* de 94 000 ha, passant de 708 000 à 802 000 hectares : en 1882, elle formait 2,22% de toute la surface agricole ; en 1895, 2,46%. Les objections mal fondées que M. Boulgakov avait présentées à ce sujet contre Kautsky dans *Natchalo* sont assorties aujourd'hui, dans son livre, de la généralisation suivante, encore moins fondée : « L'indice qui témoigne de la décadence des grands domaines, écrit-il, c'est .... l'augmentation des latifundia, bien que le progrès de l'agriculture et son intensification doivent s'accompagner du morcellement » (II, 126). Et M. Boulgakov, ne doutant de rien, annonce ni plus ni moins que la grande exploitation « dégénère en latifundia » (II, 190, 363). Vous voyez avec quelle admirable logique notre « savant » raisonne : *puisque* diminution de superficie signifie *quelquefois*, si la culture s'intensifie, accroissement de production, l'augmentation du nombre et de la superficie des latifundia doit *en général* signifier décadence ! Mais si la logique est si mal en point, pourquoi ne pas faire appel à la statistique ? La source où puise M. Boulgakov ne contient-elle pas de nombreuses données économiques sur ces latifundia ? En voici quelques-unes : 572 très grands domaines couvraient en 1895 une superficie de 1 159 674 hectares, dont 802 000 cultivables et 298 000 en forêts (certains de ces propriétaires de latifundia sont surtout des négociants en bois, et non des cultivateurs). En général, 97,9% d'entre eux ont du bétail ; 97,7% ont des bêtes de travail ; 555 propriétaires emploient des machines, et, comme nous l'avons vu, c'est là que se rencontre le *maximum* de cas d'emploi de machines de toutes sortes ; la charrue à vapeur est employée dans 81 exploitations, soit dans 14% des latifundia. Comme bétail : 148 678 bêtes à cornes, 55 591 chevaux, 703 813 moutons, 53 543 porcs. Seize de ces domaines sont combinés avec des sucreries, 228 avec des distilleries, 6 avec des brasseries, 16 avec des amidonneries, 64 avec des moulins. La culture est intensive : en effet 211 cultivent la betterave (26 000 hectares) et 302 la pomme de terre pour l'industrie. 21 domaines écoulent leur lait à la ville (1 822 vaches, soit 87 par domaine) et 204 font partie de coopératives laitières (18 273 vaches, soit 89 par domaine). En vérité, comme cela ressemble à une « dégénérescence en latifundia » ?

Passons à la question des propriétés paysannes moyennes (5 à 20 ha). Leur part dans l'ensemble des propriétés s'est élevée de 17,6% à 18% (+0,4%), et en étendue de 28,7% à 29,9% (+1,2%). C'est dans ces chiffres que les « démolisseurs du marxisme » de tout acabit voient, bien naturellement, un argument-massue. M. Boulgakov en déduit « l'éviction de la grande exploitation par la petite », « la tendance à la décentralisation », etc., etc. Nous avons montré plus haut que, surtout quand on parle « des paysans », ces données globales sont particulièrement inapplicables et peuvent aisément induire en erreur : c'est là surtout que la formation de petites exploitations capitalistes et les « progrès » de la bourgeoisie paysanne sont susceptibles de dissimuler la prolétarisation et l'appauvrissement de la majorité. Et si l'on constate, pour l'ensemble de l'agriculture en Allemagne, d'une part, un développement incontestable de la grande exploitation capitaliste (accroissement des latifundia, emploi croissant des machines, développement des industries agricoles) et, d'autre part, un accroissement plus incontestable encore de la prolétarisation et de l'appauvrissement (l'exode vers les villes, morcellement poussé de la terre, multiplication des exploitations parcellaires, accroissement du travail salarié auxiliaire, alimentation de plus en plus mauvaise des petits cultivateurs, etc.), il serait vraiment incroyable et impossible que les mêmes processus ne se produisent pas parmi les « paysans ». Au reste, les données détaillées les dénoncent de façon bien nette, confirmant l'idée qu'en l'espèce la statistique des surfaces est absolument insuffisante. Aussi Kautsky avait-il parfaitement raison lorsque, se basant sur le tableau d'ensemble de l'évolution capitaliste de l'agriculture allemande, il concluait qu'on avait tort de déduire de là la victoire de la petite production sur la grande.

Il existe toutefois des données directes et même globales qui prouvent qu'accroissement des « exploitations paysannes moyennes » signifie *accroissement de la misère*, et non pas de l'aisance et de la prospérité. Ce sont ces mêmes chiffres relatifs aux bêtes de travail que M. Boulgakov a si maladroitement traités dans *Natchalo* et dans son livre.

« S'il était encore besoin de le prouver, écrivait M. Boulgakov à propos de son affirmation sur le progrès de la

propriété moyenne et la décadence de la grande propriété, on pourrait ajouter à l'indice de la quantité de travail celui des bêtes de travail. Voici ce tableau éloquent * :

	Nombre d'entreprises possédant des bêtes de travail		Différence
	1882	1895	
De 0 à 2 ha	325 005	306 340	—18 665
De 2 à 5 »	733 967	725 584	— 8 383
De 5 à 20 »	894 696	925 103	+30 407
De 20 à 100 »	279 284	275 220	— 4 064
100 ha et plus	24 845	24 485	— 360
Total	2 257 797	2 256 732	— 1 065

Le nombre des exploitations possédant des bêtes de travail a diminué également dans la grande et dans la petite propriété, il n'a augmenté que dans la moyenne ». (revue *Natchalo*, n° 1, p. 20).

La chose serait encore pardonnable si M. Boulgakov, dans un article de revue écrit au courant de la plume, avait laissé échapper l'erreur qui l'a amené à tirer des chiffres relatifs aux bêtes de travail *juste le contraire* de ce que disent ces chiffres, mais notre « savant scrupuleux » répète la même erreur dans son « étude » (II, 127. Les chiffres + 30 407 et — 360 sont censés représenter des têtes de bétail, alors qu'ils indiquent le nombre des exploitations employant ce bétail ; mais c'est évidemment un détail).

Nous poserons à notre « savant scrupuleux », qui parle si hardiment de la « régression de la grande exploitation » (II, 127), cette question : le nombre des exploitations paysannes moyennes ayant des bêtes de travail s'est accru de 30 000 ; mais quelle importance cela a-t-il quand le *nombre total* des exploitations paysannes moyennes s'est accru de 72 000 (II, 124) ? N'est-il pas évident que le *pourcentage* des exploitations paysannes moyennes ayant des bêtes de travail a *diminué* ? Mais alors, ne convenait-il pas d'examiner *quel était le pourcentage* des exploitations

* Nous reproduisons intégralement le tableau cité par M. Boulgakov, en y ajoutant seulement les totaux qui y manquent.

des divers groupes qui possédaient des bêtes de travail en 1882 et en 1895, d'autant plus que ces données se trouvent à la même page et dans le même tableau où M. Boulgakov a pris les chiffres absolus (*Statistik des Deutschen Reichs*, B. 112, S. 31).

Voici ces données :

	% des exploitations possédant des bêtes de travail		Différence
	1882	1895	
De 0 à 2 ha	10,61	9,46	—1,15
De 2 à 5 »	74,79	71,39	—3,40
De 5 à 20 »	96,56	92,62	—3,94
De 20 à 100 »	99,21	97,68	—1,53
100 ha et plus	99,42	97,70	—1,72
Total	42,79	40,60	—2,19

Ainsi, la proportion des exploitations ayant des bêtes de travail a, *en général*, diminué de plus de 2%, et cette diminution est *supérieure à la moyenne* dans les petites et moyennes exploitations paysannes, *inférieure à la moyenne* dans les grands domaines *. En outre, il ne faut pas oublier que « précisément dans les grands domaines, on emploie souvent à la place de la traction animale celle de la machine en général et en particulier de la machine à vapeur (charrues à vapeur, etc.) » (*Statistik des Deutschen Reichs*, volume

* La plus faible diminution se rencontre dans les plus petites exploitations, parmi lesquelles bien peu ont des bêtes de travail ; nous verrons plus loin que c'est dans ces exploitations (et *seulement* là) que s'est améliorée la composition du troupeau, c'est-à-dire qu'on a commencé à élever relativement plus de chevaux et de bœufs et relativement moins de vaches. Cela montre clairement, comme l'ont justement remarqué les auteurs de l'enquête allemande (p. 32), que les propriétaires de très petits terrains ont des bêtes de travail non seulement pour la culture, mais aussi pour les « travaux auxiliaires salariés ». Voilà pourquoi, dans la question des bêtes de travail, on ne doit pas faire entrer en ligne de compte les exploitations parcellaires, placées dans des conditions tout à fait exceptionnelles.

112, p. 32). Par conséquent, si le nombre des grands domaines (100 hectares et plus) possédant des bêtes de travail a diminué de 360, et si, en même temps, le nombre des domaines employant des charrues à vapeur *a augmenté de 615* (710 en 1882 et 1 325 en 1895), il est clair que dans l'ensemble les grands domaines, loin de perdre ont gagné. Ainsi, la conclusion qui s'impose, c'est que l'unique groupe de cultivateurs allemands qui a incontestablement *amélioré* ses conditions de travail (quant à l'emploi du bétail pour les travaux des champs ou au remplacement du bétail par la vapeur), ce sont les *gros* propriétaires possédant 100 hectares et plus. Dans tous les autres groupes les conditions de travail ont empiré, *notamment dans le groupe des exploitations paysannes moyennes*, où la proportion des exploitations ayant des bêtes de travail a *le plus diminué*. La différence entre les grandes (100 hectares et plus) et les moyennes (5 à 20 ha) exploitations, pour la proportion des bêtes de travail, était auparavant inférieure à 3% (99,42—96,56) ; elle dépasse aujourd'hui 5% (97,70—92,62).

Cette conclusion est encore sensiblement renforcée par les données relatives à la composition des bêtes de travail. Plus l'exploitation est petite, et plus cette composition est mauvaise : moins on emploie de bœufs et de chevaux pour les travaux des champs et plus on emploie de *vaches*, qui sont beaucoup plus faibles. Voici où en étaient les choses à cet égard en 1882 et 1895 :

Sur 100 exploitations ayant des bêtes de trait pour les travaux des champs, on employait :

	Des vaches seulement			Des vaches, ainsi que des chevaux ou des bœufs		
	1882	1895		1882	1895	
De 0 à 2 ha . . .	83,74	82,10	—1,64	85,21	83,95	—1,26
De 2 à 5 » . . .	68,29	69,42	+1,13	72,95	74,93	+1,98
De 5 à 20 » . . .	18,49	20,30	+1,81	29,71	34,75	+5,04
De 20 à 100 » . . .	0,25	0,28	+0,03	3,42	6,02	+2,60
100 ha et plus . . .	0,00	0,03	+0,03	0,25	1,40	+1,15
Total . . .	41,61	41,82	+0,21	48,18	50,48	+2,30

Nous constatons que la composition du bétail, a, en général, empiré (pour la raison que nous avons indiquée, les exploitations parcellaires n'entrent pas en ligne de compte), et *surtout dans le groupe des exploitations paysannes moyennes.* Dans ce groupe, parmi les exploitations ayant des bêtes de travail, s'est *surtout* accrue la proportion de celles qui, pour les travaux des champs, sont obligées d'employer aussi des *vaches*, et de celles qui ne peuvent employer à cet effet *que des vaches.* A l'heure actuelle, plus du tiers des exploitations paysannes moyennes ayant des bêtes de travail sont obligées de se servir de vaches pour les travaux des champs (ce qui est préjudiciable au labour et, par suite, à la récolte et au rendement de la traite) ; déjà plus du cinquième ne peuvent employer que des vaches.

Examinant la quantité des bêtes employées pour les travaux des champs, on constate dans tous les groupes (excepté les exploitations parcellaires) l'augmentation du nombre des vaches. Quant aux chevaux et aux bœufs, leur nombre a varié comme suit :

Nombre de chevaux et de bœufs (en milliers) employés aux travaux des champs

	1882	1895	Différence
De 0 à 2 ha	62,9	69,4	+ 6,5
De 2 à 5 »	308,3	302,3	— 6
De 5 à 20 »	1 437,4	1 430,5	— 6,9
De 20 à 100 »	1 168,5	1 155,4	—13,1
100 ha et plus	650,5	695,2	+44,7
Total	3 627,6	3 652,8	+25,2

Les exploitations parcellaires mises à part, *ce n'est que* dans les grands domaines que l'on constate une augmentation du nombre des bêtes de travail proprement dites.

Par conséquent, voici la conclusion générale qui s'impose au sujet de la modification des conditions de culture quant à l'emploi de la force animale ou mécanique pour les travaux des champs : *amélioration* seulement dans les grands domaines, aggravation dans les autres groupes et *maximum* d'aggravation dans les *exploitations paysannes moyennes.*

Ensuite, les données de 1895 nous permettent de diviser le groupe des exploitations paysannes moyennes en deux sous-groupes : de 5 à 10 ha et de 10 à 20 ha. Comme il fallait s'y attendre, dans le premier sous-groupe (beaucoup plus important par le nombre des exploitations), les conditions de culture quant à l'emploi des bêtes de trait sont incomparablement plus mauvaises. Sur 606 000 propriétaires de 5 à 10 ha, 90,5% possèdent des bêtes de travail (sur 393 000 propriétaires de 10 à 20 ha, 95,8%), et parmi ces derniers 46,3% (17,9% dans le sous-groupe de 10 à 20 ha) font travailler les vaches aux travaux des champs ; 41,3% (4,2% dans le sous-groupe de 10 à 20 hectares) emploient exclusivement les vaches. Et c'est le groupe de 5 à 10 ha, qui, placé dans des conditions particulièrement défavorables quant à l'emploi des bêtes de travail, *s'est le plus accru*, tant par le nombre des exploitations que par leur superficie, de 1882 à 1895. Voici les chiffres :

Pourcentage par rapport à la quantité totale

	d'exploitations		de superficie		de surface agricole	
	1882	1895	1882	1895	1882	1895
De 5 à 10 ha	10,50	10,90+0,40	11,90	12,37+0,47	12,26	13,02+0,76
» 10 à 20 »	7,06	7,07+0,01	16,70	16,59—0,11	16,48	16,88+0,40

Dans le groupe de 10 à 20 ha, l'augmentation du nombre des exploitations est tout à fait insignifiante ; leur part dans la superficie totale a même diminué ; leur part dans la superficie cultivée s'est accrue bien moins que dans le groupe de 5 à 10 ha. Par conséquent, parmi les exploitations paysannes moyennes, se sont accrues surtout (et même exclusivement) celles qui comptent de 5 à 10 ha, c'est-à-dire le groupe où les conditions quant à l'emploi des bêtes de travail sont particulièrement mauvaises.

Nous voyons donc que la statistique établit irréfutablement la signification véritable de la fameuse croissance des exploitations paysannes moyennes : ce n'est pas la croissance du bien-être, *mais celle de la misère*, ce n'est pas un progrès de la petite culture, c'est *sa dégradation*. Si c'est dans la propriété paysanne moyenne que les con-

ditions d'exploitation se sont *le plus* aggravées et qu'il a fallu, plus qu'ailleurs, employer les vaches aux travaux des champs, cet aspect seul des choses (qui est parmi les plus importants pour caractériser une exploitation) non seulement permet, mais impose une conclusion relativement à tous les autres aspects. Si le nombre des paysans sans chevaux (pour employer une expression familière au lecteur russe et parfaitement applicable au cas que nous examinons) s'est accru, si la composition des bêtes de travail a empiré, il ne peut faire aucun doute que l'entretien du bétail en général a également empiré, de même que les soins prodigués à la terre, de même que l'alimentation et les conditions de vie du cultivateur, car chez les paysans, comme tout le monde le sait, plus le bétail est mal entretenu et plus il travaille, plus l'homme vit mal et peine durement, et inversement. Les conclusions que nous avons tirées plus haut de l'étude minutieuse de Klawki sont entièrement confirmées par les données abondantes concernant toutes les petites exploitations paysannes d'Allemagne.

IX

LA LAITERIE ET LES ASSOCIATIONS AGRICOLES EN ALLEMAGNE. LA POPULATION RURALE ALLEMANDE CLASSÉE SELON LA SITUATION DANS L'ÉCONOMIE

Si nous nous sommes arrêtés si longuement sur les données relatives aux bêtes de travail, c'est parce que ce sont les seules données (en dehors de celles étudiées plus haut, concernant l'emploi des machines) qui permettent de pénétrer pour ainsi dire au cœur de l'exploitation, de voir son outillage, son organisation. Toutes les autres données — sur la quantité de terre (que nous avons déjà reproduites), sur la quantité de bétail (que nous allons reproduire) — décrivent l'exploitation seulement de l'extérieur, en faisant égales des choses qui manifestement ne le sont pas, car le soin donné à la terre et, par conséquent, son rendement, la qualité du bétail et sa productivité diffèrent selon les catégories d'exploitations. Si connue que soit cette diffé-

rence, dans les statistiques générales on l'oublie cependant d'habitude, et seules les données concernant les machines et les bêtes de travail permettent jusqu'à un certain point de se faire une idée de cette différence et montrent (en gros) en faveur de qui elle joue. Si les grands domaines emploient davantage les machines particulièrement compliquées et chères, qui seules figurent dans les statistiques, il est évident que tous les autres outils que la statistique passe sous silence (charrues, herses, charrettes, etc.) y sont aussi de meilleure qualité, sont plus complètement représentés dans l'exploitation et plus complètement utilisés (par suite des grandes dimensions du domaine). Il en est de même du cheptel vif. Force est au petit cultivateur d'opposer à ces avantages le labeur acharné et l'économie (il n'a pas d'autres armes dans la lutte pour l'existence), et c'est pourquoi, dans la société capitaliste, ces qualités du petit cultivateur sont un phénomène constant et inévitable et nullement un hasard. L'économiste bourgeois (et le « critique » moderne qui, dans cette question comme dans toutes les autres, se traîne à sa remorque) appelle cela vertus d'économie, de frugalité, etc. (cf. Hecht et Boulgakov) et en fait un mérite au paysan. Le socialiste appelle cela « surtravail » (*Ueberarbeit*) et « sous-consommation » (*Unterkonsumption*) et en fait retomber la faute sur le capitalisme ; il cherche à ouvrir les yeux du paysan sur l'hypocrisie des propos à la Manilov qui érigent en vertu la dégradation sociale et s'efforcent ainsi de la perpétuer.

Examinons les données relatives à la répartition du bétail entre les divers groupes de cultivateurs allemands en 1882 et 1895. En voici les principaux résultats :

Chiffres relatifs

	Tout le bétail (en valeur)			Gros bétail			Porcs		
	1882	1895	±	1882	1895	±	1882	1895	±
0 à 2 ha	9,3	9,4	+0,1	10,5	8,3	—2,2	24,7	25,6	+0,9
2 à 5 »	13,1	13,5	+0,4	16,9	16,4	—0,5	17,6	17,2	—0,4
5 à 20 »	33,3	34,2	+0,9	35,7	36,5	+0,8	31,4	31,1	—0,3
20 à 100 »	29,5	28,8	—0,7	27,0	27,3	+0,3	20,6	19,6	—1,0
100 ha et plus	14,8	14,1	—0,7	9,9	11,5	+1,6	5,7	6,5	+0,8
Total	100	100	—	100	100	—	100	100	—

Ainsi la part de la grande exploitation dans l'ensemble du bétail a diminué ; ce qui a augmenté surtout, c'est la part des exploitations paysannes moyennes. Nous parlons de la quantité totale du bétail, bien que les données se rapportent à la valeur, parce que l'hypothèse des statisticiens sur la valeur égale de chaque tête de bétail dans tous les groupes est manifestement fausse. Les données concernant la valeur, tout en permettant d'additionner le bétail de différentes espèces (on pourrait aboutir au même résultat en exprimant tout le bétail en têtes de gros bétail, mais cela exigerait de nouveaux calculs, sans modifier essentiellement les conclusions), montrent la répartition du cheptel vif en quantité et non pas en valeur réelle. Le bétail des grands propriétaires étant meilleur que celui des petits exploitants et s'améliore sans doute plus vite (à en juger par l'amélioration du cheptel mort), ces données amoindrissent dans une mesure très appréciable la supériorité effective de la grande exploitation.

Quant aux diverses espèces de bétail, il est à noter que la diminution de la part de la grande exploitation s'explique par la diminution de l'élevage commercialisé des moutons : le nombre en est tombé de 21,1 millions en 1882 à 12,6 millions en 1895, soit une diminution de 8,5 millions, dont 7 millions dans les domaines de 20 hectares et plus. Parmi les branches de l'élevage industriel qui se développent en Allemagne, il faut surtout ranger, comme on le sait, l'élevage pour le lait et la boucherie. Nous avons donc pris les chiffres du bétail à cornes et des porcs et nous avons constaté que, dans ces deux branches d'élevage, ce sont les grandes exploitations (100 hectares et plus) qui ont réalisé *le plus* de progrès : l'augmentation de leur part dans l'ensemble des bêtes à cornes et des porcs est la plus grande. Ce fait attire d'autant plus l'attention que les propriétés s'occupant d'élevage sont généralement moins étendues que les propriétés s'occupant d'agriculture et que, par conséquent, on devrait s'attendre à voir les exploitations capitalistes moyennes se développer plus rapidement que les grandes. La conclusion générale qui s'impose (quant au nombre, mais non à la qualité du bétail) est celle-ci : ceux qui ont le plus perdu à la forte baisse de l'élevage

commercialisable des moutons, ce sont les gros propriétaires et, en augmentant considérablement (en comparaison avec les petites et moyennes exploitations) l'élevage des bêtes à cornes et des porcs, ils n'ont fait que rendre moins sensible ce désavantage, sans le supprimer.

En parlant de l'élevage laitier, nous ne pouvons passer sous silence les données, très instructives et encore non utilisées à notre connaissance, qui existent à ce sujet dans la statistique allemande. Mais cela nous ramène déjà à la question générale de l'adjonction de l'industrie à l'agriculture, et nous devons nous y arrêter, vu l'étonnante déformation des faits dont M. Boulgakov se rend encore une fois coupable. Comme on le sait, l'adjonction à l'agriculture du traitement industriel des produits agricoles est un des indices les plus marquants d'un progrès spécifiquement capitaliste en agriculture. Déjà dans *Natchalo*, M. Boulgakov déclarait :

« Pour moi, la valeur de cette adjonction a été grossie à l'extrême par Kautsky : les données statistiques montrent que l'étendue de terrains ainsi rattachée à l'industrie est tout à fait insignifiante » (n° 3, p. 32).

Argument bien faible, car M. Boulgakov n'ose pas nier le caractère technique progressif de cette adjonction, et il passe sous silence la question capitale : est-ce la grosse production ou la petite qui est l'élément porteur de ce progrès ? Et comme la statistique fournit à cette question une réponse tout à fait précise, M. Boulgakov, dans son livre, s'engage dans la voie... *sit venia verbo* ! *... des subterfuges. Il reproduit le pourcentage des exploitations (toutes ensemble, sans les classer par groupes !) possédant telle ou telle installation industrielle et remarque : « Il ne faut pas s'imaginer que ces installations appartiennent surtout aux grandes exploitations » (II, 116). Tout au contraire, très honorable professeur, c'est bien ce qu'il faut s'imaginer, et votre tableau (qui *ne* donne *pas* le pourcentage des exploitations possédant une installation indus-

* Sauf respect ! (*N.R.*)

trielle par rapport à l'ensemble des exploitations du *même* groupe) n'est qu'un trompe-l'œil pour le lecteur mal informé ou peu attentif. Pour ne pas émailler notre texte de chiffres, nous reproduirons le nombre total des exploitations possédant des raffineries, distilleries, amidonneries, brasseries ou moulins (ce chiffre indiquera par conséquent, le nombre des *cas* d'adjonction d'une installation industrielle à une entreprise agricole). Voici le tableau que nous obtenons :

	Nombre total des exploitations	Nombre des cas d'adjonction d'une installation industrielle	%
0 à 2 ha . .	3 236 367	11 364	0,01
2 à 5 » . .	1 016 318	13 542	1,09
5 à 20 » . .	998 804	25 879	2,30
20 à 100 » . .	281 767	8 273	2,52
100 ha et plus	25 061	4 006	15,72
Total . .	5 558 317	63 064	1,14
1 000 ha et plus	572	330	57,69

Ainsi la part des exploitations avec installation industrielle intégrée est infime dans la petite propriété et ne devient une grandeur appréciable que dans la grande (et une grandeur immense dans les latifundia, dont *plus de la moitié* jouissent des avantages de cette intégration). En rapprochant de ce fait les données reproduites plus haut sur les machines et les bêtes de travail, le lecteur comprendra la sottise prétentieuse des aphorismes de M. Boulgakov sur « l'illusion des marxistes conservateurs » pour qui la grande propriété est un élément de progrès économique et la petite un élément de régression » (II, 260).

« La majeure partie (des betteraves à sucre et des pommes de terre pour la distillerie), poursuit M. Boulgakov, est produite dans les petites exploitations. »

C'est tout le contraire : *justement dans les grandes* :

	Exploitations cultivant la betterave à sucre	% par rapport à l'ensemble des exploitations	Superficie occupée par la betterave (en hectares)	%	Exploitations cultivant la pomme de terre pour l'industrie	% par rapport à l'ensemble des exploitations
0 à 2 ha	10 781	0,33	3 781	1,0	565	0,01
2 à 5 »	21 413	2,10	12 693	3,2	947	0,09
5 à 20 »	47 145	4,72	48 213	12,1	3 023	0,30
20 à 100 »	26 643	9,45	97 782	24,7	4 293	1,52
100 ha et plus . .	7 262	28,98	233 820	59,0	5 195	20,72
Total . . .	113 244	2,03	396 289	100	14 023	0,25
1 000 ha et plus . .	211	36,88	26 127	—	302	52,79

Ce qui prouve encore une fois que le pourcentage des exploitations cultivant la betterave et la pomme de terre pour l'industrie est tout à fait insignifiant dans la petite propriété, sensible dans la grande et très élevé dans les latifundia. La majeure partie des betteraves — 83,7%, à en juger par la superficie occupée, est produite dans les grandes exploitations *.

M. Boulgakov ne s'est pas non plus rendu compte de « la part de la grande propriété » dans l'exploitation laitière (II, 117). Or cette branche de l'élevage industriel est une de celles qui se développent le plus rapidement dans toute l'Europe ; elle est aussi un des indices du progrès agricole. Voici les données concernant les exploitations qui vendent du lait et des produits laitiers dans les villes :

* L'échec décisif... subi par M. Boulgakov dans ses affirmations relativement aux industries agricoles est si frappant que nous nous demandons bien malgré nous : Cet échec ne s'explique-t-il pas par le fait que M. Boulgakov a copié les tableaux de l'enquête allemande *sans s'apercevoir* qu'ils donnaient le pourcentage des exploitations aux industries agricoles intégrées, *non point par rapport au total des exploitations du groupe* ? D'une part, il est difficile d'admettre dans l'« étude » d'un savant scrupuleux une pareille suite d'erreurs (avec une série de conclusions fracassantes). D'autre part, l'identité des tableaux de M. Boulgakov avec ceux de l'enquête (pp. 40 et 41) est indéniable... Ah, ces « savants scrupuleux » !

	Nombre d'exploitations	% par rapport à l'ensemble*	% par rapport à l'ensemble des exploitations du groupe	Nombre de vaches par groupe d'exploitation	% par rapport à l'ensemble	Nombre de vaches par exploitation
0 à 2 ha	8 998	21,46	0,3	25 028	11,59	2.8
2 à 5 »	11 049	26.35	1,1	30 275	14,03	2,7
5 à 20 »	15 344	36.59	1,5	70 916	32,85	4,6
20 à 100 »	5 676	13,54	2,0	58 439	27,07	10.3
100 ha et plus	863	2,06	3.4	31 213	14.46	36.1
Total	41 930	100,0	0.8	215 871	100	5.1
1 000 ha et plus	21	—	3,7	1 822	—	87,0

* Nous reproduisons cette colonne pour que le lecteur se rende bien compte des procédés de M. Boulgakov, qui, à l'appui de ses conclusions, renvoie seulement à cette colonne (prise dans l'enquête).

Là aussi la grande propriété arrive la première : le pourcentage des cultivateurs participant au commerce du lait est d'autant plus élevé que l'exploitation est plus étendue, et c'est dans les latifundia qu'il est le plus élevé (la voilà bien, la « dégénérescence des latifundia »). Par exemple, comparés aux exploitations paysannes moyennes (5 à 20 ha), les grands domaines (100 hectares et plus) vendent du lait à la ville plus de deux fois plus souvent (3,4% contre 1,5%).

Que les grands domaines (quant à l'étendue de terre) aient aussi une grande exploitation laitière, cela ressort des données sur le nombre des vaches par propriétaire, qui atteint 36 chez les possesseurs de 100 hectares et plus, et même 87 dans les latifundia. En général, les exploitations nettement capitalistes (20 hectares et plus) groupent 41,5% des vaches dont le lait est vendu à la ville, bien qu'il s'agisse là d'une portion infime de l'ensemble des exploitations (5,52%) et d'une portion minime de celles qui vendent du lait à la ville (15,6%). Le progrès de l'exploitation capitaliste et la concentration capitaliste de cette branche de l'élevage industriel ne font donc aucun doute.

Cependant, la concentration de l'industrie laitière est loin d'être pleinement caractérisée par le classement des exploitations d'après la superficie. On comprend même *a priori* qu'il peut et doit y avoir des exploitations d'égale étendue ayant des quantités inégales de bétail en général et de bétail laitier en particulier. Comparons avant tout la répartition entre exploitations de *tout* le bétail à cornes et de toutes les vaches dont le lait est vendu à la ville :

	% par rapport à l'ensemble des bêtes à cornes	% des vaches, dont le lait est vendu à la ville	Différence
0 à 2 ha . .	8,3	11,6	+3,3
2 à 5 » . .	16,4	14,0	—2,4
5 à 20 » . .	36,5	32,8	—3,7
20 à 100 » . .	27,3	27,1	—0,2
100 ha et plus . .	11,5	14,5	+3,0
Total . . .	100,0	100	

Nous le voyons encore une fois, ce sont les exploitations *paysannes moyennes* qui sont le *moins* favorisées : sur l'ensemble des bêtes à cornes qu'il possède, c'est ce groupe qui en utilise le moins pour vendre du lait à la ville (c'est-à-dire pour la branche la plus avantageuse de l'industrie laitière). Par contre, les grands domaines sont placés dans des conditions très avantageuses : ils utilisent une part relativement plus grande de leurs bêtes à cornes pour vendre du lait à la ville *. Mais les plus petits cultivateurs sont placés dans des conditions encore plus avantageuses ; ils utilisent *la plus grande* proportion de leurs bêtes à cornes pour vendre du lait à la ville. Par conséquent, dans ces exploitations se multiplient déjà des fermes « laitières » spécialisées, pour lesquelles la culture passe au second

* Cette différence ne saurait être expliquée par le fait que les bêtes à cornes comprennent une proportion inégale de bœufs, car dans la grande propriété le pourcentage des bœufs (du moins de ceux qui sont employés aux travaux des champs) par rapport à l'ensemble des bêtes à cornes est plus élevé que dans l'exploitation paysanne moyenne.

plan ou même fait complètement défaut (sur 8 998 exploitations de ce groupe qui vendent du lait à la ville, 471 ne possèdent pas du tout de surface cultivée, mais possèdent 5 344 vaches, soit 11,3 vaches par exploitation). Si, à l'aide de la statistique allemande, on dégage les exploitations ayant 1 ou 2 vaches, on obtient un tableau intéressant montrant la concentration de l'industrie laitière à l'intérieur d'un seul et même groupe (d'après la superficie occupée) :

Exploitations vendant les produits laitiers à la ville:

	Nombre d'exploitations	Exploitations ayant 1 vache	2 vaches	3 vaches et plus	Nombre de vaches dans ces dernières	Soit par exploitation	Total des vaches
0 à 50 ares	1 944	722	372	850	9 789	11,5	11 255
50 ares à 2 ha	7 054	3 302	2 552	1 200	5 367	4,5	13 773
0 à 2 ha	8 998	4 024	2 924	2 050	15 156	7,4	25 028
2 à 5 »	11 049	1 862	4 497	4 690	19 419	4,3	30 275

Parmi les exploitations de surface agricole tout à fait insignifiante (0 à 0,5 hectare), l'industrie laitière est extrêmement concentrée : moins de la moitié de ces propriétaires (850 sur 1 944) groupent près des 9/10 des vaches de ce groupe (9 789 sur 11 255) et possèdent en moyenne 11,5 vaches chacun. Ce ne sont plus, tant s'en faut, de « petits » cultivateurs, ce sont des entrepreneurs dont le chiffre d'affaires atteint probablement (surtout autour des grandes villes) plusieurs milliers de marks par an et qui sans doute ne se passent guère d'ouvriers salariés. La croissance rapide des villes augmente sans discontinuer le nombre de ces « fermes laitières », et il se trouvera sans doute toujours des Hecht, des David, des Hertz et des Tchernov pour consoler le petit cultivateur écrasé de misère en lui montrant le cas exceptionnel d'un des siens, qui « s'en est tiré » grâce à une exploitation laitière, à la culture du tabac, etc.

Dans le groupe de 0,5 à 2 ha, on constate que moins d'un cinquième des propriétaires (1 200 sur 7 054) concentrent plus des deux cinquièmes de la totalité des vaches (5 367 sur 13 773) ; dans le groupe de 2 à 5 ha, moins de

la moitié des propriétaires (4 690 sur 11 049) détiennent plus des trois cinquièmes de la totalité des vaches (19 419 sur 30 275), etc. Malheureusement, la statistique allemande ne permet pas de dégager des groupes ayant un nombre de vaches plus appréciable *. Mais les données que nous avons reproduites confirment entièrement la conclusion générale d'après laquelle *la concentration de l'agriculture capitaliste est en réalité bien plus forte* que ne le laisserait supposer la seule statistique des superficies. Cette statistique confond ensemble des exploitations petites par leur étendue et par leur production de céréales et d'autres importantes par l'élevage du bétail laitier ou de boucherie, la culture du tabac ou de la vigne, la culture maraîchère, etc. Certes, à côté de la production des céréales, toutes ces branches passent au second plan, et certaines conclusions *générales* conservent toute leur importance, même

* Plus exactement : c'est *la façon* dont les données de la statistique allemande ont été *classées* qui ne le permet pas, car les auteurs de l'enquête avaient des renseignements sur chaque exploitation (dans les réponses des paysans aux questionnaires). Notons que ce souci d'avoir des renseignements sur chaque exploitation à part distingue avantageusement la statistique agricole allemande de la statistique française, et, je crois, aussi de l'anglaise et des autres. Ce procédé permet de classer les exploitations des divers types non seulement d'après leur étendue, mais aussi d'après le développement de l'industrie laitière, l'emploi des machines, le développement des industries agricoles, etc. Il faut seulement pour cela une utilisation plus détaillée des données de la statistique : d'abord, les économies ne doivent pas être groupées d'après un seul indice (la superficie), mais d'après plusieurs (machines, bétail, cultures spéciales, etc.) ; ensuite, on doit combiner les divers groupements, c'est-à-dire diviser chaque groupe, par exemple, d'après la superficie, en sous-groupes d'après la quantité du bétail, etc. Sous ce rapport, la statistique paysanne des zemstvos pourrait et devrait servir d'exemple. Autant la statistique gouvernementale allemande est supérieure à la statistique *gouvernementale* russe par la largeur, la plénitude, la variété et l'exactitude des données, par la rapidité avec laquelle ces données sont classées et publiées, autant notre statistique *des zemstvos* est supérieure aux enquêtes et aux recensements partiels de l'Occident, par la remarquable abondance de certaines données et le détail de leur classification. Il y a longtemps que la statistique russe des zemstvos a adopté l'enquête par famille, ainsi que les différents tableaux de groupes et les tableaux synoptiques dont nous venons de parler. Une meilleure connaissance de la statistique de nos zemstvos en Occident ferait sans doute fortement avancer la statistique sociale en général.

dans la statistique des superficies. Mais d'abord, certaines branches spéciales de l'agriculture marchande grandissent avec une rapidité particulière en Europe et sont très caractéristiques du processus d'évolution *capitaliste* qui s'y accomplit. Ensuite, cette circonstance est bien souvent négligée lorsqu'on invoque certains exemples ou certaines régions, et cela ouvre un très vaste champ à l'apologétique petite-bourgeoise, dont les modèles nous sont fournis par Hecht, David, Hertz et Tchernov. Ces derniers ont parlé des planteurs de tabac, qui, par la superficie de leurs exploitations, sont *echte und rechte Kleinbauern* * ; mais par l'importance de leurs plantations de tabac, ils sont loin d'être des « petits » paysans, et si l'on prend spécialement les données relatives au tabac, on verra, là aussi, une concentration capitaliste. Ainsi, en 1898, on comptait dans toute l'Allemagne 139 000 planteurs avec 17 600 hectares, mais sur ces 139 000, 88 000, soit 63%, n'ont ensemble que 3 300 hectares, soit le cinquième seulement de la superficie totale plantée en tabac ; les autres quatre cinquièmes sont détenus par 37% des planteurs **.

Il en est de même de la viticulture. En général, la superficie du vignoble « moyen », par exemple, est très réduite en Allemagne : 0,36 hectares (344 850 vignerons et 126 109 ha de vignobles). Mais la répartition est telle que 49% des vignerons (ayant moins de 20 ares de vignobles) ne détien-

---

* D'authentiques petits paysans. (*N.R.*)

** *Die deutsche Volkswirtschaft am Schlusse des 19. Jrhd.* Brl. 1900, S. 60 (L'économie nationale allemande à la fin du XIXe siècle, Berlin 1900, p. 60. *N.R.*). Ce sont là des chiffres grossiers de la statistique fiscale. Pour la Russie, nous possédons des renseignements sur la répartition des cultures de tabac pour trois districts de la province de Poltava : sur 25 089 familles paysannes cultivant du tabac, 3 015 (moins du huitième) détiennent 74 565 déciatines de céréales sur 146 774 déciatines, soit plus de la moitié, et 3 239 déciatines de plantations de tabac sur 6 844 déc., soit près de la moitié. En groupant ces exploitations d'après la superficie des plantations de tabac, on constate que 324 familles (sur 25 089) possèdent chacune 2 déciatines et plus de tabac, en tout 2 360 déciatines sur 6 844. Ce sont les gros planteurs capitalistes, qui font si souvent parler d'eux comme d'odieux exploiteurs des ouvriers. 2 773 familles avaient chacune plus de 0,5 déciatine de tabac (un peu plus d'un dixième) et possédaient en tout 4 145 déciatines de tabac sur 6 844. Cf. *Les plantations de tabac en Russie*, fascicules II et III, Saint-Pétersbourg 1894.

nent que 13% des vignobles ; 30% de vignerons « moyens » (ayant 20 à 50 ares) en détiennent 26% et 20% de gros vignerons (0,5 hectare et plus) 61% de vignobles, soit plus des trois cinquièmes *. La concentration est encore bien plus forte dans la culture maraîchère (*Kunst und Handelsgärtnerei*), qui croît si rapidement dans tous les pays capitalistes en fonction du développement des grandes villes, des grandes stations de chemin de fer, des cités industrielles, etc. En 1895, on comptait en Allemagne 32 540 exploitations s'occupant de culture maraîchère avec 23 570 hectares de terrains maraîchers, — en moyenne moins d'un hectare chacune. Mais la bonne moitié de cette superficie (51,39%) est concentrée entre les mains de 1 932 propriétaires, ou 5,94% des maraîchers. Voici les chiffres qui montrent la superficie des terrains maraîchers et des autres cultures chez ces gros propriétaires : 1 441 possédant de 2 à 5 hectares de cultures maraîchères détiennent en moyenne chacun 2,76 hectares de ces cultures et 109,6 ha de terre en tout ; 491 possédant de 5 ha et plus de cultures maraîchères détiennent en moyenne chacun 16,54 ha de ces cultures et 134,7 hectares en totalité.

Revenons à l'industrie laitière, dont les données nous permettent de répondre à la question du rôle des coopératives, transformées par Hertz en une panacée contre le capitalisme. Hertz voit la « principale tâche du socialisme » dans leur encouragement (S. 21, 89, et pp. 62, 214 de la traduction russe), et M. Tchernov qui, à son ordinaire, se brise le front contre terre dans son ardeur à courber l'échine devant les nouvelles idoles, a inventé déjà une « évolution non capitaliste de l'agriculture », à l'aide de la coopération. En général, il nous faudra tout à l'heure dire quelques mots de la portée théorique de cette remarquable découverte. Pour l'instant, nous noterons que les partisans de la

* Il est intéressant de noter qu'en France, où la viticulture est infiniment plus développée (1 800 500 hectares), la concentration des vignobles est aussi bien plus considérable. Seulement, pour s'en rendre compte, on doit se borner aux données de la statistique générale des superficies, car en France on ne recueille pas de renseignements famille par famille, et le nombre des propriétaires de vignobles est inconnu. Les propriétaires de 10 hectares et plus possèdent 12,83 % de l'ensemble des vignobles en Allemagne, et 57, 02 % en France.

coopération parlent volontiers de ce que l'on « peut » faire à l'aide des coopératives (voyez l'exemple cité plus haut). Nous montrerons plutôt ce que l'on réalise effectivement avec la coopération dans la société capitaliste actuelle. Lors du recensement des entreprises et des professions en 1895, la statistique allemande a enregistré toutes les exploitations agricoles faisant partie des coopératives laitières (*Molkereigenossenschaften und Sammelmolkereien*), ainsi que le nombre des vaches dont les produits laitiers son mis en vente par chacun de ces exploitants. Ce sont, à notre connaissance, à peu près les seules données *générales* établissant avec exactitude non seulement le degré de participation des propriétaires de diverses catégories aux coopératives, mais aussi — ce qui est particulièrement important — la valeur pour ainsi dire économique de cette participation, c'est-à-dire l'importance de la branche agricole par laquelle chacun participe à la coopérative (nombre des vaches donnant les produits dont la vente est organisée par les coopératives). Voici ces données, réparties en 5 groupes principaux, selon l'étendue des propriétés :

Ainsi, parmi les petits cultivateurs, ne participe aux coopératives qu'une minorité tout à fait infime — 3 à

Exploitations participant aux coopératives laitières

	Nombre des exploitations	% par rapport à l'ensemble des exploitations	% par rapport au total*	Nombre de vaches de ces exploitations	% par rapport au total		Nombre de vaches par exploitant
0 à 2 ha. .	10 300	0,3	6,95	18 556	1,71		1,8
2 à 5 » . .	31 819	3,1	21,49	73 156	6,76		2,3
5 à 20 » . .	53 597	5,4	36,19	211 236	19,51		3,9
20 à 100 » . .	43 561	15,4	29,42	418 563	38,65	72,02	9,6
100 ha et plus	8 805	35,1	5,95	361 435	33,37		41,0
Total . .	148 082	2,7	100,00	1 082 946	100,00		7,3
1 000 ha et plus	204	35,6	—	18 273	—		89

* M. Boulgakov a déclaré: «La part de la grande propriété ressortira clairement des chiffres suivants» (II, 117), et il n'a reproduit *que* les chiffres, qui, loin d'éclairer «la part de la grande propriété», ne font (n'étant pas rapprochés d'autres chiffres) que *l'obscurcir*.

5% — proportion qui, probablement, est en dessous de la part des exploitations capitalistes même dans les groupes inférieurs. Par contre, parmi les grandes exploitations notoirement capitalistes, la proportion de celles qui participent aux coopératives est de 3 à 7 fois plus forte que même parmi les exploitations paysannes moyennes. Ce sont les latifundia qui participent le plus souvent aux coopératives. Nous pouvons maintenant juger de la naïveté sans bornes de Hertz, le Vorochilov autrichien, qui, objectant à Kautsky que « la société agricole allemande d'achats en commun (*Bezugsvereinigung*), composée des plus grosses coopératives, groupe *1 050 000 exploitants ruraux* » (S. 112 ; p. 267 de la traduction russe, souligné par Hertz), en conclut que, *par conséquent*, non seulement les gros agriculteurs (qui ont plus de 20 hectares, en tout 306 000 propriétaires), mais aussi les paysans prennent part aux coopératives ! Si Hertz avait réfléchi un peu à sa propre hypothèse (d'après laquelle *tous* les gros propriétaires participent aux coopératives), il se serait rendu compte que, si les gros propriétaires font tous partie des coopératives, c'est *donc* que les autres n'en forment que la *moindre partie*, ce qui confirme alors la conclusion de Kautsky relative à la *supériorité de la grande propriété sur la petite aussi quant à l'organisation coopérative.*

Mais ce qui est encore plus intéressant, ce sont les données sur le nombre des vaches dont les produits laitiers sont vendus par l'intermédiaire des coopératives : l'*écrasante majorité* de ces vaches, *près des trois quarts* (72%), appartiennent aux gros propriétaires ayant une *exploitation laitière capitaliste* et possédant chacun 10,40 et même (dans les latifundia) 80 vaches. Maintenant, écoutez ce que dit Hertz : « Nous affirmons que *les coopératives profitent davantage précisément aux petits et aux tout petits cultivateurs* » (S. 112 ; p. 269 de la traduction russe, l'italique est de Hertz). Les Vorochilov sont partout les mêmes : que ce soit en Russie ou en Autriche, lorsqu'un Vorochilov se frappe la poitrine et dit en soulignant « Nous affirmons », on peut être certain qu'il affirme une chose qui n'est pas.

Après avoir examiné les données de la statistique agricole allemande, jetons un coup d'œil sur la répartition

générale de la population agricole selon sa situation économique. Nous n'examinerons, bien entendu, que l'économie rurale proprement dite (*A* 1, mais non *A* 1-6, selon les rubriques de la statistique allemande, c'est-à-dire que nous ne rangeons pas parmi les cultivateurs, les pêcheurs, les bûcherons et les chasseurs) ; ensuite nous examinerons les données relatives aux personnes dont l'agriculture est la *principale occupation*. La statistique allemande divise cette population en trois grands groupes : a) cultivateurs indépendants (c'est-à-dire propriétaires, fermiers, etc.) ; b) employés (gérants, aide-gérants, surveillants, commis, etc.), et c) ouvriers. Ce dernier groupe se divise en quatre sous-groupes : *c*[1]) « membres de la famille travaillant dans l'exploitation du chef de la famille, père, frère, etc. ». En d'autres termes, ce sont les ouvriers familiaux, par opposition aux ouvriers salariés, auxquels se rapportent les autres sous-groupes du groupe *c*. Il est donc évident que, pour étudier la composition sociale de la population (et son évolution capitaliste), on doit mettre ces ouvriers familiaux dans le même groupe que les propriétaires (*a*), au lieu de les ranger, comme on le fait d'habitude, parmi les ouvriers salariés, car ces ouvriers familiaux sont, au fond, des copropriétaires, ce sont des membres de familles possédantes qui ont droit à l'héritage, etc. Ensuite, vient le sous-groupe *c* [2]) : valets et servantes de ferme (*Knechte und Mägde*) ; *c* [3]) : « journaliers agricoles et autres ouvriers (gardeurs de moutons, bergers) ayant un terrain en propre ou en ferme ». Par conséquent, ce groupe de personnes qui sont à la fois propriétaires et ouvriers salariés est un groupe intermédiaire, transitoire, à mettre à part. Enfin, *c* [4]) : « les mêmes, mais sans terre ni en propre ni en ferme ». Nous obtenons donc trois groupes essentiels : I. Cultivateurs-propriétaires et membres de leur famille. II. Cultivateurs-propriétaires qui sont en même temps ouvriers salariés. III. Ouvriers salariés n'ayant pas de terre (employés, ouvriers agricoles et journaliers). Voici comment se répartissait entre ces groupes la population * rurale allemande en 1882 et 1895 :

* Nous ne parlons que de la population « active » (pour employer le terme français ; en allemand *erwerbsthätige*), c'est-à-dire s'occu-

Population active dont l'agriculture est la principale occupation (en milliers)

	1882	1895		
a) Propriétaires	2 253	2 522	+269	
c^1) Membres de leurs familles	1 935	1 899	—36	
I	4 188	4 421	+233	+ 5,6%
c^2) Ouvriers pourvus de terre (II)	866	383	—483	—55,8%
I+II	5 054	4 804	—250	
b) Employés	47	77	+30	
c^3) Ouvriers agricoles	1 589	1 719	+130	
c^4) Ouvriers sans terre	1 374	1 445	+71	
III	3 010	3 241	+231	+ 7,7%
Total	8 064	8 045	—19	— 0,2%

Donc, la population active a diminué quoique de bien peu. On y constate la diminution du nombre des détenteurs de terre (I + II) et l'augmentation de la population sans terre (III). Cela montre clairement que l'*expropriation de la population rurale progresse* et surtout celle des petits propriétaires, car nous savons déjà que les ouvriers salariés pourvus d'un petit lopin se rattachent à la catégorie des

---

pant réellement d'agriculture ; nous ne comptons pas les *domestiques* ni les membres de la famille ne prenant pas une part régulière et constante aux travaux agricoles. La statistique sociale russe est si peu développée qu'elle n'a même pas de terme spécial pour cette notion « active », « *erwerbsthätige* », « *occupied* ». Janson, dans son étude sur les professions de la population de St-Pétersbourg (*Saint-Pétersbourg d'après le recensement de 1890*), emploie le terme d'« indépendant », mais ce terme n'est pas commode, car, par « indépendants » on entend d'habitude les propriétaires, et la classification d'après la participation ou non-participation à l'activité productrice (dans l'acception large du mot) se confond avec la classification selon la situation économique de la personne (propriétaire — ouvrier isolé). On pourrait employer l'expression : « population productive », mais elle n'est pas exacte non plus car, par exemple, les militaires, les rentiers et d'autres classes analogues ne sont nullement « productifs ». On pourrait peut-être employer le terme : population « industrielle », c'est-à-dire exerçant n'importe quelle « industrie » (=rapportant des revenus) par opposition à ceux qui vivent aux dépens de cette population.

plus petits exploitants. Ensuite, parmi les détenteurs de terre, c'est le nombre des ouvriers exploitants qui diminue, alors que les propriétaires augmentent. Nous assistons donc à la *disparition des groupes moyens et au renforcement des groupes extrêmes* ; le groupe moyen disparaît, et les *antagonismes capitalistes s'aggravent*. Parmi les ouvriers salariés, augmentent numériquement ceux qui sont déjà complètement expropriés, et diminuent les détenteurs de terre ; parmi les propriétaires s'accroît surtout le nombre des possesseurs immédiats et diminue celui des membres de la famille travaillant à l'entreprise du chef de famille. (Ceci s'explique sans doute par le fait que ces membres de la famille ne touchent, la plupart du temps, aucun salaire du chef de la famille et sont, par conséquent, particulièrement portés à s'évader vers la ville.)

En examinant les données concernant la population pour laquelle l'agriculture constitue un métier *auxiliaire*, on constate que toute cette population (active ou industrielle) s'est accrue de 3 144 000 à 3 578 000, soit une augmentation de 434 000, tombant presque exclusivement sur le groupe des travailleurs membres des familles possédantes, qui s'est accru de 397 000 (de 664 000 à 1 061 000). Le nombre des propriétaires s'est accru de 40 000 (de 2 120 000 à 2 160 000) ; le nombre des ouvriers pourvu de terre s'est accru de 51 000 (de 9 000 à 60 000) ; le nombre des ouvriers sans terre a diminué de 54 000 (de 351 000 à 297 000). Cet accroissement formidable — en 13 ans (de 664 000 à 1 061 000, soit 59,8%) indique encore un accroissement de la prolétarisation, un accroissement du nombre des *paysans*, des membres des familles paysannes pour qui l'agriculture n'est plus qu'une occupation *auxiliaire*. Nous savons que, dans ces cas, l'occupation principale est avant tout le travail salarié (et puis seulement le petit commerce, l'artisanat, etc.). En additionnant tous les travailleurs membres des familles paysannes, tant ceux dont la principale occupation est l'agriculture que ceux pour lesquels elle n'est qu'un métier auxiliaire, on obtient les chiffres suivants : en 1882, 2 559 000 ; en 1895, 2 960 000. Cet accroissement peut facilement donner lieu à une interprétation erronée et à des conclusions apologétiques, surtout lorsqu'on le rapproche du nombre, décroissant dans son

ensemble, des ouvriers salariés. En réalité, cet accroissement général se compose d'une *diminution* des membres des familles paysannes dont l'agriculture est l'occupation principale, et d'un *accroissement* du nombre de ceux pour qui elle est un métier auxiliaire ; de sorte que ces derniers formaient, en 1882, 21,7% seulement de l'ensemble des travailleurs membres des familles paysannes, et, en 1895, 35,8% déjà. Ainsi, la statistique de *l'ensemble* de la population agricole nous montre, de toute évidence, les deux processus de prolétarisation que le marxisme orthodoxe a toujours signalés et que les critiques opportunistes essaient d'escamoter sous des phrases banales : d'une part, les paysans de plus en plus dépossédés de leur terre, l'expropriation de la population rurale, fuyant à la ville ou se transformant d'ouvriers pourvus de terre en ouvriers sans terre ; d'autre part, le développement des « métiers auxiliaires » du paysan, c'est-à-dire de la combinaison agriculture-industrie, qui marque la première étape de la prolétarisation et conduit toujours à un redoublement de la misère (allongement de la journée de travail, alimentation en baisse, etc.). Jusqu'à un certain point, ces deux processus, à les examiner seulement du dehors, sont même opposés : accroissement du nombre des ouvriers sans terre et augmentation du nombre des travailleurs membres des familles des paysans propriétaires. Voilà pourquoi, si l'on confond ces deux processus ou bien si on néglige l'un d'eux, on peut facilement tomber dans les erreurs les plus grossières, dont les exemples sont disséminés tout au long du livre de Boulgakov [86]. Enfin, la statistique des professions nous montre encore un accroissement notable du nombre des employés * : de 47 000 à 77 000, soit de 63,8%. A côté du progrès de la prolétarisation, il y a progrès de la grande production capitaliste, qui a besoin de personnel d'autant plus que l'on emploie davantage de machines et que se développent les industries agricoles.

Ainsi M. Boulgakov, qui vantait tant son « analyse détaillée », n'a pas du tout su s'orienter dans les données

* A ce sujet, M. Boulgakov fait cette très plate plaisanterie dans *Natchalo* : « Le nombre des officiers s'accroît, cependant que l'armée diminue. » Opinion simpliste sur l'organisation du travail dans la grande production !

de la statistique allemande. Dans la statistique des professions, il a noté seulement l'accroissement du nombre des paysans sans terre et la diminution du nombre des ouvriers pourvus de terre comme un indice « des changements survenus dans l'organisation du travail agricole » (II, 106). Cependant, ce changement survenu dans l'organisation du travail de toute l'agriculture allemande est resté pour lui un fait tout à fait fortuit et incompris, sans liaison avec le régime général et l'évolution générale du capitalisme agraire. En réalité, ce fait n'est qu'un des aspects du développement capitaliste. En dépit de M. Boulgakov, le progrès technique de l'agriculture allemande est surtout celui de la grande production, ainsi que le prouvent, de façon irréfutable, les données relatives à l'emploi des machines, au pourcentage des exploitations possédant des bêtes de travail et à leur composition, au développement des industries agricoles, au progrès de l'exploitation laitière, etc. A ce progrès de la grande production se rattachent indissolublement l'accroissement de la prolétarisation et de l'expropriation de la population rurale, la prolifération des exploitations parcellaires et des paysans trouvant leur principal moyen d'existence dans les métiers auxiliaires, l'aggravation de la misère parmi les paysans moyens, catégorie où les conditions de travail se sont le plus dégradées (maximum d'augmentation de la proportion des paysans sans chevaux et des paysans employant des vaches pour les travaux des champs) et, par conséquent, toutes les conditions d'existence et la qualité des soins donnés à la terre.

CONGRÈS D'« UNIFICATION » DES ORGANISATIONS À L'ÉTRANGER DU P.O.S.D.R.

21-22 SEPTEMBRE (4-5 OCTOBRE) 1901[67]

1

DISCOURS DU 21 SEPTEMBRE (4 OCTOBRE)

(PROCÈS-VERBAL)

Camarades,

Nous commencerons par le point dont dépend le succès du congrès.

En ma qualité de représentant de l'*Iskra*, j'estime nécessaire de faire l'historique de nos relations avec les autres organisations. Dès le début, l'*Iskra* a eu une attitude absolument indépendante, se reconnaissant seulement un lien idéologique avec la social-démocratie russe, et a agi comme fondé de pouvoirs de nombreux camarades de Russie. Dans son n° 1 déjà l'*Iskra* avait déclaré qu'elle ne toucherait pas aux divergences d'organisation qui s'étaient produites au sein de l'« Union des social-démocrates russes » [88], et qu'elle attachait une importance primordiale à sa position de principe *.

Certains membres de l'« Union » nous ont proposé de réunir une conférence afin d'aboutir à un accord avec les organisations à l'étranger. Nous en avons conclu qu'il existe dans l'« Union » un groupe qui partage nos principes et que l'on peut, par conséquent, espérer que l'« Union » les admettra également. L'organisation révolutionnaire, le *Social-Démocrate* [89], malgré les divergences d'organisation en plus des divergences de principe, a donné son accord. L'« Union » a, malheureusement, refusé les pourparlers. Depuis qu'un nouveau groupe a pris l'initiative [90], l'« Union » a donné son accord pour entamer des pourparlers. Etant

* Voir Œuvres, t. 4, pp. 393-394 (*N.R.*)

donné que la physionomie de l'« Union » était très imprécise, étant donné qu'il s'est formé au sein de l'« Union » une nouvelle tendance vers le marxisme révolutionnaire, on pouvait espérer qu'un accord de principe était possible. L'*Iskra* et le *Social-Démocrate* ont confirmé leur accord, après quoi s'est tenue la conférence de Genève. Le camarade Krouglov a lu en début de séance, sans ajouter de remarques, la résolution qui y avait été votée. Aucun membre de l'« Union » n'a pris la parole pour protester contre la résolution.

Nous constatons que, dans le n° 10, le *Rabotchéié Diélo* a résolument rompu avec les traditions du marxisme révolutionnaire et s'est élevé contre l'accord de principe réalisé à la conférence de Genève, et avec l'orientation de laquelle l'« Union » semble être d'accord.

Ceci étant, ma critique sera dirigée contre la rédaction du *Rabotchéié Diélo*, et non contre toute l'« Union ».

Comparons la résolution de Genève avec les articles du n° 10 de *Rabotchéié Diélo*.

La résolution de Genève frappe singulièrement par ses détails et la façon dont elle souligne les points considérés comme connus de tous.

Le paragraphe 1 de l'accord de principe spécifie :

« Reconnaissant les principes fondamentaux du socialisme scientifique et agissant de conserve avec la social-démocratie révolutionnaire internationale, nous rejetons toutes les tentatives d'introduire de l'opportunisme dans la lutte de classe du prolétariat, tentatives qui se sont manifestées sous ladite forme d'économisme, de bersteinisme, de millerandisme [91], etc. » Il semble qu'on fasse ici allusion à quelque chose ; sans doute y avait-il lutte entre l'opportunisme et le marxisme révolutionnaire. Quel qu'ait été le contenu du n° 10 du *Rabotchéié Diélo*, il ne peut, en tout cas, supprimer le fait historique que la conférence de Genève a eu lieu et que la résolution qu'elle a adoptée peut servir de base à l'unification. Dans le paragraphe 3, par exemple, la résolution de Genève reconnaît que la social-démocratie doit prendre la tête de la lutte pour la démocratie. Sans doute y avait-il sur ce point aussi des divergences, auparavant. Dans son désir de rejeter l'opportunisme, la résolution en vient à des choses peu

croyables (voir le point « e » dans le paragraphe 5). En conséquence, il y avait également divergence même sur des questions aussi élémentaires. A présent, confrontons cette résolution avec les articles du n° 10 du *Rabotchéié Diélo*. Malheureusement, je n'ai eu que trois jours pour en prendre rapidement connaissance.

Ces articles expliquent en détail la différence de nos points de vue ; ils contiennent quelques justes remarques adressées à *Zaria* et à l'*Iskra*, que nous mettrons à contribution, mais ce n'est pas ce qui nous intéresse en ce moment. Ce qui nous intéresse ce sont les principes qui sont à la base de ces articles. La position de principe du n° 10 du *Rabotchéié Diélo* rejette la position adoptée à la conférence de Genève, par les délégués de l'« Union ». Ces deux positions sont inconciliables. Il faut mettre à nu leurs divergences pour connaître l'attitude de l'« Union », pour savoir si l'unification sur le plan idéologique est possible, sans laquelle l'unification en matière d'organisation n'a pas de sens ; nous ne recherchions ni ne pouvions rechercher une telle unification. Pp. 32-33 du n° 10 du *Rabotchéié Diélo*, l'auteur de l'article est mécontent de l'opposition Montagne-Gironde dans la social-démocratie [92] internationale. Voyez la conférence de Genève : ne représente-t-elle pas une collision entre la Montagne et la Gironde ? L'*Iskra* n'est-elle pas la Montagne ? Est-ce que, dans la première déclaration de la rédaction, l'*Iskra* ne dit pas qu'elle ne veut pas d'unification sur le plan d'organisation avant la délimitation idéologique ? Dans le n° 10 du *Rabotchéié Diélo*, on soutient que même les bernsteiniens les plus avérés ont pour principe de base les intérêts de classe. La résolution parle expressément du bernsteinisme ; les participants à la conférence ont pris beaucoup de peine pour le réfuter, et voilà que maintenant dans les articles du n° 10 *Rabotchéié Diélo*, on reprend la vieille rengaine. Qu'est-ce donc ? une provocation ou une moquerie ? Etait-ce bien la peine de se dépenser en efforts à ce point ?! On dirait qu'on se moque du mal que nous nous sommes donné à élaborer une base théorique. Nous ne devons pas oublier que sans une base idéologique commune, il ne peut être question d'unification. Puis, dans le même article, nous trouvons la promesse d'élargir encore les limites de nos

divergences. Ainsi, p. 33 par exemple, l'auteur dit : « peut-être nos divergences se dégagent-elles d'une interprétation différente du marxisme ». Encore une fois, était-ce bien la peine de se dépenser en efforts à ce point ?!

Le point « c » du paragraphe 4 de la résolution de Genève traite de la nécessité de la lutte contre tous les adversaires du marxisme révolutionnaire, et voilà qu'on vient nous dire que nous avons peut-être, en général, une conception différente du marxisme.

Je soulignerai aussi le fait que tout cela s'accompagne de dissertations sur l'inconvénient d'enchaîner les idées, etc., c'est-à-dire ce dont parlent justement tous les bernsteiniens. Il a déjà été question de cela au *Parteitag de Lübeck* [93], les jauressistes [94] en parlent constamment ; les articles de l'accord, eux n'en parlent pas, puisque l'accord était justement basé sur le marxisme révolutionnaire. Même de faibles manifestations du criticisme auraient conduit à une rupture totale. Nous nous sommes réunis pour parler du contenu des opinions et non de la liberté d'opinions. Les références aux modèles français et allemands sont absolument mal à propos. Les Allemands ont déjà obtenu ce pour quoi nous luttons encore. Ils ont une social-démocratie unique qui détient l'hégémonie dans la lutte politique. Chez nous, la social-démocratie n'est pas encore le guide des groupes révolutionnaires ; au contraire, on remarque chez nous le réveil d'autres tendances révolutionnaires. Non seulement on ne relève pas dans les articles du n° 10 du *Rabotchéié Diélo* l'opposition de principe totale avec l'opportunisme, mais on y trouve même quelque chose de pire : la glorification de la primauté d'un mouvement anarchique. Je ne joue pas sur les mots. Nous tous, camarades de l'*Iskra* et du *Social-Démocrate* et moi-même soulignons seulement les tendances principales des articles, mais ces paroles, comme disent les Allemands, sont *ins Gesicht schlagen* *. Or, sur ces points, la résolution de Genève est on ne peut plus limpide. Le « Parti ouvrier de la libération politique de la Russie » [95] qui s'est récemment formé, partage l'opinion de ces publications.

* Un coup de poing dans la figure. (*N.R.*)

Remarquez, dans l'article, la fameuse distinction entre la tactique-plan et la tactique-procès. L'auteur dit que la tactique-plan contredit l'esprit même du marxisme révolutionnaire, et il pense que l'on peut parler de tactique-« procès » où il range l'accroissement des tâches du Parti, qui vont de pair avec le progrès du Parti. A mon avis, c'est simplement se dérober à la discussion. Nous avons consacré infiniment de temps et d'effort à formuler des tâches politiques précises ; il en a tellement été question à la conférence de Genève. Et voilà qu'on parle à présent de « tactique-plan », de « tactique-procès ». C'est, à mon avis, faire retour au produit particulièrement limité du bernsteinisme de la *Rabotchaïa Mysl* qui affirmait que l'on doit mener seulement la lutte qui est possible, et que la lutte possible, c'est celle que l'on mène. Or, nous affirmons que seule se développe la perversion du marxisme. La résolution de Genève dit qu'aucune étape n'est nécessaire pour passer à l'agitation politique, et voilà que soudain paraît, après cela, un article dans lequel on oppose « la littérature accusatrice » à la « lutte du prolétariat ». Martynov écrit au sujet des étudiants et des libéraux qu'ils peuvent, voyez-vous, s'occuper eux-mêmes des revendications démocratiques. Nous pensons, au contraire, que toute l'originalité de la social-démocratie russe consiste en ce que la démocratie libérale n'ait pas pris l'initiative de la lutte politique. Si les libéraux savent mieux, eux-mêmes, ce qu'ils doivent faire et peuvent le faire eux-mêmes, alors nous n'avons rien à faire. L'auteur de l'article en vient à présumer que le gouvernement prendra lui-même des mesures administratives et concrètes.

En ce qui concerne le terrorisme, tout le monde sait qu'à la conférence de Genève sont apparues certaines divergences. Après la conférence, une partie de l'« Union », le Bund [96], lors de son congrès, s'est résolument prononcé contre le terrorisme. A la page 23, l'auteur écrit que nous ne voulons pas « contrecarrer la tendance terroriste ». C'est une déclaration opportuniste des plus tranchées *.

Publié pour la première fois *Conforme au procès-verbal*

* Le procès-verbal s'arrête là. (*N.R.*)

2

QUESTIONS POSÉES À « L'UNION DES SOCIAL-DÉMOCRATES RUSSES » AU CONGRÈS D'« UNIFICATION » TENU LE 21 SEPTEMBRE (4 OCTOBRE) 1901

1. Les trois organisations reconnaissent-elles toutes en principe la résolution de la conférence de juin ?

2. L'« Union des social-démocrates russes » a-t-elle l'intention et la possibilité d'assurer une activité littéraire qui rendrait impossible les manquements sans principes et opportunistes au marxisme révolutionnaire, qui mettent dans les esprits une confusion si dangereuse pour notre mouvement ; qui couperait court à tout flirt avec un bernsteinisme dissimulé ou avéré, et à l'attitude servile vis-à-vis des formes élémentaires et spontanées du mouvement, qui finissent nécessairement par transformer le mouvement ouvrier en un instrument de la démocratie bourgeoise ?

Publié pour la première fois en décembre 1901 dans la brochure « Documents du congrès d'« unification »

Conforme au texte de la brochure

LA LUTTE CONTRE LES AFFAMÉS

Quelle étonnante sollicitude notre gouvernement témoigne aux affamés ! Quelle circulaire infiniment longue (en date du 17 août) que celle adressée par le ministre de l'Intérieur aux gouverneurs des provinces éprouvées ! C'est toute une œuvre littéraire, — plus d'une feuille d'imprimerie ordinaire, où par la bouche de M. Sipiaguine s'exprime la politique d'ensemble du gouvernement dans la question du ravitaillement. En la publiant, on comptait visiblement faire impression sur la « société » : voyez notre sollicitude, semblait-on dire, voyez notre empressement à assurer des secours, comme nous envisageons à l'avance l'organisation des services de ravitaillement, toutes les formes et tous les aspects de leur activité. Et l'on est bien obligé de reconnaître que la circulaire du ministère de l'Intérieur fait réellement impression, non pas seulement par ses dimensions, mais aussi (si on a la patience de la lire jusqu'au bout) par son contenu. Un exposé aussi franc du programme gouvernemental fournit toujours la meilleure des armes pour l'agitation contre le gouvernement tsariste et, tout en apportant à M. Sipiaguine l'expression de notre très respectueuse reconnaissance, nous prenons la liberté de recommander à MM. les autres ministres de parler eux aussi plus souvent de leur programme dans les circulaires portées à la connaissance du public.

Nous avons dit : si on a la patience de lire la circulaire de M. Sipiaguine jusqu'au bout. Et il faut pour cela pas mal de patience, car pour les trois quarts... — que dis-je ?

pour les neuf dixièmes — la circulaire est pleine de ce verbiage bureaucratique qui est d'usage. On y ressasse des choses depuis longtemps connues et des centaines de fois répétées, même dans le *Code* [97] ; on y tourne autour du pot ; on se complait à y dépeindre dans ses détails le cérémonial chinois de rapports de mandarin à mandarin, en beau style de chancellerie aux périodes de trente-six lignes et aux « formules » qui vous font frémir à voir ainsi galvaudée la langue russe si chère au cœur. Quand on médite sur cette lecture pleine d'attraits, on se croirait dans quelque commissariat de police russe où les murs suintent une odeur de renfermé, de toutes parts des exhalaisons méphitiques, les fonctionnaires, par leur seul aspect, leur seule attitude, incarnent la plus insupportable bureaucratie et où les dépendances entrevues par la fenêtre font vivement songer à une geôle.

Trois points essentiels attirent surtout l'attention dans le nouveau programme gouvernemental : premièrement, le renforcement du pouvoir personnel des fonctionnaires, le soin qu'on prend de renforcer et de protéger contre tout souffle d'air frais l'esprit bureaucratique et la discipline hiérarchique ; deuxièmement, l'établissement de normes de secours aux affamés : c'est-à-dire qu'on indique comment déterminer la quantité de pain pour chaque famille « nécessiteuse » ; troisièmement, l'expression d'une horreur indicible à la pensée que des personnes « suspectes », capables d'exciter le peuple contre le gouvernement, s'empressent d'aider les affamés, et l'adoption de mesures préventives contre cette « agitation ».

Examinons de plus près chacun de ces points.

Une année à peine s'est écoulée depuis que le gouvernement a enlevé aux zemstvos la gestion du ravitaillement pour la remettre aux mains des *zemskié natchalniki* et des assemblées de district (loi du 12 juin 1900). Mais avant même que cette loi ait eu le temps d'entrer en vigueur, la voilà abolie par simple circulaire. Quelques rapports de gouverneurs ont suffi pour qu'on se dissuade de l'opportunité de la loi ! Rien ne saurait mieux montrer l'importance de ces lois que l'on confectionne comme des petits pains dans les départements de Saint-Pétersbourg sans qu'elles aient été sérieusement examinées par des personnes vraiment compétentes et capables d'exprimer une opinion per-

sonnelle ; sans intention sérieuse de créer un état de choses répondant mieux au but qu'on se propose, mais simplement pour satisfaire l'ambition de quelque ministre intrigant désireux de se distinguer et empressé à faire étalage de son loyalisme. Les zemstvos manquent de loyalisme : qu'on leur retire la gestion du ravitaillement ! Mais à peine la leur a-t-on retirée qu'on trouve que les *zemskié natchalniki* et même les assemblées de district, pourtant composées uniquement de fonctionnaires, semblent encore trop raisonner : sans doute s'est-il trouvé, parmi les *zemskié natchalniki*, des gens qui ont eu la sottise d'appeler famine la famine, et la candeur de croire que c'était elle qu'il fallait combattre, et non ceux qui voulaient effectivement secourir les affamés ; dans les assemblées de district, des fonctionnaires ne relevant pas du ministère de l'Intérieur ont probablement fait preuve de la même incompréhension des objectifs véritables de la « politique intérieure ». Et voilà que par simple circulaire ministérielle, il est créé un nouveau « service central de district »... non, non, ce n'est pas une coquille : « un service central de district pour le ravitaillement », dont la seule mission est de barrer la route aux hommes malintentionnés, aux idées suspectes, aux initiatives peu sensées dans le domaine du ravitaillement. Ainsi, le ministre trouve peu sensé et il interdit de dresser « prématurément » (c'est-à-dire autrement qu'à la veille de la distribution du blé) la liste des nécessiteux : cela éveille dans la population « des espoirs exagérés » ! Le « service central de district pour le ravitaillement » est tout entre les mains *d'une seule personne*, et le ministère recommande à ce poste le *maréchal de la noblesse du district*. En effet, il est en rapports si étroits avec le gouverneur, il remplit tant de fonctions policières qu'il saura, à coup sûr, pénétrer le véritable esprit de la politique de ravitaillement. C'est, de plus, un gros propriétaire de l'endroit, honoré de la confiance de tous les hobereaux. Cet homme-là saisira certainement mieux que tout autre la pensée profonde du ministre sur l'effet « démoralisant » des secours distribués à des gens « qui pourraient s'en passer ». En ce qui concerne les pouvoirs du gouverneur, le ministre en parle dès le commencement et il répète à maintes reprises que le gouverneur répond de tout, que le gouverneur doit être obéi de tous, que le gouverneur doit savoir

prendre des mesures « spéciales », etc. Si, jusqu'à ce jour, le gouverneur d'une province russe était un véritable satrape de qui dépendait le sort de toute institution et même de tout individu dans la province « à lui confiée », c'est maintenant, sous ce rapport, un véritable « état de siège » qu'on instaure. Un renforcement extrême des mesures de rigueur — sous prétexte de secourir les affamés ! Voilà qui est bien russe !

Mais cette recrudescence de sévérité, ce redoublement de surveillance, tout cela nécessite une augmentation des dépenses que nécessite l'appareil bureaucratique. Et le ministre ne l'a pas oublié : messieurs les maréchaux de la noblesse de district ou autres personnages placés à la tête des « services centraux de district pour le ravitaillement » recevront en dédommagement de leurs frais « une somme spéciale », « pour la fixation de laquelle, ajoute la circulaire dans son jargon « spécial », votre Excellence aura à m'adresser ses propositions ». Ensuite, pour « les frais de secrétariat » des assemblées de district, la somme forfaitaire de 1 000 roubles ; pour les frais de bureau des commissions provinciales, de 1 000 à 1 500 roubles. Ce seront les bureaux qui auront le plus à travailler, tout le travail ne devant être que bureaucratisme : comment dès lors ne pas se préoccuper des frais de bureaux ? Les bureaux avant tout ; le reste aux affamés.

M. Sipiaguine fait preuve d'une insistance et d'une ingéniosité vraiment étonnantes à rechercher les moyens de *réduire* les secours aux affamés. Il exige, avant tout, que les gouverneurs examinent quels sont les districts « éprouvés par la mauvaise récolte » (ce sera le ministère qui décidera en dernier ressort ; on ne saurait faire confiance même aux gouverneurs, car sauront-ils éviter les « exagérations » ?). Et d'indiquer alors dans quels cas *il ne faut point* considérer un district comme éprouvé : 1) quand un tiers des cantons, au plus, a été touché ; 2) quand la disette est habituelle et qu'on achète chaque année du blé avec les gains d'appoint ; 3) quand les ressources locales sont insuffisantes pour assurer les allocations. Nous voyons ici déjà un petit échantillon de solution bureaucratique donnée aux questions de ravitaillement : pour tous la même mesure ! Quel est le chiffre de la population dans ce tiers des cantons ?

Jusqu'à quel point ont-ils été éprouvés ? Les « gains » ordinaires ne sont-ils pas tombés en cette année de très grosse crise industrielle ? Autant de questions oiseuses après les « prescriptions » catégoriques du ministère ! Et ce ne sont là que des fleurs, les fruits viendront après. Le tout est de savoir qui doit être considéré comme nécessiteux et quels seront les secours délivrés à chacun. M. Sipiaguine recommande le « calcul approximatif » suivant, qui « comporte rarement une exagération tant soit peu sérieuse » (nous craignons par-dessus tout les exagérations, les espoirs exagérés, les allocations exagérées ! Et la famine et le chômage, tout cela n'est qu'« exagérations » : tel est clairement le sens de tous les propos ministériels). Premièrement, on détermine, par un battage d'essai, « la récolte *moyenne* par déciatine dans chaque village » ; puis l'étendue des emblavures de chaque cultivateur. Pourquoi ne pas déterminer aussi la grandeur des récoltes chez les cultivateurs de revenus différents ? Le rendement de la paysannerie pauvre, est inférieur, et cette manière de déterminer la récolte « moyenne » désavantage précisément les nécessiteux. Deuxièmement, ne sont pas considérées comme nécessiteuses les familles disposant d'au moins 48 pouds de blé par an (12 pouds pour chacun des 3 adultes et 6 pouds pour chacun des 2 enfants). C'est là un calcul digne du koulak le plus ladre. D'ordinaire, même les paysans pauvres consomment dans l'année non pas 48, mais 80 pouds de blé par famille de 5 à 6 personnes, comme en font foi les descriptions d'exploitations paysannes ; quant aux paysans moyens, ils consomment d'ordinaire par an 110 pouds de blé par famille de 5 personnes. Donc, le gouvernement tsariste réduit de *moitié* la quantité de blé réellement indispensable à la consommation. Troisièmement, « cette quantité » (48 pouds par famille), spécifie la circulaire, est « diminuée de moitié, étant donné que l'élément ouvrier forme environ 50% de la population ». Le gouvernement demeure ferme dans son principe : la population ouvrière ne doit pas bénéficier d'allocation, puisqu'elle a, voyez-vous, la possibilité de gagner de l'argent. Mais le ministre n'a-t-il pas déjà prescrit une fois de ne point considérer comme éprouvés les districts où il existe d'ordinaire d'autres gagne-pain ? Pourquoi donc exclure *une seconde fois* des secours la population ouvrière ? Chacun ne sait-il pas que cette an-

née, non seulement il n'y a pas de gagne-pain supplémentaire, mais que même les gains habituels ont tous baissé par suite de la crise. Le gouvernement lui-même n'a-t-il pas chassé des villes vers les campagnes des dizaines de milliers d'ouvriers sans travail ! L'expérience des famines passées n'a-t-elle pas montré que l'élimination de la population ouvrière ne mène qu'au partage, entre enfants et adultes, d'une allocation déjà insuffisante ! Non, le dicton « on n'enlève point deux peaux à un bœuf » serait encore trop flatteur pour le ministère de l'Intérieur, qui, à deux reprises, exclut du nombre des nécessiteux toutes les personnes aptes au travail! Quatrièmement, ce taux, deux fois réduit, d'une allocation absolument insuffisante est encore *réduit* de 1/3, 1/5 ou 1/10, « en considération du nombre approximatif de cultivateurs aisés, qui ont une réserve de l'année dernière ou quelque autre ressource matérielle » ! ! Cela fait déjà la troisième peau d'un seul et même bœuf ! Quelle « ressource » ou « réserve » peut avoir un paysan qui n'a récolté que 48 pouds de blé pour toute une famille ? Il a déjà été tenu compte deux fois de tous les autres gains, et de plus, le paysan russe lui-même ne peut vivre uniquement de pain, malgré la misère à laquelle l'ont réduit la politique du gouvernement, le joug du capital et des gros propriétaires fonciers. Il faut dépenser et pour se chauffer, et pour réparer la maison, et pour se vêtir, et pour se nourrir, le pain mis à part. Dans les années ordinaires, comme en font foi les descriptions scientifiques de l'économie paysanne, le paysan pauvre lui-même dépense *plus de la moitié* de son revenu pour des besoins autres que le pain. Si l'on tient compte de tout cela, il apparaîtra que le ministre fixe le besoin de secours à *quatre ou cinq fois moins* de ce qu'il est en réalité. Ce n'est pas lutter contre la famine, mais contre ceux qui désirent réellement venir en aide aux affamés.

Et pour terminer, la circulaire part ouvertement en guerre contre la philanthropie privée. Il a été maintes fois constaté, tonne M. Sipiaguine, que parmi ces philanthropes il en est qui s'efforcent de susciter dans la population « le mécontentement contre le régime existant, et des exigences que rien ne justifie à l'égard du gouvernement » ; ils font « de l'agitation antigouvernementale », etc. Ces accusations ne sont au fond que *mensonges*. On sait qu'en

1891 des tracts émanant « d'amis des paysans [98] » ont été diffusés, qui montraient très justement au peuple son véritable ennemi : il y eut probablement encore d'autres tentatives de mener l'agitation sur le terrain de la famine ! Mais pas un seul cas, où, sous le couvert de la philanthropie, les révolutionnaires aient fait de l'agitation ! Dans leur ensemble, les philanthropes — c'est là un fait incontestable — n'étaient *que* des philanthropes, et si M. Sipiaguine soutient que, parmi eux, beaucoup sont des « personnes dont le passé politique n'est pas irréprochable », quel est aujourd'hui, chez nous, celui qui possède un « passé irréprochable » ? Très souvent dans leur jeunesse, même « des personnes haut placées » ont payé tribut au mouvement démocratique général ! Bien entendu, nous ne voulons pas dire que l'agitation contre le gouvernement sur le terrain de la famine ne puisse être admise, ou même qu'elle ne soit pas à souhaiter. Au contraire, l'agitation est toujours nécessaire, en temps de famine tout particulièrement. Nous tenons seulement à dire que M. Sipiaguine *veut nous en faire accroire* lorsqu'il s'attache à présenter ses craintes et ses appréhensions comme le résultat de l'expérience. Nous tenons à dire que les paroles de M. Sipiaguine ne font que prouver une ancienne vérité : le gouvernement policier redoute tout contact avec le peuple d'intellectuels tant soit peu indépendants et honnêtes ; il redoute toute parole véridique et courageuse directement adressée au peuple ; il soupçonne — et soupçonne à très juste titre — que le seul souci de soulager la misère réellement (et non pour la frime), c'est déjà une agitation contre le gouvernement, car le peuple voit que les philanthropes privés veulent sincèrement lui venir en aide, tandis que les fonctionnaires du tsar y font obstacle, rognant les secours, amoindrissant l'étendue des besoins, entravant la création de cantines, etc. Maintenant, la nouvelle circulaire ordonne expressément de « soumettre au contrôle des autorités » tous dons et appels à la générosité, toute organisation de cantines ; elle ordonne que toutes les personnes nouvellement arrivées « se présentent » au gouverneur, ne se choisissent des aides qu'avec son autorisation, lui rendent compte de leur activité ! ! Tu veux venir en aide ? Soumets-toi aux fonctionnaires de la police et au système policier qui rogne de toutes façons les secours et réduit sans scrupule les allo-

cations ! Que celui qui refuse de se plier à ces infamies ne s'avise pas d'apporter son aide ! Voilà au fond toute la politique du gouvernement. M. Sipiaguine clame que « des personnes suspectes au point de vue politique profitent volontiers » de la famine « pour atteindre leurs buts criminels sous couleur d'aider leur prochain », et toute le presse réactionnaire de faire écho (les *Moskovskié Viédomosti*, par exemple). Quelle horreur ! Profiter de la détresse du peuple pour faire de la « politique » ! En fait, ce qui est horrible, au contraire, c'est qu'en Russie toute activité, *même* la plus éloignée de la politique, l'activité philanthropique, fait que les hommes indépendants se heurtent fatalement à l'arbitraire policier, aux mesures « de suspension », « d'interdiction », « de restriction », etc., etc. L'horrible, c'est que le gouvernement couvre par des considérations de haute politique ses efforts de Judas [99] pour arracher un morceau à l'affamé, rogner les quatre cinquièmes des allocations, interdire à tous, sauf aux fonctionnaires de la police, d'approcher ceux qui meurent de faim ! Et nous répétons une fois encore l'appel déjà lancé par l'*Iskra* : ouvrir une campagne de révélations contre la campagne de ravitaillement du gouvernement policier, dénoncer dans la presse libre, non censurée, toutes les infamies des satrapes locaux, toute la tactique intéressée qui leur fait rogner les allocations, toute la misérable insuffisance des secours, leur pitoyable effort pour amoindrir les proportions réelles de la famine et la lutte honteuse qu'ils mènent contre ceux qui veulent venir en aide aux affamés ! Nous recommandons à tous ceux à qui cette calamité publique inspire la moindre compassion sincère d'avoir soin de faire largement connaître au peuple le sens et la signification véritables de la circulaire ministérielle. Car seules les profondes ténèbres dans lesquelles le peuple est plongé peuvent expliquer que de *pareilles* circulaires ne provoquent pas sur-le-champ l'indignation générale. Que les ouvriers conscients qui sont le plus proches et de la paysannerie et des masses encore arriérées des villes prennent l'initiative de dénoncer le gouvernement !

« Iskra » n° 9, octobre 1901

Conforme au texte de l'« Iskra »

RÉPONSE AU COMITÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG

Dans le n° 12 de la *Rabotchaïa Mysl*, le comité de St-Pétersbourg (« Union de lutte » [100]) a inséré une objection à l'entrefilet paru dans le n° 1 de l'*Iskra* sur la scission de l'« Union des social-démocrates russes », à l'étranger. Malheureusement, cette objection *passe* soigneusement *sous silence* ce qui fait le fond même du litige : avec un tel système, jamais la polémique ne parviendra à faire la lumière. Nous prétendions, nous prétendons encore que c'est bien une *scission* qui s'est produite dans l'« Union des social-démocrates russes » à l'étranger, que l'« Union » *s'est disloquée* en deux parties après le départ, lors du congrès de 1900, d'une importante minorité de ses membres, y compris le groupe « Libération du Travail [101] », fondateur de l'« Union » et précédemment rédacteur de toutes ses publications. Depuis la scission, aucune des fractions ne peut occuper la place qu'occupait l'ancienne « Union » en son intégrité. Le Comité de Saint-Pétersbourg *ne tente pas* de réfuter cette opinion ; il parle (on ne sait pourquoi) du seul Plékhanov, et non de l'organisation le *Social-Démocrate* ; il donne seulement à comprendre indirectement au lecteur que l'« Union de lutte de Saint-Pétersbourg » nie apparemment l'*existence d'une scission* et persiste à considérer l'une des fractions de l'ancienne « Union » comme son tout.

A quoi bon entamer une polémique, si l'on refuse d'analyser à fond l'opinion de son adversaire et d'exprimer franchement la sienne ?

Poursuivons. Nous prétendions, nous prétendons encore que la cause principale (non pas l'occasion, mais la cause)

de la scission a été un désaccord de principe, savoir : les divergences entre la social-démocratie révolutionnaire et la social-démocratie opportuniste. Ne serait-ce d'ailleurs que pour cette raison, on ne saurait voir dans ce qui s'est produit au sein de l'« Union des social-démocrates russes » à l'étranger autre chose que la scission de l'ancienne « Union ». Quel est là-dessus l'avis du Comité de St-Pétersbourg ? se demandera-t-on. Osera-t-il nier l'existence de profondes divergences de principe entre les deux fractions de l'ancienne « Union » ? Nous l'ignorons, car le Comité de St-Pétersbourg a trouvé moyen de rédiger une « objection » *sans dire un seul mot* de cette question essentielle. Encore une fois, nous le demandons aux camarades de Pétersbourg, et pas seulement à ceux de Pétersbourg : une polémique qui passe sous silence le fond de la question ne risque-t-elle pas de dégénérer en la plus désagréable des altercations ? Cela vaut-il la peine d'entamer une polémique, si l'on n'a pas le désir ou si l'on juge inopportun d'examiner à fond la question et de dire son opinion avec une netteté parfaite et sans aucune réticence ?

« Iskra » n° 9, octobre 1901

Conforme au texte de l'« Iskra »

OÙ EN SONT NOS AFFAIRES À L'ÉTRANGER

La section à l'étranger de l'organisation de l'*Iskra* a fusionné avec le *Social-démocrate*, organisation révolutionnaire à l'étranger, au sein d'une organisation : la « Ligue à l'étranger de la social-démocratie révolutionnaire russe » [102]. La nouvelle organisation, comme il ressort de la déclaration qu'elle a publiée, se propose de procéder à l'édition d'une série de brochures de propagande et d'agitation. La Ligue représente l'*Iskra* à l'étranger. Ainsi, l'organisation à l'étranger des social-démocrates révolutionnaires, dirigée par le groupe « Libération du Travail », a définitivement fusionné avec l'organisation groupé autour de notre journal. Comme auparavant, le groupe « Libération du Travail » prend la part la plus directe à la rédaction de nos publications.

Le groupement des organisations social-démocrates révolutionnaires russes à l'étranger s'est effectué après l'échec de la tentative faite par ces organisations pour rejoindre l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » (qui édite le *Rabotchéié Diélo*). Au début de l'été, une conférence de représentants des trois organisations avait élaboré un projet d'accord. A la base de cet accord il y avait une série de résolutions de principe comportant l'abandon absolu par l'« Union » de tout flirt avec l'économisme et le bernsteinisme ainsi que sa reconnaissance des principes de la social-démocratie révolutionnaire. On pouvait espérer que l'unification se ferait, car jusqu'alors l'instabilité doctrinale de l'« Union » et de son organe, le *Rabotchéié Diélo*, faisait seule obstacle au rapprochement. Vain espoir : le n° 10 du *Rabotchéié Diélo* qui vient de paraître contenait

des articles de la rédaction, nettement dirigés contre les résolutions élaborées avec la participation des délégués de l'« Union » à la conférence. Il est évident que l'« Union » s'est de nouveau tournée vers l'aile droite de notre mouvement. En effet, au congrès des trois organisations, elle apporta aux résolutions mentionnées des « amendements » qui montraient manifestement qu'elle retournait à ses anciens errements. Les autres organisations n'avaient plus qu'à quitter le congrès, ce qu'elles firent. Sans doute nos camarades de l'« Union » ne se sont-ils pas encore suffisamment rendu compte du danger de la position intermédiaire que leur organisation occupe entre le socialisme révolutionnaire et l'opportunisme qui fait le jeu des libéraux. Nous espérons que le temps et une expérience amère les convaincront de leur tactique erronée. La tendance qui se fait jour partout dans le parti, de travailler non seulement au progrès de notre mouvement en largeur, mais encore au relèvement de sa qualité, nous est un meilleur garant que l'unification tant souhaitée de toutes nos forces s'accomplira sous le drapeau que sert notre journal, le drapeau de la social-démocratie révolutionnaire.

« Iskra » n° 9, octobre 1901

Conforme au texte de l' « Iskra »

RÈGLEMENT DE BAGNE ET VERDICT DE BAGNE

Encore un « règlement provisoire » !

Seulement il s'agit cette fois non pas d'étudiants coupables d'insubordination, mais de paysans coupables d'avoir faim.

Le 15 septembre a été ratifié par édit du tsar, puis immédiatement publié un « Règlement provisoire relatif à la participation de la population des localités éprouvées par la mauvaise récolte aux travaux prescrits par les départements des Voies de communication, de l'Agriculture et du Domaine public ». Quand il aura pris connaissance de ce règlement (non pas par les journaux, bien sûr, mais par son expérience personnelle), le moujik russe y verra une nouvelle confirmation de cette vérité que lui a inculquée son asservissement séculaire aux grands propriétaires terriens et aux fonctionnaires : lorsque les autorités déclarent solennellement que le moujik est « admis à prendre part » à quelque œuvre petite ou grande, qu'il s'agisse du rachat des terres des gros agrariens ou des travaux publics organisés à l'occasion de la famine, il faut s'attendre à quelque nouvelle plaie d'Egypte.

En effet, par tout son contenu, le règlement provisoire du 15 septembre produit l'impression d'une nouvelle loi répressive, de dispositions complémentaires au code pénal. Avant tout, l'organisation même et la conduite des travaux sont entourées d'un tel luxe de « précautions » et de formalités qu'il semble que l'on ait affaire à des insurgés ou à des forçats, et non à des affamés. Quoi de plus simple, semble-t-il, que d'organiser les travaux : les zemstvos et autres institutions reçoivent des fonds et embauchent des ouvriers

pour la construction de chaussées, les coupes de nettoiement des forêts, etc. D'ordinaire, c'est ainsi que cela se passe pour les travaux de ce genre. Mais maintenant, on institue une façon de procéder toute particulière : le *zemski natchalnik* indique les travaux à exécuter, le gouverneur appose sa résolution, qui est expédiée à Saint-Pétersbourg, à une conférence spéciale, la « conférence du ravitaillement » composée de représentants des différents ministères et présidée par le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur. En outre, la direction générale est confiée au ministre, qui peut désigner des délégués spéciaux. La conférence de Pétersbourg fixera même pour les ouvriers des rémunérations-limites, ce qui signifie sans doute qu'elle veillera à ce qu'on ne « corrompe » pas le moujik par des salaires trop élevés ! Visiblement, le règlement provisoire du 15 septembre a pour but d'*entraver* l'extension des travaux publics, tout comme la circulaire Sipiaguine du 17 août a *entravé* la distribution de secours aux affamés.

Mais beaucoup plus importantes et beaucoup plus néfastes sont les dispositions spéciales concernant le mode d'embauche des paysans.

Lorsque les travaux ont lieu « hors de la zone de leur résidence » (il en sera naturellement ainsi dans l'immense majorité des cas), les ouvriers se constituent en équipes particulières *sous le contrôle du zemski natchalnik* qui sanctionne aussi le contremaître chargé de veiller au bon ordre. Elire eux-mêmes leur responsable, comme le font d'ordinaire les ouvriers, que les paysans affamés n'y songent pas ! Ils sont placés sous l'autorité d'un «zemski» armé de verges ! Une liste des membres de l'équipe est dressée qui leur *tient lieu de la pièce d'identité* exigée par la loi... Au lieu de passeports individuels, nous aurons donc des listes d'équipes. Pourquoi ce changement ? Pour *gêner* le moujik qui, avec un passeport individuel, pourrait plus librement trouver une occupation qui lui convienne davantage, dans une autre localité ; quitter plus facilement le travail s'il en était mécontent.

Poursuivons. « Le soin d'assurer le maintien de l'ordre requis au cours du trajet et la remise des équipes d'ouvriers transportés au directeur des travaux incombe à des fonctionnaires spécialement délégués à cet effet par le ministère

de l'Intérieur. » Les ouvriers libres reçoivent une avance pour le déplacement ; les serfs sont « transportés » « *par équipes* », suivant des listes, et « remis » à des fonctionnaires spécialement désignés. Les paysans n'ont-ils pas raison de considérer les travaux « publics » ou d'Etat comme un nouveau servage ?

Et, en effet, ce n'est pas seulement parce qu'elle leur enlève la liberté de se déplacer que la loi du 15 septembre assimile les paysans affamés aux serfs. Elle confère aux fonctionnaires le droit de *retenir une partie du salaire* pour l'envoyer aux familles des ouvriers, si cela est jugé nécessaire par « l'autorité provinciale siégeant dans les localités où sont restées les familles ». On disposera de l'argent gagné par les ouvriers sans leur consentement ! Le moujik est trop bête : il est incapable de prendre lui-même soin de sa famille. Les autorités s'en acquitteront bien mieux que lui : qui ignore, en effet, comme elles ont bien pris soin des familles des moujiks dans les colonies militarisées ?

Le malheur, c'est que les moujiks ne sont peut-être plus aussi dociles que du temps des colonies militarisées. Ils pourraient bien exiger qu'on leur délivre des passeports ordinaires, qu'on ne se permette pas de retenir sans leur consentement l'argent qu'ils ont gagné. Il faut donc en ce cas redoubler de rigueur, et la loi stipule dans un article spécial que « la surveillance à exercer en vue de faire observer l'ordre sur les lieux du travail par les ouvriers, incombe, par décision du ministre de l'Intérieur, aux *zemskié natchalniki* de l'endroit, aux officiers du corps spécial de gendarmerie, aux fonctionnaires de la police ou à d'autres personnes spécialement désignées à cet effet ». Il est clair que le gouvernement considère *par avance* les paysans affamés comme des « mutins », puisque, outre la surveillance générale exercée par toute la police russe sur tous les ouvriers russes, il établit encore une surveillance spéciale des plus rigoureuses. On a décidé *par avance* de mener la vie dure au moujik parce qu'il se permet d'« exagérer » la famine et manifeste (comme s'est exprimé Sipiaguine dans sa circulaire) « des exigences que rien ne justifie à l'égard du gouvernement ».

Et, pour ne pas avoir affaire aux tribunaux en cas de mécontentement des ouvriers, le règlement provisoire confè-

re aux fonctionnaires le droit d'infliger aux ouvriers, *sans aucune forme de procès, jusqu'à trois* jours de prison comme perturbateurs de la tranquillité, pour travail négligé ou insubordination ! ! L'ouvrier libre doit être traduit devant le juge de paix ; il peut se défendre et faire appel, alors que le moujik affamé peut être mis au violon sans aucun jugement ! S'il refuse de travailler, l'ouvrier libre ne peut être que congédié, alors que la nouvelle loi prescrit de *renvoyer par étapes dans ses foyers*, en compagnie de voleurs et de brigands, le moujik affamé « s'il se dérobe obstinément au travail » !

Le nouveau règlement provisoire, c'est un véritable règlement de bagne pour les affamés, un règlement qui les condamne à travailler tout en les privant de leurs droits, pour avoir osé importuner les autorités par leurs demandes de secours. Le gouvernement ne s'est pas borné à retirer aux zemstvos la gestion du ravitaillement, à interdire aux particuliers d'organiser des cantines sans l'autorisation de la police ; à prescrire qu'on réduisît de cinq fois les proportions réelles des besoins, — il proclame encore les paysans en état d'infériorité légale et ordonne de sévir contre eux sans jugement. Au bagne permanent d'une existence perpétuellement affamée et d'un travail accablant vient aujourd'hui s'ajouter la menace de cet autre bagne que sont les travaux publics.

Telles sont les mesures que le gouvernement applique aux paysans. Quant aux ouvriers, la répression dont ils sont l'objet ressort avec on ne peut plus de relief de l'« Acte d'accusation » à propos des troubles de mai à l'usine Oboukhov, publié dans le dernier numéro de notre journal. L'*Iskra* a déjà parlé de l'événement lui-même dans ses numéros de juin et juillet. Du jugement, notre presse légale n'a rien dit, se rappelant sans doute combien il « en a cuit » même au très bien-pensant *Novoïé Vrémia* pour avoir tenté d'écrire sur ce sujet. Quelques lignes ont paru dans les journaux pour annoncer que le procès avait eu lieu fin septembre, puis encore, un journal du Midi a accidentellement communiqué le verdict : deux condamnations aux *travaux forcés*, huit acquittements ; pour les autres, deux à trois ans et demi de prison ou de maison de correction.

Ainsi donc, dans notre article « Un nouveau massacre » (n° 5 de l'*Iskra* *), nous avions encore sous-estimé l'esprit vindicatif du gouvernement russe. Nous pensions que, craignant de s'adresser aux tribunaux, il n'avait eu recours à la répression militaire que comme dernier moyen de lutte. Il paraît qu'on a su combiner l'un et l'autre : après avoir matraqué la foule et tué trois ouvriers, on s'est saisi de 37 personnes sur quelques milliers, et on les a condamnées à des peines draconiennes.

L'acte d'accusation donne quelque idée de la manière dont on s'est saisi d'elles et dont on les a jugées. A. I. Ermakov, E. S. Dakhine et A. I. Gavrilov sont désignés comme les principaux instigateurs. L'acte d'accusation spécifie qu'Ermakov avait des tracts chez lui (au dire de Mikhaïlova, serveuse dans un débit de spiritueux de la régie, *qui n'a pas été citée* comme témoin), qu'il a parlé de lutte pour la liberté politique et que, le 22 avril, il s'est rendu sur la perspective Nevski, porteur d'un drapeau rouge. Puis, on y souligne que Gavrilov, lui aussi, avait et distribuait des tracts invitant à manifester le 22 avril. De l'accusée Iakovléva, il est également dit qu'elle a participé à des réunions clandestines. Il est donc hors de doute que le procureur s'est appliqué à présenter comme des instigateurs ceux-là mêmes que la Sûreté soupçonnait de faire de la politique. Le caractère politique de ces événements ressort aussi du fait que la foule criait : « C'est la liberté qu'il nous faut ! », du fait encore qu'ils étaient en connexion avec le premier mai. Soit dit entre parenthèses, c'est le renvoi de 26 ouvriers pour « absence non motivée » le jour du premier mai qui a mis le feu aux poudres, mais le procureur, bien entendu, n'a pas soufflé mot de *l'illégalité* d'un tel renvoi !

La chose est claire. On s'est saisi, pour les traîner devant le tribunal, de ceux en qui l'on soupçonnait des ennemis politiques. La Sûreté a fourni les listes. Et les policiers, cela va sans dire, « ont certifié » que ces gens se trouvaient dans la foule et qu'ils lançaient des pierres, qu'ils se faisaient particulièrement remarquer.

Le tribunal a encore servi à couvrir un autre acte de vengeance (après le massacre). A le couvrir de la manière

* Voir le présent tome, pp. 21-26. (*N.R.*)

la plus vile : on a allégué la politique pour aggraver la faute, mais on n'a pas permis d'éclairer les circonstances politiques dans lesquelles les événements se sont déroulés. Les accusés ont été jugés comme des criminels de droit commun, en vertu de l'article 263 du Code pénal, c'est-à-dire « pour révolte manifeste contre les autorités établies par le gouvernement », et, qui plus est, révolte perpétrée par des hommes en armes (?). L'accusation a été *truquée* : la police avait ordonné aux juges de n'examiner qu'un côté de l'affaire.

Notons qu'aux termes des articles 263-265 du Code pénal l'on risque le bagne pour *toute* manifestation : toute « révolte manifeste dans l'intention d'empêcher l'exécution des dispositions et mesures prescrites par le gouvernement », les « insurgés » fussent-ils sans armes et n'eussent-ils commis aucun acte de violence manifeste ! Les lois russes prodiguent généreusement le bagne ! Et il est temps pour nous de faire en sorte que chaque procès de ce genre *soit transformé* en procès politique par les accusés eux-mêmes, et que le gouvernement ne s'avise plus de masquer ses vengeances politiques par une parodie de procès criminel !

Et quel « progrès » dans la procédure même, en comparaison, par exemple, de 1885 ! Alors les tisserands de Morozov étaient jugés par un jury ; les journaux donnaient des comptes rendus complets ; au tribunal, des témoins ouvriers révélèrent toutes les infamies du fabricant. Aujourd'hui, un tribunal de fonctionnaires assistés de représentants sans voix des différents ordres, le huis-clos, le mutisme de la presse, les faux témoins : administration de l'usine, gardiens de l'usine, policiers qui ont matraqué la foule, soldats qui ont tiré sur les ouvriers. Quelle odieuse comédie !

Comparez ce « progrès » de la répression exercée contre les ouvriers en 1885 et en 1901 au « progrès » de la lutte contre les affamés en 1891 et 1901, et vous aurez quelque idée de la rapidité avec laquelle gagne en largeur comme en profondeur l'indignation du peuple et de la société, de la fureur avec laquelle commence à se démener le gouvernement qui « met au pas » les philanthropes privés comme les paysans, en brandissant contre les ouvriers la menace de condamnations au bagne. Non, le bagne ne fera pas peur aux ouvriers, dont les chefs n'ont pas craint de mourir en

pleine bataille de rue contre les séides du tsar. Le souvenir des héroïques compagnons assassinés ou torturés à mort dans les prisons décuplera l'énergie des nouveaux combattants et fera accourir à leur aide des milliers d'auxiliaires qui, telle Marfa Iakovléva, cette jeune fille de 18 ans, proclameront bien haut : « Nous défendons la cause de nos frères ! » Non content des répressions policières et militaires qu'il exerce contre les manifestants, le gouvernement se propose de poursuivre encore ces derniers comme insurgés. Nous répondrons à cela en ralliant toutes les forces révolutionnaires, en appelant à nos côtés tous ceux qu'opprime l'arbitraire du tsar et en préparant méthodiquement l'insurrection du peuple entier !

« Iskra » n° 10, novembre 1901

Conforme au texte du journal « Iskra »

REVUE DE POLITIQUE INTÉRIEURE

Rédigé en octobre 1901.
Publié pour la première fois en décembre 1901, dans la revue « Zaria », nos 2-3. Signé; T. Kh.

Conforme au texte de la revue

I. LA FAMINE[103]

Encore la famine ! Ce n'est pas seulement la ruine, mais proprement le dépérissement de la paysannerie russe qui a progressé dans ces dix dernières années avec une stupéfiante rapidité. Aucune guerre sans doute, si prolongée et acharnée qu'elle fût, n'a emporté autant de victimes. Contre le moujik se sont coalisées les forces les plus puissantes de notre temps : le capitalisme mondial, en développement toujours plus rapide, qui a engendré la concurrence d'outre-mer et donné à la petite minorité de propriétaires ruraux, capables de survivre à une lutte acharnée pour l'existence, les instruments de production et les outils les plus perfectionnés ; l'Etat militariste qui poursuit une politique d'aventures dans ses possessions coloniales, en Extrême-Orient et en Asie centrale, et en fait retomber les charges écrasantes, les sommes folles qu'elle engloutit sur les masses laborieuses, sans compter les nouvelles batteries policières qu'il monte sans cesse avec l'argent du peuple pour « étouffer dans le germe » et « refréner » le mécontentement et l'indignation grandissants de ces masses.

La famine étant devenue chez nous un phénomène coutumier, il était naturel d'attendre que le gouvernement s'attache à préciser et à consolider sa non moins coutumière politique en matière de ravitaillement. Si en 1891-1892, le gouvernement pris de court avait été d'abord passablement troublé, maintenant il est riche d'expérience et sait fort bien où (et comment) aller.

« En ce moment, écrivait l'*Iskra* en juillet (n° 6), le pays voit s'amonceler le nuage noir d'une calamité publi-

que, et le gouvernement se prépare une fois de plus à jouer son rôle ignoble de force sans entrailles, écartant le morceau de pain offert à la population affamée, punissant tout secours ne rentrant pas dans les vues des autorités et « indûment prêté » aux affamés.

Les préparatifs du gouvernement ont été très rapides et très décisifs. Dans quel esprit ils ont été conduits, on le voit assez clairement par l'histoire d'Elisabethgrad. Le prince Obolenski, chef de la province de Kherson, déclara aussitôt la guerre à tous ceux qui s'étaient montrés assez audacieux pour écrire ou parler de la famine d'Elisabethgrad, pour inviter la population à secourir les affamés, pour se réunir en cercles privés et convier les particuliers à organiser ces secours. Les médecins des zemstvos écrivaient dans les journaux que la famine sévissait dans le district, que les gens tombaient malades et mouraient, que le « pain » qu'ils consommaient était quelque chose d'invraisemblable, ne méritait nullement le nom de pain. Le gouverneur entre en discussion avec les médecins, fait insérer des démentis officiels. Pour qui connaît tant soit peu les conditions d'existence de notre presse et prendra la peine de se rappeler les persécutions redoublées auxquelles ont été en butte, ces derniers temps, des organes extrêmement modérés et des écrivains infiniment plus modérés encore, celui-là comprendra ce qu'était cette « discussion » du chef de la province avec de vagues médecins des zemstvos, même pas fonctionnaires du gouvernement ! Cela revenait bel et bien à leur fermer la bouche, à déclarer cavalièrement et de la façon la plus manifeste, que le gouvernement ne tolérerait pas la vérité sur la famine. Déclarer n'était pas le mot ! Le gouvernement russe est bien le dernier qu'on puisse accuser de se borner à des déclarations, quand il y a moyen « d'employer la force ». Et le prince Obolenski ne tarda pas à employer la force, se rendant en personne sur le théâtre de la guerre — la guerre contre les affamés et ceux qui, sans faire partie d'aucun service officiel, prétendaient apporter une aide *effective* aux affamés — et *interdisant l'ouverture de réfectoires* par les quelques personnes privées (comme Mme Ouspenskaïa) déjà arrivées à l'appel de la famine. Comme Jules César, le prince Obolenski put s'écrier : *Veni, vidi,*

vici ! et des télégrammes informèrent aussitôt toute la Russie lettrée de cette victoire. La seule chose étonnante, c'est que cette victoire, cet insolent défi à tous les Russes en qui subsiste un grain d'honnêteté, un brin de courage civique n'ait pas suscité la moindre riposte chez les hommes si l'on peut dire les plus intéressés. Dans la province de Kherson, une foule de gens savaient et savent, certainement, tous les dessous du silence fait autour de la famine et de cette lutte contre l'assistance aux affamés ; mais personne n'a rien publié ni exposé de cette édifiante affaire, ni documents s'y rapportant, ni même un simple appel à protester contre la monstrueuse interdiction d'ouvrir des réfectoires. Les ouvriers font grève, quand le gouvernement met à exécution sa menace de renvoyer ceux qui ont « chômé » le premier mai ; le monde intellectuel se tait, quand on défend à ses membres... de secourir les affamés.

Encouragé sans doute par son succès dans cette première rencontre avec les « semeurs de troubles » qui osent secourir les affamés, le gouvernement entreprend bientôt une attaque sur toute la ligne. Le valeureux exploit du prince Obolenski est érigé en principe directeur, en loi régissant dorénavant la conduite de tous les administrateurs à l'égard de tous les individus impliqués dans les services d'approvisionnement (le mot « impliqué » relève proprement de notre code pénal, mais nous avons déjà vu et verrons encore dans la suite que l'assistance non autorisée aux affamés rentre aujourd'hui dans la catégorie des actes criminels). La loi en question ne se fit pas attendre, cette fois sous la forme simplifiée d'une « circulaire du ministre de l'Intérieur aux chefs des provinces éprouvées par la mauvaise récolte de 1901 » (17 août 1901, n° 20).

Cette circulaire demeurera longtemps, croyons-nous, comme un monument des énormités auxquelles peut conduire l'épouvante d'une police devant la menace d'une calamité publique, devant le rapprochement des affamés et des « intellectuels » qui les aident, jointe à la ferme intention d'étouffer tout « bruit » autour de la famine et de réduire les secours à des proportions infimes. On peut seulement regretter que le volume immodéré de cette circulaire et la lourdeur du style bureaucratique dans lequel

elle est rédigée ne permettent pas de la faire connaître au grand public.

La loi du 12 juin 1900 a, comme on sait, enlevé les fonctions d'approvisionnement aux zemstvos pour en charger les *zemskié natchalniki* et les assemblées de district. Quoi de plus sûr, semble-t-il : l'élément électif est supprimé, plus de danger que des personnes plus ou moins indépendantes des autorités prennent la chose en mains et, par conséquent, plus de bruit à craindre. Mais, après l'expédition du prince Obolenski, tout cela ne suffisait plus : il fallait subordonner plus rigoureusement toute l'affaire au ministère et à des fonctionnaires exécutant directement ses ordres, il fallait supprimer définitivement toute possibilité d'exagération. Aussi quand il s'agira de *décider* la question de savoir quels districts sont « frappés par la mauvaise récolte », c'est désormais le ministère * et lui seul qui le fera, et c'est au ministère que fonctionnera sans doute le grand état-major des opérations contre les affamés. Par l'intermédiaire de MM. les gouverneurs cet état-major dirigera l'activité des personnes (le plus souvent des maréchaux de la noblesse des districts) entre les mains de qui est concentrée « la direction centrale de district pour l'approvisionnement ». Le promoteur des opérations contre les affamés, le prince Obolenski, a dû se rendre sur place en personne pour arrêter dans le germe, refréner et réduire. Maintenant tout est « en ordre », et il suffira d'un simple échange de télégrammes (fort heureusement il a été assigné un millier de roubles par district

* De quelle façon décide le ministère, on peut le voir à l'exemple de la province de Perm. D'après les plus récents journaux, cette province continue d'être réputée « jouissant d'une récolte normale », alors que la disette y a été — d'après l'assemblée extraordinaire du zemstvo provincial du 10 octobre — *plus forte encore* qu'en 1898. Les céréales ont donné seulement 58 % de la récolte moyenne et, dans les districts de Chadrinsk et d'Irbit, 36 % et 34 % seulement. En 1898, le gouvernement avait accordé, à titre de secours (sans compter les ressources locales), 1 million 1/2 de pouds de blé et plus de 1/4 de million en espèces. Aujourd'hui, le zemstvo n'a pas de fonds, le zemstvo est limité dans ses droits, la disette est beaucoup plus forte qu'en 1898, le prix du blé a commencé à monter *dès le 1er juillet*, les paysans *vendent déjà leur bétail*, et le gouvernement s'entête à juger la situation « normale » !!

pour leurs frais de bureau) entre la « direction centrale de district » et la direction centrale de Pétersbourg pour « prendre des mesures ». Le propriétaire civilisé de Tourguénev n'allait pas lui-même à l'écurie, il se contentait d'une observation transmise à mi-voix par un laquais en habit en gants blancs : « Pour Fédor... qu'on prenne des mesures ! » [104] Nous en sommes là, nous aussi ; « sans bruit », gentiment et proprement on « prendra des mesures » pour refréner les appétits immodérés de la population affamée.

Monsieur Sipiaguine est persuadé des appétits immodérés du moujik affamé : on le voit à l'insistance avec laquelle la circulaire prévient contre les « exagérations » et invente règlements sur règlements pour écarter même toute possibilité d'exagération. L'établissement des listes de nécessiteux ne presse pas : cela suscite dans la population des « espérances excessives », déclare tout net le ministre, en prescrivant de n'établir ces listes qu'immédiatement avant la distribution. Et puis, dans quels cas *faut-il* considérer un district comme atteint par la mauvaise récolte, la circulaire estime superflu de le dire ; par contre, elle détermine avec précision quand *il ne faut pas* le juger tel (par exemple, quand un tiers au plus des cantons ont été frappés, quand subsistent les ressources d'appoint coutumières, etc.). Enfin, quant au taux de secours, le ministre donne des instructions qui montrent, clair comme le jour, que le gouvernement veut *à tout prix* les rogner jusqu'à l'absurde et les remplacer par les aumônes qui n'empêchent nullement la population de dépérir. Voyez plutôt : le taux est de 48 pouds de blé par famille (calculés d'après la récolte moyenne de la localité) ; qui a ce minimum n'a pas besoin d'aide. Comment a été obtenu ce chiffre, on l'ignore. On sait seulement que, dans les années de *non*-famine les plus pauvres paysans eux-mêmes consomment deux fois plus (voir les budgets paysans établis par les zemstvos). La sous-alimentation est donc considérée comme chose normale, d'après les prescriptions de M. le Ministre. Mais ce taux est encore diminué : d'abord de moitié, pour que ne puissent pas toucher d'allocation les éléments ouvriers, composant environ la moitié de la population, et puis encore d'un tiers, d'un cinquième, d'un dixième, « selon le nombre approximatif des familles aisées ayant

des réserves de l'année dernière ou toute autre (il est bien écrit : « ou toute autre » !!) ressource matérielle ». On peut juger par là des fractions infinitésimales auxquelles doit être estimé le blé que le gouvernement a l'intention d'avancer à la population ! Comme pour se complaire dans son insolence, M. Sipiaguine, en exposant cette invraisemblable façon de rogner les secours, ajoute qu'un pareil calcul approximatif « comporte rarement une exagération tant soit peu sérieuse ». Tout commentaire est, paraît-il, superflu.

Les déclarations officielles du gouvernement russe, quand elles ne se bornent pas à des prescriptions pures et simples, mais tendent un peu d'expliquer ces prescriptions, renferment presque toujours — c'est là une sorte de loi, beaucoup plus stable que la plupart de nos lois — deux motifs essentiels ou deux types essentiels de motifs. D'une part, vous y trouverez sûrement quelques généralités proclamant dans un style grandiloquent la sollicitude des autorités, leur désir de compter avec les impératifs de l'époque et les vœux de l'opinion publique. Ainsi, il y est parlé du grand devoir de « prévenir dans la population rurale la disette alimentaire », de « la responsabilité morale qu'impose le bien-être de la population locale », etc. Il va de soi qu'au fond ces lieux communs ne signifient rien ni n'engagent à rien de positif ; en revanche, ils ressemblent comme deux gouttes d'eau aux immortels discours de l'immortel Judas Golovlev *, faisant la morale aux paysans qu'il détroussait. Soit dit entre parenthèses, la presse libérale soumise à la censure exploite toujours ces lieux communs (soit par naïveté, soit par « devoir professionnel ») pour faire croire que le gouvernement adopte en principe son point de vue.

Mais si vous examinez de près les autres motifs, moins généraux et rendant un son évidemment moins creux, des injonctions gouvernementales, vous trouverez toujours des éclaircissements précis qui *reprennent à la lettre* les arguments traditionnels des organes les plus réactionnaires de notre presse (comme les *Moskovskiĕ Viĕdomosti*). Suivre et noter dans chaque cas particulier cette solidarité

* Personnage de Saltykov-Chtchédrine. (*N.R.*)

du gouvernement avec les *Moskovskié Viédomosti* ne serait pas selon nous un travail inutile (et pas absolument inaccessible même aux politiciens légaux). Dans la circulaire examinée nous retrouvons, par exemple, les plus odieuses accusations déjà énoncées par les plus « sauvages propriétaires fonciers », à savoir que l'établissement prématuré des listes de nécessiteux éveille « chez certains cultivateurs aisés le désir de donner à leur ménage une apparence d'appauvrissement en vendant à la fois réserves, excédents et matériel ». Le ministre prétend que le fait « a été prouvé par l'expérience des précédentes campagnes d'approvisionnement ». Par conséquent ? Par conséquent, le ministre puise son expérience politique dans les mercuriales des plus fieffés féodaux qui, dans les précédentes années de famine, ont fait et font maintenant encore tant de bruit autour des exemples de simulation des paysans, et qui s'indignent tellement du « tapage » que l'on fait autour des épidémies de typhus accompagnant la famine.

Ce sont ces mêmes exclavagistes qui ont appris à M. Sipiaguine à parler de démoralisation:

« Il importe grandement, écrit-il, que... les services locaux... favorisent l'économie des sommes assignées, et surtout (*sic*) préviennent les cas, si fâcheusement démoralisateurs, de délivrance abusive de secours gouvernementaux à des personnes suffisamment pourvues. »

Cette prescription cynique de favoriser l'économie des crédits est renforcée par cet avertissement formel : « ...une large distribution de secours alimentaires à des familles qui peuvent s'en passer (avec 24 pouds de blé par famille et par an ?), outre les frais improductifs (!) qui en résultent pour le trésor, n'est, par les conséquences funestes qu'elle entraîne dans l'avenir, pas moins préjudiciable du point de vue de l'intérêt et des besoins de l'Etat, que l'abandon sans secours effectif de personnes réellement nécessiteuses ».

Au temps jadis, les monarques en veine de sentimentalisme disaient : « Mieux vaut acquitter dix coupables que condamner un innocent. » Aujourd'hui le plus proche auxiliaire du tsar déclare : il n'est pas moins nuisible de secourir une famille qui peut se contenter de 24 pouds de blé par an que de laisser sans secours une seule per-

sonne « réellement » nécessiteuse ! Quel dommage que ce « point de vue », admirable de franchise, sur « l'intérêt et les besoins de l'Etat » soit dissimulé au grand public, derrière une interminable et très fastidieuse circulaire ! Espérons cependant que la presse des social-démocrates et leur agitation verbale feront mieux connaître au peuple le contenu de la circulaire ministérielle !

* * *

Mais la circulaire s'attaque surtout résolument aux bienfaiteurs privés : tout montre que les administrateurs partis en guerre contre les affamés voient la principale position de l'« adversaire » dans les cercles d'assistance privés, les réfectoires privés, etc. M. Sipiaguine, avec une franchise méritant toute notre reconnaissance, explique pourquoi cette bienfaisance privée trouble depuis longtemps le sommeil du ministère de l'Intérieur.

« Depuis la mauvaise récolte de 1891-92 et lors de toutes les calamités ultérieures du même genre, est-il dit dans la circulaire, il est apparu maintes fois que certains bienfaiteurs, tout en apportant une aide matérielle aux habitants de localités éprouvées, s'efforcent de susciter leur mécontentement contre le régime existant, et des exigences que rien ne justifie à l'égard du gouvernement. Comme les besoins incomplètement satisfaits, les maladies et les perturbations dont sont l'objet les exploitations familiales, inévitables en l'occurrence, préparent un terrain extrêmement favorable à l'agitation antigouvernementale, des individus politiquement mal cotés ne tardent pas à en profiter pour leurs buts criminels, sous couleur d'aider leur prochain. D'ordinaire, dès les premières nouvelles de disette grave, on voit accourir de partout dans la région frappée des individus dont le passé politique n'est guère irréprochable, qui tâchent d'entrer en relations avec les délégués des sociétés et bureaux de bienfaisance, arrivés des capitales et, profitant de leur ignorance, se font accepter comme collaborateurs locaux. Tout cela ne laisse pas de nuire gravement à l'ordre et à la bonne administration. »

A la vérité le gouvernement commence à se sentir à l'étroit sur la terre russe. Il fut un temps où le seul mi-

lieu à protéger tout spécialement était la jeunesse des écoles : on l'avait soumise à un contrôle sévère, toutes relations avec elle de la part d'individus n'ayant pas un passé politique irréprochable constituaient un sérieux méfait, tous les cercles ou sociétés, même poursuivant un but exclusif d'assistance matérielle, étaient suspects de visées antigouvernementales, etc. A cette époque — époque très peu éloignée — il n'y avait pas d'autre *catégorie* et à plus forte raison pas de classe de la population qui présentât aux yeux du gouvernement « un terrain extrêmement favorable à l'agitation antigouvernementale ». Vers 1895, on voit déjà apparaître dans les communiqués officiels une autre classe infiniment plus nombreuse, réclamant une surveillance particulière : les ouvriers d'usine. Les progrès du mouvement ouvrier obligent à créer des services entiers chargés de surveiller ce nouvel élément mutin ; dans la liste des localités interdites aux personnes politiquement douteuses, on voit apparaître, à côté des capitales et des villes universitaires, des centres industriels, des bourgades, des districts et des provinces entières *. On soumet à une surveillance toute spéciale à l'égard des hommes réputés dangereux les deux tiers de la Russie d'Europe, et le dernier tiers est tellement saturé d'« individus au passé politique nullement irréprochable », que même la province la plus reculée devient inquiétante **. Maintenant on s'aperçoit, selon le jugement autorisé d'une personnalité aussi compétente que M. le ministre de l'Intérieur, qu'il existe « un terrain favorable » à l'agitation antigouvernementale même dans les *campagnes* les plus reculées, pour autant qu'il s'y rencontre des exemples de besoins incomplètement satisfaits, de maladies et de per-

* Voir, par exemple, dans le n° 6 de l'*Iskra* une circulaire secrète sur les individus expulsés de St-Pétersbourg, en majeure partie des littérateurs, dont beaucoup n'ont jamais été impliqués dans aucune affaire politique en général, ni dans aucune affaire «ouvrière» en particulier. On ne leur en interdit pas moins le séjour non seulement des villes universitaires, mais aussi des « localités industrielles », et même à certains le séjour de ces dernières *seulement*.

** Voir, par exemple, les correspondances des n° 6 et 7 de l'*Iskra*, qui montrent comment l'émotion publique et la « bienfaisance » antigouvernementale ont pénétré même dans des cités aussi bien pensantes que Penza, Simféropol, Koursk, etc.

turbations affectant les exploitations. Or, combien y a-t-il de villages russes où ces « exemples » ne soient pas perpétuels ? Quant à nous, social-démocrates russes, n'avons-nous pas à tirer immédiatement profit de ces indications instructives de M. Sipiaguine sur le terrain « favorable » ? Car, d'un côté, les villages s'intéressent précisément aujourd'hui aux escarmouches qui se sont produites en février et mars entre le prolétariat des villes uni à la jeunesse intellectuelle et les janissaires gouvernementaux, et dont le bruit leur est arrivé on ne sait quand ni comment ; d'autre part, une phrase comme celle de la circulaire sur les « exigences absolument injustifiables » du moujik ou autres semblables ne fournit-elle pas un riche programme à l'agitation la plus large et la plus universelle ?

Il nous faut tirer parti de la précieuse indication de M. Sipiaguine, mais nous pouvons rire de sa naïveté. C'est en vérité une plaisante naïveté de se figurer qu'en soumettant la bienfaisance privée à la surveillance et au contrôle du gouverneur, on entravera l'influence des « individus réputés dangereux » sur les campagnes. Les véritables bienfaiteurs n'ont jamais poursuivi de buts politiques, de sorte que les nouvelles mesures de prévention et de répression atteindront avant tout ceux qui sont les moins redoutables pour le gouvernement. Quant à ceux qui voudront ouvrir les yeux des paysans sur la portée des nouvelles mesures et sur l'attitude du gouvernement dans la question de la famine en général, ils n'auront certainement plus besoin d'entrer en rapport avec les délégués de la Croix Rouge, ni de se présenter à MM. les gouverneurs. N'est-il pas arrivé une fois, par exemple, que le milieu des ouvriers d'usine était « un terrain favorable », — ceux qui voulaient se rapprocher de ce milieu ne se mirent pas en rapport avec les directeurs d'usines pour s'informer du régime des fabriques, ils ne se présentèrent pas à MM. les inspecteurs des fabriques pour obtenir l'autorisation d'organiser des réunions avec les ouvriers. Certes, nous n'oublions nullement les énormes difficultés que comporte l'agitation politique parmi les paysans, d'autant plus qu'il est impossible et inopportun de détourner en sa faveur les forces révolutionnaires des villes, mais nous ne devons pourtant pas perdre de vue que des exploits

gouvernementaux comme ces entraves à la bienfaisance privée suppriment la bonne moitié de ces difficultés et nous déchargent de la moitié du travail.

* * *

Nous ne nous arrêtons pas sur ce « détail » qu'est, à côté de la circulaire déjà analysée, une autre circulaire du même ministre renforçant la surveillance des concerts, représentations de bienfaisance, etc. (voir *Iskra* n° 9, « Nouvelles entraves »).

Tâchons de voir dans quelle mesure l'assistance gouvernementale, définie et répartie selon le nouveau règlement, répond aux dimensions réelles des besoins. Les renseignements sont, à vrai dire, extrêmement maigres. La presse est bâillonnée au-délà du possible, les voix des organisateurs privés de réfectoires se sont tues en même temps qu'on a « interdit » leur activité, et pour informer l'opinion russe, déconcertée par ces nouvelles rigueurs, il ne reste que les notices policières officielles sur la marche satisfaisante de la campagne de ravitaillement, et quelques entrefilets du même goût dans les *Moskovskié Viédomosti*, ainsi que les propos d'un reporter désœuvré avec tel ou tel pompadour [105] exposant gravement « ses idées sur l'unité de pensée préfectorale, sur l'unité d'autorité préfectorale et autres sujets [106]. Ainsi, le *Novoïé Vrêmia* annonce dans son n° 9 195 que A. P. Engelhardt, gouverneur de Saratov (et précédemment d'Arkhangelsk), a reçu le collaborateur d'un journal local et lui a confié entre autres que lui, gouverneur, avait personnellement réuni en conférence les maréchaux de la noblesse, les représentants des zemstvos, les *zemskié natchalniki* et les représentants de la Croix Rouge et avait « distribué les rôles ».

« Le scorbut, tel que je l'ai observé dans la province d'Arkhangelsk, n'existe pas ici, a dit A. P. Engelhardt ; là-bas, on ne peut approcher un malade à moins de cinq pas : là-bas cette maladie est véritablement une « pourriture » : ici, c'est bien plutôt la conséquence d'une forte anémie développée par des conditions effroyables de vie domestique. Les seuls symptômes de scorbut à peu près, ici, sont les lèvres blanches, les gencives blanches... Le

malade guérit en l'espace d'une semaine, pour peu qu'il soit alimenté normalement. Maintenant il est sustenté en conséquence. On distribue au total 1 000 rations par jour, bien qu'il n'y ait pas plus de 400 grands nécessiteux inscrits.

Outre le scorbut, nous avons dans toute la région trois cas de typhus seulement. Les choses n'iront pas au-delà, il faut l'espérer, car partout des travaux publics sont déjà mis en train et la population est pourvue d'un gagne-pain assuré. »

Vous voyez si la situation est florissante ! Dans tout le district de Khvalynsk (dont parle M. le satrape), il n'y a que 400 grands nécessiteux (les autres sans doute « peuvent se contenter », selon l'avis de MM. Sipiaguine et Engelhardt, de 24 pouds de blé par an et par famille !), la population est pourvue et les malades se rétablissent en une semaine. Comment après cela ne pas croire les *Moskovskié Viédomosti* qui, dans un éditorial spécial (n°258), veulent nous persuader que, « d'après les dernières nouvelles, dans les douze provinces éprouvées par la mauvaise récolte, *l'administration fait preuve d'une activité débordante pour organiser les secours.* Beaucoup de districts ont déjà fait l'objet d'enquêtes en vue d'établir s'ils doivent être reconnus sinistrés, *on nomme dans les districts des directeurs* du ravitaillement, etc. Les fonctionnaires de l'Etat font visiblement tout le possible pour assurer une assistance prompte et suffisante ».

« Activité débordante », et... « pas plus de 400 grands nécessiteux enregistrés »... Le district de Khvalynsk compte une population rurale de 165 000 individus, et on ne délivre que 1 000 rations. Dans l'ensemble de la zone sud-est (dont fait partie la province de Saratov), le déficit atteint cette année, pour le seigle, 34%. Dans la province de Saratov, sur 1 $^1/_2$ million de déciatines ensemencées sur les terres paysannes, 15% (d'après la direction du zemstvo de la province) ne donnent pas de récolte du tout et 75% en donnent une mauvaise ; or le district de Khvalynsk avec celui de Kamychine sont parmi les plus éprouvés de la province de Saratov. Le déficit des paysans du district de Khvalynsk ne peut donc être inférieur à 30%. Admettons que la moitié de ce déficit tombe sur les paysans aisés,

qui n'en sont pas encore pour autant réduits à la famine (supposition plus que risquée, car les paysans aisés ont les meilleures terres et mieux travaillées et, par conséquent, souffrent toujours moins de mauvaises récoltes que les pauvres). Même dans cette hypothèse, on voit qu'il doit y avoir environ 15% d'affamés, soit 25 000. Et l'on veut nous rassurer en disant qu'il y a loin du scorbut de Khvalynsk à celui d'Arkhangelsk, qu'il n'y aurait eu que, trois cas de typhus (tant qu'à mentir, mettez-y donc un peu plus d'habilité !) et qu'on délivre mille rations (calculées et mesurées, sans doute, selon le système Sipiaguine pour combattre... les exagérations).

En ce qui concerne les « revenus d'appoint », que M. Sipiaguine dans sa circulaire s'est efforcé de faire entrer en ligne de compte *trois* fois afin d'éviter les exagérations (une première fois, en prescrivant de ne pas tenir pour sinistrés les districts ayant d'ordinaire beaucoup de ces revenus, une deuxième fois en prescrivant de diminuer de moitié le taux de 48 pouds, car 50% de la population active « doivent » avoir de ces revenus, et une troisième fois en prescrivant de réduire encore de 1/3 à 1/10 ce dernier chiffre, selon les conditions locales) — en ce qui concerne les revenus dans la province de Saratov, qu'ils se rattachent ou non à l'agriculture, ils se sont tous abaissés.

« Les conséquences de la mauvaise récolte, nous annonce le rapport déjà mentionné de la direction du zemstvo, se sont fait sentir aussi sur les artisans, par la mi-vente de leurs produits. Par suite, dans les districts où les métiers artisanaux sont le plus développés, *on observe des crises.* »

Or, parmi ces districts figure un des plus éprouvés, celui de Kamychine, où des milliers et des milliers de paysans pauvres sont occupés à la fabrication des fameuses toiles de ménage (*sarpinka*). Même en temps ordinaire, le régime qui sévissait dans cette industrie perdue au fond des villages était des plus scandaleux : par exemple, des enfants de six à sept ans y travaillaient recevant 7 à 8 kopecks par jour. On peut se figurer ce qui se passe par là dans une année de mauvaise récolte généralisée et de crise toute particulière des métiers artisanaux.

La mauvaise récolte des céréales est accompagnée, dans la province de Saratov (comme d'ailleurs, naturellement,

dans toutes les provinces frappées), d'un manque de fourrages. On a noté dans les derniers mois (c'est-à-dire dès la seconde moitié de l'été !) l'extrême développement des épizooties de toutes sortes, qui augmentent la mortalité du bétail. « D'après un vétérinaire du district de Khvalynsk (nous empruntons la nouvelle au même journal qui a exposé le contenu du rapport de la direction du zemstvo), lors de l'autopsie des animaux tombés, on n'a rien trouvé dans leur estomac que de la terre. »

Un « communiqué de la section des zemstvos du ministère de l'Intérieur » sur la continuation de la campagne d'approvisionnement annonce, entre autres, que, de tous les districts déclarés sinistrés, « le seul où des maladies épidémiques aient été signalées depuis le mois de juillet est celui de Khvalynsk, avec, dans deux villages, plusieurs cas de scorbut. Le personnel médical de l'endroit s'applique à arrêter la contagion, et il a été envoyé à son aide deux détachements de la Croix Rouge, qui, selon le rapport du gouverneur (ce même A. Engelhardt avec qui nous avons déjà fait connaissance), fonctionnent avec grand succès. Dans tous les autres districts déclarés sinistrés au point de vue des subsistances, d'après les renseignements parvenus au ministère à la date du 12 septembre, il n'y a pas eu un seul cas de détresse alimentaire aiguë qui n'ait été secouru, et on n'y observe pas de progrès de maladies par inanition ».

Pour montrer le crédit que peut mériter cette affirmation, selon laquelle il n'y aurait pas eu de cas de détresse alimentaire *aiguë* non satisfaite (et la détresse *chronique* ?) et qu'on n'observe soi-disant de progrès de maladies, nous bornerons à rapprocher les chiffres concernant deux autres provinces.

Dans la province d'Oufa, ont été déclarés sinistrés les districts de Menzélinsk et de Bélébéi et la section des zemstvos du ministère de l'Intérieur annonce que, « d'après le gouverneur », il faudra, « précisément pour l'alimentation », une avance gouvernementale de 800 000 pouds. Or, l'assemblée extraordinaire du zemstvo provincial d'Oufa, réunie le 27 août pour délibérer sur l'assistance aux personnes frappées par la disette, a évalué les besoins alimentaires de ces districts à 2,2 millions de pouds de blé,

plus 1 million pour les autres districts, sans compter les avances pour les semailles (3,2 millions de pouds pour la province) et pour l'entretien du bétail (600 000 pouds). Le secours alimentaire est donc fixé par le ministère à *un quart* des besoins estimés par les zemstvos.

Second exemple. Dans la province de Viatka, il n'y avait pas, à l'époque où la section des zemstvos publia son communiqué, de districts reconnus sinistrés, et cette section fixait elle-même les avances alimentaires à 782 000 pouds. C'est juste la somme à laquelle était arrivé, d'après les journaux, le service provincial d'approvisionnement dans sa séance du 28 août (évaluation faite conformément aux décisions des congrès de district tenus du 18 au 25 août). Ces *mêmes* congrès, aux environs *du 12 août*, avaient donné d'autres chiffres : 1 100 000 pouds pour l'alimentation et 1 400 000 pour les semailles. D'où vient cette différence ? Que s'est-il passé entre le 12 et le 28 août ? Il s'est passé ceci que parut la circulaire de M. Sipiaguine du 17 août sur la lutte contre les affamés. Elle a eu, on peut le dire, un effet instantané, et 230 000 pouds de blé — quantité négligeable ! — ont été rayés des comptes établis — remarquez-le bien — par les congrès des districts, c'est-à-dire par les institutions qui ont remplacé (en vertu de la loi du 12 juin 1900) les zemstvos mal cotés, par des institutions composées de fonctionnaires en général et de *zemskié natchalniki* en particulier... Qui sait si nous ne verrons pas un jour les *zemskié natchalniki* eux-mêmes accusés de libéralisme ? Pourquoi pas ? En tous cas nous avons lu dernièrement dans les *Moskovskié Viédomosti* une réprimande de ce genre à l'adresse d'un certain M. Om., qui avait osé demander, dans le *Priazovski Kraï* [107], qu'on imprime dans les journaux les procès-verbaux des séances des commissions provinciales pour les affaires municipales » (puisqu'on ne veut pas admettre à ces séances les représentants de la presse) :

« Le but est bien trop transparent : *le fonctionnaire russe souffre souvent de la crainte de ne pas paraître assez libéral*, et la publicité peut l'obliger à soutenir, parfois même contre sa conscience, quelque invention fantastique, mais libérale, de la ville ou du zemstvo. Le calcul n'est pas trop mauvais. »

Ne conviendrait-il pas, dans la province de Viatka, de soumettre à une surveillance spéciale les *zemskié natchalniki* qui — évidemment par crainte de ne pas paraître assez libéraux — ont fait preuve d'une impardonnable légèreté en « exagérant » les besoins alimentaires * ?

D'ailleurs, « l'équipée à la fois fantastique et libérale » du zemstvo de Viatka (si le gouvernement russe, dans sa sagesse, ne lui avait pas retiré la conduite des services de ravitaillement) allait jusqu'à évaluer les besoins dans des proportions infiniment plus vastes. Du moins la session provinciale extraordinaire, tenue du 30 août au 2 septembre, fixa le déficit des céréales à 17% de la quantité nécessaire, et celui des fourrages à 15%. Or la quantité nécessaire est de 105 millions de pouds (récolte normale : 134 mil-

* Encore un exemple de la guerre que fait aux exagérations le gouverneur de Viatka :

« Le gouverneur de Viatka, dans un « avis » distribué aux directions cantonales, constate la grande réserve avec laquelle les paysans accueillent l'avance alimentaire délivrée par le gouvernement et le zemstvo. « Au cours de ma tournée dans la province, dit M. Klingenberg, j'ai pu me rendre compte de l'attitude réfléchie et prudente que les paysans observent dans les circonstances présentes, craignant de se charger de dettes non justifiées par une nécessité extrême, fermement décidés à attendre patiemment le secours de Dieu l'année prochaine, tâchant de se tirer par leurs propres moyens des difficultés actuelles. » C'est là ce qui donne au gouverneur de la province de Viatka la certitude que « tous les bruits d'assistance gouvernementale et municipale gratuite, de remise possible des dettes et des arriérés d'impôts, ainsi que les racontars sur les dimensions exagérées de la disette, ne troubleront pas la population calme et raisonnable de la province de Viatka ». Le gouverneur estime nécessaire de prévenir la population paysanne « que si, après vérification, les décisions des assemblées de village montrent qu'un chef de famille, bien que dénué de réserves, a récolté cette année-ci suffisamment de blé pour nourrir sa famille et ensemencer ses champs, mais qu'il l'a vendu et en a employé l'argent à d'autres usages, il ne peut plus compter sur aucune avance. D'après la nouvelle loi, le remboursement des prêts consentis sera exigible sans caution solidaire[108], dans les mêmes formes qui régissent la perception des impôts. Aussi le chef de famille qui a demandé et reçu une avance doit se souvenir que lui seul devra la rembourser, que personne ne l'y aidera et que le recouvrement sera strict, car en cas d'arriérés accumulés, tous les biens meubles peuvent être vendus, et les immeubles confisqués. »

On peut s'imaginer comment les grands manitous de canton traitent les débiteurs affamés qui demandent une avance, après semblable avis du gouverneur !

lions ; cette année : 84 millions). Le déficit s'élève donc à *21 millions de pouds*. « Le nombre total des cantons de la province où la récolte de cette année est insuffisante est de 158 sur 310. Leur population est de 1 566 000 habitants des deux sexes. » Oui, bien sûr, « l'administration fait preuve d'une activité débordante » pour diminuer les proportions réelles des besoins et pour réduire toute l'assistance aux affamés à je ne sais quelle acrobatie d'une bienfaisance de quatre sous.

Mais « acrobates de la bienfaisance » serait encore une qualification trop flatteuse pour les administrateurs groupés sous l'étendard de la circulaire Sipiaguine. Ce qu'ils ont de commun avec les acrobates de la bienfaisance, c'est la mesquinerie de leurs secours et le désir de les faire mousser. Mais les acrobates de la bienfaisance considèrent leurs obligés à tout le moins comme un jouet qui chatouille agréablement leur amour-propre, tandis que l'administration de Sipiaguine y voit des ennemis, des gens aux prétentions absolument injustifiées (« des exigences absolument injustifiables à l'égard du gouvernement ») et qui, par suite, doivent être rappelés à l'ordre. Cette idée prend tout son relief dans le remarquable « Règlement provisoire », approuvé par édit du tsar du 15 septembre 1901.

C'est toute une loi, comprenant 20 articles, et elle contient tant de choses remarquables que nous n'hésiterions pas à la ranger parmi les actes législatifs les plus importants du début du XXe siècle. A commencer par le titre : « Règlement provisoire relatif à la *participation* de la population des localités éprouvées par la mauvaise récolte aux travaux prescrits par les départements des Voies de communication, de l'Agriculture et du Domaine public. » On dirait vraiment que ces travaux sont quelque chose de tellement farci de faveurs que d'y « participer » est une grâce spéciale ! Autrement, sans doute, l'article premier de la nouvelle loi ne répéterait pas : « La population rurale des localités frappées par la mauvaise récolte *est autorisée à participer* à l'exécution des travaux », etc.

Mais ces « faveurs » font l'objet de la seconde partie de la loi ; on commence par déterminer *l'organisation* de l'entreprise. Les services intéressés « projettent les travaux

les plus convenables » (art. 2), « en se conformant aux formalités légales » (art. 3, que, compte tenu des têtes de chapitres de certains romans de Dickens, on pourrait appeler : « l'article de la loi nouvelle, dans lequel il est question de la nécessité de se conformer aux lois anciennes »). Les travaux sont ouverts soit sur les fonds budgétaires, soit sur des crédits spéciaux, et la direction générale des travaux appartient au ministre de l'Intérieur, qui peut désigner des délégués à cet effet et auprès de qui est instituée, sous la présidence de son adjoint, une « conférence pour les questions d'approvisionnement », comprenant des représentants de divers ministères. Dans les attributions de cette conférence rentrent : a) l'autorisation des dérogations à l'ordre établi ; b) l'examen des propositions d'ouverture de crédits ; c) « la fixation des taux maximums de rémunération des ouvriers, ainsi que la détermination des autres conditions dans lesquelles la population est appelée à participer auxdits travaux ; d) la répartition des équipes sur les chantiers et e) leur acheminement à pied d'œuvre ». Les conclusions de la conférence sont soumises à la ratification du ministre de l'Intérieur et, « le cas échéant », à celle des autres ministres. Ensuite, l'indication des travaux et l'évaluation numérique de la population qui en a besoin sont confiées aux *zemskié natchalniki*, qui communiquent tous ces renseignements aux gouverneurs, lesquels les communiquent avec leur avis au ministère de l'Intérieur « et, sur les indications de ce dernier, par l'entremise des *zemskié natchalniki*, dirigent les ouvriers à pied d'œuvre ».

Ouf ! Nous voilà enfin parvenus au terme de toute l'« organisation » de la nouvelle entreprise ! Il serait curieux de savoir maintenant combien il faudra de lubrifiant pour mettre en marche tous les rouages de cette encombrante machine administrative, bien russe en vérité. Essayez un peu de vous représenter la chose de façon concrète : directement auprès des affamés, il y a un *zemski natchalnik*. C'est à lui qu'appartient l'initiative. Il fait un papier — à qui ? Au gouverneur, spécifie le règlement provisoire du 15 septembre. Mais la circulaire du 17 août a créé une « direction centrale de district pour les questions d'approvisionnement » dont le rôle est de « concentrer

tous les services de ravitaillement du district entre les mains d'un seul fonctionnaire » (d'après la circulaire, ce personnage doit être de préférence le maréchal de la noblesse du district). Un « différend » surgit : il est, naturellement, bien vite résolu conformément aux « principes » remarquablement clairs et simples énoncés dans les 6 paragraphes de l'article 175 de l'« administration générale des provinces », qui fixe « le mode de règlement des conflits... entre organismes officiels et fonctionnaires ». Finalement le rapport arrive malgré tout à la chancellerie du gouverneur, où l'on s'occupe de rédiger un « avis motivé ». Ensuite le tout est expédié à Pétersbourg et soumis à l'examen de la conférence spéciale. Mais le représentant du ministère des Voies de communication, qui en est membre, n'est pas en mesure de décider de l'utilité d'un travail tel que la réfection des routes du district de Bougourouslan, et voilà qu'un nouveau papier fait le voyage de Pétersbourg dans la province et retour. Quand enfin la question de l'utilité du travail sera résolue en principe, la conférence de Pétersbourg s'occupera de « répartir les équipes de travail » entre les districts de Bouzoulouk et de Bougourouslan.

Et pourquoi toute cette machinerie ? Parce que la chose est nouvelle ? Pas le moins du monde. Avant le règlement provisoire du 15 septembre, les travaux publics pouvaient être entrepris beaucoup plus simplement, « conformément à la législation en vigueur », et la même circulaire du 17 août, parlant des travaux publics entrepris par les zemstvos, les curateurs des maisons d'assistance par le travail ou les autorités provinciales, ne prévoit la nécessité d'aucune organisation spéciale. Comme on le voit, la « campagne de ravitaillement » du gouvernement consiste en ce que les départements de Pétersbourg ont employé un mois entier (du 17 août au 15 septembre) à imaginer, et ont en effet imaginé, une filière d'une complication infinie. Mais alors la conférence de Pétersbourg ne risquera pas, à coup sûr cette fois, de tomber dans les exagérations, danger dont ne sont pas préservés les fonctionnaires locaux « craignant de ne pas paraître libéraux ».

Mais le « clou » du nouveau « règlement provisoire », ce sont les articles concernant les « habitants des campagnes » que l'on embauche pour les travaux. Quand les tra-

vaux sont exécutés « hors de la zone de leur résidence », les ouvriers commencent par former des équipes « sous la surveillance du *zemski natchalnik* », qui nomme un chef d'équipe pour le maintien de l'ordre ; ensuite, les ouvriers entrant dans cette équipe sont inscrits sur une liste qui, « pour les ouvriers qui y sont portés (« sur icelle », comme dit la loi), *tient lieu*, pendant le transport et durant la participation aux travaux, de pièce d'identité légale et est conservée, jusqu'à l'arrivée à destination, par le fonctionnaire accompagnant les ouvriers ou en l'absence de ce dernier, par le chef d'équipe, et ensuite par la personne qui dirige les travaux ».

Pourquoi cette substitution d'une liste spéciale aux passeports ordinaires, que chaque paysan désireux de s'absenter a le droit de se faire délivrer sans frais ? Pour l'ouvrier, c'est une gêne certaine, car, avec un passeport individuel, il est beaucoup plus libre soit dans le choix d'un logis et l'emploi de son temps, soit pour passer d'un travail à un autre plus avantageux ou plus commode. Nous verrons par la suite que cela a été fait à dessein et pas seulement par amour des formalités, mais justement pour gêner les ouvriers et les rapprocher des contingents de serfs transportés « d'après inventaire » ou « liste » [109]. Ainsi, « le maintien du bon ordre pendant le trajet, ainsi que la remise (*sic*) des équipes aux directeurs des travaux incombent à des fonctionnaires spécialement commis par le ministère de l'Intérieur ». De mieux en mieux ! Le remplacement des passeports par des listes aboutit au remplacement de la liberté de se déplacer par « le transport et la remise des équipes ». De quoi s'agit-il ? De convois de forçats ou de déportés ? N'aurait-on pas aboli (peut-être en punition des « exagérations » de la famine ?) toutes les lois en vertu desquelles le paysan, une fois muni d'un passeport, peut aller où bon lui semble et comme il l'entend ? La prise en charge des frais de transport par l'Etat serait-elle une raison suffisante pour être privé des droits civils ?

Continuons. Les personnes chargées de répartir les ouvriers, de délivrer la paie, et d'autres agents du service exécutant les travaux « retiennent, si possible, sur avis des autorités provinciales des localités où sont restées les familles des ouvriers, une partie du salaire et l'expédient

à qui de droit pour l'entretien de ces familles ». Nouvelle privation de droits. Comment des fonctionnaires se permettent-ils de retenir un salaire bien gagné ? Comment osent-ils se mêler des affaires de famille des ouvriers et décider pour eux, comme s'ils étaient des serfs, qui ils veulent aider et de combien ? Mais les ouvriers se laisseront-ils retenir, sans leur consentement, l'argent qu'ils ont gagné ? La question s'est sans doute présentée à l'esprit des auteurs du nouveau « règlement de bagne » car l'article qui suit immédiatement, celui qui vient d'être cité, dispose : « Le maintien du bon ordre parmi les ouvriers dans les lieux d'exécution des travaux incombe, par décision du ministre de l'Intérieur, aux *zemskié natchalniki*, aux officiers du corps de gendarmerie, aux fonctionnaires de la police ou autres spécialement désignés à cet effet ». Il s'agit effectivement de *punir* les paysans, en les privant de leurs droits pour leurs « exagérations » de la famine et leurs « exigences absolument injustifiables à l'égard du gouvernement »! Tous les ouvriers russes en général sont surveillés par la police ordinaire, la police des usines et la police secrète, cela ne suffit pas encore : on prescrit ici une surveillance *spéciale*. Le gouvernement semble vraiment avoir perdu la tête d'épouvante devant ces équipes de paysans affamés, expédiées, transportées et remises avec mille précautions.

Poursuivons encore :

« En cas de perturbation de la tranquillité et du calme public, de manquements manifestes à la discipline du travail ou de non-exécution des exigences légitimes des personnes chargées de diriger le travail ou de veiller à la bonne marche des dits travaux, les ouvriers contrevenants peuvent, *sans autre forme de procès*, par ordre des fonctionnaires énumérés à l'art. 16 (cité plus haut), être punis d'emprisonnement jusqu'à *trois* jours ; pour refus obstiné du travail ils peuvent, par ordre des mêmes autorités, être *renvoyés par étapes* dans leurs foyers. »

Comment, après cela, nommer le règlement provisoire du 15 septembre autrement que règlement provisoire de bagne ? Règlement de comptes sans jugement, expulsion par étapes... Grands, bien grands sont l'ignorance et l'abrutissement du paysan russe, mais il y a des limites à tout.

Au reste les famines perpétuelles, les expulsions continuelles d'ouvriers hors des villes, n'ont pas pu ne pas laisser de traces. Notre gouvernement, qui se plaît tant à administrer au moyen de « règlements provisoires » *, finira par avoir affaire à forte partie.

Que le « Règlement provisoire » du 15 septembre nous soit une occasion de large agitation dans les cercles ouvriers et parmi les paysans. *Diffusons-en* le texte avec des tracts explicatifs, organisons des réunions où nous lirons cette loi et expliquerons son contenu en rapport avec toute la politique « alimentaire » du gouvernement. Faisons en sorte que tout ouvrier un peu conscient, arrivant pour une raison ou une autre dans un village, ait une idée exacte du « règlement de bagne » et soit en état de raconter à tous et à chacun de quoi il y est question et ce qu'il faut faire pour échapper au bagne de la faim, de l'arbitraire et de l'iniquité.

Quant aux intellectuels magnanimes qui rêvent à je ne sais quels groupements et autres sociétés légales tolérées ou encouragées par le gouvernement, que ce règlement provisoire sur les *équipes de travail* leur soit un reproche constant et un sérieux avertissement : un reproche pour la naïveté avec laquelle ils ont cru à la sincérité de la tolérance ou de l'encouragement gouvernemental, sans voir, derrière l'enseigne « développement du travail populaire », etc., la plus abjecte inspiration esclavagiste ; un avertissement pour qu'à l'avenir, en parlant des groupements et autres associations tolérées par les Sipiaguine et consorts, ils n'oublient jamais de parler — et pour en dire toute la vérité — des équipes du règlement provisoire du 15 septembre ou que, s'ils ne peuvent parler de ces *équipes-là*, ils gardent plutôt un silence absolu.

---

* On a dit, il y a bien longtemps, que le premier imbécile venu est capable de gouverner avec l'état de siège. Mais c'est en Occident qu'on déclare l'état de siège, chez nous c'est un état normal, complété, de-ci de-là, par des règlements provisoires. Toute la politique en Russie ne se fait-elle pas à coups de règlements provisoires ?

II. CE QU'IL FAUT PENSER DE LA CRISE ET DE LA FAMINE

Avec la famine nouvelle dure toujours la vieille crise, maintenant passée à l'état chronique, de l'industrie et du commerce ; elle a jeté sur le pavé des dizaines de milliers d'ouvriers qui ne trouvent plus à s'employer. La misère parmi ces sans-travail est terrible. On n'est que plus saisi de la différence qu'il y a entre l'attitude du gouvernement et de la « société » cultivée à l'égard de cette misère et de la misère paysanne. Pas le moindre effort, ni dans les institutions publiques, ni dans la presse, pour déterminer le nombre des ouvriers nécessiteux ou l'étendue de leurs besoins, fût-ce de la façon approximative dont on évalue ceux des paysans. Pas la moindre mesure systématique pour organiser l'assistance aux ouvriers affamés.

Pourquoi cette différence ? Ce n'est nullement, croyons-nous, parce que la détresse ouvrière est moins manifeste, affecte des formes moins saillantes. Sans doute les habitants des villes, ceux qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière, ne savent guère comment pâtissent aujourd'hui les ouvriers des fabriques, encore plus entassés dans les sous-sols, les greniers et les taudis, mangeant encore moins qu'à l'ordinaire, bazardant aux usuriers les derniers débris de leur misérable ménage ; sans doute, l'augmentation du nombre des vagabonds et des mendiants, des habitués des asiles de nuit, des prisons et des hôpitaux n'attire pas spécialement l'attention, puisque « tout le monde » est habitué à ce que, dans une grande ville, les asiles de nuit et autres repaires de la détresse sans fond soient bondés ; sans doute, les ouvriers sans travail ne sont pas du tout attachés à leur domicile comme les paysans et se dispersent d'eux-mêmes aux quatre coins du pays à la recherche d'une occupation ou bien sont renvoyés « dans leurs foyers » par l'administration, qui redoute l'agglomération des chômeurs. Malgré tout cela, tout homme qui a quelque rapport à la vie industrielle peut voir de ses propres yeux et tout homme qui s'intéresse à la vie publique sait par les journaux que le chômage ne fait que grandir.

Non, les causes de la différence en question sont plus profondes : il faut les chercher dans le fait que la famine

à la campagne et le chômage dans les villes procèdent de régimes économiques absolument distincts, sont dus à des relations absolument différentes entre la classe des exploiteurs et la classe exploitée. A la campagne, les relations entre les deux classes sont, en général, extrêmement confuses et compliquées encore par une infinité de formes intermédiaires, où l'économie rurale se marie soit à l'usure, soit au travail salarié, etc., etc. Et ceux qui souffrent la faim, ce ne sont pas les salariés agricoles, dont les intérêts s'opposent à ceux des grands propriétaires et des paysans aisés de façon évidente pour tous et, dans une large mesure, pour ces ouvriers mêmes ; non, ce sont les petits paysans, qu'on est convenu de considérer (et qui se considèrent eux-mêmes) comme des cultivateurs indépendants qui tombent seulement parfois, par accident, dans telle ou telle dépendance « temporaire ». La cause immédiate de la famine, la mauvaise récolte, est, aux yeux des masses, un fléau naturel, permis par Dieu. Et comme ces mauvaises récoltes accompagnée de famines durent depuis des temps immémoriaux, la législation même est depuis longtemps obligée de compter avec elles. Il y a beau temps qu'il existe (surtout sur le papier) des règlements entiers sur le ravitaillement du peuple, prescrivant tout un système de « mesures ». Ces mesures, empruntées principalement à l'époque du servage et de la prédominance de l'économie naturelle patriarcale, ont beau ne répondre que de loin aux besoins de notre époque, chaque famine n'en met pas moins en mouvement tout le mécanisme administratif et des zemstvos. Et ce mécanisme, en dépit des maîtres de l'heure, ne peut guère, ne peut pour ainsi dire pas se passer du concours le plus large de ces « tierces personnes » si détestées, de ces « intellectuels » acharnés à « faire du bruit ». D'autre part, la liaison de la famine avec la mauvaise récolte, jointe à l'abrutissement du paysan — qui ne comprend pas (ou qui comprend de façon extrêmement confuse) que seul le joug renforcé du capital, avec la politique de rapine du gouvernement et des grands propriétaires, l'a conduit à cette ruine, — font que les affamés se sentent absolument désarmés et, loin de manifester des « exigences » excessives, n'en manifestent même aucune.

Or, plus obscure est la conscience qu'une classe oppri-

mée a de son oppression, plus réduites sont ses exigences à l'égard des oppresseurs, et plus il se trouve dans les classes possédantes d'individus portés à la bienfaisance et relativement moindre est la résistance opposée à cette bienfaisance par les propriétaires fonciers de l'endroit, directement intéressés à la misère du paysan. Si l'on tient compte de ce fait indéniable, on verra que la résistance accrue des propriétaires fonciers, le redoublement des plaintes sur la « démoralisation » du moujik et, enfin, l'adoption par le gouvernement ainsi « remonté » de mesures purement militaires contre les affamés et contre les bienfaiteurs, témoignent clairement du total déclin et de la décomposition dans les villages de cet antique régime patriarcal, consacré par les siècles et soi-disant inébranlable, qui faisait l'admiration des plus ardents slavophiles, des réactionnaires les plus conscients et des plus naïfs « populistes » à l'ancienne mode. Nous, les social-démocrates, nous avons toujours été accusés par les populistes de reporter artificiellement la notion de lutte de classes là où elle n'a que faire ; par les réactionnaires, d'attiser la haine entre les classes et de dresser « une partie de la population contre l'autre ». Sans répéter la réponse déjà dix fois donnée à ces accusations, nous ferons seulement remarquer que le gouvernement russe est *en avance sur nous tous* quant à l'appréciation de la profondeur de la lutte de classes et quant à l'énergie des mesures découlant de cette appréciation. Toute personne qui, d'une façon ou d'une autre, a été en contact — et qui de nous ne l'a été ? — avec ceux qui, dans les années de famine, sont allés « nourrir » les paysans, sait qu'ils y ont été poussés par un simple sentiment humain de compassion et de pitié, que tout plan « politique » leur était complètement étranger, que la propagande des idées de lutte de classes les laissait absolument froids, que les arguments des marxistes dans leur guerre acharnée aux conceptions populistes sur la campagne, ne les convainquaient pas. Qu'a à voir ici la lutte de classes ? disaient-ils. Tout simplement, les paysans ont faim et il faut les secourir.

Mais celui qui n'a pas été convaincu par les arguments des marxistes le sera peut-être par les « arguments » de M. le ministre de l'Intérieur. Non, ils n'ont pas « tout simplement faim », annonce-t-il sentencieusement aux bienfaiteurs, et

sans l'assentiment des autorités il n'est pas permis d'aider « tout simplement », car cela développe la démoralisation et des exigences que rien ne justifie. Se mêler de la campagne d'alimentation, c'est se mêler des dispositions divines et policières qui procurent à MM. les propriétaires des ouvriers consentant à travailler à peu près gratuitement et garantissent au fisc la rentrée des impôts récoltés par contrainte. Quiconque approfondit la circulaire Sipiaguine devra se dire : oui, la guerre sociale est engagée dans nos villages, et, comme dans toute guerre, on ne peut dénier aux belligérants le droit d'inspecter les cargaisons des bâtiments dirigés sur un port ennemi même sous pavillon neutre. La seule différence, c'est qu'ici une des deux parties, contrainte de travailler éternellement et de souffrir éternellement la faim, ne se bat pas, mais est seulement battue... pour le moment.

Dans l'industrie, la réalité de cette guerre ne fait plus, depuis longtemps, aucun doute, et le bienfaiteur « neutre » n'a pas besoin de circulaire pour s'entendre expliquer que, sans avoir demandé où est le gué (c'est-à-dire sans l'assentiment des autorités et de MM. les fabricants), il ne faut pas se risquer dans l'eau. Déjà en 1885, à une époque où il ne pouvait être question d'une agitation socialiste tant soit peu efficace parmi les ouvriers, même dans la zone centrale où les ouvriers sont plus proches des paysans que dans la capitale, la crise industrielle avait tant chargé d'électricité l'atmosphère des fabriques qu'il y avait constamment çà et là des explosions. Dans ces conditions, la bienfaisance est d'avance condamnée à la stérilité ; aussi demeure-t-elle le fait exceptionnel et purement individuel de telles ou telles personnes, sans l'ombre de signification sociale.

Notons encore une particularité dans l'attitude de la société à l'égard des famines. Jusqu'à ces tout derniers temps, dominait chez nous, on peut le dire sans exagération, l'opinion que tout le régime économique et même politique de la Russie repose sur la *masse* des paysans détenteurs du sol et l'exploitant en toute indépendance. A quel point cette idée avait pénétré même les milieux avancés du monde de la pensée, peu portés cependant à se laisser prendre aux litanies officielles, c'est ce qu'a montré avec une netteté particulière le livre fameux de Nicolaï-on, paru après la famine de 1891-92 [110]. La ruine d'une multitude d'exploita-

tions paysannes semblait à tous une absurdité telle, un saut si impossible dans le néant, que la nécessité de l'assistance la plus large, réellement capable de « panser les plaies », devint un mot d'ordre presque général. Et qui encore prit la peine de dissiper les dernières illusions, sinon M. Sipiaguine ? Sur quoi donc repose la « Russie », de quoi vivent les classes agricoles, commerciales et industrielles, sinon de la ruine et de la misère du peuple ? Tenter autrement que sur le papier de panser *cette* « plaie », mais c'est un crime d'Etat !

M. Sipiaguine, sans nul doute, aidera à la diffusion et à l'affermissement de cette vérité que, hors la lutte de classe du prolétariat révolutionnaire contre tout le régime capitaliste, il n'y a, il ne saurait y avoir aucun remède contre le chômage et les crises, ni contre les formes asiatiques, sauvages et cruelles, d'expropriation du petit producteur que ce processus a revêtues chez nous. Les maîtres de l'Etat capitaliste se montrent aussi peu soucieux des innombrables victimes de la famine et de la crise que la locomotive de ceux qu'elle écrase dans sa course. Les cadavres freinent les roues, le train s'arrête, il peut même (avec un mécanicien trop énergique) dérailler, mais en tout cas il continue sa route avec plus ou moins de retard. Vous entendez dire que des dizaines et des centaines de milliers de petits cultivateurs sont morts de faim ou sont ruinés, mais en même temps vous entendez parler des progrès de l'agriculture nationale, de la conquête des marchés étrangers par nos grands propriétaires nationaux, qui ont envoyé en Angleterre une délégation d'agriculteurs russes, de l'écoulement plus étendu des machines perfectionnées, de l'extension des cultures fourragères, etc. Pour les propriétaires de l'agriculture russe (comme pour tous les propriétaires capitalistes), l'aggravation de la ruine et de la famine n'est qu'un petit empêchement d'un instant, auquel ils ne feront presque pas attention si les affamés ne les *forcent* pas à y porter attention. Les choses suivent leur cours, même la spéculation sur les terres vendues à cette catégorie de *propriétaires* que forment les paysans aisés.

Ainsi le district de Bougourouslan, province de Samara, est déclaré « frappé par la mauvaise récolte ». C'est dire que la ruine de *la masse* des paysans et la famine y ont atteint

le plus haut point. Mais le malheur de la masse n'empêche pas la minorité bourgeoise de la population paysanne de fortifier ses positions économiques : il semble au contraire l'y aider. Voici ce que nous lisons à propos de ce même district dans une correspondance des *Rousskié Viédomosti* de septembre (n° 244) [111] :

« District de Bougourouslan, province de Samara. La grande nouvelle est chez nous la hausse générale et rapide du prix de la terre et l'énorme spéculation suscitée par cette hausse. Il y a à peine 15 ou 20 ans, d'excellentes terres de vallée se vendaient ici *10 à 15 roubles* la déciatine ; il y avait des endroits éloignés de la voie ferrée où, il y a trois ans à peine, 35 roubles la déciatine semblaient un prix élevé et où la meilleure terre avec un merveilleux enclos et un marché fut payée une fois 60 roubles la déciatine. Aujourd'hui, la mauvaise terre se paie *50-60 roubles* et le prix des meilleures qualités s'élève jusqu'à 80 et même 100 roubles la déciatine. La spéculation suscitée par cette hausse des prix est de deux sortes. D'abord, c'est l'accaparement des biens pour les revendre immédiatement (il y a des cas où un bien acheté à raison de 40 roubles s'est revendu, un an après, à des *paysans* de l'endroit *à raison de 55 roubles*) ; les vendeurs sont d'ordinaire des propriétaires qui n'ont pas l'envie ou pas le temps de se plier aux atermoiements et aux formalités de la vente par l'entremise de la Banque paysanne, les acheteurs sont des marchands-capitalistes, *qui revendent aux paysans de l'endroit*. Ensuite une nuée d'intermédiaires de tout acabit s'occupent d'écouler à des paysans de provinces lointaines (surtout de Petite-Russie) toutes sortes de terres de fort peu d'usage, en échange de quoi ils touchent des propriétaires de domaines de bonnes *commissions* (*1 à 2 roubles par déciatine*). On voit par là que le principal objet de la spéculation foncière est le *paysan* ; c'est sur sa soif de terre que se fonde toute cette invraisemblable saute des prix, inexplicable par les simples raisons économiques ; évidemment, les chemins de fer aussi ont joué un rôle, mais bien moindre, car le principal acheteur reste toujours le paysan, pour qui la voie ferrée est loin d'être un facteur de premier ordre. »

Ces « bons cultivateurs » tenaces, qui emploient si avidement leurs « économies » (et le produit de leurs rapines) à

acheter de la terre, achèveront fatalement ceux des paysans besogneux qui ont survécu à la famine actuelle.

Si la société bourgeoise trouve un remède contre la ruine et l'affamement des paysans pauvres dans l'achat de terres par les paysans aisés, elle en trouve un contre la crise résultant d'un marché saturé de produits manufacturés dans la recherche de nouveaux débouchés. La presse rampante (*Novoïé Vrémia*, n° 9 188) est enthousiasmé par les succès de notre commerce avec la Perse ; on débat vivement nos perspectives commerciales en Asie centrale et surtout en Mandchourie. Les rois du fer et autres manitous de l'industrie se frottent joyeusement les mains en entendant parler de la construction poussée de chemins de fer. La construction des grandes lignes Pétersbourg-Viatka, Bologoïé-Sedletz, Orenbourg-Tachkent, est décidée ; des emprunts sont garantis par l'Etat jusqu'à concurrence de 37 millions (aux compagnies Moscou-Kazan, de Lodz et du Sud-Est) ; on projette les lignes Moscou-Kychtym, Kamychine-Astrakhan, et la ligne de la mer Noire. Les paysans affamés et les ouvriers sans travail peuvent se consoler : l'argent du Trésor public (s'il se procure encore de l'argent) ne sera pas dépensé « de façon improductive » (voir la circulaire de Sipiaguine) en secours ; non, il remplira les poches des ingénieurs et des entrepreneurs, comme ces virtuoses de la concussion, qui, des années durant, ont volé et volé à Nijni-Novgorod lors de la construction de la digue de Sormovo et qui viennent seulement d'être condamnés (par exception) par une session de la Cour de Moscou [112] tenue à Nijni-Novgorod *.

* Le manque de place ne nous permet malheureusement pas de nous arrêter plus longuement sur ce procès, qui a montré une fois de plus comment ingénieurs et entrepreneurs gèrent les affaires. Pour nous autres Russes, c'est là une vieille histoire qui demeure éternellement nouvelle. L'ingénieur Alexandrov, en compagnie de Schnakenbourg, directeur de la succursale de Nijni-Novgorod de la circonscription de Kazan du ministère des Voies de communication, avec six entrepreneurs, également poursuivis, « s'est constitué » *pendant trois ans* (1893-1895), à lui-même et aux autres, d'énormes capitaux, en présentant au Trésor des comptes, des états, des actes de réception, etc., pour des fournitures et des travaux inexistants. Ce n'étaient pas seulement les travaux qui étaient fictifs, mais aussi les entrepreneurs : un simple scribe signait à leur place ! Quelles sommes cette bande

III. LE TIERS ÉLÉMENT

Cette expression : « le tiers élément » ou « les tierces personnes » a été lancée, si je ne m'abuse, par le vice-gouverneur de Samara, M. Kondoïdi, dans un discours prononcé en 1900 à l'ouverture de la session du zemstvo provincial, pour désigner les personnes « n'appartenant ni à l'administration ni au nombre des représentants des ordres ». Le nombre et l'influence croissants de ces personnes, servant dans les zemstvos en qualité de médecins, techniciens, sta-

---

a raflées, on peut s'en faire une idée par ce qui suit. L'ingénieur Alexandrov a présenté (pour les « entrepreneurs » échoués sur le banc des accusés) des comptes se montant *à plus de 200 000 roubles*, dans lesquels, par exemple, au lieu de 400 roubles de frais réels, on avait mis 4 400 roubles. L'ingénieur Alexandrov, selon la déposition d'un témoin, dépensait tantôt avec des filles, tantôt avec ses supérieurs immédiats, les ingénieurs des chemins de fer, de 50 à 80 roubles pour un repas.

Mais le plus intéressant est la façon dont fut conduite et dont se termina l'affaire. Le Chef de la police, à qui un agent de la Sûreté rapporta la chose, « ne voulut pas faire une histoire » (!). « Ce n'est pas notre affaire, dit-il, mais celle du ministère des Voies de communication », et l'agent dut en référer au procureur. Si tout se découvrit, c'est uniquement parce que les voleurs se disputèrent entre eux : Alexandrov « n'avait pas partagé » avec un des scribes-entrepreneurs. Le procès dura *six ans*, si bien que beaucoup de témoins étaient morts, et que presque tous avaient oublié l'essentiel. Un témoin comme l'ancien chef de la circonscription de Kazan des Voies de communication, Lokhtine, *ne put être retrouvé* (*sic*) : on ne savait s'il était à Kazan ou bien en mission à Enisséisk ! Que le lecteur ne croie pas que je plaisante, je copie le compte rendu des débats.

Que les accusés ne soient pas seuls à être mêlés à l'affaire, loin de là, on le voit à ces deux faits: d'abord, le vertueux agent qui souleva l'affaire ne sert plus dans la police, il a acheté une maison et vit du revenu qu'elle lui procure. Ensuite, l'ingénieur Makarov, *chef de la circonscription de Kazan des Voies de communication* (chef-adjoint à l'époque de la digue de Sormovo), sua sang et eau devant le tribunal pour innocenter Alexandrov ; il déclara même — c'est textuel ! — que si la digue avait été emportée au printemps 1894, « *cela devait être ainsi* ». D'après ses inspections à lui, Makarov, tout était en ordre chez Alexandrov, et celui-ci se distinguait lui-même par son expérience, son zèle et son exactitude !

Résultat : Alexandrov, une année de forteresse ; Schnakenbourg, blâme sévère (non exécuté, en vertu du manifeste de 1896 !) ; les autres acquittés. Le fisc, partie civile, est débouté. J'imagine la joie des Lokhtine qui n'ont pas été retrouvés et des Makarov qui sont encore à leur poste !

tisticiens, agronomes, pédagogues, etc., attirent depuis longtemps l'attention de nos réactionnaires, qui ont même taxé ces « tierces personnes » haïssables « de bureaucratie des zemstvos ».

Il faut dire en général que nos réactionnaires — y compris naturellement toute la haute bureaucratie, — font preuve d'un excellent flair politique. Ils ont une si vaste expérience de la lutte contre l'opposition, contre les « émeutes » populaires, les sectes, les insurrections, les révolutionnaires, qu'ils sont continuellement « sur le qui-vive » et comprennent infiniment mieux que tous les naïfs et autres « bonnes vieilles bêtes » l'incompatibilité de l'autocratie avec *n'importe quelle* initiative, loyauté, indépendance de pensée, fierté d'un savoir réel. Admirablement imbus de cet esprit de servilité et de paperasserie qui règne dans toute la hiérarchie bureaucratique russe, ils considèrent avec soupçon tout ce qui ne ressemble pas à l'Akaki Akakiévitch[113] de Gogol ou, pour user d'une comparaison plus moderne, à l' « homme sous cloche de verre »[114].

En vérité, si les hommes qui exercent telle ou telle fonction publique sont appréciés non pas d'après leur situation officielle, mais selon leurs connaissances et leurs mérites, cela ne conduit-il pas logiquement et fatalement à la liberté de l'opinion publique et du contrôle public, qui juge ces connaissances et ces mérites ? Cela ne sape-t-il pas à la racine les privilèges de caste et de grade qui sont le seul appui de la Russie autocratique ? Ecoutez donc en quels termes a motivé son mécontentement ce même M. Kondoïdi :

« Il arrive, dit-il, que les représentants des ordres prêtent l'oreille, sans fondement suffisant, aux discours des intellectuels, fussent-ils de simples employés à gages du conseil des zemstvos, en invoquant uniquement la science ou bien les bons avis des écrivains de journaux ou de revues. »

Vous m'en direz tant ! De simples « employés à gages » qui prétendent remontrer leur devoir aux « représentants des ordres » ! Soit dit en passant, les représentants des zemstvos dont parle M. le vice-gouverneur sont en réalité membres d'une institution hors-caste. Mais, comme tout chez nous est pénétré de l'esprit de caste, comme les zemstvos eux-mêmes, par leur nouveau règlement, ont perdu en très

grande partie leur caractère d'institution hors-caste, on peut réellement dire, pour abréger, qu'il y a en Russie deux « classes » dirigeantes : 1° l'administration et 2° les représentants des castes. Il n'y a pas de place pour un tiers élément dans une monarchie fondée sur les castes. Et si l'évolution économique indocile, avec les progrès du capitalisme, sape de plus en plus le régime des castes et suscite le besoin d'« intellectuels », dont le nombre grandit toujours, il faut s'attendre fatalement à ce que le tiers élément s'attache à élargir un cadre trop étroit pour lui.

« Les rêves de gens qui n'appartiennent ni à l'administration, ni au nombre des représentants des ordres dans le zemstvo, a dit le même M. Kondoïdi, ne revêtent qu'un caractère fantastique, mais peuvent aussi, en supposant à la base des tendances politiques, avoir un côté pernicieux. »

Supposer « des tendances politiques », ce n'est qu'une façon diplomatique d'exprimer la conviction que ces tendances existent. Quant aux « rêves », ce sont ici, si vous voulez, tous les projets inspirés au médecin par l'intérêt de la médecine, au statisticien par l'intérêt de la statistique, sans tenir compte de celui des ordres dirigeants. Par eux-mêmes, ces rêves sont fantastiques, mais ils entretiennent, voyez-vous, un mécontentement politique.

Mais voici qu'un autre administrateur, chef d'une des provinces centrales, essaye de donner d'autres motifs de mécontentement contre le tiers élément. D'après lui, l'activité du zemstvo de la province *confiée à ses soins* « s'éloigne chaque année davantage des principes essentiels sur lesquels repose le Règlement des institutions des zemstvos » [115]. Ce règlement appelle à la direction des affaires concernant les intérêts et les besoins locaux la population locale ; or, vu l'indifférence de la majorité des propriétaires terriens à l'égard du droit qui leur est conféré, « les sessions des zemstvos sont devenues une espèce de *formalité*, et les affaires sont traitées par les conseils, dont le caractère laisse beaucoup à désirer ».

Cela « a entraîné la formation auprès des conseils de vastes bureaux dans lesquels sont employés des *spécialistes*, statisticiens, agronomes, instituteurs, médecins inspecteurs, etc., qui, conscients de leur *supériorité culturelle et parfois intellectuelle* sur les membres des zemstvos, manifes-

tent *une indépendance de plus en plus grande*, ce qui est rendu possible en organisant dans la province toutes sortes de *congrès* et, auprès des conseils des zemstvos, toutes sortes de comités. Finalement, toute la gestion des zemstvos s'est trouvée entre les mains d'individus *n'ayant rien de commun avec la population locale.* »

Quoiqu'il y ait « dans ce milieu un grand nombre de personnes très bien-intentionnées et méritant une parfaite estime, elles ne peuvent considérer leurs fonctions autrement que comme un moyen d'existence, et les intérêts et les besoins locaux ne les touchent que dans la mesure où leur propre bien-être en dépend ».

« En matière de zemstvos, selon le chef de la province, *l'employé à gages ne peut remplacer le propriétaire.* »

Raisonnement qui peut être appelé à la fois plus rusé et plus franc, selon la manière dont on l'entend. Il est plus rusé, car il passe sous silence les tendances politiques et prétend tout ramener uniquement aux intérêts et aux besoins locaux. Il est plus franc, car il oppose ouvertement le « salarié » au *propriétaire.* C'est le point de vue traditionnel de nos Kit Kitytch [116] nationaux, qui, en louant un « pion », se laissent guider avant tout et par-dessus tout par la valeur marchande de cette espèce de service professionnel. Les vrais patrons sont toujours les propriétaires, déclare sentencieusement un représentant de ce camp d'où nous entendons constamment s'envoler des hymnes à la Russie, pays au pouvoir fort, ne dépendant de personne et situé au-dessus des classes, exempt, grâce à Dieu, de cette domination des intérêts égoïstes sur la vie populaire que nous observons dans les pays d'Occident gangrenés par le parlementarisme. Dès lors que le propriétaire est le maître, il doit agir en maître dans les « choses » de la médecine, de la statistique et de l'instruction : notre satrape ne se gêne pas pour tirer cette conclusion, qui renferme un aveu direct de la primauté politique des classes possédantes. Bien mieux : il ne se gêne pas — et c'est particulièrement intéressant — pour reconnaître que ces « spécialistes » ont conscience de leur supériorité culturelle et parfois intellectuelle sur les membres des zemstvos. Evidemment, contre la supériorité intellectuelle, il n'y a pas d'autre remède que les mesures de rigueur...

Naguère notre presse réactionnaire a eu une occasion particulièrement favorable de répéter cet appel aux mesures de rigueur. Le refus des intellectuels de se laisser traiter en simples salariés, en vendeurs de force de travail (et non en citoyens s'acquittant de certaines fonctions sociales), a toujours entraîné, de temps à autre, des conflits entre manitous des conseils des zemstvos et médecins, qui donnaient collectivement leur démission, techniciens, etc. Ces derniers temps, les conflits avec les statisticiens ont pris le caractère d'une véritable épidémie.

L'*Iskra* a déjà noté en mai (n° 4) que les autorités locales (à Iaroslavl) voyaient depuis longtemps d'un mauvais œil la statistique : après les événements de mars à Saint-Pétersbourg, ils procédèrent à une « épuration » et l'on invita le directeur du bureau de statistique « à n'engager dorénavant les étudiants qu'avec une extrême circonspection, de sorte qu'on ne puisse même songer qu'ils soient jamais capables de tromper la confiance ». Une correspondance intitulée « Les troubles de Vladimir-sur-Kliazma » (*Iskra*, n° 5, juin) dépeignait la situation générale de la statistique tombée en suspicion et les causes de la désaffection du gouverneur, des fabricants et des propriétaires fonciers à son égard. Le licenciement des statisticiens de Vladimir pour avoir envoyé un télégramme de sympathie à Annenski (matraqué le 4 mars sur la place de Kazan) entraîna pratiquement la fermeture du bureau et, comme les statisticiens des autres villes refusaient de servir un zemstvo incapable de défendre les intérêts de ses employés, la gendarmerie du lieu dut intervenir en tant que médiatrice entre les statisticiens congédiés et le gouverneur. « Un gendarme se présenta chez quelques-uns des statisticiens et les invita à faire une demande de réintégration », mais sa mission aboutit à un échec complet. Enfin, dans son numéro d'août (n° 7), l'*Iskra* a raconté « l'incident du zemstvo d'Ekatérinoslav » : le « pacha » Rodzianko (président du conseil du zemstvo provincial) avait renvoyé des statisticiens pour n'avoir pas obéi à la « prescription » de tenir un journal, ce qui suscita la démission de tous les autres membres du bureau et des lettres de protestation des statisticiens de Kharkov (citées dans le même numéro de l'*Iskra*). De mieux en mieux : le pacha de Kharkov, M. Gordéenko (président lui aussi

du conseil du zemstvo provincial) intervint et déclara aux statisticiens de « son » zemstvo qu'il ne souffrirait pas « dans les murs de son administration des réunions d'employés sur des questions ne concernant pas le service ». A peine les statisticiens de Kharkov eurent-ils exécuté leur intention de réclamer le renvoi d'un espion qui se trouvait parmi eux (Antonovitch), que le conseil du zemstvo révoqua le chef du bureau de statistique : d'où départ de tous les statisticiens.

A quel point ces événements ont ému tout le personnel du bureau de statistique des zemstvos, on peut en juger par la lettre des statisticiens de Viatka, qui ont essayé de donner des motifs circonstanciés de leur refus de se joindre au mouvement et pour cela ont été justement nommés dans l'*Iskra* (n° 9) « les briseurs de grève de Viatka ».

Mais l'*Iskra* n'a cité, naturellement, que quelques cas et non pas, tant s'en faut, tous les conflits qui ont eu lieu, d'après les journaux légaux, dans les provinces de St-Pétersbourg, Olonetz, Nijni-Novgorod, Tauride, Samara (nous joignons ici aux conflits les cas de renvoi simultané de plusieurs statisticiens, car ces cas suscitaient un violent mécontentement et une sérieuse effervescence). Voici un exemple du point auquel en sont arrivés la méfiance et le sans-gêne des autorités provinciales.

« *Le chef du bureau de statistique de Tauride, S.M. Bléklov*, dans un « Compte rendu sur l'enquête effectuée dans le district de Dniepr en mai et juin 1901 », présenté au conseil du zemstvo, raconte que dans ce district le travail a été entouré de conditions jusqu'alors inouïes : les enquêteurs, quoique autorisés par le gouverneur à exercer leurs fonctions, munis de documents en bonne forme et ayant, selon les dispositions des autorités provinciales, le droit de requérir le concours des pouvoirs locaux, *ont été entourés d'une atmosphère extraordinaire de suspicion* par la police, *qui les suivait pas à pas*, exprimant sa méfiance *sous la forme la plus grossière*, au point que, d'après un paysan, derrière les statisticiens arrivait l'*ouriadnik*, brigadier de police rurale, qui demandait aux habitants « si les statisticiens ne répandaient pas des idées dangereuses contre l'Etat et la patrie ». Les statisticiens, continue M. Bléklov, « se sont heurtés à divers obstacles et difficultés qui, outre qu'ils en-

travaient le travail, *offensaient* gravement *leur dignité personnelle*... Souvent ils étaient traités *en prévenus* faisant l'objet d'une instruction secrète, d'ailleurs bien connue de tout le monde, et contre lesquels on estimait nécessaire de prendre des mesures de précaution. On peut comprendre par là dans quelle situation morale véritablement impossible ils étaient fréquemment placés ».

Voilà qui n'est pas mal pour illustrer l'histoire des conflits surgissant dans la statistique des zemstvos et pour caractériser la surveillance exercée en général sur le « tiers élément » !

Comment s'étonner après cela que la presse réactionnaire se soit jetée sur les nouveaux « révoltés » ! Les *Moskovskié Viédomosti* ont publié un article de tête foudroyant « La grève des statisticiens du zemstvo » (n° 263, du 24 septembre) et un article de N. Znamenski « Le tiers élément » (n° 279, du 10 octobre). « Le tiers élément... dépasse les bornes », écrit le journal, il répond « par une opposition systématique et par la grève » aux efforts tentés pour faire respecter « la discipline indispensable dans le service ». La cause de tout, ce sont les libéraux des zemstvos qui ont lâché la bride aux employés.

« Nul doute qu'une certaine régularisation des travaux d'estimation et de statistique n'ait été entreprise par les membres les plus lucides et les plus sensés des zemstvos, désireux de ne tolérer dans les *services* soumis à leur direction *aucun relâchement, même* sous couleur d'opposition *libérale*. L'opposition et les *grèves* doivent enfin leur ouvrir les yeux sur les gens auxquels ils ont affaire sous les traits *de ce prolétariat intellectuel qui, errant d'une province à l'autre*, s'occupe soit de faire des recherches statistiques, *soit d'éduquer les jeunes gens de l'endroit dans un esprit démocratique et social.*

De toute façon, les « conflits de la statistique des zemstvos » sont une bonne leçon pour la partie sensée des membres des zemstvos. Nous croyons que désormais elle verra de toute évidence quel serpent ont réchauffé dans leur sein, en la personne du « *tiers élément* » les institutions des zemstvos » *.

---

* *Moskovskiê Viédomosti*, n° 263.

Nous ne doutons pas non plus, pour notre part, que ces lamentations et ces plaintes d'un fidèle chien de garde de l'autocratie (on sait que Katkov « lui-même » s'était donné ce nom, lui qui a su « insuffler » pour si longtemps son esprit aux *Moskovskiĕ Viédomosti*) « ouvriront les yeux » de beaucoup de gens, qui n'ont pas encore parfaitement compris l'incompatibilité de l'autocratie avec les exigences du progrès social, avec les intérêts du monde intellectuel en général, avec ceux de toute action sociale véritable ne se réduisant pas à la concussion et à la trahison.

Quant à nous, les social-démocrates, ce petit tableau de la campagne contre le « tiers élément » et des « conflits de la statistique des zemstvos » doit nous servir de sérieuse leçon. Nous devons y puiser une confiance nouvelle en la toute-puissance du mouvement ouvrier dirigé par nous, en voyant l'émotion née dans la classe révolutionnaire d'avant-garde se transmettre aux autres classes et catégories de la société, susciter déjà un élan inouï de l'esprit révolutionnaire parmi les étudiants *, mais aussi la mise en éveil des campagnes, renforcer l'assurance et les dispositions combatives de groupes sociaux demeurés jusqu'ici (en tant que groupes) peu actifs.

L'émotion publique croît en Russie dans le peuple tout entier, dans toutes ses classes et notre devoir, le devoir des social-démocrates révolutionnaires, est de nous efforcer d'en profiter pour faire comprendre à la fraction avancée et cultivée des ouvriers quels alliés elle a parmi les paysans, parmi les étudiants et parmi les intellectuels en général, pour lui apprendre à utiliser les étincelles de protestation publique jaillissant ici et là. Nous ne serons en état de jouer le rôle de champion d'avant-garde de la liberté que le jour où la classe ouvrière conduite par un parti révolution-

* Au moment où nous écrivons, des nouvelles arrivent de partout annonçant un renforcement de l'effervescence parmi les étudiants des rassemblements à Kiev, Pétersbourg et ailleurs, la formation de groupes révolutionnaires d'étudiants à Odessa et autres villes. Peut-être l'histoire imposera-t-elle aux étudiants le rôle de promoteurs aussi dans la mêlée décisive? Quoi qu'il en soit, pour obtenir la victoire dans cette mêlée, il faut un élan des masses du prolétariat, et nous devons nous préoccuper au plus vite d'augmenter leur conscience, leur enthousiasme et leur organisation.

naire de combat, sans oublier un instant sa place spéciale dans la société moderne et sa mission historique propre (libérer l'humanité de l'esclavage économique), brandira en même temps l'étendard de la lutte du peuple entier pour la *liberté* et ralliera sous cet étendard tous ceux qu'aujourd'hui MM. Sipiaguine, Kondoïdi et leur coterie poussent avec tant de zèle dans les rangs des mécontents les éléments issus des catégories sociales les plus diverses.

Pour cela, il faut seulement que nous recevions dans notre mouvement, avec la théorie révolutionnaire irréductible, élaborée par l'évolution séculaire de la pensée européenne, l'énergie et l'expérience révolutionnaires héritées de nos prédécesseurs d'Occident et de Russie, et que nous n'acceptions pas servilement les diverses formes d'opportunisme dont commencent déjà à se défaire, sans avoir trop eu à en souffrir, nos camarades d'Occident et qui entravent si fortement notre marche vers la victoire.

Au prolétariat russe s'impose aujourd'hui l'objectif révolutionnaire le plus rude, mais aussi le plus fructueux : écraser l'ennemi dont n'a pu venir à bout notre malheureuse classe intellectuelle, et prendre place dans les rangs de l'armée internationale du socialisme.

IV. DEUX DISCOURS DE MARÉCHAUX DE LA NOBLESSE

« Fait tristement significatif, encore inédit jusqu'à ce jour ! Et que de maux inédits annoncent à la Russie de pareils faits, que seul a rendus possibles un état déjà très avancé de démoralisation sociale »...

Ainsi parlent les *Moskovskié Viédomosti*, dans le ruarticle de tête du 29 septembre (n° 268) à propos du discours de M.A. Stakhovitch, maréchal de la noblesse de la province d'Orel, au congrès des missionnaires d'Orel (terminé le 24 septembre)... Eh bien, si la « démoralisation sociale » a pénétré parmi les maréchaux de la noblesse, ces premiers personnages des districts, et seconds personnages des provinces, comment espérer la fin « de la peste morale qui étreint la Russie » ?

Que s'est-il passé ? Tout simplement que ce M. Stakhovitch (celui-là même qui voulait procurer aux nobles d'Orel

des places de collecteurs au monopole des boissons : v. *Zaria*, n° 1 (« Remarques de circonstance)* » a prononcé un ardent discours en faveur de la liberté de conscience et « a poussé le manque de tact, pour ne pas dire le cynisme, au point de faire cette proposition ** » :

« *A personne en Russie plus qu'au congrès des missionnaires n'incombe le devoir de proclamer la nécessité de la liberté de conscience*, la nécessité d'abolir toute peine criminelle pour abandon de la foi orthodoxe et adoption ou confession d'une autre religion. *J'invite donc le congrès des missionnaires d'Orel à se prononcer franchement dans ce sens, et à formuler ce vœu dans les formes convenables !...* »

Naturellement, s'il était naïf de la part des *Moskovskié Viédomosti* de faire de M. Stakhovitch un Robespierre (comment, ce bon vivant de Stakhovitch que je connais depuis si longtemps, un Robespierre ! écrivait dans le *Novoïé Vrémia* M. Souvorine, et l'on avait peine à lire sans rire son « plaidoyer »), M. Stakhovitch n'était pas moins naïf à sa façon en proposant à des prêtres de demander « dans les formes convenables » la liberté de conscience. C'est comme si, à un congrès de commissaires de police, on conseillait de demander la liberté politique !

Il est à peine besoin d'ajouter que « l'assemblée du clergé groupée autour de son premier pasteur » repoussa la

---

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 399-402. (*N.R.*)

** *Moskovskié Viédomosti*, *Ibid.* Je m'excuse auprès du lecteur de mes sympathies pour ce journal. Que voulez-vous ? C'est, malgré tout, à mon avis, le plus intéressant, le plus conséquent et *le plus pratique* des journaux politiques de Russie. On ne saurait appeler vraiment « politiques » les publications qui tout au plus ramassent quelques petits faits bruts intéressants et poussent des soupirs au lieu de « raffiner ». Cela peut être très utile, je n'en disconviens pas, mais ce n'est pas de la politique. De même, les publications de la mouture *Novoïé Vrémia* ne peuvent, au plein sens du mot, être dites « politiques », bien qu'elles soient excessivement politiques (ou plutôt à cause de cela). Elles n'ont ni programme politique nettement défini, ni convictions, mais seulement l'art de se prêter au ton et aux dispositions du moment, de ramper devant les maîtres de l'heure, quoi qu'ils ordonnent, et de flirter avec un semblant d'opinion publique. Les *Moskovskié Viédomosti*, au contraire, ont leur ligne qu'elles suivent et ne craignent pas (elles n'ont d'ailleurs rien à craindre !) de devancer le gouvernement, ne craignent pas de toucher, même parfois très franchement, les questions les plus délicates. Journal utile, collaborateur irremplaçable de l'agitation révolutionnaire !

proposition de M. Stakhovitch « et pour le fond et comme ne rentrant pas dans le cadre d'un congrès local de missionnaires », après avoir entendu de « sérieuses objections » de Mgr Nicanor, évêque d'Orel ; de N. Ivanovski, professeur à l'Académie ecclésiastique de Kazan ; de V. Skvortsov, directeur et éditeur de *Missionerskoïé Obozrénié*[117], de tels et tels prêtres-missionnaires et de V. Ternavtsev et M. Novossiolov, agrégés de l'université. On peut le dire : la voilà, l'alliance de la « science » et de l'Eglise !

Mais M. Stakhovitch, évidemment, nous intéresse non pas comme échantillon d'homme doué d'une pensée politique limpide et conséquente, mais comme exemplaire de ce « bon vivant » de nobliau russe, toujours prêt à arracher un morceau du gâteau officiel. Quel degré doit avoir atteint la « démoralisation » apportée dans la vie russe en général et dans nos campagnes en particulier par l'arbitraire policier et les persécutions inquisitoriales contre les sectes, pour faire hurler jusqu'aux pierres ! Pour que les maréchaux de la noblesse se mettent à parler chaleureusement de la liberté de conscience !

Je tire du discours de M. Stakhovitch quelques menus exemples du régime et des excès scandaleux qui indignent enfin les « bons vivants » eux-mêmes.

« Prenez maintenant, dit l'orateur, dans la bibliothèque des missionnaires un recueil des lois, et vous y lirez qu'un seul et même article 783, t. II, 1re partie, confie au commissaire de police rurale le soin d'extirper les duels, les imputations calomnieuses, l'ivrognerie, le braconnage, les bains publics mixtes... de surveiller les discussions contre les dogmes de la foi orthodoxe et le détournement des orthodoxes dans une autre confession ou dans le schisme ! »

Car, en effet, il existe un article chargeant le commissaire de police rurale de bien d'autres attributions de même nature en dehors de celles énumérées ici par l'orateur. Pour la plupart des citadins, cet article aura l'air évidemment d'une simple curiosité, comme l'a dit M. Stakhovitch. Mais, pour le moujik, cette curiosité cache *bitterer Ernst*, l'amère vérité des abus de la basse police, trop bien persuadée que Dieu est trop haut et que le tsar est trop loin.

Et voici des exemples concrets, que nous faisons suivre de la réfutation officielle de « l'archiprêtre Pierre Rojdestvenski, président du conseil de la confrérie orthodoxe de Pierre et Paul à Orel et du congrès des missionnaires du diocèse d'Orel » (*Moskovskié Viédomosti*, n° 269, d'après l'*Orlovski Vestnik* [118], n° 257) :

« a) Le discours (de M. Stakhovitch) fait mention d'une localité du district de Troubtchevsk :

« *Avec l'assentiment et au su du prêtre et des autorités, on enferma dans l'église les stundistes soupçonnés*, on apporta une table, on la couvrit d'une nappe propre, on y posa une icône et on les fit défiler un à un : — Baise ! — Je ne veux pas baiser des idoles... — Ah ! *qu'on le fouette sur-le-champ*. Les plus faibles, après la première exécution, revenaient dans l'orthodoxie. Mais certains *tenaient bon jusqu'à quatre fois.* »

D'après les données officielles contenues dans le compte rendu de la confrérie orthodoxe de Pierre et Paul pour 1896, et d'après la communication orale du prêtre D. Péréverzev au congrès, les violences décrites, exercées par la population orthodoxe sur les adeptes des sectes du village de Lioubetz, district de Troubtchevsk, ont eu lieu *par décision de l'assemblée rurale et quelque part dans le village, mais nullement avec l'assentiment du prêtre d'alors ni dans l'église* ; ce déplorable incident s'est produit *il y a 18 ou 19 ans*, alors qu'il n'était même pas question de mission dans le diocèse d'Orel. »

Les *Moskovskié Viédomosti*, en reproduisant ces textes, disent que M. Stakhovitch dans son discours *n'a cité que deux faits*. Peut-être. Mais quels faits alors ! Le démenti fondé sur les « données officielles » (du commissaire de police !) du compte rendu de la confrérie orthodoxe *ne font que confirmer* la réalité des horreurs qui ont indigné même ce bon vivant de noble. Que l'exécution ait eu lieu dans l'église ou « quelque part dans le village », il y a six mois ou 18 ans, cela ne change rien à l'affaire (si, une chose pourtant : tout le monde sait que ces derniers temps les persécutions contre les membres des sectes sont devenues encore plus féroces, et cela en rapport direct avec la formation des missions !). Quant à croire que le prêtre de l'endroit *ait pu* être étranger à ces *inquisiteurs en cafetan de bure*, il vaudrait mieux,

monsieur l'archiprêtre, ne point imprimer des affirmations pareilles *. On rira de vous ! Bien sûr, le « prêtre du lieu » n'a pas donné son « assentiment » à des sévices punissables selon le code, de même que la sainte Inquisition n'exécutait jamais elle-même, mais remettait au bras séculier, et ne versait jamais le sang, mais livrait au bûcher.

Second fait :

« b) Il est dit dans le discours :

« Alors nous n'entendrons plus dans la bouche d'un prêtre missionnaire la réponse que nous avons également entendue ici : « *Vous dites, mon père, qu'il y en avait au début 40 familles, et maintenant 4.* Où sont les autres ? — Mais par la grâce de Dieu elles ont *été déportées en Transcaucasie et en Sibérie.* »

En réalité, le village de Glybotchka, district de Troubtchevsk, dont il est ici question, comptait *en 1898*, d'après les renseignements de la confrérie, non point *40 familles* stundistes, mais 40 individus des deux sexes y compris 21 enfants. Il a été déporté en Transcaucasie cette même année, par décision de la cour d'assises, 7 personnes seulement, pour en avoir entraîné d'autres dans leur secte. Quant à la phrase du prêtre de l'endroit : « *déportés par la grâce de Dieu* », *elle lui est échappée dans une séance privée du congrès, au cours d'un libre échange de vues entre ses membres*, d'autant plus que ce prêtre était déjà bien connu et s'est révélé au congrès comme un *des plus dignes* pères-missionnaires.

Ce démenti est vraiment impayable ! Laissé échapper au cours d'un libre échange de vues ! C'est précisément ce qui nous intéresse, car nous savons trop bien le prix qui s'attache aux paroles que prononcent officiellement les personnages officiels. Si le prêtre qui a émis ces paroles « venant du cœur » est « un des plus dignes pères-missionnaires », elles n'en sont que plus significatives. « Déportés par la grâce de Dieu en Transcaucasie et en Sibérie », ces mots admirables

* Dans sa réponse aux rectifications officielles, M. Stakhovitch écrit : « Ce qu'il y a dans le compte rendu officiel de la confrérie, je l'ignore, mais j'affirme que le prêtre Péréverzev ayant raconté au congrès tous les détails et ajouté que les autorités civiles connaissaient (*sic*) la sentence portée, je lui posai pour ma part cette question : « Et le prêtre la connaissait-il ? A quoi il répondit : « Oui, il la connaissait aussi ». Cela se passe de commentaires.

doivent devenir aussi célèbres en leur genre que l'apologie du servage, basée sur l'Ecriture sainte, par le métropolite Philarète.

Au fait, puisque nous avons nommé Philarète, il ne serait pas juste de passer sous silence une lettre d'un « savant libéral » à Mgr Ambroise, archevêque de Kharkov, insérée dans la revue *Věra i Razoum* [119] de 1901 *. L'auteur signe « Jérôme Préobrajenski, citoyen honoraire, issu de l'ordre sacerdotal » ; la qualification de « savant (!) libéral » lui a été attribuée par la rédaction, frappée sans doute de crainte devant « l'âbime de sa sagesse ». Bornons-nous à reproduire quelques passages de cette lettre, qui nous montre une fois de plus que la pensée politique et la protestation politique pénètrent par des voies invisibles dans des milieux infiniment plus étendus qu'il ne semble parfois.

«Je suis déjà vieux, j'approche de la soixantaine, j'ai pu observer au cours de mon existence bien des manquements aux devoirs religieux, et je dirai en mon âme et conscience que, chaque fois, c'est notre clergé qui en est cause. Mais pour ce qui est des « *derniers événements* », ce sont des remerciements que nous devons spécialement adresser à notre clergé d'aujourd'hui : il ouvre les yeux à bien des gens. Ce ne sont plus les scribes de canton, mais tout le monde, jeunes et vieux, ceux qui ont de l'instruction, ceux qui n'en ont guère, et ceux qui savent à peine lire, qui veulent lire aujourd'hui le grand écrivain de la terre russe. On se procure à prix d'or ses œuvres (l'édition étrangère du *Svobodnoïé Slovo*[120], qui circulent librement dans tous les pays du monde, sauf la Russie), on les lit, on les discute, et les conclusions, naturellement, ne sont pas en faveur du clergé. La masse du peuple commence à comprendre de quel côté est le mensonge et de quel côté la vérité ; elle voit que notre clergé dit une chose et en fait une autre, et même dans ses paroles se contredit souvent. Il y aurait bien des vérités à dire, mais avec le clergé on ne peut pas parler franchement, il ne manquera pas de dénoncer aussitôt pour qu'on vous châtie et vous exécute... Le Christ cependant attirait à lui par la vérité et l'amour, et non par la violence et les supplices.

...En terminant votre discours, vous écrivez: «Il y a chez nous une grande force de combat, c'est le pouvoir autocratique de nos très pieux souverains.» Nouveau maquillage des faits, encore une fois nous ne vous croyons pas. Vous avez beau, vous, le clergé *éclairé*, vouloir nous assurer que vous êtes « dévoués à l'autocratie depuis le sein de

* Nous profitons de l'occasion pour remercier le correspondant qui nous a envoyé un tirage à part de cette revue. Nos classes dirigeantes, très souvent, ne se gênent pas pour se montrer *au naturel* dans les publications spéciales des prisons, du clergé et autres semblables. Il est grand temps que nous, les révolutionnaires, nous utilisions systématiquement ce « riche trésor » d'éducation politique.

votre mère » (discours du coadjuteur actuel, lors de sa nomination à l'épiscopat), nous, qui ne sommes *pas éclairés*, nous ne croyons pas qu'un enfant d'un an (même un futur évêque) raisonne déjà sur les formes de gouvernement et donne la préférence à l'autocratie. Après la tentative avortée du patriarche Nikon pour jouer en Russie le rôle des papes, qui cumulaient en Occident le pouvoir spirituel avec la domination temporelle, notre Eglise, en la personne de ses plus hauts représentants, les métropolites, s'est entièrement et à jamais soumise à l'autorité des souverains, qui parfois, comme sous Pierre-le-Grand, lui dictaient despotiquement leurs ordres. (Pression exercée par Pierre-le-Grand sur le clergé pour faire condamner le tsarévitch Alexis.) Au XIXe siècle, nous voyons déjà une parfaite harmonie entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel en Russie. A la rude époque de Nicolas Ier, quand l'opinion publique, éveillée sous l'influence des grands mouvements sociaux d'Occident, fit se dresser chez nous aussi des combattants isolés contre le scandaleux asservissement du peuple, notre Eglise demeura absolument indifférente à ses souffrances et, en dépit des grands commandements du Christ sur la fraternité des hommes et l'amour du prochain, pas une voix ne s'éleva du clergé pour défendre le peuple déshérité contre le cruel arbitraire des propriétaires fonciers, pour la bonne raison que le gouvernement n'osait pas encore toucher au servage, dont Philarète de Moscou justifiait bel et bien l'existence par des textes de l'Ancien Testament. Mais l'orage éclate : la Russie est écrasée et politiquement humiliée sous Sébastopol. La défaite découvre toutes les tares de notre régime d'avant l'abolition du servage, et un souverain jeune et humain (qui devait l'éducation de son cœur et de sa volonté au poète Joukovski) brise avant tout les chaînes séculaires de l'esclavage : par une ironie maligne du sort, le texte du grand acte du 19 février fut soumis pour être rédigé du point de vue chrétien à ce même Philarète, qui s'était empressé sans doute de modifier conformément à l'esprit du temps ses idées sur le servage. L'époque des grandes réformes ne fut pas sans profit pour notre clergé : elle suscita chez lui, sous Macarie (devenu plus tard métropolite), un fructueux travail de réorganisation de nos institutions ecclésiastiques, où fut percée une ouverture, petite encore d'ailleurs, sur le monde de la publicité et de la lumière. La réaction survenue après le 1er mars 1881 apporta avec elle dans le clergé aussi des éléments correspondants, du goût de Pobiédonostsev et de Katkov, et tandis que la partie avancée du pays, dans les zemstvos et dans la société, signe des pétitions réclamant l'abolition des dernières survivances des peines corporelles, l'Eglise reste muette, ne prononce pas un mot de condamnation contre les défenseurs des verges, cet instrument d'abjecte humiliation de l'homme, créé à l'image et à la ressemblance de Dieu. Dans ces conditions, serait-il faux de supposer que, *un changement de régime se produisant par en haut*, tout notre clergé en la personne de ses représentants, chantera les louanges du souverain constitutionnel comme il chante aujourd'hui celle du souverain absolu ? Mais alors pourquoi cette hypocrisie ? Ce n'est pas l'autocratie qui est en cause, mais le monarque. Pierre 1er aussi était autocrate par la grâce divine, et pourtant le clergé aujourd'hui encore ne lui témoigne guère d'affection ; et Pierre III aussi était autocrate, lui qui se promettait de raser et

d'instruire notre clergé : dommage qu'on ne l'ait pas laissé régner deux ou trois ans ! Et si Nicolas II, l'autocrate actuellement régnant, daignait exprimer sa bienveillance pour notre vénéré Léon Tolstoï, où vous cacheriez-vous avec vos intrigues, vos frayeurs et vos menaces ?

C'est en vain que vous citez le texte des prières que le clergé adresse à Dieu pour le tsar : ce ramassis de mots en charabia n'inspire aucune confiance à personne. Nous sommes pourtant en régime autocratique : si on vous l'ordonne, vous écrirez des prières trois fois plus longues et en termes plus accentués. »

* * *

Le second discours n'est pas arrivé, que nous sachions, jusqu'à nous. Il nous a été envoyé par un correspondant inconnu, au mois d'août, reproduit au duplicateur, avec cette note au crayon : « Discours d'un maréchal de la noblesse de district en séance privée des maréchaux de la noblesse au sujet d'incidents universitaires. » En voici le texte intégral :

« Vu le peu de temps dont je dispose, j'exprimerai mes considérations à propos de notre réunion de maréchaux de la noblesse sous forme de thèses :

D'où viennent les troubles actuels ? On le sait à peu près : ils sont dus d'abord au dérèglement général qui s'est installé dans tout l'Etat, à la gestion oligarchique du corps des fonctionnaires, c'est-à-dire à la dictature bureaucratique.

Ce dérèglement de la dictature bureaucratique gouvernementale se manifeste dans l'ensemble de la société russe, de haut en bas, comme un mécontentement généralisé, se manifestant au dehors par une manie politicienne générale, manie non pas temporaire, superficielle, mais profonde et chronique.

Cette manie politicienne, en tant que mal commun à toute la société, se reflète dans toutes ses manifestations, fonctions et institutions et, par suite, fatalement dans les établissements scolaires, avec leur population plus jeune et par conséquent plus réceptive, également soumise au régime écrasant de la dictature bureaucratique.

Bien que la cause reconnue des troubles universitaires soit dans le désordre général de l'Etat et dans le malaise général engendré par ce désordre, on est obligé cependant — par sentiment naturel et par besoin d'arrêter les progrès du mal endémique — d'accorder quelque attention à ces troubles. On ne saurait, même sous ce prétexte, diminuer la puissance destructive effroyable de cette manifestation du mal commun : ainsi, quand l'organisme tout entier est malade, tout en poursuivant sa guérison radicale et lente, on prend des mesures d'urgence pour faire disparaître les complications locales, aiguës, destructrices de la maladie.

Dans les établissements d'instruction secondaire et supérieure, le mal du régime bureaucratique s'exprime principalement par la substitution, au développement humain (de la jeunesse), à la formation

humaine, d'un dressage bureaucratique entraînant nécessairement un écrasement systématique de la personne humaine et de sa dignité.

Les sentiments que tout cela éveille dans la jeunesse, méfiance, mécontentement et irritation contre les autorités et les maîtres, subsistent, après le lycée, à l'université, où, malheureusement, avec le régime actuel de l'enseignement supérieur, la jeunesse subit le même mal, la même oppression de la personne humaine et de sa dignité.

En un mot, la jeunesse trouve à l'Université non point le temple de la science, mais une fabrique où l'on extrait d'une pâte dépouillée de personnalité le produit bureaucratique réclamé par l'Etat.

Cet effacement de la personne humaine (avec transformation des étudiants en une pâte amorphe, malléable), se manifestant par une pression systématique, chronique, par une persécution de tout ce qui est personnel et digne, souvent même par une violence brutale, est à la base de tous les troubles estudiantins qui durent depuis des dizaines d'années et menacent, en s'aggravant, de se perpétuer et d'emporter avec eux le meilleur des énergies de la jeunesse russe.

Nous savons tout cela, mais que faire dans les circonstances présentes ? Comment remédier à cette situation critique, avec toutes ses colères, ses maux et ses douleurs ? Lâcher tout, sans rien tenter ? Abandonner notre jeunesse sans le moindre appui à son sort, à l'arbitraire de la bureaucratie et de la police, s'en laver les mains et s'en aller ? Voilà, selon moi, la question essentielle : comment remédier à cette manifestation aiguë de la maladie, sans en nier toutefois le caractère général ?

Notre réunion m'a fait penser à une foule d'hommes bien intentionnés qui auraient pénétré dans une sylve sauvage pour la défricher et qui s'arrêteraient découtenancés devant l'énormité d'une tâche au-dessus de leurs forces, au lieu de se concentrer sur un point précis.

Le professeur K.T. nous a présenté un brillant tableau d'ensemble de la condition présente et véritable des universités et des étudiants, en montrant l'influence sur ces jeunes gens, déjà ébranlés, de divers facteurs extérieurs pernicieux, non seulement politiques, mais aussi policiers. Mais tout cela était déjà plus ou moins connu de nous, quoique moins clairement.

Comme seul remède possible, il nous a proposé la démolition à fond du régime actuel de tous les établissements d'enseignement en général et son remplacement par un autre meilleur. Mais ce disant, le professeur fait remarquer que cette entreprise demandera sans doute un temps très long ; et si l'on songe que tout système particulier, dans l'Etat russe comme dans tous les autres est rattaché organiquement à l'ensemble, on peut même penser que ce temps sera sans fin prévisible.

Mais que faire aujourd'hui pour diminuer, tout au moins, la douleur insupportable que cause en ce moment la maladie ? Quel palliatif ? Les palliatifs qui calment passagèrement le malade ne sont-ils pas souvent reconnus indispensables ? Mais à cette question nous n'avons pas répondu. En guise de réponse, on a proposé à la jeunesse des écoles en général je ne sais quels jugements incertains, désarticulés, qui obscurcissent davantage encore le problème. On a même de la peine à les reconstituer dans sa mémoire, mais j'essaierai.

On a parlé des étudiantes : nous leur avons, disaient-ils, créé des cours et des conférences, et comment nous remercient-elles ? En participant aux désordres estudiantins !

Si c'étaient des bouquets de fleurs ou des parures de valeur que nous aurions offerts au beau sexe, le reproche se comprendrait ; mais ouvrir des cours pour les femmes, ce n'est pas une amabilité, c'est la satisfaction d'un besoin social. Les cours pour les femmes ne sont donc pas une fantaisie, mais des établissements d'enseignement supérieur aussi indispensables à la société que les universités et autres établissements destinés à la formation supérieure de la jeunesse sans distinction de sexe ; aussi existe-t-il entre les écoles de filles et de garçons une solidarité et une camaraderie parfaites.

Cette solidarité est entièrement suffisante, à mon avis, pour expliquer que l'effervescence des jeunes ombrasse aussi les élèves des établissements d'enseignement féminins. C'est la jeunesse des écoles en général qui s'agite, quel que soit le costume, masculin ou féminin, qu'elle porte.

On est revenu ensuite sur les désordres estudiantins et on a dit qu'il ne faut pas lâcher la bride aux étudiants, qu'il faut réprimer ces scandales par la force ; à cela on a rétorqué avec beaucoup de raison, selon moi, que si ce sont là des scandales, ils ne sont en tout cas pas dus au hasard, mais chroniques, dépendant de causes profondes, et que par suite il ne suffit pas de mesures de répression pour y mettre fin, comme nous l'enseigne d'ailleurs l'expérience du passé. Pour ma part, le grand problème est encore de savoir de quel côté sont les pires scandales parmi tous ces désordres qui troublent et démolissent nos établissements scolaires : je ne crois pas les communiqués officiels.

Car enfin on n'entend pas chez nous l'autre partie, et on ne peut pas l'entendre : elle est bâillonée (pourtant je n'ai pas eu entière confirmation de ce que j'ai dit, à savoir que l'administration, dans ses communiqués, ment et que la plus grande part des scandales vient d'elle, de sa scandaleuse action ?)

On a parlé de l'influence de diverses forces révolutionnaires extérieures sur la jeunesse des écoles.

En effet, cette influence existe, mais on lui attribue une trop grande importance. Ainsi, les fabricants, chez qui cette influence se manifeste surtout dans les entreprises, font aussi tout retomber sur elle, prétendant que sans cela la paix et la sérénité régneraient chez eux comme un bienfait des dieux ; ils oublient et ils passent sous silence l'exploitation légale et illégale des ouvriers, qui, en réduisant ces derniers à un sort misérable, suscite parmi eux des mécontentements, et ensuite des désordres. Sans cette exploitation, les éléments révolutionnaires du dehors n'auraient pas ces nombreux prétextes et motifs qui leur permettent avec tant de facilité de se mêler à la vie des fabriques. On peut en dire autant, je crois, de nos écoles, temples de la science transformés en usines formant des éléments bureaucratiques.

La conscience instinctive du joug qui pèse sur toute la jeunesse des écoles, le malaise général qu'il fait naître parmi la jeunesse de tous les établissements d'enseignement, voilà ce qui fait la force de cette poignée infime, mais consciente, de jeunes gens dont a parlé M. le professeur, et qui est capable d'hypnotiser et d'entraîner où bon lui sem-

ble, dans des grèves, et dans les désordres de toutes sortes, une foule de jeunes gens visiblement très peu portés au désordre. Il en va ainsi dans toutes les fabriques !

Ensuite, il m'en souvient, on a dit qu'il ne faut pas encenser les étudiants ; il ne faut pas leur manifester de sympathie pendant leurs désordres ; cette manifestation de sympathie les incite à de nouveaux désordres, ce qui a été illustré par des exemples, en citant divers cas. A ce sujet, je ferai remarquer d'abord que, dans l'amas hétéroclite et confus de cas divers lors des désordres on ne saurait en découvrir de probants, car en face de chacun il s'en trouvera une quantité d'autres qui le contredisent. On ne peut s'arrêter qu'aux caractéristiques générales, que je vais tâcher d'analyser rapidement.

Les étudiants, tout le monde le sait, sont loin d'être gâtés, loin d'être encensés (je ne parle pas de 1840-50), ils ne jouissent même pas d'une particulière sympathie dans le public ; pendant leurs désordres, l'opinion leur a montré soit une parfaite indifférence, soit même de la désapprobation, les accusant seuls, ignorant et ne voulant pas connaître les causes de ces désordres (on n'a ajouté foi qu'aux communiqués gouvernementaux hostiles aux étudiants, sans mettre en doute leur véracité ; c'est la première fois maintenant, semble-t-il, qu'un doute est apparu). Ainsi, il ne peut être question d'aucun encensement.

N'attendant de soutien ni des milieux intellectuels, en général, ni des professeurs et de l'administration universitaire, les étudiants ont fini par rechercher des sympathies parmi divers éléments populaires, et nous voyons qu'ils y ont enfin plus ou moins réussi : ils conquirent peu à peu la sympathie de la foule.

Pour s'en convaincre, il n'est que de se rappeler la différence d'attitude de la foule envers les étudiants, pendant les matraquages d'*Okhotny Riad* et aujourd'hui. Et là se cache un grand mal : il est moins dans cette sympathie en général que dans la partialité de cette sympathie, dans la nuance démagogique qu'elle affecte.

L'absence de toute sympathie et de tout concours de la part des milieux intellectuels sérieux et la méfiance qui s'est suivie, jettent, malgré elle, notre jeunesse universitaire dans les bras des démagogues et des révolutionnaires. Elle devient leur instrument et, dans son propre sein, malgré elle aussi, grandissent les éléments démagogiques qui l'éloignent de la voie pacifique du développement de la civilisation et de l'ordre existant (si tant est qu'on puisse l'appeler un ordre) et la poussent dans le camp ennemi.

Il faut nous en prendre à nous-mêmes, si notre jeunesse cesse d'avoir confiance en nous ; nous n'avons rien fait pour mériter sa confiance !

Ce sont là les idées principales qui semblent avoir été exprimées par les assistants. Les autres (qui n'ont pas manqué non plus) ne valent pas la peine, je crois, d'être relevées.

Donc, je termine. En nous réunissant, nous voulions faire quelque chose pour adoucir les colères du jour, pour alléger le sort pénible de notre jeunesse aujourd'hui, et non à une date indéterminée. Nous avons été défaits, et de nouveau la jeunesse aura le droit de dire et dira que, aujourd'hui comme hier, les intellectuels russes, pacifiques,

de sens rassis, ne peuvent ni ne veulent lui prêter aucune aide, ni s'entremettre pour elle, ni la comprendre et adoucir son triste sort. L'abîme se creusera davantage entre la jeunesse et nous, et elle s'en ira plus loin encore dans les rangs des démagogues de tout acabit, qui lui tendent les bras.

Nous n'avons pas été défaits parce que la mesure proposée par nous, l'adresse au tsar, n'a pas été acceptée ; peut-être cette mesure, en effet, n'était-elle pas pratique (bien que, selon moi, elle n'ait pas été examinée), mais bien parce que toute possibilité d'une mesure quelconque en faveur de notre jeunesse souffrante a été supprimée par nous, et que nous avons reconnu notre impuissance et sommes demeurés, comme auparavant, dans les ténèbres.

Mais alors que faire ?

S'en laver les mains et passer outre ?

C'est dans ces ténèbres que réside la terrible et sombre tragédie de la vie russe. »

Ce discours ne laisse guère de place au commentaire. Et il appartient lui aussi, semble-t-il, à un noble russe encore suffisamment « bon vivant » qui, pour des motifs soit de doctrine, soit d'intérêt bassement égoïste, est en extase devant « le développement pacifique de la civilisation et de l'ordre existant », et il est plein d'indignation contre les « révolutionnaires », qu'il confond avec les « démagogues ». Mais cette indignation, si l'on y regarde de plus près, confine aux ronchonnements d'un vieillard (non par l'âge, mais par les idées), prêt, peut-être, à trouver du bon dans ce contre quoi il ronchonne. En parlant de « l'ordre existant », il ne peut pas se retenir d'ajouter : « si tant est qu'on puisse l'appeler un ordre ». Il en a gros sur le cœur du désarroi de la « dictature bureaucratique », de la « persécution systématique, chronique, de tout ce qu'il y a de personnel et de digne » ; il ne peut pas ne pas voir que tous les scandales viennent principalement de l'administration ; il a assez de franchise pour avouer son impuissance, l'incovenance de « se laver les mains » devant les malheurs de tout le pays. Sans doute, est-il encore troublé par la « partialité » de la sympathie de la « foule » envers les étudiants ; son esprit aristocratique et raffiné se représente le danger « démagogique », peut-être même le danger du socialisme (répondons à sa franchise par autant de franchise !). Mais il serait peu sensé de vouloir éprouver au creuset socialiste les vues et les sentiments d'un maréchal de la noblesse qui en a assez de la vile bureaucratie russe. Nous n'avons pas

à ruser avec lui ni avec qui que ce soit ; quand un grand propriétaire russe, par exemple, osera fulminer contre l'exploitation inique et la spoliation des ouvriers *industriels*, nous ne manquerons pas de lui dire (entre parenthèses) : « Tu ne ferais pas mal, compère, de te regarder ! » Nous ne lui dissimulerons pas un instant que nous sommes et continuerons d'être pour la lutte de classe intransigeante contre les « patrons » de la société moderne. Cependant, un groupement politique ne se détermine pas seulement par les buts finals, mais aussi par les buts immédiats, pas seulement par des considérations d'ordre général, mais aussi par la pression de la nécessité pratique immédiate. Tout homme qui voit nettement la contradiction entre « le développement de la civilisation » du pays et « le régime écrasant de la dictature bureaucratique » sera, tôt ou tard, conduit par la vie même à la conclusion que cette contradiction est insoluble sans la suppression de l'autocratie. Ayant tiré cette conclusion, il aidera nécessairement — en grognant, mais il aidera — le parti qui saura mettre en branle contre l'autocratie une force redoutable (non pas à ses yeux seulement, mais aux yeux de tous et de chacun). Pour être ce parti, la social-démocratie doit, nous le répétons, se débarrasser de toute souillure opportuniste, et, sous le drapeau de la théorie révolutionnaire, en s'appuyant sur la classe la plus révolutionnaire, diriger sa propagande et son activité en matière d'organisation dans toutes les classes de la population !

Aux maréchaux de la noblesse nous dirons, en les quittant : Au revoir, Messieurs nos alliés de demain !

PRÉFACE À LA BROCHURE «DOCUMENTS DU CONGRÈS D'«UNIFICATION»

On a déjà raconté dans le n° 9 de l'*Iskra* (octobre 1901)*, la tentative avortée d'union entre la section à l'étranger du groupement *Zaria* et *Iskra*, l'organisation révolutionnaire le *Social-Démocrate* et l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». Afin que tous les social-démocrates russes puissent se faire une opinion personnelle sur les causes qui ont déterminé l'échec de cette tentative d'unification à l'étranger, nous avons résolu de publier les procès-verbaux du congrès d'« unification ». Par malheur, le secrétaire du congrès, choisi par l'« Union », a refusé de participer à la rédaction de ces procès-verbaux (comme on le voit par le texte, cité aux pp. 10-11, de sa réponse à l'invitation des secrétaires des deux autres groupements).

Ce refus est d'autant plus singulier que l'« Union » a maintenant publié elle-même un récit du congrès d'« unification » (*Deux congrès*, Genève 1901). Donc, l'« Union », qui veut bien informer les camarades russes des résultats du congrès, *n'a pas voulu* les informer des débats **. Nous

* Voir le présent tome, pp. 245-246. (*N.R.*)

** D'après le règlement du congrès, les procès-verbaux devaient être approuvés par le congrès lui-même : chaque séance devait débuter par la ratification du procès-verbal de la séance précédente. Mais le second jour du congrès, quand le président, en ouvrant la séance, proposa d'approuver les procès-verbaux des deux séances de la première journée, les trois secrétaires déclarèrent unanimement qu'ils ne pouvaient pas les présenter. Les notes prises, faute de sténographe, étaient absolument insuffisantes. Si dans la nuit qui sépara

laissons les lecteurs juger des motifs possibles et vraisemblables de cette conduite.

Nous avons estimé inconvenant, quant à nous, après le refus de l'« Union », de donner un exposé des débats qui n'aurait pas été composé par tous les secrétaires. Aussi sommes-nous obligés de publier seulement *tous les textes déposés sur le bureau* du congrès, documents et déclarations. Le bureau comprenait les présidents et les secrétaires des trois groupements, et toutes les déclarations devaient être déposées par écrit, de sorte que l'impartialité d'une histoire du congrès composée de documents et de déclarations ne saurait être mise en doute.

D'autre part, la publication de *tous* les documents et déclarations déposés sur le bureau est actuellement d'autant plus indispensable que l'«Union» a couronné son refus singulier de participer à la rédaction des procès-verbaux par une façon plus singulière encore de rédiger son compte rendu du congrès. Ainsi elle *n'a pas cité* intégralement les questions posées par le représentant de l'*Iskra* (Frey [121]) *au bureau* du congrès au nom de la section à l'étranger de l'*Iskra* et de l'organisation *le Social-Démocrate* *, mais elle a cité une réponse qui n'a pas été présentée au bureau ni même lue au congrès, et qui a seulement été « élaborée » par l'« Union » (p. 26 de la brochure *Deux congrès*). L'« Union » se trompe en disant que la « question » fut retirée. Elle était composée de deux interrogations, posées par Frey à l'« Union » au nom des deux groupements (voir plus bas la page 6). Aucune de ces interrogations *ne fut retirée*. Seule la forme en fut modifiée, et les questions changées en une motion qui pût

la première et la seconde journée les secrétaires n'avaient pas pu rédiger de procès-verbaux, on comprend que le soir de la seconde journée, quand nous quittâmes le congrès, il ne pouvait en être question. Tout le monde savait fort bien que les procès-verbaux n'étaient pas prêts. Par conséquent, s'indigner, comme fait l'« Union », que notre président ait « déserté », « sans attendre l'approbation des procès-verbaux du congrès » (p. 29 de la brochure *Deux congrès*), n'est qu'une échappatoire. En l'absence de comptes rendus sténographiques, le seul moyen était que les trois secrétaires se réunissent et rédigent du moins un bref exposé de la marche des débats. C'est ce que nous avons proposé, mais l'« Union » s'y est refusée. Il est clair que la responsabilité de l'absence de procès-verbaux, sinon complets, du moins résumés retombe sur l'« Union ».

* Voir le présent tome, pp. 21-26. (*N.R.*)

être mise aux voix (au lieu de l'« Union » admet-elle en principe la motion de la conférence de juin ? », on écrivit : « Les trois groupements admettent en principe la motion de la conférence de juin », et ainsi de suite). L'« Union » n'a pas publié la déclaration du groupe « Borba », cependant *déposée au bureau* (voir plus bas pp. 6-7).

L'« Union » n'a pas exposé la substance, elle n'a même pas fait mention * du discours prononcé par un des membres du groupe « Borba » après la présentation des amendements de l'« Union » aux motions de juin. Dans ce discours, ce membre de la « Borba », qui avait participé aussi à la conférence de juin, se prononçait contre les amendements de l'« Union ». Par contre, l'« Union » a imprimé les « motifs » des amendements, motifs énoncés au congrès dans le discours de B. Kritchevski, mais non déposés au bureau. En un mot, repoussant notre proposition de rédiger en commun un exposé de tous les débats, l'« Union » a préféré n'exposer que ce qu'elle jugeait à son avantage, et passer sous silence même certaines choses déposées au bureau.

Nous n'avons pas l'intention de suivre cet exemple. Nous nous bornerons à reproduire la totalité des déclarations et documents déposés sur le bureau, en indiquant purement et simplement dans quel sens se sont prononcés les orateurs de *tous* les groupements assistant au congrès. Aux lecteurs de juger si les articles du n° 10 du *Rabotchéié Diélo* et les *amendements* de l'« Union » ont violé les principes établis comme base de l'accord par la conférence de juin. Nous laissons également sans réponse, il va de soi, les paroles amères qui décorent à profusion la brochure de l'« Union », jusques et y compris l'accusation de « calomnie » ou celle de « torpillage » du congrès par notre départ. Pareille accusation ne peut que faire sourire : trois groupements se rencontrent pour examiner la question de leur union ; deux d'entre eux se convainquent qu'ils ne peuvent pas s'unir au troisième : il est évident qu'il ne leur reste qu'à faire connaître leur avis et à s'en aller. Appeler cela « torpillage » du congrès, et traiter de « calomnie » l'opinion que l'« Union » est dénuée de principes fermes, c'est se mettre en colère précisément parce qu'on a tort.

* p. 28 de la brochure *Deux congrès.*

Quant à notre avis sur les problèmes contreversés dans la social-démocratie russe, nous préférons ne pas le confondre avec l'exposé objectif des faits du congrès. Outre les articles parus et à paraître dans l'*Iskra* et la *Zaria*, nous sommes en train de préparer, et nous ferons sortir à bref délai, une brochure spécialement consacrée aux problèmes pressants de notre mouvement.

Rédigé en novembre 1901. Publié pour la première fois en décembre 1901 dans la brochure éditée par la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe »

Conforme au texte de la brochure

LA PROTESTATION DU PEUPLE FINLANDAIS

Nous donnons ci-dessous le texte intégral de la nouvelle pétition monstre par laquelle le peuple finlandais exprime son énergique protestation contre la politique du gouvernement qui a attenté et continue d'attenter à la constitution de la Finlande, en violation du *serment* solennellement prêté par tous les tsars depuis Alexandre 1er jusqu'à Nicolas II.

Cette pétition a été déposée le 17 (30) septembre 1901 au Sénat finlandais pour être remise au tsar. Elle est signée par 473 363 Finlandais des deux sexes et de toutes les catégories sociales, c'est-à-dire par près d'un *demi-million* de citoyens. Toute la population de la Finlande étant de 2 millions et demi, la nouvelle pétition est en vérité *la voix du peuple entier*.

En voici le texte in extenso :

« *Très-gracieuse et très-puissante Majesté Empereur et Grand-Duc !*

La modification apportée par Votre Majesté à la loi sur le service militaire en Finlande a provoqué une inquiétude générale et une tristesse profonde dans tout le pays.

Le rescrit, le manifeste et la loi sur le service militaire ratifiés par Votre Majesté impériale le 12 juillet (29 juin) de cette année constitue une violation essentielle des lois fondamentales du grand-duché et des droits les plus précieux appartenant au peuple finlandais et à tous les citoyens du pays en vertu de ses lois.

Les règlements concernant les devoirs des citoyens pour la défense du pays ne peuvent, d'après les lois fondamentales, être promulgués qu'avec le consentement des autorités locales. C'est par cette procédure qu'a été promulguée la loi de 1878 sur le service militaire, par ccord entre l'empereur Alexandre II et ces autorités. Pendant le règne

de l'empereur Alexandre III, la loi a subi maintes modifications partielles, mais chaque fois avec le consentement des autorités locales. Et malgré cela, il est déclaré aujourd'hui, sans le consentement des autorités en question, que la loi de 1878 est annulée, cependant que les nouvelles ordonnances diffèrent totalement de la décision des autorités dans la Diète extraordinaire de 1899.

Un des droits essentiels appartenant à chaque citoyen finlandais est de vivre et d'agir sous la protection des lois finlandaises. Aujourd'hui des milliers et des milliers de citoyens finlandais sont privés de ce droit, car la nouvelle loi sur le service militaire leur fait obligation de servir dans les armées russes, transformant l'accomplissement de ce service en une souffrance pour ceux des enfants du pays qui seront incorporés de force dans des troupes qui leur sont étrangères par la langue, la religion, les us et coutumes.

Les nouvelles ordonnances annulent toute limitation légale du contingent annuel. D'autre part, il n'y est fait aucune mention du droit, reconnu par les lois fondamentales aux autorités locales, de participer à l'établissement du budget de la guerre.

Même la levée des masses populaires, contrairement à la stipulation essentielle de la loi de 1878, est placée sous la dépendance totale du ministère de la Guerre.

L'impression produite par de semblables ordonnances n'est nullement atténuée du fait que le manifeste accorde des facilités pendant une période de transition pour l'instant encore mal définie, car à une diminution temporaire du nombre des recrues succéderont des appels illimités sous les drapeaux de l'armée russe.

Le peuple finlandais n'a demandé nul allégement aux charges militaires qui pèsent actuellement sur lui. Les autorités locales, exprimant l'opinion du peuple, ont prouvé que la Finlande était prête, dans la mesure de ses forces, à augmenter encore la part qu'elle prend à la défense de l'Etat, à condition que soit maintenue aux troupes finlandaises leur situation juridique d'institutions finlandaises.

Il est décidé au contraire dans les nouvelles ordonnances que les troupes finlandaises seront pour la plupart dissoutes et que des officiers russes pourront servir dans les quelques unités qui subsiteront : que même les sous-officiers de ces unités doivent posséder le russe, ce qui écarte complètement de ces postes surtout les Finlandais appartenant à la classe paysanne ; que ces troupes sont mises à la disposition des administrations russes et, même en temps de paix, peuvent être cantonnées hors du territoire finlandais.

Ce rescrit, qui ne constitue pas une réforme, mais vise seulement à la suppression des troupes nationales de la Finlande, marque à l'égard du peuple finlandais une méfiance que celui-ci, depuis près de cent ans qu'il est uni à la Russie, n'a en rien mérité.

On rencontre aussi dans les nouvelles ordonnances sur le service militaire des expressions qui nient implicitement l'existence d'une patrie finlandaise et refusent aux habitants du pays la nationalité finlandaise. Ces expressions laissent deviner des buts incompatibles avec le droit imprescriptible du peuple finlandais de conserver, dans son union avec la Russie, la situation politique qui a été solennellement garantie à la Finlande en 1809.

Ces dernières années, notre pays a connu de dures épreuves. Nous nous sommes convaincus chaque fois davantage que les lois fondamentales du pays étaient volontairement ignorées soit dans les mesures législatives, soit dans la nomination de sujets russes aux postes importants. L'administration du pays a été conduite de manière à faire croire que l'on s'était proposé de troubler la tranquillité et l'ordre, d'entraver les aspirations au bien public et de provoquer l'inimitié entre Russes et Finlandais.

Le pire malheur pour le pays n'en reste pas moins l'institution de nouvelles ordonnances sur le service militaire.

Dans leur très humble réponse du 27 mai 1899, les autorités locales ont exposé en détail la procédure qui, d'après les lois fondamentales de la Finlande, doit être suivie lors de la promulgation d'une loi concernant le service militaire. Ils ont, de plus, ajouté que si la nouvelle loi sur le service militaire suivait une autre procédure, elle pourrait bien être mise en vigueur par la contrainte, mais ne serait pas reconnue comme une loi ayant force juridique et ne paraîtrait aux yeux du peuple finlandais qu'un acte de violence.

Tout ce qui a été exposé par les autorités locales continue à demeurer invariablement le sentiment du droit du peuple finlandais, sentiment qui ne saurait être modifié par la force.

De très pénibles conséquences sont à redouter à la suite de ces ordonnances qui ne tiennent pas compte des lois du pays. Pour les fonctionnaires et les administrations gouvernementales, elles créent un douloureux conflit avec leur sentiment du devoir, car leur conscience les pousse à ne pas se laisser guider par des ordres semblables. Le nombre des émigrants aptes au travail, obligés déjà précédemment de s'expatrier par crainte de changements imminents, augmentera encore si les ordonnances annoncées sont appliquées.

Les nouvelles ordonnances sur le service militaire, de même que les autres mesures dirigées contre les droits du peuple finlandais à une existence politique et nationale propre, saperont immanquablement la confiance existant entre le monarque et le peuple et provoqueront un mécontentement toujours croissant, un sentiment d'oppression générale, une incertitude et de très grandes difficultés pour la société et pour ses membres, dans leur travail pour le bien du pays. Pour remédier à cet état de choses, il n'est pas d'autre moyen que de remplacer les ordonnances en question par une loi sur le service militaire promulguée avec la participation des autorités locales et d'inviter les autorités du pays à se conformer scrupuleusement aux prescriptions des lois fondamentales.

Le peuple finlandais ne peut cesser d'être un peuple à part. Uni dans un même destin historique, par sa conception du droit et son travail éclairé, notre peuple restera fidèle à son amour de la patrie finlandaise et de sa liberté légitime. Il ne trahira jamais sa volonté d'occuper avec dignité parmi les peuples la modeste place qui lui a été assignée par la destinée.

Aussi fermement que nous croyons à notre droit et que nous respectons nos lois, fondements de notre vie sociale, nous sommes fermement convaincus que l'unité de la puissante Russie ne subira aucun dommage si la Finlande continue d'être administrée en accord avec les

principes fondamentaux définis en 1809, de manière à se sentir heureuse et tranquille en union avec la Russie.

Le sentiment du devoir envers la patrie oblige les habitants de toutes les communautés et de toutes les couches de la société à adresser à Votre Majesté impériale cet exposé véridique et sans fard de l'état des choses. Nous avons indiqué plus haut que les ordonnances sur le service militaire dernièrement promulguées en contradiction avec les lois fondamentales solennellement garanties du grand-duché, ne peuvent être admises comme lois ayant force juridique. Nous estimons de notre devoir d'ajouter que les charges militaires comme telles ont moins d'importance pour le peuple finlandais que la perte de statuts juridiques bien établis et la sécurité garantie par la loi dans une question aussi grave. C'est pourquoi nous demandons très humblement à Votre Majesté impériale de bien vouloir soumettre les questions exposées dans notre pétition au bienveillant examen qu'exige la gravité de leur caractère.

Nous demeurons, etc., etc. »

Il ne nous reste pas grand-chose à ajouter à cette pétition qui est l'expression d'un véritable jugement populaire sur une bande de fonctionnaires russes violateurs des lois fondamentales.

Rappelons les faits principaux de la « question finlandaise ».

La Finlande a été réunie à la Russie en 1809, pendant la guerre contre la Suède. Alexandre 1er, désireux d'attirer de son côté les Finlandais, ex-sujets du roi de Suède, résolut de reconnaître et de ratifier la vieille constitution finlandaise. D'après cette constitution, *sans le consentement de la Diète, c'est-à-dire de l'Assemblée des représentants de tous les ordres*, aucune loi fondamentale ne peut être promulguée, modifiée, interprétée ou annulée. Et Alexandre Ier, dans plusieurs manifestes, a « solennellement » confirmé « *sa promesse de conserver religieusement la constitution propre du pays* ».

Ce serment a été ensuite confirmé par tous les monarques russes, y compris Nicolas II, dans son manifeste du 25 octobre (6 novembre) 1894 : « Je jure de les maintenir (les lois fondamentales) dans leur vigueur inviolable et immuable. »

Et voilà, il a suffi de cinq ans à peine pour que le tsar de Russie *trahisse son serment*. Après une longue campagne de la presse vénale et rampante contre la Finlande, a été proclamé le « manifeste » du 3 (15) février 1899, qui ins-

tituait un régime nouveau : des lois peuvent être promulguées *sans le consentement de la Diète* « si elles intéressent l'Etat tout entier ou se rattachent à la législation de l'Empire ».

C'était une violation flagrante de la constitution, un véritable *coup d'Etat*, car enfin, on peut dire de chaque loi qu'elle intéresse les besoins de l'Etat tout entier !

Et ce coup d'Etat a été accompli *par la force* ; le gouverneur général Bobrikov a menacé d'occuper militairement la Finlande au cas où le Sénat refuserait de publier le manifeste. Les troupes russes cantonnées en Finlande avaient déjà reçu (aux dires des officiers russes eux-mêmes) les cartouches de combat, les chevaux étaient sellés, etc.

Ce premier acte de force a été suivi d'un nombre infini d'autres : interdiction des journaux finlandais les uns après les autres, suppression de la liberté de réunion, envoi en Finlande d'une meute d'espions russes et d'ignobles provocateurs poussant à la rebellion, etc., etc. Enfin, *sans le consentement de la Diète*, a été promulguée la loi du 29 juin (12 juillet) sur le service militaire, dont le sens a été suffisamment défini dans la pétition.

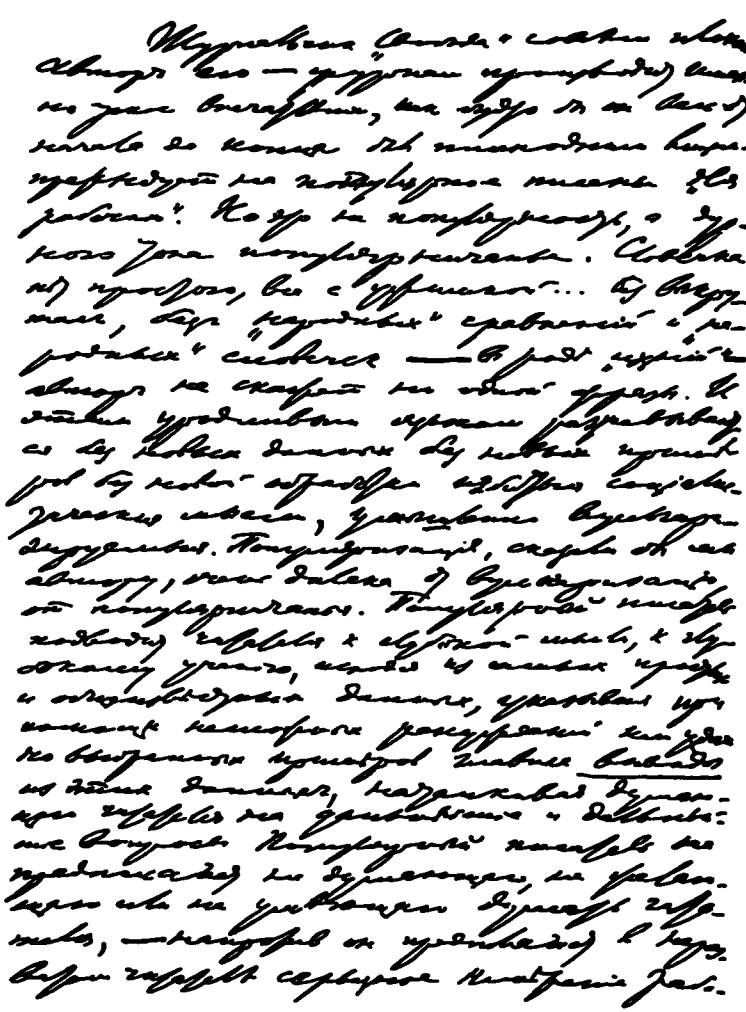
Le manifeste du 3 février 1899 comme la loi du 29 juin 1901 sont *illégaux*, ce sont des actes de violence d'un parjure et de la bande de bachi-bouzouks qu'on appelle le gouvernement tsariste. Les deux millions et demi de Finlandais ne peuvent, naturellement, même pas songer à se soulever, mais c'est à nous tous, citoyens russes, de penser à la honte qui en retombe sur nous. Nous sommes encore à un tel point esclaves qu'on se sert de nous pour réduire d'autres peuples en esclavage. Nous continuons de souffrir chez nous un gouvernement qui non seulement écrase avec la férocité d'un bourreau toute aspiration à la liberté en Russie, mais qui de plus se sert des troupes russes pour attenter à la liberté des autres.

« Iskra », n° 11, 20 novembre 1901

Conforme au texte du journal

LA REVUE *SVOBODA*[122]

Cette petite revue est extrêmement mauvaise. Son auteur — la revue donne justement l'impression d'avoir été écrite d'un bout à l'autre par une même personne — prétend faire de la littérature populaire « pour les ouvriers ». Mais ce n'est pas populaire, c'est du populisme de mauvais ton. Pas le moindre petit mot simple, toujours de la frime... L'auteur n'emploie pas une seule phrase sans fioritures, sans comparaisons « populaires », sans vocables « populaires » tels que les « gens ». C'est dans cette langue hideuse que sont sassées et ressassées sans faits nouveaux, sans nouveaux exemples, sans nouvelle présentation des idées socialistes rebattues, sciemment vulgarisées. La popularisation, dirions-nous à l'auteur, est très éloignée de la vulgarisation, du populisme. Un écrivain populaire amène le lecteur à une idée profonde, à un enseignement profond, à partir des faits les plus simples et universellement connus ; il indique, à l'aide de raisonnements peu compliqués ou d'exemples bien choisis, les principales *conclusions* à tirer de ces faits et pousse le lecteur intelligent à se poser toujours davantage de questions. L'écrivain populaire ne suppose pas un lecteur qui ne pense pas, qui ne veut pas ou ne sait pas penser ; au contraire, il attribue à tout lecteur peu cultivé une intention sérieuse de faire travailler son cerveau et l'*aide* à faire ce travail sérieux et difficile, le conduit, en l'aidant à faire ses premiers pas et en lui *apprenant* à se pousser en avant tout seul. Un écrivain vulgaire suppose un lecteur qui ne pense pas et qui n'est capable de penser, il ne lui suggère pas les pre-



Première page du manuscrit de V. Lénine
« La revue *Svoboda* » 1901
(Réduction)

miers rudiments d'une science véritable ; au contraire, il lui sert « toutes prêtes », sous une forme simplifiée jusqu'à l'absurde, saupoudrées de facéties et mots pour rire, *toutes* les conclusions d'un certain enseignement, de sorte que le lecteur n'a pas à mâcher, mais seulement à avaler cette bouillie.

Rédigé en automne 1901.
Publié pour la première fois en 1936 dans le n° 2 de la revue « Bolchévik »

Conforme au manuscrit

ENTRETIEN AVEC LES DÉFENSEURS DE L'ÉCONOMISME

Nous donnons in extenso le document qui nous a été envoyé par un de nos représentants :

« *Lettre aux organes social-démocrates russes*

En réponse à la proposition de nos camarades d'exil de nous prononcer au sujet de l'*Iskra*, nous avons décidé de faire connaître les causes de notre désaccord avec cet organe.

Tout en jugeant parfaitement opportune la création d'un organe social-démocrate particulier, spécialement consacré aux problèmes de la lutte politique, nous ne pensons pas que l'*Iskra*, qui a assumé cette tâche, s'en soit acquittée de façon satisfaisante. Son défaut essentiel, inscrit en traits de lumière dans chacune de ses colonnes et d'où dérivent tous ses autres défauts grands et petits, est que l'*Iskra* réserve une très large place aux idéologues du mouvement, à l'influence qu'ils peuvent avoir sur son orientation dans tel ou tel sens. En même temps, l'*Iskra* tient peu de compte des éléments matériels du mouvement et du milieu matériel qui, par leur actions et réactions, décident du type du mouvement ouvrier et tracent sa voie, dont aucun idéologue ne saurait le détourner, fût-il inspiré des meilleures théories et des meilleurs programmes.

Ce défaut de l'*Iskra* saute manifestement aux yeux, si on le compare au *Ioujny Rabotcht*[123], qui, tout en levant, comme elle, l'étendard de la lutte politique, relie celle-ci à la phase précédente du mouvement ouvrier de la Russie méridionale. Cette façon de poser la question est absolument étrangère à l'*Iskra*. Elle qui prétend faire « de l'étincelle un grand incendie », elle oublie qu'il faut pour cela des matières inflammables appropriées et des conditions extérieures favorables. En repoussant avec horreur les « économistes », l'*Iskra* perd de vue que leur activité a préparé la participation des ouvriers aux événements de février et de mars, participation dont elle s'efforce de souligner l'importance et que, selon toute apparence, elle exagère notablement. Critiquant l'activité des social-démocrates des dernières années

du XIXe siècle, l'*Iskra* ne tient pas compte de l'absence à cette époque de conditions pour un travail autre que la lutte en faveur des menues revendications, et de l'immense importance éducative qu'avait cette lutte. Il est absolument inexact et antihistorique de définir cette période et cette orientation donnée à l'activité des social-démocrates russes comme le fait l'*Iskra*, qui identifie leur tactique à celle de Zoubatov [124], sans saisir la différence entre « la lutte pour les menues revendications » qui élargit et approfondit le mouvement ouvrier, et les « petites concessions », qui ont pour but de paralyser toute lutte et tout mouvement.

Toute imprégnée de cette intolérance sectaire, si caractéristique des idéologues de la période infantile des mouvements sociaux, l'*Iskra* est prête à flétrir tout désaccord avec elle non seulement comme un reniement des principes social-démocrates, mais comme un passage dans le camp ennemi. Ainsi, sa très indécente sortie, qu'il faut condamner de la façon la plus sévère et la plus impitoyable, contre la *Rabotchaïa Mysl* à laquelle elle a dédié un article sur Zoubatov et à l'influence de laquelle elle a attribué les succès de ce dernier parmi une certaine partie des ouvriers. En désapprouvant les autres organisations social-démocrates ayant une autre idée qu'elle de la marche et des objectifs du mouvement ouvrier russe, l'*Iskra*, dans le feu de la polémique, oublie parfois la vérité et, chicanant sur telle ou telle expression réellement malheureuse, attribue à ses adversaires des points de vue qui ne sont pas les leurs, souligne des divergences souvent infimes et se tait obstinément sur de nombreuses affinités d'idées : nous voulons parler de l'attitude de l'*Iskra* envers le *Rabotchété Dtélo*.

Cette propension excessive de l'*Iskra* à la polémique dérive avant tout de ce qu'elle surestime le rôle de l'« idéologie » (programmes, théories...) dans le mouvement, mais c'est aussi un écho des querelles intestines qui divisent en Occident les émigrés russes et dont ils se sont empressés de répandre la nouvelle par le monde dans une série de brochures et d'articles de polémique. Selon nous, toutes ces divergences n'ont pour ainsi dire aucune influence sur la marche effective du mouvement social-démocrate en Russie ; elles ne peuvent que lui nuire, en provoquant une scission indésirable entre les camarades militant en Russie, et c'est pourquoi nous ne pouvons pas ne pas désapprouver l'ardeur polémique de l'*Iskra*, surtout quand elle sort des limites permises par les convenances.

Ce même défaut essentiel de l'*Iskra* est la cause de son inconséquence dans la question des rapports de la social-démocratie avec les diverses classes et tendances sociales. Ayant décidé, au moyen de calculs théoriques, le problème du déclenchement immédiat de la lutte contre l'absolutisme et sentant, probablement, toute la difficulté de cette tâche pour les ouvriers dans l'état actuel des choses, mais n'ayant pas la patience d'attendre l'accumulation des forces nécessaires en vue de cette lutte, l'*Iskra* se met à chercher des alliés dans les rangs des libéraux et des intellectuels et, dans ses recherches, abandonne assez souvent le point de vue de classe, estompe les antagonismes de classe et porte au premier plan la communauté de mécontentement contre le gouvernement, quoique les causes et le degré de ce mécontentement soient très différents chez les « alliés ». Tels sont, par exemple,

les rapports de l'*Iskra* avec les zemstvos. De leurs sorties frondeuses, provoquées d'ordinaire parce que le gouvernement protège relativement moins les convoitises agraires des membres des zemstvos que ceux des industriels, l'*Iskra* s'efforce de tirer la flamme d'une lutte politique, elle promet aux nobles mécontents des aumônes gouvernementales l'appui de la classe ouvrière, sans souffler mot de l'antagonisme de classe qui sépare ces deux catégories de la population. Nous pouvons admettre qu'on parle du réveil des zemstvos et qu'on les considère comme un élément en lutte contre le gouvernement, mais seulement sous une forme claire et précise ne laissant aucun doute sur le caractère de notre entente éventuelle avec de tels éléments. Mais l'*Iskra* pose la question des rapports avec les zemstvos d'une façon qui ne peut, à notre avis, qu'obscurcir la conscience de classe, car ici, à l'égal des prédicateurs du libéralisme et des différentes initiatives culturelles, elle oppose un contrepoids à la tâche essentielle de la littérature social-démocrate, qui consiste à critiquer le régime bourgeois et à faire ressortir les intérêts des classes, et non à dissimuler leur antagonisme. Telle est également l'attitude de l'*Iskra* envers le mouvement des étudiants. Cependant, dans d'autres articles, l'*Iskra* condamne sévèrement tout « compromis » et prend la défense, par exemple, du comportement intolérable des guesdistes.

Sans nous arrêter à d'autres défauts ou erreurs moins graves de l'*Iskra*, nous estimons, pour conclure, de notre devoir de noter que, par notre critique, nous ne voulons nullement diminuer l'importance que peut avoir l'*Iskra*. Nous ne fermons pas les yeux sur ses qualités. Nous l'accueillons comme un journal politique social-démocrate en Russie. Nous estimons qu'elle a rendu un immense service en éclairant avec bonheur, dans une série d'articles, la question du terrorisme. Enfin, nous ne pouvons pas ne pas faire remarquer la tenue littéraire impeccable de l'*Iskra*, si rare dans les publications illégales, la régularité de sa parution et l'abondance des matériaux tout frais et intéressants qu'elle offre.

Septembre 1901

Des camarades »

Avant toute chose, nous dirons de cette lettre que nous félicitons de tout cœur ses auteurs de leur droiture et de leur franchise. Il est grand temps de cesser de jouer à cache-cache, en dissimulant son « credo » économique (comme le fait une partie du comité d'Odessa, dont se sont séparés les « politiques ») ou en déclarant, comme pour se moquer de la vérité, qu'actuellement « il n'est pas une seule organisation social-démocrate qui soit coupable d'économisme » (brochure *Deux congrès*, éditée par le *Rabotchéié Diélo*, p. 32). Et maintenant, au fait.

La faute essentielle des auteurs de la lettre est exactement la même que celle du *Rabotchéié Diélo* (voir surtout le n° 10). Ils s'embrouillent dans la question des rapports en-

tre les éléments « matériels » (spontanés, comme s'exprime le *Rabotchéié Diélo*) du mouvement et les éléments idéologiques (conscients, agissant « d'après un plan »). Ils ne comprennent pas qu'un « idéologue » n'est digne de ce nom que s'il marche *en avant* du mouvement spontané, auquel il indique le chemin, s'il sait avant les autres résoudre toutes les questions de théorie, de politique, de tactique et d'organisation auxquelles se heurtent fatalement les « éléments matériels » du mouvement. Pour réellement « tenir compte des éléments matériels du mouvement », il faut les aborder dans un sens critique, il faut savoir signaler les dangers et les défauts du mouvement spontané, il faut savoir *élever* la spontanéité jusqu'à la conscience. Mais affirmer que les idéologues (c'est-à-dire les dirigeants conscients) ne peuvent détourner le mouvement de la voie déterminée par l'interaction du milieu et des éléments, c'est oublier cette vérité première que la conscience *participe* à cette interaction et à cette détermination. Les syndicats ouvriers catholiques et monarchistes d'Europe sont aussi le résultat inévitable de l'interaction du milieu et des éléments, mais c'est la conscience des popes et des Zoubatov qui y participe, et non pas celle des socialistes. Les vues théoriques des auteurs de la lettre (comme celles du *Rabotchéié Diélo*) ne sont pas du marxisme, c'est la parodie de marxisme qu'affichent tellement nos « critiques » et nos bernsteiniens, incapables de trouver le joint entre l'évolution spontanée et l'activité révolutionnaire consciente.

Cette profonde erreur théorique entraîne nécessairement, dans le moment que nous traversons, une immense faute de tactique, qui a déjà causé et cause encore un mal incalculable à la social-démocratie russe. Car la poussée spontanée des masses ouvrières et aussi (grâce à leur influence) des autres couches sociales s'effectue ces dernières années avec une étonnante rapidité. Les « éléments matériels » du mouvement ont grandi démesurément, même en comparaison de 1898, mais les *guides éclairés* (les social-démocrates) *se laissent gagner de vitesse*. C'est là cause essentielle de la crise que traverse la social-démocratie russe. Le mouvement (spontané) des masses manque d'« idéologues » assez bien préparés théoriquement pour être à l'abri de tout flottement, il manque de guides possédant un horizon politique

assez large, assez d'énergie révolutionnaire et de talent d'organisation, pour fonder à partir du mouvement nouveau un parti politique de combat.

Mais tout cela ne serait encore que demi-mal. Les connaissances théoriques, l'expérience politique, l'habileté d'organisateur, autant de choses qui peuvent s'acquérir. Pour peu qu'il y ait le désir d'apprendre et de développer en soi les qualités requises. Or, depuis la fin de 1897 et surtout depuis l'automne de 1898, on a vu dans la social-démocratie russe des gens et des organes relever la tête qui non seulement fermaient les yeux sur ce défaut, mais même en ont fait une vertu, ont érigé en théorie l'idolâtre et le culte de la spontanéité, qui ont commencé à prêcher que les social-démocrates ne doivent pas marcher en tête, mais se traîner *à la remorque* du mouvement. (A ces organes n'appartenaient pas seulement la *Rabotchaïa Mysl*, mais aussi le *Rabotchéié Diélo*, qui a commencé par la « théorie des stades » et a fini par l'apologie de principe de la spontanéité, du mouvement « se suffisant à lui-même dans son état actuel », de la « tactique-procès », etc.)

Et ç'a été là un véritable malheur. Il s'est formé *une tendance particulière* qu'on est convenu d'appeler l'économisme (au sens large du mot) et dont le trait essentiel est de ne pas comprendre et même de *défendre le retard*, c'est-à-dire, comme nous l'avons déjà expliqué, le retard des dirigeants conscients sur la poussée spontanée des masses. Cette tendance est caractérisée : du point de vue des principes, par son avilissement du marxisme et son impuissance devant la « critique » contemporaine, cette variété moderne de l'opportunisme ; du point de vue politique, par sa tendance à restreindre ou à rabaisser l'agitation politique et la lutte politique, sans comprendre que, tant qu'elle ne prendra pas *en main* la direction de tout le mouvement démocratique, la social-démocratie ne pourra pas renverser l'autocratie ; du point de vue tactique, par une parfaite instabilité (ce printemps, le *Rabotchéié Diélo* s'arrêtait, troublé, devant la question « nouvelle » de la terreur, et ce n'est qu'au bout de six mois de flottement qu'il s'est prononcé contre elle dans une résolution des plus ambiguës, se traînant comme toujours à la remorque du mouvement) ; du point de vue de l'organisation, par son refus de comprendre que le

caractère de masse du mouvement non seulement ne nous dispense pas, mais au contraire nous fait un devoir plus strict de créer une organisation révolutionnaire forte et centralisée, capable de diriger à la fois la préparation à la lutte et toutes les explosions inattendues, et enfin, l'assaut final.

A cette tendance nous avons toujours fait et continuerons à faire une guerre sans merci. Or, les auteurs de la lettre, visiblement, lui appartiennent eux-mêmes. Ils nous disent que la lutte économique a préparé la participation des ouvriers aux manifestations. En effet, et les premiers et plus profondément que tous les autres, nous avons apprécié cette préparation, quand nous nous sommes prononcés, déjà au mois de décembre 1900 (n° 1), contre la théorie des stades * ; quand, au mois de février (n° 2), aussitôt après l'incorporation forcée des étudiants à l'armée et avant le début des manifestations, nous avons appelé les ouvriers à venir en aide aux étudiants **. Les événements de février et mars, loin de « démentir les craintes et les appréhensions » de l'*Iskra* (comme le pense (*Rabotchéié Diélo*, n° 10, p. 53) Martynov, qui manifeste là une incompréhension totale de la question), les ont confirmées en tous points, car les guides se sont trouvés *à la remorque* de l'élan spontané des masses, ne se sont pas trouvés préparés à remplir leurs obligations de dirigeants. Cette préparation est encore aujourd'hui très imparfaite, et c'est pourquoi toute allusion à une « exagération du rôle de l'idéologie » ou du rôle de l'élément conscient par rapport à l'élément spontané, etc., continue à exercer la plus pernicieuse influence sur le travail pratique de notre Parti.

Non moins funeste est l'influence des propos selon lesquels il faudrait, au nom d'un prétendu point de vue de classe, moins souligner la communauté du mécontentement des diverses couches de la population contre le gouvernement. Nous sommes fiers, au contraire, que l'*Iskra* suscite le mécontentement politique dans *toutes* les couches de la population et nous regrettons seulement qu'il ne nous soit pas possible de le faire sur une plus grande échelle. Il n'est pas

* Voir Œuvres, t. 4, pp. 381-386. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 431-436. (*N.R.*)

vrai que par là nous estompions le point de vue de classe : les auteurs de la lettre n'en ont pas indiqué et n'en peuvent pas indiquer un seul exemple concret. Mais la social-démocratie, en tant que combattant d'avant-garde de la démocratie, doit — à l'encontre de l'opinion du *Rabotchéié Diélo*, n° 10, p. 41 — diriger le travail actif des diverses couches d'opposition, leur expliquer la signification politique générale de leurs conflits privés ou professionnels avec le gouvernement, les amener à soutenir le parti révolutionnaire ; elle doit former en son sein des chefs capables d'influencer politiquement toutes les couches d'opposition. Chaque refus de jouer ce rôle, de quelques phrases grandiloquentes qu'il s'enveloppe sur la liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne, etc., revient à une nouvelle « défense du retard » des social-démocrates, retard sur la montée du mouvement démocratique général ; il revient à remettre le rôle dirigeant à la démocratie bourgeoise. Que les auteurs de la lettre se demandent plutôt pourquoi les événements du printemps ont provoqué une si grande animation dans les tendances révolutionnaires *non* social-démocrates, au lieu de renforcer l'autorité et le prestige de la social-démocratie !

Nous ne pouvons pas ne pas nous élever aussi contre la stupéfiante myopie dont font preuve les auteurs de la lettre au sujet de la polémique et des disputes intestines entre les émigrants. Ils répètent les vieilles sottises sur l'« inconvenance » de dédier un article sur Zoubatov à la *Rabotchaïa Mysl*. Voudraient-ils nier que la diffusion de l'économisme facilite la tâche des Zoubatov ? C'est là tout ce que nous disons, sans « identifier » le moins du monde la tactique des économistes et celle de Zoubatov. En ce qui concerne les « émigrants » (si les auteurs de la lettre n'étaient pas si impardonnablement indifférents à la continuité des idées dans la social-démocratie russe, ils sauraient que les avertissements des « émigrants » justement du groupe « Libération du Travail », au sujet de l'économisme, se sont vérifiés de la manière la plus brillante !), écoutez ce que disait Lassalle, militant en 1852 parmi les ouvriers du Rhin, des discussions entre émigrants à Londres :

« Il est peu probable, écrivait-il à Marx, que la police s'oppose à l'édition de ton travail contre « les grands hommes » Kinkel, Ruge et autres... Le gouvernement, je suppo-

se, est même heureux de l'apparition de tels ouvrages, car il pense que « les révolutionnaires se dévoreront à belles dents les uns les autres. » Que la lutte de parti donne des forces et de la vitalité au parti, que la meilleure preuve de faiblesse d'un parti soit sa position diffuse et l'effacement des frontières nettement tracées, qu'un parti se renforce en s'épurant, la logique bureaucratique ne le soupçonne pas et ne le redoute pas » (*Lettre de Lassalle à Marx du 24 juin 1852*).

Que tous les généraux adversaires, si nombreux aujourd'hui, de la rudesse, de l'intransigeance, de l'ardeur polémique, etc., se le tiennent pour dit !

Disons en terminant que nous n'avons pu ici qu'effleurer les questions en litige. Nous consacrerons à leur examen détaillé une brochure spéciale, qui paraîtra, nous l'espérons, dans six semaines environ.

« Iskra » n° 12, 6 décembre 1901

Conforme au texte du journal

POUR LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ACTIVITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE PLÉKHANOV

La rédaction de l'*Iskra* s'associe de tout cœur à la commémoration du 25e anniversaire de l'activité révolutionnaire de G. V. Plékhanov. Que cette commémoration serve à renforcer le marxisme révolutionnaire qui seul peut diriger la lutte mondiale de libération du prolétariat et résister aux assauts de l'éternellement vieil opportunisme qui se manifeste si bruyamment sous de nouvelles appellations. Que cette commémoration serve à resserrer les liens entre les milliers de jeunes social-démocrates russes qui consacrent toutes leurs forces à un travail pratique difficile, et le groupe « Libération du Travail » qui donne au mouvement : une énorme réserve de connaissances théoriques, un tour d'horizon politique élargi, une riche expérience révolutionnaire, qui lui sont si indispensables.

Vive la social-démocratie révolutionnaire russe, vive la social-démocratie internationale !

Rédigé début décembre 1901.
Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 7 (30) de la revue « Proletarskaïa Révolutsia »

Conforme au manuscrit

LE DÉBUT DES MANIFESTATIONS

Il y a deux semaines, nous avons célébré le 25e anniversaire de la première manifestation de révolution sociale en Russie, du 6 décembre 1876, sur la place de Kazan à Pétersbourg [125]. Nous avons attiré l'attention sur l'élan vigoureux du mouvement au début de l'année qui se termine. Nous disions que les manifestants doivent formuler un mot d'ordre politique plus précis que « La terre et la liberté [126] » (1876), des revendications plus vastes que « l'abolition des Règlements provisoires » (1901). Ce mot d'ordre doit être *la liberté politique* ; cette revendication populaire commune doit être *la convocation des représentants du peuple.*

Or nous voyons déjà les manifestations se renouveler à tout propos à Nijni-Novgorod, à Moscou, à Kharkov. Partout l'effervescence croît, et la nécessité s'affirme de jour en jour plus évidente de la faire converger en un seul flot *contre l'autocratie*, qui sème partout l'arbitraire, l'oppression et la violence. A Nijni-Novgorod, le 7 novembre, une manifestation peu nombreuse, mais bien réussie, à été provoquée par le départ de Maxime Gorki. Un écrivain de renommée européenne, dont toutes les armes consistaient — selon l'expression juste d'un orateur de la manifestation de Nijni-Novgorod — dans sa parole libre, est expulsé, sans jugement ni autre procédure judiciaire, de sa ville natale par le gouvernement autocratique. Les bachi-bouzouks l'accusent d'avoir exercé une mauvaise influence sur nous, disait l'orateur au nom de tous les Russes tant soit peu attirés vers la lumière et la liberté, mais nous déclarons que l'in-

fluence était bonne. Les janissaires exercent leurs sévices en secret, mais nous les dévoilerons et les publierons. Chez nous on bat les ouvriers défendant leur droit à une vie meilleure, on bat les étudiants protestant contre l'arbitraire, on étouffe chez nous toute parole loyale et hardie ! La manifestation, à laquelle participaient aussi les ouvriers, a pris fin sur cette déclaration solennelle d'un étudiant : « l'arbitraire tombera et le peuple se dressera puissant, libre et fort !»

A Moscou, Gorki était attendu à la gare par des centaines d'étudiants, et la police effrayée *l'a arrêté* dans le wagon au cours du voyage, lui a interdit (malgré l'autorisation spécialement donnée auparavant) l'entrée de Moscou et l'a obligé à passer directement de la ligne de Nijni-Novgorod sur celle de Koursk. La manifestation à propos de l'expulsion de Gorki était déjouée, mais le 18 s'est produite sans aucune préparation une manifestation peu nombreuse d'étudiants et d'« éléments étrangers » (selon l'expression de nos ministres) devant la maison du gouverneur général à propos de l'interdiction d'une soirée en commémoration du 40e anniversaire de la mort de N. A. Dobrolioubov [127], tombant le 17 novembre. Le représentant de l'autocratie à Moscou a été sifflé par les gens auxquels est cher (comme à toute la Russie instruite et pensante) un écrivain qui haïssait passionnément l'arbitraire et qui attendait passionnément l'insurrection populaire contre « les Turcs de l'intérieur », contre le gouvernement autocrate. Le comité exécutif des organisations des étudiants de Moscou a très justement noté dans son bulletin du 23 novembre que cette manifestation spontanée était un signe évident de mécontentement et de protestation.

A Kharkov, une manifestation causée par des affaires estudiantines s'est transformée en une véritable échauffourée, à laquelle ont participé beaucoup d'autres personnes que les étudiants. L'expérience de l'année passée n'a pas été perdue pour ceux-ci. Ils ont vu que le secours du peuple, et surtout celui des ouvriers, pouvait seul leur garantir le succès et que, pour gagner ce secours, ils ne devaient pas réclamer seulement la liberté académique (la liberté pour les étudiants), mais *la liberté du peuple tout entier, la liberté politique*. Le conseil de l'Union des organisations d'étudiants de Kharkov l'a exprimé franchement dans sa procla-

mation d'octobre. D'ailleurs, les étudiants de Pétersbourg, de Moscou, de Kiev, de Riga et d'Odessa, on le voit par leurs feuilles volantes et leurs proclamations, commencent à comprendre « l'absurdité du rêve » de la liberté académique lorsque le peuple est réduit à un esclavage sans issue. Le discours infâme du général Vannovski à Moscou, démentant les « bruits » de promesses qu'il aurait un jour faites ; l'audace inouïe d'un policier de Pétersbourg (qui s'est précipité sur un étudiant de l'Institut d'Electricité pour lui arracher une lettre reçue par exprès) ; le passage à tabac des étudiants de Iaroslavl dans la rue et au poste de police ; tous ces faits et des milliers d'autres appelaient à la lutte, encore et toujours à la lutte contre tout le régime autocratique. Ce qui a fait déborder la coupe, c'est l'histoire des vétérinaires de Kharkov. Les étudiants de première année avaient remis une pétition demandant la démission du professeur Lagermarck, auquel ils reprochaient son attitude bureaucratique dans l'exercice de ses fonctions, une grossièreté intolérable allant jusqu'à jeter les programmes au visage de ses auditeurs ! Le gouvernement, sans examiner l'affaire, répondit en licenciant tout le cours et, de plus, publia un communiqué mensonger accusant les étudiants de demander le droit de nommer les professeurs. Tous les étudiants de Kharkov se soulevèrent et il fut décidé d'organiser la grève et une manifestation. Du 28 novembre au 2 décembre, Kharkov devint pour la seconde fois dans l'année le champ de bataille des « Turcs de l'intérieur » et du peuple protestant contre l'arbitraire autocratique. D'un côté, les cris de « A bas l'autocratie ! Vive la liberté ! » ; de l'autre, des coups de sabre et de nagaïka, des chevaux piétinant des hommes. La police et les cosaques, frappant sans pitié tous et chacun, sans distinction d'âge ni de sexe, ont remporté la victoire sur des gens désarmés et triomphent...

Allons-nous les laisser triompher ?

Ouvriers ! Vous connaissez trop bien la force ennemie qui se joue du peuple russe. Cette force ennemie vous lie bras et jambes dans votre lutte quotidienne contre les patrons pour la dignité humaine et pour une vie meilleure. Cette force ennemie saisit des centaines et des milliers de vos meilleurs camarades, les jette en prison, les envoie en exil et, comme par dérision, les déclare par surcroît « individus de

conduite vicieuse ». Cette force ennemie a tiré le 7 mai sur les ouvriers de l'usine Oboukhov à Pétersbourg, qui se levaient au cri de « C'est la liberté qu'il nous faut ! » et puis elle a monté une comédie de jugement pour faire partir au bagne les héros que les balles n'avaient pas tués. Cette force ennemie qui matraque aujourd'hui les étudiants, se jettera demain avec plus de férocité encore sur vous, ouvriers. Ne perdez pas de temps ! Souvenez-vous que vous devez soutenir toute protestation et toute lutte contre les bachi-bouzouks du gouvernement autocratique ! Tâchez par tous les moyens de nouer contact avec les manifestants étudiants, organisez des groupes pour la diffusion des proclamations et la transmission rapide des renseignements ; expliquez à tous et à chacun que vous vous dressez à la lutte pour la liberté du peuple tout entier.

Quand, çà et là, commencent à jaillir des étincelles de la révolte populaire et de la lutte ouverte, il faut avant tout et plus que tout un fort courant d'air frais pour transformer ces étincelles en une grande flamme !

« Iskra » n° 13, 20 décembre 1901

Conforme au texte du journal

DE LA LETTRE DES « OUVRIERS DU MIDI »

Nous avons reçu une lettre des « Ouvriers du Midi » qui saluent l'accentuation de la tendance révolutionnaire dans la social-démocratie russe et nous chargent de transmettre leurs salutations à « La Ligue à l'étranger de la social-démocratie révolutionnaire russe ». Malheureusement, le manque de place ne nous permet pas de publier cette lettre en entier. Nous sommes entièrement d'accord avec les auteurs de la lettre affirmant que « la propagation dans les larges masses des idées révolutionnaires par proclamations que nous pratiquons en Russie, est insuffisante pour élever les masses à la conscience politique », qu'il est « indispensable de créer une littérature spéciale pour l'éducation politique du prolétariat russe ». Mais le projet des auteurs de la lettre d'éditer à cet effet des brochures de vulgarisation de 3 ou 4 pages et de les diffuser « simultanément dans toute la Russie » est à peine réalisable. Nous pensons que le prolétariat russe est déjà tout à fait mûr pour un genre de littérature dont se servent les autres classes, c'est-à-dire les journaux. Seul un journal politique peut réellement élever les masses à la conscience politique et éclairer, selon l'expression des auteurs de la lettre, « toute notre vie sociale, à commencer par le quatrième ordre et en finissant par la grande bourgeoisie. » Seul un journal pour toute la Russie peut, s'il est activement soutenu par tous les comités et cercles locaux, être diffusé plus ou moins « simultanément dans

toute la Russie » et paraître assez souvent pour mériter le nom de journal. Seule la mise en place solide d'un tel organe révolutionnaire marquera le passage définitif de notre mouvement « de la lutte économique au moyen de grèves à la lutte révolutionnaire de masse contre le gouvernement autocratique russe ».

« Iskra » n° 13, 20 décembre 1901

Conforme au texte du journal

ANARCHISME ET SOCIALISME

Thèses :

1) en 35-40 ans (Bakounine et l'*Internationale* depuis 1866) de son existence (et depuis Stirner beaucoup plus longtemps), l'anarchisme n'a rien produit sinon des généralités contre *l'exploitation*.

Ces phrases sont en usage depuis plus de 2000 ans. Il manque :

a) la compréhension des *causes* de l'exploitation ;

b) la compréhension du *développement* de la société qui conduit au socialisme ;

c) la compréhension *de la lutte des classes* comme force créatrice de la réalisation du socialisme.

2) La compréhension des causes de l'exploitation. La propriété *privée*, base de l'économie *marchande*. La propriété sociale des moyens de production. *Nil* * dans l'anarchisme.

L'anarchisme, c'est un *individualisme* bourgeois à l'envers. L'individualisme, base philosophique de l'anarchisme.

{ Défense de la petite propriété et *de la petite exploitation agricole.* / *Keine Majorität* ** / Négation de la force d'union et d'organisation du pouvoir. }

3) Incompréhension du développement de la société — rôle de la grosse production — transformation du capitalisme en socialisme.

---

* Nihil — rien. (*N. R.*)

** Aucune majorité (c'est-à-dire la négation par les anarchistes de la soumission de la minorité à la majorité). (*N. R.*)

(L'anarchisme est la conséquence du *désespoir*. Mentalité de l'intellectuel dévié de l'ornière ou du va-nu-pieds, mais non du prolétaire.)

4) Incompréhension de la lutte *de classe* du prolétariat. Négation absurde de la politique dans la société bourgeoise.

Incompréhension du rôle de l'organisation et de l'éducation des ouvriers.

Remèdes limités, sans liens entre eux.

5) Dans l'histoire récente de l'Europe, quel résultat a donné l'anarchisme qui régnait auparavant dans les pays latins ?

— Aucune doctrine, aucun enseignement révolutionnaire, aucune théorie.

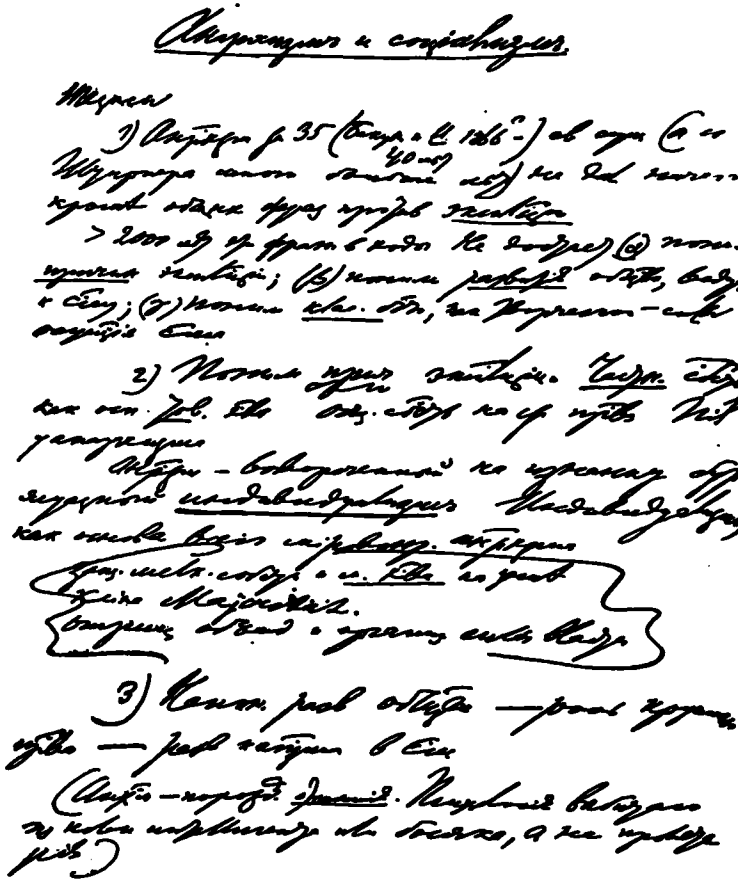
— Morcellement du mouvement ouvrier.

— Fiasco complet des expériences du mouvement révolutionnaire (proudhonisme 1871, bakouninisme 1873).

— Soumission de la classe ouvrière à la politique b o u r g e o i s e sous couleur de rejeter toute politique.

Rédigé en 1901.
Publié pour la première fois en 1936 dans le n° 7 de la revue « Proletarskaïa Révolutsia »

Conforme au manuscrit



Première page du manuscrit de V. Lénine
« Anarchisme et socialisme », 1901
(Réduction)

A PROPOS DU BUDGET

Nos journaux, comme toujours, ont publié le rapport du féal ministre des Finances à l'empereur au sujet des recettes et dépenses de l'Etat pour 1902. Comme toujours également, il se trouve — d'après les affirmations du ministre — que tout va pour le mieux : « Les finances sont dans une situation très favorable », le budget « est toujours équilibré », « les chemins de fer continuent à prospérer », et même « le bien-être populaire est constamment en progrès » ! Il n'est pas étonnant qu'on s'intéresse si peu chez nous aux problèmes de l'économie nationale, malgré toute leur importance : l'intérêt est émoussé par les louanges officielles de rigueur, chacun sait que le papier est grand patient, que le public « de toute façon » « se verra interdire l'entrée » des coulisses de la prestidigitation financière officielle.

Cette fois cependant un fait saute aux yeux. Le prestidigitateur, avec son adresse habituelle, montre au public les mains vides, il les agite et présente les unes après les autres des pièces d'or. Le public applaudit. Le prestidigitateur néanmoins se met à se défendre lui-même avec la plus grande ardeur et assure, presque les larmes aux yeux, qu'il ne filoute pas, qu'il n'y a pas de déficit, qu'il a moins de dettes que d'actif. Le public russe est si bien dressé sur la conduite à tenir dans les lieux officiels qu'il se sent pour ainsi dire gêné, et quelques-uns seulement se murmurent à eux-mêmes le proverbe français : « Qui s'excuse s'accuse ».

Voyons comment « s'excuse » notre Witte. Les dépenses énormes, près de deux milliards de roubles (1 946 millions) ne sont entièrement couvertes que grâce à 144 millions pris à la fameuse « encaisse disponible » du Trésor public, et

cette encaisse disponible est complétée par l'emprunt 4 % de 127 millions de roubles de l'année dernière (le montant en était de 148 millions, mais 21 millions n'ont pas encore été versés). Donc, déficit couvert par un emprunt ? Nullement, nous affirme le mage : « L'emprunt n'a pas du tout été provoqué par la nécessité de couvrir des dépenses non prévues par le budget », puisque, ces dépenses couvertes, il restait 114 millions « absolument disponibles », mais par le désir de construire de nouvelles voies ferrées. — Très bien. Monsieur Witte ! Mais, premièrement, vous ne démentez pas ainsi le déficit, car avec 114 millions de roubles, même « totalement disponibles », on ne couvre pas une dépense de 144 millions de roubles ! Deuxièmement, dans l'encaisse disponible (114 millions) sont compris 63 millions de plus-value sur les recettes ordinaires de 1901, non prévus par le budget, et notre presse, depuis longtemps déjà, indique que vous *réduisez artificiellement* les prévisions au chapitre des recettes pour enfler fictivement « l'encaisse disponible », sans cesser pour cela d'augmenter les impôts. C'est ainsi que, l'année dernière, on a relevé le droit de timbre (nouveau statut), porté de 7 roubles à 7 r 60 le *védro**, le prix de la vodka vendue par l'Etat, et maintenu le relèvement des droits de douane (opéré en 1900, soi-disant « provisoirement », par suite de la guerre de Chine), etc. Troisièmement, en exaltant le « rôle civilisateur » des chemins de fer, vous gardez modestement le silence sur la coutume bien russe et très peu civilisée de *voler le Trésor* lors de la construction des voies ferrées (sans parler de la scandaleuse exploitation des ouvriers et des paysans affamés par les entrepreneurs). Un journal russe, par exemple, annonçait dernièrement que le coût de la construction du transsibérien, fixé d'abord à 350 millions de roubles, avait atteint déjà *780 millions* et dépasserait très probablement le *milliard* (l'*Iskra* a déjà dit quelque chose — voir le n° 2 — des vols du transsibérien). En ce qui concerne les recettes, vous les chiffrez exactement, M. Witte, sans omissions, mais essayez donc de rendre compte des *proportions réelles des dépenses* ?

Ensuite, il ne faut pas perdre de vue non plus que les constructions de voies ferrées en 1902 sont dues en partie

* Mesure russe valant 12,29 l. (*N.R.*)

aux objectifs militaires de notre « pacifique » gouvernement (la ligne immense Bologoïé-Sedletz, longue de plus de 1 000 verstes) et, en partie aussi à l'impérieuse nécessité d'apporter une « aide » quelconque à l'industrie déprimée, aux affaires de laquelle la Banque d'Etat est directement intéressée. La Banque d'Etat n'a pas seulement financé largement des entreprises qui périclitent, elle en a pris beaucoup sous son entière direction. La faillite des entreprises industrielles menaçait d'entraîner la banqueroute de l'Etat ! Enfin, n'oublions pas non plus que, sous la gestion du « génial » Witte, nous assistons à une augmentation constante des emprunts et des impôts, bien que tous les capitaux des caisses d'épargne soient exclusivement employés à consolider le crédit de l'Etat. Or, ces capitaux dépassent déjà 800 millions de roubles. Tenez compte de tout cela, et vous comprendrez que la gestion de Witte est ruineuse, et que l'autocratie va lentement mais sûrement à la faillite, car il est impossible d'augmenter sans fin les impôts, et la bourgeoisie française ne viendra pas toujours à la rescousse du tsar russe.

Contre cette accusation d'accroître la dette publique Witte se défend par des arguments qui font rire. Il compare la dette et l'« actif », il confronte la somme des emprunts d'Etat en 1892 et 1902 avec la valeur des chemins de fer de l'Etat ces mêmes années, et il conclut à une diminution de la dette « réelle ». Et nous possédons pourtant encore d'autres biens : « les forteresses et les vaisseaux de guerre » (c'est marqué dans le rapport, je vous jure !) les ports et les usines de l'Etat, les prestations des baux à ferme et les forêts. — Parfait, monsieur Witte ! Mais ne remarquez-vous pas que vous vous identifiez à ce marchand sommé de comparaître sous l'accusation de faillite et qui commence à se justifier devant les gens venus pour le saisir ? Car, tant qu'une entreprise est solidement plantée, il ne viendra à l'idée de personne d'exiger des garanties spéciales pour lui faire crédit. Personne ne met en doute que le peuple russe ne possède un grand « avoir », mais plus cet avoir est grand, et plus est grande la faute des gens qui, malgré cette abondance de richesses, ne gèrent leur entreprise qu'en multipliant les emprunts et augmentant les impôts. Vous ne démontrez qu'une chose : c'est que le peuple doit chasser au

plus vite les voleurs qui administrent ses biens. Le seul pays d'Europe qui jusqu'ici invoque tels ou tels biens de l'État pour garantir ses emprunts est la Turquie. Et le résultat naturel a été que *les créanciers étrangers ont soumis à leur contrôle* la gestion des biens destinés à garantir le remboursement des sommes prêtées. L'économie de la « grande puissance russe » sous le contrôle des agents de Rothschild et de Bleichröder : quelle brillante perspective vous nous ouvrez, M. Witte * !

Inutile de faire remarquer qu'aucun banquier ne prendra en gage des forteresses ou des vaisseaux de guerre ; cela est à inscrire au passif, et non à l'actif de notre économie nationale. Les voies ferrées elles-mêmes ne peuvent servir de garantie que si elles donnent des bénéfices. Or nous apprenons par le même rapport de Witte que, jusqu'à tout dernièrement, tous les chemins de fer de Russie en général étaient déficitaires. Ce n'est qu'en 1900 que le déficit a été couvert pour les chemins de fer de Sibérie et qu'il a été réalisé « un petit bénéfice net », si petit que modestement Witte préfère en taire les proportions. Il ne dit pas non plus que, pendant les huit premiers mois de 1901, les recettes des chemins de fer de la Russie d'Europe ont baissé par suite de la crise. Quel serait le bilan de notre réseau ferroviaire, si, au lieu de prendre les chiffres officiels des frais de construction, on comptait les sommes réelles dilapidées lors des travaux de construction ? N'est-il pas temps de remettre cette richesse vraiment inappréciable entre des mains plus sûres ?

Naturellement, Witte parle de la crise industrielle sur le ton le plus rassurant : la « stagnation temporaire » n'affectera « certainement » en rien les succès généraux de l'industrie, et, au bout d'un certain laps de temps, on aura probablement (! !) une nouvelle période d'animation in-

* Witte lui-même a remarqué la maladresse de son raisonnement sur les « avoirs », et c'est pourquoi, dans une autre partie de son rapport, il fait effort pour « se corriger », en déclarant que la valeur croissante de la fortune de l'Etat « en ce qui concerne les obligations de la trésorerie russe n'a pas une très grande importance, le crédit de la Russie n'ayant pas besoin de garanties spéciales ». Oui, bien sûr ! Mais le compte détaillé comportant la liste de ces garanties spéciales n'en a pas moins été conservé, à tout hasard !

dustrielle ». Excellente fiche de consolation pour des millions d'ouvriers souffrant du chômage et de la réduction des salaires ! Dans la liste des dépenses de l'Etat, vous chercheriez en vain la moindre indication sur les millions et les dizaines de millions gaspillés par le fisc pour soutenir directement ou indirectement des entreprises « affectées » par la crise. Et que l'on n'ait pas reculé devant la dépense de sommes énormes, la preuve en est que, d'après les journaux, le total des crédits accordés par la Banque d'Etat du 1er janvier 1899 au 1er janvier 1901 a passé de 250 millions à 449 millions de roubles, tandis que les crédits accordés à l'industrie ont passé de 8,7 millions à 38,8. Même une perte de 4 millions sur ces crédits industriels n'a pas troublé le fisc. Quant aux ouvriers qui apportaient sur l'autel des « succès de l'industrie », non pas le contenu de leur bourse, mais leur vie et celle de millions d'hommes vivant de leur salaire, l'Etat les a aidés en les expulsant « gratuitement » par milliers hors des villes industrielles dans les campagnes affamées !

Witte évite toujours le mot de « famine » ; il assure dans son rapport que « l'influence douloureuse de la mauvaise récolte... sera adoucie par les secours généreux accordés aux nécessiteux ». Cette aide généreuse, d'après lui, est de 20 millions de roubles, alors que le déficit de la récolte est estimé à 250 millions (au prix le plus bas de 50 kopecks le poud, mais en revanche en comparant avec les années de bonne récolte). N'est-ce pas que c'est vraiment « généreux » ? Admettez même que seulement la moitié du déficit tombe sur les paysans pauvres, il n'en reste pas moins que nous sous-estimions encore la lésinerie du gouvernement russe, quand nous l'accusions (à propos de la circulaire Sipiaguine, voir le n° 9 de l'*Iskra* *) de rogner les *quatre cinquièmes* des allocations. Le tsar russe est généreux non pas pour aider le moujik, mais pour décréter des mesures policières contre quiconque voulait réellement aider les affamés. Il est généreux à millions, pour arracher un gros morceau à la Chine. En deux ans, annonce Witte, il a été fait *80 millions* de dépenses extraordinaires pour la guerre de Chine, « *plus* des sommes très considérables, *au compte du budget ordinaire* ».

* Voir le présent tome, pp. 235-242. (*N. R.*)

Au total, probalement, *une centaine de millions de roubles*, sinon davantage ! L'ouvrier sans-travail et le moujik affamé peuvent, en guise de consolation, se dire qu'en revanche la Mandchourie nous appartiendra à coup sûr...

Le manque de place nous oblige à n'aborder que brièvement les autres parties du rapport. Witte se défend aussi de l'accusation d'exiguïté des sommes affectées à l'Instruction publique : aux 36 millions prévus par le budget de ce ministère, il ajoute les dépenses faites pour l'enseignement par tous les autres services et il en arrive à grossir le chiffre jusqu'à 75 millions. Mais ce chiffre même (dont l'exactitude est douteuse) est absolument misérable pour toute la Russie, et ne représente même pas 5 % du budget. Le fait que « notre budget est surtout basé sur le système des contributions indirectes » est considéré comme un avantage par Witte, qui répète les arguments rebattus de la bourgeoisie sur la possibilité « de proportionner la consommation des objets imposés au degré de prospérité publique ». Mais en réalité, comme on sait, les contributions indirectes, qui portent sur les objets de première nécessité, sont très injustes. Elles pèsent de tout leur poids sur les pauvres, créant un privilège pour les riches. Plus un homme est pauvre, plus est grande la part de son revenu qu'il abandonne à l'Etat au titre des contributions indirectes. La masse des gens pauvres et de médiocre aisance forme les 9/10 de toute la population, consomme les 9/10 de tous les produits imposés et paie les 9/10 de tous les impôts indirects, tandis que de tout le revenu national elle ne reçoit que 2 ou 3/10.

En conclusion, un « détail » intéressant. Quels sont les postes où les dépenses ont le plus augmenté, de 1901 à 1902 ? Le total des dépenses a passé de 1 788 millions à 1 946 millions de roubles, soit un accroissement de moins d'un dixième. Or, *deux* sortes de dépenses ont augmenté de *près d'un quart* ; « l'entretien des membres de la famille impériale », de 9,8 millions à 12,8 millions de roubles et... « l'entretien du corps spécial des gendarmes » de 3,96 millions à 4,94. Voilà la réponse à la question : quels sont les « besoins du peuple russe », les plus pressants ? Et quelle touchante « union » entre le tsar et les gendarmes !

« Iskra » n° 15, 15 janvier 1902

Conforme au texte du journal

L'AGITATION POLITIQUE ET LE « POINT DE VUE DE CLASSE »

Un exemple pour commencer.

Les lecteurs se rappellent, probablement, le bruit qu'a provoqué le rapport de M. A. Stakhovitch, maréchal de la noblesse de la province d'Orel, au congrès des missionnaires sur la nécessité d'inscrire dans la loi *la liberté de conscience*. La presse conservatrice, les *Moskovskié Viédomosti* en tête, fulmine contre M. Stakhovitch, n'a pas assez d'injures pour lui, accuse de trahison ou presque tous les nobles d'Orel, pour avoir réélu M. Stakhovitch maréchal. Cette élection est en effet chose édifiante, qui prend jusqu'à un certain point le caractère d'une démonstration de la noblesse contre l'arbitraire et les infamies de la police.

Stakhovitch, assurent les *Moskovskié Viédomosti*, « est moins maréchal de la noblesse que Micha Stakhovitch, le bon vivant, le boute-en-train, le beau parleur ... » (1901, n° 348). Tant pis pour vous, messieurs les défenseurs de la trique. Si même vos bons vivants de hoberaux en arrivent à parler de la liberté de conscience, c'est donc que les turpitudes commises par nos popes et notre police ne se comptent plus. — ... « Quelle commune mesure entre la foule « d'intellectuels » légers, qui engendre et applaudit les Stakhovitch et notre saint des saints, notre foi orthodoxe et nos sentiments dévoués à son égard ? »... Encore une fois : tant pis pour vous, messieurs les défenseurs de l'autocratie, de l'orthodoxie, de l'esprit national ! Combien admirable doit être le régime de notre autocratie policière, pour qu'elle ait im-

prégné même la religion d'un tel relent de cachot que « les Stakhovitch » (qui n'ont aucune opinion arrêtée en matière de religion, mais qui sont intéressés, comme nous le verrons plus loin, à la pérennité de la religion) en viennent à se barder d'indifférence absolue (sinon de haine) pour cette sacro-sainte institution « populaire » ! — ... « Selon eux, notre foi n'est qu'un trompe-l'œil !! Ils se moquent de nous, parce que, grâce à « ce trompe-l'œil », nous craignons et fuyons le péché, nous remplissons sans murmure nos obligations, si pénibles soient-elles, parce que nous trouvons la force et le courage de supporter chagrins et privations, et ne connaissons pas la vanité en cas de succès et de bonheur »... Voilà ce qu'il en est ! Le sanctuaire de l'orthodoxie a ceci de bon, qu'il apprend à supporter « sans murmure » le malheur ! Comme il est avantageux en effet pour les classes dominantes, ce sanctuaire ! Quand la société est bâtie de telle sorte qu'une infime minorité dispose de la richesse et du pouvoir, tandis que la masse ne connaît jamais que « privations » et « pénibles obligations », il est bien naturel que la sympathie des exploiteurs aille à une religion qui enseigne à supporter « sans murmure » l'enfer terrestre dans l'attente d'un prétendu paradis céleste. Dans le feu de leur zèle, les *Moskovskié Viédomosti* commencent à se trahir et elles se sont trahies au point de *dire, par mégarde, la vérité*. Ecoutez la suite : « ... Ils ne soupçonnent même pas que c'est grâce à ce « trompe-l'œil » que les Stakhovitch mangent à satiété, dorment tranquilles et mènent joyeuse vie. »

Sainte vérité ! C'est bien cela, c'est grâce à l'immense diffusion dans les masses populaires des « trompe-l'œil » religieux que les Stakhovitch, les Oblomov [128] et tous nos capitalistes, vivant du travail de ces masses, et les *Moskovskié Viédomosti* elles-mêmes « dorment tranquilles ». Plus l'instruction se répandra dans le peuple, plus les préjugés religieux céderont la place à la conscience socialiste, et plus sera proche la victoire du prolétariat, qui libérera toutes les classes opprimées de l'esclavage auquel les assujettit la société moderne.

Mais s'étant trahis sur ce point, les *Moskovskié Viédomosti* esquivent trop facilement une autre question intéressante. Elles sont manifestement dans l'erreur si elles s'ima-

ginent que les Stakhovitch « ne soupçonnent pas » le rôle joué par la religion et demandent des réformes libérales simplement par « légèreté ». Donner pareille explication d'une tendance politique hostile est vraiment d'une naïveté enfantine ! Que M. Stakhovitch ait été en l'occurrence le porte-parole de toute la tendance libérale, la meilleure preuve en est fournie par les *Moskovskié Viédomosti* : sinon pourquoi avoir soulevé toute une campagne contre un discours ? Pourquoi avoir parlé non pas de Stakhovitch, mais « des Stakhovitch », d'une « foule d'intellectuels » ?

Cette erreur des *Moskovskié Viédomosti* est naturellement une erreur intéressée. Ce journal ne sait pas, ou plutôt ne veut pas appliquer le point de vue de classe à l'analyse du libéralisme abhorré. Qu'il ne le veuille pas, inutile d'y insister. Mais qu'il ne le sache pas, cela présente pour nous un grand intérêt général, car c'est un péché dont souffrent bien des révolutionnaires et des socialistes. C'est aussi celui des auteurs de la lettre du n° 12 de l'*Iskra*, qui nous accusent de dévier du « point de vue de classe » parce que nous essayons, dans notre journal, de suivre toutes les manifestations de mécontentement et de protestation des libéraux ; celui des auteurs de la *Lutte prolétarienne* [129] et de certaines brochures de la *Bibliothèque social-démocrate* [130] qui s'imaginent que notre autocratie est une domination autocratique de la bourgeoisie ; celui des Martynov, qui nous détournent de la campagne générale de révélations (c'est-à-dire de la plus large agitation politique) contre l'autocratie afin de nous consacrer principalement à la lutte pour les réformes économiques (donner du « positif » à la classe ouvrière, formuler en son nom « des revendications concrètes » de réformes législatives et administratives, « promettant des résultats tangibles ») ; celui des Nadéjdine qui, à propos de nos correspondances sur les conflits dans la statistique, demandent avec perplexité : « Seigneur ! mais cet organe ne serait-il pas destiné aux zemstvos ? »

Tous ces socialistes oublient que les intérêts de l'autocratie coïncident seulement dans certaines circonstances et seulement avec certains intérêts des classes possédantes, et même très fréquemment non pas avec les intérêts de toutes ces classes en général, mais seulement de certains de leurs éléments. Les intérêts des autres éléments de la bour-

geoisie, et les intérêts plus largement compris de *toute* la bourgeoisie, de tout le développement du capitalisme en général, engendrent nécessairement une opposition libérale contre l'autocratie. Si, par exemple, l'autocratie garantit à la bourgeoisie la possibilité d'appliquer les formes les plus grossières d'exploitation, elle met d'autre part mille obstacles au large développement des forces productives et à la diffusion de l'instruction et, de ce fait, se met à dos non seulement la petite, mais aussi parfois la grande bourgeoisie : si l'autocratie garantit (?) à la bourgeoisie une protection contre le socialisme, d'autre part, cette protection, en l'absence de tous droits pour la population, se transforme fatalement en un arbitraire policier qui indigne tous et chacun. Quel est le résultat de ces tendances contraires, quels sont les rapports entre la mentalité ou la tendance conservatrice et libérale à l'intérieur de la bourgeoisie à l'heure actuelle ? On ne peut le déduire d'une on deux thèses générales ; cela dépend de toutes les particularités de la conjoncture sociale et politique du moment. Pour la définir, il faut connaître dans le détail cette conjoncture, suivre attentivement les moindres heurts entre n'importe quelle couche de la société et le gouvernement. C'est justement en vertu du « point de vue de classe » qu'il *ne serait point permis* à un social-démocrate de rester indifférent devant le mécontentement ou les protestations « des Stakhovitch ».

Les socialistes en question, par leurs raisonnements et par leur conduite, prouvent qu'ils sont indifférents au libéralisme et révèlent par là leur incompréhension des principes fondamentaux du *Manifeste communiste*, cet « évangile » de la social-démocratie internationale. Rappelez-vous, par exemple, le passage où il est dit que la bourgeoisie, par sa lutte pour la conquête du pouvoir, par les heurts des divers groupes ou couches qui la composent, etc. [131], fournit elle-même les matériaux de l'éducation politique du prolétariat. C'est seulement dans les pays libres politiquement que ces matériaux parviennent d'eux-mêmes au prolétariat (et encore seulement en partie). Dans la Russie esclave, nous devons, nous social-démocrates, travailler activement à procurer ces « matériaux » à la classe ouvrière, c'est-à-dire que nous devons *assumer* la tâche de l'agitation politique sous tous ses aspects, mener une campagne de dénonciation

nationale de l'autocratie. Et cette tâche s'impose surtout dans les périodes de fermentation politique. Il faut se souvenir que le prolétariat, en ce qui concerne son éducation révolutionnaire, peut apprendre davantage en une seule année de recrudescence politique qu'en plusieurs années de calme. Voilà pourquoi cette tendance des socialistes en question à *rétrécir*, consciemment ou non, l'envergure et le contenu de l'agitation politique est particulièrement nuisible.

Rappelez-vous, ensuite, que les communistes doivent soutenir *tout* mouvement révolutionnaire dirigé contre le régime existant. Ces mots sont souvent compris de façon trop étroite, en excluant l'opposition libérale. Il ne faut cependant pas oublier qu'il y a des époques où chaque heurt avec le gouvernement à propos d'intérêts sociaux progressifs, si infime soit-il par lui-même, peut, dans certaines conditions (*et notre appui est une de ces conditions*) se transformer en conflagration générale. Il n'est que de rappeler en quel grand mouvement social s'est transformé en Russie le conflit des étudiants avec le gouvernement à propos des revendications académiques [132], ou bien en France le conflit de tous les éléments progressifs avec la clique militaire à propos d'un procès tranché au moyen de faux [133]. Voilà pourquoi notre premier devoir est d'expliquer au prolétariat, de développer et de soutenir, avec la participation active des ouvriers, toute protestation libérale ou démocratique, qu'elle résulte d'un conflit entre les zemstvos et le ministre de l'Intérieur, entre les nobles et le département de l'orthodoxie policière, ou bien encore entre statisticiens et satrapes, entre paysans et dirigeants des zemstvos, entre membres des sectes et policiers ruraux, etc., etc. Celui qui fronce le nez devant la mesquinerie de quelques-uns de ces conflits ou la « vanité » des efforts pour les transformer en conflagration générale, ne comprend pas qu'une agitation politique multiforme est précisément le foyer où convergent les intérêts immédiats de l'éducation politique du prolétariat avec ceux de toute l'évolution sociale et de tout le peuple, c'est-à-dire de tous ses éléments démocratiques. Notre premier devoir est d'intervenir dans tout problème libéral, de définir notre point de vue social-démocrate à son égard, de prendre des mesures pour que le prolétariat participe activement à la solution de ce problème et oblige à le résoudre selon son idée.

Qui se refuse à pareille intervention (quelles que soient ses intentions), baisse pavillon devant le libéralisme, lui abandonne l'éducation politique des ouvriers, cède l'hégémonie dans la lutte politique à des éléments qui, en fin de compte, ne sont que les meneurs de la démocratie bourgeoise.

Le caractère de classe du mouvement social-démocrate doit s'exprimer non pas en rabaissant nos objectifs au niveau des besoins directs et immédiats d'un mouvement « purement ouvrier », mais en assumant la direction de tous les aspects et de toutes les manifestations de la grande lutte libératrice du prolétariat, seule classe vraiment révolutionnaire de la société actuelle. La social-démocratie doit, toujours et inlassablement, étendre l'action du mouvement ouvrier à toutes les sphères de la vie sociale et politique de la société moderne. Elle doit diriger non seulement la lutte économique des ouvriers, mais aussi la lutte politique du prolétariat, elle ne doit pas un instant perdre de vue notre but final, toujours propager, préserver de toute déformation et continuer à perfectionner l'idéologie prolétarienne, la doctrine du socialisme scientifique, c'est-à-dire le marxisme. Nous devons combattre sans relâche toute idéologie bourgeoise, quels que soient les oripeaux brillants et à la mode dont elle se pare. Si les socialistes mentionnés plus haut s'écartent encore du point de vue « de classe », c'est aussi parce qu'ils restent indifférents à la lutte contre la « critique du marxisme ». Il faut être aveugle pour ne pas voir que si cette « critique » s'est implantée plus rapidement qu'ailleurs en Russie, et n'a jamais été soutenue avec plus d'entrain que par nos publicistes libéraux, c'est parce qu'elle constitue un des éléments de la démocratie bourgeoise (déjà consciemment bourgeoise) en train de se former en Russie.

En ce qui concerne la lutte politique en particulier, le « point de vue de classe » précisément exige du prolétariat qu'il *pousse* en avant tout mouvement démocratique. La démocratie ouvrière par ses revendications politiques se distingue de la démocratie bourgeoise, non pas quant au principe, mais quant au degré. Dans sa lutte pour la libération économique, pour la révolution socialiste, le prolétariat occupe une position de principe toute différente et reste isolé (le petit producteur ne lui viendra en aide que dans la mesure où il passe ou se prépare à passer dans les rangs du

prolétariat). Or, dans la lutte pour la libération politique nous avons beaucoup d'alliés que l'on ne saurait traiter avec indifférence. Mais, tandis que nos alliés de la démocratie bourgeoise, en lutte pour les réformes libérales, regarderont toujours en arrière et s'arrangeront de façon à pouvoir, comme par le passé, « manger à satiété, dormir tranquilles et mener joyeuse vie », aux dépens des autres, le prolétariat sans se retourner ira de l'avant jusqu'au bout. Lorsque MM. R. N. S. (l'auteur de la préface du mémoire de Witte) et Cie marchanderont avec le gouvernement pour obtenir des zemstvos pourvus de droits réels ou une constitution, nous combattrons pour une république démocratique. N'oublions pas seulement que, pour faire avancer un voisin, il faut toujours tenir la main sur son épaule. Le parti du prolétariat doit savoir saisir tout libéral juste au moment où il se dispose à progresser d'un pouce, et l'obliger à progresser d'une aune. S'il résiste, nous marcherons de l'avant sans lui et en passant sur lui.

« Iskra » n° 16, 1er février 1902

Conforme au texte du journal

RÉPONSE À UN « LECTEUR »

Nous avons reçu, à la rédaction, la lettre suivante :

« En ce qui concerne la question de l'agitation (dans le n° 13, si je ne me trompe) l'*Iskra* se prononce contre la littérature d'agitation volante (brochures de deux-trois feuillets) sur des sujets politiques. D'après la rédaction, cette littérature peut avantageusement être remplacée par des journaux. Les journaux sont, bien entendu, une bonne chose. Personne ne le contestera. Mais peuvent-ils remplacer ces feuilles volantes, spécialement destinées à être largement diffusées dans les masses ? La rédaction a déjà reçu une lettre de Russie, dans laquelle un groupe d'agitateurs ouvriers se prononce à ce sujet. La réponse de l'*Iskra* à cette lettre est un malentendu évident. La question de l'agitation est aussi importante actuellement que celle des manifestations. C'est pourquoi il est à souhaiter que la rédaction soulève à nouveau cette question et la traite cette fois d'une façon plus attentive.

Un lecteur. »

Si l'on prend la peine de relire avec attention, en même temps que cette lettre, notre réponse « Aux ouvriers du Midi » dans le n° 13 de l'*Iskra* *, on constatera sans peine que c'est précisément l'auteur de la lettre qui est victime d'un malentendu évident. Il n'a pas été question que l'*Iskra* se prononce « contre une littérature d'agitation volante » ; « remplacer » par un journal « les feuilles volantes », cela n'est venu à l'esprit de personne. L'auteur de la lettre n'a pas remarqué que les feuilles volantes, ce sont justement des proclamations. Qu'un genre de littérature comme les proclamations *ne peut être remplacé par rien* et sera toujours *absolument nécessaire*, voilà sur quoi les « Ou-

* Voir le présent tome, pp. 331-332. (*N. R.*)

vriers du Midi » comme l'*Iskra* s'accordaient entièrement. Mais ils s'accordaient aussi sur le fait que cette littérature est *insuffisante*. Si nous parlons de logements ouvriers convenables, en tombant d'accord sur le fait qu'une bonne nourriture ne leur suffit pas, cela ne signifie certainement pas que nous sommes « contre » la bonne nourriture. Demandons-nous donc quelle est la forme supérieure de la littérature *d'agitation*. Les « Ouvriers du Midi », en posant cette question, n'*ont pas touché un mot* sur les journaux. Cette réticence pouvait évidemment provenir des conditions locales et, sans penser aucunement à « discuter » avec nos correspondants, nous ne pouvions ne pas leur rappeler que le prolétariat doit aussi fonder son journal comme l'ont déjà fait les autres classes de la population ; qu'un travail dispersé est insuffisant, qu'un travail actif, général, régulier de toutes les localités sur un organe revolutionnaire est indispensable.

Quant aux « brochures de 3-4 pages », *nous ne nous sommes pas du tout prononcés* « contre » elles ; nous avons seulement douté de la possibilité pratique d'en faire une littérature *régulière* qu'on puisse diffuser « en même temps dans toute la Russie ». Avec un format de 3-4 pages, ce seront au fond les mêmes proclamations. De tous les points de la Russie nous recevons beaucoup de très bonnes proclamations, nullement encombrantes, d'étudiants et d'ouvriers qui équivalent même à 6-8 pages, petit format. Mais une brochure véritablement *populaire* pouvant *expliquer*, même à un ouvrier pas du tout averti, quelque question particulière, devra certainement avoir des proportions beaucoup plus importantes et la distribuer « en même temps dans toute la Russie » sera impossible et sans nécessité (étant donné sa signification permanente). Admettant toute sorte de littérature politique, nouvelle et ancienne, pour peu que ce soit de la bonne littérature, nous conseillerions, quant à nous, de travailler non pas à imaginer une forme intermédiaire entre les feuilles volantes et la brochure populaire, mais à créer un organe révolutionnaire qui mériterait *en fait* l'appellation de périodique (c'est-à-dire qui paraît non pas une fois, mais au moins 2 ou 4 fois par mois) et *pour toute* la Russie.

« Iskra » n° 16, 1er février 1902

Conforme au texte du journal

QUE FAIRE ?

LES QUESTIONS BRÛLANTES DE NOTRE MOUVEMENT[124]

«... La lutte de parti donne des forces et de la vitalité au Parti, la meilleure preuve de faiblesse d'un parti, c'est sa position diffuse et l'effacement des frontières nettement tracées; le Parti se renforce en s'épurant...»

(Extrait d'une lettre de Lassalle à Marx, 24 juin 1852)

Rédigé en automne 1901-février 1902.
Publié pour la première fois en brochure en mars 1902

Conforme au texte de la brochure collationné sur le texte du recu V. Iline. « En douze ans », 1907.

Что дѣлать?

Наболѣвшіе вопросы нашего движенія

Н. ЛЕНИНА.

. . . „Партійная борьба придаетъ партіи силу и жизненность, величайшимъ доказательствомъ слабости партіи является ея расплывчатость и притупленіе рѣзко обозначенныхъ границъ, партія укрѣпляется тѣмъ, что очищаетъ себя" . . . (Изъ письма Лассаля къ Марксу отъ 24 іюня 1852 г.).

Цѣна 1 руб.
Preis 2 Mark = 2.50 Francs.

STUTTGART
Verlag von J. H. W. Dietz Nachf. (G. m. b. H.)
1902

Couverture de l'ouvrage de V. Lénine *Que faire* ? 1902
(Réduction)

PRÉFACE

La brochure que nous présentons au lecteur devait, dans l'intention première de l'auteur, être consacrée au développement détaillé des idées exprimées dans l'article « Par où commencer ? » (*Iskra*, n° 4, mai 1901) *. Nous devons tout d'abord nous excuser auprès du lecteur pour le retard apporté à l'exécution de la promesse faite dans cet article (et répétée en réponse à de nombreuses questions et lettres privées). Une des raisons de ce retard fut la tentative d'unification de toutes les organisations social-démocrates à l'étranger, entreprise en juin dernier (1901). Il était naturel que l'on attendît les résultats de cette tentative, car si elle avait réussi, il eût peut-être fallu exposer, sous un angle un peu différent, les points de vue de l'*Iskra* en matière d'organisation ; en tout cas, cette réussite eût permis de mettre très rapidement fin à l'existence de deux tendances dans la social-démocratie russe. Cette tentative, le lecteur ne l'ignore pas, a échoué et, comme nous essaierons de le démontrer plus loin, elle ne pouvait pas avoir une autre fin, après le nouveau coup de barre du *Rabotchéïé Diélo*, dans son numéro 10, vers l'économisme. Il était devenu absolument nécessaire d'engager une lutte décisive contre cette tendance vague et peu déterminée, mais en revanche d'autant plus persistante et susceptible de renaître sous les formes les plus variées. Ceci étant, le plan initial de cette brochure a été modifié et considérablement élargi.

Elle devait avoir pour thème principal les trois questions posées dans l'article « Par où commencer ? ». Savoir : le

* Voir le présent tome, pp. 9-21. (*N. R.*)

caractère et le contenu essentiel de notre agitation politique ; nos tâches d'organisation ; le plan de construction menée par plusieurs bouts à la fois d'une organisation de combat pour toute la Russie. Depuis longtemps ces problèmes intéressent l'auteur, qui s'est efforcé déjà de les soulever dans la *Rabotchaïa Gazéta* [135], lors d'une tentative avortée pour renouveler ce journal (voir chap. V). Mais mon intention première de me borner dans cette brochure à l'analyse de ces trois questions seulement et d'exposer mes vues, autant que possible, sous une forme positive sans recourir ou presque à la polémique, s'est avérée complètement irréalisable pour deux raisons. D'une part, l'économisme s'est révélé beaucoup plus vivace que nous ne le supposions (nous employons le terme économisme dans une acception large, comme il a été expliqué dans l'article de l'*Iskra*, n° 12 (décembre 1901) : « Entretien avec les défenseurs de l'économisme », article qui trace pour ainsi dire le canevas de la brochure que nous présentons au lecteur) *. Chose indéniable aujourd'hui, c'est que les différentes opinions émises sur ces trois problèmes s'expliquent beaucoup plus par l'opposition radicale de deux tendances dans la social-démocratie russe, que par des divergences de détail. D'autre part, la perplexité que suscita chez les économistes l'exposé méthodique de nos vues dans l'*Iskra* a montré à l'évidence que souvent nous parlons littéralement des langues différentes ; que, par suite, nous *ne pouvons* nous entendre sur rien si nous ne commençons pas *ab ovo* ; qu'il est nécessaire de tenter une « *explication* » *méthodique* aussi populaire que possible, illustrée de très nombreux exemples concrets, avec *tous* les économistes sur *tous* les points capitaux de nos divergences. Et j'ai résolu de tenter cette « explication », comprenant parfaitement qu'elle accroîtrait considérablement les dimensions de cette brochure et en retarderait la parution, mais je ne voyais aucun *autre* moyen de tenir la promesse que j'ai faite dans l'article « Par où commencer ? ». Aux excuses concernant ce retard, il me faut donc en ajouter d'autres, pour l'extrême insuffisance de la forme littéraire de cette brochure ; j'ai dû travailler *avec la plus grande*

* Voir le présent tome, pp. 318-325. (*N. R.*)

précipitation et j'ai, en outre, été fréquemment interrompu par toutes sortes d'autres travaux.

L'analyse des trois questions indiquées plus haut continue de faire le fond de la brochure, mais il m'a fallu commencer par deux autres questions d'ordre plus général : pourquoi un mot d'ordre aussi « anodin » et « naturel » que celui de la « liberté de critique » est-il pour nous un vrai cri de guerre ? Pourquoi ne pouvons-nous pas nous mettre d'accord même sur la question fondamentale du rôle de la social-démocratie à l'égard du mouvement de masse spontané ? En outre, l'exposé de mes vues sur le caractère et le contenu de l'agitation politique aboutit à expliquer la différence entre politique trade-unioniste et politique social-démocrate, et l'exposé de mes vues sur les tâches d'organisation revient à expliquer la différence entre les méthodes de travail artisanales qui satisfont les économistes et l'organisation des révolutionnaires que nous considérons comme indispensable. Ensuite, j'insiste d'autant plus sur le « plan » d'un journal politique pour toute la Russie, que les objections qui y ont été faites sont plus inconsistantes et qu'on m'a répondu moins pour le fond à la question posée dans l'article « Par où commencer ? » : comment pourrions-nous entreprendre simultanément, par tous les bouts, la mise en place de l'organisation qui nous est nécessaire ? Enfin, dans la dernière partie de la brochure j'espère montrer que nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour prévenir la rupture décisive avec les économistes, rupture devenue cependant inévitable ; que le *Rabotchéié Diélo* a pris une importance spéciale, « historique » si vous voulez, parce qu'il a exprimé le plus complètement et avec le plus de relief, non pas l'économisme conséquent, mais la dispersion et les incertitudes qui ont été le trait distinctif de *toute une période* de l'histoire de la social-démocratie russe ; que, par conséquent, pour trop développée qu'elle puisse paraître à première vue, la polémique avec le *Rabotchéié Diélo* a sa raison d'être, car nous ne pouvons aller de l'avant sans liquider définitivement cette période.

N. Lénine

Février 1902

I

DOGMATISME ET « LIBERTÉ DE CRITIQUE »

a) QUE SIGNIFIE LA « LIBERTÉ DE CRITIQUE » ?

La « liberté de critique » est, sans nul doute, le mot d'ordre le plus en vogue à l'heure actuelle, celui qui revient le plus fréquemment dans les discussions entre socialistes et démocrates de tous les pays. Au premier abord, rien de plus étrange que de voir un des contradicteurs se réclamer solennellement de la liberté de critique. Se peut-il que, dans les partis avancés, des voix se soient élevées contre la loi constitutionnelle qui, dans la plupart des pays européens, garantit la liberté de la science et de l'investigation scientifique ? « Il y a là-dessous autre chose ! » se dira nécessairement tout homme impartial qui a entendu ce mot d'ordre à la mode répété à tous les carrefours, mais n'a pas encore saisi le fond du désaccord. « Ce mot d'ordre est évidemment un de ces petits mots conventionnels qui, comme les sobriquets, sont consacrés par l'usage et deviennent presque des noms communs. »

En effet, ce n'est un mystère pour personne que, dans la social-démocratie internationale d'aujourd'hui *, il s'est

* A propos. C'est là un fait presque unique dans l'histoire du socialisme moderne et extrêmement consolant dans son genre ; pour la première fois une dispute entre diverses tendances au sein du socialisme déborde le cadre national pour devenir internationale. Autrefois, les discussions entre lassalliens et eisenachiens [136], entre guesdistes et possibilistes [137], entre fabiens [138] et social-démocrates, entre narodovoltsy et social-démocrates, restaient purement nationales, reflé-

formé deux tendances dont la lutte tantôt s'anime et brille d'une flamme éclatante, tantôt s'apaise et couve sous la cendre d'imposantes « résolutions de trêve ». En quoi consiste la « nouvelle » tendance qui « critique » l'« ancien » marxisme « dogmatique », c'est ce que Bernstein *a dit* et ce que Millerand *a montré* avec une netteté suffisante.

La social-démocratie doit se transformer de parti de révolution sociale en parti démocratique de réformes sociales. Cette revendication politique, Bernstein l'a entourée de toute une batterie de « nouveaux » arguments et considérations assez harmonieusement orchestrés. Il nie la possibilité de donner un fondement scientifique au socialisme et de prouver, du point de vue de la conception matérialiste de l'histoire, sa nécessité et son inévitabilité ; il nie la misère croissante, la prolétarisation et l'aggravation des contradictions capitalistes ; il déclare inconsistante la conception même du « *but final* » et repousse catégoriquement l'idée de la dictature du prolétariat ; il nie l'opposition de principe entre le libéralisme et le socialisme ; il nie la *théorie de la lutte de classes*, soi-disant inapplicable à une société strictement démocratique, administrée selon la volonté de la majorité, etc.

Ainsi, la revendication d'un coup de barre décisif — de la social-démocratie révolutionnaire vers le social-réformisme bourgeois — était accompagnée d'un revirement non moins décisif vers la critique bourgeoise de toutes les idées fondamentales du marxisme. Et comme cette critique était depuis longtemps menée contre le marxisme du haut de la tribune politique et de la chaire universitaire, en une quantité de brochures et dans une série de savants traités : comme, depuis des dizaines d'années, elle était inculquée sys-

---

taient des particularités purement nationales, se déroulaient pour ainsi dire sur des plans différents. A l'heure présente (ceci apparaît clairement aujourd'hui), les fabiens anglais, les ministérialistes français, les bernsteiniens allemands, les critiques russes forment tous une seule famille, tous s'adressent des louanges réciproques, s'instruisent les uns auprès des autres et mènent campagne en commun contre le marxisme « dogmatique ». Peut-être, dans cette première mêlée vraiment internationale avec l'opportunisme socialiste, la social-démocratie révolutionnaire internationale se fortifiera-t-elle assez pour mettre fin à la réaction politique qui sévit depuis longtemps en Europe ?

tématiquement à la jeune génération des classes instruites, il n'est pas étonnant que la « nouvelle » tendance « critique » dans la social-démocratie ait surgi du premier coup sous sa forme définitive, telle Minerve du cerveau de Jupiter. Dans son contenu, cette tendance n'a pas eu à se développer et à se former ; elle a été transposée directement de la littérature bourgeoise dans la littérature socialiste.

Poursuivons. Si la critique théorique de Bernstein et ses convoitises politiques demeuraient encore obscures pour certains, les Français ont pris soin de faire une démonstration pratique de la « nouvelle méthode ». Cette fois encore la France a justifié sa vieille réputation de « pays dans l'histoire duquel la lutte des classes, plus qu'ailleurs, était poussée résolument jusqu'au bout » (Engels, extrait de la préface à *Der 18 Brumaire* [139] de Marx). Au lieu de théoriser, les socialistes français ont agit délibérément ; les conditions politiques de la France, plus évoluées sous le rapport démocratique, leur ont permis de passer immédiatement au « bernsteinisme pratique » avec toutes ses conséquences. Millerand a fourni un brillant exemple de ce bernsteinisme pratique ; aussi, avec quel zèle Bernstein et Vollmar se sont-ils empressés de défendre et de louanger Millerand ! En effet, si la social-démocratie n'est au fond que le parti des réformes et doit avoir le courage de le reconnaître ouvertement, le socialiste non seulement a le droit d'entrer dans un ministère bourgeois, mais il doit même y aspirer toujours. Si la démocratie signifie, dans le fond, la suppression de la domination de classe, pourquoi un ministre socialiste ne séduirait-il pas le monde bourgeois par des discours sur la collaboration des classes ? Pourquoi ne conserverait-il pas son portefeuille, même après que des meurtres d'ouvriers par les gendarmes ont montré pour la centième et la millième fois le véritable caractère de la collaboration démocratique des classes ? Pourquoi ne saluerait-il pas personnellement le tsar que les socialistes français n'appellent plus autrement que *knouteur, pendeur et déportateur* * ? Et pour contrebalancer cet interminable avilissement et autofustigation du socialisme devant le monde entier, cette perversion de la conscience socialiste des masses ouvrières — seule base

* En français dans le texte. (*N. R.*)

susceptible de nous assurer la victoire —, on nous offre de grandiloquents *projets* de réformes infimes, infimes au point qu'on parvenait à se faire accorder bien davantage par les gouvernements bourgeois !

Ceux qui ne ferment pas sciemment les yeux ne peuvent pas ne pas voir que la nouvelle tendance « critique » dans le socialisme n'est qu'une nouvelle variété de l'*opportunisme*. Et si l'on juge des gens, non pas d'après le brillant uniforme qu'ils ont eux-mêmes revêtu, ou le surnom à effet qu'ils se sont eux-mêmes attribué, mais d'après leur façon d'agir et les idées qu'ils propagent effectivement, il apparaîtra clairement que la « liberté de critique » est la liberté de la tendance opportuniste dans la social-démocratie, la liberté de transformer cette dernière en un parti démocratique de réformes, la liberté d'implanter dans le socialisme les idées bourgeoises et les éléments bourgeois.

La liberté est un grand mot, mais c'est sous le drapeau de la liberté de l'industrie qu'ont été menées les pires guerres de brigandage ; c'est sous le drapeau de la liberté du travail qu'on a spolié les travailleurs. L'expression « liberté de critique », telle qu'on l'emploie aujourd'hui, renferme le même mensonge. Des gens vraiment convaincus d'avoir fait progresser la science ne réclameraient pas pour des conceptions nouvelles la liberté d'exister à côté des anciennes, mais le remplacement de celles-ci par celles-là. Or, les cris actuels de : « Vive la liberté de critique ! » rappellent trop la fable du tonneau vide *.

Petit groupe compact, nous suivons une voie escarpée et difficile, nous tenant fortement par la main. De toutes parts nous sommes entourés d'ennemis, et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, précisément afin de combattre l'ennemi et de ne pas donner dans le marais d'à côté, dont les hôtes, dès le début, nous ont blâmés d'avoir formé un groupe à part et préféré la voie de la lutte à la voie de la conciliation. Et certains d'entre nous de crier : Allons dans ce marais ! Et lorsqu'on leur en fait honte, ils répliquent : Quels gens arriérés vous êtes ! N'êtes-vous pas honteux de nous dénier la liberté de vous inviter à

* Fable de Krylov. (*N. R.*)

suivre une voie meilleure ! Oh ! oui, Messieurs, vous êtes libres non seulement d'inviter, mais d'aller où bon vous semble, fût-ce dans le marais ; nous trouvons même que votre véritable place est précisément dans le marais, et nous sommes prêts, dans la mesure de nos forces, à vous aider à y transporter *vos* pénates. Mais alors lâchez-nous la main, ne vous accrochez pas à nous et ne souillez pas le grand mot de liberté, parce que, nous aussi, nous sommes « libres » d'aller où bon nous semble, libres de combattre aussi bien le marais que ceux qui s'y acheminent !

b) LES NOUVEAUX DÉFENSEURS DE LA « LIBERTÉ DE CRITIQUE »

Et c'est ce mot d'ordre (« liberté de critique ») que le *Rabotchéié Diélo* (n° 10), organe de l'« Union des social-démocrates russes » à l'étranger, a formulé solennellement ces tout derniers temps, non comme postulat théorique, mais comme revendication politique, comme réponse à la question : « L'union des organisations social-démocrates fonctionnant à l'étranger est-elle possible ? » — « Pour une union solide, la liberté de critique est indispensable » (p. 36).

De là deux conclusions bien nettes : 1° le *Rabotchéié Diélo* assume la défense de la tendance opportuniste dans la social-démocratie internationale, en général ; 2° le *Rabotchéié Diélo* réclame la liberté de l'opportunisme dans la social-démocratie russe. Examinons ces conclusions.

Ce qui déplaît « surtout » au *Rabotchéié Diélo*, c'est la « tendance qu'ont l'*Iskra* et la *Zaria* à pronostiquer la rupture entre la *Montagne* et la *Gironde* de la social-démocratie internationale » *.

* La comparaison entre les deux tendances du prolétariat révolutionnaire (tendance révolutionnaire et tendance opportuniste) et les deux tendances de la bourgeoisie révolutionnaire du XVIIIe siècle (tendance jacobine — la « Montagne » — et tendance girondine) a été faite dans l'éditorial du n° 2 de l'*Iskra* (février 1901). Plékhanov est l'auteur de cet article. Parler du « jacobinisme » dans la social-démocratie russe est encore aujourd'hui le thème favori à la fois des cadets, des « bezzaglavtsy[140] » et des menchéviks. Mais comment Plékhanov a utilisé le premier cette notion contre l'aile droite de la social-démocratie, c'est ce qu'aujourd'hui on préfère taire ou... oublier. (Note de l'auteur à l'édition de 1907. *N. R.*)

« Parler d'une *Montagne* et d'une *Gironde* dans les rangs de la social-démocratie, écrit le rédacteur en chef du *Rabotchéié Diélo*, B. Kritchevski, c'est faire selon nous une analogie historique superficielle, singulière sous la plume d'un marxiste ; la Montagne et la Gironde ne représentaient pas des tempéraments ou des courants intellectuels divers, comme cela peut sembler aux historiens-idéologues, mais des classes ou des couches diverses : moyenne bourgeoisie d'une part, petite bourgeoisie et prolétariat de l'autre. Or, dans le mouvement socialiste contemporain, il n'y a pas collision d'intérêts de classe, dans *toutes* (souligné par Kritchevski) ses variétés, y compris les bernsteiniens les plus avérés, il se place entièrement sur le terrain des intérêts de classe du prolétariat, de la lutte de classe du prolétariat pour son émancipation politique et économique » (pp. 32-33).

Affirmation osée ! B. Kritchevski ignore-t-il le fait, depuis longtemps noté, que précisément la large participation de la *couche* d'« académiciens » au mouvement socialiste de ces dernières années, a assuré une diffusion si rapide du bernsteinisme ? Et l'essentiel, sur quoi l'auteur fonde-t-il son opinion pour déclarer que les « bernsteiniens les plus avérés » se placent, eux aussi, sur le terrain de la lutte de classe pour l'émancipation politique et économique du prolétariat ? On ne saurait le dire. Aucun argument, aucune raison pour appuyer sa défense résolue des bernsteiniens les plus avérés. L'auteur estime apparemment que, dès l'instant où il répète ce que disent d'eux-mêmes les bernsteiniens les plus avérés, son affirmation n'a pas besoin de preuves. Mais quoi de plus « superficiel » que cette façon de juger toute une tendance sur la foi de ce que disent d'eux-mêmes ceux qui la représentent ? Quoi de plus superficiel que la « morale » qui suit sur les deux types ou chemins différents, et même diamétralement opposés, du développement du Parti (pp. 34-35 du *Rabotchéié Diélo*) ? Les social-démocrates allemands, voyez-vous, admettent l'entière liberté de critique ; les Français, eux, ne l'admettent pas, et c'est leur exemple qui montre tout le « mal de l'intolérance ».

Précisément l'exemple de B. Kritchevski, répondrons-nous, montre qu'il est des gens qui, tout en s'intitulant parfois marxistes, considèrent l'histoire exactement « à la manière d'Ilovaïski [141] ». Pour expliquer l'unité du Parti allemand et la dispersion du Parti socialiste français, nul besoin de fouiller dans les particularités de l'histoire de l'un ou l'autre pays, de mettre en parallèle les conditions du semi-absolutisme militaire et du parlementarisme ré-

publicain ; d'examiner les conséquences de la Commune et de la loi d'exception contre les socialistes ; de comparer la situation et le développement économiques, de tenir compte du fait que la « croissance sans exemple de la social-démocratie allemande » s'est accompagnée d'une lutte d'une énergie sans exemple dans l'histoire du socialisme non seulement contre les erreurs théoriques (Mühlberger, Dühring *, les socialistes de la chaire [142]), mais aussi contre les erreurs tactiques (Lassalle) etc., etc., Tout cela est superflu ! Les Français se querellent parce qu'ils sont intolérants ; les Allemands sont unis parce qu'ils sont de petits garçons bien sages.

Et, remarquez-le bien, à l'aide de cette incomparable profondeur de pensée, on « récuse » un fait qui renverse entièrement la défense des bernsteiniens. Ces derniers *se placent*-ils sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat ? Question qui ne peut être résolue définitivement et sans retour que par l'expérience historique. Par conséquent, ce qui a le plus d'importance ici, c'est l'exemple de la France, seul pays où les bernsteiniens aient tenté de *voler* de leurs propres ailes, avec la plus vive approbation de leurs collègues allemands (et en partie, des opportunistes russes : cf. *Rab. Dièlo*, n° 2-3, pp. 83-84). Alléguer l'« intransigeance » des Français, en dehors de la valeur « historique » de cette allégation (à la manière de Nozdrev [143]), c'est chercher simplement à escamoter sous des paroles acrimonieuses des faits extrêmement désagréables.

---

* Lorsque Engels attaqua Dühring, pour qui penchaient un assez grand nombre de représentants de la social-démocratie allemande, les accusations de violence, d'intolérance, de manque de camaraderie dans la polémique, etc., s'élevèrent contre lui, même en public, au congrès du Parti. Most, avec ses camarades, proposa (au congrès de 1877) de ne plus publier dans le *Vorwaerts* les articles d'Engels comme étant « sans intérêt pour l'immense majorité des lecteurs » ; Vahlteich déclara, de son côté, que l'insertion de ces articles avait fait grand tort au Parti ; que Dühring lui aussi avait rendu des services à la social-démocratie : « Nous devons utiliser tout le monde dans l'intérêt du Parti, et si les professeurs se disputent, le *Vorwaerts* n'est point là pour leur servir d'arène. » (*Vorwaerts*, n° 65, 6 juin 1877.) Comme on le voit, c'est là encore un exemple de défense de la « liberté de critique », exemple auquel feraient bien de réfléchir nos critiques légaux et opportunistes illégaux, qui aiment tant se référer aux Allemands !

D'ailleurs, nous n'avons nulle intention d'abandonner les Allemands à B. Kritchevski et aux autres nombreux défenseurs de la « liberté de critique ». Si les « bernsteiniens les plus avérés » sont encore tolérés dans le Parti allemand, c'est uniquement dans la mesure où ils *se soumettent* à la résolution de Hanovre [144], qui rejette délibérément les « amendements » de Bernstein, et à celle de Lübeck, qui (malgré toute la diplomatie) contient un avertissement formel à l'adresse de Bernstein. On peut, au point de vue des intérêts du Parti allemand, contester l'opportunité de cette diplomatie, se demander si, en l'occurrence, un mauvais accommodement vaut mieux qu'une bonne querelle ; on peut, en un mot, différer d'avis sur tel ou tel *moyen* de récuser le bernsteinisme, mais on ne saurait contester que le Parti allemand l'a *récusé* deux fois. Aussi bien, croire que l'exemple des Allemands confirme la thèse selon laquelle « les bernsteiniens les plus avérés se placent sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat pour son émancipation économique et politique », c'est ne rien comprendre à ce qui se passe sous les yeux de tous *.

Bien plus, nous l'avons déjà signalé, le *Rabotchéié Diélo* intervient devant la social-démocratie *russe* pour réclamer la « liberté de critique » et défendre le bernsteinisme. Il a dû apparemment se convaincre que nos « critiques » et nos

---

* Il faut noter que sur la question du bernsteinisme dans le Parti allemand, le *Rabotchété Diélo* s'est toujours contenté de rapporter purement et simplement les faits « en s'abstenant » totalement d'une appréciation propre. Voir, par exemple, le n° 2-3, p. 66, sur le congrès de Stuttgart [145] ; toutes les divergences se ramènent à la « tactique » et l'on constate seulement que l'énorme majorité reste fidèle à la tactique révolutionnaire antérieure. Ou bien le n° 4-5, p. 25 et suivantes, simple répétition des discours au congrès de Hanovre, en reproduisant la résolution de Bebel ; l'exposé et la critique de Bernstein sont de nouveaux envoyés (comme dans le n° 2-3) à un « article spécial ». Le curieux, c'est qu'à la page 33, dans le n° 4-5, on lit : « ... Les conceptions, exposées par Bebel, ont derrière elles l'énorme majorité du congrès », et un peu plus loin : « ... David a défendu les conceptions de Bernstein... Tout d'abord il s'est attaché à montrer que... Bernstein et ses amis se placent pourtant (*sic*) sur le terrain de la lutte de classes »... Ce fut écrit en décembre 1899, et en septembre 1901 le *Rabotchété Diélo* a sans doute perdu confiance dans la justesse des affirmations de Bebel et reprend le point de vue de David comme le sien propre !

bernsteiniens étaient injustement maltraités. Mais lesquels ? Par qui, où et quand ? Pourquoi injustement ? Là-dessus le *Rabotchéié Diélo* se tait ; pas une fois il ne mentionne aucun critique ou un bernsteinien russe ! Il ne nous reste qu'à choisir entre les deux hypothèses possibles. Ou *bien* la partie injustement offensée n'est autre que le *Rabotchéié Diélo* lui-même (ce qui est confirmé par ceci que les deux articles du n° 10 parlent uniquement des griefs infligés par la *Zaria* et l'*Iskra* au *Rabotchéié Diélo*). Mais alors comment expliquer cette bizarrerie que le *Rabotchéié Diélo*, qui a toujours récusé avec opiniâtreté toute solidarité avec le bernsteinisme, n'ait pu se défendre qu'en plaçant un mot en faveur des « bernsteiniens les plus avérés » et de la liberté de critique ? *Ou bien* ce sont des tiers qui ont été injustement offensés ? Et alors quels motifs peut-on avoir pour ne les point nommer ?

Ainsi, nous voyons que le *Rabotchéié Diélo* continue le jeu de cache-cache auquel il se livre (nous le montrerons plus loin) depuis qu'il existe. Et puis, remarquez cette *première* application pratique de la fameuse « liberté de critique ». Cette liberté s'est ramenée aussitôt, en fait, non seulement à l'absence de toute critique, mais aussi à l'absence de tout jugement indépendant en général. Le même *Rabotchéié Diélo* qui tait, comme une maladie secrète (selon l'expression heureuse de Starover [146]), l'existence d'un bernsteinisme russe, propose pour soigner cette maladie *de recopier purement et simplement* la dernière ordonnance allemande pour le traitement de la forme allemande de cette maladie ! Au lieu de liberté de critique, imitation servile... pis encore : simiesque ! Les manifestations de l'actuel opportunisme international, partout identique dans son contenu social et politique, varient selon les particularités nationales. Dans tel pays, les opportunistes se sont depuis longtemps groupés sous un drapeau distinct ; dans tel autre, dédaigneux de la théorie, ils mènent pratiquement la politique des radicaux socialistes ; dans un troisième, quelques membres du parti révolutionnaire passés au camp de l'opportunisme veulent arriver à leurs fins, non par une lutte ouverte pour des principes et une tactique nouvelle, mais par une dépravation graduelle, insensible et, si l'on peut dire, impunissable, de leur Parti ; ailleurs enfin, ces trans-

fuges emploient les mêmes procédés dans les ténèbres de l'esclavage politique, où le rapport entre l'activité « légale » et l'activité « illégale », etc., est tout à fait original. Faire de la liberté de critique et de la liberté du bernsteinisme la condition de l'union des social-démocrates *russes*, sans une analyse des manifestations concrètes et des résultats particuliers du bernsteinisme *russe*, c'est parler pour ne rien dire.

Essayons donc de dire nous-même, au moins en quelques mots, ce que n'a pas voulu dire (ou peut-être n'a pas su comprendre) le *Rabotchéié Diélo*.

c) LA CRITIQUE EN RUSSIE

A cet égard, la particularité essentielle de la Russie, c'est que le *début même* du mouvement ouvrier spontané d'une part, et de l'évolution de l'opinion publique avancée vers le marxisme, de l'autre, a été marqué par la conjonction d'éléments pertinemment hétérogènes sous un même drapeau pour la lutte contre l'ennemi commun (contre une philosophie politique et sociale surannée). Nous voulons parler de la lune de miel du « marxisme légal ». Ce fut un phénomène d'une extrême originalité, à la possibilité duquel personne n'aurait pu croire dans les années 80 ou au début des années 90. Dans un pays autocratique, où la presse est complètement asservie, à une époque de réaction politique forcenée qui sévissait contre les moindres poussées de mécontentement et de protestation politique, la théorie du marxisme révolutionnaire se fraye soudain la voie dans une littérature *soumise à la censure*, et cette théorie est exposée dans la langue d'Esope, mais compréhensible pour tous « ceux qui s'y intéressent ». Le gouvernement s'était habitué à ne considérer comme dangereuse que la théorie de la « Narodnaïa Volia » (révolutionnaire) ; il n'en remarquait pas, comme cela arrive d'ordinaire, l'évolution intérieure et se réjouissait de *toute* critique tournée contre elle. Avant que le gouvernement ne s'en avisât, avant que la lourde armée des censeurs et des gendarmes n'eût découvert le nouvel ennemi et foncé sur lui, il se passa beaucoup de temps (beaucoup pour nous autres Russes). Or, pendant

ce temps, des ouvrages marxistes étaient édités les uns après les autres, des revues et des journaux marxistes se fondaient ; tout le monde littéralement devenait marxiste, on flattait les marxistes, on était aux petits soins pour eux, les éditeurs étaient enthousiasmés de la vente extrêmement rapide des ouvrages marxistes. On conçoit que parmi les marxistes débutants, plongés dans la griserie du succès, il se soit trouvé plus d'un « écrivain infatué de sa personne [147] »...

Aujourd'hui, l'on peut parler de cette période tranquillement, comme on parle du passé. Nul n'ignore que la floraison éphémère du marxisme à la surface de notre littérature provint de l'alliance d'éléments extrêmes avec des éléments très modérés. Au fond, ces derniers étaient des démocrates bourgeois, et cette conclusion (rendue évidente par leur évolution « critique » ultérieure) s'imposait déjà à certains, du temps que l'« alliance » était encore intacte *.

Mais s'il en est ainsi, à qui incombe la plus grande responsabilité du « trouble » ultérieur, sinon aux social-démocrates révolutionnaires qui ont conclu cette alliance avec les futurs « critiques » ? Voilà la question, suivie d'une réponse affirmative, qu'on entend parfois dans la bouche de gens qui voient les choses de façon trop rectiligne. Mais ces gens ont bien tort. Seuls peuvent redouter des alliances temporaires, même avec des éléments incertains, ceux qui n'ont pas confiance en eux-mêmes. Aucun parti politique ne pourrait exister sans ces alliances. Or, l'union avec les marxistes légaux fut en quelque sorte la première alliance politique véritable réalisée par la social-démocratie russe. Cette alliance permit de remporter sur le populisme une victoire étonnamment rapide et assura une diffusion prodigieuse aux idées marxistes (vulgarisées, il est vrai). En outre, cette alliance ne fut pas conclu tout à fait sans « conditions ». Témoin le recueil marxiste *Documents sur le développement économique de la Russie* [148], brûlé en 1895 par la censure. Si l'on peut comparer l'accord littéraire passé avec les marxistes légaux à une alliance politique, on peut comparer cet ouvrage à un contrat politique.

* Allusion à l'article de K. Touline contre Strouvé (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. I, pp. 316-547. *N. R.*), article rédigé sur la base du rapport intitulé : *Répercussion du marxisme dans la littérature bourgeoise.* (Note de l'auteur à l'édition de 1907. *N. R.*)

La rupture ne provint évidemment pas de ce que les « alliés » s'étaient avérés des démocrates bourgeois. Au contraire, les représentants de cette dernière tendance sont pour la social-démocratie des alliés naturels et désirables, pour autant qu'il s'agit de ses tâches démocratiques que la situation actuelle de la Russie porte au premier plan. Mais la condition nécessaire d'une telle alliance, c'est la pleine possibilité pour les socialistes de dévoiler devant la classe ouvrière l'opposition hostile de ses intérêts et de ceux de la bourgeoisie. Or, le bernsteinisme et la tendance « critique » auxquels se rallièrent en foule la plupart des marxistes légaux, enlevaient cette possibilité et pervertissaient la conscience socialiste en avilissant le marxisme, en prêchant la théorie de l'étiolement des antagonismes sociaux, en proclamant absurde l'idée de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat, en ramenant le mouvement ouvrier et la lutte de classes à un trade-unionisme étroit et à la lutte « réaliste » pour de menues réformes graduelles. Cela équivalait parfaitement à la négation, par la démocratie bourgeoise, du droit du socialisme à l'indépendance, et, par conséquent, de son droit à l'existence ; cela tendait en pratique à transformer le mouvement ouvrier, alors à ses débuts, en appendice du mouvement libéral.

Il est évident que dans ces conditions la rupture s'imposait. Mais la Russie avait ceci d'original que cette rupture revenait simplement à éliminer les social-démocrates de la littérature « légale », la plus accessible au public et la plus largement répandue. Les « ex-marxistes » qui s'étaient groupés « sous le signe de la critique » et avaient obtenu le quasi-monopole de « l'exécution » du marxisme s'y étaient retranchés. Les slogans : « contre l'orthodoxie » et « vive la liberté de critique » (repris maintenant par le *Rabotchéié Diélo*) devinrent aussitôt des vocables à la mode. Et que même censeurs et gendarmes n'aient pu résister à cette mode, c'est ce que montrent les faits tels que les *trois* éditions russes du livre du fameux (fameux à la façon d'Eurostrate) Bernstein ou la recommandation, par Zoubatov, des ouvrages de Bernstein, de M. Prokopovitch, etc. (*Iskra* n° 10). Aux social-démocrates s'imposait alors la tâche déjà difficile par elle-même, et rendue incroyablement plus difficile encore par les obstacles purement extérieurs, de combattre

le nouveau courant. Or celui-ci ne se limitait pas à la littérature. L'évolution vers la « critique » se rencontrait avec l'engouement des social-démocrates praticiens pour l'« économisme ».

La naissance et le développement du lien et de la dépendance réciproque entre la critique légale et l'économisme illégal, voilà une question intéressante qui pourrait faire l'objet d'un article spécial. Qu'il nous suffise de marquer ici l'existence incontestable de ce lien. Le fameux *Credo* n'acquit une célébrité aussi méritée que parce qu'il formulait ouvertement cette liaison et éventait incidemment la tendance politique fondamentale de l'« économisme » : aux ouvriers, la lutte économique (ou plus exactement : la lutte trade-unioniste, qui embrasse aussi la politique spécifiquement ouvrière) ; les intellectuels marxistes, eux, se fondront avec les libéraux pour la « lutte » politique. L'activité trade-unioniste « dans le peuple » fut l'accomplissement de la première moitié de la tâche ; la critique légale, de la seconde. Cette déclaration était une arme si précieuse contre l'économisme que si le *Credo* n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer.

Le *Credo* ne fut pas inventé ; il fut publié sans l'assentiment et peut-être même contre la volonté de ses auteurs. En tout cas, l'auteur de ces lignes, qui contribua à étaler au grand jour le nouveau « programme » *, a eu l'occasion d'entendre regretter et déplorer que le résumé des vues des orateurs, jeté par eux sur le papier, ait été répandu en copies, décoré de l'étiquette de *Credo* et même publié dans la presse avec la protestation ! Si nous rappelons cet épisode, c'est parce qu'il révèle un trait fort curieux de notre économisme : la crainte de la publicité. C'est bien là un trait de l'économisme en général, et pas seulement des auteurs du *Credo* : il s'est manifesté dans la *Rabotchaïa Mysl*, partisan

* Il s'agit de la *protestation des 17* contre le *Credo*. L'auteur de ces lignes participa à la mise au point de cette protestation (fin 1899 [149]). La protestation et le *Credo* furent imprimés à l'étranger au printemps de 1900. (Voir Œuvres, t. 4, pp. 171-187. *N. R.*) On sait maintenant par un article de Mme Kouskova (dans le *Byloïé* [150], je crois) qu'elle était l'auteur du *Credo*. Et parmi les « économistes » de cette époque à l'étranger, un rôle marquant était joué par M. Prokopovitch. (Note de l'auteur à l'édition de 1907. *N. R.*)

le plus franc et le plus honnête de l'économisme, et dans le *Rabotchéié Diélo* (qui s'est élevé contre la publication de documents « économistes » dans le *Vademecum*, [151] et dans le Comité de Kiev qui n'a pas voulu, il y a deux ans environ, autoriser qu'on publiât sa « Profession de foi » [152] en même temps que la réfutation * de cette dernière, comme il s'est manifesté chez beaucoup, beaucoup de représentants de l'économisme.

Cette crainte de la critique que montrent les partisans de la liberté de critique ne saurait être expliquée uniquement par la ruse (quoique la ruse joue parfois un certain rôle : il n'est pas avantageux d'exposer à l'attaque de l'adversaire les essais encore fragiles d'une tendance nouvelle !). Non, la majorité des économistes avec une sincérité parfaite voient (et de par l'essence même de l'économisme ne peut que voir) sans bienveillance toutes les discussions théoriques, divergences de fraction, vastes problèmes politiques, projets d'organisation des révolutionnaires, etc. « On ferait bien d'écouler le tout à l'étranger ! » me dit un jour un des économistes assez conséquents, exprimant par là cette opinion extrêmement répandue (purement trade-unioniste, encore une fois), que notre affaire, c'est le mouvement ouvrier, les organisations ouvrières intérieures, de notre pays, et que tout le reste, ce sont des inventions de doctrinaires, une « surestimation de l'idéologie », selon l'expression des auteurs de la lettre parue dans le n° 12 de l'*Iskra* à l'unisson du n° 10 du *Rabotchéié Diélo*.

La question se pose maintenant : étant donné ces particularités de la « critique » et du bernsteinisme russes, quelle devait être la tâche de ceux qui, réellement et pas seulement en paroles, voulaient se faire l'ennemi de l'opportunisme ? Tout d'abord, il fallait songer à reprendre le travail théorique qui, à peine commencé à l'époque du marxisme légal, retombait maintenant sur les militants illégaux ; sans ce travail, la croissance normale du mouvement était impossible. Ensuite, il était nécessaire d'engager une lutte active contre la « critique » légale qui pervertissait à fond les esprits. Enfin, il fallait s'élever

* A notre connaissance, la composition du Comité de Kiev a changé depuis.

vigoureusement contre la dispersion et les flottements du mouvement pratique, en dénonçant et réfutant toute tentative de rabaisser, consciemment ou inconsciemment, notre programme et notre tactique.

Que le *Rabotchéié Diélo* ne se soit acquitté ni de la première, ni de la deuxième, ni de la troisième de ces tâches, on le sait, et nous aurons plus loin à analyser en détail cette vérité bien connue, sous les angles les plus divers. Pour l'instant, nous voulons simplement montrer la contradiction flagrante qui existe entre la revendication de la « liberté de critique » et les particularités de notre critique nationale et de l'économisme russe. Jetez en effet un coup d'œil sur la résolution par laquelle l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » a confirmé le point de vue du *Rabotchéié Diélo* :

« Dans l'intérêt du développement idéologique ultérieur de la social-démocratie, nous reconnaissons que la liberté de critiquer la théorie social-démocrate est absolument nécessaire dans la littérature du Parti, dans la mesure où cette critique ne contredit pas le caractère de classe et le caractère révolutionnaire de cette théorie. » (*Deux congrès*, p. 10.)

Et les motifs, c'est que cette résolution, « dans sa première partie, coïncide avec la résolution du congrès du Parti à Lübeck, au sujet de Bernstein »... Dans la simplicité de leur cœur, « ceux de l'Union » ne remarquent même pas quel *testimonium paupertatis* (certificat d'indigence) ils se décernent par ce copiage !... « mais... dans sa deuxième partie, elle circonscrit la liberté de critique plus étroitement que ne l'a fait le congrès de Lübeck ».

Ainsi, la résolution de l'« Union » serait dirigée contre les bernsteiniens russes ? Autrement, il serait tout à fait absurde de s'en référer à Lübeck ! Mais il est faux qu'elle « circonscrit étroitement la liberté de critique ». Par leur résolution de Hanovre, les Allemands ont, point par point, repoussé *justement* les amendements de Bernstein, et par celle de Lübeck, ils ont adressé un avertissement *personnel à Bernstein* en le nommant dans la résolution. Cependant, nos « libres » imitateurs *ne font pas la moindre* allusion à *une seule* des manifestations de la « critique » et de l'économisme spécialement russes. Etant donné cette réticence, l'allusion pure et simple au caractère de classe et au ca-

ractère révolutionnaire de la théorie laisse beaucoup plus de latitude aux fausses interprétations, surtout si l'« Union » se refuse à classer dans l'opportunisme la « tendance dite économiste » (*Deux congrès*, p. 8, § 1). Cela soit dit en passant. L'important, c'est que les positions des opportunistes par rapport aux social-démocrates révolutionnaires sont diamétralement opposées en Allemagne et en Russie. En Allemagne, les social-démocrates révolutionnaires, comme on sait, s'affirment pour le maintien de ce qui est : pour l'ancien programme et l'ancienne tactique connus de tous et expliqués dans tous leurs détails par l'expérience de dizaines et de dizaines d'années. Or, les « critiques » veulent apporter des modifications et, comme ils sont une infime minorité et que leurs tendances révisionnistes sont très timides, on comprend pour quels motifs la majorité se borne à rejeter froidement leur « innovation ». En Russie, au contraire, critiques et économistes sont pour le maintien de ce qui est : les « critiques » veulent que l'on continue à les considérer comme des marxistes et qu'on leur permette de jouir de la « liberté de critique » dont ils ont profité à tous égards (car au fond, ils n'ont jamais reconnu aucune cohésion dans le Parti * ; d'ailleurs, nous n'avions pas un organe de Parti universellement reconnu et capable de « limiter », ne fût-ce que par un conseil, la liberté de critique) ; les économistes veulent que les révolutionnaires reconnaissent « les pleins droits du mouvement à l'heure actuelle » (*Rab.*

* A elle seule, cette absence de cohésion véritable dans le parti et de tradition de parti constitue, entre la Russie et l'Allemagne, une différence cardinale qui devrait mettre tout socialiste d'esprit sensé en garde contre l'imitation aveugle. Et voici un échantillon de ce à quoi en arrive la « liberté de critique » en Russie. Le critique russe M. Boulgakov fait au critique autrichien Hertz cette remontrance : « Malgré toute l'indépendance de ses conclusions, Hertz sur ce point (la coopération) reste apparemment trop lié par l'opinion de son parti et, quoique en désaccord sur les détails, ne se résout pas à abandonner le principe général » (*Le capitalisme et l'agriculture*, t. II, p. 287). Un sujet d'un État politiquement asservi, dans lequel les 999/1000 de la population sont pervertis jusqu'à la moelle des os par le larbinisme politique et n'ont aucune idée de l'honneur et de la cohésion du parti, reproche avec hauteur à un citoyen d'un Etat constitutionnel d'être trop «lié par l'opinion du parti » ! Il ne reste plus à nos organisations illégales qu'à se mettre à rédiger des résolutions sur la liberté de critique...

Diélo n° 10, p. 25), c'est-à-dire la « légitimité » de l'existence de ce qui existe ; que les « idéologues » ne cherchent pas à « faire dévier » le mouvement de la voie « déterminée par le jeu réciproque des éléments matériels et du milieu matériel » (« lettre » du n° 12 de l'*Iskra*) ; que l'on reconnaisse comme désirable la lutte, « celle-là même que les ouvriers peuvent mener dans les circonstances présentes », et comme possible celle « qu'ils mènent en réalité au moment présent » (« Supplément spécial à la *Rabotchaïa Mysl* », p. 14). Mais nous, social-démocrates révolutionnaires, ce culte du spontané, c'est-à-dire de ce qui est « au moment présent », ne nous dit rien. Nous exigeons que soit modifiée la tactique qui a prévalu ces dernières années ; nous déclarons que « avant de nous unir et pour nous unir, il faut d'abord nous démarquer nettement et résolument » (annonce de la publication de l'*Iskra* *). En un mot, les Allemands s'en tiennent à l'état actuel des choses et repoussent les changements ; quant à nous, repoussant la soumission et la résignation à l'état de choses actuel, nous en réclamons le changement.

C'est cette « petite » différence que nos « libres » copieurs des résolutions allemandes n'ont pas remarquée!

d) ENGELS ET L'IMPORTANCE DE LA LUTTE THÉORIQUE

« Le dogmatisme, le doctrinarisme », « l'ossification du Parti, châtiment inévitable de la strangulation forcée de la pensée », tels sont les ennemis contre lesquels entrent en lice les champions de la « liberté de critique » du *Rabotchéié Diélo*. Nous sommes très heureux que cette question soit mise à l'ordre du jour ; seulement nous proposerions de la compléter par cette autre question :

Mais qui sont les juges ?

Nous avons devant nous deux prospectus d'éditions littéraires. Le premier : le « programme du *Rabotchéié Diélo*, organe périodique de l'« Union des social-démocrates russes » (tiré à part du n° 1 du *Rab. Diélo*). Le second : l'« annonce de la reprise des éditions du groupe « Libéra-

* Voir Œuvres, t. 4, p. 386. (*N. R.*)

tion du Travail ». Tous deux sont datés de 1899, époque à laquelle la « crise du marxisme » était depuis longtemps à l'ordre du jour. Pourtant, dans le premier ouvrage, on chercherait en vain des indications sur cette question et un exposé précis de la position que compte prendre le nouvel organe à cet égard. Du travail théorique et de ses tâches essentielles à l'heure présente, ce programme non plus que ses compléments adoptés par le IIIe Congrès de l'« Union » (en 1901) ne soufflent mot (*Deux congrès*, pp. 15-18). Durant tout ce temps, la rédaction du *Rabotchéié Diélo* a laissé de côté les questions de théorie, quoique les social-démocrates du monde entier en fussent émus.

L'autre prospectus, au contraire, signale tout d'abord un relâchement de l'intérêt pour la théorie au cours de ces dernières années ; il réclame instamment « une attention vigilante pour le côté théorique du mouvement révolutionnaire du prolétariat » et exhorte à une « critique implacable des tendances antirévolutionnaires, bernsteiniennes et autres », dans notre mouvement. Les numéros parus de la *Zaria* montrent comment ce programme a été appliqué.

Ainsi donc, l'on voit que les grandes phrases contre l'ossification de la pensée, etc., dissimulent l'insouciance et l'impuissance à faire progresser la pensée théorique. L'exemple des social-démocrates russes illustre d'une façon particulièrement frappante ce phénomène commun à l'Europe (et signalé depuis longtemps par les marxistes allemands) que la fameuse liberté de critique ne signifie pas le remplacement d'une théorie par une autre, mais la liberté à l'égard de tout système cohérent et réfléchi ; elle signifie éclectisme et absence de principes. Quiconque connaît tant soit peu la situation de fait de notre mouvement ne peut pas ne pas voir que la large diffusion du marxisme a été accompagnée d'un certain abaissement du niveau théorique. Bien des gens, dont la préparation théorique était infime ou nulle ont adhéré au mouvement pour ses succès pratiques et sa portée effective. On peut juger du manque de tact que montre le *Rabotchéié Diélo* lorsqu'il sort d'un air triomphant cette définition de Marx : « Tout pas fait en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes [153] ». Répéter ces mots en cette époque de débandade théorique équivaut à clamer à la

vue d'un cortège funèbre : « Je vous souhaite d'en avoir toujours à porter ! » D'ailleurs, ces mots sont empruntés à la lettre sur le programme de Gotha [154], dans laquelle Marx *condamne catégoriquement* l'éclectisme dans l'énoncé des principes. Si vraiment il est nécessaire de s'unir, écrivait Marx aux chefs du parti, passez des accords en vue de réaliser les buts pratiques du mouvement, mais n'allez pas jusqu'à faire commerce des principes, ne faites pas de « concessions » théoriques. Telle était la pensée de Marx, et voilà qu'il s'en trouve parmi nous qui, en son nom, essayent de diminuer l'importance de la théorie !

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. On ne saurait trop insister sur cette idée à une époque où l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique va de pair avec la propagande à la mode de l'opportunisme. Pour la social-démocratie russe en particulier, la théorie prend une importance encore plus grande pour trois raisons trop souvent oubliées, savoir : tout d'abord, notre Parti ne fait encore que se constituer, qu'élaborer sa physionomie et il est loin d'en avoir fini avec les autres tendances de la pensée révolutionnaire, qui menacent de détourner le mouvement du droit chemin. Ces tout derniers temps justement nous assistons, au contraire (comme Axelrod l'avait prédit de longue date aux économistes), à une recrudescence des tendances révolutionnaires non social-démocrates. Dans ces conditions, une erreur « sans importance » à première vue risque d'entraîner les plus déplorables conséquences, et il faut être myope pour considérer comme inopportunes ou superflues les controverses de fraction et la stricte délimitation des nuances. De la consolidation de telle ou telle « nuance » peut dépendre l'avenir de la social-démocratie russe pour de très longues années.

Deuxièmement, le mouvement social-démocrate est, par son essence même, international. Il ne s'ensuit pas seulement que nous devons combattre le chauvinisme national. Il s'ensuit encore qu'un mouvement amorcé dans un pays jeune ne peut être fructueux que s'il assimile l'expérience des autres pays. Or pour cela il ne suffit pas simplement de connaître cette expérience ou de se borner à recopier les dernières résolutions. Il faut pour cela savoir faire l'analyse

critique de cette expérience et la contrôler soi-même. Il n'est que de se rendre compte combien s'est développé et ramifié le mouvement ouvrier contemporain, pour comprendre quelle réserve de compétences théoriques et d'expérience politique (et révolutionnaire) est nécessaire pour accomplir cette tâche.

Troisièmement, la social-démocratie russe a des tâches nationales comme n'en a jamais eu aucun parti socialiste du monde. Nous aurons à parler plus loin des obligations politiques et d'organisation que nous impose cette tâche : libérer un peuple entier du joug de l'autocratie. Pour le moment, nous tenons simplement à indiquer que *seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde est capable de remplir le rôle de combattant d'avant-garde.* Et pour se faire une idée un peu concrète de ce que cela veut dire, que le lecteur se remémore les prédécesseurs de la social-démocratie russe tels que Herzen, Biélinski, Tchernychevski et la brillante pléiade des révolutionnaires de 1870-1880 ; qu'il songe à l'importance mondiale que prend actuellement la littérature russe ; qu'il... mais, suffit !

Citons les remarques faites par Engels en 1874, sur l'importance de la théorie dans le mouvement social-démocrate. Engels reconnaît à la grande lutte de la social-démocratie *non pas deux* formes (politique et économique), — comme cela se fait chez nous, — *mais trois, en mettant sur le même plan la lutte théorique.* Sa recommandation au mouvement ouvrier allemand, déjà vigoureux pratiquement et politiquement, est si instructive au point de vue des problèmes et discussions actuels, que le lecteur, espérons-le, ne nous en voudra pas de lui donner le long extrait de la préface à la brochure, *Der deutsche Bauernkrieg* *, depuis longtemps devenue une très précieuse rareté bibliographique :

« Les ouvriers allemands ont, sur ceux du reste de l'Europe, deux avantages essentiels. Premièrement, ils appartiennent au peuple le plus théoricien de l'Europe ; de plus, ils ont conservé le sens théorique qui a si complètement

* Dritter Abdruck, Leipzig 1875, Verlag der Genossenschaftsbuchdruckerei. (*La guerre des paysans en Allemagne*, troisième édition. Leipzig, Edit. coopérative. *N. R.*)

disparu dans les classes soi-disant « cultivées » de l'Allemagne. S'il n'y avait pas eu précédemment la philosophie allemande, notamment celle de Hegel, le socialisme scientifique allemand — le seul socialisme scientifique qui ait jamais existé — n'eût jamais été fondé. Sans le sens théorique des ouvriers, ils ne se seraient jamais assimilé ce socialisme scientifique au point où ils l'ont fait. Et ce qui prouve que l'avantage infini c'est là, c'est, d'une part, l'indifférence à l'égard de toute théorie, une des causes principales du peu de progrès du mouvement ouvrier anglais, malgré l'excellente organisation des divers corps de métiers et, d'autre part, le trouble et la confusion provoqués par le proudhonisme, dans sa forme initiale, chez les Français et les Belges, dans sa forme caricaturée, dans la suite, par Bakounine, chez les Espagnols et les Italiens.

Le second avantage, c'est que les Allemands sont venus assez tard au mouvement ouvrier, presque les derniers. De même que le socialisme théorique allemand n'oubliera jamais qu'il s'est élevé sur les épaules de Saint-Simon, de Fourier et d'Owen, trois hommes qui, malgré toute la fantaisie et l'utopie de leurs doctrines, comptent parmi les plus grands cerveaux de tous les temps et ont anticipé génialement sur d'innombrables idées dont nous démontrons à présent la justesse scientifiquement, de même le mouvement ouvrier pratique allemand ne doit jamais oublier qu'il s'est développé sur les épaules des mouvements anglais et français, qu'il a pu simplement profiter de leurs expériences chèrement acquises et éviter, à présent, leurs erreurs alors, pour la plupart, inévitables. Sans le passé des trade-unions anglaises et des luttes politiques ouvrières françaises, sans l'impulsion gigantesque donnée particulièrement par la Commune de Paris, où en serions-nous aujourd'hui ?

Il faut reconnaître que les ouvriers allemands ont su profiter des avantages de leur situation avec une rare intelligence. Pour la première fois, depuis qu'il y a un mouvement ouvrier, la lutte est menée dans ses trois directions : théorique, politique et économique pratique (résistance contre les capitalistes) avec tant de méthode et de cohésion. C'est dans cette attaque concentrique, pour ainsi dire, qu'est la force invincible du mouvement allemand.

D'une part, en raison de leur position avantageuse, de l'autre, par suite des particularités insulaires du mouvement anglais et de la violente répression du mouvement français, les ouvriers allemands sont, pour le moment, placés à l'avant-garde de la lutte prolétarienne. On ne saurait prédire combien de temps les événements leur laisseront ce poste d'honneur. Mais tant qu'ils l'occuperont, ils rempliront leur devoir, comme il convient, il faut l'espérer. Pour cela ils devront redoubler d'efforts dans tous les domaines de la lutte et de l'agitation. Ce sera, notamment, le devoir des chefs de s'éclairer de plus en plus sur toutes les questions théoriques, de se délivrer de plus en plus de l'influence des phrases traditionnelles, appartenant aux conceptions surannées du monde, et de ne jamais oublier que le socialisme, depuis qu'il est devenu une science, veut être traité, c'est-à-dire étudié, comme une science. La tâche consistera, ensuite, à répandre, avec un zèle accru, parmi les masses ouvrières, les conceptions toujours plus claires, ainsi acquises, et à consolider de plus en plus puissamment l'organisation du parti et celle des syndicats...

... Si les ouvriers allemands continuent à agir ainsi, je ne dis pas qu'ils marcheront à la tête du mouvement — il n'est pas dans l'intérêt du mouvement que les ouvriers d'une seule nation quelconque marchent à sa tête —, mais ils occuperont une place honorable sur la ligne de combat ; et ils seront armés et prêts lorsque de lourdes épreuves imprévues, ou bien de grands événements exigeront d'eux beaucoup plus de courage, de décision et d'action[155]. »

Les paroles d'Engels se sont révélées prophétiques. Quelques années plus tard, les ouvriers allemands essuyèrent inopinément la rude épreuve de la loi d'exception contre les socialistes. Et les ouvriers allemands se trouvèrent en effet suffisamment pourvus pour en sortir victorieux.

Le prolétariat russe aura à subir des épreuves infiniment plus dures encore, il aura à combattre un monstre auprès duquel la loi d'exception dans un pays constitutionnel semble un pygmée. L'histoire nous assigne maintenant une tâche immédiate, *la plus révolutionnaire* de toutes les tâches *immédiates* du prolétariat de n'importe quel autre pays. L'accomplissement de cette tâche, la destruction

du rempart le plus puissant, non seulement de la réaction européenne, mais aussi (nous pouvons maintenant le dire) de la réaction asiatique, ferait du prolétariat russe l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international. Et nous sommes en droit d'espérer que nous obtiendrons ce titre honorable, mérité déjà par nos prédécesseurs, les révolutionnaires de 1870-1880, si nous savons animer du même esprit de décision et de la même énergie irréductible, notre mouvement, mille fois plus large et plus profond.

II

LA SPONTANÉITÉ DES MASSES ET L'ESPRIT DE CONSCIENCE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Nous avons dit qu'il était nécessaire d'animer du même esprit de décision et de la même énergie sans bornes notre mouvement, infiniment plus large et plus profond que celui de 1870-1880. En effet, jusqu'à présent, personne encore, semble-t-il, n'avait douté que la force du mouvement contemporain ne fût dans l'éveil des masses (et principalement du prolétariat industriel) et sa faiblesse dans le manque de conscience et d'esprit d'initiative des dirigeants révolutionnaires.

Néanmoins, ces tout derniers temps, une découverte stupéfiante a été faite qui menace de bouleverser sur ce point toutes les idées reçues. Cette découverte est l'œuvre du *Rabotchéié Diélo* qui, polémisant avec l'*Iskra* et la *Zaria*, ne s'est pas borné à des objections particulières et a tenté de ramener le « désaccord général » à une racine plus profonde : à une « appréciation différente de l'importance *relative* de l'élément spontané et de l'élément consciemment « méthodique ». La thèse d'accusation du *Rabotchéié Diélo* porte : « *sous-estimation de l'importance de l'élément objectif ou spontané du développement* * ». A cela nous répondrons : si la polémique de l'*Iskra* et de la *Zaria* n'avait eu aucun autre résultat que celui d'amener le *Rabotchéié Diélo* à découvrir ce « désaccord général », ce

* *Rabotchéié Diélo* n° 10, sept. 1901, pp. 17 et 18. Souligné dans l'original.

résultat à lui seul nous donnerait grandement satisfaction, tant cette thèse est significative, tant elle éclaire vivement le fond des divergences théoriques et politiques qui séparent aujourd'hui les social-démocrates russes.

Aussi la question des rapports entre la conscience et la spontanéité offre-t-elle un immense intérêt général et demande-t-elle une étude détaillée.

a) DÉBUT DE L'ESSOR SPONTANÉ

Dans le chapitre précédent nous avons marqué l'engouement *généralisé* de la jeunesse instruite russe pour la théorie marxiste vers 1895. C'est vers la même époque que les grèves ouvrières, après la fameuse guerre industrielle de 1896 à Pétersbourg, revêtirent aussi un caractère général. Leur extension dans toute la Russie attestait clairement combien profond était le mouvement populaire qui montait à nouveau, et si l'on veut parler de l'« élément spontané », c'est assurément dans ce mouvement de grèves qu'il faut le voir avant tout. Mais il y a spontanéité et spontanéité. Il y eut en Russie des grèves et dans les années 70 et dans les années 60 (et même dans la première moitié du XIXe siècle), grèves accompagnées de destruction « spontanée » de machines, etc. Comparées à ces « émeutes », les grèves après 1890 pourraient être qualifiées même de « conscientes », tant le mouvement ouvrier avait progressé dans l'intervalle. Ceci nous montre que l' « élément spontané » n'est au fond que la *forme embryonnaire* du conscient. Les émeutes primitives traduisaient déjà un certain éveil de la conscience : les ouvriers perdaient leur foi de toujours dans la pérennité du régime qui les accablait ; ils commençaient... je ne dirai pas à comprendre, mais à sentir la nécessité d'une résistance collective, et ils rompaient délibérément avec la soumission servile aux autorités. Pourtant, c'était bien plus une manifestation de désespoir et de vengeance qu'une *lutte*. Les grèves d'après 1890 nous offrent bien plus de lueurs de conscience : on formule des revendications précises, on tâche de prévoir le moment favorable, on discute certains cas et exemples des autres localités, etc. Si les émeutes étaient simplement la révolte de gens opprimés, les grèves systématiques étaient déjà

des embryons — mais rien que des embryons — de la lutte de classe. Prises en elles-mêmes, ces grèves étaient une lutte trade-unioniste, mais non encore social-démocrate ; elles marquaient l'éveil de l'antagonisme entre ouvriers et patrons ; mais les ouvriers n'avaient pas et ne pouvaient avoir conscience de l'opposition irréductible de leurs intérêts avec tout l'ordre politique et social existant, c'est-à-dire la conscience social-démocrate. Dans ce sens, les grèves d'après 1890, malgré l'immense progrès qu'elles représentaient par rapport aux « émeutes », demeuraient un mouvement essentiellement spontané.

Les ouvriers, avons-nous dit, *ne pouvaient pas avoir* encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. * Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, appartenaient eux-mêmes, par leur situation sociale aux intellectuels bourgeois. De même en Russie, la doctrine théorique de la social-démocratie surgit d'une façon tout à fait indépendante de la croissance spontanée du mouvement ouvrier ; elle y fut le résultat naturel, inéluctable du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes. A l'époque dont nous parlons, c'est-à-dire vers 1895, cette doctrine était non seulement le programme parfaitement établi du groupe « Libération du Travail », mais elle avait gagné à soi la majorité de la jeunesse révolutionnaire de Russie.

---

* Le trade-unionisme n'exclut pas le moins du monde toute « politique », comme on le pense parfois. Les trade-unions ont toujours mené une certaine propagande et une certaine lutte politiques (mais non social-démocrates). Dans le chapitre suivant, nous dirons la différence entre la politique trade-unioniste et la politique social-démocrate.

Ainsi donc, il y avait à la fois un éveil spontané des masses ouvrières, éveil à la vie consciente et à la lutte consciente et une jeunesse révolutionnaire qui, armée de la théorie social-démocrate, brûlait de se rapprocher des ouvriers. A ce propos, il importe particulièrement d'établir ce fait souvent oublié (et relativement peu connu), que les *premiers* social-démocrates de cette période, qui *se livraient avec ardeur à l'agitation économique* (en tenant strictement compte, à cet égard, des indications vraiment utiles de la brochure *De l'agitation* [156], encore manuscrite en ce temps-là), loin de considérer cette agitation comme leur tâche unique, assignaient *dès le début* à la social-démocratie russe les grandes tâches historiques en général et la tâche du renversement de l'autocratie, en particulier. Ainsi, le groupe des social-démocrates de Pétersbourg, qui fonda l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » rédigea, dès la fin de 1895, le premier numéro d'un journal intitulé *Rabotchéïé Diélo*. Tout prêt à être imprimé, ce numéro fut saisi par les gendarmes au cours d'une descente effectuée dans la nuit du 8 au 9 décembre 1895, chez un des membres du groupe, Anat. Alex. Vanéev *, de sorte que le *Rabotchéïé Diélo* de la première formation ne put voir le jour. L'éditorial de ce journal (que peut-être dans une trentaine d'années une revue comme la *Rousskaïa Starina* [157] exhumera des archives du département de la police) exposait les tâches historiques de la classe ouvrière en Russie, parmi lesquelles il mettait au premier plan la conquête de la liberté politique. Suivaient un article « A quoi pensent nos ministres ** ? » sur le sac des Comités d'instruction élémentaire par la police, ainsi qu'une série de correspondances, non seulement de Pétersbourg, mais aussi d'autres localités de la Russie (par exemple, sur un massacre d'ouvriers dans la province de Iaroslavl). Ainsi ce « premier essai », si je ne m'abuse, des social-démocrates russes des années 1890-1900 n'était pas un journal étroitement local,

* A. Vanéev est mort en 1899, en Sibérie orientale, d'une phtisie contractée pendant sa détention cellulaire préventive. C'est pourquoi nous avons jugé possible de publier les renseignements cités dans le texte : nous répondons de leur authenticité, car ils proviennent de personnes ayant connu personnellement et intimement A. Vanéev.

** Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 83-88. (*N. R.*)

encore moins de caractère « économique » ; il s'efforçait d'unir la lutte gréviste au mouvement révolutionnaire dirigé contre l'autocratie et d'amener tous les opprimés, victimes de la politique d'obscurantisme réactionnaire à soutenir la social-démocratie. Et pour quiconque connaît tant soit peu l'état du mouvement à cette époque, il est hors de doute qu'un tel journal eût rencontré toute la sympathie des ouvriers de la capitale et des intellectuels révolutionnaires, et aurait eu la plus large diffusion. L'insuccès de l'entreprise prouva simplement que les social-démocrates d'alors étaient incapables de répondre aux exigences de l'heure par manque d'expérience révolutionnaire et de préparation pratique. De même pour le *Rabotchi Listok de Saint-Pétersbourg*[158] et surtout pour la *Rabotchaïa Gazéta* et le *Manifeste* du Parti ouvrier social-démocrate de Russie fondé au printemps de 1898. Il va de soi que l'idée ne nous vient même pas à l'esprit de reprocher aux militants d'alors leur manque de préparation. Mais pour profiter de l'expérience du mouvement et en tirer des leçons pratiques, il faut se rendre compte, jusqu'au bout, des causes et de l'importance de tel ou tel défaut. C'est pourquoi il importe éminemment d'établir qu'une partie (peut-être même la majorité) des social-démocrates militants de 1895-1898 considéraient avec juste raison comme possible, à cette époque-là, au début même du mouvement « spontané », de préconiser un programme et une tactique de combat des plus étendus *. Or le manque de préparation

* « Critiquant l'activité des social-démocrates des dernières années du XIXe siècle, l'*Iskra* ne tient pas compte de l'absence à cette époque de conditions pour un travail autre que la lutte en faveur des menues revendications. » Ainsi parlent les économistes dans leur *Lettre aux organes social-démocrates russes* (*Iskra*, n° 12). Les faits cités dans le texte prouvent que cette affirmation sur « l'absence de conditions » est *diamétralement opposée à la vérité*. Non seulement vers 1900, mais aussi vers 1895, toutes les conditions étaient réunies pour permettre un travail *autre* que la lutte en faveur des petites revendications, toutes, sauf une préparation suffisante des dirigeants. Et voilà qu'au lieu de reconnaître ouvertement ce défaut de préparation chez nous, idéologues, dirigeants, les « économistes » veulent rejeter toute la faute sur l'« absence de conditions », sur l'influence du milieu matériel déterminant la voie dont aucun idéologue ne saurait faire dévier le mouvement. Qu'est-ce là, sinon une soumission servile au spontané, l'admiration des « idéologues » pour leurs propres défauts ?

chez la plupart des révolutionnaires, étant un phénomène parfaitement naturel, ne pouvait donner lieu à aucune appréhension particulière. Du moment que les tâches étaient bien posées ; du moment qu'on avait assez d'énergie pour essayer à nouveau de les accomplir, les insuccès momentanés n'étaient que demi-mal. L'expérience révolutionnaire et l'habileté organisatrice sont choses qui s'acquièrent. Il suffit que l'on veuille cultiver en soi les qualités requises ! Il suffit qu'on prenne conscience de ses défauts, ce qui, en matière révolutionnaire, est plus que corriger à moitié.

Mais le demi-mal devint un mal véritable quand cette conscience commença à s'obscurcir (elle était pourtant très vive chez les militants des groupes mentionnés plus haut), quand apparurent des gens — et même des organes social-démocrates — prêts à ériger les défauts en vertus et tentant même de justifier *théoriquement* leur *idolâtrie*, leur *culte du spontané*. Il est temps de faire le bilan de cette tendance, très inexactement caractérisée par le terme d'« économisme », trop étroit pour en exprimer le contenu.

b) LE CULTE DU SPONTANÉ. LA « RABOTCHAÏA MYSL »

Avant de passer aux manifestations littéraires de ce culte, nous signalerons le fait caractéristique suivant (que nous tenons de la source indiquée plus haut), qui jette une certaine lumière sur la naissance et la croissance parmi les camarades militants de Pétersbourg, d'un désaccord entre les deux futures tendances de la social-démocratie russe. Au début de 1897, A. Vanéev et quelques-uns de ses camarades eurent l'occasion de participer, avant leur départ pour l'exil, à une réunion privée [159], où se rencontrèrent les « vieux » et les « jeunes » membres de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière ». L'entretien roula principalement sur l'organisation et, en particulier, sur les « statuts de la caisse ouvrière », publiés sous leur forme définitive dans le n° 9-10 du *Listok « Rabotnika »* (p. 46) [160]. Entre les « vieux » (les « décembristes », comme les appelaient en manière de plaisanterie les social-démocrates pétersbourgeois) et quelques-uns des « jeunes » (qui plus

tard collaborèrent activement à la *Rabotchaïa Mysl*), se manifesta aussitôt une divergence très nette et une polémique ardente s'engagea. Les « jeunes » défendaient les principes essentiels des statuts tels qu'ils ont été publiés. Les « vieux » disaient que ce n'était point là ce qu'il fallait au premier chef ; qu'il fallait d'abord consolider l'« Union de lutte » pour en faire une organisation de révolutionnaires, à laquelle seraient subordonnés les diverses caisses ouvrières, les cercles de propagande parmi la jeunesse des écoles, etc. Il va de soi que les parties étaient loin de voir dans cette divergence le germe d'un désaccord ; elles la considéraient au contraire comme isolée et accidentelle. Mais ce fait montre que la naissance et la diffusion de l'« économisme » en Russie également ne se firent pas sans une lutte contre les « vieux » social-démocrates (c'est ce qu'oublient souvent les économistes d'aujourd'hui). Et si cette lutte n'a pas laissé, dans la plupart des cas, de traces « documentaires », c'est *uniquement* parce que l'effectif des cercles en activité changeait avec une incroyable rapidité, qu'aucune tradition ne s'établissait et que, par suite, les divergences de vues ne se trouvaient consignées dans aucun document.

L'apparition de la *Rabotchaïa Mysl* tira l'économisme au grand jour, non plus du premier coup. Il faut se représenter exactement les conditions de travail et la brève existence de quantité de cercles russes (or celui-là seul qui a passé par là peut se représenter la chose de façon exacte), pour comprendre tout ce que comportait de fortuit le succès ou l'insuccès de la nouvelle tendance dans les différentes villes, et l'impossibilité, l'impossibilité absolue dans laquelle se sont longtemps trouvés partisans et adversaires de cette « nouvelle » tendance, de déterminer si elle était réellement une tendance distincte ou simplement l'expression d'un manque de préparation chez certains. Ainsi, les premiers numéros polycopiés de la *Rabotchaïa Mysl* restèrent même complètement inconnus à l'immense majorité des social-démocrates, et si nous avons maintenant la possibilité de nous référer à l'éditorial de son premier numéro, c'est uniquement parce que cet éditorial a été reproduit dans l'article de V. I. [161] (*Listok « Rabotnika »*, n° 9-10, pp. 47 et suiv.), qui évidemment n'a pas manqué

de louer avec zèle — avec un zèle inconsidéré — ce nouveau journal si nettement différent des journaux et projets de journaux cités plus haut *. Or, cet éditorial vaut la peine qu'on s'y arrête, tant il exprime avec relief *tout l'esprit* de la *Rabotchaïa Mysl* et de l'économisme en général.

Après avoir indiqué que le bras au parement bleu [162] n'arrêterait jamais les progrès du mouvement ouvrier, l'éditorial poursuit : « ...Le mouvement ouvrier doit sa vitalité au fait que l'ouvrier lui-même se charge enfin de son sort, qu'il a arraché des mains de ses dirigeants. » Cette thèse fondamentale est ensuite développée dans ses détails. En réalité, les dirigeants (c'est-à-dire les social-démocrates, organisateurs de l'« Union de lutte ») avaient été arrachés par la police des mains, on peut dire, des ouvriers ** ; et l'on veut nous faire croire que les ouvriers menaient la lutte contre ces dirigeants et s'étaient affranchis de leur joug ! Au lieu d'appeler à marcher en avant, à consolider l'organisation révolutionnaire et à étendre l'activité politique, on appela à revenir *en arrière*, vers la seule lutte trade-unioniste. On proclama que « la base économique du mouvement est obscurcie par la tendance à ne jamais oublier l'idéal politique », que la devise du mouvement ouvrier est la « lutte pour la situation économique » (!) ou, mieux encore, « les ouvriers pour les ouvriers » ; on déclara que les caisses de grève « valent mieux pour le mouvement qu'une centaine d'autres organisations » (que l'on compare cette affirmation, remontant à octobre 1897, à la dispute des « décembristes » avec les jeunes, au début de 1897), etc. Les formules comme : Il faut mettre au premier plan non la « crème » des ouvriers, mais l'ouvrier

* Au fait, cet éloge de la *Rabotchaïa Mysl* en novembre 1898, quand l'économisme, à l'étranger surtout, avait définitivement pris corps, émanait du même V. I. qui devint peu après un des rédacteurs du *Rabotchéïé Diélo*. Et le *Rabotchéïé Diélo* niait encore, comme il continue de le faire, l'existence de deux tendances dans la social-démocratie russe !

** Le fait caractéristique suivant montre la justesse de cette comparaison. Lorsque, après l'arrestation des « décembristes », la nouvelle se répandit parmi les ouvriers de la route de Schlüsselbourg que le provocateur N. Mikhaïlov (dentiste), en rapports avec un des groupes étroitement liés aux « décembristes », avait contribué à les dénoncer ; les ouvriers indignés décidèrent de tuer Mikhaïlov.

« moyen », l'ouvrier du rang, ou comme : « Le politique suit toujours docilement l'économique * » etc., etc., acquirent une vogue et eurent une influence irrésistible sur la masse des jeunes entraînés dans le mouvement et qui, pour la plupart, ne connaissaient que des fragments du marxisme tel qu'il était exposé légalement.

C'était là l'écrasement complet de la conscience par la spontanéité — par la spontanéité des « social-démocrates » qui répétaient les « idées » de Monsieur V. V., la spontanéité des ouvriers séduits par cet argument qu'une augmentation, même d'un kopeck par rouble, valait mieux que tout socialisme et toute politique, qu'ils devaient « lutter en sachant qu'ils le faisaient, non pas pour de vagues générations futures, mais pour eux-mêmes et pour leurs enfants » (éditorial du n° 1 de la *Rabotchaïa Mysl*). Les phrases de ce genre ont toujours été l'arme préférée des bourgeois d'Occident qui, haïssant le socialisme, travaillaient eux-mêmes (comme le « social-politique » allemand Hirsch) à transplanter chez eux le trade-unionisme anglais, et disaient aux ouvriers que la lutte uniquement syndicale ** est une lutte justement pour eux et pour leurs enfants, et non pour de vagues générations futures avec un vague socialisme futur. Et voici que les « V.V. de la social-démocratie russe » se mettent à répéter ces phrases bourgeoises. Il importe de marquer ici trois points qui nous seront d'une grande utilité dans notre analyse qui va suivre des divergences *actuelles* ***.

---

* Tiré du même éditorial du premier numéro de la *Rabotchaïa Mysl*. On peut juger par là de la préparation théorique de ces « V. V. de la social-démocratie russe [163] », qui reproduisaient cette grossière vulgarisation du « matérialisme économique » alors que, dans leurs écrits, les marxistes faisaient la guerre au véritable V. V. depuis longtemps surnommé « l'artisan de la réaction », pour la *même* façon de comprendre les rapports entre le politique et l'économique !

** Les Allemands possèdent même un mot spécial : *Nur-Gewerkschaftler*, pour désigner les partisans de la lutte « uniquement syndicale ».

*** Nous soulignons *actuelles* pour les pharisiens qui hausseront les épaules en disant : il est facile maintenant de dénigrer la *Rabotchaïa Mysl*, mais tout cela c'est un passé lointain. *Mutato nomine de te fabula narratur* répondrons-nous à ces pharisiens modernes, dont l'asservissement complet aux idées de la *Rabotchaïa Mysl* sera *démontré* plus loin.

En premier lieu, l'écrasement de la conscience par la spontanéité, dont nous avons parlé, s'est aussi fait de *façon spontanée*. Cela a l'air d'un calembour, mais c'est, hélas ! l'amère vérité. Ce qui a amené cet écrasement n'est pas une lutte déclarée de deux conceptions absolument opposées, ni la victoire de l'une sur l'autre, mais la disparition d'un nombre toujours plus grand de « vieux » révolutionnaires « cueillis » par les gendarmes et l'entrée en scène toujours plus fréquente des « jeunes » « V.V. de la social-démocratie russe ». Tous ceux qui, je ne dirai pas, ont participé au mouvement russe *contemporain*, mais en ont simplement respiré l'air, savent parfaitement qu'il en est justement ainsi. Et si néanmoins nous insistons particulièrement pour que le lecteur se rende bien compte de ce fait connu de tous, si pour plus d'évidence, en quelque sorte, nous rapportons des données sur le *Rabotchéié Diélo* de la première formation, et sur la discussion entre « jeunes » et « vieux » au début de 1897, c'est parce que des gens qui se targuent d'« esprit démocratique » spéculent sur l'ignorance de ce fait dans le grand public (ou parmi les adolescents). Nous reviendrons encore là-dessus.[1]

Deuxièmement, nous pouvons dès la première manifestation littéraire de l'économisme, observer un phénomène éminemment original et extrêmement caractéristique pour la compréhension de toutes les divergences entre social-démocrates d'à présent : les partisans du « mouvement purement ouvrier », les adeptes de la liaison la plus étroite et la plus « organique » (expression du *Rab. Diélo*) avec la lutte prolétarienne, les adversaires de tous les intellectuels non ouvriers (fussent-ils des intellectuels socialistes) sont obligés, pour défendre leur position, de recourir aux arguments *bourgeois* « uniquement trade-unionistes ». Cela nous montre que, dès le début, la *Rabotchaïa Mysl* s'est mise — inconsciemment — à réaliser le programme du *Credo*. Cela montre (ce que ne peut arriver à comprendre le *Rabotchéié Diélo*), que *tout* culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, tout amoindrissement du rôle de « l'élément conscient », du rôle de la social-démocratie *signifie* par là même — *qu'on le veuille ou non, cela n'y fait absolument rien — un renforcement de l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers*. Tous ceux

qui parlent de « surestimation de l'idéologie * », d'exagération du rôle de l'élément conscient **, etc., se figurent que le mouvement purement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer et qu'il élaborera pour soi une idéologie indépendante, à la seule condition que les ouvriers « arrachent leur sort des mains de leurs dirigeants ». Mais c'est une erreur profonde. Pour compléter ce que nous avons dit plus haut, rapportons encore les paroles profondément justes et significatives de K. Kautsky à propos du projet du nouveau programme du parti social-démocrate autrichien ***.

« Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classes, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la *conscience* (souligné par *K.K.*) de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette conscience. Le projet du programme donne à croire que la commission qui a élaboré le programme autrichien partage aussi ce point de vue soi-disant marxiste orthodoxe, que réfute l'exemple de l'Angleterre. Le projet porte : « Plus le prolétariat augmente du fait du développement capitaliste, plus il est contraint et a la possibilité de lutter contre le capitalisme. Le prolétariat vient à la conscience » de la possibilité et de la nécessité du socialisme. Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Or cela est entièrement faux. Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat ; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère des masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre ; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne et malgré tout son désir le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre ; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les *intellectuels bourgeois* (souligné par *K.K.*) : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme

* Lettre des « économistes » dans le n° 12 de l'*Iskra*.
** *Rabotchéié Diélo*, n° 10.
*** *Neue Zeit*, 1901-1902, XX, I, n° 3, p. 79. Le projet de la commission dont parle K. Kautsky a été adopté (à la fin de l'année dernière) par le Congrès de Vienne sous une forme un peu modifiée.

contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus évolués, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (*von Aussen Hineingetragenes*) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (*urwüchsig*). Aussi le vieux programme de Heinfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement : de remplir le prolétariat) la *conscience* de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe. Or, le nouveau projet a emprunté cette thèse à l'ancien programme et l'a accolée à la thèse citée plus haut. Ce qui a complètement interrompu le cours de la pensée... »

Du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement *, le problème se pose *uniquement ainsi* : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une « troisième » idéologie ; et puis d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais y avoir d'idéologie en dehors ou au-dessus des classes). C'est pourquoi *tout* rapetissement de l'idéologie socialiste, *tout éloignement* vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. On parle de spontanéité. Mais le développement *spontané* du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise, *il s'effectue justement selon le programme du « Credo »*, car le mouvement ouvrier spon-

* Certes, il ne s'ensuit pas que les ouvriers ne participent pas à cette élaboration. Mais ils n'y participent pas en qualité d'ouvriers, ils y participent comme théoriciens du socialisme, comme des Proudhon et des Weitling ; en d'autres termes, ils n'y participent que dans la mesure où ils parviennent à acquérir les connaissances plus ou moins parfaites de leur époque, et à les faire progresser. Et pour que les ouvriers *y parviennent plus souvent*, il faut s'efforcer le plus possible d'élever le niveau de la conscience des ouvriers en général ; il ne faut pas qu'ils se confinent dans le cadre artificiellement restreint de la « *littérature pour ouvriers* » mais qu'ils sachent s'assimiler de mieux en mieux la *littérature pour tous*. Il serait même plus juste de dire, au lieu de « se confinent », ne soient pas confinés, parce que les ouvriers eux-mêmes lisent et voudraient lire tout ce qu'on écrit aussi pour les intellectuels ; seuls quelques (pitoyables) intellectuels pensent qu'il suffit de parler « aux ouvriers » de la vie de l'usine et de rabâcher ce qu'ils savent depuis longtemps.

tané, c'est le trade-unionisme, la *Nur-Gewerkschaftlerei* ; or, le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie, est de *combattre la spontanéité, de détourner* le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire. Par conséquent, la phrase des auteurs de la lettre « économique » du n° 12 de l'*Iskra*, affirmant que tous les efforts des idéologues les plus inspirés ne sauraient faire dévier le mouvement ouvrier de la voie déterminée par l'action réciproque des éléments matériels et du milieu matériel, *équivaut exactement à abandonner le socialisme* et si ces auteurs étaient capables de méditer jusqu'au bout, avec logique et sans peur, ce qu'ils disent, comme doit le faire quiconque s'engage sur le terrain de l'action littéraire et sociale, il ne leur resterait plus qu'à « croiser sur leur poitrine vide leurs bras inutiles » et... et à laisser le champ libre aux sieurs Strouvé et Prokopovitch qui tirent le mouvement ouvrier « dans le sens du moindre effort », c'est-à-dire dans le sens du trade-unionisme bourgeois, ou bien aux sieurs Zoubatov, qui le tirent dans le sens de l'« idéologie » clérico-policière.

Rappelez-vous le cas de l'Allemagne. Quel a été le mérite historique de Lassalle devant le mouvement ouvrier allemand ? C'est d'avoir *détourné* ce mouvement de la voie du trade-unionisme progressiste et du coopératisme vers laquelle il se dirigeait spontanément (*avec le concours bienveillant des Schulze-Delitzsch et consorts*). Pour accomplir cette tâche, il a fallu tout autre chose que des phrases sur la sous-estimation de l'élément spontané, sur la tactique-processus, sur l'action réciproque des éléments et du milieu, etc. Il a fallu pour cela une *lutte acharnée contre la spontanéité*, et ce n'est qu'après de longues, très longues années de cette lutte que l'on est parvenu, par exemple, à faire de la population ouvrière de Berlin, de rempart du parti progressiste qu'elle était, une des meilleures citadelles de la social-démocratie. Et cette lutte est loin d'être terminée à ce jour (comme pourraient le croire les gens qui étudient l'histoire du mouvement allemand d'après Prokopovitch, et la philosophie de ce mouvement

d'après Strouvé). Maintenant encore, la classe ouvrière allemande est, si l'on peut s'exprimer ainsi, partagée entre plusieurs idéologies : une partie des ouvriers est groupée dans les syndicats ouvriers catholiques et monarchistes ; une autre, dans les syndicats Hirsch-Duncker [164], fondés par les admirateurs bourgeois du trade-unionisme anglais ; une troisième, dans les syndicats social-démocrates. Cette dernière partie est infiniment plus nombreuse que toutes les autres, mais l'idéologie social-démocrate n'a pu obtenir et ne pourra conserver cette suprématie que par une lutte inlassable contre toutes les autres idéologies.

Mais pourquoi — demandera le lecteur — le mouvement spontané, qui va dans le sens du moindre effort, mène-t-il précisément à la domination de l'idéologie bourgeoise ? Pour cette simple raison que, chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, qu'elle est plus amplement élaborée et possède *infiniment* plus de moyens de diffusion *. Plus le mouvement socialiste dans un pays est jeune, et plus énergiquement il faut battre en brèche toutes les tentatives faites pour consolider l'idéologie non socialiste, plus résolument il faut mettre les ouvriers en garde contre les mauvais conseilleurs qui crient à la « surestimation de l'élément conscient », etc. Avec le *Rabotchéïé Diélo*, les auteurs de la lettre économique fulminent à l'unisson contre l'intolérance propre à l'enfance du mouvement. A cela nous répondrons : En effet, notre mouvement est encore dans son enfance, et pour hâter sa virilité il doit justement se cuirasser d'intolérance à l'égard de ceux qui, par leur culte de la spontanéité, retardent son développement. Rien de plus ridicule et de plus nuisible que de poser au vieux militant

* On dit souvent : la classe ouvrière va *spontanément* au socialisme. Cela est parfaitement juste en ce sens que, plus profondément et plus exactement que toutes les autres, la théorie socialiste détermine les causes des maux de la classe ouvrière ; c'est pourquoi les ouvriers se l'assimilent si aisément, *si* toutefois cette théorie ne capitule pas elle-même devant la spontanéité, *si* toutefois elle se soumet cette spontanéité. Cela est généralement sous-entendu, mais le *Rabotchéïé Diélo* oublie justement ou dénature ce sous-entendu. La classe ouvrière va spontanément au socialisme, mais l'idéologie bourgeoise la plus répandue (et constamment ressuscitée sous les formes les plus variées) n'en est pas moins celle qui, spontanément s'impose surtout à l'ouvrier.

qui, depuis longtemps, a passé par toutes les phases décisives de la lutte !

Troisièmement, le premier numéro de la *Rabotchaïa Mysl* nous montre que la dénomination d'« économisme » (à laquelle bien entendu nous n'avons pas l'intention de renoncer, puisque de toute façon ce vocable a déjà obtenu droit de cité) ne traduit pas assez exactement le fond de la nouvelle tendance. La *Rabotchaïa Mysl* ne nie pas entièrement la lutte politique : les statuts de la caisse qu'elle publie dans son premier numéro, parlent de lutte contre le gouvernement. La *Rabotchaïa Mysl* estime seulement que « le politique suit toujours docilement l'économique ». (Et le *Rabotchéié Diélo* donne une variante à cette thèse, affirmant dans son programme qu'« en Russie plus que dans tout autre pays, la lutte économique est *inséparable* de la lutte politique ».) Ces thèses de la *Rabotchaïa Mysl* et du *Rabotchéié Diélo* sont absolument fausses, *si par politique on entend la politique social-démocrate*. Très souvent la lutte économique des ouvriers, comme nous l'avons déjà vu, est liée (non pas indissolublement, il est vrai) à la politique bourgeoise, cléricale ou autre. Les thèses du *Rabotchéié Diélo* sont justes, si par politique on entend la politique trade-unioniste, c'est-à-dire l'aspiration générale des ouvriers à obtenir de l'Etat des mesures susceptibles de remédier aux maux inhérents à leur situation, mais qui ne suppriment pas encore cette situation, c'est-à-dire qui ne suppriment pas la soumission du travail au capital. Cette aspiration est en effet commune et aux trade-unionistes anglais hostiles au socialisme, et aux ouvriers catholiques, et aux ouvriers « de Zoubatov », etc. Il y a politique et politique. Ainsi donc, l'on voit que la *Rabotchaïa Mysl*, même à l'égard de la lutte politique, la nie moins qu'elle ne s'incline devant sa *spontanéité*, son inconscience. Reconnaissant entièrement la lutte politique qui surgit spontanément du mouvement ouvrier lui-même (ou plutôt : les desiderata et revendications politiques des ouvriers), elle se refuse absolument *à élaborer elle-même une politique social-démocrate* spécifique, qui répondrait aux tâches générales du socialisme et aux conditions russes actuelles. Plus loin nous montrerons que c'est aussi la faute commise par le *Rabotchéié Diélo*.

c) LE « GROUPE DE L'AUTOLIBÉRATION »[165] ET LE « RABOTCHÉIÉ DIÉLO »

Si nous avons analysé avec force détails l'éditorial peu connu et presque oublié aujourd'hui du premier numéro de la *Rabotchaïa Mysl*, c'est qu'il a le premier de tous et avec le plus de relief exprimé le courant général, qui plus tard allait apparaître au grand jour sous la forme d'une infinité de petits ruisseaux. V. I. avait parfaitement raison lorsque, louant ce premier numéro et cet éditorial de la *Rabotchaïa Mysl*, il en constatait « la véhémence et la fougue » (*Listok « Rabotnika »* n° 9-10, p. 49). Tout homme fort de son opinion et croyant apporter du nouveau, écrit avec « fougue » et de telle sorte qu'il exprime sa manière de voir avec relief. Seuls les gens habitués à rester assis entre deux chaises, manquent de « fougue » ; seuls ces gens-là, après avoir loué hier la fougue de la *Rabotchaïa Mysl*, sont aujourd'hui capables de reprocher à ses adversaires « leur fougue polémique ».

Sans nous arrêter au « Supplément spécial à la *Rabotchaïa Mysl* » (nous aurons dans la suite, à divers propos, à nous reporter à cette œuvre qui expose avec le plus de logique les idées des économistes), nous nous bornerons à signaler sommairement l'« Appel du Groupe de l'autolibération des ouvriers » (mars 1899, reproduit dans le *Nakanounié*[166] de Londres, n° 7, juillet 1899). Les auteurs de cet appel disent très justement que « la Russie ouvrière, qui *ne fait encore que de secouer sa torpeur* et de regarder autour d'elle, *s'accroche d'instinct aux premiers* moyens de lutte *qui s'offrent à elle* », mais ils en tirent la même conclusion erronée que la *Rabotchaïa Mysl*, oubliant que l'instinctif est précisément l'inconscient (le spontané), auquel les socialistes doivent venir en aide ; que les « premiers » moyens de lutte « qui s'offrent » seront toujours, dans la société contemporaine, les moyens de lutte trade-unionistes et la « première » idéologie, l'idéologie bourgeoise (trade-unioniste). Ces auteurs ne « nient » pas non plus la politique, ils disent seulement (seulement !) après Monsieur V.V., que la politique est une superstructure et que, par conséquent, « l'agitation politique doit être la superstructure de l'agitation en faveur de la lutte économi-

que, qu'elle doit surgir sur le terrain de cette lutte et marcher derrière elle ».

Quant au *Rabotchéié Diélo*, il a commencé son activité directement par la « défense » des économistes. Après avoir énoncé une *contre-vérité manifeste* en déclarant, dès son premier numéro (n° 1, pp. 141-142), « ignorer de quels jeunes camarades parlait Axelrod », qui dans la brochure que l'on sait * donnait un avertissement aux économistes, le *Rabotchéié Diélo* a dû, au cours de sa polémique avec Axelrod et Plékhanov au sujet de cette contre-vérité, reconnaître qu'« en feignant de ne pas savoir de qui il s'agissait, il voulait *défendre* tous les plus jeunes social-démocrates de l'étranger contre cette accusation injuste » (l'accusation d'étroitesse portée contre les économistes par Axelrod). En réalité, cette accusation était parfaitement juste, et le *Rabotchéié Diélo* savait fort bien qu'elle visait entre autres V.I., membre de sa rédaction. Je ferai remarquer à ce propos que, dans la polémique en question, Axelrod avait entièrement raison et le *Rabotchéié Diélo* entièrement tort dans l'interprétation de ma brochure *Les tâches des social-démocrates russes* **. Cette brochure a été écrite en 1897, dès avant l'apparition de la *Rabotchaïa Mysl*, alors que je considérais à bon droit comme dominante la tendance *initiale* de l'« Union de lutte » de Saint-Pétersbourg, telle que je l'ai caractérisée plus haut. Effectivement, cette tendance fut prépondérante tout au moins jusque vers le milieu de 1898. Aussi le *Rabotchéié Diélo* n'était-il nullement fondé, pour démentir l'existence et le danger de l'économisme, à se référer à une brochure exposant des vues qui furent *supplantées* à Saint-Pétersbourg en 1897-1898 par les vues « économistes » ***.

---

* *Les tâches actuelles et la tactique des social-démocrates russes*, Genève 1898. Deux lettres à la *Rabotchaïa Gazéta*, écrites en 1897

** Voir Œuvres, t. 2, pp. 329-355. (*N. R.*)

*** Sa première contre-vérité (« nous ignorons de quels jeunes camarades parlait P. Axelrod »), le *Rabotchéié Diélo*, en se défendant, l'a complétée par une seconde, lorsqu'il écrivait dans sa « Réponse » : « Depuis que la critique des *Tâches* a été faite, des tendances ont surgi ou se sont plus ou moins nettement affirmées parmi certains social-démocrates russes vers l'exclusivisme économique, qui marquent un pas en arrière par rapport à l'état de notre mouvement tel qu'il est représenté dans les *Tâches* » (p. 9). C'est ce que dit la « Réponse », parue

Mais le *Rabotchéié Diélo* n'a pas seulement « défendu » les économistes ; il a constamment dévié lui-même vers leurs principales erreurs. Ce qui était à l'origine de cette déviation, c'était l'interprétation équivoque de la thèse suivante de son programme : « Le phénomène essentiel de la vie russe, appelé principalement à *définir les tâches* (souligné par nous) et le caractère de l'activité littéraire de l'« Union », est, à notre avis, *le mouvement ouvrier de masse* (souligné par le *Rabotchéié Diélo*), qui a surgi ces dernières années ». Que le mouvement de masse soit un phénomène très important, cela est hors de discussion. Mais le tout est de savoir comment comprendre la « définition des tâches » par ce mouvement de masse. Elle peut être comprise de deux façons : *ou bien* l'on s'incline devant la spontanéité de ce mouvement, c'est-à-dire que l'on ramène le rôle de la social-démocratie à celui d'une simple servante du mouvement ouvrier comme tel (ainsi l'entendent la *Rabotchaïa Mysl*, le « Groupe de l'autolibération » et les autres économistes) ; *ou bien* l'on admet que le mouvement de masse nous impose de *nouvelles* tâches théoriques, politiques et d'organisation, beaucoup plus compliquées que celles dont on pouvait se contenter avant l'apparition du mouvement de masse. Le *Rabotchéié Diélo* a toujours penché et penche précisément pour la première interprétation ; il n'a jamais parlé avec précision de nouvelles tâches, et il a toujours raisonné comme si ce « mouvement de masse » nous *dégageait* de la nécessité de concevoir nettement et d'accomplir les tâches qu'il impose. Il suffira d'indiquer que le *Rabotchéié Diélo* a jugé impossible d'assigner comme *première* tâche au mouvement ouvrier de masse le renversement de l'autocratie, tâche qu'il a rabaissée (au nom du mouvement de masse) au niveau de la lutte pour les revendications politiques immédiates (« Réponse », p. 25).

Laissant de côté l'article de B. Kritchevski, rédacteur

---

en 1900. Or le premier numéro du *Rabotchéié Diélo* (avec la critique) parut *en avril 1899*. L'économisme n'est-il vraiment apparu qu'en 1899 ? Non, c'est en 1899 qu'a retenti, pour la première fois, la protestation des social-démocrates *russes* contre l'économisme (protestation contre le *Credo*). Quant à l'économisme, il est né en 1897, comme le sait parfaitement le *Rabotchéié Diélo*, puisque *dès novembre 1898* (*List.* « *Rabot.* » n° 9-10) V. I. faisait l'éloge de la *Rabotchaïa Mysl*.

en chef du *Rabotchéié Diélo* — « La lutte économique et politique dans le mouvement russe » — paru au n° 7, article où se retrouvent les mêmes erreurs *, nous passerons directement au n° 10 du *Rabotchéié Diélo*. Certes, nous n'examinerons pas une à une les objections de B. Kritchevski et de Martynov contre la *Zaria* et l'*Iskra*. Ce qui nous intéresse ici, c'est uniquement la position de principe occupée par le *Rabotchéié Diélo* dans son n° 10. Ainsi nous n'examinerons pas ce fait curieux que le *Rabotchéié Diélo* voit une « contradiction fondamentale » entre la thèse suivante :

« La social-démocratie ne se lie pas les mains, ne borne pas son activité à un plan préconçu ou à un procédé de lutte politique préétabli ; elle admet tous les moyens de lutte, pourvu qu'ils correspondent aux forces réelles du Parti », etc. (*Iskra*, n° 1) **.

---

* Voici, par exemple, comment se trouve énoncée dans cet article la « théorie des stades » ou la théorie du « zigzag tâtonnant » dans la lutte politique : « Les revendications politiques, communes par leur caractère à toute la Russie, doivent néanmoins, dans les premiers temps » (ceci a été écrit en août 1900 !) « correspondre à l'expérience tirée de la lutte économique par la catégorie donnée (*sic*) d'ouvriers. C'est seulement (!) à partir de cette expérience que l'on peut et doit entreprendre l'agitation politique », etc. (p. 11). A la page 4, s'élevant contre les accusations, selon lui absolument injustifiées, d'hérésie économiste, l'auteur s'exclame pathétiquement : « Quel est le social-démocrate qui ignore que, conformément à la doctrine de Marx et d'Engels, les intérêts économiques des différentes classes jouent un rôle décisif dans l'histoire et que, *par conséquent*, la lutte du prolétariat pour ses intérêts économiques, doit en particulier avoir une importance primordiale pour son développement de classe et sa lutte émancipatrice ? » (souligné par nous). Ce « par conséquent » est absolument déplacé. De ce que les intérêts économiques jouent un rôle décisif, *il ne s'ensuit nullement* que la lutte économique (=professionnelle) soit d'un intérêt primordial, car les intérêts les plus essentiels, « décisifs » des classes *ne* peuvent être satisfaits, en général, *que* par des transformations *politiques* radicales ; en particulier, l'intérêt économique capital du prolétariat ne peut être satisfait que par une révolution politique remplaçant la dictature de la bourgeoisie par celle du prolétariat. B. Kritchevski répète le raisonnement des « V. V. de la social-démocratie russe » (le politique vient après l'économique, etc.) et des bernsteiniens de la social-démocratie allemande (c'est justement par un raisonnement analogue que Voltmann, par exemple, cherchait à démontrer que les ouvriers doivent commencer par acquérir la « force économique » avant de songer à la révolution politique).

** Voir Œuvres, t. 4, p. 386. (*N. R.*)

et la thèse que voici :

« S'il n'y a pas d'organisation solide, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et toutes périodes, il ne saurait même être question de ce plan d'action systématique, établi à la lumière de principes fermes, suivi sans défaillance, qui seul mérite le nom de tactique » (*Iskra*, n° 4) *.

Confondre la reconnaissance *de principe* de tous les moyens, de tous les plans et procédés de lutte, pourvu qu'ils soient rationnels, avec la nécessité de se guider *dans un moment politique donné* d'après un plan appliqué rigoureusement, si l'on veut parler tactique, équivalait à confondre la reconnaissance par la médecine de tous les systèmes de traitement, avec la nécessité de s'en tenir à un système déterminé dans le traitement d'une maladie donnée. Mais c'est que le *Rabotchéié Diélo* souffre lui-même de la maladie que nous avons appelée le culte du spontané et ne veut admettre aucun « système de traitement » de *cette* maladie. Aussi a-t-il fait cette découverte remarquable que « la tactique-plan contredit l'esprit fondamental du marxisme » (n° 10, p. 18) ; que la tactique est « *le processus d'accroissement des tâches du parti qui croissent en même temps que lui* » (p. 11, souligné par le *Rabotchéié Diélo*). Cette dernière sentence a toutes les chances de devenir fameuse, un monument indestructible de la « tendance » du *Rabotchéié Diélo*. A la question : « *où aller ?* » cet organe dirigeant répond : le mouvement est le processus de variation de distance entre le point de départ et le point suivant du mouvement. Cette réflexion d'une incomparable profondeur n'est pas seulement curieuse (cela ne vaudrait pas alors la peine de s'y arrêter), elle est encore le *programme de toute une tendance*, programme que R. M. (dans le « Supplément spécial à la *Rabotchaïa Mysl* ») a exprimé en ces termes : la lutte est désirable si elle est possible ; est possible celle qui se livre en ce moment. C'est là précisément la tendance de l'opportunisme illimité, qui s'adapte passivement à la spontanéité.

« La tactique-plan contredit l'esprit fondamental du marxisme ! » Mais c'est calomnier le marxisme, c'est en faire une caricature analogue à celle que nous opposaient

* Voir le présent tome, p. 14. (*N. R.*)

les populistes dans leur guerre contre nous. C'est justement rabaisser l'initiative et l'énergie des militants conscients, alors que le marxisme stimule au contraire formidablement l'initiative et l'énergie du social-démocrate, en lui ouvrant les plus larges perspectives, en mettant (si l'on peut s'exprimer ainsi) à sa disposition les forces prodigieuses de millions et de millions d'ouvriers qui se dressent « spontanément » pour la lutte ! Toute l'histoire de la social-démocratie internationale fourmille de plans formulés par tel ou tel chef politique, plans qui attestent la clairvoyance des uns et la justesse de leurs vues politiques et d'organisation, ou qui dévoilent la myopie et les erreurs politiques des autres. Lorsque l'Allemagne connut un des plus grands revirements de son histoire : formation de l'Empire, ouverture du Reichstag, octroi du suffrage universel, Liebknecht avait un plan de politique et d'action social-démocrates en général, et Schweitzer en avait un autre. Quand la loi d'exception s'abattit sur les socialistes allemands, Most et Hasselmann avaient un plan : l'appel pur et simple à la violence et à la terreur ; Höchberg, Schramm et (en partie) Bernstein en avaient un autre : les social-démocrates ayant, par leur violence déraisonnable et leur révolutionnisme, provoqué la loi qui les frappait, devaient maintenant, par une conduite exemplaire, obtenir leur pardon; enfin, il existait un troisième plan : celui des hommes qui préparaient et réalisaient la publication d'un organe illégal. Rétrospectivement, avec un recul de plusieurs années, alors que la lutte pour le choix du chemin à suivre est terminée et que l'histoire s'est définitivement prononcée sur la valeur de la route choisie, il n'est certes pas difficile de faire preuve de profondeur en déclarant sentencieusement que les tâches du Parti croissent en même temps que ce dernier. Mais, aux heures de trouble *, quand les « critiques » et économistes russes rabaissent la social-démocratie au niveau du trade-unionisme et que les terroristes prêchent avec ardeur l'adoption d'une « tactique-plan »

* *Ein Jahr der Verwirrung* (Une année de trouble), c'est ainsi que Mehring a intitulé le chapitre de son *Histoire de la social-démocratie allemande* dans lequel il décrit les hésitations et l'indécision manifestées au début par les socialistes dans le choix d'une « tactique-plan » correspondant aux conditions nouvelles.

qui ne fait que reprendre les anciennes erreurs, — s'en tenir dans un pareil moment à de telles sentences, c'est se décerner « un certificat d'indigence ». Au moment où de nombreux social-démocrates russes manquent justement d'initiative et d'énergie, manquent d'« ampleur de la propagande, de l'agitation et de l'organisation politiques » *, manquent de « plans » pour une mise en train plus large du travail révolutionnaire, — dire dans un pareil moment que « la tactique-plan contredit l'esprit fondamental du marxisme », c'est non seulement avilir théoriquement le marxisme, mais pratiquement *tirer le Parti en arrière.*

«Le social-démocrate révolutionnaire, nous enseigne plus loin le *Rabotchéié Diélo*, n'a pour tâche que d'accélérer par son travail conscient le développement objectif, et non de le supprimer ou de le remplacer par des plans subjectifs. L'*Iskra*, en théorie, sait tout cela. Mais l'importance considérable que le marxisme attribue avec raison au travail révolutionnaire conscient, entraîne en fait l'*Iskra*, par suite de son doctrinarisme en matière de tactique, à *sous-estimer la valeur de l'élément objectif ou spontané du développement* » (p. 18).

Nous voilà derechef devant une confusion théorique extraordinaire, digne des sieurs V.V. et consorts. Mais, demanderons-nous à notre philosophe, en quoi peut consister la « sous-estimation » du développement objectif chez l'auteur de plans subjectifs ? Evidemment, à perdre de vue que ce développement objectif crée ou consolide, ruine ou affaiblit tels ou tels classes, catégories, groupes, tels ou tels nations, groupes de nations, etc., déterminant par là même l'apparition de tel ou tel groupement politique international de forces, telle ou telle position des partis révolutionnaires, etc. Mais la faute de cet auteur sera dès lors d'avoir sous-estimé non pas l'élément spontané, mais au contraire l'élément *conscient*, car il aura manqué de la « conscience » nécessaire pour une juste compréhension du développement objectif. C'est pourquoi le seul fait de parler d'« appréciation de l'importance *relative* » (souligné dans le *Rabotchéié Diélo*) de la spontanéité et de la conscience,

* Cf. l'éditorial de l'*Iskra* n° 1 (voir Œuvres, t. 4, p. 384. *N. R.*)

marque une absence complète de « conscience ». Si certains « éléments spontanés du développement » sont accessibles en général à la conscience humaine, l'appréciation erronée de ces éléments équivaudra à une « sous-estimation de l'élément conscient ». Et s'ils sont inaccessibles à la conscience, nous ne les connaissons pas et nous ne pouvons en parler. Que veut donc B. Kritchevski ? S'il trouve erronés les « plans subjectifs » de l'*Iskra* (il les déclare en effet erronés), il devrait montrer de quels faits objectifs précisément ces plans ne tiennent pas compte, et accuser l' « *Iskra* » *de manque de conscience*, de « sous-estimation de l'élément conscient », pour parler sa langue. Mais si, mécontent des plans subjectifs, il n'a pas d'autres arguments que ceux de la « sous-estimation de l'élément spontané » (! !), il ne fait que prouver par là que : 1° théoriquement, il comprend le marxisme à la façon des Karéev et des Mikhaïlovski, bien assez bafoués par Beltov [167], 2° pratiquement, il est entièrement satisfait des « éléments spontanés du développement » qui ont entraîné nos marxistes légaux dans le bernsteinisme et nos social-démocrates dans l'économisme, et qu'il est « moult fâché » contre ceux qui ont décidé de *détourner* à tout prix la social-démocratie russe des voies du développement « spontané ».

Viennent ensuite des choses tout à fait amusantes. « De même que les hommes, malgré tous les progrès des sciences naturelles, continueront à se multiplier par des procédés ancestraux, de même la naissance d'un nouvel ordre social, malgré tous les progrès des sciences sociales et la croissance des combattants conscients, sera toujours et *surtout* le résultat d'explosions spontanées (19). De même que la sagesse ancestrale dit : pour avoir des enfants, en est-il qui ont manqué d'intelligence ? — de même la sagesse des « socialistes modernes » (à la Narcisse Touporylov [168]) dit : pour participer à la naissance spontanée d'un nouvel ordre social, nul ne manquerait d'intelligence. Nous pensons aussi que nul n'en manquerait. Pour y participer, il suffit de *se laisser aller* à l'économisme quand règne l'économisme, au terrorisme quand apparaît le terrorisme. Ainsi le *Rabotchéié Diélo* au printemps dernier, alors qu'il importait tellement de mettre en garde contre l'engouement pour la terreur, se trouvait placé, tout perplexe,

devant une question « nouvelle » pour lui. Et maintenant, six mois après, alors que la question a cessé d'être d'une actualité aussi brûlante, il nous présente en même temps cette déclaration : « nous pensons que la tâche de la social-démocratie ne peut ni ne doit être de s'opposer à l'essor des tendances terroristes » (*R.D.* n° 10, p. 23), ainsi que la résolution du congrès : « Le congrès reconnaît comme inopportune la terreur offensive systématique » (*Deux congrès*, p. 18). C'est admirable de clarté et d'esprit de suite ! Nous ne nous opposons pas, mais nous déclarons inopportune, et nous le déclarons de façon que la « résolution » n'embrasse pas la terreur non systématique et défensive. Avouons qu'une telle résolution n'offre aucun danger et qu'elle est garantie contre toute erreur, comme le serait celui qui aurait parlé pour ne rien dire ! Et pour rédiger une telle résolution, il ne faut qu'une chose : savoir se tenir *à la queue* du mouvement. Quand l'*Iskra* s'est moquée du *Rabotchéié Diélo* qui a proclamé que la question de la terreur était une question nouvelle *, le *Rabotchéié Diélo* a accusé sévèrement l'*Iskra* « d'avoir la prétention vraiment incroyable d'imposer à l'organisation du Parti la solution de problèmes tactiques, présentée il y avait plus de quinze ans par un groupe d'écrivains de l'émigration » (p. 24). En effet, quelle attitude prétentieuse et quelle exagération de l'élément conscient : résoudre théoriquement les questions par avance, afin de convaincre ensuite du bien-fondé de cette solution l'organisation, le parti et la masse ** ! Autre chose s'il s'agissait simplement de répéter les choses déjà dites, et sans rien « imposer » à personne, d'obéir à chaque « tournant » aussi bien vers l'économisme que vers le terrorisme. Le *Rabotchéié Diélo* va jusqu'à synthétiser ce grand précepte de la sagesse humaine, accuse l'*Iskra* et la *Zaria* « d'opposer au mouvement leur programme comme un esprit planant au-dessus du chaos informe » (p. 29). Mais quel est le rôle de la social-démocratie, si ce n'est d'être « l'esprit » qui non seulement plane au-dessus du

* Voir le présent tome, pp. 14-16. (*N. R.*)

** Il ne faut pas oublier non plus que, en résolvant « théoriquement » la question de la terreur, le groupe « Libération du Travail » a *synthétisé* l'expérience du mouvement révolutionnaire antérieur.

mouvement spontané, mais *élève* ce dernier *au niveau de* « *son programme* » ? Ce n'est pourtant pas de se traîner *à la queue* du mouvement ; chose inutile dans le meilleur des cas, et, dans le pire, extrêmement nuisible pour le mouvement. Le *Rabotchéié Diélo*, lui, ne se borne pas à suivre cette « tactique-procès » ; il l'érige même en principe, de sorte que sa tendance devrait être qualifiée non d'opportunisme, mais plutôt de *queuisme* (du mot queue). Force est de reconnaître que des gens fermement décidés à toujours marcher à la queue du mouvement, sont absolument et à jamais garantis contre le défaut de « sous-estimer l'élément spontané du développement ».

* * *

Ainsi, nous l'avons constaté, l'erreur fondamentale de la « nouvelle tendance » de la social-démocratie russe est de s'incliner devant la spontanéité, de ne pas comprendre que la spontanéité de la masse exige de nous, social-démocrates, une haute conscience. Plus grand est l'élan spontané des masses, plus le mouvement prend d'extension, et plus vite encore s'affirme la nécessité d'une haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie.

L'élan spontané des masses en Russie a été (il l'est encore) si rapide que la jeunesse social-démocrate s'est trouvée être peu préparée pour accomplir ces tâches immenses. Le manque de préparation, voilà notre malheur à nous tous, le malheur de *tous* les social-démocrates russes. L'élan des masses n'a cessé de grandir et de s'étendre sans solution de continuité ; loin de s'interrompre là où il a une fois commencé, il s'est étendu à de nouvelles localités, à de nouvelles couches de la population (le mouvement ouvrier a provoqué un redoublement d'effervescence parmi la jeunesse des écoles, les intellectuels en général, et même les paysans). Les révolutionnaires, eux, *retardaient* sur la progression du mouvement, et dans leurs « théories » et dans leur activité ; ils n'ont pas su créer une organisation fonctionnant sans solution de continuité, capable de *diriger* le mouvement tout entier.

Dans le premier chapitre, nous avons constaté que le *Rabotchéié Diélo* rabaisse nos tâches théoriques et répète « spontanément » le cri d'appel à la mode : « liberté de critique » ; mais ceux qui le répètent n'ont pas eu assez de « conscience » pour comprendre l'opposition diamétrale existant entre les positions des « critiques »-opportunistes et des révolutionnaires en Allemagne et en Russie.

Dans les chapitres suivants, nous verrons comment ce culte de la spontanéité s'est exprimé dans le domaine des tâches politiques et dans le travail d'organisation de la social-démocratie.

III

POLITIQUE TRADE-UNIONISTE ET POLITIQUE SOCIAL-DÉMOCRATE

Encore une fois, nous commencerons par louer le *Rabotchéié Diélo*. « Littérature de dénonciation et lutte prolétarienne », c'est ainsi que Martynov a intitulé son article du *Rabotchéié Diélo* (n° 10) sur les divergences avec l'*Iskra*. « Nous ne pouvons nous borner à dénoncer le régime qui entrave son développement (du parti ouvrier). Nous devons également nous faire l'écho des intérêts courants et urgents du prolétariat » (p. 63). C'est ainsi que Martynov formule le fond de ces divergences. « ... L'*Iskra* ... est effectivement l'organe de l'opposition révolutionnaire, qui dénonce notre régime et principalement notre régime politique... Nous travaillons et travaillerons quant à nous pour la cause ouvrière, en liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne. » (*Ibid.*) On ne saurait qu'être reconnaissant à Martynov de cette formule. Elle acquiert un intérêt général éminent du fait qu'elle embrasse, au fond, non seulement nos divergences de vues avec le *Rabotchéié Diélo*, mais toutes les divergences qui existent, d'une façon générale, entre nous et les « économistes » sur la question de la lutte politique. Nous avons déjà montré que les « économistes » ne nient pas absolument la « politique », mais qu'ils dévient constamment de la conception social-démocrate vers la conception trade-unioniste de la

politique. C'est ainsi exactement que dévie Martynov ; et nous voulons bien le prendre, lui, comme *spécimen* des erreurs économistes dans la question qui nous occupe. Nous nous efforcerons de montrer que ni les auteurs du « Supplément spécial à la *Rabotchaïa Mysl* », ni ceux de la proclamation du « Groupe de l'autolibération », ni ceux enfin de la lettre économique du n° 12 de l'*Iskra* ne sont en droit de nous reprocher ce choix.

a) L'AGITATION POLITIQUE ET SON RÉTRÉCISSEMENT PAR LES ÉCONOMISTES

Nul n'ignore que l'extension et la consolidation de la lutte économique * des ouvriers russes ont marché de pair avec l'éclosion de la « littérature » de dénonciation économique (concernant les usines et la vie professionnelle). Les « feuilles volantes » dénonçaient principalement le régime des usines, et ce fut bientôt parmi les ouvriers une véritable passion pour les divulgations. Dès que ces derniers virent que les cercles social-démocrates voulaient et pouvaient leur fournir des feuilles volantes d'un nouveau genre, disant toute la vérité sur leur vie misérable, leur labeur accablant et leur asservissement, ils firent en quelque sorte pleuvoir les correspondances des fabriques et des usines. Cette « littérature de dénonciation » faisait sensation non seulement dans la fabrique dont la feuille volante fustigeait le régime, mais dans toutes les entreprises où l'on avait eu vent des faits dénoncés. Or, comme les besoins et la détresse des ouvriers des différentes entreprises et professions ont beaucoup de points communs, la « vérité sur la vie ouvrière » ravissait *tout le monde*. Une véritable passion de « se faire imprimer » s'empara des ouvriers les plus arriérés, noble passion pour cette forme embryonnaire de guerre contre tout l'ordre de choses existant, basé sur

* Afin d'éviter tout malentendu, nous faisons remarquer que, dans l'exposé qui va suivre, nous entendons toujours par lutte économique (selon le vocabulaire en usage chez nous), la « lutte économique pratique » qu'Engels, dans la citation donnée plus haut, a appelée la « résistance aux capitalistes » et qui, dans les pays libres, est appelée lutte professionnelle, syndicale ou trade-unioniste.

le pillage et l'oppression. Et les « feuilles volantes » étaient effectivement, dans l'immense majorité des cas, une déclaration de guerre, parce que leurs divulgations excitaient vivement les ouvriers, les poussaient à réclamer la suppression des abus les plus criants et à soutenir leurs revendications par des grèves. En fin de compte, les patrons d'usines eux-mêmes furent si bien obligés de voir dans ces tracts une déclaration de guerre que, fréquemment, ils ne voulurent pas attendre la guerre elle-même. Comme toujours, par le seul fait de leur publication, ces révélations acquéraient de la vigueur, exerçaient une forte pression morale. Il n'était pas rare que la seule apparition d'un tract fît obtenir aux ouvriers satisfaction totale ou partielle de leurs revendications. En un mot, les divulgations économiques (d'usines) étaient et restent encore un levier important de la lutte économique. Et il en sera ainsi tant qu'existera le capitalisme qui pousse nécessairement les ouvriers à l'autodéfense. Dans les pays européens les plus avancés, il arrive maintenant encore que la dénonciation des conditions scandaleuses de travail dans un « métier » désuet ou dans une branche du travail à domicile oubliée de tous, donne l'éveil à la conscience de classe, à la lutte syndicale et à la diffusion du socialisme *.

La grande majorité des social-démocrates russes a été, ces derniers temps, presque entièrement absorbée par l'or-

* Dans ce chapitre, nous parlons uniquement de la lutte *politique* et de la façon plus large ou plus étroite dont on la conçoit. C'est pourquoi nous ne signalerons qu'en passant, à titre de curiosité, le reproche que fait le *Rabotchélé Diélo* à l'*Iskra* de « réserve excessive » à l'égard de la lutte économique (*Deux congrès*, p. 27, rabâché par Martynov dans sa brochure *La social-démocratie et la classe ouvrière*). Si MM. les accusateurs mesuraient (comme ils aiment le faire) en kilos ou en feuilles d'impression la rubrique de la vie économique de l'*Iskra*, pendant une année, et la comparaient à la même rubrique du *Rabotchélé Diélo* et de la *Rabotchaïa Mysl* réunis, ils constateraient sans peine, que, même sous ce rapport, ils sont en retard sur nous. Chose évidente, c'est que le sentiment de cette simple vérité les fait recourir à des arguments qui montrent nettement leur trouble. « Qu'elle le veuille ou non (!), écrivent-ils, l'*Iskra* est obligée (!) de tenir compte des besoins impérieux de l'existence et d'insérer tout au moins (!!) des correspondances sur le mouvement ouvrier » (*Deux congrès*, p. 27). En fait d'argument-massue contre nous, c'en est un !

ganisation de ces divulgations d'usines. Il suffit de songer à la *Rabotchaïa Mysl* pour voir jusqu'où allait cette absorption ; on oubliait qu'au fond cette activité n'était pas encore en *elle-même* social-démocrate, mais seulement trade-unioniste. Les divulgations ne concernaient, au fond, que les rapports des ouvriers d'une *profession donnée* avec leurs patrons, et n'avaient d'autre résultat que d'apprendre à ceux qui vendaient leur force de travail, à vendre plus avantageusement cette « marchandise » et à lutter contre l'acheteur sur le terrain d'une transaction purement commerciale. Ces divulgations (à condition d'être convenablement utilisées par l'organisation des révolutionnaires) pouvaient servir de point de départ et d'élément constitutif de l'action social-démocrate ; mais elles pouvaient aussi (et même devaient, si l'on s'inclinait devant la spontanéité) aboutir à la lutte « uniquement professionnelle » et à un mouvement ouvrier non social-démocrate. La social-démocratie dirige la lutte de la classe ouvrière, non seulement pour obtenir des conditions avantageuses dans la vente de la force de travail, mais aussi pour l'abolition de l'ordre social qui oblige les non-possédants à se vendre aux riches. La social-démocratie représente la classe ouvrière dans ses rapports non seulement avec un groupe donné d'employeurs, mais aussi avec toutes les classes de la société contemporaine, avec l'Etat comme force politique organisée. Il s'ensuit donc que les social-démocrates ne peuvent se limiter à la lutte économique, mais aussi qu'ils ne peuvent admettre que l'organisation des divulgations économiques constitue le plus clair de leur activité. Nous devons entreprendre activement l'éducation politique de la classe ouvrière, travailler à développer sa conscience politique. Sur ce point, après la première offensive de la *Zaria* et de l'*Iskra* contre l'économisme, « tous sont d'accord » *maintenant* (accord parfois seulement verbal, comme nous le verrons tout à l'heure).

La question se pose : en quoi donc doit consister l'éducation politique ? Peut-on se borner à propager l'idée que la classe ouvrière est hostile à l'autocratie ? Certes, non. Il ne suffit pas *d'éclairer* les ouvriers sur leur oppression politique (comme il ne suffisait pas de les *éclairer* sur l'opposition de leurs intérêts à ceux du patronat). Il faut faire

de l'agitation à propos de chaque manifestation concrète de cette oppression (comme nous l'avons fait pour les manifestations concrètes de l'oppression économique). Or, comme *cette* oppression s'exerce sur les classes les plus diverses de la société, se manifeste dans les domaines les plus divers de la vie et de l'activité professionnelle, civile, privée, familiale, religieuse, scientifique, etc., etc., n'est-il pas évident que *nous n'accomplirons pas notre tâche* qui est de développer la conscience politique des ouvriers, si *nous ne nous chargeons pas* d'organiser *une ample campagne politique de dénonciation* de l'autocratie ? En effet, pour faire de l'agitation au sujet des manifestations concrètes d'oppression, il faut dénoncer ces manifestations (de même que pour mener l'agitation économique, il fallait dénoncer les abus commis dans les usines).

C'est clair, je pense. Mais il s'avère justement que la nécessité de développer *amplement* la conscience politique n'est reconnue « de tous » qu'en paroles. Il se trouve qu'ici le *Rabotchéié Diélo*, par exemple, loin de se charger d'organiser lui-même une vaste campagne de dénonciations politiques (ou de prendre l'initiative en vue de cette organisation) s'est mis à *tirer en arrière l'« Iskra »* elle-même, qui s'était attelée à cette tâche. Ecoutez plutôt : « La lutte politique de la classe ouvrière n'est que » (justement, elle n'est pas que) « la forme la plus développée, la plus large et la plus effective de la lutte économique » (programme du *Rabotchéié Diélo*, *R.D.* n° 1, p. 3). « Maintenant il s'agit pour les social-démocrates de savoir comment donner à la lutte économique elle-même, autant que possible, un caractère politique » (Martynov, dans le n° 10, p. 42). « La lutte économique est le moyen le plus largement applicable pour entraîner les masses dans la lutte politique active » (résolution du congrès de l'Union et « amendements » : *Deux congrès*, pp. 11 et 17). Le *Rabotchéié Diélo*, comme on voit, depuis sa naissance jusqu'aux dernières « instructions à la rédaction », a toujours été pénétré de ces thèses, qui toutes expriment évidemment un point de vue unique sur l'agitation et la lutte politiques. Considérez ce point de vue sous l'angle de l'opinion qui règne chez tous les économistes, opinion selon laquelle l'agitation politique doit *suivre* l'agitation économique. Est-il vrai que la lutte

économique soit en général * « le moyen le plus largement applicable » pour entraîner les masses dans la lutte politique ? C'est absolument faux. *Toutes* les manifestations, *quelles qu'elles soient*, de l'oppression policière et de l'arbitraire absolutiste, et non pas seulement celles qui sont liées à la lutte économique, sont un moyen non moins « largement applicable » pour un pareil « entraînement ». Pourquoi les *zemskié natchalniki* et les punitions corporelles infligées aux paysans, la corruption des fonctionnaires et la façon dont la police traite le « bas peuple » des villes, la lutte contre les affamés, la campagne de haine contre l'aspiration du peuple aux lumières et à la science, l'extorsion des impôts, la persécution des sectes, le dressage des soldats et le régime de caserne infligé aux étudiants et aux intellectuels libéraux, — pourquoi toutes ces manifestations de l'oppression et mille autres encore, qui ne sont pas liées directement à la lutte « économique », seraient-elles en général des moyens et des occasions *moins* « largement applicables » d'agitation politique, d'entraînement de la masse à la lutte politique ? Tout au contraire : dans la somme totale des occasions quotidiennes où l'ouvrier souffre (pour lui-même ou pour ses proches) de son asservissement, de l'arbitraire et de la violence, les cas d'oppression policière, s'appliquant précisément à la lutte professionnelle ne sont, certainement, que peu nombreux. Pourquoi alors *restreindre* à l'avance l'envergure de la propagande politique en ne proclamant « le plus largement applicable » qu'*un seul* moyen à côté duquel, pour le social-démocrate, il devrait y en avoir d'autres qui, d'une façon générale, ne sont pas moins « largement applicables » ?

* Nous disons « en général », car le *Rabotchélé Dièlo*, en l'occurrence, traite des principes généraux et des tâches générales de l'ensemble du Parti. Certes, pratiquement, il est des cas où le politique *doit* effectivement venir après l'économique, mais il n'y a que les économistes pour parler de cela dans une résolution destinée à toute la Russie. Il se présente aussi des cas où l'on *peut*, « dès le début », mener une agitation politique « seulement sur le terrain économique » ; néanmoins, le *Rabotchélé Dièlo* a été amené à conclure que « cela n'est nullement nécessaire » (*Deux congrès*, p. 11). Dans le chapitre suivant, nous montrerons que la tactique des « politiques » et des révolutionnaires, loin de méconnaître les tâches trade-unionistes de la social-démocratie, est seule capable d'*assurer* l'accomplissement méthodique de ces tâches.

A une époque depuis longtemps, longtemps révolue (il y a un an de cela !...) le *Rabotchéié Diélo* écrivait : « Les revendications politiques immédiates deviennent accessibles à la masse après une ou, au pis aller, après plusieurs grèves », « dès que le gouvernement fait donner la police et la gendarmerie » (n° 7, p. 15, *août* 1900). Cette théorie opportuniste des stades a été dès maintenant repoussée par l'Union qui nous fait une concession, en déclarant : « il n'est nul besoin, dès le début, de faire de l'agitation politique uniquement sur le terrain économique » (*Deux congrès*, p. 11). Cette seule négation par l'« Union » d'une partie de ses anciens errements, montrera au futur historien de la social-démocratie russe mieux que toute sorte de longues dissertations, à quel abaissement nos économistes ont conduit le socialisme ! Mais quelle naïveté ç'a été de la part de l'Union d'imaginer qu'au prix de cet abandon d'une forme de rétrécissement de la politique, on pourrait nous faire accepter une autre forme de rétrécissement ! N'aurait-il pas été plus logique de dire ici encore qu'il faut soutenir une lutte économique aussi large que possible ; qu'il faut toujours l'utiliser aux fins d'agitation politique, mais qu'il « n'est nul besoin » de considérer la lutte économique comme le moyen *le plus* largement applicable pour entraîner la masse à la lutte politique active ?

L'Union considère comme chose d'importance le fait d'avoir substitué l'expression « le moyen le plus largement applicable » à l'expression « le meilleur moyen », qui figure dans la résolution correspondante du IVe congrès de l'Union ouvrière juive (Bund). A la vérité, nous serions embarrassé de dire laquelle de ces deux résolutions est la meilleure : à notre avis elles sont *plus mauvaises l'une et l'autre*. L'Union comme le Bund s'égarent (peut-être même en partie inconsciemment, sous l'influence de la tradition) sur une interprétation économiste, trade-unioniste de la politique. Que la chose se fasse au moyen des mots « le meilleur » ou « le plus largement applicable », au fond, cela ne change rien à l'affaire. Si l'Union avait dit que « l'agitation politique sur le terrain économique » est le moyen le plus largement appliqué (et non « applicable »), elle aurait raison pour une certaine période de développement de notre mouvement social-démocrate. Elle aurait raison

précisément en ce qui concerne les *économistes*, en ce qui concerne beaucoup (sinon la plupart) des praticiens de 1898-1901 ; en effet, ces économistes-praticiens *appliquaient* l'agitation politique (si tant est qu'ils l'aient appliquée d'une façon quelconque), *presque exclusivement sur le terrain économique*. Comme nous l'avons vu, la *Rabotchaïa Mysl* et le « Groupe de l'autolibération » admettaient, eux aussi, et même recommandaient une agitation politique de *ce genre* ! Le « *Rabotchéié Diélo* » *devait condamner résolument* le fait que l'agitation économique, utile en elle-même, était accompagnée d'un rétrécissement nuisible de la lutte politique ; or, au lieu de cela, il proclame le moyen le plus app*liqué* (*par les économistes*) comme le plus app*licable* ! Il n'est pas étonnant que, lorsque nous donnons à ces hommes le nom d'économistes, il ne leur reste plus rien à faire que de nous prendre violemment à partie et de nous traiter de « mystificateurs », et de « désorganisateurs », et de « nonces du pape », et de « calomniateurs » *, de se lamenter devant tous et chacun que nous leur avons infligé un sanglant affront, et de déclarer presque en jurant leurs grands dieux : « décidément, aujourd'hui aucune organisation social-démocrate n'est entachée d'économisme ** ». Ah, ces calomniateurs, ces méchants politiciens ! N'ont-ils pas fait exprès d'inventer tout cet économisme pour infliger aux gens, du seul fait de leur haine de l'humanité, des affronts sanglants ?

Quel est dans la bouche de Martynov le sens concret, réel de la tâche qu'il assigne à la social-démocratie : « Donner à la lutte économique elle-même un caractère politique » ? La lutte économique est la lutte collective des ouvriers contre le patronat, pour *vendre* avantageusement leur *force de travail*, pour améliorer leurs conditions de travail et d'existence. Cette lutte est nécessairement une lutte professionnelle, parce que les conditions de travail sont extrêmement variées selon les professions et, partant, la lutte pour l'*amélioration* de ces conditions doit forcément être menée par profession (par les syndicats en Occident,

* Expressions authentiques de la brochure *Deux congrès*, pp. 31, 32, 28 et 30.

** *Deux congrès*, p. 32.

par les unions professionnelles provisoires, au moyen de feuilles volantes en Russie, etc.). Donner « à la lutte économique elle-même un caractère politique », c'est donc chercher à faire aboutir les mêmes revendications professionnelles, à améliorer les conditions de travail dans chaque profession par des « mesures législatives et administratives » (comme s'exprime Martynov à la page suivante, 43, de son article). C'est précisément ce que font et ont toujours fait tous les syndicats ouvriers. Lisez l'ouvrage de savants sérieux (et d'opportunistes « sérieux ») comme les époux Webb, et vous verrez que depuis longtemps les syndicats ouvriers d'Angleterre ont compris et accomplissent la tâche qui est de « donner à la lutte économique elle-même un caractère politique » ; que depuis très longtemps ils luttent pour la liberté des grèves, la suppression des obstacles juridiques de tout genre et de tout ordre au mouvement coopératif et syndical, la promulgation de lois pour la protection de la femme et de l'enfant, l'amélioration des conditions du travail par une législation sanitaire, industrielle, etc.

Ainsi donc, sous son aspect « terriblement » profond et révolutionnaire, la phrase pompeuse : « Donner à la lutte économique *elle-même* un caractère politique », dissimule en réalité la tendance traditionnelle à *rabaisser* la politique social-démocrate au niveau de la politique trade-unioniste ! Sous couleur de corriger l'étroitesse de l'*Iskra*, qui préfère — voyez-vous — « révolutionner le dogme plutôt que révolutionner la vie * », on nous sert comme quelque chose de nouveau la *lutte pour les réformes économiques*. En réalité, la phrase : « Donner à la lutte économique elle-même un caractère politique » n'implique rien de plus que la lutte pour les réformes économiques. Et Martynov lui-même aurait pu arriver à cette conclusion guère subtile s'il avait médité à fond ses propres paroles. « Notre parti, dit-il

* *Rabotchéïé Dïélo*, n° 10, p. 60. C'est la variante apportée par Martynov à l'application de la thèse : « Tout pas fait en avant, toute progression réelle, importe plus qu'une douzaine de programmes », application faite à l'état chaotique actuel de notre mouvement, et que nous avons déjà caractérisée plus haut. Au fond, ce n'est que la traduction russe de la fameuse phrase de Bernstein : « Le mouvement est tout, le but final n'est rien ».

en braquant son arme la plus terrible contre l'*Iskra*, pourrait et devrait exiger du gouvernement des mesures législatives et administratives concrètes contre l'exploitation économique, le chômage, la famine, etc. » (*Rabotchéié Diélo*, n° 10, pp. 42-43). Revendiquer des mesures concrètes, n'est-ce pas revendiquer des réformes sociales ? Et nous prenons une fois encore à témoin le lecteur impartial : calomnions-nous les rabotchédieltsy (que l'on me pardonne ce vocable disgracieux en usage !) en les qualifiant de bernsteiniens déguisés lorsqu'ils prétendent que leur *désaccord* avec l'*Iskra* porte sur la nécessité de lutter pour des réformes économiques?

La social-démocratie révolutionnaire a toujours compris et comprend dans son activité la lutte pour les réformes. Mais elle use de l'agitation « économique » non seulement pour exiger du gouvernement des mesures de toute sorte, mais aussi (et surtout) pour exiger de lui qu'il cesse d'être un gouvernement autocratique. En outre, elle croit devoir présenter au gouvernement cette revendication *non seulement* sur le terrain de la lutte économique, mais aussi sur le terrain de toutes les manifestations, quelles qu'elles soient, de la vie politique et sociale. En un mot, elle subordonne la lutte pour les réformes, comme la partie au tout, à la lutte révolutionnaire pour la liberté et le socialisme. Martynov, lui, ressuscite sous une forme différente la théorie des stades et s'efforce de prescrire à la lutte politique de prendre résolument une voie pour ainsi dire économique. Préconisant, lors de la poussée révolutionnaire, la lutte pour les réformes comme une « tâche » soi-disant spéciale, il tire le parti en arrière et fait le jeu de l'opportunisme « économiste » et libéral.

Poursuivons. Après avoir pudiquement dissimulé la lutte pour les réformes sous la formule pompeuse : « Donner à la lutte économique elle-même un caractère politique », Martynov a mis en avant comme quelque chose de particulier, les *seules réformes économiques* (et même les seules réformes à l'intérieur de l'usine). Pourquoi a-t-il fait cela ? Nous l'ignorons. Peut-être par mégarde ? Mais s'il n'avait pas songé uniquement aux réformes « usinières », toute sa thèse, que nous venons de citer plus haut, perdrait son sens. Peut-être parce qu'il ne juge possibles et probables de la part du gouvernement que les « concessions » dans le do-

maine économique * ? Si oui, c'est une étrange erreur : les concessions sont possibles et se font aussi dans le domaine législatif, quand il s'agit d'appliquer les verges, quand il s'agit de passeports, de rachats, de sectes, de la censure, etc., etc. Les concessions (ou pseudo-concessions) « économiques » sont évidemment les moins chères et les plus avantageuses pour le gouvernement, car il espère par là gagner la confiance des masses ouvrières. Mais c'est précisément pourquoi nous, les social-démocrates, *ne devons* en aucune façon et absolument en rien donner lieu à cette opinion (ou à un malentendu) que les réformes économiques nous tiennent prétendument le plus à cœur et que nous les considérons comme les plus importantes, etc. « De telles revendications — dit Martynov parlant des mesures législatives et administratives concrètes qu'il a formulées plus haut — ne seraient pas un son creux, parce que, promettant des résultats tangibles, elles pourraient être activement soutenues par la masse ouvrière »... Nous ne sommes pas des économistes, oh non ! Simplement, nous rampons devant la « tangibilité » des résultats concrets aussi servilement que le font MM. Bernstein, Prokopovitch, Strouvé, R.M. et *tutti quanti* ! Simplement nous laissons entendre (avec Narcisse Touporylov) que tout ce qui ne « promet pas de résultats tangibles » n'est qu'un « son creux » ! Simplement nous nous exprimons comme si la masse ouvrière était incapable (et n'avait pas dès à présent prouvé sa capacité, en dépit de ceux qui rejettent sur elle leur propre philistinisme) de soutenir activement *toute* protestation contre l'autocratie, même celle qui *ne lui promet absolument aucun résultat tangible* !

Prenons les seuls exemples rappelés par Martynov lui-même, relatifs aux « mesures » contre le chômage et la famine. Tandis que le *Rabotchéié Diélo* travaille, à en croire ses promesses, à élaborer et à mettre au point des « revendications concrètes (sous forme de projets de loi ?) concernant des mesures législatives et administratives » « promettant des résultats tangibles », pendant ce temps

* P. 43 : « Si nous recommandons aux ouvriers de présenter certaines revendications économiques au gouvernement, c'est évidemment parce que, dans le domaine *économique*, le gouvernement autocratique est prêt, par nécessité, à faire certaines concessions. »

l'*Iskra*, qui « préfère invariablement révolutionner le dogme plutôt que de révolutionner la vie », s'est attachée à expliquer la liaison étroite entre le chômage et tout le régime capitaliste, avertissait que la « famine est en marche », dénonçait la « lutte contre les affamés » engagée par la police et les scandaleux « règlements provisoires draconiens » pendant ce temps la *Zaria* lançait un tiré à part, à titre de brochure de propagande, une partie de la *Revue de la situation intérieure* * consacrée à la famine. Mais, grand Dieu, combien « unilatéraux » étaient en ce cas les orthodoxes incorrigiblement étroits, les dogmatistes sourds aux injonctions de la « vie même » ! Aucun de leurs articles ne contenait — ô horreur ! — *aucune*, vous vous rendez compte : absolument aucune « revendication concrète », « promettant des résultats tangibles » ! Les malheureux dogmatistes ! Envoyons-les à l'école des Kritchevski et Martynov pour les convaincre que la tactique est un processus de croissance, de ce qui croît, etc., et qu'il faut conférer à la lutte économique *e l l e-m ê m e* un caractère politique !

« Outre son importance révolutionnaire directe, la lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement (« la lutte *économique* contre le gouvernement » !!) a encore l'utilité d'inciter les ouvriers à penser constamment qu'ils sont frustrés de leurs droits politiques » (Martynov, p. 44). Ce n'est pas afin de répéter pour la centième et la millième fois ce que nous avons dit plus haut que nous citons cette phrase, mais afin de remercier tout particulièrement Martynov de cette nouvelle et excellente formule : « La lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement ». Quelle merveille ! Avec quel talent inimitable, avec quelle magistrale élimination de tous les différends partiels, de toutes les variétés de nuances entre économistes, se trouve exprimée ici, en une proposition brève et limpide, *toute l'essence* de l'économisme, depuis l'appel conviant les ouvriers à la « lutte politique qu'ils mènent dans l'intérêt général en vue d'améliorer le sort de tous les ouvriers **, en passant par la théorie des stades pour finir par la résolution du congrès sur le « moyen le

* Voir le présent tome, pp. 255-256. (*N. R.*)
** *Rabotchaïa Mysl*, « Supplément spécial », p. 14.

plus largement applicable », etc. « La lutte économique contre le gouvernement » est précisément la politique trade-unioniste, qui est encore très, très loin de la politique social-démocrate.

b) COMMENT MARTYNOV A APPROFONDI PLÉKHANOV

« Quelle quantité de Lomonossov social-démocrates ont fait chez nous leur apparition depuis quelque temps ! » a fait remarquer un jour un camarade, entendant par là l'inclination surprenante de beaucoup de ceux qui penchent vers l'économisme à parvenir absolument « par leur propre intelligence » aux grandes vérités (telle, par exemple, que la lutte économique incite les ouvriers à penser qu'ils sont frustrés de leurs droits), tout en méconnaissant, avec ce souverain mépris propre au talent-né, tout ce qu'a donné déjà le développement antérieur de la pensée et du mouvement révolutionnaires. Ce talent-né, c'est justement Lomonossov-Martynov. Voyez un peu son article : « Les questions immédiates » et vous verrez comment il *parvient* « par sa propre intelligence » à ce qui depuis longtemps a été dit par Axelrod (à propos duquel notre Lomonossov, bien entendu, garde un silence absolu) ; comment il *commence*, par exemple, à comprendre que nous ne pouvons méconnaître l'esprit d'opposition de telles ou telles couches de la bourgeoisie (*R.D.* n° 9, pp. 61, 62, 71 — comparez à la « Réponse » de la rédaction du *R.D.* à Axelrod, pp. 22, 23-24), etc. Mais, hélas ! il ne fait que « parvenir » et que « commencer », pas plus ; car il a encore si peu compris cependant la pensée d'Axelrod, qu'il parle de la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement ». Au cours de trois ans (1898-1901) le *Rabotchéié Diélo* a fait effort pour comprendre Axelrod, et pourtant il ne l'a pas compris ! Cela tient peut-être aussi à ce que la social-démocratie, « pareille à l'humanité », ne se pose toujours que des tâches réalisables ?

Mais les Lomonossov n'ont pas seulement ceci de particulier qu'ils ignorent bien des choses (ce ne serait que demi-mal !) ; ils ne se rendent pas compte de leur ignorance. C'est là un vrai malheur, et ce malheur les incite à entreprendre d'emblée d'« approfondir » Plékhanov.

« Depuis que Plékhanov a écrit l'opuscule en question (*Les tâches des socialistes dans la lutte contre la famine en Russie*), il a coulé beaucoup d'eau, raconte Lomonossov-Martynov. Les social-démocrates qui ont dirigé pendant dix ans la lutte économique de la classe ouvrière... n'ont pas encore eu le temps de donner un large fondement théorique à la tactique du Parti. Maintenant cette question est venue à maturité, et si nous voulions donner un tel fondement théorique, nous devrions à coup sûr approfondir considérablement les principes tactiques qu'a développés jadis Plékhanov... Nous devrions maintenant faire la différence entre la propagande et l'agitation autrement que ne la fait Plékhanov. (Martynov vient de rapporter les mots de Plékhanov : « Le propagandiste inculque beaucoup d'idées à une seule personne ou à un petit nombre de personnes ; l'agitateur, lui, n'inculque qu'une seule idée ou qu'un petit nombre d'idées ; en revanche il les inculque à toute une masse de personnes »). « Par propagande nous entendrions l'explication révolutionnaire du régime actuel tout entier, ou de ses manifestations partielles, qu'elle soit faite sous une forme accessible à quelques individus seulement ou à la masse profonde, peu importe. Par agitation, au sens strict du mot (*sic*), nous entendrions le fait d'appeler les masses à certains actes concrets, le fait de contribuer à l'intervention révolutionnaire directe du prolétariat dans la vie sociale. »

Nos félicitations à la social-démocratie russe — et internationale — qui reçoit ainsi, grâce à Martynov, une nouvelle terminologie plus stricte et plus profonde. Jusqu'à présent, nous pensions (avec Plékhanov et tous les chefs du mouvement ouvrier international) qu'un propagandiste, s'il traite par exemple le problème du chômage, doit expliquer la nature capitaliste des crises, montrer ce qui les rend inévitables dans la société moderne, montrer la nécessité de la transformation de cette société en société socialiste, etc. En un mot, il doit donner « beaucoup d'idées », un si grand nombre d'idées que, du premier coup, toutes ces idées prises dans leur ensemble ne pourront être assimilées que par un nombre (relativement) restreint de personnes. Traitant la même question, l'agitateur, lui, prendra le fait le plus connu de ses auditeurs et le plus frappant, par exemple une famille de chômeurs morte de faim, l'indigence croissante, etc., et, s'appuyant sur ce fait connu de tous, il mettra tous ses efforts à donner à la « masse » une *seule idée* : celle de la contradiction absurde entre l'accroissement de la richesse et l'accroissement de la misère ; il s'efforcera *de susciter* le mécontentement, l'indignation de la masse contre cette injustice criante, laissant au propagandiste le soin de donner

une explication complète de cette contradiction. C'est pourquoi le propagandiste agit principalement par l'*écrit*, l'agitateur de *vive* voix. D'un propagandiste, on n'exige pas les mêmes qualités que d'un agitateur. Nous dirons de Kautsky et de Lafargue, par exemple, qu'ils sont des propagandistes, tandis que Bebel et Guesde sont des agitateurs. Distinguer un troisième domaine ou une troisième fonction de l'activité pratique, fonction qui consisterait à « appeller les masses à certains actes concrets », est la plus grande des absurdités, car l'« appel » sous forme d'acte isolé, ou bien est le complément naturel et inévitable du traité théorique, de la brochure de propagande, du discours d'agitation, ou bien est une fonction d'exécution pure et simple. En effet, prenons par exemple la lutte actuelle des social-démocrates allemands contre les droits de douane sur les grains. Les théoriciens rédigent des études spéciales sur la politique douanière, où ils « appellent », disons, à lutter pour des traités de commerce et pour la liberté du commerce; le propagandiste en fait autant dans une revue, et l'agitateur dans des discours publics. Les « actes concrets » de la masse sont, en l'occurrence, la signature d'une pétition adressée au Reichstag contre la majoration des droits sur les grains. L'appel à cette action émane indirectement des théoriciens, des propagandistes et des agitateurs, et directement des ouvriers qui colportent les listes de pétition dans les fabriques et au domicile des particuliers. De « la terminologie de Martynov », il résulte que Kautsky et Bebel seraient tous deux des propagandistes et les colporteurs de listes des agitateurs. C'est bien cela ?

Cet exemple des Allemands me fait penser au mot allemand *Verbalhornung*, littéralement : « balhornisation ». Jean Balhorn était un éditeur qui vivait au XVIe siècle, à Leipzig ; il publia un abécédaire où, selon l'habitude, figurait, entre autres images, un coq ; mais ce coq, il le représentait sans ergots et avec deux œufs près de lui. Sur la couverture, il avait ajouté : « *Edition corrigée* de Jean Balhorn. » Depuis ce temps-là, les Allemands qualifient de *Verbalhornung* une « correction » qui, en fait, est le contraire d'une amélioration. L'histoire de Balhorn me revient malgré moi à l'esprit lorsque je vois comment les Martynov « approfondissent » Plékhanov...

Pourquoi notre Lomonossov a-t-il « imaginé » cette terminologie confuse ? Pour montrer que l'*Iskra*, « de même que Plékhanov il y a une quinzaine d'années, ne considère qu'un côté des choses » (39). « Dans l'*Iskra*, pour l'instant du moins, les tâches de la propagande relèguent à l'arrière-plan celles de l'agitation » (52). Si l'on traduit cette dernière thèse de la langue de Martynov en langage humain (car l'humanité n'a pas encore eu le temps d'adopter la terminologie qui vient d'être découverte), on obtient ce qui suit : dans l'*Iskra*, les tâches de la propagande et de l'agitation politique relèguent à l'arrière-plan celle qui consiste « à poser au gouvernement des revendications concrètes de mesures législatives et administratives » « promettant des résultats tangibles » (autrement dit, des revendications de réformes sociales, s'il est permis au moins une petite fois encore d'employer l'ancienne terminologie de l'ancienne humanité, qui n'est pas encore parvenue à la hauteur de Martynov). Que le lecteur compare à cette thèse la tirade suivante :

« Ce qui nous frappe dans ces programmes » (les programmes des social-démocrates révolutionnaires), « c'est qu'ils mettent constamment au premier plan les avantages de l'action des ouvriers au Parlement (inexistant chez nous) et méconnaissent totalement (par suite de leur nihilisme révolutionnaire) l'importance qu'aurait la participation des ouvriers aux assemblées législatives patronales — existantes chez nous — dans les affaires de l'usine... ou même simplement leur participation à l'administration municipale »...

L'auteur de cette tirade exprime un peu plus ouvertement, avec un peu plus de clarté et de franchise, cette même idée à laquelle Lomonossov-Martynov est arrivé par sa propre intelligence. Cet auteur, c'est R.M. du « Supplément spécial à la *Rabotchaïa Mysl* » (p. 15).

c) LES RÉVÉLATIONS POLITIQUES ET « L'ÉDUCATION DE L'ACTIVITÉ RÉVOLUTIONNAIRE »

Dressant contre l'*Iskra* sa « théorie » de « l'élévation de l'activité de la masse ouvrière », Martynov a dévoilé en fait sa tendance à *rabaisser* cette activité, en déclarant que le moyen à préférer, particulièrement important, « le plus

largement applicable », de la susciter, le champ de cette activité était cette même lutte économique devant laquelle rampaient tous les économistes. Erreur caractéristique, car elle est loin d'être propre au seul Martynov. En réalité, une « élévation de l'activité de la masse ouvrière » est possible *uniquement que si nous ne nous bornons pas* à « l'agitation politique sur le terrain économique ». Or, l'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans *tous* les domaines. Seules ces révélations *peuvent* former la conscience politique et susciter l'activité révolutionnaire des masses. C'est pourquoi cette activité est une des fonctions les plus importantes de la social-démocratie internationale tout entière, car même la liberté politique ne supprime nullement les révélations, mais en modifie seulement un peu la direction. Ainsi le parti allemand, grâce à l'énergie constante avec laquelle il poursuit sa campagne de révélations politiques, fortifie particulièrement ses positions et étend son influence. La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre *tout* abus, *toute* manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, *quelles que soient les classes* qui en sont victimes ; à réagir justement du point de vue social-démocrate, et non de quelque autre point de vue. La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et des événements politiques concrets et d'actualité brûlante pour observer *chacune* des autres classes sociales dans *toutes* les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique ; s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à *toutes* les formes de l'activité et de la vie de *toutes* les classes, catégories et groupes de la population. Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social-démocrate ; car, pour bien se connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de *toutes* les classes de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie

politique. Voilà pourquoi nos économistes qui prêchent la lutte économique comme moyen le plus largement applicable pour entraîner les masses dans le mouvement politique, font œuvre profondément nuisible et profondément réactionnaire dans ses résultats pratiques. Pour devenir social-démocrate, l'ouvrier doit se représenter clairement la nature économique, la physionomie politique et sociale du gros propriétaire foncier et du pope, du dignitaire et du paysan, de l'étudiant et du vagabond, connaître leurs côtés forts et leurs côtés faibles, voir clair dans les formules courantes et les sophismes de toute sorte, dont chaque classe et chaque couche sociale *recouvre* ses appétits égoïstes et sa « nature » véritable ; savoir distinguer tels ou tels intérêts que reflètent les institutions et les lois et comment elles les reflètent. Or, ce n'est pas dans les livres que l'ouvrier pourra puiser cette « représentation claire » : il ne la trouvera que dans des exposés vivants, dans des révélations encore toutes chaudes sur ce qui se passe à un moment donné autour de nous, dont tous et chacun parlent ou chuchotent entre eux, ce qui se manifeste dans tels ou tels faits, chiffres, verdicts, et ainsi de suite à l'infini. Ces révélations politiques embrassant tous les domaines sont la condition nécessaire et *fondamentale* pour éduquer les masses en vue de leur activité révolutionnaire.

Pourquoi l'ouvrier russe manifeste-t-il encore si peu son activité révolutionnaire face aux violences sauvages exercées par la police contre le peuple, face à la persécution des sectes, aux voies de fait sur les paysans, aux abus scandaleux de la censure, aux tortures infligées aux soldats, à la guerre faite aux initiatives les plus anodines en matière de culture et ainsi de suite ? Serait-ce parce que la « lutte économique » ne l'y « incite pas », parce que cela lui « promet » peu de « résultats tangibles », lui donne peu de résultats « positifs » ? Non, prétendre cela c'est, nous le répétons, vouloir s'en prendre à autrui de ses propres fautes, s'en prendre à la masse ouvrière de son propre philistinisme (ou bernsteinisme). Si jusqu'à présent, nous n'avons pas su organiser des campagnes de dénonciations suffisamment larges, éclatantes et rapides contre toutes ces infamies, la faute en est à nous, à notre retard sur le mouvement des masses. Que nous le fassions (nous devons et

pouvons le faire), et l'ouvrier le plus arriéré comprendra *ou sentira* que l'étudiant et le sectaire, le moujik et l'écrivain, sont en butte aux injures et à l'arbitraire de la même force ténébreuse qui l'opprime et pèse sur lui à chaque pas, durant toute sa vie ; et, ayant senti cela, il voudra, il voudra irrésistiblement et saura réagir lui-même ; aujourd'hui, il « chahutera » les censeurs, demain il manifestera devant la maison du gouverneur qui aura réprimé une révolte paysanne, après-demain il corrigera les gendarmes en soutane qui font le travail de la sainte inquisition, etc. Nous avons encore fait très peu, presque rien pour *jeter* dans les masses ouvrières des révélations d'actualité portant sur tous les domaines. Beaucoup d'entre nous n'ont même pas encore conscience de cette *obligation* qui leur incombe, et ils se traînent aveuglément à la suite de la « lutte obscure, quotidienne » dans le cadre étroit de la vie d'usine. Dire dès lors : « l'*Iskra* a tendance à sous-estimer l'importance de la marche progressive de la lutte obscure, quotidienne, comparée à la propagande des idées brillantes et achevées (Martynov, p. 61)», c'est tirer le Parti en arrière, c'est défendre et glorifier notre manque de préparation, notre retard.

Quant à appeler les masses à l'action, cela se fera tout seul, dès qu'il y aura une agitation politique énergique, des révélations vivantes et précises. Prendre quelqu'un en flagrant délit et le flétrir immédiatement devant tous et partout, voilà qui agit plus efficacement que n'importe quel « appel », et agit souvent de façon qu'il est impossible, dans la suite, d'établir qui a précisément « appelé » la foule et qui précisément a mis en avant tel ou tel plan de manifestation, etc. Faire appel — non pas d'une façon générale, mais dans le sens propre du mot, on ne le peut que sur le lieu de l'action : on ne peut appeller les autres à agir que si l'on donne soi-même et immédiatement l'exemple. A nous, publicistes social-démocrates, d'approfondir, d'élargir et de renforcer les révélations politiques et l'agitation politique.

Au fait, en ce qui concerne les « appels ». Le *seul organe* qui, *avant* les événements du printemps, ait *appelé* les ouvriers à intervenir activement dans une question qui ne leur *promettait* absolument aucun *résultat tangible*, comme l'enrôlement forcé d'étudiants dans l'armée,

a été l'« Iskra ». Immédiatement après la publication de l'arrêté du 11 janvier sur « l'enrôlement forcé de 183 étudiants dans l'armée », « l'*Iskra* », *avant* toute manifestation, a publié un article à ce sujet (n° 2, février) * et *appelé* ouvertement « l'ouvrier à venir en aide à l'étudiant » ; elle a appelé le « peuple » à relever l'insolent défi du gouvernement. Nous demandons à tous et à chacun : comment et par quoi expliquer ce fait remarquable que Martynov, qui parle tant des « appels », qui érige même les « appels » en une forme spéciale d'activité, n'ait soufflé mot de *cet* appel ? N'est-ce pas du philistinisme, après cela, de la part de Martynov, que de déclarer l'« *Iskra* » *unilatérale* pour la seule raison qu'elle n'« appelle » pas suffisamment à lutter pour des revendications « qui promettent des résultats tangibles » ?

Nos économistes, y compris le *Rabotchéié Diélo*, ont eu du succès parce qu'ils se pliaient à la mentalité des ouvriers arriérés. Mais l'ouvrier social-démocrate, l'ouvrier révolutionnaire (le nombre de ces ouvriers augmente sans cesse) repoussera avec indignation toutes ces arguties sur la lutte pour des revendications « qui promettent des résultats tangibles », etc. ; car il comprendra que ce ne sont que des variations sur le vieux refrain du copeck d'augmentation par rouble. Cet ouvrier dira à ses conseilleurs de la *Rabotchaïa Mysl* et du *Rabotchéié Diélo* : Vous avez tort, Messieurs, de vous donner tant de peine et de vous mêler avec trop de zèle de choses dont nous nous acquittons nous-mêmes, et de vous dérober à l'accomplissement de vos propres devoirs. Il n'est pas du tout intelligent de dire, comme vous faites, que la tâche des social-démocrates est de donner un caractère politique à la lutte économique elle-même ; ceci n'est qu'un début, et ce n'est point là la tâche essentielle des social-démocrates ; car dans le monde entier, la Russie y comprise, *c'est souvent la police elle-même qui commence à donner* à la lutte économique un caractère politique ; les ouvriers apprennent eux-mêmes à comprendre pour qui est le gouvernement **. En effet,

* Voir Œuvres, t. 4, pp. 431-437. (*N. R.*)

** Exiger que l'on « donne à la lutte économique elle-même un caractère politique » traduit de la façon la plus frappante le *culte de*

« la lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement », que vous exaltez comme si vous aviez découvert une nouvelle Amérique, est menée dans quantité de trous perdus de la Russie par les ouvriers eux-mêmes, qui ont entendu parler de grèves, mais ignorent probablement tout du socialisme. Notre « activité » à nous autres ouvriers, activité que vous vous obstinez à vouloir soutenir en lançant des revendications concrètes qui promettent des résultats tangibles, existe déjà chez nous ; et dans notre action professionnelle ordinaire, de tous les jours, nous présentons nous-mêmes ces revendications concrètes, la plupart du temps sans aucune aide des intellectuels. Mais *cette* activité ne nous suffit pas ; nous ne sommes pas des enfants que l'on peut nourrir avec la bouillie de la seule politique « économique » ; nous voulons savoir tout ce que savent les autres, nous voulons connaître en détail *tous* les aspects de la vie politique, et participer *activement* à chaque événement politique. Pour cela il faut que les intellectuels nous répètent un peu moins ce que nous savons bien nous-mêmes *, et qu'ils nous donnent un peu plus

---

la spontanéité dans le domaine de l'activité politique. Très souvent, la lutte économique revêt un caractère politique de façon *spontanée*, c'est-à-dire sans l'intervention de ce « bacille révolutionnaire que sont les intellectuels », sans l'intervention des social-démocrates conscients. Ainsi, la lutte économique des ouvriers en Angleterre a revêtu, de même, un caractère politique sans la moindre participation des socialistes. Mais la tâche des social-démocrates ne se borne pas à l'agitation politique sur le terrain économique ; leur tâche est de *transformer* cette politique trade-unioniste en une lutte politique social-démocrate, de *profiter* des lueurs de conscience politique que la lutte économique a fait pénétrer dans l'esprit des ouvriers pour *élever* ces derniers à la conscience politique *social-démocrate*. Or, au lieu d'élever et de faire progresser la conscience politique qui s'éveille spontanément, les Martynov *se prosternent devant la spontanéité* et répètent, répètent souvent jusqu'à l'écœurement, que la lutte économique « incite » les ouvriers à penser qu'ils sont frustrés de leurs droits politiques chez eux. Il est regrettable que cet éveil spontané de la conscience politique trade-unioniste ne vous « *incite pas* », Messieurs, à penser à vos tâches de social-démocrates !

* Pour bien montrer que tout ce discours des ouvriers aux économistes n'est pas une pure invention de notre part, nous nous référerons à deux témoins connaissant assurément de près le mouvement ouvrier et le moins enclins à faire preuve de partialité pour nous, « dogmatistes », puisque l'un des témoins est un économiste (qui considère même le *Rabotchéié Dié-lo* comme un organe politique !) ; l'autre un terro-

de ce que nous ignorons encore, de ce que notre expérience « économique », à l'usine, ne nous apprendra jamais à savoir : les connaissances politiques. Ces connaissances, vous pouvez les acquérir, vous autres intellectuels, et il est de votre *devoir* de nous les fournir en quantité cent et mille fois plus grande que vous ne l'avez fait jusqu'ici, de nous les fournir non pas seulement sous forme de raisonnements, brochures et articles (auxquels il arrive souvent d'être — pardonnez-nous notre franchise ! — plutôt ennuyeux), mais absolument sous forme de *révélations* vivantes sur ce que notre gouvernement et nos classes dominantes font précisément à l'heure actuelle dans tous les domaines de la vie. Acquittez-vous donc avec un peu plus de zèle de cette tâche qui est la vôtre, et *parlez moins « d'élever l'activité de la masse ouvrière »*. De l'activité, nous en avons beaucoup plus que vous ne pensez, et nous savons soutenir par une lutte ouverte, par des combats de rue, même des revendications qui ne laissent entrevoir aucun « résultat tangible » ! Et ce n'est pas à vous d'« élever » notre activité, car l'*activité est justement ce qui vous manque.* Ne vous inclinez pas tant devant la spontanéité et songez un peu plus à élever *votre* activité à vous, Messieurs !

---

riste. Le premier est l'auteur d'un article remarquable de vie et de vérité : « Le mouvement ouvrier pétersbourgeois et les tâches pratiques de la social-démocratie » (*Rabotchéïé Dïélo* n° 6). Il divise les ouvriers en : 1° révolutionnaires conscients ; 2° catégorie intermédiaire et 3° le reste, la masse. Or la catégorie intermédiaire « s'intéresse souvent aux questions de la vie politique plutôt qu'à ses intérêts économiques directs, dont la liaison avec les conditions sociales générales a été comprise depuis longtemps »... La *Rabotchaïa Mysl* est « âprement critiquée » : « toujours la même chose, on le sait depuis longtemps, il y a longtemps que nous l'avons lu » ; « dans la rubrique politique, il n'y a toujours rien » (pp. 30-31). La troisième catégorie elle-même : « la classe ouvrière plus sensible, plus jeune, moins pervertie par le cabaret et l'église, n'ayant presque jamais la possibilité de se procurer un ouvrage politique, parle à tort et à travers des manifestations de la vie politique, médite sur les renseignements fragmentaires qui lui parviennent sur l'émeute des étudiants », etc. Quant au terroriste, il écrit : « ... Ils lisent une ou deux fois quelques menus faits de la vie d'usine dans les villes qu'ils ne connaissent pas, puis ils s'arrêtent là... Quel ennui... Ne pas parler de l'Etat dans un journal ouvrier... c'est traiter l'ouvrier en petit gosse... L'ouvrier n'est pas un gosse. » (*Svoboda*, organe du groupe révolutionnaire-socialiste, pp. 69 et 70.)

d) CE QU'IL Y A DE COMMUN ENTRE L'ÉCONOMISME ET LE TERRORISME

Nous avons confronté plus haut, dans une note, un économiste et un non-social-démocrate terroriste qui, par hasard, se sont trouvés être solidaires. Mais, d'une façon générale, il existe entre eux une liaison interne, non pas accidentelle, mais nécessaire, sur laquelle nous aurons à revenir justement à propos de l'éducation de l'activité révolutionnaire. Economistes et terroristes d'aujourd'hui ont une racine commune, savoir ce *culte de la spontanéité* dont nous avons parlé au chapitre précédent comme d'un phénomène général, et dont nous allons examiner l'influence sur l'action et la lutte politiques. Au premier abord, notre affirmation peut paraître paradoxale, si grande semble la différence entre ceux qui mettent au premier plan « la lutte obscure, quotidienne » et ceux qui appellent l'individu isolé à lutter avec le plus d'abnégation. Mais ce n'est point là un paradoxe. Economistes et terroristes s'inclinent devant deux pôles opposés de la tendance spontanée : les économistes, devant la spontanéité du « mouvement ouvrier pur » ; les terroristes, devant la spontanéité de l'indignation la plus ardente d'intellectuels qui ne savent pas ou ne peuvent pas conjuguer ensemble le travail révolutionnaire et le mouvement ouvrier. Il est difficile en effet à ceux qui ont perdu la foi en cette possibilité ou qui n'y ont jamais cru, de trouver une autre issue que le terrorisme à leur indignation et à leur énergie révolutionnaire. Ainsi donc, le culte de la spontanéité n'est, dans les deux tendances indiquées par nous, que le *commencement de la réalisation* du fameux programme du *Credo* ; les ouvriers mènent leur « lutte économique contre le patronat et le gouvernement » (que l'auteur du *Credo* nous pardonne d'exprimer sa pensée dans la langue de Martynov ! Nous nous jugeons en droit de le faire, puisque dans le *Credo* aussi il est dit que dans la lutte économique les ouvriers « affrontent le régime politique ») et les intellectuels mènent la lutte politique par leurs propres forces, naturellement au moyen de la terreur ! *Déduction* absolument logique et inévitable sur laquelle on ne saurait trop insister, *quand bien même ceux* qui commencent à réaliser ce programme *ne comprendraient pas eux-mêmes* le caractère inévitable de cette conclusion.

L'activité politique a sa logique, indépendante de la conscience de ceux qui, avec les meilleurs intentions du monde, ou bien font appel à la terreur, ou bien demandent que l'on donne à la lutte économique elle-même un caractère politique. L'enfer est pavé de bonnes intentions et, en l'occurrence, les bonnes intentions n'empêchent pas qu'on se laisse entraîner spontanément vers la « ligne du moindre effort », vers la ligne du programme *purement bourgeois* du Credo. En effet, ce n'est pas par hasard non plus que beaucoup de libéraux russes — libéraux déclarés ou libéraux portant le masque du marxisme — sympathisent de tout cœur avec le terrorisme et s'efforcent à l'heure actuelle de soutenir l'élan de la mentalité terroriste.

L'apparition du « groupe révolutionnaire-socialiste *Svoboda* » qui s'est assigné la tâche d'aider par tous les moyens le mouvement ouvrier, mais a inscrit *à son programme* le terrorisme ainsi que sa propre émancipation, pour ainsi dire, à l'égard de la social-démocratie, a confirmé une fois de plus la remarquable clairvoyance de P. Axelrod qui, *dès la fin de 1897*, avait *prédit à la lettre* ce résultat des flottements social-démocrates (« A propos des objectifs actuels et de la tactique ») et esquissé ses célèbres « Deux perspectives ». Toutes les discussions et divergences ultérieures entre les social-démocrates russes sont contenues, comme la plante dans la graine, dans ces deux perspectives *.

* Martynov « se représente un autre dilemme, plus réel (?)» (*La social-démocratie et la classe ouvrière*, p. 19) : « Ou bien la social-démocratie assume la direction immédiate de la lutte économique du prolétariat et la transforme par là (!) en lutte révolutionnaire de classe...» « Par là », c'est-à-dire probablement par la direction immédiate de la lutte économique. Que Martynov veuille bien indiquer où cela s'est vu que par le *seul fait* de diriger la lutte syndicale, on ait pu transformer le mouvement trade-unioniste en mouvement révolutionnaire de classe. Ne comprendra-t-il pas que, pour réaliser cette « transformation », nous devons nous mettre activement à la « direction immédiate » de l'agitation politique *sous toutes ses formes* ?... « Ou bien, cette autre perspective : la social-démocratie abandonne la direction de la lutte économique des ouvriers et, par là même... se rogne les ailes ». D'après l'opinion, citée plus haut, du *Rabotchétié Dié1o*, c'est l'*Iskra* qui « abandonne cette direction ». Mais, comme nous l'avons vu, l'*Iskra* fait *beaucoup plus que le « Rabotchétié Dié1o »* pour diriger la lutte économique, dont d'ailleurs elle ne se contente pas, et au nom de laquelle elle *ne restreint pas* ses tâches politiques.

On conçoit dès lors que le *Rabotchéïé Diélo*, qui n'a pas résisté à la spontanéité de l'économisme, n'a pu résister non plus à la spontanéité du terrorisme. Chose intéressante à noter, c'est l'argumentation originale que la *Svoboda* donne à l'appui du terrorisme. Elle « nie complètement » le rôle d'intimidation de la terreur (*Renaissance du révolutionnisme*, p. 64) ; par contre, elle met en valeur son « caractère excitatif ». Ceci est caractéristique d'abord comme un des stades de la désagrégation et de la décadence de ce traditionnel cercle d'idées (présocial-démocrate) qui faisait qu'on s'en tenait au terrorisme. Admettre que maintenant il est impossible d'« intimider » et, par suite, de désorganiser le gouvernement par le terrorisme, c'est au fond condamner complètement le terrorisme comme méthode de lutte, comme sphère d'activité consacrée par un programme. En second lieu, ce qui est encore plus caractéristique, comme un spécimen d'incompréhension de nos tâches urgentes dans l'« éducation de l'activité révolutionnaire des masses ». La *Svoboda* préconise le terrorisme comme moyen d'« exciter » le mouvement ouvrier, de lui imprimer une vigoureuse impulsion. Il serait difficile d'imaginer une argumentation se réfutant elle-même avec plus d'évidence ! On se demande : y aurait-il donc si peu de ces faits scandaleux dans la vie russe qu'il faille inventer des moyens d'« excitation » spéciaux ? D'autre part, il est évident que ceux qui ne sont excités ni excitables même par l'arbitraire russe, observeront également, « en se fourrant les doigts dans le nez », le duel du gouvernement avec une poignée de terroristes. Or, justement, les masses ouvrières sont très excitées par les infamies de la vie russe, mais nous ne savons pas recueillir, si l'on peut s'exprimer ainsi, et concentrer toutes les gouttes et les ruisselets de l'effervescence populaire, qui suintent à travers la vie russe en quantité infiniment plus grande que nous ne nous le représentons ni ne le croyons, mais qu'il importe de réunir en un *seul* torrent gigantesque. Que la chose soit réalisable, c'est ce que prouve irréfutablement l'essor prodigieux du mouvement ouvrier et la soif, notée déjà plus haut, que manifestent les ouvriers pour la littérature politique. Pour ce qui est des appels au terrorisme, ainsi que des appels pour donner à la lutte économique elle-même un caractère poli-

tique, ce ne sont que des prétextes divers pour *se dérober* au devoir le plus impérieux des révolutionnaires russes : organiser l'agitation politique sous toutes ses formes. La *Svoboda* veut *remplacer* l'agitation par le terrorisme, reconnaissant ouvertement que « dès qu'une agitation énergique et renforcée s'amorcera parmi les masses, le rôle excitatif de la terreur aura pris fin » (p. 68 de la *Renaissance du révolutionnisme*). C'est ce qui montre précisément que terroristes et économistes *sous-estiment* l'activité révolutionnaire des masses, en dépit de l'évident témoignage des événements du printemps * ; les uns se lancent à la recherche d'« excitants » artificiels, les autres parlent de « revendications concrètes ». Les uns comme les autres ne prêtent pas une attention suffisante au développement de *leur propre activité* en matière d'agitation politique et d'organisation de révélations politiques. Or, il n'y a rien qui puisse *remplacer* cela, ni maintenant, ni à quelque moment que ce soit.

e) LA CLASSE OUVRIÈRE COMBAT À L'AVANT-GARDE POUR LA DÉMOCRATIE

Nous avons vu que l'agitation politique la plus large et, par suite, l'organisation de vastes campagnes de dénonciations politiques sont une tâche absolument nécessaire, la tâche la *plus impérieusement* nécessaire de l'activité, si cette activité est véritablement social-démocrate. Mais nous sommes arrivés à cette conclusion en partant *uniquement* du besoin le plus pressant de la classe ouvrière, besoin de connaissances politiques et d'éducation politique. Or, cette façon de poser la question, à elle seule, serait trop étroite, car elle méconnaîtrait les tâches démocratiques d'ensemble de toute social-démocratie en général et de la social-démocratie russe actuelle en particulier. Pour éclairer le plus concrètement possible cette thèse, essayons d'aborder la question du point de vue le plus « familier » aux économistes, du point de vue pratique. « Tout le monde est d'accord » qu'il importe de développer la conscience

* Le printemps de 1901 fut marqué par de grandes manifestations de rue. (Note de l'auteur à l'édition de 1907. *N. R.*)

politique de la classe ouvrière. La question est de savoir *comment* s'y prendre et ce qu'il faut pour cela. La lutte économique « incite à penser » les ouvriers uniquement à l'attitude du gouvernement envers la classe ouvrière ; aussi, *quelques efforts que nous fassions* pour « donner à la lutte économique elle-même un caractère politique », *nous ne pourrons jamais*, dans le cadre de cet objectif, développer la conscience politique des ouvriers (jusqu'au niveau de la conscience politique social-démocrate), car *ce cadre lui-même est trop étroit*. La formule de Martynov nous est précieuse, non point parce qu'elle est une illustration du talent confusionniste de son auteur, mais parce qu'elle traduit avec relief l'erreur capitale de tous les économistes, à savoir la conviction que l'on peut développer la conscience politique de classe des ouvriers, pour ainsi dire *de l'intérieur* de leur lutte économique, c'est-à-dire en partant uniquement (ou du moins principalement) de cette lutte, en se basant uniquement (ou du moins principalement) sur cette lutte. Cette façon de voir est radicalement fausse, et justement parce que les économistes, outrés de notre polémique contre eux, ne veulent pas réfléchir sérieusement à la source de nos divergences, et qu'il se produit ceci : nous ne nous comprenons littéralement pas et parlons des langues différentes.

La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier *que de l'extérieur*, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de *toutes* les classes et catégories de la population avec l'Etat et le gouvernement, le domaine des rapports de *toutes* les classes entre elles. C'est pourquoi, à la question : que faire pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques ? — on ne saurait donner simplement la réponse dont se contentent, la plupart du temps, les praticiens, sans parler de ceux d'entre eux qui penchent vers l'économisme, à savoir : « aller aux ouvriers ». Pour apporter aux *ouvriers* les connaissances politiques, les social-démocrates doivent *aller dans toutes les classes de la population*, ils doivent envoyer *dans toutes les directions* des détachements de leur armée.

Si nous avons choisi cette formule anguleuse, si notre langage est acéré, simplifié à dessein, ce n'est nullement pour le plaisir d'énoncer des paradoxes, mais bien pour « inciter » les économistes à penser aux tâches qu'ils dédaignent de façon aussi impardonnable, à la différence existant entre la politique trade-unioniste et la politique social-démocrate et qu'ils ne veulent pas comprendre. Aussi demanderons-nous au lecteur de ne pas s'impatienter, et de nous suivre attentivement jusqu'au bout.

Considérez le type de cercle social-démocrate le plus répandu depuis quelques années, et voyez-le à l'œuvre. Il a des « contacts avec les ouvriers » et s'en tient là, éditant des feuilles volantes où il flagelle les abus dans les usines, le parti pris du gouvernement pour les capitalistes et les violences de la police. Dans les réunions avec les ouvriers, c'est sur ces sujets que roule ordinairement la conversation, elle ne sort presque pas de là ; les conférences et causeries sur l'histoire du mouvement révolutionnaire, sur la politique intérieure et extérieure de notre gouvernement, sur l'évolution économique de la Russie et de l'Europe, sur la situation de telles ou telles classes dans la société contemporaine, etc., sont d'une extrême rareté, et personne ne songe à nouer et à développer systématiquement des relations au sein des autres classes de la société. A dire vrai, l'idéal du militant, pour les membres d'un pareil cercle, se rapproche la plupart du temps beaucoup plus du secrétaire de trade-union que du chef politique socialiste. En effet, le secrétaire d'une trade-union anglaise, par exemple, aide constamment les ouvriers à mener la lutte économique, il organise des révélations sur la vie de l'usine, explique l'injustice des lois et dispositions entravant la liberté de grève, la liberté de piquetage (pour prévenir tous et chacun qu'il y a grève dans une usine donnée) ; il montre le parti pris de l'arbitre qui appartient aux classes bourgeoises, etc., etc. En un mot, tout secrétaire de trade-union mène et aide à mener la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement ». Et l'on ne saurait trop insister que *ce n'est pas encore là* du social-démocratisme ; que le social-démocrate ne doit pas avoir pour idéal le secrétaire de trade-union, mais le *tribun populaire* sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire

et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer *devant tous* ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à *tous* et à chacun la portée historique de la lutte émancipatrice du prolétariat. Comparez, par exemple, des militants comme Robert Knight (le secrétaire et leader bien connu de l'Union des chaudronniers, une des trade-unions les plus puissantes d'Angleterre) et Wilhelm Liebknecht. Essayez de leur appliquer les thèses opposées auxquelles Martynov réduit ses divergences avec l'*Iskra*. Vous verrez — je commence à feuilleter l'article de Martynov — que R. Knight a beaucoup plus « appelé les masses à des actions concrètes déterminées » (39), et que W. Liebknecht s'est occupé davantage de « présenter en révolutionnaire tout le régime actuel ou ses manifestations partielles » (38-39) ; que R. Knight « a formulé les revendications immédiates du prolétariat et indiqué les moyens de les faire aboutir » (41), et que W. Liebknecht, en s'acquittant de cette tâche également, ne s'est pas refusé non plus à « diriger en même temps l'action des différentes couches de l'opposition », à « leur dicter un programme d'action positif * » (41) ; que R. Knight s'est appliqué précisément à « donner autant que possible à la lutte économique elle-même un caractère politique » (42) et a parfaitement su « poser au gouvernement des revendications concrètes faisant entrevoir des résultats tangibles » (43), tandis que W. Liebknecht s'est beaucoup plus occupé de « révélations » « à sens unique » (40) ; que R. Knight a accordé plus d'importance « à la marche progressive de la lutte obscure quotidienne » (61), et W. Liebknecht à la « propagande d'idées brillantes et achevées » (61) ; que W. Liebknecht a fait du journal, qu'il dirigeait, précisément « l'organe de l'opposition révolutionnaire, qui dénonce notre régime, et principalement le régime

* Ainsi, pendant la guerre franco-allemande, Liebknecht dicta un programme d'action à *toute la démocratie*, comme l'avaient fait, dans une mesure plus large encore, Marx et Engels en 1848.

politique, celui-ci heurtant les intérêts des diverses couches de la population » (63) ; tandis que R. Knight « a travaillé pour la cause ouvrière en liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne » (63) — si l'on entend la « liaison étroite et organique » dans le sens de ce culte de la spontanéité que nous avons étudié plus haut à propos de Kritchevski et de Martynov, — et il a « restreint la sphère de son influence », naturellement persuadé, comme l'était d'ailleurs Martynov, que « par là même il accentuait cette influence » (63). En un mot, vous verrez que, *de facto*, Martynov rabaisse la social-démocratie au niveau du trade-unionisme, non pas sans doute faute de vouloir du bien à la social-démocratie, mais simplement parce qu'il s'est un peu trop hâté d'approfondir Plékhanov au lieu de se donner la peine de le comprendre.

Mais revenons à notre exposé. S'il est, autrement qu'en paroles, pour le développement intégral de la conscience politique du prolétariat, le social-démocrate, avons-nous dit, doit « aller dans toutes les classes de la population ». La question se pose : comment faire ? avons-nous des forces suffisantes pour cela ? existe-t-il un terrain pour ce travail dans toutes les autres classes ? cela ne sera-t-il pas ou n'amènera-t-il pas un recul du point de vue de classe ? Arrêtons-nous à ces questions.

Nous devons « aller dans toutes les classes de la population » comme théoriciens, comme propagandistes, comme agitateurs et comme organisateurs. Nul ne doute que le travail théorique des social-démocrates doit s'orienter vers l'étude de toutes les particularités de la situation sociale et politique des différentes classes. Mais on fait très, très peu sous ce rapport, beaucoup moins qu'on ne fait pour l'étude des particularités de la vie à l'usine. Dans les comités et les cercles, on rencontre des gens qui se spécialisent même dans l'étude de quelque production sidérurgique, mais on ne rencontre presque pas d'exemples de membres d'organisations qui (obligés, comme cela arrive souvent, de quitter pour telle ou telle raison l'action pratique) s'occuperaient spécialement de recueillir des documents sur une question d'actualité de notre vie sociale et politique, pouvant fournir à la social-démocratie l'occasion de travailler dans les autres catégories de la population.

Quand on parle de la faible préparation de la plupart des dirigeants actuels du mouvement ouvrier, on ne peut s'empêcher de rappeler également la préparation dans ce sens, car elle aussi est due à la compréhension « économiste » de « la liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne ». Mais le principal, évidemment, c'est la *propagande* et *l'agitation* dans toutes les couches du peuple. Pour le social-démocrate d'Occident, cette tâche est facilitée par les réunions et assemblées populaires auxquelles assistent *tous ceux* qui le désirent, par l'existence du Parlement, où il parle devant les députés de *toutes* les classes. Nous n'avons ni Parlement ni liberté de réunion, mais nous savons néanmoins organiser des réunions avec les ouvriers qui veulent entendre un *social-démocrate*. Nous devons savoir aussi organiser des assemblées avec les représentants de toutes les classes de la population qui désireraient entendre un *démocrate*. Car, n'est pas social-démocrate quiconque oublie pratiquement que les « communistes appuient tout mouvement révolutionnaire », que nous avons le devoir, par conséquent, d'exposer et de souligner les *tâches démocratiques générales devant tout le peuple*, sans dissimuler un instant nos convictions socialistes. N'est pas social-démocrate quiconque oublie pratiquement que son devoir est d'être le *premier* à poser, aiguiser et résoudre *toute* question démocratique d'ordre général.

« Mais tous, sans exception, sont d'accord là-dessus ! » interrompt le lecteur impatient — et la nouvelle instruction à la rédaction du *Rabotchéié Diélo*, adoptée au dernier congrès de l'Union, déclare tout net : « Doivent être utilisés pour la propagande et l'agitation politique tous les phénomènes et événements de la vie sociale et politique qui touchent le prolétariat soit directement comme classe à part, soit comme *avant-garde de toutes les forces révolutionnaires en lutte pour la liberté* » (*Deux congrès*, p. 17, souligné par nous). Ce sont là, en effet, d'excellentes et très justes paroles, et nous nous tiendrions pour entièrement satisfaits, si le « *Rabotchéié Diélo* » *les comprenait, n'en émettait pas en même temps d'autres qui les contredisent*. Car il ne suffit pas de se dire « avant-garde », détachement avancé, — il faut faire en sorte que *tous* les autres détachements se rendent compte et soient obligés de recon-

naître que nous marchons en tête. Nous demandons donc au lecteur : les représentants des autres « détachements » seraient-ils donc des imbéciles au point de nous croire sur parole en ce qui concerne « l'avant-garde » ? Imaginez seulement ce tableau concret. Un social-démocrate se présente dans le « détachement » des radicaux russes instruits ou des constitutionnalistes libéraux, et dit : Nous sommes l'avant-garde ; « maintenant une tâche se pose à nous : comment conférer, autant que possible, à la lutte économique elle-même un caractère politique ». Un radical ou un constitutionnaliste tant soit peu intelligent (il y a pourtant beaucoup d'hommes intelligents parmi les radicaux et les constitutionnalistes russes) ne fera que sourire en entendant ce propos, et il dira (à part soi, bien entendu, car c'est la plupart du temps un diplomate expérimenté) : « faut-il donc qu'elle soit simpliste, cette « avant-garde » ! Elle ne comprend même pas que c'est là notre tâche — la tâche des représentants avancés de la démocratie bourgeoise, — de conférer à la lutte économique *elle-même* des ouvriers un caractère politique. C'est que nous aussi, de même que tous les bourgeois d'Occident, nous voulons entraîner les ouvriers à la politique, *mais seulement à la politique trade-unioniste, et non social-démocrate.* La politique trade-unioniste de la classe ouvrière est précisément la *politique bourgeoise* de la classe ouvrière. Et cette « avant-garde », en formulant sa tâche, formule justement une politique trade-unioniste ! Aussi peuvent-ils se dire social-démocrates tant qu'ils veulent. Je ne suis tout de même pas un enfant pour m'emporter sur les étiquettes ! Mais qu'ils ne se laissent pas entraîner par ces malfaisants dogmatistes orthodoxes ; qu'ils laissent « la liberté de critique » à ceux qui entraînent inconsciemment la social-démocratie dans le sillage du trade-unionisme ! »

Le léger sourire d'ironie de notre constitutionnaliste se change en un éclat de rire homérique, lorsqu'il apprend que les social-démocrates qui parlent de l'avant-garde de la social-démocratie, en cette période de domination à peu près complète de la spontanéité dans notre mouvement, craignent par-dessus tout de voir « minimiser l'élément spontané », de voir « diminuer le rôle de la marche progressive de cette lutte obscure quotidienne par rapport

à la propagande des idées brillantes, achevées », etc., etc. ! Le détachement « avancé » qui craint de voir la conscience gagner de vitesse la spontanéité, qui craint de formuler un « plan » hardi qui force la reconnaissance générale même parmi ceux qui pensent différemment ! Confondraient-ils par hasard le mot avant-garde avec le mot arrière-garde ?

En effet, examinez de près le raisonnement que voici de Martynov. Il déclare (40) que la tactique accusatrice de l'*Iskra* est à sens unique, que « quelles que soient la méfiance et la haine que nous semions envers le gouvernement, nous n'atteindrons pas notre but tant que nous n'aurons pas développé une énergie sociale suffisamment active pour son renversement ». Voilà bien, soit dit entre parenthèses, la préoccupation — que nous connaissons déjà — d'intensifier l'activité des masses et de vouloir restreindre la sienne propre. Mais la question n'est pas là, maintenant. Donc Martynov parle ici d'énergie *révolutionnaire* (« pour le renversement »). A quelle conclusion arrive-t-il donc ? Comme en temps ordinaire les différentes couches sociales tirent inévitablement chacune de son côté, « il est clair par conséquent que nous, social-démocrates, ne pouvons pas simultanément diriger l'activité intense des diverses couches d'opposition, nous ne pouvons pas leur dicter un programme d'action positif, nous ne pouvons pas leur indiquer les moyens de lutter de jour en jour pour leurs intérêts... Les couches libérales s'occuperont elles-mêmes de cette lutte active pour leurs intérêts immédiats, qui les mettra face à face avec notre régime politique » (41). Ainsi donc, après avoir parlé d'énergie révolutionnaire, de lutte active pour le renversement de l'autocratie, Martynov dévie aussitôt vers l'énergie professionnelle, vers la lutte active pour les intérêts immédiats ! Il va de soi que nous ne pouvons diriger la lutte des étudiants, des libéraux, etc., pour leurs « intérêts immédiats » ; mais ce n'est pas de cela qu'il s'agissait, très respectable économiste ! Il s'agissait de la participation possible et nécessaire des différentes couches sociales au renversement de l'autocratie ; or *cette* « activité intense des diverses couches d'opposition », non seulement nous *pouvons*, mais nous devons absolument la diriger, si nous voulons être l'« avant-garde ». Quant à mettre nos étudiants, nos libéraux, etc., « face à face

avec notre régime politique », ils ne seront pas seuls à y pourvoir ; c'est surtout la police et les fonctionnaires de l'autocratie qui s'en chargeront. Mais « nous », si nous voulons être des démocrates avancés, nous devons avoir soin d'*inciter à penser* ceux qui, proprement, ne sont mécontents que du régime universitaire ou seulement du régime des zemstvos, etc., à ceci que tout le régime politique ne vaut rien. *Nous* devons assumer l'organisation d'une ample lutte politique sous la direction de *notre* parti, afin que toutes les couches d'opposition, quelles qu'elles soient, puissent prêter et prêtent effectivement à cette lutte, ainsi qu'à notre parti, l'aide dont elles sont capables. Des praticiens social-démocrates, *nous* devons former des chefs politiques sachant diriger toutes les manifestations de cette lutte aux multiples aspects, sachant au moment utile « dicter un programme d'action positif » aux étudiants en effervescence, aux *zemtsy* mécontents, aux sectaires indignés, aux instituteurs lésés, etc., etc. C'est pourquoi Martynov *a tout à fait tort* quand il affirme que « à leur égard, nous *ne* pouvons jouer *qu'un rôle négatif* de dénonciateur du régime... Nous *ne* pouvons *que* dissiper leurs espoirs dans les différentes commissions gouvernementales » (souligné par nous). Ce disant, Martynov montre qu'*il ne comprend rien de rien* au rôle véritable de l'« avant-garde » révolutionnaire. Et si le lecteur prend cela en considération, il comprendra le *sens véritable* de la conclusion suivante de Martynov : « L'*Iskra* est l'organe de l'opposition révolutionnaire, qui dénonce notre régime, et principalement notre régime politique, celui-ci heurtant les intérêts des diverses couches de la population. Quant à nous, nous travaillons et travaillerons pour la cause ouvrière en liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne. En restreignant la sphère de notre influence, nous accentuons par là l'influence elle-même » (63). Le sens véritable de cette conclusion est celui-ci : l'*Iskra* veut *élever* la politique trade-unioniste de la classe ouvrière (politique à laquelle, par malentendu, par impréparation ou par conviction, se bornent si souvent chez nous les praticiens), au niveau de la politique social-démocrate. Or, le *Rabotchéié Diélo* veut *abaisser* la politique social-démocrate au niveau de la politique trade-unioniste. Et il assure encore à tous et à chacun

que ce sont « des positions parfaitement compatibles dans l'œuvre commune (63). *O sancta simplicitas !*

Poursuivons. Avons-nous assez de forces pour pousser notre propagande et notre agitation dans *toutes* les classes de la population ? Certes, oui. Nos économistes, qui sont souvent enclins à le nier, perdent de vue le pas de géant accompli par notre mouvement de 1894 (environ) à 1901. En véritables « suiveurs » qu'ils sont, ils vivent souvent avec les idées de la période, depuis longtemps révolue, du début de notre mouvement. En effet, nous étions alors étonnamment faibles, notre résolution était naturelle et légitime à vouloir nous consacrer entièrement au travail parmi les ouvriers et à condamner sévèrement toute déviation de cette ligne ; car il s'agissait alors uniquement de nous consolider dans la classe ouvrière. Maintenant une masse prodigieuse de forces est entraînée dans le mouvement ; nous voyons venir à nous les meilleurs représentants de la jeune génération des classes instruites ; partout et toujours sont obligés de résider dans les provinces des gens qui ont déjà pris ou veulent prendre part au mouvement, et qui tendent vers la social-démocratie (tandis qu'en 1894 on pouvait compter sur ses doigts les social-démocrates russes). Un des plus graves défauts de notre mouvement — en politique et en matière d'organisation — est que nous *ne savons pas* occuper toutes ces forces, leur assigner le travail qui leur convient (nous reviendrons d'ailleurs là-dessus dans le chapitre suivant). L'immense majorité de ces forces est dans l'impossibilité absolue « d'aller aux ouvriers », de sorte qu'il ne saurait être question du danger de voir détourner des forces de notre œuvre essentielle. Et pour fournir aux ouvriers une initiation politique véritable, multiple et pratique il faut que nous ayons « nos hommes à nous », des social-démocrates, partout et toujours, dans toutes les couches sociales, sur toutes les positions permettant de connaître les ressorts intérieurs du mécanisme de notre Etat. Et il nous faut ces hommes-là, non seulement pour la propagande et l'agitation, mais encore et surtout pour l'organisation.

Existe-t-il un terrain pour agir dans toutes les classes de la population ? Ceux qui ne voient pas cela montrent que leur conscience retarde sur l'élan spontané des masses.

Chez les uns, le mouvement ouvrier a suscité et continue de susciter le mécontentement ; chez les autres, il éveille l'espoir en l'appui de l'opposition ; à d'autres enfin, il donne la conscience de l'impossibilité du régime autocratique, de sa faillite certaine. Nous ne serions des « politiques » et des social-démocrates qu'en paroles (comme cela se produit bien trop souvent dans la réalité), si nous ne comprenions pas que notre tâche est d'utiliser toutes les manifestations de mécontentement quelles qu'elles soient, de recueillir et d'élaborer jusqu'aux moindres éléments d'une protestation, fut-elle embryonnaire. Sans compter que les millions et les millions de paysans travailleurs, de petits artisans, etc., écouteraient toujours avidement la propagande d'un social-démocrate tant soit peu avisé. Mais est-il une seule classe de la population où il n'y ait pas des hommes, des cercles et des groupes mécontents de la servitude et de l'arbitraire, et par suite accessibles à la propagande du social-démocrate, interprète des aspirations démocratiques les plus pressantes ? A qui voudra se représenter concrètement cette agitation politique du social-démocrate dans *toutes* les classes et catégories de la population, nous indiquerons les *révélations politiques* au sens large du mot, comme principal moyen de cette agitation (mais pas le seul, bien ntendu).

« Nous devons, écrivais-je, dans mon article « Par où commencer ? » (*Iskra*, n° 4, mai 1901), dont nous aurons à parler plus loin en détail, éveiller dans tous les éléments un peu conscients de la population la passion des révélations *politiques*. Ne nous inquiétons pas si les voix accusatrices en politique sont encore si faibles, si rares et si timides. La cause n'en est nullement dans une résignation générale à l'arbitraire policier. La cause, c'est que les hommes capables d'accuser et disposés à le faire n'ont pas de tribune du haut de laquelle ils puissent parler, pas d'auditoire écoutant avidement et encourageant les orateurs, et qu'ils ne voient nulle part dans le peuple de force à laquelle il vaille la peine d'adresser ses plaintes contre le gouvernement « tout-puissant »... Nous avons aujourd'hui le moyen et le devoir d'offrir au peuple tout entier une tribune pour faire le procès du gouvernement tsariste : cette tribune doit être un journal social-démocrate *. »

Cet auditoire idéal pour les révélations politiques est précisément la classe ouvrière, qui a besoin avant et par-

* Voir le présent tome, p. 18. (*N. R.*)

dessus tout de connaissances politiques étendues et vivantes, et qui est la plus capable de profiter de ces connaissances pour entreprendre une lutte active, dût-elle ne promettre aucun « résultat tangible ». Or, la tribune pour ces révélations *devant le peuple entier*, ce ne peut être qu'un journal pour toute la Russie. « Sans un organe politique, on ne saurait concevoir dans l'Europe actuelle un mouvement méritant le nom de mouvement politique. » Et la Russie, à cet égard, se rattache aussi incontestablement à l'Europe actuelle. La presse est depuis longtemps devenue chez nous une force ; sinon le gouvernement ne dépenserait pas des dizaines de milliers de roubles à l'acheter et à subventionner toutes sortes de Katkov et de Mechtcherski. Et le fait n'est pas nouveau que, dans la Russie autocratique, la presse illégale parvenait à enfoncer les barrières de la censure et *obligeait* les organes légaux et conservateurs à parler d'elle ouvertement. Il en a été ainsi entre 1870 et 1880 et même entre 1850 et 1860. Or combien plus larges et plus profondes sont aujourd'hui les couches populaires qui liraient volontiers la presse illégale pour y apprendre « à vivre et à mourir », pour employer l'expression d'un ouvrier, auteur d'une lettre adressée à l'*Iskra* (n° 7) [169]. Les révélations politiques sont une déclaration de guerre *au gouvernement* au même titre que les révélations économiques sont une déclaration de guerre aux fabricants. Et cette déclaration de guerre a une portée morale d'autant plus grande que la campagne de dénonciation est plus vaste et plus vigoureuse, que la *classe* sociale qui *déclare la guerre pour commencer la guerre*, est plus nombreuse et plus décidée. C'est pourquoi les révélations politiques sont par elles-mêmes un moyen puissant pour *décomposer* le régime adverse, pour détacher de l'ennemi ses alliés fortuits ou temporaires, pour semer l'hostilité et la méfiance entre les participants permanents au pouvoir autocratique.

Seul le parti qui *organisera* véritablement des révélations *à l'intention du peuple entier* pourra devenir, de nos jours, l'avant-garde des forces révolutionnaires. Or ces mots : « à l'intention du peuple entier » ont un contenu très vaste. L'immense majorité des révélateurs qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière (car pour être une avant-garde, il faut justement entraîner les autres classes) sont

des politiques lucides et des hommes de sang-froid et de sens pratique. Ils savent parfaitement combien il est dangereux de « se plaindre » même d'un petit fonctionnaire, à plus forte raison de « l'omnipotent » gouvernement russe. Et ils ne *nous* adresseront leur plainte que lorsqu'ils verront qu'elle peut vraiment avoir un effet, que nous sommes une *force politique*. Pour devenir aux yeux du public une force politique, il ne suffit pas de coller l'étiquette « avant-garde » sur une théorie et une pratique d'arrière-garde ; il faut travailler beaucoup et avec opiniâtreté à *élever* notre conscience, notre esprit d'initiative et notre énergie.

Mais, nous demandera et nous demande déjà le partisan follement zélé de la « liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne » si nous devons prendre sur nous d'organiser contre le gouvernement des révélations véritablement à l'intention du peuple entier, en quoi donc se manifestera le caractère de classe de notre mouvement ? — Mais, justement en ce que l'organisation de ces révélations sera notre œuvre à nous, social-démocrates ; en ce que tous les problèmes soulevés par le travail d'agitation seront éclairés dans un esprit social-démocrate constant et sans le moindre passe-droit aux déformations, volontaires ou non, du marxisme ; en ce que cette ample agitation politique sera menée par un parti unissant en un tout cohérent l'offensive contre le gouvernement au nom de tout le peuple, l'éducation révolutionnaire du prolétariat en même temps que la sauvegarde de son indépendance politique, la direction de la lutte économique de la classe ouvrière, l'utilisation de ses affrontements spontanés avec ses exploiteurs, affrontements qui dressent et amènent sans cesse dans notre camp de nouvelles couches du prolétariat !

Mais l'un des traits les plus caractéristiques de l'économisme est précisément qu'il ne comprend pas cette liaison, bien plus, cette coïncidence du besoin le plus urgent du prolétariat (éducation politique sous toutes ses formes, au moyen des révélations et de l'agitation politiques) avec les nécessités de l'ensemble du mouvement démocratique. Cette incompréhension apparaît non seulement dans les phrases « à la Martynov », mais aussi dans différents passages de signification absolument identique, où les économistes se réfèrent à un soi-disant point de vue de

classe. Voici, par exemple, comment s'expriment les auteurs de la lettre « économiste » publiée dans le n° 12 de l'*Iskra* * : « Ce même défaut essentiel de l'*Iskra* (surestimation de l'idéologie) est la cause de son inconséquence dans la question de la social-démocratie avec les diverses classes et tendances sociales. Ayant décidé, au moyen de calculs théoriques »... (et non par suite de « l'accroissement des tâches du Parti qui montent en même temps que lui »...) « le problème du déclenchement immédiat de la lutte contre l'absolutisme et sentant, probablement, toute la difficulté de cette tâche pour les ouvriers dans l'état actuel des choses »... (pas seulement sentant, mais sachant fort bien que cette tâche paraît moins difficile aux ouvriers qu'aux intellectuels « économistes » — qui les traitent en petits enfants — puisque les ouvriers sont prêts à se battre même pour des revendications ne promettant, pour parler la langue de l'inoubliable Martynov, aucun « résultat tangible »)... « mais n'ayant pas la patience d'attendre l'accumulation de forces nécessaires en vue de cette lutte, l'*Iskra* se met à chercher des alliés dans les rangs des libéraux et des intellectuels »...

Oui, oui, nous avons en effet perdu toute « patience » pour « attendre » le temps heureux, qui nous promettent depuis longtemps les « conciliateurs » de toute sorte, où nos économistes cesseront de rejeter la faute de *leur* propre retard sur les ouvriers, de justifier leur propre manque d'énergie par la prétendue insuffisance de forces chez les ouvriers. En quoi, demanderons-nous à nos économistes, doit consister « l'accumulation de forces par les ouvriers en vue de cette lutte » ? N'est-il pas évident que c'est dans l'éducation politique des ouvriers, dans la dénonciation, devant eux, de *tous* les aspects de notre odieuse autocratie ? Et n'est-il pas clair que, *justement pour ce travail*,

* Le manque de place ne nous a pas permis de donner dans l'*Iskra* une ample réponse à cette lettre extrêmement caractéristique pour des économistes. Nous avons été très heureux de sa publication, car il y avait déjà longtemps que nous entendions dire de différents côtés que l'*Iskra* déviait du point de vue de classe, et nous n'attendions que l'occasion favorable ou l'expression précise de cette accusation courante pour y répondre. Or, ce n'est pas par la défensive, mais par une contre-attaque que nous avons coutume de riposter aux attaques.

il nous faut « dans les rangs des libéraux et des intellectuels », des « alliés » prêts à nous apporter leurs révélations sur la campagne politique menée contre les éléments actifs des zemstvos, les instituteurs, les statisticiens, les étudiants, etc. ? Est-il vraiment si difficile de comprendre cette « savante mécanique » ? P. Axelrod ne vous répète-t-il pas depuis 1897 : « La conquête par les social-démocrates russes de partisans et d'alliés directs ou indirects parmi les classes non prolétariennes est déterminée avant tout et principalement par le caractère que prend la propagande parmi le prolétariat même » ? Or Martynov et les autres économistes se figurent encore maintenant que les ouvriers doivent *d'abord* « par la lutte économique contre le patronat et le gouvernement » accumuler des forces (pour la politique trade-unioniste) et *ensuite* seulement « passer » — sans doute de « l'éducation » trade-unioniste de l'« activité », à l'activité social-démocrate !

« ...Dans ses recherches, poursuivent les économistes, l'*Iskra* abandonne assez souvent le point de vue de classe, estompe les antagonismes de classe et porte au premier plan la communauté de mécontentement contre le gouvernement, quoique les causes et le degré de ce mécontentement soient très différents chez les « alliés ». Tels sont, par exemple, les rapports de l'*Iskra* avec les zemstvos »... L'*Iskra* soi-disant « promet aux nobles mécontents des aumônes gouvernementales, l'appui de la classe ouvrière, sans souffler mot de l'antagonisme de classe qui sépare ces deux catégories de la population ». Que le lecteur se reporte aux articles « L'autocratie et les zemstvos » (nos 2 et 4 de l'*Iskra*) auxquels, *vraisemblablement*, les auteurs de cette lettre font allusion, et il verra que ces articles * sont consacrés à l'attitude du *gouvernement* envers « l'agitation anodine du zemstvo bureaucratique censitaire », envers « l'initiative des classes possédantes elles-mêmes ». Dans cet article il est dit que l'ouvrier ne saurait rester indifférent à la lutte du gouvernement contre le zemstvo, et les éléments actifs des zemstvos sont invités à laisser là

* *Entre* ces articles, l'*Iskra* (n° 3) a publié un article spécial sur les antagonismes de classe dans nos campagnes. (Voir Œuvres, t. 4, pp. 431-436. *N. R.*)

leurs discours anodins et à prononcer des paroles fermes et catégoriques, lorsque la social-démocratie révolutionnaire se dressera de toute sa taille devant le gouvernement. Avec quoi ne sont pas d'accord les auteurs de la lettre ? On ne saurait le dire. Pensent-ils que l'ouvrier « ne comprendra pas » les mots : « classes possédantes » et « zemstvo bureaucratique censitaire » ? que le fait de *pousser* les éléments actifs des zemstvos à abandonner les discours anodins pour des paroles fermes soit une « surestimation de l'idéologie » ? S'imaginent-ils que les ouvriers peuvent « accumuler des forces » pour la lutte contre l'absolutisme s'ils ne connaissent pas l'attitude de l'absolutisme *également* envers le zemstvo ? Encore une fois on ne saurait le dire. Une chose est claire, c'est que les auteurs n'ont qu'une idée très vague des tâches politiques de la social-démocratie. Cela ressort avec encore plus de clarté de la phrase que voici : « Telle est également (c'est-à-dire « voilant aussi les antagonismes de classe ») l'attitude de l'*Iskra* envers le mouvement des étudiants. Au lieu d'exhorter les ouvriers à affirmer par une manifestation publique que le véritable foyer de violences, d'arbitraire et de frénésie n'est pas la jeunesse universitaire, mais le gouvernement russe (*Iskra* n° 2 *), nous aurions dû, vraisemblablement, publier des développements inspirés de la *Rabotchaïa Mysl* ! Et ce sont ces opinions-là qu'émettent des social-démocrates en automne 1901, après les événements de février et de mars, à la veille d'un nouvel essor du mouvement d'étudiants, essor qui montre bien que, dans ce domaine aussi, la protestation « spontanée » contre l'autocratie *prend le pas* sur la direction consciente du mouvement par la social-démocratie. L'impulsion instinctive qui pousse les ouvriers à intercéder en faveur des étudiants passés à tabac par la police et les cosaques prend le pas sur l'activité consciente de l'organisation social-démocrate !

« Cependant, dans d'autres articles, continuent les auteurs de la lettre, l'*Iskra* condamne sévèrement tout compromis et prend la défense, par exemple, du comportement intolérable des guesdistes. » Nous conseillons à ceux qui soutiennent d'ordinaire, avec tant de présomption et de

* Voir Œuvres, t. 4, pp. 431-436. (*N. R.*)

légèreté, que les divergences de vues parmi les social-démocrates d'aujourd'hui ne sont pas, paraît-il, essentielles et ne justifient pas une scission, — de méditer sérieusement ces paroles. Les gens qui affirment que l'effort que nous avons fourni est encore ridiculement insuffisant pour montrer l'hostilité de l'autocratie envers les classes les plus diverses, pour révéler aux ouvriers l'opposition des catégories les plus différentes de la population à l'autocratie,— ces gens peuvent-ils travailler utilement dans une même organisation avec des gens qui voient dans cette tâche « un compromis », vraisemblablement un compromis avec la théorie de la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement » ?

Nous avons à l'occasion du quarantième anniversaire de l'émancipation des paysans, parlé de la nécessité d'introduire la lutte de classes dans les campagnes (n° 3) * et, à propos du mémoire secret de Witte, de l'incompatibilité qui existe entre l'autonomie administrative et l'autocratie (n° 4) ; nous avons, à propos de la nouvelle loi, attaqué le féodalisme des propriétaires terriens et du gouvernement qui les sert (n° 8) **, et acclamé le congrès illégal des zemstvos, en encourageant les éléments des zemstvos à abandonner les démarches humiliantes pour passer à la lutte (n° 8) *** ; nous avons encouragé les étudiants qui commençaient à comprendre la nécessité de la lutte politique et l'ont entreprise (n° 3) et, en même temps, nous avons fustigé « l'inintelligence outrancière » des partisans du mouvement « exclusivement estudiantin », lesquels exhortaient les étudiants à ne pas participer aux manifestations de rue (n° 3, à propos du message du Comité exécutif des étudiants de Moscou, du 25 février) ; nous avons dénoncé les « rêves insensés », le « mensonge et l'hypocrisie » des fripons libéraux du journal *Rossia* [170] (n° 5) et en même temps nous avons signalé la fureur du gouvernement des geôliers qui « réglaient leur compte à de paisibles littérateurs, à de vieux professeurs et savants, à des libéraux notoires des zemstvos » (n° 5 : « Un raid de police contre la

* Voir Œuvres, t. 4, pp. 437-445. (*N. R.*)
** Voir le présent tome, pp. 92-97. (*N. R.*)
*** Voir le présent tome, pp. 98-100. (*N. R.*)

littérature ») ; nous avons révélé le sens véritable du programme « de la sollicitude de l'Etat quant à l'amélioration des conditions de vie des ouvriers » et salué l'« aveu précieux » : « il vaut mieux par des réformes d'en haut prévenir les revendications d'en bas, que d'attendre cette dernière éventualité » (n° 6) *;— nous avons encouragé les statisticiens protestataires (n° 7) et blâmé les statisticiens briseurs de grève (n° 9). Voir dans cette tactique un obscurcissement de la conscience de classe du prolétariat et un *compromis avec le libéralisme*, c'est montrer qu'on ne comprend absolument rien au vrai sens du programme du *Credo* et de *facto appliquer précisément ce programme*, qu'on a beau répudier ! En effet, *par là même*, on entraîne la social-démocratie à « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement », et l'on *baisse pavillon devant le libéralisme* en renonçant à intervenir activement et à définir *son* attitude, son attitude social-démocrate, dans *chaque* question « libérale ».

f) ENCORE UNE FOIS « CALOMNIATEURS », ENCORE UNE FOIS « MYSTIFICATEURS »

Ces amabilités appartiennent, le lecteur s'en souvient, au *Rabotchéié Diélo*, qui répond ainsi à notre accusation portée contre lui de « préparer indirectement le terrain pour faire du mouvement ouvrier un instrument de la démocratie bourgeoise ». Dans la simplicité de son cœur, le *Rabotchéié Diélo* a décidé que cette accusation n'était qu'un procédé de polémique. Ces méchants dogmatiques, a-t-il pensé, ont pris le parti de nous débiter toutes sortes de choses désagréables ; or, que peut-il y avoir de plus désagréable que d'être l'instrument de la démocratie bourgeoise ? Et d'imprimer, en gros caractères, un « démenti » : « calomnie non déguisée » (*Deux congrès*, p. 30), « mystification » (31), « mascarade » (33). Comme Jupiter (quoiqu'il ne lui ressemble guère), le *Rabotchéié Diélo* se fâche précisément parce qu'il a tort, et, par ses injures hâtives, il prouve qu'il est incapable de saisir le fil de la pensée de ses adversaires. Et cependant, il n'est guère besoin de

* Voir le présent tome, pp. 84-85. (*N.R.*)

réfléchir longuement pour comprendre la raison qui fait que *tout* culte de la spontanéité du mouvement de masse, *tout* rabaissement de la politique social-démocrate au niveau de la politique trade-unioniste, revient justement à préparer le terrain pour faire du mouvement ouvrier un instrument de la démocratie bourgeoise. Par lui-même, le mouvement ouvrier spontané ne peut engendrer (et n'engendre infailliblement) que le trade-unionisme ; or, la politique trade-unioniste de la classe ouvrière est précisément la politique bourgeoise de la classe ouvrière. La participation de la classe ouvrière à la lutte politique et même à la révolution politique ne fait nullement encore de sa politique une politique social-démocrate. Le *Rabotchéié Diélo* s'aviserait-il de nier cela ? Ne s'aviserait-il pas enfin d'exposer devant tout le monde, ouvertement et sans dérobades, sa conception des problèmes angoissants de la social-démocratie internationale et russe ? — Oh non, il n'aura jamais l'idée de rien d'approchant, car il s'en tient fermement au procédé, qui fait qu'il « juge n'être pas à même ». Ne me touchez pas, je n'y suis pour rien. Nous ne sommes pas des économistes ; la *Rabotchaïa Mysl*, ce n'est pas l'économisme ; l'économisme en général n'existe pas en Russie. C'est là un procédé remarquablement habile et « politique », qui n'a qu'un seul petit inconvénient, c'est qu'on a l'habitude de donner aux organes de presse qui le pratiquent le surnom de « plaît-il ? ».

Pour le *Rabotchéié Diélo*, la démocratie bourgeoise en général n'est en Russie qu'un « fantôme » (*Deux congrès*, p. 32) * : Heureux hommes ! Comme l'autruche, ils se cachent la tête sous l'aile et s'imaginent que tout ce qui les entoure a disparu. Des publicistes libéraux qui, chaque mois, annoncent triomphalement que le marxisme se désagrège ou même

* On invoque ici « les conditions concrètes russes, qui poussent fatalement le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire ». Les gens ne veulent pas comprendre que la voie révolutionnaire du mouvement ouvrier peut encore ne pas être la voie social-démocrate ! En effet, toute la bourgeoisie occidentale sous l'absolutisme « poussait », poussait à bon escient les ouvriers dans la voie révolutionnaire. Nous social-démocrates, ne pouvons pas nous contenter de cela. Et si nous rabaissons d'une façon ou de l'autre la politique social-démocrate au niveau d'une politique spontanée, trade-unioniste, nous faisons justement par là le jeu de la démocratie bourgeoise.

a disparu ; des journaux libéraux (*St-Pétersbourgskié Viédomosti* [171], *Rousskié Viédomosti* et beaucoup d'autres) où l'on encourage les libéraux qui portent aux ouvriers la conception brentanienne de la lutte de classes [172] et la conception trade-unioniste de la politique ; la pléiade des critiques du marxisme, critiques dont les tendances véritables ont été si bien révélées dans le *Credo* et dont la marchandise littéraire circule seule, sans tribut ni taxe, à travers la Russie ; la recrudescence des tendances révolutionnaires *non* social-démocrates, surtout après les événements de février et de mars, tout cela est peut-être un fantôme ? Tout cela n'a absolument aucun rapport avec la démocratie bourgeoise !

Le *Rabotchéié Diélo*, de même que les auteurs de la lettre économiste, dans le numéro 12 de l'*Iskra*, devraient bien « se demander pourquoi les événements du printemps ont provoqué une telle recrudescence des tendances révolutionnaires non social-démocrates, au lieu de renforcer l'autorité et le prestige de la social-démocratie ». La raison, c'est que nous n'avons pas été à la hauteur de notre tâche, que l'activité des masses ouvrières a dépassé la nôtre, que nous n'avons pas eu de dirigeants et d'organisateurs révolutionnaires suffisamment préparés, connaissant parfaitement l'état d'esprit de toutes les couches d'opposition et sachant prendre la tête du mouvement, transformer une manifestation spontanée en manifestation politique, en élargir le caractère politique, etc. Tant qu'il en sera ainsi, les révolutionnaires non social-démocrates, plus souples, plus énergiques, exploiteront nécessairement notre retard, et les ouvriers, quelles que soient leur énergie et leur abnégation dans les combats contre la police et la troupe, quelque révolutionnaire que soit leur action, ne seront qu'une force de soutien de ces révolutionnaires, ils seront l'arrière-garde de la démocratie bourgeoise, et non l'avant-garde social-démocrate. Prenez la social-démocratie allemande, à laquelle nos économistes ne veulent emprunter que ses faiblesses. Pourquoi n'y a-t-il *pas un seul* événement politique en Allemagne qui ne contribue à renforcer de plus en plus l'autorité et le prestige de la social-démocratie ? Parce que la social-démocratie est toujours la première à donner l'appréciation la plus révolutionnaire de cet événement, à soutenir toute protestation contre l'arbitraire. Elle ne se berce pas d'illu-

sions que la lutte économique incitera les ouvriers à penser à leur servitude et que les conditions concrètes poussent fatalement le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire. Elle intervient dans tous les domaines et dans toutes les questions de la vie sociale et politique : lorsque Guillaume refuse de confirmer un progressiste bourgeois élu maire (nos économistes n'ont pas encore eu le temps d'apprendre aux Allemands que c'est là, à vrai dire, un compromis avec le libéralisme !), et lorsqu'on fait une loi contre les images et les ouvrages « immoraux », et lorsque le gouvernement fait pression pour obtenir la nomination de certains professeurs, etc., etc. Partout les social-démocrates sont au premier rang, excitant le mécontentement politique dans toutes les classes, secouant les endormis, stimulant les traînards, fournissant une ample documentation pour développer la conscience politique et l'activité politique du prolétariat. Le résultat, c'est que ce champion politique d'avant-garde force le respect même des ennemis conscients du socialisme, et il n'est pas rare qu'un document important des sphères non seulement bourgeoises, mais bureaucratiques et de la cour, parvienne on ne sait par quel miracle dans la salle de rédaction du *Vorwaerts*.

Là est le secret de la « contradiction » apparente qui dépasse le niveau de compréhension du *Rabotchéié Diélo* au point qu'il se contente de lever les bras au ciel et de clamer : « Mascarade ! » Imaginez en effet : nous, le *Rabotchéié Diélo*, nous mettons *au premier plan* le mouvement ouvrier *de masse* (et nous le faisons imprimer en gras !), nous mettons en garde tous et chacun contre la tendance à diminuer le rôle de l'élément spontané ; nous voulons conférer à la lutte économique elle-même, *elle-même*, *elle-même*, un caractère politique ; nous voulons rester en liaison étroite et organique avec la lutte prolétarienne ! Et l'on nous dit que nous préparons le terrain pour faire du mouvement ouvrier un instrument de la démocratie bourgeoise. Qui donc dit cela ? Des hommes qui entrent en « compromis » avec le libéralisme, en intervenant dans chaque question « libérale » (quelle incompréhension de la « liaison organique avec la lutte prolétarienne » !), en accordant une si grande attention aux étudiants et même (ô horreur !) aux porte-parole des zemstvos ! Des hommes qui veulent en général consacrer

un pourcentage plus grand (par rapport aux économistes) de leurs forces à l'action parmi les classes non prolétarienne de la population ! N'est-ce point là une « mascarade » ? ?

Pauvre *Rabotchéié Diélo* ! Parviendra-t-il jamais à percer le secret de cette savante mécanique ?

IV

LES MÉTHODES ARTISANALES DES ÉCONOMISTES ET L'ORGANISATION DES RÉVOLUTIONNAIRES

Les affirmations déjà examinées plus haut du *Rabotchéié Diélo*, déclarant que la lutte économique est le moyen le plus largement applicable d'agitation politique, que notre tâche consiste aujourd'hui à conférer à la lutte économique elle-même un caractère politique, etc., reflètent une conception étroite de nos tâches, non seulement en matière politique, mais encore en matière *d'organisation*. Pour mener « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement », nul besoin d'une organisation centralisée pour toute la Russie (elle ne saurait par conséquent se constituer au cours d'une telle lutte), organisation qui grouperait dans un seul assaut commun toutes les manifestations, quelles qu'elles soient, d'opposition politique, de protestation et d'indignation, organisation de révolutionnaires professionnels, dirigée par les chefs politiques véritables du peuple entier. D'ailleurs, cela se conçoit. Toute institution a sa structure naturellement et inévitablement déterminée par le contenu de son action. C'est pourquoi, par ses assertions analysées plus haut, le *Rabotchéié Diélo* consacre et légitime l'étroitesse non seulement de l'action politique, mais encore du travail d'organisation. En l'occurrence, comme toujours, la conscience chez lui s'incline devant la spontanéité. Or le culte des formes d'organisation qui s'élaborent spontanément, le fait d'ignorer combien étroit et primitif est notre travail d'organisation, à quel point nous sommes encore des « rudimentaires » dans ce domaine important, le fait d'ignorer tout cela, dis-je, est une véritable maladie de notre mouvement. Ce n'est pas une maladie de décadence, c'est évidemment une maladie de croissance. Mais, précisément aujourd'hui que la vague de révolte spontanée déferle, pour-

rait-on dire, jusqu'à nous, dirigeants et organisateurs du mouvement, ce qu'il faut surtout, c'est la lutte la plus intransigeante contre la moindre tentative de défendre notre retard, de légitimer l'étroitesse en cette matière ; il faut surtout éveiller chez tous ceux qui participent au travail pratique ou s'apprêtent seulement à y participer, le mécontentement à l'égard du *travail artisanal* qui règne chez nous et la ferme volonté de nous en débarrasser.

a) QU'EST-CE QUE LE TRAVAIL ARTISANAL ?

Essayons de répondre à cette question en esquissant le tableau de l'activité d'un cercle social-démocrate typique entre 1894 et 1901. Nous avons déjà signalé l'engouement général de la jeunesse studieuse d'alors pour le marxisme. Certes, cet engouement visait non seulement et moins le marxisme, comme théorie, que la réponse donnée à la question « que faire ? » que l'appel à se mettre en campagne contre l'ennemi. Et les nouveaux combattants se mettaient en campagne avec une préparation et un équipement étonnamment primitifs. Dans nombre de cas, il n'y avait presque pas d'équipement et absolument aucune préparation. On allait à la guerre comme des paysans qui auraient à peine quitté la charrue, armés simplement d'un gourdin. Sans liaison d'aucune sorte avec les vieux militants, sans liaison aucune avec les cercles des autres localités, ni même des autres quartiers (ou établissements d'enseignement) de sa propre ville, sans coordination aucune des différentes parties du travail révolutionnaire, sans aucun plan d'action systématique à plus ou moins longue échéance, un cercle d'étudiants entre en contact avec des ouvriers et se met à l'œuvre. Le cercle développe progressivement une propagande et une agitation de plus en plus intenses ; il s'attire ainsi, par le seul fait de son action, la sympathie d'assez larges milieux ouvriers, la sympathie d'une certaine portion de la société cultivée, qui lui fournit de l'argent et met à la disposition du « Comité » des groupes toujours nouveaux de jeunes. Le prestige du comité (ou de l'union de lutte) augmente, son champ d'action grandit, et il étend son activité d'une façon tout à fait spontanée : les personnes qui, il y a un an ou quelques mois, prenaient la parole dans les cercles d'étudiants pour

répondre à la question : « où aller ? » ; qui nouaient et entretenaient des relations avec les ouvriers, confectionnaient et lançaient des feuilles volantes, établissent des relations avec d'autres groupes de révolutionnaires, se procurent de la littérature, entreprennent l'édition d'un journal local, commencent à parler d'une manifestation à organiser, passent enfin aux opérations militaires déclarées (et cette action militaire déclarée pourra être, selon les circonstances, le premier tract d'agitation, et le premier numéro d'un journal, et la première manifestation). D'ordinaire, ces opérations entraînent dès leur départ l'effondrement immédiat et complet. Immédiat et complet, parce que ces opérations militaires n'étaient pas le résultat d'un plan systématique, médité à l'avance et établi à la longue, plan de lutte opiniâtre et durable, mais simplement le développement spontané d'un travail de cercle conforme à la tradition ; parce que la police, il va de soi, connaissait presque toujours tous les principaux militants du mouvement local, qui avaient déjà « fait parler d'eux » sur les bancs de l'Université, et que, guettant le moment le plus favorable pour elle d'une descente, elle avait, à dessein, laissé le cercle grandir et s'étendre pour avoir un *corpus delicti* tangible, et laissé chaque fois à bon escient quelques individus connus d'elle « pour la graine » (c'est l'expression technique employée, autant que je sache, à la fois par les nôtres et par les gendarmes). On ne peut s'empêcher de comparer cette guerre à une marche de bandes de paysans armés de gourdins, contre une armée moderne. Et l'on ne peut que s'étonner de la vitalité d'un mouvement qui grandissait, s'étendait et remportait des victoires malgré une absence complète de préparation chez les combattants. Le caractère primitif de l'armement était historiquement, il est vrai, non seulement inévitable au début, mais *même légitime*, puisqu'il permettait d'attirer un grand nombre de combattants. Mais dès que commencèrent les opérations militaires sérieuses (elles commencèrent, à proprement parler, avec les grèves de l'été 1896), les lacunes de notre organisation militaire se firent de plus en plus sentir. Après un moment de surprise et une série de fautes (comme d'en appeler à l'opinion publique des méfaits des socialistes ou la déportation des ouvriers des capitales vers les centres industriels de province), le

gouvernement ne fut pas long à s'adapter aux nouvelles conditions de lutte et sut disposer aux points convenables ses détachements de provocateurs, d'espions et de gendarmes, nantis de tous les perfectionnements. Les coups de filet devinrent si fréquents, atteignirent une telle quantité de personnes, vidèrent si bien les cercles locaux, que la masse ouvrière perdit littéralement tous ses dirigeants, le mouvement devint incroyablement désordonné, et il fut impossible d'établir aucune continuité ni aucune coordination dans le travail. La dispersion extraordinaire des militants locaux, la composition fortuite des cercles, le défaut de préparation et l'étroitesse de vues dans les questions théoriques, politiques et d'organisation furent le résultat inévitable des conditions décrites. En certains endroits, même, voyant notre manque de fermeté et de conspiration, les ouvriers en vinrent, par méfiance, à s'écarter des intellectuels : ces derniers, disaient-ils, provoquent trop inconsidérément les arrestations !

Que ces méthodes artisanales aient été finalement ressenties de tous les social-démocrates sensés comme une véritable maladie, tout militant tant soit peu initié au mouvement le sait. Mais pour que le lecteur non initié ne croie pas que nous « construisons » artificiellement un stade particulier ou une maladie particulière du mouvement, nous en appellerons au témoin déjà invoqué une fois. Qu'on ne nous en veuille pas pour cette longue citation.

« Si le passage graduel à une action pratique plus large, écrit B-v dans le n° 6 du *Rabotchéié Diélo*, passage qui est en fonction directe de la période générale de transition que traverse le mouvement ouvrier russe, est un trait caractéristique... il est encore un autre trait non moins intéressant dans l'ensemble du mécanisme de la révolution ouvrière russe. Nous voulons parler de *l'insuffisance de forces révolutionnaires propres à l'action* *, qui se fait sentir non seulement à Pétersbourg, mais dans toute la Russie. A mesure que le mouvement ouvrier s'accentue ; que la masse ouvrière se développe ; que les grèves deviennent plus fréquentes ; que la lutte de masse des ouvriers se fait plus ouvertement, lutte qui renforce les persécutions gouvernementales, arrestations, expulsions et déportations, ce *manque de forces révolutionnaires hautement qualifiées devient plus sensible* et n'est sans doute pas *sans influer sur la profondeur et le caractère général du mouvement*. Beaucoup de grèves se déroulent sans que les organisations

* Tous les passages soulignés le sont par nous.

révolutionnaires exercent sur elles une action directe et énergique... On manque de feuilles d'agitation et de publications illégales... les cercles ouvriers restent sans agitateurs... En outre, le défaut d'argent se fait continuellement sentir. En un mot, *la croissance du mouvement ouvrier dépasse la croissance et le développement des organisations révolutionnaires.* L'effectif des révolutionnaires agissant est trop insignifiant pour pouvoir influer sur toute la masse ouvrière en effervescence, pour donner aux troubles ne serait-ce qu'une ombre de cohérence et d'organisation... Tels cercles, tels révolutionnaires ne se sont pas unis, pas groupés ; ils ne forment pas une organisation cohérente, forte et disciplinée, aux parties méthodiquement développées »... Et après avoir fait cette réserve que l'apparition immédiate de nouveaux cercles à la place de ceux qui ont été détruits, « prouve seulement la vitalité du mouvement ... mais ne démontre pas encore l'existence d'une quantité suffisante de militants révolutionnaires parfaitement avertis », l'auteur conclut : « Le manque de préparation pratique des révolutionnaires pétersbourgeois se répercute aussi sur les résultats de leur travail. Les derniers procès, particulièrement ceux des groupes de l'« Autolibération » et de la « Lutte du travail contre le capital » [173], ont montré nettement qu'un jeune agitateur non familiarisé parfaitement avec les conditions du travail, et, par suite, de l'agitation dans une usine donnée, ignorant des principes de l'action clandestine et ayant appris » (voire ?) « seulement les principes généraux de la social-démocratie, peut travailler quelque quatre, cinq, six mois. Après quoi c'est l'arrestation qui entraîne souvent l'effondrement de toute l'organisation ou au moins d'une partie. Un groupe peut-il dès lors travailler avec profit et succès lorsque son existence est limitée à quelques mois ?... Il est évident que l'on ne saurait attribuer entièrement les défauts des organisations existantes à la période transitoire... il est évident que la quantité et surtout la qualité de l'effectif des organisations en activité jouent ici un rôle important, et la tâche première de nos social-démocrates... doit être *d'unir réellement les organisations entre elles, avec une sélection rigoureuse de leurs membres.* »

b) TRAVAIL ARTISANAL ET ÉCONOMISME

Il faut maintenant nous arrêter à une question que, certainement, tout lecteur se pose déjà. Ce travail artisanal, maladie de croissance qui affecte *l'ensemble* du mouvement, peut-il être mis en connexion avec l'économisme, considéré comme *une* des tendances de la social-démocratie russe ? Nous croyons que oui. Le manque de préparation pratique, de savoir-faire dans le travail d'organisation *nous* est réellement commun à *tous*, même à ceux qui dès le début s'en sont toujours tenus au point de vue du marxisme révolutionnaire. Et certes, nul ne saurait imputer à crime aux

praticiens ce manque de préparation. Mais ces « méthodes artisanales » ne sont pas seulement dans le manque de préparation : elles sont aussi dans l'étroitesse de l'ensemble du travail révolutionnaire en général, dans l'incompréhension du fait que cette étroitesse empêche la constitution d'une bonne organisation de révolutionnaires ; enfin — et c'est le principal — elles sont dans les tentatives de justifier cette étroitesse et de l'ériger en « théorie » particulière, c'est-à-dire dans le culte de la spontanéité, en cette matière également. Dès les premières tentatives de ce genre, il devint évident que les méthodes artisanales étaient liées à l'économisme et que nous ne nous débarrasserions pas de notre étroitesse dans le travail d'organisation, avant de nous être débarrassés de l'économisme en général (c'est-à-dire de la conception étroite de la théorie du marxisme, du rôle de la social-démocratie et de ses tâches politiques). Or, ces tentatives ont été faites dans deux directions. Les uns se sont mis à dire : la masse ouvrière n'a pas encore formulé elle-même des tâches politiques aussi étendues et aussi expresses que celles que lui « imposent » les révolutionnaires ; elle doit encore lutter pour les revendications politiques *immédiates*, mener « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement * » (et à cette lutte « accessible » au mouvement de masse correspond naturellement une organisation « accessible » même à la jeunesse la moins préparée). D'autres, étrangers à tout « graduellisme », ont déclaré : on peut et l'on doit « accomplir la révolution politique », mais point n'est besoin pour cela de créer une forte organisation de révolutionnaires éduquant le prolétariat par une lutte ferme et obstinée ; il suffit pour cela que nous nous saisissions tous du gourdin « accessible » et déjà familier. Pour parler sans allégories, il nous faut organiser la grève générale ** ou stimuler par « un terrorisme excitatif *** » le mouvement ouvrier « languissant ». Ces deux tendances, opportuniste et « révolutionniste », capitulent devant les métho-

* *Rabotchaïa Mysl* et *Rabotchéïé Diélo*, en particulier la « Réponse » à Plékhanov.

** *Qui fera la révolution politique* ? brochure publiée en Russie dans le recueil *La lutte prolétarienne*, et rééditée par le Comité de Kiev.

*** *Renaissance du révolutionnisme* et *Svoboda*.

des artisanales dominantes, ne croient pas à la possibilité de s'en délivrer, ne voient pas notre tâche pratique, la première et la plus urgente : créer une *organisation de révolutionnaires* capable d'assurer à la lutte politique l'énergie, la fermeté et la continuité.

Nous venons de rapporter les paroles de B-v : « La croissance du mouvement ouvrier prend le pas sur la croissance et le développement des organisations révolutionnaires. » Cette « communication précieuse d'un observateur bien placé » (opinion émise par la rédaction du *Rabotchéié Diélo* sur l'article de B-v) est pour nous doublement précieuse. Elle montre que nous avions raison de voir la cause fondamentale de la crise actuelle de la social-démocratie russe dans le *retard des dirigeants* (« idéologues », révolutionnaires, social-démocrates) *sur l'élan spontané des masses*. Elle montre qu'il n'y a que défense et exaltation des méthodes artisanales dans tous ces raisonnements des auteurs de la lettre économiste (*Iskra*, n° 12), B. Kritchevski et Martynov sur le danger qu'il y a à minimiser le rôle de l'élément spontané, de la lutte obscure et quotidienne, la tactique-processus, etc. Ces gens qui ne peuvent sans faire la moue prononcer le mot de « théoricien » ; qui appellent « sens des réalités » leur idolâtrie devant le défaut de préparation aux choses de la vie et le manque de développement, montrent en fait leur ignorance de nos tâches *pratiques* les plus pressantes. Aux gens attardés, ils crient : Marchez au pas ! Pas trop vite ! A ceux qui, dans le travail d'organisation, manquent d'énergie et d'initiative, à ceux qui manquent de « plans de perspectives larges et hardies, ils lancent à la tête la « tactique-processus » ! Notre faute capitale est de *rabaisser* nos tâches politiques *et d'organisation* au niveau des intérêts immédiats, « tangibles », « concrets » de la lutte économique courante, et l'on ne cesse de nous chanter : il faut donner à la lutte économique elle-même un caractère politique ! Encore une fois : c'est là exactement un « sens des réalités » comparable à celui du héros de l'épopée populaire qui clamait à la vue d'un cortège funèbre : « Je vous souhaite d'en avoir toujours à porter ! »

Qu'on se souvienne de l'incomparable présomption vraiment digne de Narcisse avec laquelle ces sages moralisaient Plékhanov : « Les tâches politiques, au sens réel et *pratique*

du mot, c'est-à-dire au sens d'une lutte *pratique*, rationnelle et victorieuse pour les revendications politiques, sont en principe (*sic*) inaccesibles aux *cercles* ouvriers » (« Réponse de la rédaction du *Rab. Diélo* », p. 24). Il y a cercles et cercles, Messieurs ! Evidemment, les tâches politiques sont inaccessibles à un cercle d'« artisans », tant que ces derniers n'ont pas pris conscience de leurs méthodes artisanales et ne s'en sont pas délivrés. Mais si, par-dessus le marché, ces artisans sont épris de leurs méthodes artisanales, s'ils écrivent le mot « pratique » absolument en italique et s'imaginent qu'être pratique, c'est ravaler nos tâches au niveau de compréhension des masses les plus arriérées, alors évidemment ces artisans-là sont incurables et les *tâches politiques* leur sont *en principe* réellement *inaccessibles*. Mais à un cercle de coryphées, comme Alexéev et Mychkine, Khaltourine et Jéliabov, les tâches politiques sont accessibles au sens le plus vrai, le plus pratique du mot, et cela précisément parce que et pour autant que leur propagande ardente trouve un écho dans la masse qui s'éveille spontanément ; pour autant que leur énergie bouillonnante est reprise et soutenue par l'énergie de la classe révolutionnaire. Plékhanov avait mille fois raison lorsqu'il a non seulement signalé l'existence de cette classe révolutionnaire et prouvé que son éveil spontané à l'action était inéluctable, infaillible, mais a assigné même aux « cercles ouvriers » une haute, une vaste tâche politique. Quant à vous, vous invoquez le mouvement de masse qui a surgi depuis lors, pour *rabaisser* cette tâche, pour *restreindre* le champ d'action et l'énergie des « cercles ouvriers ». Qu'est-ce là, sinon l'attachement de l'artisan à ses méthodes artisanales ? Vous vous targuez de votre esprit pratique, et vous ne voyez pas le fait connu de chaque praticien russe : quelles merveilles peut accomplir en matière révolutionnaire l'énergie non seulement d'un cercle, mais même d'un individu isolé. Croyez-vous par hasard qu'il ne puisse y avoir dans notre mouvement des coryphées du genre de ceux d'après 1870 ? Pourquoi cela ? Parce que nous sommes peu préparés ? Mais nous nous préparons, nous continuerons de nous préparer et nous serons prêts ! Il est vrai qu'à la surface de cette eau stagnante qu'est la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement » il s'est, hélas, formé de la moisissure ; des gens sont apparus qui se

mettent à genoux pour adorer la spontanéité, contemplant religieusement (selon l'expression de Plékhanov) le « postérieur » du prolétariat russe. Mais nous saurons nous débarrasser de cette moisissure. Précisément aujourd'hui, le révolutionnaire russe, guidé par une théorie vraiment révolutionnaire, prenant appui sur une classe vraiment révolutionnaire qui s'éveille spontanément à l'action, peut enfin — enfin ! — se redresser de toute sa taille et déployer toutes ses forces de géant. Pour cela il faut seulement que, parmi la masse des praticiens et la masse plus nombreuse encore des gens qui rêvent d'action pratique depuis les bancs de l'école, toute velléité de rabaisser nos tâches politiques et de restreindre l'envergure de notre travail d'organisation soit tournée à la raillerie et au mépris. Et nous arriverons à ce qu'il en soit ainsi, soyez tranquilles, Messieurs !

Dans l'article « Par où commencer ? » j'écrivais contre le *Rabotchéié Diélo* : « En 24 heures, on peut modifier la tactique de l'agitation sur quelque point spécial, modifier un détail quelconque dans l'activité du Parti. Mais pour changer, je ne dirai pas en 24 heures, mais même en 24 mois, ses conceptions sur l'utilité générale, permanente et absolue d'une organisation de combat et d'une agitation politique dans les masses, il faut être dénué de tout principe directeur. * » Le *Rabotchéié Diélo* répond : « Cette accusation de l'*Iskra*, la seule qui prétend avoir un caractère pratique, est dénuée de tout fondement. Les lecteurs du *Rabotchéié Diélo* savent fort bien que depuis le début nous n'avons pas seulement appelé à l'agitation politique, sans attendre la parution de l'*Iskra* »... (en disant alors qu'« on ne peut poser » aux cercles ouvriers, « mais aussi au mouvement ouvrier de masse, comme première tâche politique, le renversement de l'absolutisme », mais seulement la lutte pour des revendications politiques immédiates, et que « les revendications politiques immédiates deviennent accessibles à la masse après une ou, au moins, plusieurs grèves »)... « mais par nos publications nous avons fait parvenir de l'étranger aux camarades militant en Russie un matériel social-démocrate d'agitation politique « *unique* »... (ajoutons que dans ce matériel unique vous n'avez fait l'agitation politique la

* Voir le présent tome, p. 14. (*N. R.*)

plus large que sur le terrain de la lutte économique, mais encore vous en êtes arrivés enfin à ceci que cette agitation restreinte « est susceptible d'être le plus largement appliquée ». Et vous ne remarquez pas, Messieurs, que votre argumentation prouve justement la nécessité pour l'*Iskra* de paraître — étant donné ce matériel *unique* — et la nécessité pour l'*Iskra* de lutter contre le *Rabotchéié Diélo* ?)... « D'autre part, notre activité comme éditeurs préparait de fait l'unité tactique du parti »... (l'unité de conviction que la tactique est un processus de croissance des tâches du parti, qui croissent en même temps que le Parti ? Unité précieuse !) ... « et par là même la possibilité d'une « organisation de combat », « pour la création de laquelle l'Union a fait, en général, tout ce qui est accessible à une organisation résidant à l'étranger » (*R. D.* n° 10, p. 15). Vaine tentative de vouloir se tirer d'embarras ! Que vous ayez fait tout ce qui vous était accessible, je n'ai jamais songé à le contester. J'ai affirmé et affirme encore que les *limites* de ce qui vous est « accessible » se trouvent resserrées par l'étroitesse de votre compréhension. Il est ridicule de parler d'« organisation de combat » pour lutter en faveur des « revendications politiques immédiates » ou pour « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement ».

Mais si le lecteur voulait voir les perles de l'attachement « économiste » aux méthodes artisanales, il lui faudrait naturellement s'adresser non pas au *Rabotchéié Diélo*, éclectique et instable, mais à la *Rabotchaïa Mysl*, logique et résolue. « Deux mots maintenant sur ce qu'on appelle, à proprement dire, les intellectuels révolutionnaires, écrivait R. M. dans un « Supplément spécial », p. 13 ; ils ont, il est vrai, plus d'une fois prouvé en fait qu'ils sont tout prêts à « engager le corps à corps décisif avec le tsarisme ». Seulement le malheur est que, traqués sans merci par la police politique, nos intellectuels révolutionnaires ont pris la lutte contre cette police politique pour une lutte politique contre l'autocratie. C'est bien pourquoi la question : « Où prendre des forces pour la lutte contre l'autocratie ? » n'est pas encore élucidée pour eux. »

N'est-il pas admirable, en vérité, ce dédain de la lutte contre la police, de la part d'un adorateur (au sens péjoratif du mot) du mouvement *spontané* ? Il est prêt à *justi-*

fier notre maladresse dans l'action clandestine par l'argument que, dans un mouvement de masse spontané, la lutte contre la police politique n'a, en somme, pas d'importance pour nous ! ! Très peu nombreux sont ceux qui souscriront à cette conclusion monstrueuse, tant les défauts de nos organisations révolutionnaires sont douloureusement ressentis par tous. Mais si Martynov par exemple n'y souscrit pas, c'est uniquement parce qu'il ne sait pas aller jusqu'au bout de sa pensée ou qu'il n'en a pas le courage. En effet, si la masse pose des revendications concrètes promettant des résultats tangibles, est-ce là une « tâche » qui exige que l'on se préoccupe particulièrement de la création d'une organisation de révolutionnaires, solide, centralisée, combattive ? La masse qui ne « lutte pas du tout contre la police politique » ne s'acquitte-t-elle pas elle-même de cette « tâche » ? Bien plus, cette tâche serait-elle exécutable, si, à l'exception de rares dirigeants, des ouvriers qui (dans leur grande majorité) *ne sont* nullement *capables* de « lutter contre la police politique », ne s'en chargeaient eux aussi ? Ces ouvriers, élément moyen de la masse, sont capables de montrer une énergie et une abnégation prodigieuses dans une grève, dans un combat de rue avec la police et la troupe ; ils sont capables (et eux seuls sont en mesure) de *décider* de l'issue de tout notre mouvement ; mais justement la lutte contre la police *politique* exige des qualités spéciales, exige des révolutionnaires de *profession*. Et nous devons veiller à ce que la masse ouvrière non seulement « mette en avant » des revendications concrètes, mais encore « mette en avant », de plus en plus nombreux, ces révolutionnaires de profession. Nous voilà donc amenés à la question du rapport entre l'organisation des révolutionnaires professionnels et le mouvement purement ouvrier. Cette question, peu développée dans la littérature, nous a beaucoup occupés, nous, « politiques », dans nos entretiens et discussions avec les camarades qui penchent plus ou moins vers l'économisme. Cette question vaut la peine qu'on s'y arrête. Mais d'abord, terminons par une autre citation l'illustration de notre thèse sur la liaison des méthodes artisanales avec l'économisme.

« Le groupe « Libération du Travail », écrivait N. N. [174] dans sa « Réponse », réclame la lutte directe contre le gouvernement sans chercher à savoir où est la force matérielle

pour cette lutte, sans indiquer *la voie qui y mène* ». Et soulignant ces derniers mots, l'auteur fait à propos du mot « voie » la remarque suivante : « Ce fait ne saurait être expliqué par les besoins de l'action clandestine ; en effet, dans le programme il ne s'agit pas d'un complot, mais d'un *mouvement de masse*. Or, la masse ne peut suivre des voies secrètes. Une grève secrète est-elle possible ? Une manifestation ou une pétition secrètes sont-elles possibles ? » (*Vademecum*, p. 59). L'auteur aborde de près et cette « force matérielle » (organisateurs de grèves et de manifestations) et les « voies » de la lutte, mais il est déconcerté et perplexe, car il « s'incline » devant le mouvement de masse, c'est-à-dire qu'il le considère comme un facteur nous *libérant* de l'activité révolutionnaire qui est la nôtre, et non comme un facteur destiné à encourager et à *stimuler* notre activité révolutionnaire. Une grève secrète est impossible, pour ses participants et pour ceux qu'elle touche directement. Mais pour la masse des ouvriers russes, cette grève peut rester (et elle reste la plupart du temps) « secrète », car le gouvernement prendra soin de couper toute communication avec les grévistes, il prendra soin de rendre impossible toute diffusion de renseignements sur la grève. C'est alors qu'il faut une « lutte contre la police politique », lutte spéciale qui ne pourra jamais être menée activement par une masse aussi considérable que celle qui participe à la grève. Cette lutte doit être organisée « selon toutes les règles de l'art » par des professionnels de l'action révolutionnaire. De ce que la masse est entraînée spontanément dans le mouvement, l'organisation de cette lutte n'en est pas *moins nécessaire*. Au contraire, elle n'en devient que *plus nécessaire* ; car nous, socialistes, nous manquerions à notre premier devoir envers la masse si nous ne savions empêcher la police de rendre secrète (et si parfois nous ne préparions secrètement nous-mêmes) une grève ou une manifestation quelconque. Nous *sommes en état* de le faire précisément parce que la masse qui s'éveille spontanément à l'action fera *surgir également de son sein* un nombre de plus en plus grand de « révolutionnaires de profession » (si toutefois nous ne convions pas sur tous les tons les ouvriers à piétiner sur place).

c) L'ORGANISATION DES OUVRIERS ET L'ORGANISATION DES RÉVOLUTIONNAIRES

Si pour le social-démocrate l'idée de « lutte économique contre le patronat et le gouvernement » s'identifie à celle de la lutte politique, il est naturel de s'attendre à ce que l'idée d'« organisation des ouvriers » s'identifie plus ou moins chez lui à l'idée d'« organisation des révolutionnaires ». Et c'est ce qui arrive effectivement, de sorte que, en parlant organisation, nous parlons des langues absolument différentes. Je me souviens, par exemple, d'une conversation que j'eus un jour avec un économiste assez conséquent, que je n'avais pas connu autrefois. La conversation tomba sur la brochure : *Qui fera la révolution politique ?* Nous convînmes rapidement que son défaut capital était de méconnaître les problèmes d'organisation. Nous pensions déjà être d'accord, mais... l'entretien se poursuivant, nous nous aperçûmes que nous parlions de choses différentes. Mon interlocuteur accusait l'auteur de méconnaître les caisses de grèves, les sociétés de secours mutuels, etc. ; je parlais, quant à moi, de l'organisation de révolutionnaires indispensables pour « faire » la révolution politique. Et dès que cette divergence se fut révélée, je ne me souviens plus de m'être jamais trouvé d'accord sur aucune question de principe avec cet économiste !

Quelle était donc la cause de nos divergences ? Mais justement que les économistes dévient constamment du social-démocratisme vers le trade-unionisme dans les tâches d'organisation comme dans les tâches politiques. La lutte politique de la social-démocratie est beaucoup plus large et plus complexe que la lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement. De même (et de ce fait), l'organisation d'un parti social-démocrate révolutionnaire doit nécessairement être d'un *autre genre* que l'organisation des ouvriers pour la lutte économique. L'organisation des ouvriers doit être, en premier lieu, professionnelle ; en second lieu, la plus large possible ; en troisième lieu, la moins conspirative possible (ici et plus loin, je ne parle, bien entendu, que de la Russie autocratique). Au contraire, l'organisation des révolutionnaires doit englober avant tout et principalement des hommes dont la profession est l'action révolutionnaire (c'est pourquoi, d'ailleurs, parlant d'une organisa-

tion *de révolutionnaires*, je songe aux révolutionnaires social-démocrates). Devant cette caractéristique commune aux membres d'une telle organisation, *doit absolument s'effacer toute distinction entre ouvriers et intellectuels* et, à plus forte raison, entre les diverses professions des uns et des autres. Nécessairement cette organisation ne doit pas être très étendue, et il faut qu'elle soit la plus clandestine possible. Arrêtons-nous sur ces trois points distinctifs.

Dans les pays de liberté politique, la différence entre l'organisation syndicale et l'organisation politique est parfaitement claire, comme l'est aussi la différence entre les trade-unions et la social-démocratie. Certes, les rapports de cette dernière avec les trade-unions varient inévitablement de pays à pays selon les conditions historiques, juridiques et autres ; ils peuvent être plus ou moins étroits, complexes, etc. (ils doivent être à notre avis le plus étroits et le moins complexes possibles) ; mais il ne saurait être question dans les pays libres d'identifier l'organisation syndicale avec celle du parti social-démocrate. En Russie, le joug de l'autocratie efface, à première vue, toute distinction entre l'organisation social-démocrate et l'association ouvrière, car *toutes* les associations ouvrières et *tous* les cercles sont interdits, et la grève, manifestation et arme principales de la lutte économique des ouvriers, est considérée comme un crime de droit commun (parfois même comme un délit politique !). Ainsi donc la situation chez nous, d'une part, « incite » vivement les ouvriers qui mènent la lutte économique à s'occuper de questions politiques et, d'autre part, « incite » les social-démocrates à confondre le trade-unionisme et le social-démocratisme (et nos Kritchevski, Martynov et Cie, qui ne tarissent pas sur « l'incitation » du premier genre, ne remarquent pas « l'incitation » du second genre). En effet, que l'on se représente des gens absorbés pour les quatre-vingt-dix-neuf centièmes par « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement ». Les uns, pendant *toute* la durée de leur activité (de 4 à 6 mois), ne seront jamais incités à songer à la nécessité d'une organisation plus complexe de révolutionnaires ; d'autres, vraisemblablement, seront « incités » à lire la littérature bernsteinienne, relativement répandue, et en tireront la conviction que ce qui a une importance essentielle, c'est la « marche

progressive de la lutte obscure, quotidienne ». D'autres enfin se laisseront peut-être séduire par l'idée de donner au monde un nouvel exemple de « liaison étroite et organique avec la lutte prolétarienne », de liaison du mouvement syndical et du mouvement social-démocrate. Ces gens-là feront ce raisonnement : plus tard un pays entre dans l'arène du capitalisme, et donc dans celle du mouvement ouvrier, et plus les socialistes peuvent participer au mouvement syndical et lui offrir soutien ; moins il peut et il doit y avoir de syndicats non social-démocrates. Jusqu'ici ce raisonnement est parfaitement juste, mais le malheur est qu'on va plus loin et qu'on rêve d'une fusion complète du social-démocratisme et du trade-unionisme. Nous allons voir par l'exemple des « Statuts de l'Union de lutte de Saint-Pétersbourg » l'influence nuisible que ces rêves exercent sur nos plans d'organisation.

Les organisations ouvrières pour la lutte économique doivent être des associations professionnelles. Tout ouvrier social-démocrate doit, autant que possible, soutenir ces organisations et y travailler activement. Bon. Mais il n'est point de notre intérêt d'exiger que les social-démocrates seuls puissent être membres des unions « corporatives » : cela restreindrait notre influence sur la masse. Laissons participer à l'union corporative tout ouvrier qui comprend la nécessité de s'unir pour lutter contre le patronat et le gouvernement. Le but même des unions corporatives ne saurait être atteint, si elles ne groupaient pas tous ceux à qui est accessible au moins ce degré élémentaire de compréhension, et si ces unions corporatives n'étaient pas des organisations très *larges*. Et plus larges seront ces organisations, plus large aussi sera notre influence sur elles, influence exercée non seulement par le développement « spontané » de la lutte économique, mais aussi par l'action consciente et directe des membres socialistes de l'union sur leurs camarades. Mais dans une organisation à effectifs nombreux, une action strictement conspirative est impossible (car elle exige beaucoup plus de préparation qu'il n'en faut pour participer à la lutte économique). Comment concilier cette contradiction entre la nécessité d'un effectif nombreux et d'une action strictement conspirative ? Comment faire pour que les organisations corporatives soient le moins conspiratives possi-

bles ? D'une façon générale, il ne peut y avoir que deux moyens : ou bien la légalisation des associations corporatives (qui dans certains pays a précédé la légalisation des associations socialistes et politiques), ou bien le maintien de l'organisation secrète, mais « libre », peu fixée, *lose**, comme disent les Allemands, au point que, pour la masse des membres, le régime conspiratif soit réduit presque à zéro.

La légalisation des associations ouvrières non socialistes et non politiques a déjà commencé en Russie, et il est hors de doute que chaque pas de notre mouvement ouvrier social-démocrate en progression rapide, multipliera et encouragera les tentatives de cette légalisation, tentatives émanant surtout des partisans du régime établi, mais aussi des ouvriers eux-mêmes et des intellectuels libéraux. Le drapeau de la légalisation a déjà été arboré par les Vassiliev et les Zoubatov ; les Ozérov et les Worms lui ont déjà promis et donné leur concours, et parmi les ouvriers on rencontre déjà des adeptes de la nouvelle tendance. Force nous est donc, désormais, de faire état de cette tendance. Comment en faire état ? Sur ce point, il ne saurait guère y avoir deux opinions parmi les social-démocrates. Nous devons dénoncer constamment toute participation des Zoubatov et des Vassiliev, des gendarmes et des popes à cette tendance, et éclairer les ouvriers sur les intentions véritables de ces participants. Nous devons dénoncer aussi toutes notes conciliatrices et « harmoniques » qui perceraient dans les discours des libéraux aux assemblées publiques des ouvriers, que ces notes soient modulées par des gens sincèrement convaincus que la collaboration pacifique des classes soit désirable, qu'ils aient le désir de se faire bien voir des autorités ou, enfin, par simple maladresse. Nous devons enfin mettre les ouvriers en garde contre les pièges que leur tend souvent la police qui, à ces assemblées publiques et dans les sociétés autorisées, cherche à repérer les « hommes ayant le feu sacré » et à profiter des organisations légales pour introduire des provocateurs aussi dans les organisations illégales.

Mais ce faisant, il ne faut pas oublier que la législation du mouvement ouvrier ne profitera pas *en fin de compte* aux Zoubatov, mais à nous-mêmes. Au contraire, justement par notre campagne de dénonciations nous séparons

* Libre, large. (*N.R.*)

l'ivraie du bon grain. Quelle est l'ivraie, nous l'avons déjà indiqué. Le bon grain, c'est d'attirer l'attention de couches d'ouvriers encore plus larges et des plus arriérées sur les questions politiques et sociales ; c'est de nous libérer, nous révolutionnaires, de fonctions qui au fond sont légales (diffusion d'ouvrages légaux, secours mutuels, etc.) et qui, en se développant, nous donneront infailliblement une matière de plus en plus abondante pour l'agitation. En ce sens nous pouvons et devons dire aux Zoubatov et aux Ozérov : Travaillez, Messieurs, travaillez ! Dès l'instant que vous dressez des pièges aux ouvriers (par la provocation directe ou par le « strouvisme », moyen « honnête » de corrompre les ouvriers), nous nous chargeons de vous démasquer. Dès l'instant que vous faites véritablement un pas en avant — ne fût-ce que sous la forme du plus « timide zigzag » — mais un pas en avant tout de même, nous vous dirons : faites donc ! Un véritable élargissement, même en miniature, du champ d'action des ouvriers, constitue un véritable pas en avant. Et tout élargissement de ce genre ne peut que nous profiter : il hâtera l'apparition d'associations légales où ce ne seront pas les provocateurs qui pêcheront des socialistes mais où les socialistes pêcheront des adeptes. En un mot, ce qu'il nous faut maintenant, c'est combattre l'ivraie. Il ne nous appartient pas de cultiver en chambre le bon grain dans des pots. En arrachant l'ivraie nous nettoyons par là même le terrain afin de permettre au bon grain de germer. Et pendant que les Afanassi Ivanovitch et les Pulchéria Ivanovna [175] s'occupent de culture en chambre, nous devons préparer des moissonneurs sachant aujourd'hui arracher l'ivraie et demain moissonner le bon grain *.

* La lutte de l'*Iskra* contre l'ivraie a provoqué de la part du *Rabotchéié Diélo* cette sortie indignée : « Le signe des temps, pour l'*Iskra*, ce n'est pas tant ces grands événements (du printemps), que les vains efforts des agents de Zoubatov pour « légaliser » le mouvement ouvrier. Elle ne voit pas que ces faits parlent justement contre elle ; ils témoignent que le mouvement ouvrier a pris des proportions très inquiétantes aux yeux du gouvernement » (*Deux congrès*, p. 27). La faute en revient au « dogmatisme » de ces orthodoxes « sourds aux impératifs de la vie ». Ils s'obstinent à ne pas vouloir remarquer les épis d'un mètre de haut et bataillent contre l'ivraie au ras de terre ! N'est-ce point là « fausser le sens de la perspective par rapport au mouvement ouvrier russe » (*Idem*, p. 27) ?

Ainsi, *nous* ne pouvons, au moyen de la légalisation, *résoudre* le problème de la création d'une organisation professionnelle la moins conspirative et la plus large possible (mais nous serions très heureux que les Zoubatov et les Ozérov nous en offrent la possibilité, même partielle ; aussi devons-nous lutter contre eux avec le maximum d'énergie !). Reste la voie des organisations professionnelles secrètes, et *nous devons*, par tous les moyens, aider les ouvriers qui s'engagent déjà (nous le savons de source certaine) dans cette voie. Les organisations professionnelles peuvent non seulement être d'une immense utilité pour le développement et l'affermissement de la lutte économique, mais encore devenir un auxiliaire très précieux de l'agitation politique et de l'organisation révolutionnaire. Pour arriver à ce résultat, pour orienter le mouvement professionnel naissant dans la voie que souhaite la social-démocratie, il faut avant tout bien comprendre l'absurdité du plan d'organisation dont se prévalent, depuis bientôt cinq ans, les économistes pétersbourgeois. Ce plan est exposé aussi dans les *Statuts de la caisse ouvrière* de juillet 1897 (*List.* « *Rab.* » n° 9-10, p. 46, dans le n° 1 de la *Rabotchaïa Mysl*) et dans les *Statuts de l'organisation ouvrière professionnelle* d'octobre 1900 (feuille spéciale, imprimée à Saint-Pétersbourg et mentionnée dans le n° 1 de l'*Iskra*). Ces statuts ont un défaut essentiel : ils exposent tous les détails d'une vaste organisation ouvrière qu'ils confondent avec l'organisation des révolutionnaires. Prenons les deuxièmes statuts, les mieux élaborés. Ils comportent *cinquante-deux* paragraphes : 23 paragraphes exposent la structure, le mode de gestion et les fonctions des « cercles ouvriers » qui seront organisés dans chaque fabrique (« pas plus de 10 personnes ») et éliront des « groupes centraux (de fabrique) ». Le paragraphe 2 spécifie : « Le groupe central observe tout ce qui se passe dans la fabrique ou l'usine, et tient la chronique des événements. » « Le groupe central rend compte de l'état de la caisse, chaque mois, à tous les cotisants » (paragraphe 17), etc., 10 paragraphes sont consacrés à l'« organisation de quartier » et 19 à l'extrême enchevêtrement du « Comité de l'organisation ouvrière » et du « Comité de l'Union de lutte de Saint-Pétersbourg » (délégués de chaque quartier et des « groupes exécutifs » — « groupes de propagandistes pour les rela-

tions avec la province, pour les relations avec l'étranger, pour la gestion des dépôts, des éditions, de la caisse »).

La social-démocratie assimilée aux « groupes exécutifs » en ce qui concerne la lutte économique des ouvriers ! Il serait difficile de démontrer avec plus de relief comment la pensée de l'économiste dévie du social-démocratisme vers le trade-unionisme, combien peu il se rend compte que le social-démocrate doit avant tout songer à organiser des révolutionnaires capables de diriger *toute* la lutte émancipatrice du prolétariat. Parler de l'« émancipation politique de la classe ouvrière », de la lutte contre l'« arbitraire tsariste » et rédiger de pareils statuts, c'est ne rien comprendre, mais absolument rien, aux véritables tâches politiques de la social-démocratie. Aucun de la cinquantaine de paragraphes ne révèle la moindre trace de compréhension de la nécessité de faire dans les masses une agitation politique des plus larges, éclairant tous les côtés de l'absolutisme russe, toute la physionomie des différentes classes sociales en Russie. D'ailleurs, avec de tels statuts, non seulement les buts politiques, mais même les buts trade-unionistes du mouvement ne sauraient être atteints puisqu'ils exigent une organisation *par profession*, ce dont les statuts ne disent rien.

Mais le plus caractéristique, c'est peut-être la surprenante lourdeur de tout ce « système », qui entend rattacher chaque fabrique au « comité » par un lien continu de règlements uniformes et minutieux jusqu'au ridicule, avec un système électoral à trois degrés. Comprimée dans l'étroit horizon de l'économisme, la pensée se perd dans les détails qui exhalent une forte odeur de paperasserie et de bureaucratie. En réalité, les trois quarts de ces paragraphes ne sont, bien entendu, jamais appliqués ; en revanche, une pareille organisation « clandestine » avec un groupe central dans chaque fabrique, facilite aux gendarmes les vastes coups de filet. Les camarades polonais ont déjà passé par cette phase du mouvement ; il fut un temps où tous se passionnaient pour fonder partout des caisses ouvrières ; mais ils renoncèrent bientôt à cette idée, s'étant convaincus qu'ils faisaient simplement la partie belle aux gendarmes. Si nous voulons de larges organisations ouvrières et ne voulons pas de larges rafles, si nous ne voulons pas faire le jeu des gendarmes, nous devons agir en sorte que ces organisations ne soient

nullement réglementées. Mais alors pourront-elles fonctionner ? Considérez un peu ces fonctions : « ... Observer tout ce qui se passe à l'usine et tenir la chronique des événements (§ 2 des statuts). Faut-il vraiment que cette fonction soit réglementée ? Ce but ne sera-t-il pas mieux atteint par des correspondances dans la presse illégale sans que des groupes d'aucune sorte soient spécialement constitués à cet effet ? « ...Diriger la lutte des ouvriers pour améliorer leur condition à l'usine » (§ 3). Encore une fois, inutile de réglementer. Une simple conversation suffit à un agitateur tant soit peu intelligent pour savoir exactement quelles sont les revendications que veulent formuler les ouvriers ; puis, les connaissant, il saura les transmettre à une organisation restreinte — et non large — de révolutionnaires qui éditera un tract approprié. « ...Organiser une caisse... avec cotisation de 2 kopecks par rouble » (§ 9) et rendre compte de l'état de la caisse chaque mois, à tous les cotisants (§ 17) ; exclure les membres qui n'acquittent pas leurs cotisations (§ 10), etc. Voilà pour la police un véritable paradis, car rien n'est plus facile que de repérer tout ce travail conspiratif de la « caisse centrale de fabrique », de confisquer l'argent et de mettre à l'ombre toute l'élite. Ne serait-il pas plus simple de lancer des timbres de un ou deux kopecks à l'estampille d'une certaine organisation (très restreinte et très secrète), ou encore, sans aucun timbre, de faire des collectes, dont un journal illégal donnerait le résultat en une langue convenue ? On arriverait tout aussi bien au but, et les gendarmes auraient cent fois plus de mal à démêler les fils de l'organisation.

Je pourrais continuer cette analyse-type des statuts, mais je crois en avoir dit assez. Un petit noyau compact, composé des ouvriers les plus sûrs, les plus expérimentés et les mieux trempés, un noyau ayant des hommes de confiance dans les principaux quartiers, et relié selon toutes les règles de l'action conspirative la plus stricte, à l'organisation des révolutionnaires, pourra parfaitement, avec le plus large concours de la masse et sans réglementation aucune, s'acquitter de *toutes* les fonctions qui incombent à une organisation professionnelle et, au surplus, les accomplir justement selon les souhaits de la social-démocratie. C'est seulement ainsi que l'on pourra *consolider* et dévelop-

per, en dépit de tous les gendarmes, le mouvement professionnel *social-démocrate*.

On m'objectera qu'une organisation *lose* au point de n'avoir aucun règlement, pas même de membres avérés et enregistrés, ne peut être qualifiée d'organisation. Peut-être : je ne cours pas après le nom. Mais tout ce qui est nécessaire, cette « organisation sans membres » le fera, elle assurera dès le début une liaison solide entre nos futures trade-unions et le socialisme. Et ceux qui sous l'absolutisme veulent une organisation *large* d'ouvriers avec élections, comptes rendus, suffrage universel, etc., sont tout bonnement d'incurables utopistes.

La morale à tirer de là est simple : si nous commençons par établir une solide, une forte organisation de révolutionnaires, nous pourrons assurer la stabilité du mouvement dans son ensemble, atteindre à la fois les buts social-démocrates et les buts proprement trade-unionistes. Tandis que si nous commençons par constituer une organisation ouvrière, large, soi-disant la plus « accessible » à la masse (en réalité, la plus accessible aux gendarmes et qui rendra les révolutionnaires les plus accessibles à la police), nous n'atteindrons ni l'un ni l'autre de ces buts. Nous ne nous débarrasserons pas de nos méthodes artisanales et, par notre morcellement, par nos effondrements continuels, nous ne ferons que rendre plus accessibles à la masse les trade-unions du type Zoubatov ou Ozérov.

Quelles doivent être proprement les fonctions de cette organisation de révolutionnaires ? Nous allons en parler en détail. Mais auparavant examinons un autre raisonnement bien typique de notre terroriste qui, une fois de plus (triste destinée que la sienne !), se trouve dans le proche voisinage de l'économiste. La *Svoboda* (n° 1), revue pour les ouvriers, renferme un article intitulé « L'organisation », dont l'auteur cherche à défendre ses amis, les économistes ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk.

« Il est fâcheux, dit-il, lorsqu'une foule est silencieuse, inconsciente, lorsqu'un mouvement ne vient pas d'en bas. Voyez un peu : dans une ville universitaire, lorsque les étudiants, à l'époque des fêtes ou pendant l'été ,rentrent chez eux, le mouvement ouvrier s'arrête. Un mouvement ouvrier ainsi stimulé du dehors peut-il être une force véritable ? Non, bien sûr... Il n'a pas encore appris à marcher

tout seul, on le tient en lisière. Il en va ainsi de tout : les étudiants partis, le mouvement cesse ; on cueille les plus capables, la crème, et le lait aigrit ; on arrête le « Comité », et aussi longtemps qu'un nouveau « Comité » n'est pas formé, c'est une nouvelle accalmie ; et on ne sait pas encore ce que sera le nouveau « Comité » ; peut-être ne ressemblera-t-il pas du tout à l'ancien : celui-ci disait une chose, celui-là dira le contraire. Le lien entre hier et demain est rompu, l'expérience n'est pas faite pour éclairer l'avenir. Et tout cela parce que le mouvement n'a pas de racines en profondeur, dans la foule ; parce que le travail est fait non pas par une centaine d'imbéciles, mais par une dizaine de têtes douées d'intelligence. Une dizaine d'hommes tombent facilement dans la gueule du loup ; mais lorsque l'organisation englobe la foule, lorsque tout vient de la foule, aucun zèle ne saurait venir à bout du mouvement » (page 63).

Les faits sont fidèlement rendus. Il y a là un bon tableau de notre travail artisanal. Mais les conclusions, par leur illogisme et leur manque de tact politique, sont dignes de la *Rabotchaïa Mysl.* C'est le comble de la déraison, car l'auteur confond la question philosophique, historique et sociale des « racines » du mouvement « en profondeur » avec le problème d'organisation technique d'une lutte plus efficace contre les gendarmes. C'est le comble du manque de tact politique, car au lieu d'en appeler des mauvais dirigeants aux bons dirigeants, l'auteur en appelle des dirigeants en général à la « foule ». C'est encore une façon de nous tirer en arrière sous le rapport de l'organisation, de même que veut nous faire rétrograder politiquement l'idée de substituer à l'agitation politique la terreur excitative. A la vérité, je me trouve devant un véritable *embarras de richesses* * ; je ne sais par où commencer l'analyse de l'imbroglio que nous sert la *Svoboda.* Pour plus d'évidence, j'essaierai de commencer par un exemple. Prenez les Allemands. Vous n'irez pas nier, j'espère, que chez eux l'organisation englobe la foule, que tout vient de la foule, que le mouvement ouvrier a appris en Allemagne à marcher tout seul. Et pourtant, comme cette foule de millions d'hommes sait apprécier la « dizaine » de ses chefs politiques éprouvés, comme elle y tient ! Que de fois, au Parlement, les députés des partis adverses n'ont-ils pas harcelé les socialistes : « Ah ! vous êtes de jolis démocrates !

* En français dans le texte. (*N. R.*)

Le mouvement de la classe ouvrière, vous n'en faites que parler : en réalité, c'est toujours la même équipe de meneurs qui se met en avant. Pendant des années, pendant des dizaines d'années, c'est toujours le même Bebel, toujours le même Liebknecht ! Mais vos délégués, soi-disant élus par les ouvriers, sont plus inamovibles que les fonctionnaires nommés par l'empereur ! » Mais les Allemands accueillaient par un sourire de mépris ces tentatives démagogiques d'opposer aux « meneurs » la « foule », d'attiser en cette dernière les mauvais instincts, les instincts de vanité et d'enlever au mouvement sa solidité et sa stabilité en ruinant la confiance de la masse envers la « dizaine de têtes douées d'intelligence ». Les Allemands sont assez développés politiquement, ils ont suffisamment amassé d'expérience politique pour comprendre que, sans une « dizaine » de chefs capables (les esprits capables ne surgissent pas par centaines), éprouvés, professionnellement préparés et instruits par un long apprentissage, parfaitement d'accord entre eux, aucune classe de la société moderne ne peut mener résolument la lutte. Les Allemands ont eu, eux aussi, leurs démagogues, qui flattaient les « centaines d'imbéciles » en les plaçant au-dessus des « dizaines de têtes douées d'intelligence » ; qui adulaient le « poing musclé » de la masse, poussaient (comme Most ou Hasselmann), cette masse à des actes « révolutionnaires » irréfléchis et semaient la méfiance à l'égard des chefs fermes et résolus. Et c'est seulement grâce à une lutte opiniâtre, implacable, contre les éléments démagogiques de tout genre et de tout ordre au sein du socialisme, que le socialisme allemand a tant grandi et s'est fortifié. Or, en cette période où toute la crise de la social-démocratie russe s'explique par le fait que les masses, spontanément éveillées, n'ont pas de dirigeants suffisamment préparés, développés et expérimentés, nos sages viennent nous dire sentencieusement avec la profondeur de pensée d'un Gribouille : « Il est fâcheux lorsqu'un mouvement ne vient pas d'en bas ! »

« Un comité d'étudiants n'est pas ce qu'il nous faut : il est instable. » Tout à fait juste. Mais la conclusion qui en découle, c'est qu'il faut un comité de *révolutionnaires* professionnels, ouvriers ou étudiants, peu importe, ils sauront faire leur éducation de révolutionnaires professionnels.

Tandis que votre conclusion à vous, c'est qu'il ne faut pas stimuler du dehors le mouvement ouvrier ! Dans votre ingénuité politique, vous ne remarquez même pas que vous faites ainsi le jeu de nos économistes et de nos méthodes artisanales. Permettez-moi de vous poser une question : comment nos étudiants ont-ils « stimulé » nos ouvriers ? *Uniquement* en leur portant le peu de connaissances politiques qu'ils avaient eux-mêmes, les bribes d'idées socialistes qu'ils avaient pu recueillir (car la principale nourriture spirituelle de l'étudiant contemporain, le marxisme légal n'a pu lui donner que l'a b c, que des bribes). Il n'y a pas eu trop, mais au contraire trop peu, scandaleusement et honteusement peu, de *cette* « stimulation du dehors » dans notre mouvement ; car jusqu'ici nous n'avons fait que cuire plus que de raison dans notre jus, nous incliner trop servilement devant l'élémentaire « lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement ». Nous, révolutionnaires de profession, nous devons cent fois plus nous occuper et nous nous occuperons de *cette* « stimulation ». Mais justement parce que vous employez cette expression odieuse de « stimulation du dehors », qui inspire inévitablement à l'ouvrier (du moins à un ouvrier aussi peu développé que vous l'êtes vous-même) la méfiance envers *tous* ceux qui lui apportent du dehors les connaissances politiques et l'expérience révolutionnaire, et suscite en lui le désir instinctif d'envoyer promener *tous* ces gens-là, — vous vous montrez un *démagogue* ; or les démagogues sont les pires ennemis de la classe ouvrière.

Parfaitement ! Et ne criez pas trop vite aux procédés « inadmissibles entre camarades » de ma polémique ! Je ne songe même pas à suspecter la pureté de vos intentions ; j'ai déjà dit que l'on pouvait aussi devenir démagogue uniquement par ingénuité politique. Mais j'ai montré que vous vous étiez laissé aller jusqu'à la démagogie. Et je ne me lasserai jamais de répéter que les démagogues sont les pires ennemis de la classe ouvrière. Les pires, précisément, parce qu'ils attisent les mauvais instincts de la foule, et qu'il est impossible aux ouvriers peu développés de reconnaître ces ennemis, qui se présentent, et parfois sincèrement, comme leurs amis. Les pires parce que, dans cette période de dispersion et de flottement où notre mouvement se cher-

che encore, rien n'est plus facile que d'entraîner démagogiquement la foule, que seules les épreuves les plus amères pourront ensuite convaincre de son erreur. Voilà pourquoi le mot d'ordre de l'heure pour les social-démocrates russes doit être la lutte résolue contre la *Svoboda* qui se laisse aller à la démagogie, et contre le *Rabotchéié Diélo*, qui, lui aussi, se laisse aller à la démagogie (nous reviendrons encore là-dessus *).

« Il est plus facile de repérer une dizaine de têtes douées d'intelligence qu'une centaine d'imbéciles. » Cette magnifique vérité (qui vous vaudra toujours les applaudissements de la centaine d'imbéciles) paraît évidente uniquement parce que, dans le cours de votre raisonnement, vous avez sauté d'une question à l'autre. Vous avez commencé et vous continuez à parler de l'arrestation du « Comité », de « l'organisation », et maintenant vous sautez à une autre question, au repérage des « racines » du mouvement « en profondeur ». Certes, notre mouvement est insaisissable parce qu'il a des centaines et des centaines de milliers de racines en profondeur ; mais il n'est pas du tout question de cela. Même maintenant, malgré toutes nos méthodes artisanales, il est impossible de « se saisir » de nous, de nos « racines en profondeur » ; et pourtant nous avons à déplorer et ne pouvons pas ne pas déplorer le repérage d'« *organisations* », qui empêche toute continuité dans le mouvement. Or, si vous posez la question du repérage des *organisations* et que vous vous en teniez à cette question, je vous dirai qu'il est beaucoup plus difficile de repérer une dizaine de têtes douées d'intelligence qu'une centaine d'imbéciles. Et je soutiendrai cette thèse, quoi que vous fassiez pour exciter la foule contre mon « antidémocratisme », etc. Par « têtes intelligentes », en matière d'organisation, il faut entendre uniquement, comme je l'ai indiqué maintes fois, les *révolutionnaires professionnels*, étudiants ou ouvriers d'origine, peu importe. Or, j'affirme : 1° qu'il

* Notons seulement ici que tout ce que nous avons dit au sujet de la « stimulation du dehors », ainsi que de tous les raisonnements ultérieurs de la *Svoboda* concernant l'organisation, se rapporte *entièrement à tous* les économistes, y compris les « rabotchédiéltsy » qui, en partie, ont activement préconisé et défendu les mêmes façons de voir les problèmes d'organisation, et en partie se sont égarés là-dessus.

ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation de dirigeants stable et qui assure la continuité du travail ; 2° que plus nombreuse est la masse entraînée spontanément dans la lutte, formant la base du mouvement et y participant, et plus impérieuse est la nécessité d'avoir une telle organisation, plus cette organisation doit être solide (sinon il sera plus facile aux démagogues d'entraîner les couches incultes de la masse) ; 3° qu'une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour profession l'activité révolutionnaire ; 4° que, dans un pays autocratique, plus nous *restreindrons* l'effectif de cette organisation au point de n'y accepter que des révolutionnaires de profession ayant fait l'apprentissage dans l'art d'affronter la police politique, plus il sera difficile de « repérer » une telle organisation et 5° d'autant *plus nombreux* seront les ouvriers et les éléments des autres classes sociales qui pourront participer au mouvement et y militer d'une façon active.

J'invite nos économistes, nos terroristes et nos « économistes terroristes * » à réfuter ces thèses, dont je ne développerai en ce moment que les deux dernières. La question de savoir s'il est plus facile de repérer une « dizaine de têtes douées d'intelligence » ou une « centaine d'imbéciles » se ramène à la question que j'ai analysée plus haut : une *organisation* de masse est-elle possible dans le cadre d'un régime strictement clandestin ? Nous ne pourrons jamais donner à une organisation large le caractère clandestin sans lequel il ne saurait être question d'une lutte soutenue où la continuité serait assurée, contre le gouvernement.

* Ce terme serait peut-être plus juste que le précédent en ce qui concerne la *Svoboda*, car, dans la *Renaissance du révolutionnisme*, on défend le terrorisme, et dans l'article envisagé, l'économisme. Il y a loin de la coupe aux lèvres ! peut-on dire en général de la *Svoboda*. La *Svoboda* a d'excellentes aptitudes et les meilleures intentions, et pourtant elle n'aboutit qu'à la confusion principalement parce que, préconisant la continuité de l'organisation, la *Svoboda* ne veut rien savoir de la continuité de la pensée révolutionnaire et de la théorie social-démocrate. S'efforcer de ressusciter le révolutionnaire professionnel (la *Renaissance du révolutionnisme*) et proposer pour cela d'abord la terreur excitative et, ensuite, l'« organisation des ouvriers moyens » (*Svoboda* n° 1, pp. 66 et suiv.) aussi peu que possible « stimulés du dehors », c'est en vérité démolir sa maison afin d'avoir du bois pour la chauffer.

La concentration de toutes les fonctions clandestines entre les mains du plus petit nombre possible de révolutionnaires professionnels ne signifie nullement que ces derniers « penseront pour tous », que la foule ne prendra pas une part active au *mouvement*. Au contraire, la foule fera surgir ces révolutionnaires professionnels en nombre toujours plus grand, car alors elle saura qu'il ne suffit pas à quelques étudiants et à quelques ouvriers menant la lutte économique de se rassembler pour constituer un « Comité », mais qu'il est nécessaire pendant des années de faire son éducation de révolutionnaire professionnel, et la foule ne « pensera » pas uniquement au travail artisanal, mais précisément à cette éducation. La centralisation des fonctions clandestines de l'*organisation* ne signifie nullement la centralisation de toutes les fonctions du *mouvement*. Loin de diminuer, la collaboration active de la masse la plus large à la littérature illégale *décuplera* lorsqu'une « dizaine » de révolutionnaires professionnels centraliseront entre leurs mains l'édition clandestine de cette littérature. Alors, et alors seulement, nous obtiendrons que la lecture des publications illégales, la collaboration à ces publications et même, jusqu'à un certain point, leur diffusion, *cesseront presque d'être clandestines* : la police aura bientôt compris l'absurdité et l'impossibilité de la filière judiciaire et administrative à propos de chaque exemplaire de publications répandues par milliers. Et cela est vrai non seulement pour la presse, mais aussi pour toutes les fonctions du mouvement, jusques et y compris les manifestations. La participation la plus active et la plus large de la masse à une manifestation, loin d'avoir à en souffrir, gagnera beaucoup si une « dizaine » de révolutionnaires éprouvés, au moins aussi bien dressés professionnellement que notre police, en centralisent tous les côtés clandestins : confection de tracts, élaboration d'un plan approximatif, nomination d'une équipe de dirigeants pour chaque quartier de la ville, chaque groupe d'usines, chaque établissement d'enseignement, etc. (On objectera, je le sais, que mes vues « n'ont rien de démocratique », mais je réfuterai plus loin en détail cette objection qui n'est rien moins qu'intelligente.) La centralisation des fonctions les plus conspiratives par l'organisation des révolutionnaires, loin d'affaiblir, enrichira et étendra l'action d'une foule d'au-

tres organisations qui s'adressent au grand public et qui, pour cette raison, sont aussi peu réglementées et aussi peu conspiratives que possible : associations professionnelles des ouvriers, cercles ouvriers d'instruction et de lecture de publications illégales, cercles socialistes, et aussi cercles démocratiques pour *toutes* les autres couches de la population, etc., etc. Ces cercles, associations professionnelles des ouvriers et organisations sont nécessaires partout ; il faut qu'ils soient *le plus* nombreux et que leurs fonctions soient le plus variées possible ; mais il est absurde et nuisible de les *confondre* avec l'organisation des *révolutionnaires*, d'effacer la ligne de démarcation qui existe entre eux, d'éteindre dans la masse le sentiment déjà incroyablement amorti que, pour « servir » un mouvement de masse, il faut des hommes qui se consacrent spécialement et entièrement à l'activité social-démocrate, et qui, patiemment, opiniâtrement, *fassent leur éducation* de révolutionnaires professionnels.

Oui, ce sentiment s'est incroyablement amorti. *Par nos méthodes artisanales, nous avons compromis le prestige des révolutionnaires en Russie* ; c'est là notre péché capital en matière d'organisation. Un révolutionnaire mou, hésitant dans les problèmes théoriques, avec un tour d'horizon borné, justifiant son inertie par la spontanéité du mouvement de masse ; plus semblable à un secrétaire de trade-union qu'à un tribun populaire, incapable de présenter un plan vaste et hardi qui force le respect même de ses adversaires, un révolutionnaire sans expérience et peu habile dans son art professionnel — la lutte contre la police politique, — est-ce là un révolutionnaire, voyons ? Non, ce n'est qu'un pitoyable artisan.

Qu'aucun praticien ne m'en veuille pour cette épithète sévère, car, en ce qui concerne l'impréparation, je m'applique cette épithète à moi-même tout le premier. J'ai travaillé dans un cercle [176] qui s'assignait des tâches très vastes, multiples ; nous tous, membres de ce cercle, nous souffrions, jusqu'à en éprouver une véritable douleur, de sentir que nous n'étions que des manouvriers à ce moment historique où l'on eût pu dire, en paraphrasant un mot célèbre : Donnez-nous une organisation de révolutionnaires, et nous soulèverons la Russie ! Plus souvent j'ai eu à me rappeler ce

sentiment cuisant de honte que j'éprouvai alors, et plus j'ai senti monter en moi une amertume contre ces pseudo-social-démocrates dont la propagande « déshonore le titre de révolutionnaire », et qui ne comprennent pas que notre tâche n'est pas de défendre le rabaissement du révolutionnaire au niveau du manouvrier, mais d'*élever* les manouvriers au niveau des révolutionnaires.

d) ENVERGURE DU TRAVAIL D'ORGANISATION

Comme nous l'avons vu tout à l'heure B-v parle du « manque de forces révolutionnaires propres à l'action, qui se fait sentir non seulement à Pétersbourg, mais dans toute la Russie ». Je ne crois guère qu'il s'en trouve pour contester ce fait. Mais il s'agit de savoir comment l'expliquer. B-v écrit :

« Nous ne chercherons pas à approfondir les raisons historiques de ce phénomène ; nous dirons seulement que, démoralisée par une réaction politique prolongée et divisée par les changements économiques qui se sont accomplis et s'accomplissent encore, la société ne fournit qu'un *nombre infiniment restreint de personnes aptes au travail révolutionnaire* ; que la classe ouvrière, en fournissant des révolutionnaires-ouvriers, complète en partie les rangs des organisations illégales, mais que le nombre de ces révolutionnaires ne répond pas aux nécessités de l'époque. D'autant plus que l'ouvrier, de par sa situation, alors qu'il est occupé onze heures et demie par jour à l'usine, ne peut remplir principalement que des fonctions d'agitateur. Tandis que la propagande et l'organisation, la reproduction et la livraison de la littérature illégale, la publication de proclamations, etc., incombent forcément, pour une grande part, à un nombre infime d'intellectuels » (*Rabotchéié Diélo*, n° 6, pp. 38-39).

Sur bien des points, nous ne sommes pas d'accord avec cette opinion de B-v, notamment avec les mots soulignés par nous qui montrent à l'évidence que, ayant beaucoup souffert de notre travail artisanal (comme tout praticien qui pense tant soit peu), B-v ne peut, subjugué qu'il est par l'économisme, trouver moyen de se sortir de cette situation intolérable. Non, la société fournit un *très grand nombre* d'homme aptes au « travail », mais nous ne savons pas les utiliser tous. L'état critique, l'état transitoire de notre mouvement à cet égard peut être formulé ainsi : *on manque*

d'hommes alors que les hommes sont en masse. Les hommes sont en masse parce que la classe ouvrière et des couches de plus en plus variées de la société fournissent chaque année un nombre sans cesse accru de mécontents, désireux de protester, prêts à concourir, selon leurs forces, à la lutte contre l'absolutisme, dont le caractère intolérable n'est pas encore reconnu par tout le monde, mais qui est cependant de plus en plus vivement ressenti par une masse toujours plus grande. Et en même temps, on manque d'hommes, parce qu'il n'y a pas de dirigeants, pas de chefs politiques, pas d'organisateurs doués pour faire un travail à la fois large, coordonné et harmonieux, permettant d'utiliser toutes les forces, même les plus insignifiantes. « La croissance et le développement des organisations révolutionnaires » retardent non seulement sur la croissance du mouvement ouvrier — B-v le reconnaît de même, — mais encore sur la croissance de l'ensemble du mouvement démocratique dans toutes les couches du peuple. (Au reste, il est probable qu'aujourd'hui, B-v souscrirait à ce complément de sa conclusion.) Le cadre du travail révolutionnaire est trop restreint par rapport à la large base spontanée du mouvement, trop comprimé par la maigre théorie de la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement ». Or aujourd'hui, ce ne sont pas seulement des agitateurs politiques, mais aussi les social-démocrates organisateurs qui doivent « aller dans toutes les classes de la population * ». Les social-démocrates pourraient parfaitement répartir les milliers de fonctions fragmentaires de leur travail d'organisation entre les représentants des classes les plus diverses : nul praticien, je crois, n'en doutera. Le manque de spécialisation, que B-v déplore amèrement et à si juste titre, est l'un des plus grands défauts de nos procédés techniques. Plus les diverses « opérations » de l'action commune seront petites, et plus on pourra trouver de personnes capables de les exécuter (et

* Ainsi, dans les milieux militaires, on remarque ces derniers temps une reprise incontestable de l'esprit démocratique, en partie à cause de la fréquence, toujours plus grande, des combats de rue contre des « ennemis » comme les ouvriers et les étudiants. Et, dès que nos forces nous le permettront, nous devrons absolument accorder l'attention la plus sérieuse à la propagande et à l'agitation parmi les soldats et les officiers, à la création d'« organisations militaires » affiliées à notre Parti.

tout à fait incapables, dans la plupart des cas, de devenir des révolutionnaires professionnels) ; plus il sera difficile à la police « de repérer » tous ces « militants spécialisés », plus il lui sera malaisé de monter avec le délit insignifiant d'un individu une « affaire » d'importance justifiant les fonds dépensés par l'Etat pour la « sûreté ». En ce qui concerne le nombre des personnes prêtes à nous fournir leur concours, nous avons déjà signalé, dans le précédent chapitre, le changement colossal qui s'est produit à cet égard depuis cinq ans à peine. Mais, d'un autre côté, pour grouper toutes ces menues fractions en un tout et pour ne pas fragmenter, en même temps que les fonctions, le mouvement lui-même, pour inspirer à celui qui exécute de menues fonctions la foi dans la nécessité et dans l'importance de son travail, foi sans laquelle il ne fera jamais rien *, pour tout cela il faut justement avoir une forte organisation de révolutionnaires éprouvés. Avec une telle organisation, la foi en la force du parti s'affermira et se répandra d'autant plus largement que cette organisation sera plus clandestine ; or, à la guerre, ce qui importe par-dessus tout, on le sait, c'est non seulement d'inspirer à son armée la confiance en ses propres forces, mais aussi d'en imposer à l'ennemi et à

* Un camarade, il m'en souvient, me racontait un jour qu'un inspecteur d'usine, qui avait aidé la social-démocratie et était prêt à continuer, se plaignait amèrement de ne pas savoir si ses « informations » parvenaient à l'organisme révolutionnaire central, si son concours était nécessaire et dans quelle mesure ses menus, ses infimes services étaient utilisables. Tout praticien pourrait citer nombre de cas semblables, où nos méthodes artisanales nous ont enlevés des alliés. Or, non seulement les employés et les fonctionnaires des usines, mais ceux des postes, des chemins de fer, de la douane, de la noblesse, du clergé et de *toutes* autres institutions, jusques et y compris la police et la Cour elle-même, pourraient nous rendre et nous rendraient de « menus » services dont le total serait d'une valeur inappréciable ! Si nous avions dès maintenant un parti véritable, une organisation véritablement combattive de révolutionnaires, nous n'utiliserions pas directement ces auxiliaires, nous ne nous hâterions pas de les entraîner, toujours et nécessairement, au cœur de l'« action illégale » ; bien au contraire, nous les ménagerions, nous formerions même spécialement des hommes pour ces fonctions, sachant que nombre d'étudiants pourraient être beaucoup plus utiles au Parti comme fonctionnaires « auxiliaires » que comme révolutionnaires « à court terme ». Mais, je le répète, seule une organisation déjà parfaitement solide et disposant de forces actives en quantité suffisante a le droit d'appliquer cette tactique.

tous les éléments *neutres* ; une neutralité bienveillante peut parfois décider du succès. Avec une telle organisation, instaurée sur une base théorique bien ferme et disposant d'un organe social-démocrate, il n'y aura pas à craindre que le mouvement soit dévoyé par les nombreux éléments du « dehors », qui y auront adhéré (au contraire, c'est maintenant avec le travail artisanal qui domine chez nous, que nous voyons nombre de social-démocrates tirer le mouvement en direction du *Credo*, se prétendant seuls des social-démocrates). En un mot, la spécialisation implique nécessairement la centralisation ; elle l'exige absolument.

Mais B-v lui-même, qui a si bien montré toute la nécessité de la spécialisation, en mesure insuffisamment la valeur, selon nous, dans la deuxième partie du raisonnement cité. Le nombre des révolutionnaires issus des milieux ouvriers est insuffisant, dit-il. Cette observation est parfaitement juste, et nous soulignons encore une fois que la « précieuse communication d'un proche observateur » confirme entièrement nos vues sur les causes de la crise actuelle de la social-démocratie, et, partant, sur les moyens d'y remédier. Ce ne sont pas simplement les révolutionnaires qui, en général, sont en retard sur l'élan spontané des masses ; même les ouvriers révolutionnaires retardent sur l'élan spontané des masses ouvrières. Et ce *fait* confirme de toute évidence, même au point de vue « pratique », non seulement l'absurdité, mais aussi le *caractère politique réactionnaire* de la « pédagogie » qui nous est si souvent servie à propos de nos devoirs envers les ouvriers. Il atteste que notre obligation première et impérieuse est de contribuer à former des révolutionnaires ouvriers qui, *sous le rapport de leur activité dans le Parti*, soient au même niveau que les révolutionnaires intellectuels. (Nous soulignons : sous le rapport de l'activité dans le Parti, car, sous les autres rapports, atteindre à ce même niveau est, pour les ouvriers, chose beaucoup moins facile et beaucoup moins urgente bien que nécessaire.) C'est pourquoi il faut nous attacher *principalement à élever* les ouvriers au niveau des révolutionnaires, et nullement nous *abaisser* nous-mêmes absolument au niveau de la « masse ouvrière », comme le veulent les économistes, absolument au niveau de l'« ouvrier moyen », comme le veut la *Svoboda* (qui, sous ce rapport, se hausse au deuxième

degré de la « pédagogie » économiste). Loin de moi la pensée de nier la nécessité d'une littérature populaire pour les ouvriers, et d'une autre particulièrement populaire (mais pas une littérature de pacotille) pour les ouvriers les plus arriérés. Mais ce qui me révolte, c'est cette tendance continuelle à coller la pédagogie aux questions de politique, aux questions d'organisation. Car enfin, Messieurs les défenseurs empressés de « l'ouvrier moyen », au fond vous insultez plutôt l'ouvrier à vouloir toujours vous *pencher* vers lui avant de lui parler de politique ouvrière ou d'organisation ouvrière. Redressez-vous donc pour parler de choses sérieuses, et laissez la pédagogie aux pédagogues, et non aux politiques et aux organisateurs ! N'y a-t-il pas de même parmi les intellectuels des éléments avancés, des éléments « moyens » et une « masse » ? Tout le monde ne reconnaît-il pas la nécessité d'une littérature populaire pour les intellectuels, et ne publie-t-on pas cette littérature ? Mais figurez vous que, dans un article sur l'organisation des étudiants ou des collégiens, l'auteur, du ton d'un homme qui vient de faire une découverte, rabâche que ce qu'il faut tout d'abord, c'est une organisation des « étudiants moyens ». Il fera à coup sûr rire de lui, et ce sera justice. Mais, donnez-nous donc, lui dira-t-on, quelques idées sur l'organisation, si vous en avez, et laissez-nous le soin de voir quels sont parmi nous les éléments « moyens », supérieurs ou inférieurs. Et si vous n'avez pas d'idées à *vous* sur l'organisation, tous vos discours sur « la masse » et sur les éléments « moyens » seront simplement fastidieux. Comprenez donc que les questions de « politique » et d'« organisation » sont en elles-mêmes si sérieuses qu'on ne saurait les traiter autrement que sur le mode très sérieux : on peut et on doit *préparer* les ouvriers (ainsi que les étudiants et les collégiens) de façon à *pouvoir aborder* devant eux ces questions, mais du moment que vous les avez abordées, donnez-leur une vraie réponse, ne faites pas machine arrière, vers les « moyens » ou vers la « masse », ne vous en tenez pas quittes avec des phrases ou des anecdotes *.

* *Svoboda*, n° 1, article « L'organisation », p. 66 ; « La masse ouvrière appuiera de tout son poids toutes les revendications qui seront formulées au nom du Travail de Russie » (naturellement, Travail avec une majuscule). Et l'auteur de s'exclamer : « Je ne suis point

Pour se préparer entièrement à sa tâche, l'ouvrier révolutionnaire doit devenir aussi un révolutionnaire professionnel. C'est pourquoi B-v n'a pas raison lorsqu'il dit que l'ouvrier étant occupé onze heures et demie à l'usine, les autres fonctions révolutionnaires (sauf l'agitation) « incombent *forcément* à un nombre infime d'intellectuels ». Cela ne se fait pas du tout « forcément », mais par suite de notre état arriéré ; c'est parce que nous ne comprenons pas notre devoir, qui est d'aider tout ouvrier se faisant remarquer par ses capacités à devenir agitateur, organisateur, propagandiste, colporteur *professionnels*, etc., etc. A ce compte-là! nous gaspillons honteusement nos forces, nous ne savons pas ménager ce qu'il faut cultiver et développer avec le plus grand soin. Voyez les Allemands : ils ont cent fois plus de forces que nous, mais ils comprennent parfaitement que les ouvriers « moyens » ne fournissent pas trop souvent des agitateurs vraiment capables, etc. C'est pourquoi ils ont à cœur de placer immédiatement tout ouvrier capable dans des conditions lui permettant de développer à fond et d'appliquer de même ses aptitudes ; ils en font un agitateur professionnel, ils l'encouragent à élargir son champ d'action, à l'étendre d'une seule usine à toute la profession, d'une seule localité à l'ensemble du pays. Il acquiert ainsi de l'expérience et de l'habileté dans sa profession ; il élargit son tour d'horizon et ses connaissances ; il observe de près les chefs politiques éminents des autres localités et des autres partis ; il s'efforce de s'élever lui-même à leur niveau et d'allier en soi la connaissance du milieu ouvrier et l'ardeur de la foi socialiste à la compétence professionnelle, sans laquelle le prolétariat *ne peut* mener une lutte tenace contre un ennemi parfaitement dressé. C'est ainsi, et seulement ainsi, que les Bebel et les Auer sortent de la masse ouvrière. Mais ce qui, pour une grande part, se fait tout seul dans un pays politiquement libre, ce sont nos organisations qui doivent le réaliser chez nous

---

du tout hostile aux intellectuels, mais »... (c'est ce *mais* que Chtchédrine a traduit par le dicton : on ne saute pas plus haut qu'on n'a les oreilles !)... » mais je suis toujours terriblement fâché, quand quelqu'un vient me débiter une foule de très belles et excellentes choses, exigeant qu'elles soient acceptées pour leur (sa ?) beauté et autres mérites (p. 62). Moi aussi, cela me « fâche toujours terriblement »...

de façon systématique. Tout agitateur ouvrier tant soit peu doué et « donnant des espérances », *ne doit pas* travailler onze heures à l'usine. Nous devons prendre soin qu'il vive aux frais du parti, qu'il puisse, au moment voulu, passer à l'action clandestine, changer de localité, sinon il n'acquerra pas grande expérience, il n'élargira pas son horizon, il ne saura pas tenir au moins quelques années dans la lutte contre les gendarmes. Plus large et plus profond devient l'élan spontané des masses ouvrières, et plus celles-ci mettent en avant d'agitateurs de talent, mais aussi d'organisateurs et de propagandistes doués et de « praticiens », au meilleur sens du mot (comme il y en a si peu parmi nos intellectuels, pour la plupart assez apathiques et nonchalants à la manière russe). Lorsque nous aurons des détachements d'ouvriers révolutionnaires spécialement préparés (et, bien entendu, de « toutes les armes » de l'action révolutionnaire) par un long apprentissage, aucune police politique du monde ne pourra en avoir raison, parce que ces détachements d'hommes dévoués corps et âme à la révolution jouiront de la confiance illimitée des masses ouvrières. Et nous commettons une *faute* en ne « poussant » pas assez les ouvriers sur cette voie, commune à eux et aux « intellectuels », de l'apprentissage révolutionnaire professionnel, en les tirant trop souvent en arrière par nos discours stupides sur ce qui est « accessible » à la masse ouvrière, aux « ouvriers moyens », etc.

Sous ce rapport aussi, l'étroitesse du travail d'organisation est en connexion indéniable, intime (bien que l'immense majorité des « économistes » et des praticiens débutants n'en aient pas conscience) avec le rétrécissement de notre théorie et de nos tâches politiques. Le culte de la spontanéité fait que nous craignons en quelque sorte de nous écarter même d'un pas de ce qui est « accessible » à la masse ; de nous élever trop au-dessus de la simple satisfaction de ses besoins directs et immédiats. Ne craignez rien, Messieurs ! Souvenez-vous qu'en matière d'organisation nous sommes si bas qu'il est absurde même de penser que nous *puissions* nous élever *trop* haut !

e) L'ORGANISATION « CONSPIRATIVE » ET LE « DÉMOCRATISME »

Et c'est justement ce que craignent par-dessus tout les gens — très nombreux parmi nous — chez qui le « sens des réalités » est extrêmement développé et qui accusent ceux qui s'en tiennent au point de vue exposé ici, d'abonder dans le sens de la « Narodnaïa Volia », de ne pas comprendre le « démocratisme », etc. Il faut nous arrêter à ces accusations, que le *Rabotchéié Diélo*, lui aussi, a naturellement reprises.

L'auteur de ces lignes sait fort bien que les économistes pétersbourgeois accusaient déjà la *Rabotchaïa Gazéta* de donner dans le « narodovolisme » (ce qui est compréhensible, si on la compare à la *Rabotchaïa Mysl.*) Aussi bien, nous n'avons nullement été étonnés d'apprendre d'un camarade, peu après la naissance de l'*Iskra*, que les social-démocrates de la ville de X... l'appelaient organe du « narodovolisme ». Cette accusation n'avait évidemment rien que de flatteur pour nous, car quel est le social-démocrate digne de ce nom, que les économistes n'auront pas accusé de « narodovolisme » ?

Ces accusations proviennent d'un double malentendu. D'abord l'on connaît si mal chez nous l'histoire du mouvement révolutionnaire que toute idée concernant une organisation de combat centralisée et déclarant résolument la guerre au tsarisme, est taxée de « narodovolisme ». Mais l'excellente organisation que possédaient les révolutionnaires de 1870-1880 et qui devrait nous servir de modèle à tous, n'a point été créée par les partisans de la « Narodnaïa Volia », mais par ceux de « Zemlia i Volia » qui se sont ensuite scindés en partisans du « Tcherny pérédiel » [Partage Noir] et en *narodovoltsy*. Ainsi donc, voir dans une organisation révolutionnaire de combat un héritage spécifique des narodovoltsy est absurde historiquement et logiquement, car *toute* tendance révolutionnaire, pour peu qu'elle vise sérieusement à la lutte, ne saurait se passer d'une organisation de ce genre. Cela n'a pas été la faute, mais au contraire le grand mérite historique des narodovoltsy, de s'être efforcés de gagner *tous* les mécontents à leur organisation et d'orienter celle-ci vers la lutte décisive contre l'autocratie. Leur faute a été de s'appuyer sur une théorie qui, au

fond, n'était nullement révolutionnaire, et de n'avoir pas su ou de n'avoir pas pu lier indissolublement leur mouvement à la lutte de classes au sein de la société capitaliste en développement. Et seule l'incompréhension la plus grossière du marxisme (ou sa « compréhension » dans l'esprit du « strouvisme ») pouvait amener à croire que la naissance d'un mouvement ouvrier de masse spontané nous *libère* de l'obligation de créer une organisation révolutionnaire aussi bonne, incomparablement meilleure même que celle de « Zemlia i Volia ». Au contraire, ce mouvement nous *impose* précisément cette obligation, car la lutte spontanée du prolétariat ne deviendra une véritable « lutte de classe » du prolétariat que lorsqu'elle sera dirigée par une forte organisation de révolutionnaires.

En second lieu, il en est beaucoup — y compris apparemment B. Kritchevski (*Rab. Dièlo*, n° 10, p. 18) — qui interprètent faussement la polémique que les social-démocrates ont toujours faite contre la conception « conspiratrice » de la lutte politique. Nous nous sommes élevés et, bien entendu, nous nous élèverons toujours contre la *limitation* de la lutte politique à un complot *, mais cela ne signifie nullement, comme bien l'on pense, que nous nions la nécessité d'une forte organisation révolutionnaire. Ainsi, dans la brochure mentionnée en note, on trouve à côté de la polémique contre ceux qui voudraient ramener la lutte politique à un complot, l'esquisse d'une organisation (présentée comme l'idéal social-démocrate) assez forte pour pouvoir « afin de porter un coup décisif à l'absolutisme, recourir » et à « l'insurrection » et à tout « autre procédé d'attaque ** ».

* Cf. *Les tâches des social-démocrates russes*, p. 21 dans la polémique avec P. Lavrov. (Œuvres, t. 2, pp. 346-347. *N. R.*)

** *Les tâches des soc.-dém. russes*, p. 23 (Œuvres, t. 2, p. 349. *N. R.*) Illustration supplémentaire du fait que le *Rabotchéié Dièlo* ou bien ne comprend pas ce qu'il dit, ou bien change d'opinion « selon le vent ». Ainsi, dans le *Rabotchéié Dièlo* n° 1, nous voyons la phrase suivante imprimée en italique : « *L'exposé de la brochure coïncide entièrement avec le programme de la rédaction du « Rabotchiéié Dièlo »* (p. 142). Vraiment ? Le refus d'assigner comme première tâche au mouvement de masse le renversement de l'autocratie coïnciderait avec le point de vue des *Tâches* ? La théorie de la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement » coïnciderait avec les *Tâches* ? De même la théorie des stades ? Au lecteur de juger de la stabilité des principes d'un organe qui comprend d'une façon aussi originale les « coïncidences ».

A ne considérer que sa *forme*, cette forte organisation révolutionnaire dans un pays autocratique peut être qualifiée de « conspiratrice », car le secret lui est absolument nécessaire. Il lui est indispensable à un tel point que toutes les autres conditions (effectifs, choix des membres, leurs fonctions, etc.) doivent s'y accorder. C'est pourquoi nous serions bien naïfs de craindre qu'on ne nous accuse, nous social-démocrates, de vouloir créer une organisation conspiratrice. Pareille accusation est aussi flatteuse pour tout ennemi de l'économisme, que l'accusation de « narodovolisme ».

Mais, nous objectera-t-on, une organisation si puissante et si strictement secrète, concentrant entre ses mains tous les fils de l'action clandestine, organisation nécessairement centralisée, peut trop facilement se lancer dans une attaque prématurée ; elle peut aiguiser inconsidérément le mouvement, avant que la chose soit rendue possible et nécessaire par les progrès du mécontentement politique, par la force de l'effervescence et de l'exaspération existant dans la classe ouvrière, etc. A cela nous répondrons : Abstraitement parlant, on ne saurait évidemment nier qu'une organisation de combat *puisse* engager à la légère une bataille qui *peut* aboutir à une défaite, laquelle ne se produirait pas dans d'autres conditions. Mais il est impossible de se borner en l'occurrence à des considérations abstraites, car tout combat implique d'abstraites éventualités de défaite, et il n'est d'autre moyen de les *diminuer* que de se préparer systématiquement au combat. Et si l'on pose la question sur le terrain concret de la situation russe d'aujourd'hui, on arrive à cette conclusion positive qu'une organisation révolutionnaire forte est absolument nécessaire justement pour donner de la stabilité au mouvement et le *prémunir* contre l'éventualité d'attaques irréfléchies. Maintenant que cette organisation nous manque et que le mouvement révolutionnaire spontané fait des progrès rapides, *on observe déjà* deux extrêmes opposés (qui, comme de juste, « se touchent ») : un économisme tout à fait inconsistant et le prône de la modération, ou bien un « terrorisme excitatif » non moins inconsistant, cherchant « dans un mouvement qui progresse et se fortifie, mais est encore plus près de son point de départ que de sa fin, à provoquer artificiellement

les symptômes de la fin de ce mouvement ». (V. Zassoulitch, *Zaria* n° 2-3, p. 353.) L'exemple du *Rabotchéié Diélo* montre qu'il *y a déjà* des social-démocrates qui cèdent devant ces deux extrêmes. La chose n'a rien d'étonnant car, abstraction faite des autres circonstances, « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement » ne satisfera *jamais* un révolutionnaire, et les extrêmes opposés apparaîtront toujours tantôt ici, tantôt là. Seule une organisation de combat centralisée, pratiquant avec fermeté la politique social-démocrate et donnant pour ainsi dire satisfaction à tous les instincts et aspirations révolutionnaires, est en état de prémunir le mouvement contre une attaque inconsidérée et d'en préparer une autre promettant le succès.

On nous objectera ensuite que notre point de vue sur l'organisation est en contradiction avec le « principe démocratique ». Autant l'accusation précédente était d'origine spécifiquement russe, autant celle-ci a un caractère *spécifiquement étranger*. Seule une organisation résidant à l'étranger (l'« Union des social-démocrates russes ») pouvait donner entre autres à sa rédaction l'instruction suivante :

« *Principe d'organisation.* Dans l'intérêt du bon développement et de l'union de la social-démocratie, il convient de souligner, de développer, de revendiquer le principe d'une large démocratie dans l'organisation du Parti, ce qui est d'autant plus nécessaire que des tendances antidémocratiques se sont révélées dans les rangs de notre Parti. » (*Deux congrès*, p. 18).

Comment le *Rabotchéié Diélo* lutte contre les « tendances antidémocratiques » de l'*Iskra*, nous le verrons au chapitre suivant. Pour l'instant, examinons de plus près ce « principe » mis en avant par les économistes. Le « principe d'une large démocratie » implique, tout le monde en conviendra probablement, deux conditions expresses : premièrement l'entière publicité et, deuxièmement, l'élection à toutes les fonctions. Il serait ridicule de parler de démocratisme sans une publicité non limitée aux membres de l'organisation. Nous appellerons le parti socialiste allemand une organisation démocratique, car tout s'y fait ouvertement, jusqu'aux séances du congrès du parti ; mais personne ne qualifiera de démocratique une organisation recouverte du voile du secret pour tous ceux qui n'en sont pas membres. Pourquoi alors poser le « principe d'une

large démocratie », quand la condition essentielle de ce principe est *inexécutable* pour une organisation clandestine ? Ce « large principe » n'est plus en l'occurrence qu'une phrase sonore, mais creuse. Bien plus. Cette phrase atteste une incompréhension totale des tâches immédiates en matière d'organisation. Tout le monde sait combien chez nous la « large » masse des révolutionnaires garde mal le secret. Nous avons vu avec quelle amertume s'en plaint B-v, qui réclame avec juste raison une « sélection rigoureuse des membres » (*Rab. Diélo*, n° 6, p. 42). Et voilà que des gens qui se vantent de leur « sens des réalités » viennent *souligner* dans une pareille situation, non pas la nécessité d'un secret rigoureux et d'une sélection sévère (partant, plus restreinte) des membres, mais le « principe d'une *large* démocratie » ! C'est ce qui s'appelle se mettre le doigt dans l'œil.

Il n'en va pas mieux du deuxième critère du démocratisme : le principe électif. Dans les pays où règne la liberté politique, ce facteur va de soi. « Sont membres du parti tous ceux qui reconnaissent les principes de son programme et soutiennent le parti dans la mesure de leurs forces », dit le premier paragraphe des statuts du parti social-démocrate allemand. Et comme l'arène politique est visible pour tous, telle la scène d'un théâtre pour les spectateurs, chacun sait par les journaux et les assemblées publiques si telle ou telle personne reconnaît ou non ces principes, soutient le parti ou lui fait opposition. On sait que tel militant politique a eu tel ou tel début, qu'il a fait telle ou telle évolution, qu'à tel moment difficile de sa vie il s'est comporté de telle façon, qu'il se signale par telles ou telles qualités ; aussi *tous* les membres du parti peuvent-ils, en connaissance de cause, élire ce militant ou ne pas l'élire à tel ou tel poste du parti. Le contrôle général (au sens strict du mot) de chaque pas fait par un membre du parti dans sa carrière politique, crée un mécanisme fonctionnant automatiquement et assurant ce qu'on appelle en biologie la « survie du plus apte ». Grâce à cette « sélection naturelle », résultat d'une publicité absolue, de l'élégibilité et du contrôle général, chaque militant se trouve en fin de compte « classé sur sa planchette », assume la tâche la plus approprié à ses forces et à ses capacités, subit lui-même toutes les

conséquences de ses fautes et démontre devant tous son aptitude à prendre conscience de ses fautes et à les éviter.

Essayez un peu de faire tenir ce tableau dans le cadre de notre autocratie ! Imagine-t-on chez nous que tous ceux, « qui reconnaissent les principes du programme du parti et soutiennent ce dernier dans la mesure de leurs forces », puissent contrôler chaque pas fait par des révolutionnaires clandestins ? Que tous fassent un choix parmi ces derniers, alors que le révolutionnaire est *tenu*, dans l'intérêt du travail, de dissimuler aux neuf dixièmes de ces « tous », qui il est. Qu'on réfléchisse un peu au sens véritable des formules grandiloquentes lancées par le *Rabotchéié Diélo*, et l'on comprendra que le « large démocratisme » de l'organisation du parti, dans les ténèbres de l'autocratie, sous le régime de la sélection pratiquée par les gendarmes, n'est qu'un *hochet vain et nuisible*. C'est un vain hochet car, en fait, aucune organisation révolutionnaire n'a jamais appliqué, et ne pourra jamais appliquer, malgré tout son bon vouloir, un *large* démocratisme. C'est un hochet nuisible, car les tentatives pour appliquer en fait le « principe d'une large démocratie » ne font que faciliter les larges coups de filet de la police et perpétuer le règne du travail artisanal, détourner la pensée des praticiens de leur tâche sérieuse, impérieuse, qui est de faire leur éducation de révolutionnaires professionnels, vers la rédaction de statuts « bureaucratiques » détaillés sur les systèmes d'élections. Ce n'est qu'à l'étranger, où souvent des hommes s'assemblent qui n'ont pas la possibilité de faire œuvre utile, pratique, qu'a pu se développer, surtout dans divers petits groupes, cette manie de « jouer au démocratisme ».

Pour montrer au lecteur combien répréhensible est le procédé cher au cœur du *Rabotchéié Diélo*, qui préconise ce « principe » spécieux qu'est le démocratisme dans l'œuvre révolutionnaire, nous nous référerons cette fois encore à un témoin. Ce témoin, E. Sérébriakov, directeur de la revue *Nakanounié* de Londres, montre nettement un faible pour le *Rabotchéié Diélo* et une aversion marquée pour Plékhanov et les « plékhanoviens » ; dans ses articles sur la scission de l'« Union des social-démocrates russes » à l'étranger, le *Nakanounié* a pris résolument le parti du *Rabotchéié Diélo* et a déversé un flot de mots pitoyables contre Plékhanov.

D'autant plus précieux nous est ce témoignage sur cette question. Dans l'article intitulé « A propos de l'appel du Groupe d'autolibération des ouvriers » (*Nakanounié*, n° 7, juillet 1899), E. Sérébriakov, signalant « l'inconvenance » qu'il y a à soulever les questions « de prestige, de primauté, de soi-disant aréopage dans un mouvement révolutionnaire sérieux », écrit entre autres :

« Mychkine, Rogatchev, Jéliabov, Mikhaïlov, Pérovskaïa, Figner et autres ne se sont jamais regardés comme des chefs. Personne ne les a élus ni nommés, et pourtant ils étaient en réalité des chefs, car en période de propagande comme en période de lutte contre le gouvernement, ils assumaient le plus difficile du travail, allaient aux endroits les plus exposés, et leur activité était la plus fructueuse. Et cette primauté n'était pas le résultat de leurs désirs, mais de la confiance des camarades qui les entouraient en leur intelligence, leur énergie et leur dévouement. Il serait trop naïf de redouter je ne sais quel aréopage (et si on ne le redoute pas, pourquoi en parler ?) qui dirigerait d'autorité le mouvement. Qui donc lui obéirait ? »

Nous demandons au lecteur : Quelle différence y a-t-il entre un « aréopage » et des « tendances antidémocratiques » ? Et n'est-il pas évident que le principe spécieux d'organisation du *Rabotchéié Diélo* est aussi naïf qu'inconvenant ? Naïf, parce que l'« aréopage » ou les gens à « tendances antidémocratiques » ne seront tout bonnement obéis par personne, dès l'instant que « les camarades qui les entourent n'auront pas confiance en leur intelligence, leur énergie et leur dévouement ». Inconvenant, comme procédé démagogique spéculant sur la vanité des uns, sur l'ignorance chez d'autres, de l'état véritable de notre mouvement, sur l'impréparation et l'ignorance de l'histoire du mouvement révolutionnaire, chez d'autres encore. Le seul principe sérieux en matière d'organisation, pour les militants de notre mouvement, doit être : secret rigoureux, choix rigoureux des membres, formation de révolutionnaires professionnels. Ces qualités étant réunies, nous aurons quelque chose de plus que le « démocratisme » : une entière confiance fraternelle entre révolutionnaires. Or, ce quelque chose de plus nous est absolument nécessaire, car il ne saurait être question de le remplacer chez nous, en Russie, par le contrôle démocratique général. Et ce serait une grosse erreur de croire que l'impossibilité d'un contrôle véritablement « démocratique » rend les membres de l'organisation révolutionnaire

incontrôlables : ceux-ci, en effet, n'ont pas le temps de songer aux formes puériles du démocratisme (démocratisme au sein d'un noyau restreint de camarades ayant les uns dans les autres une entière confiance), mais ils sentent très vivement leur *responsabilité*, sachant d'ailleurs par expérience que pour se débarrasser d'un membre indigne, une organisation de révolutionnaires véritables ne reculera devant aucun moyen. En outre, il existe chez nous, dans le milieu révolutionnaire russe (et international), une opinion publique assez développée, ayant une longue histoire et qui châtie avec une implacable rigueur tout manquement aux devoirs de camaraderie (or le « démocratisme », démocratisme véritable et non puéril, est un élément constitutif de cette notion de camaraderie !). Que l'on tienne compte de tout cela et l'on comprendra combien ces discours et ces résolutions sur les « tendances antidémocratiques » sentent le renfermé propre à l'émigration, avec ses prétentions au généralat !

Il convient de noter en outre que la naïveté, autre source de ces discours, provient également de l'idée confuse que l'on se fait de la démocratie. L'ouvrage des époux Webb sur les trade-unions anglaises renferme un curieux chapitre sur la « démocratie primitive ». Les auteurs y racontent que les ouvriers anglais, dans la première période d'existence de leurs unions, considéraient comme une condition nécessaire de la démocratie la participation de tous les membres à tous les détails de la gestion des syndicats : non seulement toutes les questions étaient résolues par le vote de tous les membres, mais les fonctions mêmes étaient exercées par tous les membres à tour de rôle. Il fallut une longue expérience historique pour que les ouvriers comprissent l'absurdité d'une telle conception de la démocratie et la nécessité d'institutions représentatives d'une part, et de fonctionnaires professionnels de l'autre. Il fallut plusieurs faillites financières de caisses syndicales pour faire comprendre aux ouvriers que la question du rapport proportionnel entre les cotisations versées et les secours délivrés ne pouvait être tranchée par le seul vote démocratique, et que cette question exigeait aussi l'avis d'un spécialiste en matière d'assurances. Prenez ensuite le livre de Kautsky sur le parlementarisme et la législation populaire, et vous

verrez que les conclusions de ce théoricien marxiste concordent avec les enseignements de la longue pratique des ouvriers « spontanément » unis. Kautsky s'élève résolument contre la conception primitive de la démocratie de Rittinghausen, tourne en dérision les gens prêts à réclamer, au nom de cette démocratie, que « les journaux populaires soient rédigés par le peuple lui-même », prouve la nécessité de journalistes, de parlementaires *professionnels*, etc., pour la direction social-démocrate de la lutte de classe du prolétariat, attaque le « socialisme des anarchistes et des littérateurs » qui, « visant à l'effet », préconisent la législation populaire directe et ne comprennent pas que son application est très relative dans la société actuelle.

Ceux qui ont travaillé pratiquement dans notre mouvement savent combien la conception « primitive » de la démocratie est largement répandue parmi la jeunesse studieuse et les ouvriers. Il n'est pas étonnant que cette conception pénètre aussi dans les statuts et la littérature. Les économistes du type bernsteinien écrivaient dans leurs statuts : « § 10. Toutes les affaires intéressant l'ensemble de l'organisation sont décidées à la majorité des voix de tous ses membres. » Les économistes du type terroriste répètent après eux : « Il faut que les décisions des comités aient passé par tous les cercles avant de devenir des décisions valables » (*Svoboda*, n° 1, p. 67). Remarquez que cette revendication concernant l'application étendue du referendum *s'ajoute* à celle qui veut que *toute* l'organisation soit construite sur le principe électif ! Loin de nous, bien entendu, la pensée de condamner pour cela des praticiens qui ont été trop peu en mesure de s'initier à la théorie et à la pratique des organisations véritablement démocratiques. Mais quand le *Rabotchéié Diélo*, qui prétend à un rôle dirigeant, se borne, en de pareilles conditions, à une résolution sur le principe d'une large démocratie, comment ne pas dire qu'il « vise à l'effet », tout simplement ?

f) TRAVAIL À L'ÉCHELLE LOCALE ET NATIONALE

Si les reproches de non-démocratisme et de caractère conspiratif, adressés à l'organisation dont le plan a été exposé ici, sont dénués de tout fondement, il reste une ques-

tion qu'on agite très fréquemment et qui mérité un examen détaillé. C'est le problème du rapport entre le travail local et le travail à l'échelle nationale. La formation d'une organisation centralisée, demande-t-on avec inquiétude, n'entraînera-t-elle pas le déplacement du centre de gravité du premier vers le second ? Cela ne nuira-t-il pas au mouvement, puisque notre liaison avec la masse ouvrière sera affaiblie, et, d'une façon générale, la stabilité de l'agitation locale, ébranlée ? A cela nous répondrons que, ces dernières années, notre mouvement souffre précisément de ce que les militants locaux sont absorbés à l'excès par le travail local ; qu'il est absolument nécessaire, par conséquent, de déplacer un peu le centre de gravité vers le travail à l'échelle nationale ; que ce déplacement, loin d'affaiblir, ne fera que renforcer notre liaison avec la masse et la stabilité de notre agitation locale. Prenons la question de l'organe central et des organes locaux ; demandons au lecteur de ne pas oublier que la presse n'est pour nous qu'un *exemple* illustrant l'action révolutionnaire infiniment plus large et diverse, en général.

Dans la première période du mouvement de masse (1896-1898), les militants locaux font une tentative de mettre sur pied un organe pour toute la Russie : la *Rabotchaïa Gazéta* ; dans la période suivante (1898-1900), le mouvement fait un immense pas en avant, mais l'attention des dirigeants est entièrement absorbée par les organes locaux. Si on fait le compte de tous ces organes locaux, il se trouvera * que l'on publie, en chiffres ronds, un numéro par mois. N'est-ce pas là une illustration saisissante de notre travail artisanal ? Cela ne montre-t-il pas à l'évidence que notre organisation révolutionnaire retarde sur l'élan spontané du mouvement ? Si le *même nombre* de numéros de journaux avait été publié, non par des groupes locaux dispersés, mais par une organisation unique, nous aurions non seulement économisé une masse de forces, mais notre travail eût été infiniment plus stable et plus suivi. Voilà une constatation bien simple que perdent trop souvent de vue les praticiens qui travaillent *activement* d'une façon

* Voir le *Rapport au congrès de Paris*[177] (p. 14) : « Depuis cette époque (1897) jusqu'au printemps 1900 il a paru en différents endroits trente numéros de journaux divers... En moyenne, plus d'un numéro par mois. »

presque exclusive dans les organes locaux (il en est ainsi hélas, encore aujourd'hui dans l'énorme majorité des cas) et les publicistes qui font preuve ici d'un donquichottisme étonnant. Le praticien se contente ordinairement d'objecter qu'il est « difficile » * aux militants locaux de s'occuper de monter un journal pour tout le pays, et qu'il vaut mieux avoir des journaux locaux que de n'en avoir aucun. Certes, cela est parfaitement juste, et pour reconnaître l'énorme importance et l'énorme utilité des organes locaux *en général*, il n'est point de praticien qui puisse nous en remontrer. Mais il n'est pas question de cela ; il s'agit de savoir s'il n'est pas possible de remédier à cet éparpillement, à ce travail rudimentaire attestés si nettement par la parution de trente numéros de journaux locaux dans toute la Russie, en deux années et demie. Ne vous contentez donc pas d'une thèse incontestable, mais trop générale sur l'utilité des journaux locaux en général ; ayez également le courage de reconnaître ouvertement leurs côtés négatifs révélés par l'expérience de deux années et demie. Cette expérience atteste que, vu nos conditions, les journaux locaux sont, dans la plupart des cas, instables au point de vue des principes, sans portée politique, excessivement onéreux quant à la dépense de forces révolutionnaires, absolument insatisfaisants au point de vue technique (je ne parle pas, bien entendu, de la technique de l'impression, mais de la fréquence et de la régularité de la parution). Et tous les défauts indiqués ne sont pas un effet du hasard, mais le résultat inévitable de ce morcellement qui, d'une part, explique la prédominance des journaux locaux dans la période envisagée et, d'autre part, *est entretenu* par cette prédominance. Une organisation locale *n'est* vraiment *pas à même* d'assurer la stabilité de son journal au point de vue des principes et de le hausser au niveau d'un organe politique ; elle *n'est pas à même* de rassembler et d'utiliser une documentation suffisante pour éclairer toute notre vie politique. Quant à l'argument que l'on produit généralement dans les pays libres pour justifier la nécessité

* Cette difficulté n'est qu'apparente. En réalité, *il n'est pas* de cercle local qui ne puisse remplir telle ou telle fonction dans une entreprise intéressant toute la Russie. « Ne dites pas : je ne peux pas, mais dites : je ne veux pas. »

de nombreux journaux locaux — modicité du prix de revient quand l'impression est faite par des ouvriers de l'endroit, ampleur et rapidité plus grandes d'information de la population locale — cet *argument*, comme l'atteste l'expérience, se retourne chez nous *contre* les journaux locaux. Ces derniers coûtent beaucoup trop cher, comme dépense de forces révolutionnaires, et paraissent à des intervalles *extrêmement* espacés pour la simple raison qu'un journal *illégal*, si petit qu'il soit, réclame un immense appareil clandestin, possible dans un grand centre usinier, impossible à mettre debout dans un atelier d'artisan. Le caractère rudimentaire de l'appareil clandestin permet ordinairement (tout praticien connaît une foule de cas de ce genre) à la police, après la parution et la diffusion d'un ou deux numéros, d'opérer un *vaste* coup de filet et de balayer net toutes choses, au point que tout est à recommencer. Un bon appareil clandestin exige une bonne préparation professionnelle des révolutionnaires et une division rigoureusement logique du travail. Deux conditions absolument impossibles pour une organisation locale, si forte qu'elle soit au moment voulu. Sans parler des intérêts d'ensemble de notre mouvement (éducation socialiste et politique conséquente des ouvriers), ce n'est *pas par des organes locaux* que les intérêts spécialement locaux *sont le mieux défendus* ; cela ne paraît être un paradoxe qu'à première vue ; mais en réalité, c'est un fait irréfutablement prouvé par l'expérience de deux années et demie, dont nous avons parlé. Tout le monde en conviendra, si toutes les énergies locales qui ont sorti trente numéros de journaux avaient travaillé à un seul journal, ce dernier aurait facilement tiré soixante, sinon cent numéros et, par conséquent, reflété plus complètement toutes les particularités purement locales du mouvement. A la vérité, ce degré d'organisation n'est pas facile à atteindre, mais il faut bien que nous prenions conscience de sa nécessité, que chaque cercle local y songe et y *travaille activement*, sans attendre une impulsion du dehors, sans se laisser séduire par l'accessibilité, par la proximité d'un organe local, proximité qui, notre expérience révolutionnaire le prouve, est en grande partie illusoire.

Et les publicistes qui ne voient pas ce qu'il y a là d'il-

lusoire, qui se croient particulièrement proches des praticiens et se tirent d'affaire avec ce raisonnement étonnamment facile et étonnamment vide : il faut des journaux locaux, il faut des journaux régionaux, il faut des journaux pour toute la Russie ; ces publicistes rendent un mauvais service au travail pratique. En principe, tout cela est nécessaire évidemment, mais il faut pourtant songer aussi aux conditions du milieu et du moment, lorsqu'on s'attaque à un problème d'organisation concret. En effet, n'est-ce pas du donquichottisme de dire, comme la *Svoboda* (n° 1, p. 68) lorsqu'elle « traite spécialement la *question du journal* » : « A notre avis toute agglomération ouvrière un peu considérable doit avoir son journal ouvrier à elle. Son propre journal à elle, et non apporté du dehors. » Si ce publiciste ne veut pas réfléchir au sens de ses paroles, au moins réfléchissez-y pour lui, lecteur : combien y a-t-il en Russie de dizaines, sinon de centaines « d'agglomérations ouvrières un peu considérables », et quelle perpétuation de nos méthodes artisanales ce serait, si toute organisation locale se mettait réellement à éditer son propre journal ! Comme ce morcellement faciliterait la tâche à la gendarmerie : cueillir — cela sans un effort « un peu considérable » —, les militants locaux dès le départ de leur activité, avant qu'ils aient eu le temps de devenir de vrais révolutionnaires ! Dans un journal pour toute la Russie, continue l'auteur, les machinations des fabricants et « les menus faits de la vie d'usine dans diverses villes autres que celle du lecteur », ne seraient pas du tout intéressants, mais « l'habitant d'Orel ne ressentira aucun ennui à lire ce qui se passe à Orel. Il connaît chaque fois ceux qu'on « attrape », ceux qu'on « entreprend », et son esprit « travaille » (p. 69). Oui, certes, l'esprit de l'habitant d'Orel travaille, mais l'imagination de notre publiciste aussi « travaille » trop. Est-il opportun de défendre ainsi une pareille mesquinerie ? C'est à quoi il ferait bien de réfléchir. Certes, les révélations sur la vie des usines sont nécessaires et importantes, nous le reconnaissons mieux que personne, mais il faut se souvenir que nous en sommes arrivés à une situation où les Pétersbourgeois en ont assez de lire la correspondance pétersbourgeoise du journal pétersbourgeois *Rabotchaïa Mysl.* Pour les révélations d'usines, nous avons

toujours eu et *devrons toujours avoir* des feuilles volantes sur place, — mais en ce qui concerne le type de notre *journal*, nous devons l'élever et non le rabaisser au niveau d'une feuille d'usine. Quand il s'agit d'un « journal », il nous faut révéler non pas tant les « menus faits » que les vices essentiels, particuliers à la vie d'usine, révélations portant sur des exemples saillants et susceptibles, par conséquent d'intéresser *tous* les ouvriers et tous les dirigeants du mouvement, d'enrichir véritablement leurs connaissances, d'élargir leur horizon, d'amorcer l'éveil d'une nouvelle région, d'une nouvelle catégorie professionnelle d'ouvriers.

« Ensuite, dans le journal local on peut saisir sur-le-champ, toutes chaudes, les machinations de la hiérarchie d'usine, ou des autorités. Au contraire, avec un journal central, éloigné, la nouvelle met longtemps à parvenir, et quand le journal paraît, l'événement est oublié : « Quand donc était-ce, du diable si on s'en souvient ! » (*Ibid.*) Justement : du diable si on s'en souvient ! Les trente numéros publiés en deux années et demie proviennent, selon la même source, de six villes. Cela fait en moyenne *un numéro tous les six mois*, par ville ! En supposant même que notre publiciste inconsidérément *triple* le rendement du travail local (ce qui serait absolument faux pour une ville moyenne, car nos méthodes artisanales empêchent une augmentation sensible du rendement), nous n'aurons qu'un numéro tous les deux mois ; il ne saurait donc être question de « saisir toutes chaudes » les nouvelles. Mais il suffit que dix organisations locales s'unissent et confient à leurs délégués la fonction active d'organiser un journal commun, pour qu'on puisse « saisir » non pas les menus faits, mais les abus criants et typiques de *toute la Russie*, cela tous les quinze jours. C'est ce dont ne peuvent douter ceux qui connaissent la situation dans nos organisations. Quant à prendre l'ennemi en flagrant délit, si on en parle avec sérieux, et pas seulement pour la beauté du style, un journal illégal ne saurait même y songer : on ne peut le faire qu'au moyen de feuilles volantes ; car la plupart du temps, on ne dispose que d'un ou deux jours (par exemple, quand il s'agit d'une courte grève ordinaire, d'une bagarre à l'usine, d'une manifestation quelconque, etc.).

« L'ouvrier ne vit pas seulement à l'usine, il vit aussi dans la ville », poursuit notre auteur, en s'élevant du particulier au général avec un rigoureux esprit de suite, qui ferait honneur à Boris Kritchevski lui-même. Et il indique les questions à traiter : les Doumas municipales, hôpitaux, écoles, et il déclare qu'un journal ouvrier ne saurait passer sous silence les affaires municipales. Cette condition est par elle-même excellente, mais elle montre bien de quelles abstractions vides de sens on se contente trop souvent lorsqu'on traite des journaux locaux. D'abord si, dans « toute agglomération ouvrière un peu considérable », on fondait en effet des journaux avec une rubrique municipale aussi détaillée que le demande la *Svoboda*, cela déboucherait infailliblement, dans nos conditions russes, sur de véritables mesquineries ; affaiblirait le sentiment que nous avons de l'importance d'un assaut révolutionnaire de toute la Russie contre l'autocratie ; renforcerait les germes très vivaces — plutôt dissimulés ou comprimés qu'extirpés — de la tendance rendue célèbre par le mot fameux sur les révolutionnaires qui parlent trop du Parlement inexistant et trop peu des Doumas municipales existantes. Infailliblement, disons-nous, en soulignant par là que ce n'est pas cela que veut la *Svoboda*, mais le contraire. Les bonnes intentions seules ne sont pas suffisantes. Pour que les affaires municipales soient traitées sous une perspective appropriée à l'ensemble de notre travail, il faut *d'abord* que cette perspective soit parfaitement définie, fermement établie non par de simples raisonnements, mais aussi par une foule d'exemples ; il faut qu'elle acquière la solidité d'une *tradition*. Nous en sommes encore loin, et pourtant il faut *commencer* par là, avant qu'on puisse songer à une large presse locale, ou en parler.

En second lieu, pour écrire vraiment bien et de façon intéressante sur les affaires municipales, il faut bien les connaître et pas seulement dans les livres. Or il n'y a presque pas, *dans toute la Russie*, de social-démocrates possédant cette connaissance. Pour écrire dans un journal (et non dans une brochure populaire) sur les affaires de la ville et de l'Etat, il faut avoir une documentation neuve, multiple, recueillie et élaborée par un homme compétent. Or, pour recueillir et élaborer une pareille documentation,

il ne suffit pas de la « démocratie primitive » d'un cercle primitif, dans lequel tout le monde s'occupe de tout et s'amuse à des référendums. Il faut pour cela un état-major d'écrivains spécialistes, de correspondants spécialistes, une armée de reporters social-démocrates nouant de tous les côtés des relations, sachant pénétrer jusqu'aux moindres « secrets d'Etat » (dont le fonctionnaire russe se targue tellement et qu'il évente avec tant de facilité), sachant se faufiler dans toutes les « coulisses », une armée de gens obligés « de par leurs fonctions » d'être omniprésents et omniscients. Et nous, Parti de lutte contre *toute* oppression économique, politique, sociale, nationale, nous pouvons et devons trouver, rassembler, instruire, mobiliser et mettre en marche cette armée d'hommes omniscients. Mais encore faut-il le réaliser ! Or, non seulement nous n'avons rien fait en ce sens dans la plupart des localités, mais souvent nous n'avons même pas la *conscience* de cette nécessité. Que l'on cherche dans notre presse social-démocrate des articles vivants et intéressants, des correspondances qui dévoilent nos grandes et petites affaires diplomatiques, militaires, religieuses, municipales, financières, etc., etc., on n'y trouvera *presque rien* ou très peu de chose *. Voilà pourquoi « je suis toujours terriblement fâché quand quelqu'un vient me dire une foule de belles et excellentes choses » sur la nécessité d'avoir, « dans toute agglomération ouvrière un peu considérable », des journaux dénonçant les abus qui se produisent et dans les usines, et dans l'administration municipale, et dans l'Etat !

La prédominance de la presse locale sur la presse centrale est une marque d'indigence ou d'opulence. D'indigence,

* Voilà pourquoi même l'exemple d'organes locaux très bien faits confirme entièrement notre point de vue. Ainsi, le *Ioujny Rabotchi* [L'ouvrier du Sud] est un excellent journal, qui ne saurait être accusé d'instabilité de principes. Mais comme il paraît rarement et qu'il est l'objet de nombreux coups de filet, il n'a pu donner au mouvement local ce qu'il se proposait. Ce qui est le plus nécessaire au Parti à l'heure présente — position de principe des problèmes fondamentaux du mouvement et ample agitation politique, — l'organe local n'a pas été à même de s'en acquitter. Et ce qu'il a donné de meilleur, comme les articles sur les congrès des propriétaires de mines, le chômage, etc., n'était pas d'un intérêt strictement local, *mais général, pour toute la Russie* et non pour le Sud seulement. Dans toute notre presse social-démocrate, nous n'avons pas eu d'articles comme ceux-là.

quand le mouvement n'a pas encore fourni des forces suffisantes pour la production en grand, quand il végète encore dans les méthodes artisanales et qu'il est presque submergé par les « menus faits de la vie d'usine ». D'opulence, quand le mouvement *a déjà réussi complètement à s'acquitter* de ses multiples tâches de divulgation et d'agitation, et que le besoin se fait sentir d'avoir, parallèlement à un organe central, de nombreux organes locaux. Et ce que signifie la prépondérance des organes locaux chez nous à l'heure actuelle, je laisse à chacun le soin d'en décider. Quant à moi, pour éviter tout malentendu, je formulerai d'une façon précise ma conclusion. Jusqu'à présent, la majorité de nos organisations locales songe presque exclusivement à des organes locaux ; elle ne s'occupe activement que de ces derniers, ou peu s'en faut. Chose anormale. Il faut au contraire que la majorité des organisations locales songe principalement à la création d'un organe pour toute la Russie, et qu'elle s'en occupe. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, nous ne pourrions pas mettre sur pied un *seul* journal tant soit peu capable de servir véritablement le mouvement par une *ample* agitation de presse. Et quand il en sera ainsi, les relations normales entre l'organe central indispensable et les indispensables organes locaux s'établiront d'elles-mêmes.

* * *

A première vue il peut sembler que la nécessité de reporter le centre de gravité, du travail local vers le travail à l'échelle nationale, n'est pas indiquée pour le domaine de la lutte économique pure. Ici, l'ennemi direct des ouvriers, ce sont les employeurs isolés ou des groupes d'employeurs non reliés par une organisation rappelant, même de loin, une organisation purement militaire, strictement centralisée, dirigée dans les moindres détails par une volonté unique, comme l'est celle du gouvernement russe, notre ennemi direct dans la lutte politique.

Mais il n'en est point ainsi. La lutte économique — nous l'avons montré maintes fois, — est une lutte professionnelle, et c'est pourquoi elle exige le groupement des ouvriers par profession, et non pas uniquement aux lieux de travail. Et ce groupement professionnel est d'autant

plus pressant que les employeurs se hâtent de se grouper en sociétés et syndicats de toutes sortes. Notre morcellement et nos méthodes artisanales entravent nettement ce rassemblement, qui nécessite une organisation de révolutionnaires unique pour toute la Russie et capable d'assumer la direction d'associations professionnelles ouvrières à l'échelle nationale. Nous avons exposé plus haut le type d'organisation appropriée ; ajoutons tout de suite quelques mots seulement au sujet de notre presse.

Nul ne conteste que tout journal social-démocrate ne doive renfermer une *rubrique* de la lutte professionnelle (économique). Mais la croissance du mouvement professionnel nous oblige de même à envisager la création d'une presse professionnelle. Il nous semble pourtant qu'à de rares exceptions près, il ne saurait encore être question en Russie d'une telle presse : c'est du luxe, et nous manquons fréquemment de pain quotidien. En matière de presse professionnelle, la forme la mieux adaptée aux conditions présentes du travail illégal, la forme dès aujourd'hui nécessaire serait la *brochure professionnelle*. Il faudrait y recueillir, y grouper systématiquement de la documentation *légale* * et illégale sur les conditions de travail dans tel ou

* La documentation légale est d'une importance particulière à cet égard, et nous sommes très loin de savoir la recueillir et l'utiliser avec méthode. Il n'est pas exagéré de dire qu'avec de la documentation légale seule, on peut encore à peu près écrire une brochure syndicale, et qu'il est impossible de le faire avec de la documentation illégale seule. En recueillant parmi les ouvriers de la documentation illégale sur des questions comme celles que traite la *Rabotchaïa Mysl*, nous gaspillons inutilement les forces des révolutionnaires (que remplaceraient facilement dans ce travail des militants légaux), sans pourtant obtenir jamais une bonne documentation. En effet, les ouvriers connaissent d'ordinaire un seul atelier d'une seule grande usine, presque toujours les résultats économiques, mais non les conditions et normes générales de leur travail ; ils ne peuvent acquérir les connaissances que possèdent les employés d'usine, inspecteurs, médecins, etc., et qui sont éparpillées dans de menues correspondances journalistiques et dans des publications spéciales des industries, des services sanitaires, des zemstvos, etc.

J'ai toujours présente à l'esprit ma « première expérience », que je n'aurais jamais recommencée. Durant des semaines, je questionnai « avec parti pris » un ouvrier qui venait chez moi, sur tous les moindres détails du régime de la grande usine où il travaillait. Je parvins, à grand-peine, il est vrai, à faire la description (d'une seule usine !).

tel métier, ce qui distingue à cet égard les différentes régions de la Russie, les principales revendications des ouvriers d'une profession donnée, les insuffisances de la législation qui la concerne ; sur les exemples frappants de la lutte économique des ouvriers de telle ou telle corporation ; sur les débuts, l'état actuel et les besoins de leur organisation syndicale, etc. D'abord ces brochures dispenseraient notre presse social-démocrate d'une foule de détails professionnels qui n'intéressent spécialement que les ouvriers d'un métier donné ; en second lieu, elles fixeraient les résultats de notre expérience dans la lutte syndicale, conserveraient la documentation recueillie, qui aujourd'hui se perd littéralement dans la masse des feuilles volantes et des correspondances fragmentaires ; elles généraliseraient cette documentation ; troisièmement, elles pourraient servir en quelque sorte de guide aux agitateurs, puisque les conditions de travail sont relativement lentes à changer, les revendications essentielles des ouvriers d'un métier donné sont très stables (comparez les revendications des tisseurs de la région de Moscou en 1885 et celles de la région de Pétersbourg en 1896). Le résumé de ces revendications et de ces besoins pourrait, des années durant, constituer un excellent manuel pour l'agitation économique dans les localités arriérées ou parmi les catégories d'ouvriers retardataires. Les exemples de grèves victorieuses dans telle région, les données illustrant un niveau supérieur de vie, de meilleures conditions de travail dans telle ou telle localité, encourageraient les ouvriers d'autres localités à des luttes toujours nouvelles. Enfin, en prenant l'initiative de généraliser la lutte professionnelle et en renforçant ainsi la liaison du mouvement professionnel russe avec le socialisme, la social-démocratie veillerait en même temps à ce que notre action trade-unioniste n'occupe une partie ni trop petite ni trop grande de l'ensemble de notre travail social-démocrate. Il est très

---

Mais parfois, à la fin de notre entretien, l'ouvrier, en s'épongeant le front, me disait avec un sourire : « Il m'est plus facile de faire un travail extra que de répondre à vos questions ! »

Plus nous mènerons énergiquement la lutte révolutionnaire, et plus le gouvernement sera obligé de légaliser une partie de notre travail « professionnel », ce qui nous déchargera d'autant.

difficile, voire impossible, à une organisation locale isolée des organisations des autres villes, d'observer ainsi une juste proportion (et l'exemple de la *Rabotchaïa Mysl* montre à quelle monstrueuse exagération dans le sens du trade-unionisme on peut alors arriver). Mais une organisation de révolutionnaires pour toute la Russie, qui s'en tiendrait délibérément au point de vue du marxisme, dirigerait toute la lutte politique et disposerait d'un état-major d'agitateurs professionnels, ne sera jamais embarrassée pour établir cette juste proportion.

V

« PLAN » D'UN JOURNAL POLITIQUE POUR TOUTE LA RUSSIE

« La grosse erreur de l'*Iskra* sous ce rapport », écrit B. Kritchevski, qui nous reproche de tendre, « en isolant la théorie de la pratique, à transformer la première en une doctrine morte » (*Rab. Diélo*, n° 10, p. 30), « est son « plan » d'une organisation générale du Parti » (c'est-à-dire l'article « Par où commencer ? » *). Martynov fait chorus avec lui et déclare que « la tendance de l'*Iskra* à diminuer l'importance de la marche progressive de la lutte obscure, quotidienne, par rapport à la propagande d'idées brillantes et achevées... a abouti au plan d'organisation du parti, proposé dans l'article « Par où commencer ? » publié dans le n° 4 de ce journal » (*idem.*, p. 61). Enfin, ces tout derniers temps, à ceux qu'indigne ce « plan » (les guillemets doivent exprimer l'ironie à son égard) s'est joint L. Nadiéjdine qui, dans une brochure que nous venons de recevoir : *A la veille de la révolution* (éditée par le « groupe révolutionnaire socialiste » *Svoboda* que l'on connaît déjà) déclare que « parler maintenant d'une organisation dont tous les fils seraient rattachés à un journal pour toute la Russie, c'est produire à foison des idées abstraites et un travail de cabinet » (p. 126), c'est faire de la « littérature frelatée », etc.

La solidarité de notre terroriste avec les partisans de la « marche progressive de la lutte obscure, quotidienne » ne saurait nous étonner : nous avons indiqué les racines de cette parenté dans les chapitres sur la politique et l'or-

* Voir le présent volume, pp. 9-20. (*N. R.*)

ganisation. Mais il est à remarquer dès maintenant que L. Nadiéjdine, et lui seul, a tenté consciencieusement de pénétrer le sens de l'article qui lui a déplu et d'y répondre quant au fond, alors que le *Rab. Diélo* n'a rien dit du fond et n'a cherché qu'à embrouiller la question par une foule de procédés démagogiques indignes. Si peu agréable que ce soit, il nous faut perdre du temps d'abord à nettoyer ces écuries d'Augias.

a) QUI S'EST FORMALISÉ DE L'ARTICLE « PAR OÙ COMMENCER ? »

Citons le chapelet d'expressions et d'exclamations que le *Rabotchéié Diélo* a abattu sur nous. « Ce n'est pas un journal qui peut créer l'organisation du Parti, mais inversement » ...« Un journal placé *au-dessus* du Parti, *en dehors de son contrôle* et indépendant du Parti grâce à son propre réseau d'agents »... « Par quel miracle l'*Iskra* a-t-elle oublié les organisations social-démocrates pratiquement existantes du Parti auquel elle appartient ? »... « Ceux qui possèdent de fermes principes et un plan approprié sont aussi les régulateurs suprêmes de la lutte réelle du Parti, qui lui dictent l'exécution de leur plan »... « Le plan renvoie nos organisations bien vivantes et viables au royaume des ombres et veut appeler à la vie un réseau fantastique d'agents »... « Si le plan de l'*Iskra* était mis à exécution, il aboutirait à effacer entièrement les traces du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, en cours de formation chez nous »... « L'organe de propagande devient un législateur incontrôlé, autocrate de toute la lutte révolutionnaire pratique »... « Que doit penser notre parti de sa soumission *absolue* à une rédaction autonome », etc., etc.

Comme le montre au lecteur le contenu et le ton de ces citations, le *Rabotchéié Diélo s'est formalisé*. Il ne s'est cependant pas formalisé pour lui-même, mais pour les organisations et les comités de notre Parti que l'*Iskra* veut soi-disant renvoyer au royaume des ombres et même en faire disparaître les traces. Quelles horreurs, vous pensez ! Une chose seulement est bizarre. L'article « Par où commencer ? » est paru en mai 1901 ; les articles du *Rabotchéié Diélo*, en septembre 1901 ; or, nous sommes déjà à

la mi-janvier 1902. Durant tous ces cinq mois (avant comme après septembre), *pas un* comité et *pas une* organisation du parti n'a élevé de protestation formelle contre cette chose monstrueuse qui veut renvoyer comités et organisations au royaume des ombres ! Or, durant ce temps l'*Iskra*, comme la masse des autres publications locales et non locales, ont publié des dizaines et des centaines d'informations parvenues de tous les points de la Russie. Comment cela s'est-il fait que ceux que l'on veut renvoyer au royaume des ombres, ne s'en soient pas aperçus ni formalisés, — mais qu'une tierce personne s'en soit froissée ?

Cela tient à ce que les comités et les autres organisations ne jouent pas au « démocratisme », mais font œuvre utile. Les comités ont lu l'article « Par où commencer ? », et ils ont remarqué que c'était là une tentative de « tracer le plan d'une organisation de façon *à pouvoir commencer à la bâtir de tous les côtés à la fois* », et comme ils savaient et voyaient parfaitement qu'*aucun* de ces « tous les côtés » ne songe à « entreprendre la construction » avant de se convaincre de sa nécessité et de la réalité du plan d'architecture, ils n'ont naturellement pas même songé à « se formaliser » de l'extrême audace des hommes qui avaient déclaré dans l'*Iskra* : « Vu l'urgence et l'importance de cette question, nous nous décidons, pour notre part, à soumettre à l'attention des camarades l'esquisse d'un plan que nous développerons plus longuement dans une brochure en cours de préparation. » Pouvait-on en effet, en s'y prenant sérieusement, ne pas comprendre que si les camarades *acceptaient* le plan qui leur était offert, ils le mettraient à exécution non par « soumission », mais parce qu'étant convaincus de sa nécessité pour notre cause commune, et que s'ils *ne l'acceptaient pas*, l'« ébauche » (quel mot prétentieux, n'est-il pas vrai ?) resterait une simple ébauche ? N'est-ce pas de la démagogie, vraiment, quand on fait la guerre à une ébauche de plan, non pas seulement en le « démolissant à fond » et en conseillant aux camarades de le rejeter, mais encore *en dressant* les hommes peu compétents en matière de révolution contre les auteurs de l'ébauche *pour cela seul* qu'ils *osent* « légiférer », se poser « en régulateurs suprêmes », c'est-à-dire qu'ils osent *préconiser* une ébauche de plan ? Notre parti peut-il se développer et aller de

l'avant, si pour une tentative *d'élever* les militants locaux à de plus larges conceptions, objectifs et plans, etc., l'on objecte non seulement parce que ces conceptions paraissent fausses, mais aussi parce qu'on se « formalise » de ce qu'on « veuille » nous « *élever* » ? Ainsi L. Nadiéjdine, par exemple, a lui aussi « démoli à fond » notre plan, mais il ne s'est pas laissé aller à une démagogie que l'on ne saurait plus expliquer par la seule naïveté ou le caractère primitif des conceptions politiques ; il a repoussé délibérément et dès le début l'accusation de se poser en « inspecteurs du Parti ». On peut donc et l'on doit répondre quant au fond à la critique du plan faite par Nadiéjdine, et ne répondre que par le mépris au *Rabotchéié Diélo.*

Mais le mépris pour l'écrivain qui s'abaisse jusqu'à crier à « l'autocratisme » et à la « soumission » ne nous dispense pas encore de l'obligation de démêler le brouillamini que ces gens offrent au lecteur. Ici, nous pouvons montrer nettement à tous de quel acabit sont ces phrases courantes sur le « large démocratisme ». On nous accuse d'oublier les comités, d'avoir le désir ou tenter de les renvoyer au royaume des ombres, etc. Que répondre à ces accusations, quand nous *ne pouvons* raconter au lecteur *presque rien* de réel de nos rapports pratiques avec les comités, — nous ne le pouvons pour raisons conspiratives ? Des gens qui lancent une accusation cinglante irritant la foule, nous devancent par leur désinvolture, par le dédain qu'ils ont des devoirs du révolutionnaire qui cache soigneusement aux yeux du monde les rapports et les liaisons qu'il pratique, qu'il met ou tâche de mettre en œuvre. On conçoit que nous renoncions une fois pour toutes à concurrencer ces gens-là sur le terrain du « démocratisme ». Quant au lecteur non initié à toutes les affaires du Parti, le seul moyen de remplir notre devoir envers lui, c'est de raconter non ce qui est ou ce qui se trouve *im Werden* *, mais une *parcelle* de ce qui a été et de ce qui est permis de parler comme d'une chose passée.

Le Bund fait allusion à notre « usurpation ** », l'« Union » résidant à l'étranger nous accuse de vouloir

* En devenir. (Allemand.) (*N. R.*)

** *Iskra* n° 8, réponse du Comité central de l'Union générale des Juifs de Russie et de Pologne à notre article sur la question nationale.

faire disparaître les traces du Parti. Tenez, Messieurs, vous aurez pleine satisfaction, dès que nous aurons raconté au public *quatre faits* tirés du passé.

Premier * fait. Les membres d'une des « Unions de lutte », qui prirent une part directe à la formation de notre Parti et à l'envoi d'un délégué au congrès qui a fondé le Parti, s'entendent avec un des membres du groupe *Iskra* pour créer une bibliothèque ouvrière spéciale afin de subvenir aux besoins du mouvement entier. On ne réussit pas à créer une bibliothèque ouvrière et les brochures écrites à son intention: *Les tâches des social-démocrates russes* et *La nouvelle loi ouvrière*** parviennent, par des voies détournées et par tierces personnes, à l'étranger, où elles sont imprimées [179].

Deuxième fait. Les membres du Comité central du Bund proposent à l'un des membres du groupe *Iskra* de monter, comme s'exprimait alors le Bund, un « laboratoire littéraire ». Et ils rappellent que si la chose ne réussit pas, notre mouvement peut marquer un recul sensible. A la suite des pourparlers une brochure parut, intitulée *La cause ouvrière en Russie* ***.

Troisième fait. Le Comité central du Bund, par l'intermédiaire d'une petite ville de province, propose à l'un des membres de l'*Iskra* d'assumer la direction de la *Rabotchaïa Gazéta* reconstituée ; la proposition est naturellement acceptée, et puis elle est modifiée ; on propose la collaboration, une nouvelle combinaison étant intervenue avec la rédaction. Et, naturellement, nouvelle acceptation [181]. On envoie des articles (que l'on a pu conserver) : « Notre programme » — avec une protestation directe contre la bernsteiniade, le tournant opéré dans la littérature légale et la *Rabotchaïa Mysl* ; « Notre tâche immédiate » (« mise sur

* Nous disposons ces faits à dessein dans un ordre différent de celui qu'ils avaient[178].

** Voir Œuvres, t. 2, pp. 329-354 et 269-272. (*N. R.*)

*** Au fait, l'auteur de cette brochure me prie de faire savoir que, comme ses brochures antérieures, elle a été envoyée à l'« Union », dans l'hypothèse que le rédacteur de ses publications était le groupe « Libération du Travail » (étant donné certaines conditions, il ne pouvait, à ce moment, c'est-à-dire en février 1899, supposer un changement de rédaction). Cette brochure sera rééditée incessamment par la Ligue [180].

pied d'un organe du parti paraissant régulièrement et étroitement lié à tous les groupes locaux » ; les insuffisances du « travail artisanal » régnant) ; « Une question urgente » (analyse de l'objection selon laquelle il faut *d'abord* développer l'action des groupes locaux avant de procéder à la création d'un organe commun ; on insiste sur la portée primordiale de « l'organisation révolutionnaire », — sur la nécessité « de porter l'organisation, la discipline et la technique du travail clandestin à la plus haute perfection ») *. La proposition de faire reparaître la *Rabotchaïa Gazéta* n'est point réalisée, et les articles ne sont pas imprimés.

Quatrième fait. Le membre du Comité organisant le deuxième congrès ordinaire de notre Parti, fait connaître à un membre du groupe *Iskra* le programme du congrès et propose la candidature de ce groupe pour les fonctions de rédacteur de la *Rabotchaïa Gazéta* reconstituée. Sa démarche pour ainsi dire préalable est ensuite sanctionnée aussi bien par le Comité auquel il appartenait que par le Comité central du Bund [182] ; le groupe *Iskra* est informé du lieu et de la date du congrès, mais (n'étant pas assuré qu'il pourrait, pour certaines raisons, envoyer un délégué à ce congrès) il rédige également un rapport écrit à l'intention du congrès. Le rapport exprime cette idée que l'élection du Comité central à elle seule ne nous permettra pas de résoudre le problème de l'union en cette période de pleine dispersion qu'est celle que nous vivons, mais que, dans le cas d'une nouvelle chute rapide et complète, qui est plus que probable dans les conditions actuelles du travail insuffisamment clandestin, nous risquons encore de compromettre une grande idée : fonder un parti ; qu'il faut donc commencer par inviter tous les comités et toutes les autres organisations à soutenir l'organe commun reconstitué, qui attachera *réellement* tous les comités d'un lien *pratique*, préparera *réellement* un groupe qui assumera la direction de l'ensemble du mouvement ; les comités et le Parti pourront alors sans peine faire de ce groupe créé par les comités un Comité central, dès l'instant que ce groupe aura grandi et pris des forces. Le congrès cependant ne peut se réunir

* Voir Œuvres, t. 4, pp. 216-220, 221-226 et 227-232. (*N. R.*)

à cause d'une série de coups durs, et le rapport est détruit pour des raisons de sécurité, après avoir été lu par quelques camarades seulement, y compris les délégués d'un comité.

Que le lecteur juge maintenant de la nature des méthodes comme l'allusion à l'usurpation de la part du Bund ou l'argument du *Rabotchéié Diélo* prétendant que nous nous proposons de renvoyer les comités au royaume des ombres, de « substituer » à l'organisation du Parti l'organisation de la diffusion des idées d'un journal. Oui, c'est justement aux comités, *après maintes invitations émanant d'eux*, que nous avons rapporté sur la nécessité d'accepter un plan déterminé de travail en commun. C'est justement pour l'organisation du Parti que nous avons élaboré ce plan dans des articles destinés à la *Rabotchaïa Gazéta* et dans un rapport au congrès du Parti, cette fois encore après y avoir été conviés par ceux qui occupaient une situation si influente dans le Parti qu'ils assumaient l'initiative de sa reconstitution (pratique). Et c'est après l'échec définitif de la tentative *répétée* par l'organisation du Parti pour renouveler *avec nous* l'organe central du Parti *officiellement*, que nous avons jugé de notre premier devoir de lancer un organe *non officiel* afin que, à la *troisième* tentative, nos camarades puissent avoir devant eux certains résultats d'*expérience*, et non pas seulement des conjectures hypothétiques. A l'heure actuelle, certains résultats de cette expérience se trouvent déjà devant tous les yeux, et tous les camarades peuvent juger si nous avons bien compris notre devoir et ce qu'il faut penser de ceux qui cherchent à induire en erreur les personnes ignorant le récent passé, par dépit que nous ayons montré aux uns leur inconséquence dans la question « nationale », aux autres l'inadmissibilité des flottements sans principes.

b) UN JOURNAL PEUT-IL ÊTRE UN ORGANISATEUR COLLECTIF ?

L'article « Par où commencer ? » a cela d'essentiel qu'il pose *précisément* cette question et la résout par l'affirmative. La seule personne qui, à notre connaissance, ait essayé d'analyser la question quant au fond et de prouver la nécessité de la résoudre négativement, c'est L. Nadiéjdine, dont nous reproduisons en entier les arguments :

« ... La façon dont l'*Iskra* (n°4) envisage la nécessité d'un journal pour toute la Russie nous plaît fort, mais nous ne pouvons en aucune manière admettre que ce point de vue s'identifie au titre de l'article « Par où commencer ? ». C'est là indéniablement une chose d'une extrême importance, mais ce n'est pas elle, ni toute une série de feuilles populaires, ni une montagne de proclamations qui peuvent jeter les fondements d'une organisation de combat pour un tel moment révolutionnaire. Il importe d'aborder la création de fortes organisations politiques locales. Celles-ci nous manquent, nous avons travaillé surtout parmi les ouvriers cultivés, alors que les masses ont mené à peu près exclusivement la lutte économique. *Sans de fortes organisations politiques locales bien éduquées, à quoi servirait un journal pour toute la Russie, fût-il parfaitement agencé ?* Un buisson ardent qui brûle sans se consumer, et qui n'enflamme personne ! Autour de ce journal, pour ce journal, le peuple se rassemblera et s'organisera dans l'action, ainsi pense l'*Iskra*. *Mais il aura beaucoup plus vite fait de se rassembler et de s'organiser autour d'un travail plus concret !* Celui-ci peut et doit être : créer des journaux locaux sur une vaste échelle, préparer dès à présent les forces ouvrières aux manifestations; les organisations locales mèneront une action constante parmi les sans-travail (diffuser sans relâche parmi eux des feuilles volantes et des tracts ; convoquer les sans-travail aux réunions, les exhorter à la résistance au gouvernement, etc.). Il faut entreprendre sur place un travail politique vivant ; et lorsque sur ce terrain réel l'union deviendra nécessaire, elle ne sera pas artificielle, elle ne restera pas sur le papier. Ce n'est pas avec des journaux que l'on peut unifier, sur le plan de la Russie, le travail local » (*A la veille de la Révolution*, p. 54).

Nous avons souligné dans cette tirade éloquente les passages qui font le mieux ressortir la fausse idée que l'auteur se fait de notre plan et, en général, la fausseté du point de vue qu'il oppose ici à l'*Iskra*. Sans de fortes organisations politiques locales bien éduquées, le meilleur journal pour toute la Russie ne servirait à rien. C'est tout à fait juste. Le malheur est précisément que pour *éduquer* de fortes organisations politiques *il n'y a pas d'autre moyen* qu'un journal pour toute la Russie. L'auteur n'a pas remarqué la déclaration essentielle de l'*Iskra* : celle qui *précède* l'exposé de son « plan » : il faut « appeler à mettre sur pied une organisation révolutionnaire capable de rassembler toutes les forces et d'être le dirigeant *non seulement en titre*, mais réel du mouvement, c'est-à-dire une organisation *toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion*, en les mettant à profit pour accroître et endurcir une armée apte à livrer le combat décisif ». Maintenant, poursuit l'*Iskra*, après les événements de février et de mars, tout le monde s'accordera en principe

là-dessus ; or ce qu'il nous faut, ce n'est pas une solution de principe, mais *une solution pratique de la question*. Il faut formuler tout de suite un plan précis de construction pour que, immédiatement et *de tous côtés*, tout le monde puisse se mettre à cette construction. Or, de la solution pratique, l'on veut encore nous ramener en arrière, vers cette grande vérité juste en principe, incontestable, mais absolument insuffisante et incompréhensible pour la masse profonde des travailleurs : « éduquer de fortes organisations politiques » ! Ce n'est plus de cela qu'il s'agit, respectable auteur, mais de la façon *dont il convient* justement de faire l'éducation et de l'achever.

Il est faux que « nous ayons travaillé surtout parmi les ouvriers cultivés, alors que les masses ont mené à peu près exclusivement la lutte économique ». Sous cette forme, cette affirmation dévie vers la tendance radicalement fausse qu'a toujours la *Svoboda* à opposer les ouvriers cultivés à la « masse ». Durant ces dernières années, les ouvriers cultivés eux aussi ont mené chez nous « à peu près exclusivement la lutte économique ». C'est là un premier point. D'autre part, les masses n'apprendront jamais à mener la lutte politique, tant que nous n'aiderons pas à *former* des dirigeants pour cette lutte, aussi bien parmi les ouvriers cultivés que parmi les intellectuels. Or, de tels dirigeants *ne* peuvent s'éduquer *qu*'en s'initiant à l'appréciation quotidienne et méthodique de *tous* les aspects de notre vie politique, de *toutes les tentatives* de protestation et de lutte des différentes classes à différents propos. C'est pourquoi parler d'« éduquer des organisations politiques » et en même temps *opposer* « la besogne paperassière » d'un journal politique au « travail politique vivant à l'échelon local » est tout bonnement ridicule ! L'*Iskra* ne cherche-t-elle pas à rajuster le « plan » de son journal au « plan » qui consiste à réaliser un « degré de préparation » permettant de soutenir à la fois le mouvement des sans-travail, les soulèvements paysans, le mécontentement des membres des zemstvos, « la colère de la population contre un bachi-bouzouk tsariste déchaîné », etc. De fait, tous ceux qui connaissent le mouvement savent fort bien que l'immense majorité des organisations locales *ne songent même pas à cela* ; que beaucoup de projets de « travail politique

vivant », indiqués ici, n'ont encore *jamais* été mis à exécution par aucune organisation ; que, par exemple, la tentative d'attirer l'attention sur la croissance du mécontentement et des protestations parmi les intellectuels des zemstvos déconcerte aussi bien Nadiéjdine (« Seigneur ! N'est-ce pas aux membres des zemstvos que cet organe est destiné ? » *A la veille de la révolution*, p. 129), que les économistes (lettre dans le n° 12 de l'*Iskra*) et de nombreux praticiens. Dans ces conditions on *ne* peut « commencer » *que* par ceci : inciter les gens à *penser* à tout cela, les inciter à totaliser et à généraliser jusqu'aux moindres manifestations d'effervescence et de lutte active. A une époque où les tâches de la social-démocratie sont avilies, on *ne* peut *commencer* le « travail politique vivant » *que* par une agitation politique vivante, impossible sans un journal pour toute la Russie, paraissant fréquemment et régulièrement diffusé.

Ceux qui ne voient dans le « plan » de l'*Iskra* que de la « littérature » n'en ont pas du tout compris le fond ; ils ont pris pour le but ce qui, au moment actuel, n'est que le moyen le plus indiqué. Ces gens n'ont pas pris la peine de réfléchir à deux comparaisons qui illustraient ce plan de façon saisissante. La mise sur pied d'un journal politique pour toute la Russie — était-il dit dans l'*Iskra*, — doit être le *fil conducteur* : en le suivant nous pourrons sans cesse développer, approfondir et élargir cette organisation (c'est-à-dire l'organisation révolutionnaire toujours prête à appuyer toute protestation et toute effervescence). Dites-moi, s'il vous plaît : lorsque les maçons posent en différents points les pierres d'un édifice immense, aux formes absolument inédites, ils tendent un fil qui les aide à trouver la place juste, leur indique le but final de tout le travail, leur permet de mettre en œuvre non seulement chaque pierre, mais même chaque morceau de pierre qui, cimenté, avec le morceau qui précède et celui qui suit, donnera la ligne définitive et totale. Est-ce là un travail « paperassier » ? N'est-il pas évident que nous traversons aujourd'hui dans notre Parti une période où, ayant des pierres et des maçons, il nous manque justement ce fil visible à tout le monde et auquel chacun pourrait s'en tenir ? Laissons crier ceux qui soutiennent qu'en tendant le fil, nous voulons

commander : s'il en était ainsi, Messieurs, nous aurions intitulé notre journal, au lieu de l'*Iskra* n° 1, *Rabotchaïa Gazéta* n° 3, comme nous le proposaient quelques camarades et comme nous *aurions pleinement eu le droit de le faire* après les événements ci-dessus relatés. Mais nous ne l'avons pas fait, parce que nous voulions avoir les mains libres pour combattre sans merci tous les pseudo-social-démocrates : du moment que notre fil a été tendu correctement, nous voulions qu'il fût approuvé pour sa rectitude même, et non pour avoir été tendu par un organe officiel.

« L'unification de l'activité locale dans les organes centraux est une question qui tourne dans un cercle vicieux, dit sentencieusement L. Nadiéjdine. Pour cette unification, il faut des éléments homogènes : or, cette homogénéité elle-même ne peut être créée que par quelque chose qui unifie ; mais ce quelque chose ne peut être que le produit de fortes organisations locales qui, à l'heure actuelle, ne se distinguent pas précisément par l'homogénéité. » Vérité aussi respectable et aussi incontestable que celle qui affirme la nécessité d'éduquer de fortes organisations politiques. Mais vérité non moins stérile. Toute question « tourne dans un cercle vicieux », car toute la vie politique est une chaîne sans fin composée d'un nombre infini de maillons. L'art de l'homme politique consiste précisément à trouver le maillon et à s'y cramponner bien fort, le maillon qu'il est le plus difficile de vous faire tomber des mains, le plus important au moment donné et garantissant le mieux à son possesseur le maintien de toute la chaîne *. Si nous avions une équipe de maçons expérimentés, suffisamment solidaires pour pouvoir, sans les aligner au cordeau, poser les pierres où il convient (à parler abstraitement, cela n'est pas du tout impossible), nous pourrions peut-être nous saisir d'un autre maillon. Le malheur cependant est que nous n'avons pas encore de ces maçons expérimentés et solidaires ; que les pierres sont assez souvent posées au petit bonheur, sans alignement, disloquées au point que

* Camarade Kritchevski et camarade Martynov, j'attire votre attention sur cette révoltante manifestation d'« autocratisme », d'« autorité incontrôlée », de « régulation suprême », etc. De grâce il veut *posséder* toute la chaîne ! ! Rédigez au plus vite une plainte. Vous avez là le sujet de deux éditoriaux pour le n° 12 du *Rabotchéïé Diélo* !

l'ennemi n'a qu'à souffler dessus pour les disperser, non comme des pierres, mais comme des grains de sable.

Autre comparaison : « Le journal n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. *On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage* dressé autour d'un bâtiment en construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé * ». Peut-on vraiment dire qu'il y ait là de la part d'un littérateur, d'un homme spécialisé dans le travail de cabinet, une exagération de son rôle ? Les échafaudages ne sont nullement nécessaires pour la bâtisse elle-même ; ils sont faits avec un matériel de pire qualité ; ils sont dressés pour un court laps de temps et jetés au feu dès qu'au moins la grosse œuvre est terminée. En ce qui concerne la construction d'organisations révolutionnaires, l'expérience atteste que l'on réussit parfois à les construire même sans échafaudages, — ainsi entre 1870-1880. Mais à cette heure nous ne saurions même nous représenter qu'il soit possible d'élever sans échafaudages l'édifice dont nous avons besoin.

Nadiéjdine en disconvient ; il dit : « Autour de ce journal, pour ce journal, le peuple se rassemblera et s'organisera dans l'action ; ainsi pense l'*Iskra. Mais il aura beaucoup plus vite fait* de se rassembler et de s'organiser autour d'un travail *plus concret* ! » Bon, bon : « beaucoup plus vite autour d'un travail plus concret »... Le proverbe russe dit : « Ne crache pas dans le puits, tu auras besoin de son eau pour te désaltérer ». Mais il en est qui ne dédaignent pas de se désaltérer à un puits où l'on a craché. Dans cette recherche du plus concret, quelles vilenies nos remarquables « critiques du marxisme » légaux et les admirateurs illégaux de la *Rabotchaïa Mysl* n'ont-ils pas été amenés à dire et à écrire ! Comme tout notre mouvement est comprimé par notre étroitesse, notre manque d'initiative et de hardiesse, justifiés par les arguments tradition-

* Martynov qui cite la première phrase de ce passage dans le *Rabotchéié Diélo* (n° 10, p. 62) en omet justement la seconde, comme s'il voulait montrer son désir de ne pas toucher au fond de la question ou son incapacité à le comprendre.

nels dans le genre de celui-ci : « beaucoup plus vite autour d'un travail plus concret ! » Et Nadiéjdine qui se prétend particulièrement doué du sens des « réalités », qui condamne si sévèrement les hommes « de cabinet », qui (avec des prétentions à l'esprit) reproche à l'*Iskra* sa faiblesse de voir partout de l'économisme, qui s'imagine être très au-dessus de cette division en orthodoxes et en critiques, Nadiéjdine ne remarque pas que par ses arguments il fait le jeu de cette étroitesse qui l'indigne, et qu'il boit à même le puits où l'on a le plus craché ! Oui, l'indignation la plus sincère contre l'étroitesse, le désir le plus ardent de désabuser ceux qui la révèrent ne sont pas encore suffisants, si celui qui s'indigne vogue au gré des vents sans voiles ni gouverne, et s'il se raccroche d'« instinct », tout comme les révolutionnaires de 1870-1880, au « terrorisme excitatif », au « terrorisme agraire », au « tocsin », etc. Voyons maintenant ce quelque chose de « plus concret » autour de quoi, pense-t-il, « on aura beaucoup plus vite fait » de se rassembler et de s'organiser : 1° journaux locaux ; 2° préparation de manifestations ; 3° action parmi les sans-travail. On voit du premier coup d'œil que toutes ces choses-là ont été cueillies tout à fait au hasard, au petit bonheur, uniquement pour dire quelque chose, car, de quelque façon qu'on les considère, ce serait vraiment absurde d'y trouver quoi que ce soit de particulièrement susceptible de « rassembler et d'organiser ». D'ailleurs, le même Nadiéjdine déclare deux pages plus loin : « Il serait temps pour nous de constater simplement ce fait : en province le travail est infime, les comités ne font pas le dixième de ce qu'ils pourraient faire... les centres d'unification que nous possédons actuellement ne sont que fiction, bureaucratisme révolutionnaire, manie de se bombarder mutuellement général, et il en sera ainsi tant que ne seront pas constituées de fortes organisations locales. » Ces paroles, bien qu'exagérées, renferment incontestablement une grande part d'amère vérité ; mais comment Nadiéjdine ne voit-il pas que le travail local infime est fonction de l'étroitesse de vues des militants, du peu d'envergure de leur action, toutes choses inévitables vu le manque de préparation des militants confinés dans le cadre des organisations locales ? Aurait-il oublié, tout comme l'auteur de l'article de la *Svoboda* sur l'organisation,

que les débuts d'une large presse locale (à partir de 1898) ont été assortis d'un renforcement particulier de l'économisme et du « travail artisanal » ? Et si même l'on pouvait organiser tant soit peu convenablement une « large presse locale » (nous avons pourtant montré plus haut que c'était impossible, sauf des cas tout à fait exceptionnels), même alors les organes locaux ne pourraient « rassembler et organiser » *toutes* les forces des révolutionnaires en vue de l'assaut *général* contre l'autocratie, en vue de la direction de la lutte *commune*. N'oubliez pas qu'il s'agit là *uniquement* d'un journal comme « facteur de rassemblement », d'organisation, et que nous pourrions renvoyer à Nadiéjdine, champion du morcellement, la question ironique qu'il nous pose lui-même : « Aurions-nous reçu en héritage 200 000 organisateurs révolutionnaires ? » En outre, on ne saurait *opposer* la « préparation de manifestations » au plan de l'*Iskra*, pour la simple raison que ce plan prévoit justement les plus larges manifestations *comme un des objectifs* à atteindre ; mais il s'agit ici de choisir le *moyen* pratique. Cette fois encore Nadiéjdine fait fausse route ; il a oublié que seule une troupe déjà « rassemblée et organisée » peut « préparer » des manifestations (qui jusqu'à présent, dans l'immense majorité des cas, se sont déroulées de façon absolument spontanée). Or, ce que justement *nous ne savons pas faire*, c'est rassembler et organiser. « Action parmi les sans-travail. » Toujours la même confusion, puisqu'il s'agit là aussi d'une opération militaire d'une troupe mobilisée, et non d'un plan de mobilisation de la troupe. A quel point Nadiéjdine, ici encore, sous-estime le tort que nous fait notre morcellement, l'absence chez nous de « 200 000 organisateurs », c'est ce que l'on va voir. Beaucoup (Nadiéjdine de ce nombre) ont reproché à l'*Iskra* de fournir de maigres renseignements sur le chômage, de ne donner que des correspondances fortuites sur les choses les plus ordinaires de la vie rurale. Le reproche est fondé ; mais ici l'*Iskra* est « coupable sans avoir péché ». Nous nous efforçons de « tendre notre cordeau » aussi à travers la campagne ; mais presque nulle part il n'y a là de maçons ; il nous *faut* encourager *tous ceux* qui nous communiquent même les faits les plus ordinaires, dans l'espoir que cela augmentera le nombre de nos collaborateurs dans ce do-

maine et *nous apprendra à nous tous* à choisir enfin des faits véritablement saillants. Mais la documentation pour l'étude est si restreinte qu'à moins de l'étendre à toute la Russie nous n'avons décidément rien pour nous instruire. Certes, un homme possédant à peu près les capacités d'agitateur de Nadiéjdine et sa connaissance de la vie des vagabonds pourrait, par son agitation parmi les sans-travail, rendre des services inestimables au mouvement ; mais cet homme-là enterrerait son talent s'il ne prenait soin de mettre *tous* les camarades russes au courant du moindre progrès de son action afin de donner un exemple et un enseignement à des gens qui, dans leur masse, ne savent même pas encore s'atteler à cette tâche nouvelle pour eux.

Tout le monde sans exception parle aujourd'hui de l'importance qui s'attache à l'unification, de la nécessité de « rassembler et d'organiser » ; mais la plupart du temps on ne se fait aucune idée bien nette de la question de savoir par où commencer et comment réaliser cette unification. On reconnaîtra sans doute que pour « unifier », par exemple, les cercles de quartier d'une ville, il faut qu'il y ait des *institutions communes*, c'est-à-dire non pas seulement l'étiquette commune d'« union », mais un travail *commun* véritable, un échange de documentation, d'expérience et de forces, une répartition des fonctions pour toute l'activité dans la ville, pas seulement par quartiers, mais par spécialités. On conviendra qu'un sérieux appareil clandestin ne fera pas ses frais (s'il est permis d'employer cette expression commerciale) s'il est limité aux « ressources » (matérielles et humaines, bien entendu) d'un seul quartier, et que le talent d'un spécialiste ne pourra se déployer sur un champ d'action aussi restreint. Il en est de même pour l'union des différentes villes, car l'histoire de notre mouvement social-démocrate a déjà montré et *montre* que le champ d'action d'une localité isolée est extrêmement étroit : nous l'avons prouvé plus haut en détail par l'exemple de l'agitation politique et du travail d'organisation. Il faut — c'est une nécessité indispensable — il faut avant tout élargir ce champ d'action, créer une liaison *effective* entre les villes sur la base d'un travail *régulier commun*, car le morcellement comprime les facultés de ceux qui, « renfermés comme dans une tour » (selon l'expression de l'auteur d'une lettre à l'*Iskra*), ignorent ce qui se passe dans

le monde, ne savent pas auprès de qui s'instruire, comment acquérir l'expérience, comment satisfaire leur soif d'une action étendue. Et je persiste à soutenir que l'on ne peut *commencer* à créer cette liaison *effective* qu'avec un journal commun, entreprise unique et régulière pour toute la Russie, qui résumera les activités les plus variées et *incitera* les gens à progresser constamment dans *toutes* les voies nombreuses qui mènent à la révolution, comme tous les chemins mènent à Rome. Si nous voulons nous unir non pas seulement en paroles, il faut que chaque cercle local *prélève sur-le-champ*, mettons le quart de ses forces, pour la participation *active* à l'œuvre *commune*. Et le journal lui montre aussitôt * le dessin général, les proportions et le caractère de cette œuvre ; il lui montre les lacunes qui se font le plus fortement sentir dans l'action menée à l'échelle nationale, les endroits où l'agitation fait défaut et où la liaison est faible, les rouages de l'immense mécanisme commun que ce cercle pourrait réparer ou remplacer par de meilleurs. Un cercle qui n'a pas encore travaillé et cherche à s'employer, pourrait commencer non comme un artisan isolé dans son petit atelier, ne connaissant ni l'évolution antérieure de l'« industrie », ni l'état général des moyens de production industrielle, mais comme le collaborateur d'une vaste entreprise qui *reflète* la poussée révolutionnaire générale contre l'autocratie. Et plus la finition de chaque rouage serait parfaite, plus nombreux seraient les travailleurs employés à différents détails de l'œuvre commune, et plus notre réseau serait dense, moins les coups de filet inévitables provoqueraient de trouble dans nos rangs.

A elle seule, la fonction de diffusion du journal commencerait à créer une liaison *effective* (si ce journal était digne de ce nom, c'est-à-dire s'il paraissait régulièrement, et non pas une fois par mois, comme les grandes revues, mais près de quatre fois par mois). Les relations de ville à ville pour

* *Réserve à faire* : s'il approuve l'orientation de ce journal et juge utile pour la cause de devenir son collaborateur, entendant par là non seulement la collaboration littéraire, mais en général toute collaboration révolutionnaire. *Note pour le « Rabotchéïé Diélo »*: entre révolutionnaires qui font cas de l'œuvre utile au lieu de jouer au démocratisme, qui ne séparent pas la « sympathie » d'avec la participation la plus active et la plus vivante, cette réserve à faire va de soi.

les besoins de la cause révolutionnaire sont aujourd'hui bien rares, et en tout cas une exception ; elles deviendraient alors la règle et assureraient, bien entendu, non seulement la diffusion du journal, mais aussi (ce qui est beaucoup plus important) l'échange d'expérience, de documentation, de forces et de ressources. Le travail d'organisation prendrait une ampleur beaucoup plus considérable, et le succès obtenu dans une localité encouragerait constamment à perfectionner le travail, inciterait à profiter de l'expérience déjà acquise par les camarades militant sur un autre point du pays. Le travail local gagnerait infiniment en étendue et en variété ; des révélations politiques et économiques recueillies dans toute la Russie fourniraient un aliment intellectuel aux ouvriers de toutes professions et de *tous degrés de développement* ; elles fourniraient matière et prétexte à des causeries et conférences sur les questions les plus variées, suscitées entre autres par les allusions de la presse légale, les conversations en société et les communiqués « pudiques » du gouvernement. Chaque effervescence, chaque manifestation serait appréciée et examinée sous toutes ses faces, en tous les points de la Russie ; elle provoquerait le désir de ne pas rester en arrière des autres, de faire mieux que les autres — (nous, socialistes, ne récusons nullement toute émulation et toute « concurrence » en général !) — de préparer à bon escient ce qui, la première fois, s'est fait en quelque sorte spontanément, de profiter des circonstances favorables de temps ou de lieu pour modifier le plan d'attaque, etc. En outre, ce regain de travail local ne conduirait pas à cette tension désespérée *in extremis* de *toutes* les forces, à cette mise en alerte de *tous* nos hommes, à laquelle nous oblige ordinairement aujourd'hui toute manifestation ou tout numéro de journal local : d'une part, la police aurait beaucoup plus de mal à découvrir les « racines », ne sachant pas dans quelle localité les chercher ; d'autre part, le travail commun régulier apprendrait aux hommes à proportionner une attaque *donnée* à l'état des forces de tel ou tel détachement de notre armée commune (ce à quoi presque personne ne songe aujourd'hui, car les attaques se produisent spontanément neuf fois sur dix), et faciliterait le « transport » non seulement de la littérature de propagande, mais des forces révolutionnaires d'un endroit à l'autre.

Ces forces aujourd'hui sont pour la plupart saignées à blanc sur ce champ d'action restreint qu'est le travail local. Mais alors on aurait la possibilité et l'occasion constante de transférer d'un bout à l'autre du pays tout agitateur ou organisateur un peu capable. Après avoir débuté par de petites tournées pour les affaires du Parti et aux frais du Parti, les militants s'habitueraient à se faire entretenir entièrement par le Parti ; ils deviendraient des révolutionnaires professionnels et se prépareraient au rôle de véritables chefs politiques.

Et si réellement nous parvenions à obtenir que la totalité ou la majeure partie des comités, groupes et cercles locaux s'associent activement à l'œuvre commune, nous pourrions à très bref délai mettre sur pied un hebdomadaire, régulièrement diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires dans toute la Russie. Ce journal serait comme une partie d'un gigantesque soufflet de forge qui attise chaque étincelle de la lutte de classes et de l'indignation populaire, pour en faire jaillir un immense incendie. Autour de cette œuvre encore très innocente et encore très minime par elle-même, mais régulière et *commune* dans toute l'acception du mot, se recruterait systématiquement et s'instruirait une armée permanente de lutteurs éprouvés. Sur les échafaudages ou les tréteaux de cette organisation commune en construction, nous verrions monter bientôt, sortant des rangs de nos révolutionnaires, des Jéliabov social-démocrates, et, sortant des rangs de nos ouvriers, des Bebel russes qui, à la tête de cette armée mobilisée, soulèveraient tout le peuple pour faire justice de la honte et de la malédiction qui pèsent sur la Russie.

Voilà à quoi il nous faut rêver !

* * *

« Il faut rêver ! » J'écris ces mots, et tout à coup je prends peur. Je me vois siégeant au « congrès d'unification », avec en face de moi les rédacteurs et collaborateurs du *Rabotchéié Diélo*. Et voilà que le camarade Martynov se lève et, menaçant, m'adresse la parole : « Mais, permettez ! Une rédaction autonome a-t-elle encore le droit de rêver sans en avoir référé aux comités du Parti ? » Puis, c'est le

camarade Kritchevski qui se dresse (approfondissant philosophiquement le camarade Martynov, lequel a depuis longtemps approfondi le camarade Plékhanov) continue, plus menaçant encore : « J'irai plus loin. Je vous demande : un marxiste a-t-il en général le droit de rêver, s'il n'a pas oublié que, d'après Marx, l'humanité s'assigne toujours des tâches réalisables et que la tactique est le processus d'accroissement des tâches du Parti qui croissent en même temps que lui ? »

La seule idée de ces questions menaçantes me donne le frisson, et je ne pense qu'à une chose : où me cacher. Essayons de nous retrancher derrière Pissarev.

« Il y a désaccord et désaccord, écrivait Pissarev au sujet du désaccord entre le rêve et la réalité. Mon rêve peut gagner de vitesse le cours naturel des événements, ou bien il peut donner un coup de barre dans une direction où le cours naturel des événements ne peut jamais conduire. Dans le premier cas, le rêve ne fait aucun tort ; il peut même soutenir et renforcer l'énergie du travailleur... Rien, dans de tels rêves, ne peut pervertir ou paralyser la force de travail. Bien au contraire. Si l'homme était complètement dépourvu de la faculté de rêver ainsi, s'il ne pouvait de temps à autre devancer le présent et contempler en imagination le tableau cohérent et entièrement achevé de l'œuvre qui s'ébauche à peine entre ses mains, je ne saurais décidément me représenter quel mobile ferait entreprendre à l'homme et mener à bien de vastes et fatigants travaux dans l'art, la science et la vie pratique... Le désaccord entre le rêve et la réalité n'a rien de nocif, si toutefois l'homme qui rêve croit sérieusement à son rêve, s'il observe attentivement la vie, compare ses observations à ses châteaux en Espagne , et, d'une façon générale, travaille en conscience à la réalisation de son rêve. Lorsqu'il y a contact entre le rêve et la vie, tout est pour le mieux.[183] »

Des rêves de cette sorte, il y en a malheureusement trop peu dans notre mouvement. Et la faute en est surtout aux représentants de la critique légale et du « suivisme » illégal, qui se targuent de leur pondération, de leur « sens » du « concret ».

c) DE QUEL TYPE D'ORGANISATION AVONS-NOUS BESOIN ?

Par ce qui précède, le lecteur voit que notre « tactique-plan » consiste à récuser *l'appel* immédiat à l'assaut, à réclamer l'organisation d'un « siège en règle de la forteresse ennemie », autrement dit : à réclamer la concentration de tous les efforts en vue de rassembler, d'organiser et de mobiliser une troupe permanente. Lorsque nous avons raillé le *Rabotchéié Diélo* qui d'un bond abandonnait l'économisme pour pousser des clameurs sur la nécessité de l'assaut (clameurs qui ont retenti en *avril* 1901, dans le n° 6 du *Listok du « Rabotchéié Diélo »*) il s'est naturellement abattu sur nous, nous taxant de « doctrinarisme », d'incompréhension du devoir révolutionnaire, d'appel à la prudence, etc. Certes, ces accusations ne nous ont nullement étonnés dans la bouche de gens qui, n'ayant pas de principes stables, se dérobent derrière la profonde « tactique-processus » ; elles ne nous ont point étonnés non plus de la part de Nadiéjdine qui n'a, pour les fermes principes de programme et de tactique, que le plus superbe mépris.

On dit que l'histoire ne se répète pas. Nadiéjdine, lui, s'efforce de toutes les manières à la répéter et copie avec ardeur Tkatchev en dénigrant « l'éducation révolutionnaire », en clamant la nécessité de « sonner le tocsin », en préconisant le « point de vue spécial de la veille de la révolution », etc. Il oublie vraisemblablement le mot connu que, si l'original d'un événement historique est une tragédie, sa copie n'est qu'une farce [184]. La tentative de prise du pouvoir, préparée par la propagande de Tkatchev et réalisée par la terreur, instrument d'« épouvante » et qui réellement épouvantait à l'époque, était majestueuse, tandis que le terrorisme « excitatif » de ce Tkatchev au petit pied est simplement ridicule, ridicule surtout lorsqu'il l'assortit de son projet d'organisation des travailleurs moyens.

« Si l'*Iskra*, écrit Nadiéjdine, sortait de sa sphère de littérature frelatée, elle verrait que ce sont là (par exemple, la lettre d'un ouvrier publiée dans le n° 7 de l'*Iskra*, etc.) des symptômes attestant que l'« assaut » est très, très proche et que parler maintenant (*sic*) d'une organisation dont tous les fils seraient rattachés à un journal pour toute la Russie, c'est produire à foison des idées abstraites et un travail de cabinet. »

Voyez un peu cette confusion inimaginable ! D'une part, on préconise le terrorisme excitatif et « l'organisation des travailleurs moyens », tout en déclarant qu'on aura « beaucoup plus vite fait » de se grouper autour de quelque chose de « plus concret », par exemple autour de journaux locaux ; d'autre part, on prétend que parler « maintenant » d'une organisation pour toute la Russie, c'est produire à profusion des idées abstraites, c'est-à-dire, pour être plus franc et plus simple, qu'il est « maintenant » déjà trop tard ! Et pour une « large organisation de journaux locaux », il n'est pas trop tard, respectable L. Nadiéjdine ? Comparez à cela le point de vue et la tactique de l'*Iskra* : le terrorisme excitatif, c'est de l'enfantillage ; parler de l'organisation spéciale des travailleurs moyens et d'une *large* organisation de journaux locaux, c'est ouvrir les portes toutes grandes à l'économisme. Il faut parler d'une organisation unique de révolutionnaires pour toute la Russie, et il ne sera pas trop tard pour en parler jusqu'au jour même où commencera l'assaut véritable, et non formulé sur le papier.

« Oui, poursuit Nadiéjdine, en ce qui concerne l'organisation, notre situation n'est rien moins que brillante ; oui, l'*Iskra* a parfaitement raison de dire que le gros de nos forces militaires est constitué par des volontaires et des insurgés... Que vous jugiez sainement de l'état de nos forces, c'est bien. Mais pourquoi oublier dès lors que *la foule n'est nullement avec nous* et que, par conséquent, *elle ne nous demandera pas* quand il faudra ouvrir les hostilités, elle se jettera dans « l'émeute »... Lorsque la foule interviendra elle-même avec sa force destructrice spontanée, elle est *capable* de broyer, de refouler la « troupe permanente », dans laquelle vous vous proposiez, mais *n'avez pas eu le temps* de procéder à une organisation rigoureusement systématique. » (Souligné par nous.)

Etonnante logique ! *Précisément parce que* « la foule n'est pas avec nous », il est peu raisonnable et inconvenant de proclamer « l'assaut » immédiat, car l'assaut signifie l'attaque d'une troupe permanente, et non l'explosion spontanée d'une foule. Précisément parce que la foule est *capable* de broyer et de refouler la troupe permanente, il faut absolument que notre travail d'« organisation rigoureusement systématique », dans la troupe permanente, « rejoigne » l'élan spontané, car plus nous aurons « pris le temps » de procéder à cette organisation, et plus il y aura de chances pour que la troupe régulière ne soit pas broyée par la foule, mais qu'elle

marche en avant, en tête de la foule. Nadiéjdine fait fausse route, parce qu'il se figure que cette troupe organisée systématiquement agit d'une façon qui la détache de la foule, alors qu'en réalité elle s'occupe exclusivement d'une agitation politique amplifiée et multiforme, c'est-à-dire d'un travail qui justement tend *à rapprocher et à fusionner en un tout* la force destructive spontanée de la foule et la force destructive consciente de l'organisatinon des révolutionnaires. La vérité, Messieurs, c'est que vous vous en prenez à autrui de vos propres fautes ; car c'est précisément le groupe *Svoboda* qui, en introduisant le terrorisme *au programme*, appelle par là même à créer une organisation de terroristes ; or une telle organisation empêcherait vraiment notre troupe de se rapprocher de la foule qui, malheureusement, n'est pas encore avec nous, et, malheureusement, ne nous demande pas ou nous demande très rarement quand et comment il faut ouvrir les hostilités.

« Nous ne verrons pas plus venir la révolution, continue Nadiéjdine à faire peur à l'*Iskra*, que nous n'avons vu venir les événements actuels, événements qui nous ont pris de court. » Cette phrase, avec celles que nous avons citées plus haut, nous montre bien l'absurdité du « point de vue de la veille de la révolution » *, imaginé par la *Svoboda*. Ce « point de vue » particulier se réduit, proprement, à proclamer qu'il est « maintenant » trop tard pour délibérer et se préparer. Mais alors, ô respectable ennemi de la « littérature frelatée », pourquoi avoir écrit 132 pages d'impression sur « les problèmes de théorie ** et de tactique » ? Ne pen-

* Voir : *A la veille de la révolution*, p. 62.

** D'ailleurs, dans son « coup d'œil sur les problèmes de théorie », L. Nadiéjdine n'a presque rien dit de la théorie, sauf le passage suivant, extrêmement curieux du « point de vue de la veille de la révolution » : « La bernsteiniade, dans son ensemble, perd en ce moment de son acuité de même qu'il nous est parfaitement égal de savoir si M. Adamovitch démontrera que M. Strouvé a mérité la croix ou inversement, si M. Strouvé, réfutant Adamovitch, refusera de prendre sa retraite, — car l'heure décisive de la révolution approche » (p. 110). Il serait difficile d'illustrer avec plus de relief l'insouciance sans bornes de L. Nadiéjdine pour la théorie. Nous avons proclamé être à « la veille de la révolution » ; *c'est pourquoi* il nous est « parfaitement égal » que les orthodoxes réussissent ou non à déloger définitivement les critiques de leur position ! ! Et notre sage ne remarque pas que

sez-vous pas que du « point de vue de la veille de la révolution » il eût mieux valu lancer 132 000 feuilles volantes avec ce bref appel : « Sus à l'ennemi ! »

Ceux-là précisément risquent le moins de ne pas voir venir la révolution qui mettent, comme le fait l'*Iskra*, l'agitation politique parmi tout le peuple à la base de leur programme, de leur *tactique* et de leur *travail d'organisation*. Loin de n'avoir pas vu venir les événements du printemps, les gens qui dans toute la Russie s'occupent à tresser les fils d'une organisation dont tous les fils seraient rattachés à un journal pour toute la Russie, nous ont donné au contraire la possibilité de les prédire. Ils n'ont pas laissé passer non plus sans les voir, les manifestations décrites dans les numéros 13 et 14 de l'*Iskra* : au contraire, comprenant fort bien leur devoir de seconder l'élan spontané de la foule, ils y ont participé et ont aidé en même temps, par leur journal, tous les camarades russes à se rendre compte du caractère de ces manifestations et à en utiliser l'expérience. S'ils sont encore vivants, ils verront venir la révolution qui exigera de nous, avant et par-dessus tout, que nous ayons de l'expérience en matière d'agitation, que nous sachions soutenir (soutenir à la manière social-démocrate) toutes les protestations, diriger le mouvement spontané et le préserver des erreurs de ses amis comme des embûches de ses ennemis !

Nous voilà arrivés à la dernière considération qui nous fait insister tout particulièrement sur un plan d'organisation autour d'un journal pour toute la Russie, par la collaboration de tous à ce journal commun. Seule une telle organisation assurera à l'entreprise social-démocrate de combat la *souplesse* indispensable, c'est-à-dire la faculté de s'adapter immédiatement aux conditions les plus variées et rapidement changeantes de la lutte, la faculté « d'une part d'éviter la bataille en terrain découvert avec un ennemi numériquement supérieur, qui a concentré ses forces sur un seul point, et d'autre part, de profiter de l'incapacité manœuvrière de l'ennemi pour l'attaquer à l'endroit et au moment

---

c'est précisément pendant la révolution que nous aurons besoin des résultats de notre lutte théorique contre les critiques, pour combattre résolument leurs positions *pratiques* !

où il s'y attend le moins * ». Ce serait une très grave erreur, si, en bâtissant l'organisation du Parti, on ne comptait que sur des explosions et des combats de rue, ou sur « la marche progressive de la lutte obscure quotidienne ». Nous devons *toujours* faire notre travail quotidien et toujours être prêts à tout, parce que très souvent il est presque impossible de prévoir l'alternance des périodes d'explosion et des périodes d'accalmie ; et quand il est possible de les prévoir, on ne peut en tirer parti pour remanier l'organisation ; car, dans un pays autocratique, la situation change avec une rapidité fulgurante : il suffit parfois d'un raid nocturne des janissaires [185] tsaristes. Et l'on ne saurait (comme se l'imaginent apparemment les Nadiéjdine) se représenter la révolution elle-même sous la forme d'un acte unique : la révolution sera une succession rapide d'explosions plus ou moins violentes, alternant avec des phases d'accalmie plus ou moins profonde. C'est pourquoi l'activité essentielle de notre Parti, le foyer de son activité doit être un travail qui est possible et nécessaire aussi bien dans les périodes des plus violentes explosions que dans celles de pleine accalmie, c'est-à-dire un travail d'agitation politique unifiée pour toute la Russie, qui mettrait en lumière tous les aspects de la vie et s'adresserait aux masses les plus profondes. Or ce travail *ne saurait se concevoir* dans la Russie actuelle sans un journal intéressant le pays entier et paraissant très fréquemment. L'organisation qui se constituera d'elle-même autour de ce journal, l'organisation de ses *collaborateurs* (au sens large du mot, c'est-à-dire de tous ceux qui travaillent pour lui)

* *Iskra*, n° 4, « Par où commencer ? » — « Les éducateurs révolutionnaires, qui n'adoptent pas le point de vue de la veille de la révolution, ne se laissent nullement troubler par la longueur du travail », écrit Nadiéjdine (p. 62). A ce sujet nous ferons cette remarque : si nous ne savons pas élaborer une tactique politique, un plan d'organisation prévus absolument *pour une très longue période* et assurant, *par le processus même de ce travail*, l'aptitude de notre parti à se trouver à son poste et à faire son devoir dans les circonstances les plus inattendues, si rapide que soit le cours des événements, nous ne serons que de pitoyables aventuriers politiques. Seul Nadiéjdine, qui depuis hier se donne le nom de social-démocrate, peut oublier que la social-démocratie a pour but la transformation radicale des conditions de vie de l'humanité tout entière, et que par suite il n'est pas permis à un social-démocrate de se laisser « troubler » par la longueur du travail.

sera prête *à tout*, aussi bien à sauver l'honneur, le prestige et la continuité dans le travail du Parti aux moments de la pire « oppression » des révolutionnaires, qu'à préparer, fixer le départ et réaliser *l'insurrection armée du peuple*.

Qu'on se représente en effet le cas, très courant chez nous, d'un coup de filet dans une ou plusieurs localités. Comme *toutes* les organisations locales ne travaillent pas à une *seule* œuvre régulière commune, ces coups de filet sont souvent suivis d'une suspension d'activité de plusieurs mois. Mais si toutes travaillaient à une œuvre commune, il suffirait, même alors que le coup de filet serait très grave, de quelques semaines, à deux ou trois hommes énergiques, pour rattacher à l'organisme central les nouveaux cercles de jeunes, qui, on le sait, surgissent très rapidement même aujourd'hui, et qui surgiraient et se mettraient en rapport avec ce centre encore plus vite, si cette œuvre commune, qui souffre des coups de filet, était bien connue de tous.

Qu'on se représente, d'autre part, une insurrection populaire. Tout le monde conviendra sans doute aujourd'hui que nous devons y songer et nous y préparer. Mais *comment* nous y préparer ? Vous ne voudriez tout de même pas qu'un Comité central désigne des agents dans toutes les localités pour préparer l'insurrection ? Si même nous avions un Comité central et qu'il prît cette mesure, il n'obtiendrait rien dans les conditions actuelles de la Russie. Au contraire, un réseau d'agents* qui se serait formé de lui-même en travaillant à la création et à la diffusion d'un journal commun, ne devrait pas « attendre les bras croisés » le mot d'ordre d'in-

* Hélas, hélas ! Voilà que m'échappe une fois de plus ce mot affreux d'« agent », qui blesse tellement l'oreille démocratique des Martynov ! Il me paraît étrange que ce mot n'ait point blessé les coryphées des années 70 et blesse les dilettantes des années 90. Ce mot me plaît, car il indique nettement et avec précision la *cause commune* à laquelle tous les agents subordonnent leurs pensées et leurs actes, et s'il faut remplacer ce mot par un autre, je ne pourrais peut-être m'arrêter qu'au mot « collaborateur », s'il n'avait pas un relent de littérature fréquentée et d'amorphisme. Or ce qu'il nous faut, c'est une organisation militaire d'agents. Au reste, les Martynov si nombreux (notamment à l'étranger) qui s'occupent volontiers de « se bombarder mutuellement général » pourraient dire, à la place d'« agent du service des passeports », « commandant en chef d'une section spéciale pour l'approvisionnement des révolutionnaires en passeports », etc.

surrection ; il accomplirait justement une œuvre régulière, qui lui garantirait en cas d'insurrection le plus de chances de succès. Œuvre qui renforcerait les liens avec les masses ouvrières les plus profondes et toutes les couches de la population mécontentes de l'autocratie, ce qui est si important pour l'insurrection. C'est en faisant ce travail qu'on apprendrait à apprécier exactement la situation politique générale, et, par suite, à bien choisir le moment favorable pour l'insurrection. C'est cette action qui apprendrait à *toutes* les organisations locales à réagir simultanément en face des problèmes, incidents ou événements politiques qui passionnent toute la Russie ; à répondre à ces « événements » de la façon la plus énergique, la plus uniforme et la plus rationnelle possible.. Car, au fond, l'insurrection est la « riposte » la plus énergique, la plus uniforme et la plus rationnelle faite par le peuple entier au gouvernement. Cette action précisément qui apprendrait à toutes les organisations révolutionnaires, sur tous les points de la Russie, à entretenir entre elles les relations les plus régulières et en même temps les plus clandestines, relations qui créent l'unité *effective* du Parti et sans lesquelles il est impossible de discuter ensemble du plan de l'insurrection et de prendre, à la veille de cette dernière, les mesures préparatoires nécessaires, qui doivent être tenues dans le plus strict secret.

En un mot, le « plan d'un journal politique pour toute la Russie », n'est pas le fruit d'un travail de cabinet, réalisé par des personnes entachées de doctrinarisme et de littérature frelatée (comme ont pu le croire des gens qui n'y ont pas assez réfléchi) ; c'est au contraire le plan le plus pratique pour qu'on puisse, de tous côtés, se préparer aussitôt à l'insurrection, sans oublier un instant le travail ordinaire, quotidien.

CONCLUSION

L'histoire de la social-démocratie russe se divise nettement en trois périodes.

La première embrasse une dizaine d'années, à peu près de 1884 à 1894. Période de naissance et de consolidation de la théorie et du programme de la social-démocratie. Les partisans de la nouvelle orientation en Russie se chiffraient par unités. La social-démocratie existait sans le mouvement ouvrier, elle traversait comme parti politique une période de gestation.

La deuxième période s'étend sur trois ou quatre années, de 1894 à 1898. La social-démocratie vient au monde comme mouvement social, comme essor des masses populaires, comme parti politique. C'est la période d'enfance et d'adolescence. Avec la rapidité d'une épidémie, l'engouement général pour la lutte contre le populisme se propage parmi les intellectuels qui vont aux ouvriers, ainsi que l'engouement général des ouvriers pour les grèves. Le mouvement fait des progrès immenses. La plupart des dirigeants sont des tout jeunes gens, qui n'ont pas atteint, loin de là, « l'âge de trente-cinq ans », lequel apparaissait à Monsieur N. Mikhaïlovski comme une sorte de limite naturelle. A cause de leur jeunesse, ils se révèlent peu préparés au travail pratique et quittent la scène avec une extrême rapidité. Mais leur travail avait, la plupart du temps, une grande ampleur. Beaucoup d'entre eux avaient commencé à penser en révolutionnaires en tant que narodovoltsy. Presque tous dans leur prime jeunesse avaient voué un culte aux héros de la terreur. Pour se soustraire à la séduction de cette héroïque tradition, il fallut lutter, rompre avec des gens qui voulaient à tout prix

demeurer fidèles à la « Narodnaïa Volia », et que les jeunes social-démocrates tenaient en haute estime. La lutte imposait de s'instruire, de lire des œuvres illégales de toutes tendances, de s'occuper intensément des problèmes du populisme légal. Formés dans cette lutte, les social-démocrates allaient au mouvement ouvrier, sans oublier « un instant » ni la théorie marxiste que les éclairait d'une lumière éclatante, ni l'objectif du renversement de l'autocratie. La formation d'un Parti au printemps de 1898 fut la chose la plus marquante et en même temps le *dernier* acte des social-démocrates de cette période.

La troisième période s'annonce, comme on l'a vu, en 1897 et se substitue définitivement à la deuxième période en 1898 (1898 — ?). C'est la période de dispersion, de désagrégation, de flottement. Il arrive que chez les adolescents la voix mue. Eh bien, la voix de la social-démocratie russe de cette période commençait à muer, à sonner faux, — d'une part, dans les œuvres de MM. Strouvé et Prokopovitch, Boulgakov et Berdiaïev ; d'autre part, chez V. I. et R. M., chez B. Kritchevski et Martynov. Mais seuls les dirigeants erraient chacun de son côté et rétrogradaient : le mouvement, lui, continuait de s'étendre, d'avancer à pas de géant. La lutte prolétarienne gagnait de nouvelles couches d'ouvriers et se propageait à travers la Russie, contribuant du même coup, indirectement, à ranimer l'esprit démocratique parmi les étudiants et les autres catégories de la population. Mais la conscience des dirigeants avait fléchi devant la largeur et la puissance de l'essor spontané ; parmi les social-démocrates dominait déjà une autre phase, celle des militants nourris à peu près uniquement de littérature marxiste « légale » ; celle-ci était d'autant plus insuffisante que la spontanéité des masses exigeait d'eux un plus haut degré de conscience. Les dirigeants non seulement restaient en arrière sur le plan théorique (« liberté de critique ») comme sur le plan pratique (« méthodes artisanales de travail »), mais ils s'attachaient à légitimer leur retard par toute sorte d'arguments grandiloquents. Le social-démocratisme était ravalé au niveau du trade-unionisme, aussi bien par les brentanistes de la littérature légale que par les suivistes de la littérature illégale. Le programme du *Credo* commençait à se réaliser, notamment lorsque le « travail artisanal » des so-

cial-démocrates ranima les tendances révolutionnaires non social-démocrates.

Et si le lecteur me reproche de m'être trop occupé d'un journal comme le *Rabotchéïé Diélo*, je répondrai à cela : Le *Rabotchéïé Diélo* a pris une importance « historique » parce qu'il a traduit avec le plus de relief l'« esprit » de cette troisième période *. Ce n'est pas R. M., esprit conséquent, mais les girouettes Kritchevski et Martynov qui pouvaient, de la façon la meilleure, exprimer la dispersion et les flottements, l'empressement à faire des concessions et à la « critique », et à l'« économisme », et au terrorisme. Ce n'est pas le majestueux dédain pour la pratique, de la part de quelque admirateur de l'« absolu », qui est caractéristique de cette période, mais justement la conjonction du menu praticisme et de la plus complète insouciance à l'égard de la théorie. Ce n'est point tant de la négation directe des « grands mots » que s'occupaient les héros de cette période que de leur banalisation : le socialisme scientifique a cessé d'être un corps de doctrine révolutionnaire ; il est devenu un mélange confus où l'on ajoutait « à volonté » l'eau claire de n'importe quel nouveau manuel allemand ; le mot d'ordre de « lutte de classes » n'incitait pas à une action toujours plus étendue, toujours plus énergique, — il servait d'émollient, « la lutte économique étant indissolublement liée à la lutte politique »; l'idée de parti n'appelait pas à créer une organisation révolutionnaire de combat, elle justifiait une sorte de « bureaucratisme révolutionnaire » et une tendance puérile à jouer aux formes « démocratiques ».

Nous ignorons quand finira la troisième et commencera la quatrième période (qu'annoncent déjà, en tout cas, de nombreux présages). Du domaine de l'histoire nous passons ici dans le domaine du temps présent, et, en partie, dans celui de l'avenir. Mais nous avons la ferme conviction que la

* Je pourrais aussi citer le proverbe allemand : Den Sack schlägt man, den Esel meint man ; l'équivalent russe : C'est le chat qu'on rosse et c'est à la belle-fille qu'on remontre ses torts. Ce n'est pas seulement le *Rabotchéïé Diélo*, mais aussi *la grande masse* des praticiens *et des théoriciens* qui se passionnaient pour la « critique » à la mode, s'empêtraient dans le problème de la spontanéité, déviaient de la compréhension social-démocrate vers la compréhension trade-unioniste de nos objectifs politiques et d'organisation.

quatrième période conduira à consolider le marxisme militant ; que la social-démocratie russe sortira de la crise plus forte et plus virile ; que l'arrière-garde des opportunistes sera « relevée » par l'avant-garde véritable de la classe la plus révolutionnaire.

En appelant à faire cette « relève » et résumant tout ce qui a été exposé plus haut nous pouvons, à la question : que faire ? donner une brève réponse :

Liquider la troisième période.

Annexe [186]

TENTATIVE D'UNION DE L'«ISKRA» ET DU «RABOTCHÉIÉ DIÉLO»

Il nous reste à analyser la tactique que l'*Iskra* a adoptée et systématiquement pratiquée dans ses rapports d'organisation avec le *Rabotchéié Diélo*. Tactique parfaitement exposée déjà dans un article de l'*Iskra* n° 1 sur la « Scission de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger * ». Nous nous sommes aussitôt placés au point de vue que la *véritable* « Union des social-démocrates russes à l'étranger », reconnue au premier congrès de notre Parti pour son représentant à l'étranger, *s'est scindée* en deux organisations ; que la question de la représentation du Parti reste ouverte, n'étant résolue que provisoirement et de façon conditionnelle par le fait qu'au congrès international de Paris deux membres représentant la Russie ont été désignés au Bureau Socialiste International permanent [187], un pour chaque partie de l'« Union » scindée. Nous avons déclaré qu'au fond le « *Rabotchéié Diélo* » *avait tort* ; délibérément, nous nous sommes rangés, pour le principe, aux côtés du groupe « Libération du Travail », refusant en même temps d'entrer dans le détail de la scission, et nous avons signalé le mérite de l'« Union », dans le travail purement pratique **.

Notre position a donc été jusqu'à un certain point une position d'attente : nous avions cédé à l'opinion qui ré-

---

* Voir Œuvres, t. 4, pp. 393-394. (*N. R.*)

** A la base de ce jugement porté sur la scission se trouvait la connaissance de la littérature, mais aussi les renseignements recueillis à l'étranger par quelques membres de notre organisation qui y ont séjourné.

gnait au sein de la majorité des social-démocrates russes, — que même les ennemis les plus décidés de l'économisme pouvaient travailler la main dans la main avec l'« Union », celle-ci ayant plus d'une fois proclamé son accord de principe avec le groupe « Libération du Travail», sans prétendre, paraît-il, à affirmer son caractère d'indépendance dans les questions fondamentales de la théorie et de la tactique. La justesse de la position où nous étions a été confirmée indirectement par le fait suivant : presque en même temps que paraissait le premier numéro de l'*Iskra* (décembre 1900) trois membres s'étaient séparés de l'« Union » pour former ce qu'on a appelé le « Groupe d'initiateurs » et adresser : 1. à la section à l'étranger de l'organisation de l'*Iskra*, 2. à l'organisation révolutionnaire le « Social-démocrate » et 3. à l'« Union » des offres de médiation dans la conduite des pourparlers de réconciliation. Les deux premières organisations donnèrent aussitôt leur accord, *la troisième opposa un refus*. La vérité est que lorsqu'un orateur a exposé ces faits au congrès d'« unification » de l'an dernier, un membre de l'administration de l'« Union » déclara que leur refus était dû *exclusivement* au fait que l'« Union » était mécontente de l'effectif du Groupe d'initiateurs. Jugeant de mon devoir de faire part de cette explication, je ne puis cependant m'empêcher de faire remarquer, de mon côté, que je la considère comme insuffisante : connaissant l'accord de deux organisations pour engager des pourparlers, l'« Union » aurait pu s'adresser à elles par un autre intermédiaire ou directement.

Au printemps de 1901, la *Zaria* (n° 1, avril) et l'*Iskra* (n° 4, mai) * engageaient directement une polémique contre le *Rabotchéié Diélo*. L'*Iskra* s'en prit surtout au « Tournant historique » du *Rabotchéié Diélo* qui, dans sa feuille d'*avril*, et donc à la suite des événements du printemps, s'était montré hésitant en ce qui concerne l'engouement pour la terreur et les appels « sanglants ». Malgré cette polémique, l'« Union » accepta la reprise des pourparlers de réconciliation par l'intermédiaire d'un nouveau groupe de « conciliateurs ». Une conférence préalable composée de représentants des trois organisations ci-dessus nommées se tint au mois de

* Voir le présent tome, pp. 9-20. (*N. R.*)

juin et élabora un projet de traité sur la base d'un « accord de principe » très détaillé, que l'« Union » fit imprimer dans la brochure *Deux congrès* et la Ligue dans la brochure *Documents du Congrès d'« unification »*.

Le contenu de cet accord de principe (ou des résolutions de la conférence de juin, comme on l'appelle le plus souvent) montre en toute clarté que nous posions comme condition expresse de cette unification la négation *la plus résolue* de toutes les manifestations d'opportunisme en général et de l'opportunisme russe en particulier. « Nous repoussons, dit le 1er paragraphe, toute tentative d'apporter l'opportunisme dans la lutte de classe du prolétariat, tentative qui s'est traduite dans ce qu'on appelle l'économisme, le bernsteinisme, le millerandisme, etc. » « L'activité de la social-démocratie comporte... la lutte idéologique contre tous les adversaires du marxisme révolutionnaire » (4, c) ; « Dans toutes les sphères du travail d'organisation et d'agitation, la social-démocratie ne doit pas un instant perdre de vue la tâche immédiate du prolétariat russe : le renversement de l'autocratie » (5, a) ; ... « l'agitation non seulement sur le terrain de la lutte quotidienne des salariés contre le capital » (5, b) ; ... « sans reconnaître... le stade de la lutte purement économique et de la lutte pour les revendications politiques particulières » (5, c) ; ... « nous estimons importante pour le mouvement la critique des tendances qui érigent en principe... le caractère élémentaire et l'étroitesse des formes inférieures du mouvement » (5, d). Même l'homme absolument désintéressé, qui aura lu un peu attentivement ces résolutions, verra par la façon même dont elles ont été formulées qu'elles visent ceux qui se sont montrés opportunistes et « économistes » ; qui ont oublié ne serait-ce qu'un instant la tâche qui consiste à renverser l'autocratie ; qui ont reconnu la théorie des stades, érigé en principe l'étroitesse, etc. Et celui qui connaît tant soit peu la polémique engagée contre le *Rabotchéié Diélo* par le groupe « Libération du Travail », la *Zaria* et l'*Iskra*, ne peut douter un instant que ces résolutions rejettent point par point précisément les erreurs dans lesquelles le *Rabotchéié Diélo* est tombé. Aussi, lorsqu'un des membres de l'« Union » eut déclaré au congrès d'« unification » que les articles insérés dans le n° 10 du *Rabotchéié Diélo* n'étaient

point dus au nouveau « tournant historique » de l'« Union », mais au caractère démesurément « abstrait * » des résolutions, un orateur eut parfaitement raison de s'en moquer. Les résolutions sont loin d'être des abstractions, répondit-il ; elles sont infiniment concrètes ; il suffit d'un coup d'œil pour comprendre qu'on voulait ici « attraper quelqu'un ».

Cette dernière expression allait susciter au congrès un épisode caractéristique. D'une part, B. Kritchevski s'est cramponné au mot « attraper », croyant qu'il s'agissait d'un lapsus qui trahissait une mauvaise intention de notre part (« tendre un piège »), et de s'écrier d'une voix pathétique : « Qui donc, qui voulait-on attraper ici ? » — « En effet, qui ? » demanda Plékhanov, ironique. « Je vais suppléer au défaut de perspicacité du camarade Plékhanov, répondit B. Kritchevski, je vais lui expliquer que l'on voulait attraper ici *la rédaction du « Rabotchéié Diélo »* (rire général). Mais nous ne nous sommes pas laissé attraper ! » (réplique à gauche : tant pis pour vous !). D'autre part, le membre du groupe « Borba » (groupe de conciliateurs), parlant contre les amendements de l'« Union » aux résolutions et désireux de défendre notre orateur, déclara que le mot « attraper » avait sans doute échappé par hasard dans le feu de la polémique.

Pour ma part, j'imagine que pareille « défense » en coûterait à l'orateur qui a fait usage de l'expression analysée. J'imagine que les mots « on voulait attraper quelqu'un » « ont été prononcés en plaisantant, mais conçus de façon sérieuse » : nous avons toujours accusé le *Rabotchéié Diélo* d'instabilité et de flottements. Il est donc naturel qu'on ait voulu l'*attraper* pour rendre les flottements impossibles à l'avenir. Quant à la mauvaise intention, il n'en pouvait être question, car il s'agissait de l'instabilité de principe. Et nous avons pu « attraper » l'« Union » avec tant de camaraderie ** que les résolutions de juin ont été signées par

* L'affirmation a été reprise dans *Deux congrès*, p. 25

** A la vérité, nous avons dit dans l'introduction aux résolutions de juin que la social-démocratie russe dans son ensemble s'est toujours placée sur le terrain des principes du groupe « Libération du Travail », et que le mérite de l'« Union » a été surtout son activité en matière d'édition et d'organisation. En d'autres termes, nous avons affirmé notre pleine volonté de vouer à l'oubli tout le passé et de reconnaître

B. Kritchevski lui-même et un autre membre de l'administration de l'« Union ».

Les articles dans le n° 10 du *Rabotchéïé Diélo* (nos camarades n'ont pu voir ce numéro que lorsqu'ils se présentèrent au congrès à quelques jours de l'ouverture des assises) ont montré nettement que depuis l'été jusqu'à l'automne un nouveau tournant s'était opéré dans l'« Union » : les économistes avaient de nouveau pris le dessus, et la rédaction, qui vire « au gré du vent » s'est remise à défendre « les plus fieffés bernsteiniens » et la « liberté de critique », à défendre la « spontanéité » et à prêcher par la bouche de Martynov la « théorie tendant à restreindre » la sphère de notre influence politique (aux fins, soi-disant, d'accentuer cette influence). La juste remarque de Parvus s'est une fois de plus confirmée, qu'il est difficile d'attraper un opportuniste dans le piège d'une formule quelconque : il souscrira facilement à *toute* formule et s'en dédira avec non moins de facilité, l'opportunisme comportant justement l'absence de principes tant soit peu déterminés et fermes. Aujourd'hui les opportunistes répudient *tout* effort tendant à introduire l'opportunisme ; ils répudient *toute* étroitesse, promettent solennellement « de ne pas oublier un instant le renversement de l'autocratie », de faire « de l'agitation non seulement sur le terrain de la lutte quotidienne des salariés contre le capital », etc., etc. Et le lendemain ils changent le moyen d'expression et reprennent les anciennes méthodes sous prétexte de défendre la spontanéité, la marche progressive de la lutte obscure et quotidienne, en exaltant les revendications qui laissent entrevoir des résultats tangibles, etc. Continuant d'affirmer que dans les articles du n° 10 « l'« Union » ne voyait ni ne voit aucun écart hérétique des principes d'ensemble sur lesquels le projet de conférence est fondé » (*Deux congrès*, p. 26), elle ne fait que manifester

---

l'utilité (pour la cause) du travail de nos camarades de l'« Union » *à la condition* de faire cesser tout à fait les flottements que visait notre « attrapage ». Tout homme impartial qui lirait les résolutions de juin, les comprendrait justement ainsi. Si donc l'« Union », après avoir *provoqué* la rupture par son nouveau tournant vers l'économisme (dans les articles du n° 10 et dans les amendements), nous accuse solennellement *de ne pas dire la vérité* (*Deux congrès*, p. 30) pour ce rappel de ses mérites, cette accusation ne peut naturellement que faire sourire.

par là son incapacité totale ou son refus de saisir le fond des divergences.

Après le n° 10 du *Rabotchéié Diélo* il ne nous restait qu'une seule tentative à faire : engager une discussion générale pour s'assurer si toute l'« Union » est solidaire de ces articles et de son Comité de rédaction. Et c'est ce qui la rend particulièrement mécontente de nous : elle nous accuse de vouloir semer la discorde dans l'« Union », de nous mêler de ce qui ne nous regarde pas, etc. Accusations évidemment gratuites, car avec une rédaction élue, qui « tourne » au moindre petit vent, tout dépend justement de quel côté il souffle, et nous en déterminions la direction en des séances privées, où, hormis les membres des organisations qui allaient s'unir, il n'y avait personne. L'apport, au nom de l'« Union », des amendements aux résolutions de juin, nous enlevait jusqu'au dernier espoir d'entente. Ces amendements ont confirmé de fait le nouveau tournant vers l'économisme et la solidarité de la majorité de l'« Union » avec le n° 10 du *Rabotchéié Diélo*. De l'ensemble des manifestations d'opportunisme, on éliminait « ce que l'on appelle économisme » (à cause de la prétendue « indétermination du sens » de ces mots, — encore que de cette façon de motiver découle la nécessité de définir avec plus de précision l'essence de l'erreur largement répandue) ; on éliminait aussi le « millerandisme » (encore que B. Kritchevski l'ait défendu dans le *Rabotchéié Diélo* n° 2-3, pp. 83-84, et plus explicitement encore dans le *Vorwaerts* *). Bien que les résolutions de juin marquent avec précision la tâche de la social-démocratie : « diriger les *moindres* manifestations de la lutte du prolétariat contre *toutes* les formes d'oppression politique, *économique* et sociale », exigeant ainsi que l'unité et l'esprit de méthode soient apportés dans ces manifestations de lutte, l'« Union » ajoutait encore des mots tout à fait inutiles, disant que « la lutte économique stimulait vigoureusement le mouvement de masse » (ces mots en eux-mêmes sont hors de discussion, mais, étant donné l'existence d'un « économisme » étroit, ils devaient forcément

* Dans le *Vorwaerts* une polémique s'était engagée à ce propos entre sa rédaction actuelle, Kautsky et la *Zaria*. Nous ne manquerons pas de faire connaître cette polémique aux lecteurs russes [188].

donner lieu à de fausses interprétations). Bien plus : dans les amendements aux résolutions de juin on allait jusqu'à *restreindre* la « politique », en éliminant les mots « un instant » (ne pas oublier l'objectif du renversement de l'autocratie) aussi bien qu'en ajoutant que « la lutte économique est le moyen *le plus largement* applicable pour entraîner les masses à la lutte politique active ». On comprend qu'après l'apport de ces amendements, tous nos orateurs se sont récusés, estimant tout à fait inutile de poursuivre les pourparlers avec des hommes qui de nouveau tournaient vers l'économisme et s'assuraient la liberté des flottements.

« Ce que l'« Union » considérait précisément comme le *sine qua non* de la solidité du futur accord, c'est-à-dire de la conservation du caractère d'indépendance du *Rabotchéié Diélo* et de son autonomie, l'*Iskra* le considérait comme une pierre d'achoppement pour réaliser cet accord » (*Deux congrès*, p. 25). Cela est très inexact. Nous n'avons jamais attenté à l'autonomie du *Rabotchéié Diélo* *. Nous avons effectivement *nié de façon catégorique* l'indépendance de son caractère, si l'on entend par là le « caractère d'indépendance » dans les questions de principe en matière de théorie et de tactique : les résolutions de juin impliquent justement la négation absolue d'une *telle* indépendance de caractère, car cette « indépendance de caractère » a toujours signifié dans la pratique, nous le répétons, toute sorte de flottements et le soutien qu'ils prêtent à l'état de dispersion où nous nous trouvons et qui est insupportable au point de vue du Parti. Par ses articles dans le n° 10 et ses « amendements » le *Rabotchéié Diélo* a bien montré son désir de garder cette indépendance de caractère ; or ce désir a conduit, naturellement et inévitablement, à la rupture et à la déclaration de guerre. Mais nous étions tous prêts à reconnaître « l'indépendance de caractère » du *Rabotchéié Diélo* en ce sens qu'il devait se consacrer à des fonctions littéraires nettement déterminées. La distribution judicieuse de ces fonctions s'imposait : 1. revue scientifique, 2. journal politique et 3. recueils et brochures de vulgarisation. Seul l'accord donné par le *Rabotchéié*

* A moins que l'on ne considère comme restrictions à l'autonomie les conférences rédactionnelles à l'occasion de l'établissement d'un Conseil suprême de toutes les organisations unifiées, acceptées aussi en juin par le *Rabotchéié Diélo*.

Diêlo à une telle distribution, prouverait son désir *sincère* d'en finir une fois pour toutes avec les erreurs que visent les résolutions de juin ; seule une telle distribution éliminerait les frictions éventuelles et assurerait effectivement la solidité de l'entente, en assignant en même temps une base à un nouvel essor de notre mouvement et à ses nouveaux succès.

Il n'est plus un seul social-démocrate russe pour douter que la rupture définitive de la tendance révolutionnaire avec la tendance opportuniste est due non pas à des causes d'« organisation », mais précisément au désir manifesté par les opportunistes de consolider le caractère d'indépendance de l'opportunisme et de continuer à jeter la confusion dans les esprits par des raisonnements à la Kritchevski et à la Martynov.

AMENDEMENT À « QUE FAIRE ? »

Le « Groupe d'initiateurs » dont je parle dans ma brochure *Que faire ?* p. 141 *, me prie de faire cet amendement à l'exposé concernant sa participation à l'effort tenté pour réconcilier les organisations social-démocrates à l'étranger : « Des trois membres de ce groupe un seul a quitté l'« Union » à la fin de 1900 ; les autres en 1901, seulement après s'être convaincus qu'il était impossible d'obtenir de l'« Union » son accord pour une conférence à tenir avec l'organisation de l'*Iskra* à l'étranger et l'« Organisation révolutionnaire le Social-Démocrate », — ce en quoi consistait justement la proposition du « Groupe d'initiateurs ». Cette proposition a été d'abord déclinée par l'administration de l'« Union », en motivant son refus d'accepter la conférence par « l'incompétence » des personnes faisant partie du groupe de méditation dit « Groupe d'initiateurs » ; mais elle manifestait le désir d'entrer en rapports directs avec l'organisation de l'*Iskra* à l'étranger. Peu après cependant l'administration de l'« Union » informait le « Groupe d'initiateurs » qu'après la parution du premier numéro de l'*Iskra*, dans lequel une note annonçait la scission dans l'« Union », elle revenait sur sa décision et ne voulait plus entrer en rapports avec l'*Iskra*. Comment expliquer après cela la déclaration faite par un membre de l'administration de l'« Union », selon laquelle le refus de cette dernière d'accepter la conférence était dû *exclusivement* au fait que l'« Union » n'était pas satisfaite de la composition du « Groupe d'initiateurs » ? A la vérité, on ne comprend pas non plus l'ac-

* Voir le présent tome, pp. 535-536. (*N. R.*)

cord donné par l'administration de l'« Union » pour tenir une conférence en juin de l'an dernier, puisque la note du premier numéro de l'*Iskra* demeurait valable, et que l'attitude « négative » de l'*Iskra* à l'égard de l'« Union » s'est affirmée encore plus dans le premier fascicule de la *Zaria* et le 4e numéro de l'*Iskra*, parus tous deux avant la conférence de juin.

N. Lénine

«Iskra» n° 19, 1er avril 1902 *Conforme au texte du journal*

NOTES

1. L'article de Lénine « Par où commencer ? », publié dans l'*Iskra*, était édité en brochure par les organisations social-démocrates locales. L'union social-démocrate de Sibérie en imprima 5 000 exemplaires et la diffusa dans toute la Sibérie. Une édition séparée était également diffusée à Samara, Tambov, Nijni-Novgorod et d'autres villes de Russie. — P. 9.

2. « *Rabotchélé Dïélo* » [la Cause Ouvrière], revue des « économistes », organe non périodique de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». Editée à Genève d'avril 1899 à février 1902 sous la direction de B. Kritchevski, A. Martynov et V. Ivanchine. Il en parut 12 numéros, en 9 fascicules.
Pour la critique des opinions des partisans du *Rabotchélé Dïélo* consulter le livre de Lénine *Que faire ?* (voir le présent tome, pp. 353-544). — P. 13.

3. « *Listok du « Rabotchélé Dïélo* » [la Feuille de la Cause Ouvrière], supplément non périodique à la revue *Rabotchélé Dïélo*. Parut à Genève de juin 1900 à juillet 1901 ; il en sortit 8 numéros en tout. — P. 13.

4. « *Rabotchaïa Mysl* » [la Pensée Ouvrière], journal des « économistes » ; parut d'octobre 1897 à décembre 1902. Il en sortit 16 numéros en tout : les nos 3-11 et 16 à Berlin ; les autres à Pétersbourg, sous la direction de Takhtarev et d'autres.
La critique des opinions de la *Rabotchaïa Mysl*, comme forme russe de l'opportunisme international, a été formulée par Lénine dans plusieurs ouvrages, surtout dans des articles publiés dans l'*Iskra* et dans l'ouvrage *Que faire ?*. — P. 13.

5. Lénine fait allusion à son article « Les objectifs immédiats de notre mouvement », éditorial du n° 1 du journal *Iskra*, décembre 1900 (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 381-386).
« *Iskra* » [l'Etincelle], premier journal marxiste illégal pour toute la Russie, fondé par Lénine en 1900. La création de cet organe de combat des marxistes révolutionnaires était le problème principal qui se posait alors aux social-démocrates russes.

Vu l'impossibilité d'éditer un journal révolutionnaire en Russie à cause des persécutions policières, déjà dans son exil sibérien Lénine avait établi en détail un plan pour l'éditer à l'étranger. Quand sa déportation eut pris fin (janvier 1900), il procéda immédiatement à la réalisation de son plan.

En février 1900, à Pétersbourg, Lénine entama des pourparlers avec V. Zassoulitch, revenue illégalement de l'étranger, sur la participation du groupe « Libération du Travail » à l'édition d'un journal marxiste pour toute la Russie. En avril se tint, avec Lénine, Martov (Zéderbaum), Potressov, S. Radtchenko, et les marxistes légaux (P. Strouvé, M. Tougan-Baranovski), la « conférence de Pskov » où fut donnée lecture et débattu le projet, rédigé par Lénine, de déclaration de la rédaction sur le programme et les objectifs du journal pour toute la Russie (*Iskra*), et de la revue scientifique politique (*Zarïa*). Lénine fit le tour d'une série de villes de la Russie : Pétersbourg, Riga, Pskov, Samara, Nijni-Novgorod, Oufa, noua contact avec des groupes social-démocrates et des social-démocrates isolés et s'entendit avec eux sur l'aide à prêter à la future *Iskra*. A l'arrivée de Lénine en Suisse (août 1900), Lénine et Potressov conférèrent avec les membres du groupe « Libération du Travail » sur le programme et les objectifs du journal et de la revue, les collaborateurs éventuels, la composition du Comité de rédaction et son siège. Pour l'histoire de la naissance de l'*Iskra*, voir l'article de Lénine « Comment l'*Iskra* faillit s'éteindre » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 4 pp. 345-362). Le premier numéro de l'*Iskra* de Lénine parut en décembre 1900, à Leipzig ; les numéros suivants, à Munich ; à partir de juillet 1902, à Londres, et à partir du printemps 1903, à Genève.

La rédaction de l'*Iskra* était composée de Lénine, Plékhanov, Martov, Axelrod, Potressov, Zassoulitch. Le secrétaire de rédaction fut d'abord Smidovitch-Léman et puis, à partir du printemps 1901, N. Kroupskaïa chargée également de toute la correspondance de l'*Iskra* avec les organisations social-démocrates russes. Lénine était en fait le rédacteur en chef et le directeur de l'*Iskra*. Il publiait dans l'*Iskra* des articles sur toutes les questions fondamentales de l'édification du Parti et de la lutte de classe du prolétariat de Russie, faisait écho aux événements les plus importants de la vie internationale.

D'après le plan de Lénine l'*Iskra* devint le centre d'unification des forces du Parti, de groupement et de formation des cadres du Parti. Dans plusieurs villes de Russie (Pétersbourg, Moscou, Samara, etc.) furent fondés des groupes et des comités du P.O.S.D.R. de la tendance de l'*Iskra*. Les organisations iskristes se constituèrent et travaillèrent sous la direction immédiate de disciples et compagnons d'armes de Lénine : Bauman, Babouchkine, Goussev, Kalinine, Krjijanovski, etc.

Le journal joua un rôle décisif dans la lutte pour un parti marxiste, dans la défaite infligée aux «économistes», dans le groupement des cercles social-démocrates dispersés.

Sur l'initiative de Lénine et avec sa participation directe, la rédaction de l'*Iskra* élabora un projet de programme du Parti (publié dans le numéro 21 de l'*Iskra*) et prépara le IIe Congrès du P.O.S.D.R., qui eut lieu en juillet-août 1903. A la date de la réunion du congrès la plupart des organisations social-démocrates locales de Russie se rallièrent à l'*Iskra*, approuvèrent sa tactique, son programme et son plan d'organisation et la reconnurent pour organe directeur. Dans une résolution spéciale, le congrès fit souligner le rôle exceptionnel joué par l'*Iskra* dans la lutte pour le Parti et la décréta organe central du P.O.S.D.R. Le IIe Congrès ratifia la composition de la rédaction comprenant Lénine, Plékhanov et Martov. Malgré la décision du congrès du Parti, Martov refusa de faire partie de la rédaction, et les nos 46-51 de l'*Iskra* parurent sous la direction de Lénine et de Plékhanov. Par la suite, Plékhanov passa sur les positions du menchévisme et exigea l'admission à la rédaction de l'*Iskra* de tous les anciens rédacteurs menchéviks écartés par le congrès. Lénine ne put y consentir, et le 19 octobre (1er novembre) 1903, il quitta la rédaction de l'*Iskra* pour renforcer sa position au Comité central et, de là, combattre les menchéviks-opportunistes. Le n° 52 parut sous la direction du seul Plékhanov. Le 13 (26) novembre 1903, dérogeant à la volonté du congrès, Plékhanov coopta de sa propre autorité à la rédaction de l'*Iskra* les anciens rédacteurs menchéviks de ce journal. A partir du numéro 52, les menchéviks firent de l'*Iskra* leur propre organe.

Au lieu de l'ancienne *Iskra* bolchévique de Lénine, commença à paraître la nouvelle *Iskra* menchévique, opportuniste. — P. 14.

6. Il s'agit de l'action révolutionnaire de masse des étudiants et des ouvriers : manifestations politiques, meetings et grèves, en février et mars 1901 : à Pétersbourg, Moscou, Kiev, Karkhov, Kazan, Iaroslavl, Varsovie, Biélostok, Tomsk, Odessa et autres villes de Russie.

Le mouvement d'étudiants de l'année scolaire 1900-1901, provoqué par des revendications académiques, prit le caractère de manifestations politiques révolutionnaires contre la politique réactionnaire de l'autocratie. Ces manifestations, soutenues par les ouvriers d'avant-garde, reçurent aussi l'audience dans tous les milieux de la société russe. Le mobile direct de l'effervescence et des grèves de février et mars 1901 fut l'enrôlement forcé de 183 étudiants de l'Université de Kiev pour participation à un meeting d'étudiants. (Voir à ce sujet l'article de Lénine « Enrôlement forcé de 183 étudiants », t. 4, pp. 431-436.) Le gouvernement s'en prit aux manifestants révolutionnaires : police et cosaques dispersèrent et chargèrent les participants, des centaines d'étudiants furent arrêtés et exclus des établissements d'enseignement supérieur ; les sévices furent particulièrement féroces contre les manifestants du 4 (17) mars 1901, place de la Cathédrale de Kazan à Pétersbourg. Les événements de février-

mars 1901 attestaient l'intensification de la montée révolutionnaire en Russie ; la participation des ouvriers au mouvement sous des mots d'ordre politiques revêtit une énorme importance. — P. 16.

7. Il est question de l'ouvrage de Lénine *Que faire ? Les problèmes brûlants de notre mouvement.* (Voir le présent tome, pp. 353-544). — P. 16.

8. Il s'agit de la correspondance « Premier mai en Russie », publiée dans le n° 5 de l'*Iskra* (juin 1901), sous la rubrique « Chronique du mouvement ouvrier et lettres de fabriques et d'usines ». — P. 23.

9. Allusion à l'« Introduction » de F. Engels à l'ouvrage de K. Marx, *Les luttes de classes en France (1848-1850)* qui, lors de la publication, avait été déformé par les social-démocrates allemands en 1895, puis interprété par eux comme un rejet du soulèvement armé et de la lutte sur les barricades.

Le texte intégral de l'« Introduction », conforme au manuscrit d'Engels, fut publié pour la première fois en U.R.S.S. (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, t. I, Moscou 1964, pp. 114-136). — P. 26.

10. Allusion au heurt entre la police et les ouvriers en grève de la fabrique Maxwell à Pétersbourg en décembre 1898. Venus pour arrêter les instigateurs de la grève, les agents de police (200 à pied et 100 à cheval) ne purent pénétrer pendant quelques heures dans la caserne ouvrière. Les ouvriers barricadés se défendaient contre la police à coups de bûches, de bouteilles, versaient de l'eau bouillante sur les policiers. — P. 26.

11. Il s'agit du massacre, par la police du tsar et les cosaques, des manifestants du 4 (17) mars 1901 sur la place de Kazan à Pétersbourg. Des milliers d'ouvriers et d'étudiants ont participé à cette manifestation de protestation contre l'enrôlement forcé des étudiants dans l'armée. Le gouvernement tsariste lança la force armée pour disperser les manifestants. Les participants à la manifestation furent sauvagement battus, on compta quelques tués, beaucoup de personnes mutilées. Cet événement fut retracé en détail dans le n° 3 de l'*Iskra*, avril 1901. — P. 26.

12. L'article de Lénine « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme » est consacré à la critique du Mémoire secret, publié illégalement à l'étranger, du ministre tsariste S. Witte « Autocratie et zemstvos » et de la préface écrite par le libéral P. Strouvé.

L'article de Lénine provoqua de graves dissensions dans la rédaction de l'*Iskra*. Plékhanov et quelques autres membres de la rédaction se prononcèrent contre l'article de Lénine.

La polémique autour de cet article dans la correspondance des membres de la rédaction de l'*Iskra* dura près d'un mois.

Lénine retint quelques suggestions de modifier certaines formules, mais refusa catégoriquement de changer le ton nettement accusateur de l'article et son orientation. — P. 27.

13. « *Zarïa* » [l'Aube], revue marxiste scientifique et politique, publiée en 1901-1902 à Stuttgart par la rédaction de l'*Iskra*.
Dans la *Zarïa* furent publiés les articles suivants de Lénine : « Notes de circonstance », « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme », les quatre premiers chapitres de l'ouvrage « La question agraire et « les critiques de Marx » (sous le titre « Messieurs les « critiques » dans la question agraire »), « Revue de politique intérieure », « Le programme agraire de la social-démocratie russe ». Il parut en tout quatre numéros, correspondant à trois fascicules : le n° 1 en avril 1901 (en fait le n° 1 parut le 23 mars nouveau style), le n° 2-3 en décembre 1901, le n° 4 en août 1902. — P. 31.

14. Il s'agit du « Règlement général sur les paysans affranchis de la dépendance servile », règlement signé par Alexandre II le 19 février 1861, en même temps que le Manifeste proclamant l'abolition du servage. — P. 33.

15. « *Kolokol* » [la Cloche], revue révolutionnaire, parue sous la devise « Vivos voco ! ». Editée par A. Herzen et N. Ogarev, du 1er juillet 1857 à avril 1865 à Londres et de 1865 à décembre 1868 à Genève. En 1868, la revue paraissait en français ; dans le même temps, des suppléments étaient publiés en russe. Le *Kolokol* tirait à 2 500 exemplaires et était largement diffusé dans toute la Russie. Il dénonçait l'arbitraire de l'autocratie, les vols et les détournements des deniers publics, l'exploitation implacable des paysans par les grands propriétaires fonciers.
Le *Kolokol* était à la tête de la presse révolutionnaire non censurée, antérieure à la naissance de la presse ouvrière en Russie ; il joua un rôle d'importance dans le développement du mouvement démocratique général et révolutionnaire, dans la lutte contre l'autocratie et le servage.
« *La Revue des deux Mondes* », revue mensuelle française de la bourgeoisie libérale, éditée à Paris de 1829 à 1940, commença à paraître comme revue des lettres et des arts. Ensuite, elle se consacra de plus en plus à la philosophie et à la politique. Y collaborèrent à diverses époques : Victor Hugo, George Sand, Honoré de Balzac, Alexandre Dumas et d'autres. A partir de 1948 paraît sous le nom : *La Revue. Littérature, Histoire, Arts et Sciences des deux mondes*. — P. 33.

16. *Katkov M.*, publiciste réactionnaire. Rédacteur en chef à partir de 1851 du journal *Moskovskïe Vïédomosti*. Adversaire acharné non seulement du mouvement révolutionnaire, mais de tout progrès social. Lénine le définissait comme « fidèle chien de garde de l'autocratie ». — P. 33.

17. *Les arbitres de paix*, fonction administrative, établie par le gouvernement tsariste au cours de l'institution de la « réforme paysanne » de 1861. Les arbitres de paix, choisis par le gouverneur de la province parmi les nobles de l'endroit étaient chargés de régler les conflits survenant entre propriétaires fonciers et paysans lors de l'application pratique des « Règlements sur l'émancipation des paysans » ; ils étaient appelés de fait à sauvegarder les intérêts des classes dirigeantes. La fonction essentielle des arbitres de paix consistait à rédiger les « chartes réglementaires » qui spécifiaient la quantité et l'emplacement des lots ainsi que les servitudes des paysans et le contrôle de l'autogestion paysanne. Les arbitres confirmaient les fonctionnaires élus de l'administration paysanne, avaient le droit de leur imposer des sanctions, de les faire arrêter ou de les frapper d'une amende et d'annuler les décisions des assemblées paysannes.
Lénine fait allusion aux arbitres d'esprit libéral de la province de Tver qui avaient refusé de mettre en œuvre les « Règlements » et décidé de s'inspirer dans leur activité des décisions de l'Assemblée de la noblesse de leur province qui, en février 1862, avait formellement reconnu les insuffisances des « Règlements », et la nécessité de racheter immédiatement les lots paysans avec l'aide de l'Etat et la mise en place d'une série de dispositions démocratiques. Les arbitres de Tver furent appréhendés par le gouvernement tsariste et condamnés à une peine de plus de deux ans chacun. — P. 34.

18. « *Molodaïa Rossia* » [la Jeune Russie], proclamation publiée par le cercle révolutionnaire de P. Zaïtchnevski en mai 1862. Elle appelait à l'action révolutionnaire contre l'autocratie et préconisait le mot d'ordre de « république de Russie sociale et démocratique », sous forme d'une fédération des provinces. — P. 34.

19. *Tchernychevski N.* (1828-1889), grand démocrate révolutionnaire russe, philosophe matérialiste, savant, critique, écrivain ; chef du mouvement révolutionnaire des années 1860-1870. En 1862, Tchernychevski est arrêté et condamné à 14 années de travaux forcés et à la déportation à vie en Sibérie, dont il ne revient qu'en 1883. Tchernychevski exerça une influence considérable sur le progrès de la pensée sociale russe. — P. 34.

20. « *Au poste d'honneur* », recueil littéraire édité par les populistes pour commémorer le quarantième anniversaire (1860-1900) de l'activité littéraire et sociale de N. Mikhaïlovski, l'un des idéologues du populisme. — P. 35.

21. « *Sovrémennik* » [le Contemporain], revue mensuelle scientifique, politique et littéraire, fondée par A. Pouchkine ; publiée à Pétersbourg de 1836 à 1866. A partir de 1847, la revue fut éditée par N. Nékrassov et I. Panaev. Ont collaboré à la revue : V. Biélinski, N. Tchernychevski, N. Dobrolioubov, N. Chelgounov,

M. Saltykov-Chtchédrine, M. Antonovitch, etc. Le *Sovrémennik*, revue la plus avancée de son temps, reflétait les tendances de la démocratie révolutionnaire. En 1866 interdite par le gouvernement tsariste. — P. 35.

22. « *Rousskoïé Slovo* » [la Parole Russe], revue mensuelle littéraire et politique, publiée à Pétersbourg de 1859 à 1866 ; Pissarev et Chelgounov y ont collaboré. La revue a eu une grande influence sur la jeunesse avancée des années 60. Après le *Sovrémennik*, c'était la revue la plus progressiste de son époque. Interdite en 1866 par le gouvernement tsariste. — P. 35.

23. « *Dien* » [la Journée], hebdomadaire, publié à Moscou de 1861 à 1865 par I. Aksakov. — P. 35.

24. « *Société de secours aux gens de lettres, aux savants et à leurs familles* », association volontaire légale, fondée avec le concours de Tchernychevski, à Pétersbourg, en 1859. Sous prétexte de venir en aide aux hommes de lettres et aux organisations savantes de la Société, on tenta de rallier les intellectuels progressistes d'esprit révolutionnaire. En avril 1862, on fit effort pour créer une organisation légale estudiantine ; on fonda une section appelée à secourir les étudiants pauvres. A la tête de la section se trouvait un comité étudiant. Une grande partie du comité était liée à l'organisation révolutionnaire illégale « Zemlia i Volia ». En juin 1862, la section fut interdite par le gouvernement tsariste. — P. 35.

25. Le club des joueurs d'échecs, fondé à l'initiative de Tchernychevski et de ses plus proches amis de Pétersbourg, en janvier 1862. Parmi les dirigeants du club on comptait N. Nékrassov, les frères A. et N. Serno-Soloviévitch, les frères V. et N. Kourotchkine, P. Lavrov, G. Blagosvétlov, G. Elisséev, N. Pomialovski. Faisaient partie du club les participants à l'organisation révolutionnaire illégale « Zemlia i Volia ». Ce club était pratiquement le club des littérateurs, le centre de la vie politique et sociale des intellectuels d'esprit révolutionnaire de Pétersbourg. En juin 1862, le club fut interdit par le gouvernement tsariste. — P. 35.

26. *Radichtchev A.* (1749-1802), écrivain et révolutionnaire russe. Dans son célèbre ouvrage *Voyage de Pétersbourg à Moscou*, il prit position le premier contre le servage en Russie tsariste. Ce qui lui valut d'être condamné sur l'ordre de Catherine II à la peine capitale, commuée en déportation en Sibérie pour 10 ans. Amnistié, mais menacé de nouvelles persécutions par le gouvernement tsariste, il se suicida. Lénine tenait Radichtchev pour l'une des personnalités progressistes les plus éminentes du peuple russe. — P. 37.

27. *Araktchéev A.*, réactionnaire de la Russie tsariste de la fin du XVIIIe-début du XIXe siècle. Il exerça une forte influence

sur la politique extérieure et intérieure sous le règne de Paul Ier et Alexandre Ier. Son nom reste attaché à une époque de despotisme policier illimité et de caporalisme sans bornes (« l'araktchéievichtchina »). — P. 36.

28. Soulèvement des décembristes, révolutionnaires issus de la noblesse, contre l'autocratie et le servage. — P. 37.

29. Il s'agit de la participation des troupes du tsar Nicolas Ier à la répression du mouvement révolutionnaire d'Europe en 1848-1849, en particulier de la révolution de Hongrie en 1849. — P. 37.

30. *Etats généraux*, assemblée représentative dans la France des XIVe-XVIIIe siècles, formée des représentants des trois ordres : noblesse, clergé et tiers-état ; ils étaient convoqués par le roi pour régler les questions administratives et financières. Les Etats généraux ne furent pas réunis pendant 175 ans (de 1614 à 1789). Convoqués en 1789 par Louis XVI en vue de résoudre la crise financière, les Etats généraux furent décrétés Assemblée nationale par décision des députés du tiers-état. — P. 37.

31. *Herzen A.* (1812-1870), grand démocrate révolutionnaire russe, philosophe matérialiste, publiciste et écrivain. — P. 38.

32. *Le général Vannovski*, nommé en 1901 ministre de l'Instruction publique pour calmer les troubles estudiantins parla en libéral du « sentiment d'affection » pour la jeunesse studieuse et de « la sollicitude cordiale » dont elle était l'objet. Tout en réalisant une série de réformes insignifiantes dans le domaine de l'instruction, Vannovski continuait à appliquer des mesures de répression contre les étudiants révolutionnaires : arrestations, déportations, exclusion de l'Université, etc. — P. 40.

33. « *Volnoïé Slovo* » [la Libre Parole], hebdomadaire (édition bimensuelle à partir du n° 37), paraissant à Genève de 1881 à 1883 ; il en parut en tout 62 numéros. *Volnoïé Slovo* se proclamait organe ayant pour but le ralliement des éléments d'opposition et préconisait des idées libérales sur la nécessité de réorganiser le régime de la Russie « sur la base de la liberté individuelle et de l'autonomie ». En réalité, l'édition fut fondée avec l'assentiment de l'Okhrana par les membres du « Détachement sacré » (organisation secrète des nobles seigneurs terriens et des grands dignitaires tsaristes, avec à leur tête le prince P. Chouvalov et d'autres), aux fins de provocation. L'édition était rédigée par le policier A. Malchinski.

Fin 1882, le « Détachement sacré » se désagrégea, et à partir du n° 52 (le 8 janvier 1883) *Volnoïé Slovo*, qui paraissait sous la direction de M. Dragomanov, se proclama organe de l'Union des zemstvos qui, en réalité, n'existait point comme organisation permanente et officialisée. — P. 47.

34. « *Pravitelstvenny Vestnik* » [le Messager du Gouvernement] journal, publié à Pétersbourg de 1869 à 1917. — P. 47.

35. *Assemblée des notables de Louis XVI.* Assemblée de personnalités de marque issues des catégories privilégiées en France, convoquée en 1787 et 1788 par Louis XVI pour remédier à la crise financière. L'Assemblée refusa de prendre un décret d'imposition des classes privilégiées ; dès lors, Louis XVI se vit obligé de convoquer les États Généraux. — P. 49.

36. « *Dictature du cœur* »: on appelait ironiquement ainsi la politique de courte durée des avances aux libéraux pratiquée par le haut fonctionnaire tsariste Loris-Mélikov, nommé en 1880 d'abord directeur de la « Commission administrative supérieure » pour la lutte contre la « sédition », et puis ministre de l'Intérieur. — P. 50.

37. « *Le Social-Démocrate* », revue littéraire et politique éditée de 1890 à 1892, à l'étranger par le groupe « Libération du Travail ». Il en parut en tout quatre fascicules.
Lénine cite l'article de V. Zassoulitch « Les révolutionnaires du milieu bourgeois », publié dans le n° 1 du *Social-Démocrate* de 1890. — P. 50.

38. Le 1er mars, Alexandre II est mis à mort par les narodovoltsy.
Narodovoltsy, membres de la société politique secrète des populistes-terroristes, « Narodnaïa Volia » (La Volonté du peuple) qui se forma en 1879, à la suite de la scission de la société secrète « Zemlia i Volia ». A la tête de la « Narodnaïa Volia » se trouvait le Comité exécutif qui comprenait A. Jéliabov, A. Mikhaïlov, M. Frolenko, N. Morozov, Véra Figner, S. Pérovskaïa, A. Kviatkovski et d'autres encore. La « Narodnaïa Volia » s'assignait dans l'immédiat le renversement de l'autocratie tsariste. Le programme de la « Narodnaïa Volia » prévoyait l'organisation d'une représentation populaire permanente, élue sur la base du suffrage universel, la proclamation des libertés démocratiques, la remise de la terre au peuple et l'élaboration des mesures pour la remise des usines aux ouvriers. Cependant, n'ayant pas su trouver le chemin vers les masses profondes, les narodovoltsy s'engagent sur la voie des complots politiques et de la terreur individuelle. La lutte terroriste des narodovoltsy, n'ayant pas été soutenue par le mouvement révolutionnaire de masse, devait permettre au gouvernement d'écraser l'organisation, par de sauvages répressions, des exécutions et des provocations.
Après 1881, la « Narodnaïa Volia » se désagrégea. Les efforts pour la régénérer, maintes fois tentés entre 1880 et 1890, se révélèrent sans lendemain. Ainsi, en 1886, un groupe terroriste se constitua, dirigé par A. Oulianov (frère de V. Lénine) et P. Chévyrev, qui partageait les traditions de la « Narodnaïa Volia ». A la suite d'une tentative avortée pour organiser un attentat contre Alexandre III le groupe fut repéré et les participants actifs exécutés.

Critiquant le programme erroné et utopique des narodovoltsy, Lénine parla avec grand respect de la lutte pleine d'abnégation des membres de la « Narodnaïa Volia » contre le tsarisme. En 1899, dans la « Protestation des social-démocrates russes », il montrait que « les militants de l'ancienne « Narodnaïa Volia » ont su jouer un rôle immense dans l'histoire russe, bien que ses héros peu nombreux fussent soutenus par des couches sociales très minces, et bien que le drapeau de ce mouvement fût une théorie nullement révolutionnaire » (Œuvres, t. 4, p. 186). — P. 50.

39. *Les indemnités de rachat*, fixées par le « Règlement sur le rachat de la terre par les paysans affranchis » ratifié le 19 février 1861. Le gouvernement tsariste obligea les paysans à payer aux propriétaires fonciers les lots de terre concédés ; les indemnités étaient plusieurs fois plus élevées que leur prix réel. Lors de la conclusion du contrat de rachat, le gouvernement avait acquitté la somme due, laquelle était considérée comme la dette des paysans et que ces derniers devaient restituer durant 49 ans. Les annuités de cette dette portaient le nom d'indemnités de rachat. Celles-ci, trop lourdes, réduisaient les paysans à la ruine et à la misère. Les anciens paysans seigneuriaux, à eux seuls, acquittèrent au gouvernement tsariste près de deux milliards de roubles, alors que le prix marchand de la terre remise aux paysans ne dépassait pas 544 millions de roubles? Comme les paysans n'avaient commencé à payer les indemnités que vers 1883, les délais du rachat ne devaient finir qu'en 1932. Mais le mouvement paysan, pendant la première révolution russe de 1905-1907, contraignit le gouvernement à supprimer les indemnités de rachat à partir de janvier 1907. — P. 53.

40. En 1889, le gouvernement tsariste, afin de raffermir le pouvoir des grands propriétaires fonciers sur les paysans, institua la fonction administrative de *zemskié natchalniki*. Ces derniers, choisis parmi les nobles seigneurs terriens de l'endroit, furent investis à la fois de vastes pouvoirs administratif et judiciaire ; ils avaient même le droit d'arrêter les paysans et de leur faire subir la peine corporelle. — P. 56.

41. *Supplément spécial à la « Rabotchaïa Mysl »*, brochure éditée par la rédaction du journal des « économistes », la *Rabotchaïa Mysl*, en septembre 1899. Dans la brochure, et surtout dans l'article « Notre réalité », signé *R.M.*, étaient ouvertement exposés les points de vue opportunistes des « économistes ». La critique de cette brochure est donnée par Lénine dans l'article « Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe » et dans l'ouvrage *Que faire ?* (voir Œuvres, t. 4, pp. 262-293 et le présent tome, pp. 368-373, 405-406, 416). — P. 64.

42. *Le bernsteinisme*, tendance hostile au marxisme dans la social-démocratie internationale, née à la fin du XIXe siècle en Allemagne et appelée du nom du social-démocrate allemand Edouard

Bernstein. Il entreprit la révision de la théorie révolutionnaire de Marx dans l'esprit du libéralisme bourgeois.

Les partisans de Bernstein en Russie étaient les « marxistes légaux », les « économistes », les adeptes du Bund, les menchéviks. — P. 71.

43. « *Listok* » [la Feuille], journal mensuel de tendance constitutionnelle libérale, publié illégalement à l'étranger par le prince P. Dolgorouki. Parut de novembre 1862 à juillet 1864. Il en sortit en tout 22 numéros : les cinq premiers à Bruxelles, les autres à Londres. — P. 74.

44. Le parti *Narodnoïé Pravo*, organisation illégale des intellectuels démocrates, fondée avec la participation d'anciens membres de la « Narodnaïa Volia » en 1893 (M. Natanson et d'autres) ; au printemps 1894, il fut dissous par le gouvernement tsariste. Cette organisation publia deux documents-programmes : « Question immédiate » et « Manifeste ». La plupart de ses membres adhéra par la suite au parti socialiste-révolutionnaire. — P. 76.

45. Lénine fait allusion à une thèse de l'ouvrage de K. Marx *La lutte des classes en France (1848-1850)* (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. I, p. 137). — P. 77.

46. « *Novoïé Vrémia* » [Temps nouveaux], journal publié à Pétersbourg de 1868 à octobre 1917. Au début modérément libéral, il devint à partir de 1876 un organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de la bureaucratie. Le journal attaquait le mouvement non seulement révolutionnaire, mais aussi libéral bourgeois. A dater de 1905, organe des Cent-Noirs. — P. 78.

47. Il s'agit d'une circulaire de la Direction principale de la presse, adressée aux rédactions des journaux et revues après la parution dans le *Novoïé Vrémia* de l'article « Sur les désordres ouvriers ». La circulaire fut reproduite dans le n° 6 de l'*Iskra* (juillet 1901) dans une note « Saint-Pétersbourg » (la rubrique « Notre vie sociale »). — P. 78.

48. Le mouvement gréviste de 1885 gagna nombre d'entreprises textiles des provinces de Vladimir, Moscou, Tver et d'autres du Centre industriel. La plus vaste par ses proportions et la plus significative par son importance fut la grève des ouvriers de la manufacture de Nikolskoïé, près d'Orékhovo-Zouévo, appartenant au fabricant Morozov, en janvier 1885. Les revendications essentielles des ouvriers étaient : la diminution des amendes, la réglementation de l'embauchage, etc. ; la grève était dirigée par les ouvriers d'avant-garde : P. Moïséenko, L. Ivanov et V. Volkov.

La grève chez Morozov, à laquelle participaient environ 8 000 ouvriers, fut écrasée par les troupes tsaristes ; plus de 600 arrestations. Sous l'empire du mouvement gréviste de 1885-1886 le gouvernement tsariste fut contraint de publier la loi du 3 juin

1886 (loi sur les amendes) qui établissait que les sommes retirées des amendes iraient non au profit des fabricants mais au profit des ouvriers. — P. 80.

49. « *Moskovskiĕ Vĕdomosti* » [le Courrier de Moscou], journal publié à partir de 1756 ; après 1860, il se fit l'écho des milieux monarchistes les plus réactionnaires des propriétaires fonciers et du clergé ; à partir de 1905, un des principaux organes des Cent-Noirs. Parut jusqu'à la Révolution d'Octobre 1917. — P. 80.

50. Il s'agit de la grève de 30 000 ouvriers du textile, connue sous le nom de la « fameuse guerre industrielle pétersbourgeoise », qui eut lieu à Pétersbourg de mai à juin 1896.

La raison en fut le refus des fabricants de payer intégralement aux ouvriers le salaire pour les jours chômés à l'occasion du sacre de Nicolas II. La grève débuta à la filature de coton Kalinkinskaïa et gagna rapidement toutes les principales filatures de coton et tissage de Pétersbourg. Le prolétariat de Pétersbourg engagea le premier sur un large front la lutte contre les exploiteurs. La grève se poursuivit sous la direction de la section pétersbourgeoise de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » qui lança des tracts et des proclamations appelant les ouvriers à faire valoir solidairement et avec fermeté leurs droits. L'« Union de lutte » fit imprimer et diffuser les principales revendications des grévistes : réduction de la journée de travail à 10 heures et demie, augmentation des tarifs, paiement des salaires sans retard, etc. Les grèves de Pétersbourg contribuèrent à l'évolution du mouvement ouvrier à Moscou et dans les autres villes de Russie ; elles contraignirent le gouvernement à réviser la législation ouvrière et à promulguer la loi du 2 juin 1897 sur la réduction de la journée de travail dans les fabriques et les usines à 11 heures et demie. « Elles ont, comme l'écrira plus tard Lénine, inauguré l'ère du mouvement ouvrier qui allait monter sans cesse, ce facteur le plus puissant de toute notre révolution » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 13, p. 78).

Les informations annonçant la grève produisirent une énorme impression à l'étranger : en Allemagne, Autriche et Angleterre. Les correspondances relatives à la grève paraissaient dans *Vorwaerts* (Berlin) et *Arbeiter Zeitung* (Vienne). L'adresse des ouvriers anglais, signée des chefs de toutes les organisations socialistes et syndicales, fut traduite en russe et diffusée par l'« Union de lutte » parmi les ouvriers de Pétersbourg. A un meeting des trade-unions de Londres, la communication de V. Zassoulitch sur la grève et l'intervention d'Eléonore Marx-Eveling furent accueillies d'enthousiasme. Les assistants firent la quête au bénéfice des grévistes et l'on annonça que des fonds seraient recueillis dans les trade-unions. Des collectes furent également effectuées en Allemagne, Autriche et Pologne. Le congrès de la IIe Internationale, réunie à Londres en juillet 1896, accueillit avec des transports de joie la communication de G. Plékhanov sur la grève de 1896 et vota spécialement un message de saluta-

tion aux ouvriers russes en lutte contre l'« un des derniers remparts de la réaction européenne ». — P. 80.

51. La brochure *Documents secrets se rapportant à la loi du 2 juin 1897*, publiée à Genève en 1898 par « l'Union des social-démocrates russes à l'étranger ». — P. 80.

52. « *Grajdanine* » [le Citoyen], journal réactionnaire, paraissant à Pétersbourg de 1872 à 1914. A partir des années 80, a été l'organe des monarchistes extrémistes. Le journal vivait surtout des subsides du gouvernement tsariste. A dater de 1906 parut comme journal hebdomadaire. — P. 96.

53. *Manilovisme*, du nom de Manilov, personnage des *Ames mortes* de Gogol. Manilov est devenu synonyme d'un philistinisme sans principe, de mièvrerie, de chimérisme sans objet. — P. 99.

54. L'ouvrage *La question agraire et les « critiques » de Marx* a été écrit par Lénine en juin-septembre 1901. Les quatre premiers chapitres furent publiés dans le n° 2-3 de la revue *Zaria* en décembre 1901 sous le titre « Messieurs les « critiques » dans la question agraire. Premier essai », signé *N. Lénine*. Puis ils furent publiés légalement à Odessa (avec la note « Autorisé par la censure, Odessa, 23 juillet 1905 ») par les Editions Bourévestnik sous forme de brochure avec un titre modifié : *N. Lénine*, « La question agraire et les « critiques » de Marx ». Ce titre est maintenu par l'auteur dans les éditions postérieures de l'ouvrage tout entier, comme de ses différentes parties.

Les chapitres V-IX furent publiés pour la première fois dans la revue légale *Obrazovanié* n° 2, février 1906. Ils portent des sous-titres, ce qui n'était pas le cas des chapitres I-IV publiés dans *Zaria* et dans l'édition de 1905.

Dans le livre de *Vl. Iline* (V. Lénine) « La question agraire » 1re partie, paru à Pétersbourg en 1908, furent pour la première fois publiés ensemble les neuf chapitres, plus les chapitres X et XI ; on ajouta des sous-titres aux chapitres I-IV ; on transforma quelques détails dans la rédaction du texte et on ajouta quelques notes.

Le (dernier) chapitre XII fut publié pour la première fois en 1908 dans le recueil *La vie quotidienne*.

Les neuf premiers chapitres font partie du présent tome, les chapitres X, XI et XII, écrits en 1907, font partie du tome 13 des Œuvres de V. Lénine. — P. 101.

55. « *Obrazovanié* » [l'Enseignement], revue mensuelle littéraire, de vulgarisation scientifique et socio-politique. Publiée à Pétersbourg de 1892 à 1909. De 1902 à 1908, les marxistes ont collaboré au journal. — P. 101.

56. « *Rousskoïé Bogatstvo* » [la Richesse Russe], revue mensuelle, parut à Pétersbourg de 1876 jusqu'au milieu de 1918. A partir des années 90, le journal devint l'organe des populistes libéraux ;

les rédacteurs en étaient S. Krivenko et N. Mikhaïlovski. Le journal préconisait l'entente avec le gouvernement tsariste et le refus de toute lutte révolutionnaire contre lui, combattait avec acharnement le marxisme et les marxistes russes. — P. 105.

57. « *Natchalo* » [le Commencement], revue mensuelle littéraire, scientifique et politique des « marxistes légaux » ; parut à Pétersbourg dans la première moitié de 1899 sous la direction de P. Strouvé, M. Tougan-Baranovski, etc. En dehors des « marxistes légaux » y publiaient des articles G. Plékhanov, V. Zassoulitch, etc. La revue fut interdite en juin 1899 par le gouvernement tsariste.

Lénine publia dans cette revue quelques critiques (voir Œuvres, t. 4, pp. 65-74, 95-104) et une partie du 3e chapitre de l'ouvrage « Le développement du capitalisme en Russie » (sous le titre « Eviction de l'exploitation par corvées au profit de l'exploitation capitaliste dans l'agriculture russe contemporaine »). (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, pp. 157-183.)

Lénine fait allusion à l'article de Boulgakov « Sur la question de l'évolution capitaliste de l'agriculture », publié dans les nos 1-2 et 3 de la revue de janvier-février et mars 1899. — P. 105.

58. « *Jizn* » [la Vie], revue mensuelle éditée à Pétersbourg de 1897 à 1901 ; en 1902, elle parut à l'étranger. A partir de 1899, la revue fut l'organe des « marxistes légaux ».

Lénine publia dans cette revue l'article « Réponse à Monsieur P. Nejdanov », n° 12, décembre 1899, et deux articles sous le titre « Le capitalisme dans l'agriculture. (A propos d'un livre de Kautsky et d'un article de Boulgakov) », nos 1 et 2, janvier et février 1900 (voir Œuvres, t. 4, pp. 164-170, 105-163). — P. 106.

59. *Malthusianisme*, théorie réactionnaire de l'économiste bourgeois anglais Malthus (1766-1834), selon laquelle le seul remède aux calamités sociales serait la limitation volontaire de l'accroissement de la population, c'est-à-dire en s'abstenant du mariage et de la procréation. — P. 111.

60. Voir K. Marx, *le Capital*, livre troisième, t. III, Editions Sociales, Paris 1960, p. 50. — P. 115.

61. Voir K. Marx, *le Capital*, livre troisième, t. III, pp. 129-130. — P. 116.

62. Voir K. Marx, *le Capital*, livre troisième, t. III, p. 130. — P. 117.

63. Voir K. Marx, *le Capital*, livre troisième, t. III, pp. 127-129. — P. 117.

64. *Propriété du clan*, propriétés terriennes possédées par une famille. — P. 119.

65. Voir K. Marx, *le Capital*, livre troisième, t. III, p. 41. — P.122.

66. Voir K. Marx, *Théorie de la plus-value*, t. II, 2e partie, 1936, pp. 57-58. — P. 125.

67. « *Sozialistische Monatshefte* » [Cahiers socialistes mensuels], revue, organe principal des opportunistes de la social-démocratie allemande et l'un des organes de l'opportunisme international. Pendant la guerre mondiale impérialiste de 1914-1918, elle s'aligna sur les positions du social-chauvinisme.Parut à Berlin de 1897 à 1933. — P. 133.

68. « *Die Neue Zeit* », revue de la social-démocratie allemande paraissant à Stuttgart de 1883 à 1923. De 1885 à 1895, *Die Neue Zeit* publia quelques articles de F. Engels. Il donnait souvent des indications à la rédaction de la revue et la critiquait vivement pour ses écarts vis-à-vis du marxisme. A dater de 1895, après la mort de F. Engels, la revue, interprète des idées de Kautsky, publie systématiquement les articles des révisionnistes. Pendant la guerre mondiale impérialiste (1914-1918), elle se tint au centre, soutenant en fait les social-chauvins. — P. 140.

69. *La loi d'exception contre les socialistes* fut introduite en Allemagne en 1878. Cette loi interdisait toutes les organisations du Parti social-démocrate, les organisations ouvrières de masse, la presse ouvrière ; on confisquait la littérature socialiste ; on commença à exiler les social-démocrates. Sous la poussée d'un mouvement ouvrier de masse la loi fut abrogée en 1890. — P. 149.

70. « *Vorwaerts* », organe central de la social-démocratie allemande, commença à paraître à partir de 1876 sous la direction de W. Liebknecht et d'autres encore. F. Engels combattit sur ses pages toutes les manifestations de l'opportunisme. Après la mort d'Engels (en 1895), *Vorwaerts* publia systématiquement les articles des opportunistes qui prévalaient dans la social-démocratie allemande et la IIe Internationale. — P. 150.

71. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. I, p. 26 . — P. 154.

72. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. I, p. 670. — P. 155.

73. Voir F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1950, pp. 325-338. — P. 155.

74. *N.-on*, Nikolaï-on (pseudonymes de N. Danielson), un des idéologues du populisme libéral des années 1880-1890. — P. 158.

75. *Le proudhonisme*, tendance antiscientifique, hostile au marxisme, du socialisme petit-bourgeois, appelée du nom de son idéo-

logue, l'anarchiste français Pierre Joseph Proudhon. En critiquant la grande propriété capitaliste à partir des positions petites-bourgeoises, Proudhon aspirait à perpétuer la petite propriété privée, proposait de fonder des banques « populaires » et d'«échange», qui permettraient aux ouvriers d'acquérir des moyens de production propres, de devenir des hommes de métiers et d'assurer une vente « équitable » de leurs produits. Proudhon ne comprenait pas le rôle et l'importance du prolétariat, se montrait hostile à la lutte de classes, à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat ; à partir de ses positions d'anarchiste, il niait la nécessité de l'Etat. Marx et Engels combattirent avec esprit de suite les tentatives de Proudhon d'imposer ses vues à la Ire Internationale. Le proudhonisme essuya une critique fulgurante dans l'ouvrage de Marx *La misère de la philosophie*. La lutte implacable de Marx, Engels et de leurs partisans contre le proudhonisme aboutit à la victoire complète du marxisme sur le proudhonisme au sein de la Ire Internationale.

Lénine qualifia le proudhonisme de « stupidité de petit-bourgeois et de philistin », incapable de se pénétrer du point de vue de la classe ouvrière. Les idées du proudhonisme sont largement utilisées par les « théoriciens » bourgeois pour prêcher la collaboration des classes. — P. 158.

76. « *Der Volksstaat* » [l'Etat populaire], journal, organe central de la social-démocratie allemande, parti d'Eisenach ; parut à Leipzig de 1869 à 1876, sous la direction de W. Liebknecht. Y collaborèrent K. Marx et F. Engels. — P. 159.

77. K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. I, p. 655. — P. 159.

78. Lénine cite la préface d'Engels à la 2e édition de l'ouvrage *La question du logement*. (Œuvres choisies en deux volumes, t. I, p. 584.) — P. 160.

79. *Ruth*, nom de la femme qui, selon la tradition biblique, ramassait des épis sur un champ qui ne lui appartenait pas.

L'expression « les épis ramassés par Ruth » signifie ici un travail facile, insouciant. — P. 170.

80. *L'homme du commun*, c'est-à-dire le peuple ; expression employée dans les publications libérales, à l'époque du tsarisme. — P. 178.

81. C'est-à-dire d'une manière primitive, superficielle. Cela tient au fait qu'avant la révolution, le district de Souzdal était connu pour ses icônes mal faites, grossièrement peinturlurées et bon marché. — P. 179.

82. *Verein für Sozialpolitik*, Union des économistes bourgeois allemands, fondée en 1872. L'Union avait pour but d'éliminer l'influence de la social-démocratie sur la classe ouvrière et soumettre le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie. — P. 181.

83. Erhebungen über die Lage der Landwirtschaft in Großherzogthum Baden 1883. Veranstaltet durch das großherzogliche Ministerium des Innern. Bd. IV.
(Enquêtes sur la situation de l'agriculture dans le Grand-duché de Bade 1883. Réalisées par le ministère de l'Intérieur du Grand-duché, t. VI.) — P. 185.

84. Voir K. Marx, *le Capital*, livre troisième, t. III, p. 186. — P. 187.

85. Passage tiré de l'œuvre de M. Saltykov-Chtchédrine : *L'Idylle moderne*. — P. 195.

86. On se rend compte, à la lecture des chapitres VII et IX, publiés pour la première fois dans la revue *Obrazovanié*, que Lénine se proposait d'examiner dans cet ouvrage les statistiques de l'agriculture française et de faire l'analyse des « critiques » de l'économiste français Maurice. Mais ce plan n'a pas été réalisé et, dans l'édition de 1908, Lénine modifia les passages correspondants du texte qui témoignaient de son intention initiale. Ainsi, dans la phrase : « La prolétarisation des campagnes se poursuit, nous le montrerons plus loin avec les multiples données de la statistique allemande et française... », on avait retranché deux mots : « et française ». Dans la phrase : « La croissance rapide des villes augmente sans discontinuer le nombre de ces « fermes laitières », et il se trouvera sans doute toujours des Hecht, des David, des Hertz et des Tchernov (et aussi, pour ne pas offenser la France, des Maurice : voir plus loin)... » Les mots entre parenthèses ont été supprimés. La fin de la phrase : « Voilà pourquoi, si l'on confond ces deux processus ou bien si l'on néglige l'un d'eux, on peut facilement tomber dans les erreurs les plus grossières, dont nous verrons plus bas un échantillon dans l'analyse des conclusions de M. Boulgakov sur les données de source française », fut remplacé par « dont les exemples sont disséminés tout au long du livre de Boulgakov». — P. 225.

87. *Le Congrès d'« unification »*, qui eut lieu à Zurich les 21-22 septembre (4-5 octobre) 1901, constituait une tentative d'unifier les organisations social-démocrates russes à l'étranger sur les principes d'un programme marxiste. Au congrès assistaient les représentants de la section à l'étranger de l'« organisation *Iskra-Zarta*, de l'organisation « Social-Démocrate » (qui englobait le groupe « Libération du Travail »), de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger », du Bund et du groupe « Borba ».
Avant la convocation du congrès se tint une conférence des représentants des mêmes organisations en juin 1901, à Genève. Elle adopta une résolution servant de base de principe à un accord et une action commune.
Le rapprochement amorcé devait revêtir une forme officielle au congrès d'« unification ». Cependant, les articles de dirigeants de l'Union, publiés en septembre 1901 dans le n° 10 du *Rabotchéié Dié lo*, les amendements et les compléments à la réso-

lution de la conférence de Genève, apportés par les représentants de l'Union au congrès, démontrèrent que l'Union restait sur des positions opportunistes. Les représentants de l'*Iskra* et de l'organisation *Social-Démocrate* quittèrent le congrès après avoir fait une déclaration.

Lénine assistait et intervint au Congrès d'« unification » sous le nom de « Frey ». C'était la première intervention publique de Lénine parmi les social-démocrates russes à l'étranger. — P. 227.

88. *L'Union des social-démocrates russes à l'étranger*, fondée en 1894, à Genève sur l'initiative du groupe « Libération du Travail ». Au début, le groupe dirigeait l'Union et rédigeait ses publications. Plus tard, les éléments opportunistes prirent le dessus dans l'Union (« jeunes » — « économistes »). En novembre 1898, au premier congrès de l'Union, le groupe « Libération du Travail » refusa de rédiger les publications. La rupture définitive et l'abandon de l'Union par le groupe eurent lieu en avril 1900, au deuxième congrès de l'Union, quand le groupe « Libération du Travail » et ses partisans quittèrent le congrès et fondèrent l'organisation indépendante « Social-Démocrate ». — P. 229.

89. *L'organisation «Social-Démocrate»* se forma des membres du groupe « Libération du Travail » et de ses partisans en mai 1900 après la scission de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». Dans un tract-appel, l'organisation « Social-Démocrate » proclama ses objectifs : « contribuer au mouvement socialiste dans le prolétariat russe » et combattre toutes les tentatives opportunistes de dénaturer le marxisme. L'organisation publia la traduction russe du *Manifeste du Parti communiste* et une série d'ouvrages de K. Marx et F. Engels, ainsi que plusieurs brochures de G. Plékhanov, K. Kautsky, etc. En octobre 1901, sur proposition de Lénine, elle fusionna avec la section à l'étranger de l'*Iskra-Zarïa* pour former une « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger. » — P. 229.

90. Allusion au groupe composé de D. Riazanov, Y. Stéklov (Nevzorov), E. Gourévitch (V. Danévitch, E. Smirnov), formé à Paris en été 1900 et qui en mai 1901 prit le nom « Borba ». Soucieux de concilier les tendances révolutionnaire et opportuniste de la social-démocratie, le groupe « Borba » proposa la fusion des organisations social-démocrates à l'étranger et entama des pourparlers à cet effet avec les organisations de l'*Iskra* et de la *Zarïa*, du *Social-Démocrate*, avec l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger », prit part aux travaux de la conférence de Genève (juin 1901), et du congrès d'« unification » (octobre 1901). En automne 1901, le groupe « Borba », transformé en un groupe littéraire autonome, annonça le programme de ses publications. Le groupe « Borba » falsifiait la théorie révolutionnaire du marxisme, se montrait hostile aux principes

léninistes de l'organisation et de la tactique de la démocratie révolutionnaire russe. Par suite de l'abandon des vues et de la tactique social-démocrate, de l'attitude désorganisatrice et de l'absence de liaisons avec les organisations social-démocrates de Russie, elle ne fut pas admise au IIe Congrès du P.O.S.D.R. Par décision du IIe Congrès le groupe « Borba » fut dissous. — P. 229.

91. *Le millerandisme*, tendance opportuniste appelée du nom du socialiste-réformiste français Millerand qui en 1899 fit partie du gouvernement bourgeois réactionnaire, où il collabora avec le général Galliffet, bourreau de la Commune de Paris. — P. 230.

92. *Montagne et Gironde*, dénomination de deux groupements politiques bourgeois pendant la révolution bourgeoise française de 1789. On appelait Montagne (Jacobins) les représentants les plus énergiques de la classe révolutionnaire de leur temps, la bourgeoisie, qui affirmait la nécessité de détruire l'absolutisme et le féodalisme. Les Girondins, au contraire, balançaient entre la révolution et la contre-révolution et acceptaient des compromis avec la monarchie.

Lénine appelle « Gironde socialiste » le courant opportuniste dans la social-démocratie, et jacobins prolétariens la Montagne, les social-démocrates révolutionnaires. Après la scission du P.O.S.D.R. en bolchéviks et menchéviks Lénine soulignait souvent que les menchéviks représentaient la tendance girondine dans le mouvement ouvrier. — P. 231.

93. Le *Parteitag de Lübeck*, congrès de la social-démocratie allemande, qui eut lieu à Lübeck du 9 au 15 (22-28) septembre 1901. Le travail du congrès porta surtout sur la lutte contre le révisionnisme qui s'était formé, vers cette époque, comme l'aile droite du parti avec son propre programme et son organe littéraire *Sozialistische Monatshefte*. Le leader des révisionnistes Bernstein, qui avait préconisé bien avant le congrès la révision du socialisme scientifique, réclama, dans son discours au congrès, la « liberté de critique » du marxisme. Le congrès rejeta le projet de résolution proposé par les partisans de Bernstein. Dans une résolution adoptée au congrès, celui-ci adressait un avertissement à Bernstein, mais ne posait pas la question de principe de l'impossibilité pour les bernsteiniens de demeurer dans les rangs d'un parti ouvrier. — P. 232.

94. *Les jauressistes*, partisans du socialiste français Jean Jaurès, leader de l'aile droite, réformiste, du parti socialiste français. Sous couleur de revendiquer la « liberté de critique », les jauressistes s'affirmaient en faveur d'une révision des principes fondamentaux du marxisme, de la collaboration de classe du prolétariat avec la bourgeoisie. En 1902, ils fondèrent le Parti socialiste français qui s'inspirait des principes réformistes. — P. 232.

95. *Parti ouvrier de la libération politique de la Russie*, organisation peu nombreuse de tendance populiste, qui subsista de 1899 à 1902 à Minsk, Biélostok et quelques autres villes. En 1902, les membres de cette organisation adhérèrent au Parti socialiste-révolutionnaire. — P. 232.

96. *Le Bund*, « Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie ». Fondé en 1897, il groupait principalement les artisans juifs des régions occidentales de la Russie. Au Ier Congrès du P.O.S.D.R., en mars 1898, le Bund adhéra au P.O.S.D.R. Au IIe Congrès du P.O.S.D.R., les bundistes émirent la prétention de faire reconnaître le Bund comme l'unique représentant du prolétariat juif. Après que le congrès eut rejeté le nationalisme des bundistes en matière d'organisation, le Bund quitta le Parti.

En 1906, après le IVe Congrès (d'« unification »), le Bund adhéra de nouveau au P.O.S.D.R. Les bundistes prêtèrent une aide constante aux menchéviks et combattirent sans cesse les bolchéviks. Adhérant nominalement au P.O.S.D.R., le Bund était une organisation de caractère nationaliste et bourgeois. A la revendication du programme des bolchéviks (droit des nations à disposer d'elles-mêmes) le Bund opposait la revendication d'une autonomie nationale-culturelle. Pendant la première guerre mondiale de 1914-1918, les bundistes adoptèrent une position social-chauvine ; en 1917, le Bund soutint le gouvernement provisoire contre-révolutionnaire et combattit aux côtés des ennemis de la Révolution socialiste d'Octobre. Au cours de la guerre civile, les membres en vue du Bund se joignirent aux forces de la contre-révolution. En même temps, parmi les militants de base du Bund, s'amorçait un revirement en faveur d'une collaboration avec le pouvoir des Soviets. Quand la victoire de la dictature du prolétariat s'affirma nettement sur la contre-révolution intérieure et l'intervention étrangère, le Bund déclara renoncer à la lutte contre le pouvoir soviétique. En mars 1921, le Bund prit le parti de se dissoudre, certains de ses membres entrèrent au P.C.(b)R., selon les règles établies. — P. 233.

97. « *Le Code de l'Empire de Russie* », recueil de lois de la Russie tsariste. Promulgué en 1833, entré en vigueur en 1835 ; il comprenait 15 volumes, en 1892 paraissait le tome 16. — P. 236.

98. Lénine fait allusion à la proclamation *Première lettre aux paysans frappés par la famine*, publiée en 1892, sous la signature « Paysans de bonne volonté ». La proclamation fut tirée à près de 1 800 exemplaires dans l'imprimerie illégale de Lakhta, à Pétersbourg, du « Groupe de la *Narodnaïa Volia* ». — P. 241.

99. *Judas*, type du propriétaire féodal, hypocrite et faux dévot, campé dans *Messieurs les Golovlev* de Saltykov-Chtchédrine. — P. 242.

100. Il s'agit du comité de Pétersbourg de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de l'époque où, après l'arrestation de Lénine et de la plupart des dirigeants de l'« Union » en décembre 1895, la direction en fut assumée par les « jeunes » social-démocrates qui s'alignaient sur les positions de l'« économisme ». L'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » fut organisée par Lénine en automne 1895. Elle comprenait tous les cercles ouvriers marxistes de Pétersbourg. A la tête de l'« Union de lutte » se trouvait le groupe principal (S. Radtchenko, A. Vanéev, A. Iakoubova, N. Kroupskaïa, G. Krjijanovski, V. Starkov et d'autres), dirigé par Lénine. L'« Union de lutte » assumait la direction du mouvement ouvrier révolutionnaire ; elle conjuguait la lutte des ouvriers pour les revendications économiques avec la lutte politique contre le tsarisme. L'« Union de lutte », la première en Russie, réalisa la *liaison du socialisme avec le mouvement ouvrier*, le passage de la propagande du marxisme dans un cercle étroit d'ouvriers d'avant-garde à la propagande politique parmi les masses profondes de la classe ouvrière. L'« Union de lutte » édita tracts et brochures à l'usage des ouvriers, dirigea le mouvement gréviste. L'« Union de lutte » fut l'amorce d'un parti ouvrier marxiste révolutionnaire, elle propagea son influence loin au-delà de Pétersbourg, et c'est à son exemple que des « Unions de lutte » firent leur apparition dans d'autres villes. — P. 243.

101. *Le groupe « Libération du Travail »*, premier groupe marxiste russe, fondé par G. Plékhanov à Genève en 1883. Outre Plékhanov, le groupe comprenait P. Axelrod, L. Deutsch, V. Zassoulitch et V. Ignatov.

Le groupe « Libération du Travail » joua un rôle important dans la diffusion du marxisme en Russie. Il traduisit en russe, fit imprimer à l'étranger et répandre en Russie les ouvrages des fondateurs du marxisme : *Le Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, *Travail salarié et capital* de Marx, *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels, etc. Plékhanov et son groupe portèrent au populisme un coup décisif. Les deux projets de programme des social-démocrates russes, rédigés par Plékhanov en 1883 et 1885, et publiés par le groupe « Libération du Travail », marquèrent un progrès important dans la préparation et la constitution du Parti social-démocrate en Russie. Un rôle éminent dans la diffusion des conceptions marxistes appartient aux ouvrages de Plékhanov *Socialisme et lutte politique* (1883), *Nos controverses* (1885), *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire* (1895). Mais le groupe « Libération du Travail » commit aussi de graves erreurs : les séquelles des conceptions populistes, la sous-estimation du caractère révolutionnaire de la paysannerie, la surestimation du rôle de la bourgeoisie libérale. Ces erreurs contenaient en germe les futures conceptions menchéviques de Plékhanov et de certains autres membres du groupe. Le groupe « Libération

du Travail » n'était pas pratiquement lié au mouvement ouvrier. Lénine signalait que le groupe « Libération du Travail » ne fonda la social-démocratie que théoriquement et fit un premier pas à la rencontre du mouvement ouvrier » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, p. 289).

Au IIe Congrès du P.O.S.D.R., en août 1903, le groupe « Libération du Travail » annonça la fin de son existence. — P. 243.

102. *La Ligue à l'étranger de la social-démocratie révolutionnaire russe*, formée sur l'initiative de Lénine en octobre 1901, comprenait la section à l'étranger de l'organisation *Iskra-Zaria* et l'organisation « Social-Démocrate » (avec le groupe « Libération du Travail »). La Ligue avait pour tâche de diffuser les idées de la social-démocratie révolutionnaire et de concourir à la mise sur pied d'une organisation social-démocrate de combat. Elle était de fait le représentant à l'étranger de l'*Iskra*. Elle recrutait des partisans de l'*Iskra* parmi les social-démocrates russes résidant à l'étranger, la soutenait matériellement, organisait la livraison des journaux pour la Russie et publiait de la littérature marxiste de vulgarisation. La Ligue fit paraître plusieurs *Bulletins* et brochures. Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. confirma la Ligue comme seule organisation du Parti à l'étranger, pourvue d'un statut de comité et lui fit obligation de travailler, sous la direction et le contrôle du Comité central du P.O.S.D.R.

Après le IIe Congrès, les menchéviks, retranchés derrière la Ligue, engagèrent la lutte contre Lénine et les bolchéviks. Au deuxième congrès de la Ligue (octobre 1903), ils lancèrent une campagne de calomnies contre les bolchéviks, après quoi Lénine et ses partisans quittèrent la séance du congrès. Les menchéviks ratifièrent les nouveaux statuts de la Ligue, dirigés contre les statuts du Parti adoptés au IIe Congrès du P.O.S.D.R. Dès lors la Ligue devint le rempart du menchévisme ; elle subsista jusqu'en 1905. — P. 245.

103. Le premier chapitre de l'ouvrage de Lénine *Revue de politique intérieure* fut publié en brochure dans deux éditions sous le titre « La lutte contre les affamés ». La première édition parut en tiré à part au n° 2-3 de la *Zaria* ; la seconde parut à l'imprimerie illégale de l'*Iskra* à Kichinev, à trois mille exemplaires. — P. 257.

104. Il s'agit d'Arkadi Pavlytch Pénotchkine, personnage d'un récit de Tourguénev *Le bourgmestre*. — P. 261.

105. *Les pompadours*, personnages satiriques, synthétisés, imaginés par Saltykov-Chtchédrine dans son ouvrage *Messieurs et mesdames les pompadours*, où le grand satirique flétrit la haute administration tsariste, ministres et gouverneurs. — P. 267.

106. Lénine cite l'ouvrage de M. Saltykov-Chtchédrine *L'histoire d'une ville*. — P. 267.

107. « *Priazovski Kraï* », journal quotidien, parut à Rostov-sur-le-Don de 1891 à 1916 ; il faisait suite au journal *Donskoïé Pollé*, publié de 1889 à 1891. — P. 271.

108. *La caution solidaire*, responsabilité collective imposée aux paysans de chaque commune rurale, pour le versement opportun et intégral de tous les paiements en espèces et l'exécution de toutes les redevances au profit de l'Etat et des propriétaires fonciers (impôts, indemnités de rachat, conscriptions, etc.). Cette forme d'asservissement des paysans, maintenue après l'abolition du servage en Russie, n'a été rapportée qu'en 1906. — P. 272.

109. *Listes réglementaires* établies par les conseils d'administration provinciaux et qui contenaient des renseignements détaillés sur les condamnés à la déportation en Sibérie. — P. 276.

110. Lénine fait allusion au livre de Nikolaï-on (N. Danielson) *Essais sur notre économie sociale après la réforme*, publié à Pétersbourg en 1893. — P. 282.

111. « *Rousskié Viédomosti* » [les Nouvelles Russes], journal publié à Moscou à partir de 1863, par des professeurs libéraux de l'Université de Moscou et des personnalités des zemstvos ; il reflétait les intérêts des propriétaires fonciers et des bourgeois libéraux. Depuis 1905, organe des cadets de droite ; interdit après la Révolution d'Octobre 1917, comme les autres journaux contre-révolutionnaires. — P. 284.

112. *La Cour de Moscou*, tribunal tsariste, institué après la réforme judiciaire de 1864, connaissait des causes civiles et de droit commun spéciales, jugeait en appel. Elle rayonnait sur plusieurs provinces. — P. 285.

113. Il s'agit d'Akaki Akakiévitch Bachmatchkine, personnage du récit de Gogol *Le Manteau*. — P. 287.

114. *L'homme sous cloche de verre*, personnage d'un récit homonyme de Tchékhov. Type de l'homme de la rue, esprit borné, craignant toute innovation, toute initiative. — P. 287.

115. Il s'agit du « Règlement des institutions des zemstvos provinciales et de district », ratifié par Alexandre II le 1er janvier 1864. — P. 288.

116. *Kit Kitytch*, surnom donné à Tit Titytch, riche marchand de la comédie d'Ostrovski : *Tel fait la faute dont un autre porte la peine*. — P. 289.

117. « *Missionerskoïé Obozrénié* » [Revue des missionnaires], revue mensuelle de théologie, éditée par les milieux ecclésiastiques ; parut de 1896 à 1898 à Kiev ; de 1899 à 1916 à Pétersbourg.

La revue groupait les milieux réactionnaires du clergé, qui se distinguaient par leur obscurantisme et leur alliance étroite avec la police, menait la lutte contre les membres de sectes. — P. 296.

118. « *Orlovski Vestnik* » [le Messager d'Orel], quotidien socio-politique et littéraire de tendance libérale modérée, parut à Orel de 1876 à 1918. — P. 297.

119. « *Vêra i Razoum* » [Foi et Raison], revue de théologie et philosophie, éditée de 1884 à 1916 auprès du Séminaire de Kharkov ; paraissait deux fois par mois. La revue occupait une position ultra-réactionnaire et s'attaquait furieusement au mouvement démocratique et à la pensée progressiste. — P. 299.

120. *Svobodnoïé Slovo* [la Libre Parole], maison d'édition publiant à l'étranger (Angleterre, Suisse) les œuvres de Léon Tolstoï, interdites par la censure russe et les brochures dirigées contre la persécution des membres des sectes par le gouvernement tsariste. De 1899 à 1901, la maison d'édition publia la revue *Svobodnaïa Mysl*, et de 1901 à 1905 la revue *Svobodnoïé Slovo*. — P. 299.

121. *Frey*, l'un des pseudonymes de Lénine. — P. 308.

122. « *Svoboda* » [la Liberté], revue éditée en Suisse en 1901-1902, par un groupe portant le même nom, fondé en mai 1901 et s'intitulant « groupe socialiste-révolutionnaire ». Il y eut deux numéros : le n° 1 en 1901 et le n° 2 en 1902. Le groupe « Svoboda » publia aussi *A la veille de la Révolution. Aperçu non périodique des questions de théorie et de tactique* n° 1 ; le journal-revue *Echos* n° 1, la brochure de L. Nadiéjdine *Renaissance de l'esprit de révolution en Russie*, etc.

Le groupe « Svoboda » n'avait « ni idées sérieuses et fermes, ni programme, ni tactique, ni organisation, ni racines dans les masses » (Lénine, Œuvres, t. 20, p. 375). Dans ses publications, le groupe « Svoboda » préconisait les idées ayant trait à l'« économisme » et au terrorisme, prônait le soutien aux groupes anti-iskristes en Russie. Le groupe cessa d'exister en 1903. — P. 316.

123. « *Youjny Rabotchi* » [l'Ouvrier du Sud], journal social-démocrate publié par un groupe illégal du même nom, de janvier 1900 à avril 1903 ; il en parut en tout 12 numéros. Le journal était surtout diffusé dans les organisations social-démocrates du sud de la Russie.

Lénine rattachait ce groupe aux organisations « qui reconnaissaient en paroles l'*Iskra* pour organe dirigeant, poursuivaient en fait leurs propres plans distincts et se caractérisaient par leur instabilité de principes ». Le groupe fonctionna jusqu'au IIe Congrès du P.O.S.D.R. La plupart des responsables du groupe se rallièrent plus tard aux menchéviks. — P. 318.

124. *Zoubatov*, colonel de gendarmerie, s'efforça d'implanter ce qu'on appelait le « socialisme policier », mit sur pied de fausses organisations ouvrières sous la tutelle des gendarmes et de la police afin de détourner les ouvriers du mouvement révolutionnaire. — P. 319.

125. La manifestation du 6 (18) décembre 1876 fut organisée par les ouvriers et les étudiants en signe de protestation contre l'arbitraire de l'autocratie. G. Plékhanov, qui participait à la manifestation, prononça un discours révolutionnaire. La manifestation fut dispersée par la police. Un grand nombre de manifestants furent arrêtés et condamnés à la déportation ou aux travaux forcés. — P. 327.

126. Sous le mot d'ordre « La terre et la liberté » fit son apparition à l'époque une organisation illégale de même nom, fondée en Russie par les populistes en 1876. Des personnalités marquantes de l'organisation « La terre et la liberté » étaient A. Mikhaïlov, G. Plékhanov, O. Aptekman, A. Kviatkovski, S. Kravtchinski (Stepniak), S. Pérovskaïa, N. Morozov, V. Figner et d'autres.

Considérant la paysannerie comme la force révolutionnaire fondamentale en Russie, les tenants de « La terre et la liberté » essayèrent de soulever les paysans contre le tsarisme. Ils menaient une action révolutionnaire dans plusieurs provinces de Russie : Tambov, Voronèje, etc. En 1879, il se forma au sein de « La terre et la liberté » une fraction de terroristes, qui tenaient la terreur pour le principal moyen de lutte contre le tsarisme. Au congrès qui eut lieu à Voronèje, la même année, se scinda en deux organisations : « Narodnaïa Volia » (La volonté du peuple) et « Tchorny pérédiel » (Le partage noir). — P. 327.

127. *Dobrolioubov N.* (1836-1861), éminent démocrate révolutionnaire russe, philosophe matérialiste et critique littéraire.— P. 328.

128. *Oblomov*, personnage du roman de même nom de Gontcharov, synonyme de routine, marasme, inertie. — P. 344.

129. Le recueil *Lutte prolétarienne*, n° 1, édité par le « Groupe social-démocrate de l'Oural », imprimé en 1899 dans l'imprimerie du groupe. Les auteurs de ce recueil, ralliés aux « économistes », niaient la nécessité de créer un parti politique indépendant de la classe ouvrière ; ils estimaient que l'on peut accomplir une révolution politique au moyen d'une grève générale sans organisation préalable et préparation de la masse, sans insurrection armée. — P. 345.

130. « *Bibliothèque ouvrière social-démocrate* », série de brochures éditées illégalement à Vilno et Pétersbourg en 1900-1901. — P. 345.

131. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. I, pp. 31-32. — P. 346.

132. Il s'agit de la grève générale des étudiants, organisée en hiver 1901-1902. La grève s'étendit à 30 000 personnes. — P. 347.

133. Lénine fait allusion à l'affaire Dreyfus, officier d'Etat-Major français, Juif, faussement accusé d'espionnage et de haute trahison et condamné en 1894 par le tribunal militaire à la réclusion à vie. Procès monté par les milieux réactionnaires français. Le mouvement d'opinion publique en faveur de Dreyfus dévoila la vénalité du tribunal et aggrava la lutte politique des républicains contre les monarchistes. En 1899, Dreyfus fut gracié et libéré. Ce n'est qu'en 1906, lors d'une nouvelle révision de l'affaire que Dreyfus fut réhabilité. — P. 347.

134. L'ouvrage *Que faire ? Les questions brûlantes de notre mouvement* a été écrit par Lénine fin 1901-début 1902. Dans l'article « Par où commencer ? » publié dans le n° 4 de l'*Iskra* (mai 1901) Lénine écrivait que l'article est « l'esquisse d'un plan que nous développerons plus longuement dans une brochure en cours de préparation ».

C'est en automne 1901 que Lénine aborde de près le travail sur ce livre. Dans la « Préface à la brochure *Documents du Congrès d'« unification »*, rédigée en novembre 1901, Lénine fait savoir que le travail « est en chantier et paraîtra incessamment ». En décembre, dans le n° 12 de l'*Iskra*, Lénine publie un article « Entretien avec des défenseurs de l'économisme » qu'il appellera plus tard un résumé de *Que faire ?* En février 1902, Lénine écrit la préface à ce livre. Au début de mars *Que faire ?* paraît à Stuttgart, aux éditions Dietz, comme l'annonçait l'*Iskra* dans son n° 18 du 10 mars 1902.

En rééditant en 1907 *Que faire ?* dans le recueil *En douze ans*, Lénine omet le paragraphe « a » du chapitre 5 : « Qui s'est formalisé de l'article « Par où commencer ? », et annonce dans la préface qu'il publie l'ouvrage « avec de toutes petites omissions, en ne laissant de côté que les détails concernant les rapports d'organisation ou de petites remarques polémiques ». En même temps, Lénine ajoutait cinq nouvelles notes en bas de page.

Dans le présent tome, *Que faire ?* est conforme au texte de l'édition de 1902, collationné sur l'édition de 1907. — P. 353.

135. « *Rabotchaïa Gazéta* » [le Journal Ouvrier], organe illégal du groupe des social-démocrates de Kiev. Il en parut deux numéros : le n° 1 en août 1897, et le n° 2 en décembre (daté de novembre) de la même année. Le Ier Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie reconnut la *Rabotchaïa Gazéta* comme l'organe officiel du Parti. Après le congrès, à la suite de la destruction de l'imprimerie par la police et de l'arrestation des membres du Comité central, le journal cessa de paraître. — P. 356.

136. *Lassalliens et eisenachiens*, deux partis dans le mouvement ouvrier allemand des années 60 et début des années 70.

Lassalliens, partisans et disciples de F. Lassalle, socialiste petit-bourgeois allemand (1825-1864). En 1863, avec son concours actif, fut fondée l'Union générale ouvrière d'Allemagne, organisation politique des ouvriers allemands, qui subsista jusqu'en 1875. Les revendications inscrites au programme de l'Union ont été exposées par Lassalle dans une série d'articles et de discours. Partant d'un point de vue idéaliste sur l'Etat en tant qu'organisation au-dessus des classes, Lassalle jugeait possible d'utiliser l'Etat prussien en vue de résoudre la question sociale en constituant avec l'aide de ce dernier des associations de producteurs. Selon Marx, Lassalle préconisait un « socialisme gouvernemental de royauté prussienne ». Lassalle n'orientait les ouvriers qu'en direction de la lutte pacifique, parlementaire, estimant qu'en introduisant le suffrage universel l'Etat prussien se transformera en « Etat populaire libre ». Pour obtenir la promulgation d'une loi sur le suffrage universel, Lassalle noua contact avec Bismarck, lui promit l'appui de l'Union générale ouvrière d'Allemagne dans sa lutte contre l'opposition libérale et dans ses plans de reconstitution de l'Allemagne «par en haut », sous l'hégémonie de la Prusse. Lassalle prit position contre les méthodes révolutionnaires de la lutte de classes, contestait le rôle des syndicats ouvriers et des grèves, ignorait volontairement les tâches internationales de la classe ouvrière, insufflant aux ouvriers allemands des idées nationalistes. Ce qui devait causer un grand préjudice au mouvement ouvrier allemand, c'était le dédain de Lassalle à l'égard de la paysannerie, qu'il tenait pour une force réactionnaire. Marx et Engels combattirent les néfastes dogmes utopiques et les vues réformistes de Lassalle ; par leur critique, ils contribuèrent à soustraire les ouvriers allemands à l'influence de ce courant opportuniste.

Eisenachiens, membres du Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne, fondé en 1869, au congrès constitutif d'Eisenach. Les chefs des eisenachiens étaient A. Bebel et W. Liebknecht, qui se trouvaient sous l'influence idéologique de Marx et Engels.

Le programme eisenachien spécifiait que le Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne se regardait comme « section de l'Association internationale des travailleurs dont il partageait les vues ». Les eisenachiens, grâce aux incessants conseils et critiques de Marx et Engels, pratiquaient une politique révolutionnaire plus conséquente que l'Union générale ouvrière allemande lassallienne. En particulier, en ce qui concerne la réunion de l'Allemagne, ils préconisaient «la voie démocratique et prolétarienne et luttaient contre les moindres concessions au prussianisme, au bismarckisme, au nationalisme». (V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 19, p. 265.) Sous l'influence de l'essor du mouvement ouvrier et le renforcement des répressions gouvernementales, les deux partis fusionnèrent, au congrès de Gotha, en un seul Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, où les lassalliens représentaient l'aide opportuniste. — P. 358.

137. *Guesdistes et possibilistes*, deux tendances qui, dans le mouvement socialiste français, remontaient à l'année 1882 après la scission du Parti ouvrier français.

Les *guesdistes*, partisans de Jules Guesde, tendance marxiste, de gauche, qui préconisait une propre politique révolutionnaire du prolétariat.

Les *possibilistes*, tendance réformiste, petite-bourgeoise, qui détournait le prolétariat des méthodes révolutionnaires de lutte. Ils proposaient de restreindre l'activité de la classe ouvrière aux limites du possible en régime capitaliste. En 1902, les possibilistes, en commun avec d'autres groupes réformistes, constituent le Parti socialiste français.

En 1905, le Parti socialiste de France et le Parti socialiste français fusionnent au sein d'un seul parti. Pendant la guerre impérialiste de 1914-1918, Jules Guesde de concert avec la direction du Parti socialiste français s'aligne sur les positions du social-chauvinisme. — P. 358.

138. *Fabiens*, membres de la « Société des fabiens », opportuniste, réformiste, fondée par un groupe d'intellectuels bourgeois d'Angleterre, en 1884. La société, appelée du nom de Fabius Cunctator (le « Temporiseur »), connu pour sa tactique de temporisation devant les batailles décisives. Les fabiens détournaient le prolétariat de la lutte de classes, prêchaient le passage pacifique du capitalisme au socialisme, au moyen de petites réformes.

Engels a donné une appréciation des fabiens dans sa lettre à Sorge du 18 janvier 1893. Lénine les a maintes fois caractérisés dans ses œuvres. Voir ses travaux : « Préface à la traduction russe du livre : *Lettres de J. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx et autres, à F. Sorge, etc.* », *Programme agraire de la social-démocratie dans la révolution russe*, *Le pacifisme anglais et l'aversion anglaise pour la théorie*, etc. — P. 358.

139. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. I, p. 250. — P. 360.

140. *Bezzaglavtsy*, organisateurs et collaborateurs de la revue *Bez zaglavia* [Sans titre], éditée à Pétersbourg en 1906 par S. Prokopovitch, E. Kouskova, V. Bougoutcharski et autres.

Ils se disaient ouvertement partisans du révisionnisme, soutenaient menchéviks et libéraux, s'élevaient contre la politique autonome du prolétariat. Lénine les appelait cadets menchévisants ou menchéviks cadétisants. — P. 362.

141. *Ilovaïski D.* (1832-1920), historien, auteur de nombreux manuels d'histoire officiels, largement répandus dans les écoles primaires et secondaires de la Russie d'avant la Révolution. L'histoire, dans ses manuels, se réduisait surtout à l'activité des tsars et des chefs de guerre ; le processus historique s'y expliquait par des circonstances secondaires et fortuites. — P. 363.

142. *Socialisme de la chaire*, tendance apparue aux années 70-80 dans l'économie politique bourgeoise d'Allemagne. Les représentants de cette tendance prêchaient du haut des chaires universitaires, en guise de socialisme, le réformisme libéral bourgeois. Les socialistes de la chaire prétendaient que l'Etat bourgeois est un Etat au-dessus des classes, capable de réconcilier les classes ennemies et introduire progressivement le « socialisme », sans heurter les intérêts des capitalistes et en tenant compte, dans la mesure du possible, des revendications des travailleurs. En Russie les conceptions des socialistes de la chaire étaient diffusées par les « marxistes légaux ». — P. 364.

143. *Nozdrev*, personnage des *Ames mortes* de Gogol ; l'auteur le qualifiait d'homme historique parce que, partout où il apparaissait, il provoquait « histoires » et scandales. — P. 364.

144. *La résolution de Hanovre*, relative aux « Attaques contre les conceptions fondamentales et la tactique du Parti », adoptée par le congrès de la social-démocratie allemande, réuni à Hanovre du 9 au 14 octobre 1899. La discussion de ce point au congrès et l'adoption d'une résolution spéciale étaient dues au fait que les opportunistes présidés par Bernstein préconisaient la révision de la théorie marxiste et demandaient la remise en question de la politique révolutionnaire et de la tactique de la social-démocratie. La résolution adoptée au congrès déclinait les revendications des révisionnistes, mais il y manquait la critique et la dénonciation du bernsteinisme. Les partisans de Bernstein votèrent, eux aussi, pour cette résolution. — P. 365.

145. *Le Congrès de Stuttgart* de la social-démocratie allemande, qui s'est tenu du 3 au 8 octobre 1898, a discuté pour la première fois la question du révisionnisme dans la social-démocratie allemande. Lecture y a été donnée de la déclaration de Bernstein absent, dans laquelle il exposait et faisait valoir ses vues opportunistes, qu'il avait émises auparavant dans une série d'articles. Il n'y avait pas d'unité au congrès parmi les adversaires de Bernstein. Les uns (Bebel, Kautsky et d'autres) préconisaient la lutte idéologique et la critique des erreurs de Bernstein, mais s'opposaient aux mesures d'organisation à prendre contre lui. Les autres — la minorité, R. Luxembourg en tête — se sont prononcés avec plus de décision contre le bernsteinisme . — P. 365.

146. *Starover*, pseudonyme de A. Potressov, membre de la rédaction de l'*Iskra*, plus tard menchévik. — P. 366.

147. « *A propos d'un écrivain infatué de sa personne* », titre d'un des premiers récits de Maxime Gorki. — P. 368.

148. Il est question ici d'un recueil de *Documents sur notre développement économique*, tiré à 2 000 exemplaires dans une imprimerie

légale, en avril 1895. Le recueil comporte un article de Lénine (sous le pseudonyme *K. Touline*) « Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé (*Influence du marxisme sur la littérature bourgeoise*), article dirigé contre les « marxistes légaux ». (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 1, pp. 361-547.) — P. 368.

149. *Protestation des social-démocrates de Russie*, rédigée par Lénine en déportation (1899) et dirigée contre le *Credo*, manifeste d'un groupe d'« économistes » (S. Prokopovitch, E. Kouskova et autres, passés plus tard aux cadets). Ayant reçu le *Credo* par l'intermédiaire de sa sœur, A. Elizarova, Lénine rédigea une violente protestation accusatrice.

La « Protestation » a été discutée et adoptée à l'unanimité dans une réunion de 17 marxistes déportés politiques, convoquée par Lénine dans le village d'Ermakovskoïé, arrondissement de Minoussinsk. Les colonies de déportés à Touroukhansk et Orlov (province de Viatka) se joignirent à cette protestation. La « Protestation des social-démocrates de Russie » a été expédiée par Lénine à l'étranger, au groupe « Libération du Travail ». Au début de 1900 la « Protestation » est réimprimée par G. Plékhanov dans le recueil *Vademecum*, pour la rédaction du *Rabotchéïé Diélo*. — P. 370.

150. « *Byloïé* » [le Passé], revue historique mensuelle, parut de 1906 à 1907 à Pétersbourg. En 1908, elle prit le nom de *Minouvchyé Gody* [Années révolues], et fut suspendue par le gouvernement tsariste. En juillet 1917, elle reparaît à Pétrograd, jusqu'en 1926. — P. 370.

151. *Vademecum pour la rédaction du « Rabotchéïé Diélo »*, recueil de textes et documents avec préface de Plékhanov, qui dénonçaient les vues opportunistes de « l'Union des social-démocrates russes à l'étranger » et de la rédaction de l'organe de cette « Union », la revue *Rabotchéïé Diélo*. Le recueil a été établi par G. Plékhanov et édité par le groupe « Libération du Travail », à Genève, en 1900. — P. 371.

152. « *Profession de foi* », feuille volante exposant les vues opportunistes du Comité de Kiev rédigée à la fin de 1899. Le contenu correspond en bien des points au fameux *Credo* des « économistes ». Lénine fait la critique de ce document dans un article intitulé « A propos d'une *Profession de foi* » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 294-305). — P. 371.

153. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. II, p. 8. — P. 375.

154. *Le programme de Gotha*, programme du Parti social-démocrate d'Allemagne, adopté en 1875, au congrès de Gotha lors de la fusion des eisenachiens et des lassalliens. Le programme péchait par

son éclectisme et son opportunisme dans les questions les plus importantes. Les eisenachiens avaient fait des concessions aux lassalliens et adopté leurs formules. K. Marx et F. Engels soumirent le projet du programme de Gotha à une critique sévère, le considérant comme un grand pas en arrière même par rapport au programme eisenachien de 1869 (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. II, pp. 5-31). — P. 376.

155. Lénine cite dans sa propre traduction un extrait de la préface de F. Engels à son ouvrage *La guerre paysanne en Allemagne* (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. I, pp. 696-698). — P. 379.

156. La brochure *De l'agitation* a été écrite en 1894 à Vilno par Krémer (plus tard, un des organisateurs du Bund) et revue par I. Zederbaum (Martov) ; diffusée d'abord en manuscrit et à la polycopie, elle est imprimée à la fin de 1897, à Genève, avec une préface et une postface de P. Axelrod. La brochure, qui résumait l'expérience du travail de la social-démocratie à Vilno, exerça une forte influence sur les social-démocrates russes : elle comportait des mots d'ordre appelant à renoncer à la propagande confinée dans les cercles, pour passer à l'agitation de masse parmi les ouvriers en tenant compte de leurs revendications et de leurs besoins quotidiens. Mais l'exagération du rôle et de l'importance de la lutte strictement économique, au préjudice de l'agitation politique face aux revendications démocratiques générales, constituait l'embryon du futur « économisme ». Dans la postface à l'édition genevoise de la brochure, Axelrod insista sur le caractère unilatéral de l'« économisme de Vilno ». G. Plékhanov soumit à une analyse critique la brochure *De l'agitation* dans un article intitulé « Encore une fois le socialisme et la lutte politique ». — P. 383.

157. « *Rousskaïa Starina* », revue historique mensuelle, publiée à Pétersbourg de 1870 à 1918. — P. 383.

158. « *Rabotchi Listok de Saint-Pétersbourg* » [la Feuille ouvrière de Saint-Pétersbourg], journal illégal, organe de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg. Il en parut deux numéros : le n° 1 en février (daté de janvier) 1897 (tiré en Russie à la polycopie à 300-400 exemplaires), et le n° 2 en septembre 1897, à Genève. — P. 384.

159. *La réunion privée* dont parle Lénine eut lieu à Pétersbourg entre le 14 et le 17 février (26 février et 1er mars 1897). Assistaient à cette réunion V. Lénine, A. Vanéiev, G. Krjijanovski et d'autres membres de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg, les « vieux » mis en liberté pour trois jours avant leur déportation en Sibérie et les « jeunes » qui dirigeaient l'« Union de lutte » depuis l'arrestation de Lénine. — P. 385.

160. « *Listok* « *Rabotnika* » édité à Genève par l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger », de 1896 à 1899. Il en parut 10 numéros. Les nos 1-8 furent publiés sous la direction du groupe « Libération du Travail ». La plupart des membres de l'« Union » ayant opéré un tournant vers l'« économisme », le groupe « Libération du Travail » refusa de collaborer à l'édition. Le n° 9-10 du *Listok* « *Rabotnika* » parut sous une nouvelle direction formée par l'« Union ». — P. 385.

161. *Article de V.I.*, article de V. Ivanchine. — P. 386.

162. Les gendarmes du tsar portaient des uniformes bleus. — P. 387.

163. *V.V.*, pseudonyme de V. Vorontsov, un des idéologues du populisme libéral des années 80-90. Par «V.V. de la social-démocratie russe», Lénine entend les tenants du courant opportuniste dans la social-démocratie russe, les « économistes ». — P. 388.

164. *Les syndicats Hirsch-Duncker*, fondés en Allemagne en 1868 par les bourgeois libéraux Hirsch et Duncker, qui prêchaient « l'harmonie des intérêts de classes », détournaient les ouvriers de la lutte révolutionnaire de classe contre la bourgeoisie, limitaient les objectifs du mouvement syndical aux caisses de mutualité et aux organisations éducatives. — P. 393.

165. *Groupe d'autolibération de la classe ouvrière.* Un faible groupe d'« économistes » apparut à Pétersbourg, en automne 1898, qui subsista quelques mois. Il lança un appel exposant ses objectifs (paru dans la revue *Nakanounié*, éditée à Londres), les statuts et plusieurs proclamations aux ouvriers. — P. 395.

166. « *Nakanounié* » [à la Veille], revue de tendance populiste ; parut en russe à Londres, de janvier 1899 à février 1902. En tout 37 numéros. La revue ralliait autour d'elle les représentants de différents partis petits-bourgeois. — P. 395.

167. Sous le pseudonyme *N. Beltov*, G. Plékhanov publia son *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire*, éditée légalement à Pétersbourg en 1895. — P. 402.

168. Il s'agit de l'« Hymne du socialiste russe moderne », satire publiée dans le n° 1 de la *Zaria* (avril 1901) sous la signature de *Narcisse Touporylov*. Les « économistes » y étaient raillés, avec leur façon de s'accommoder au mouvement spontané. Y. Martov en était l'auteur. — P. 402.

169. Le journal *Iskra* n° 7 (août 1901), sous la rubrique « Chronique du mouvement ouvrier et lettres des fabriques et usines », publiait la lettre d'un ouvrier tisseur, qui témoignait de l'influence considérable exercée par l'*Iskra* de Lénine sur les ouvriers d'avant-garde.

« ...J'ai montré à de nombreux camarades l'*Iskra*, le numéro est passablement usé, mais il nous est cher... », écrivait l'auteur. « On y parle de notre cause, de toute la cause russe, que l'on ne saurait apprécier à prix d'argent ni déterminer par le nombre d'heures ; quand on le lit, on comprend pourquoi les gendarmes et la police ont peur de nous, ouvriers, et des intellectuels que nous suivons. La vérité, c'est qu'ils font peur au tsar, aux employeurs et à tous, et pas seulement à la bourse du patron... Maintenant, le peuple ouvrier peut s'enflammer sans peine, déjà le feu couve en dessous, il suffit d'une étincelle pour provoquer l'incendie. Ah, comme cela est bien dit, que de l'étincelle jaillira la flamme !... Dans le temps, chaque grève était un événement, et maintenant chacun voit qu'une seule grève n'est rien, il faut maintenant rechercher la liberté, la prendre dans un corps à corps. A présent, tout le monde, vieux et jeunes, tous liraient volontiers, mais notre malheur c'est qu'il n'y a pas de livres. Dimanche dernier, j'ai réuni onze personnes et je leur ai lu « Par où commencer ? », et nous ne nous sommes séparés qu'à la nuit. Comme tout y est bien dit, comme tout a été saisi sur le vif... Nous aimerions bien envoyer une lettre à votre *Iskra* non seulement pour qu'elle nous apprenne par où commencer, mais aussi comment vivre et mourir. » — P. 441.

170. « *Rossia* » [la Russie], journal libéral modéré ; parut à Pétersbourg de 1899 à 1902. — P. 446.

171. « *St.-Pêtersbourgskiè Vièdomosti* » [les Nouvelles de St.-Pétersbourg]. Le journal paraissait depuis 1728, faisant suite au premier journal russe *Vièdomosti* publié à dater de 1703. De 1728 à 1874, il fut édité à l'Académie des Sciences ; à partir de 1875, au ministère de l'Education nationale. Le journal parut jusqu'en fin 1917. — P. 449.

172. Du nom de l'économiste bourgeois allemand, L. Brentano, partisan de la tendance dite du « socialisme d'Etat ». Brentano s'attacha à démontrer la possibilité de réaliser l'égalité sociale dans le cadre du capitalisme par la voie des réformes et la conciliation des intérêts entre capitalistes et ouvriers. Sous couleur d'une phraséologie marxiste, Brentano et ses adeptes ont tenté de subordonner le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie. — P. 449.

173. Il s'agit du *Groupe des ouvriers pour la lutte contre le capital*, faible groupe dont les conceptions touchent de près à l'économisme ». Fondé au printemps de 1899 à Pétersbourg. Il a tiré à la polycopie une feuille volante *Notre programme*, mais il a été impossible de la diffuser en raison de la chute du groupe. — P. 455.

174. *N.N.*, S. Prokopovitch, un des « économistes » actifs, plus tard cadet. — P. 461.

175. *Afanassi Ivanovitch et Pulchéria Ivanovna*, famille patriarcale de petits propriétaires terriens, décrite par Gogol dans les *Propriétaires de l'ancien temps*. — P. 467.

176. Lénine fait allusion à son activité révolutionnaire à Pétersbourg de 1893 à 1895. — P. 478.

177. Il s'agit de la brochure *Rapport sur le mouvement social-démocrate russe au Congrès socialiste international de 1900 à Paris*. Le rapport fut présenté au congrès, sur recommandation de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger », par la rédaction du *Rabotchéié Diélo*, et édité en 1901 par l'Union à Genève en brochure. La brochure comprenait également le rapport du Bund (« Histoire du mouvement ouvrier juif en Russie et en Pologne »). — P. 495.

178. Cette note est faite par Lénine dans un but conspiratif. Les faits énumérés ici le sont exactement dans l'ordre où ils ont eu lieu. — P. 509.

179. Il s'agit des pourparlers de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg avec Lénine qui, dans la seconde moitié de 1897, avait écrit les deux brochures mentionnées dans le texte. — P. 509.

180. Il s'agit de la « Ligue à l'étranger » de la social-démocratie révolutionnaire russe. — P. 509.

181. Il s'agit des pourparlers entre le Comité central du Bund et Lénine. — P. 509.

182. En relatant le « *quatrième fait* », Lénine fait allusion à la tentative de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » et du Bund pour réunir au printemps de 1900 le deuxième congrès du Parti. Le « *membre du Comité* » mentionné par Lénine est I. Lalaïantz (membre du comité social-démocrate d'Ekatérinoslav), venu en février 1900 à Moscou pour négocier avec Lénine. — P. 510.

183. Lénine cite l'article de D. Pissarev « Les bévues d'une pensée sans maturité ». — P. 523.

184. Lénine fait allusion au passage suivant de l'ouvrage de Marx *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte* :

« Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire une deuxième fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. » (Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. I, p. 251.) — P. 524.

185. *Les janissaires*, infanterie privilégiée dans la Turquie du Sultan, licenciée en 1826. Les janissaires razziaient la population, se signalaient par une cruauté sans nom. Lénine donne le nom de janissaires à la police du tsar. — P. 528.

186. Cette annexe a été omise par Lénine lors de la réédition de *Que faire ?* dans le recueil *En douze ans*, en 1907. — P. 535.

187. *Bureau Socialiste International*, organe exécutif de la IIe Internationale ; fondé sur décision du Congrès de Paris en 1900. A partir de 1905, Lénine en fit partie en qualité de délégué du P.O.S.D.R. — P. 535.

188. L'*Iskra* du 10 mars 1902, n° 18, rubrique « Dans le Parti », fit paraître une note intitulée « La polémique de la *Zarta* contre la rédaction du *Vorwaerts* », et qui tirait les enseignements de cette polémique. — P. 540.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE

CHRONOLOGIE

(Mai 1901-février 1902)

1901

Avant le 13 (26) mai — Lénine commence à travailler à *Que faire ?*

13-15 (26-28) mai — Dans le n° 4 de l'*Iskra* est publié l'article de Lénine « Par où commencer ? », dans lequel il expose un plan concret d'édification d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, plan développé plus tard dans le livre *Que faire ?*

Mai-juin — Lénine dirige l'organisation du transport du journal *Iskra* en Russie.
Lénine négocie avec le groupe de l'*Iskra* de Bakou pour faire réimprimer l'*Iskra* par l'imprimerie locale clandestine organisée par V. Ketskhovéli.
Lénine, dans ses lettres aux agents de l'*Iskra*, ordonne la publication à l'imprimerie de l'*Iskra* à Kichinev de matériaux extraits des numéros publiés de l'*Iskra*.

Avant le 24 juin (début juillet) — Lénine écrit l'article « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme ».

24 et 26 juin (7 et 9 juillet) — Lénine soulève devant les membres de la rédaction de l'*Iskra*, la question de l'élaboration du projet de programme du Parti.

24 juin-17 juillet (7-30 juillet) — Lors de la discussion de l'article de Lénine « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme », à la rédaction de l'*Iskra*, des divergences se manifestent entre Lénine et Plékhanov sur l'attitude envers les libéraux. Lénine refuse

de modifier le ton général de l'article et de changer sa position de principe à l'égard des libéraux.

Juin — L'article de Lénine « Un nouveau massacre », consacré à la défense de l'usine Oboukhov, est publié dans le n° 5 de l'*Iskra*.

Juin-septembre — Lénine écrit l'article « La question agraire et les « critiques de Marx », dirigé contre les révisionnistes, « critiques » de la théorie marxiste de la question agraire.

Juillet — Lénine dans une lettre à un membre de l'*Iskra* proteste catégoriquement contre le projet d'édition à Pétersbourg d'un organe régional de l'organisation russe de l'*Iskra* estimant que ce projet marque un retour aux méthodes artisanales de travail.
L'article de Lénine « Un précieux aveu » est publié dans le n° 6 de l'*Iskra*.

31 juillet-12 août (13-25 août) — Lénine reçoit de Russie la première brochure, publiée à Kichinev par l'imprimerie clandestine de l'*Iskra*, de N. Kroupskaïa « L'ouvrière ».

Août — L'article de Lénine « Les leçons de la crise » est publié dans le n° 7 de l'*Iskra*.
Lénine envoie en Russie, aux agents de l'*Iskra*, un projet qu'il a élaboré d'une organisation de l'*Iskra* pour toute la Russie.

10 (23) septembre — L'article de Lénine « Les ultra-réactionnaires au travail » est publié dans le n° 8 de l'*Iskra*.

20 septembre (3 octobre) — Lénine participe à la conférence des représentants des organisations à l'étranger de l'*Iskra* et du *Social-Démocrate*, à Zürich. La conférence charge Lénine d'intervenir au congrès d'« unification » des organisations à l'étranger du P.O.S.D.R.

21 septembre (4 octobre) — Lénine prononce au congrès d'« unification » des organisations de l'*Iskra*, du *Social-Démocrate*, de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger », du Bund et du groupe « Borba », un discours dévoilant l'opportunisme des dirigeants de l'union.

22 septembre (5 octobre) — Lénine quitte le congrès d'« unification » avec les représentants des organisations à l'étranger de

l'*Iskra* et du *Social-Démocrate*, après avoir donné lecture de la déclaration sur la rupture définitive avec l'Union.

Fin septembre-début octobre (octobre) — Lénine mène des pourparlers avec un agent de l'*Iskra*, venu de Russie, et donne des indications pour créer une organisation de l'*Iskra* pour toute la Russie.
Lénine fait partie d'une organisation créée sur son initiative, « La Ligue à l'étranger de la social-démocratie révolutionnaire russe », qui réunit les partisans de l'*Iskra* et de l'organisation « Social-Démocrate ».

Octobre — Les articles de Lénine « La lutte contre les affamés », « Réponse au comité de St.-Pétersbourg » et « Les affaires de l'étranger » sont publiés dans le n° 9 de l'*Iskra*.

Avant le 20 novembre (3 décembre) — L'article de Lénine « Règlements scélérats et jugement scélérat » est publié dans le n° 10 de l'*Iskra*.

20 novembre (3 décembre) — L'article de Lénine « Protestation du peuple finlandais » est publié dans le n° 11 de l'*Iskra*.

Avant le 5 (18) décembre — Lénine annonce, dans une lettre aux organisations de l'*Iskra* en Russie, la parution prochaine du livre *Que faire ?*

Avant le 5 (18) décembre — Lénine dans une lettre à un membre de l'*Iskra* proteste catégoriquement contre l'utilisation de l'imprimerie de l'*Iskra* à Kichinev pour la publication d'ouvrages touchant de près à l'« économisme ».

Avant le 6 (19) décembre — Lénine écrit au nom de la rédaction de l'*Iskra* une lettre de félicitations à Plékhanov pour le 25e anniversaire de son activité révolutionnaire.

6 (19) décembre — L'article de Lénine « Entretien avec les défenseurs de l'économisme » est publié dans le n° 12 de l'*Iskra*.

Entre le 6 et le 10 (19 et 23) décembre — Dans le n° 2-3 de la revue *Zarïa* sont publiés les articles de Lénine « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme », les quatre

premiers chapitres de « La question agraire et les « critiques de Marx », sous le titre « Messieurs les « critiques » dans la question agraire » (le premier écrit signé *N. Lénine*) et la « Revue de politique intérieure ».

20 décembre (2 janvier 1902) — L'article de Lénine « Le début des manifestations » est publié dans le n° 13 de l'*Iskra*.

21 décembre (3 janvier) 1902 — Lénine reçoit le premier exemplaire du n° 10 de l'*Iskra*, imprimé à l'imprimerie clandestine de l'*Iskra* de Kichinev.

1902

Début janvier (mi-janvier) — Lénine écrit les remarques critiques sur le premier projet de programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, établi par Plékhanov.

8 (21) janvier — Lénine intervient à la conférence de la rédaction de l'*Iskra* à Munich, il critique le premier projet de programme, établi par Plékhanov et apporte ses corrections et ses suggestions.

Entre le 8 et le 25 janvier (21 janvier et 7 février) — Lénine met au point un nouveau projet de programme du P.O.S.D.R.

15 (28 janvier) — L'article de Lénine « A propos du budget » est publié dans le n° 15 de l'*Iskra*.

Fin janvier (1re quinzaine de février) — Sur les indications de Lénine, une organisation de l'*Iskra* pour toute la Russie est fondée au congrès des membres de l'*Iskra* à Samara.

1er (14) février — L'article de Lénine « L'agitation politique et « le point de vue de classe » est publié dans le n° 16 de l'*Iskra*.

Février	Lénine écrit la préface au livre *Que faire ?*
Fin février-1re quinzaine de mars (mars)	Lénine écrit des remarques critiques sur le second projet de programme du P.O.S.D.R., établi par Plékhanov.
5 (18) mars	Lénine écrit pour la conférence de Biélostok du P.O.S.D.R. le « Rapport de la rédaction de l'*Iskra* à la conférence des comités de P.O.S.D.R. » et un projet de résolution ; il participe à la conférence de la rédaction de l'*Iskra*, donne des instructions au délégué de l'*Iskra* se rendant à la conférence de Biélostok.
Début mars (mi-mars)	Le livre *Que faire ?. Les questions brûlantes de notre mouvement* paraît à Stuttgart. Lénine y développe les bases idéologiques d'un parti marxiste.

TABLE DES MATIERES

Préface 7

1901

PAR OÙ COMMENCER ? 9
UN NOUVEAU MASSACRE 21
LES PERSÉCUTEURS DES ZEMSTVOS ET LES ANNIBALS DU LIBÉRALISME 27
I 32
II 39
III 45
IV 52
V 59
VI 70
UN AVEU PRÉCIEUX 78
LES LEÇONS DE LA CRISE 86
LES ULTRA-RÉACTIONNAIRES À L'ŒUVRE 92
UN CONGRÈS DES ZEMSTVOS 98
LA QUESTION AGRAIRE ET LES « CRITIQUES DE MARX » . . . 101
I. La «Loi» de la fertilité décroissante du sol 105
II. La théorie de la rente 118
III. Les machines dans l'agriculture 128
IV. Comment supprimer l'opposition entre la ville et la campagne. Questions particulières soulevées par les « critiques » 145
V. « La prospérité des petites exploitations modernes avancées ». Exemple de Bade 160
VI. Le rendement de la petite et de la grande exploitation. L'exemple de la Prusse orientale 168
VII. L'enquête de Bade sur l'exploitation paysanne . . . 183
VIII. Données générales de la statistique agricole allemande pour 1882 et 1895. La question des exploitations moyennes 196

IX. La laiterie et les associations agricoles en Allemagne. La population rurale allemande classée selon la situation dans l'économie 208

CONGRÈS D' « UNIFICATION » DES ORGANISATIONS À L'ÉTRANGER DU P.O.S.D.R. (21-22 septembre (4-5 octobre) 1901 . . . 227

1. DISCOURS DU 21 SEPTEMBRE (4 OCTOBRE) *(procès-verbal)* . . 229

2. QUESTIONS POSÉES À « L'UNION DES SOCIAL-DÉMOCRATES RUSSES » AU CONGRÈS D'« UNIFICATION » TENU LE 21 SEPTEMBRE (4 OCTOBRE) 1901 234

LA LUTTE CONTRE LES AFFAMÉS 235

RÉPONSE AU COMITÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG 243

OÙ EN SONT NOS AFFAIRES À L'ÉTRANGER 245

RÈGLEMENT DE BAGNE ET VERDICT DE BAGNE 247

REVUE DE POLITIQUE INTÉRIEURE 255

I. La famine 257

II. Ce qu'il faut penser de la crise et de la famine . . . 279

III. Le tiers élément 286

IV. Deux discours de maréchaux de la noblesse 294

PRÉFACE À LA BROCHURE « DOCUMENTS DU CONGRÈS D'« UNIFICATION » 307

LA PROTESTATION DU PEUPLE FINLANDAIS 311

LA REVUE *SVOBODA* 316

ENTRETIEN AVEC LES DÉFENSEURS DE L'ÉCONOMISME 318

POUR LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ACTIVITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE PLÉKHANOV 326

LE DÉBUT DES MANIFESTATIONS 327

DE LA LETTRE DES « OUVRIERS DU MIDI » 331

ANARCHISME ET SOCIALISME 333

1902

À PROPOS DU BUDGET 337

L'AGITATION POLITIQUE ET LE « POINT DE VUE DE CLASSE » . . 343

RÉPONSE À UN « LECTEUR » 350

QUE FAIRE ? *Les questions brûlantes de notre mouvement* . . . 353

Préface 355

I. Dogmatisme et « liberté de critique » . . . 358

a) Que signifie la « liberté de critique » ? 358

b) Les nouveaux défenseurs de la « liberté de critique » . 362

c) La critique en Russie 367

d) Engels et l'importance de la lutte théorique 374

II. La spontanéité des masses et l'esprit de conscience de la social-démocratie . . 380
a) Début de l'essor spontané 381
b) Le culte du spontané. La « Rabotchaïa Mysl » 385
c) Le « Groupe de l'autolibération » et le *Rabotchétié Diélo* 395

III. Politique trade-unioniste et politique social-démocrate 405
a) L'agitation politique et son rétrécissement par les économistes 406
b) Comment Martynov a approfondi Plékhanov . : . . 417
c) Les révélations politiques et « l'éducation de l'activité révolutionnaire » 420
d) Ce qu'il y a de commun entre l'économisme et le terrorisme 427
e) La classe ouvrière combat à l'avant-garde pour la démocratie 430
f) Encore une fois « calomniateurs », encore une fois « mystificateurs » 447

IV. Les méthodes artisanales des économistes et l'organisation des révolutionnaires 451
a) Qu'est-ce que le travail artisanal ? 452
b) Travail artisanal et économisme 455
c) L'organisation des ouvriers et l'organisation des révolutionnaires 463
d) Envergure du travail d'organisation 479
e) L'organisation « conspirative » et le « démocratisme » . 486
f) Travail à l'échelle locale et nationale 494

V. « Plan » d'un journal politique pour toute la Russie 505
a) Qui s'est formalisé de l'article « Par où commencer ? » . 506
b) Un journal peut-il être un organisateur collectif ? . . 511
c) De quel type d'organisation avons-nous besoin ? . . . 524

Conclusion 531

Annexe. Tentative d'union de l'*Iskra* et du *Rabotchétié Diélo* 535
Amendement à « Que faire ? » 543
Notes 545
La vie et l'œuvre de V. Lénine 583

Illustrations

Première page du journal *Iskra* n°4, portant l'article de V. Lénine «Par où commencer?» 1901. 11

Couverture de la revue *Zaria* n° 2-3, 1901, dans lequel ont été publiés les articles de Lénine: «Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme», les quatre premiers chapitres de «La question agraire et «les critiques de Marx» (sous le titre «Messieurs les «critiques» «dans la question agraire») et la «Revue de politique intérieure» . . 29

Page de garde de la revue *Obrazovanié* n°2, 1906, dans laquelle ont été publiés les chapitres V-IX de l'œuvre de V. Lénine: «La question agraire et les «critiques de Marx». 103

Première page du manuscrit de V. Lénine «La revue *Svoboda*» 1901. 316-317

Première page du manuscrit de V. Lénine «Anarchisme et socialisme» 1901. 335

Couverture de l'ouvrage de V. Lénine «Que faire?» 1902 . 354-355

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA
RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY,
PAR KYRA HOPPE ET
ALEXANDRE ROUDNIKOV

Achevé d'imprimer en juillet 1965 par les Editions du Progrès, Moscou

В. И. ЛЕНИН

СОБРАНИЕ СОЧИНЕНИЙ

ТОМ 5

На французском языке

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT